

HISTOIRE
DE
L'UNITÉ ITALIENNE

1814-1871.

no 10

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

AUTRES OUVRAGES SUR L'ITALIE

- Histoire de l'Italie, depuis 1815 jusqu'à la mort de Victor-Emmanuel, par E. SORIN, 1 vol. in-12 de la *Bibliothèque d'histoire contemporaine*. 3 fr. 50
- La France et l'Italie devant l'histoire, par J. REINACH, 1 vol. in-8. 5 fr. »
- Histoire contemporaine de l'Italie, par F. HENNEGUY, 1 vol. in-32, de la *Bibliothèque utile*, broché 0.60, cart. à l'angl. 1 fr. »
- Bonaparte et les Républiques Italiennes, par P. GAFFAREL, doyen de la Faculté des Lettres de Dijon. 1 vol. in-8 de la *Bibliothèque contemporaine*. 5 fr. »

RECUEIL DES INSTRUCTIONS

DONNÉES

AUX AMBASSADEURS ET MINISTRES DE FRANCE

DEPUIS LES TRAITÉS DE WESTPHALIE JUSQU'À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Publié sous les auspices de la Commission des archives diplomatiques

du Ministère des Affaires étrangères.

Beaux vol. in-8 rai. imprimés sur pap. de Hollande, avec Introduction et notes.

Rome, par M. G. HANOTAY, de l'Académie française. 20 fr. »

Naples et Parme, par M. Joseph REINACH. 20 fr. »

Savoie-Sardaigne-Mantoue, par M. HORRIC DE BEUCAIRE, 2 vol. 40 fr. »

Correspondance politique de Guillaume Pellicier, ambassadeur de France à Venise (1540-1542), par M. Alexandre TAUSERAT-RADEL. 1 fort vol. in-8 rai. (*Inventaire analytique des archives du ministère des Affaires Étrangères*). 40 fr. »

Inw. 31224

~~No. 1365~~

HISTOIRE

DE

L'UNITÉ ITALIENNE

HISTOIRE POLITIQUE DE L'ITALIE

DE 1814 A 1871

PAR

BOLTON KING, M. A.

344617

INTRODUCTION PAR YVES GUYOT

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR ÉMILE MACQUART

TOME SECOND



PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE & C^o
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1901

Tous droits réservés.

CONTROL
BIBLIOTECA CENTRALA UNIVERSITARA
BUCURESTI
COTA 31224

1958

1961

DC 432/8

L

B.C.U. Bucuresti

C34564

HISTOIRE DE L'UNITÉ ITALIENNE

CHAPITRE XXIV

LE CONGRÈS DE PARIS

1853-1856

Le Piémont en 1853-54. LA SUPPRESSION DES MONASTÈRES; le décret; les propositions des évêques; le décret passe. Le Piémont et la France; la guerre dans l'Est; LE TRAITÉ AVEC L'ANGLETERRE ET LA FRANCE. Les Piémontais en Crimée. Etat de l'Italie, 1852-1855: Rome: le *motu-proprio*, lettre morte; la tyrannie. Naples: tyrannie de Ferdinand. Gouvernement plus doux dans la Lombardo-Vénétie. Les duchés. LE CONGRÈS DE PARIS; Cavour au Congrès. Politique anglaise; politique de Napoléon III; propositions de Cavour; résultats du Congrès.

Toutes les difficultés successives semblaient laisser le Piémont plus fort. L'année 1853 fut remplie de calamités et de misère; le choléra sévit, l'oïdium dévasta les vignobles; de mauvaises récoltes et une crise commerciale portèrent partout la détresse. Les lourds impôts et les intrigues cléricales causèrent des troubles sérieux dans le Val d'Aoste (décembre 1853) et la foule, à Turin, attaqua la maison de Cavour, mettant momentanément sa vie en danger¹. Bien qu'on se vantât d'avoir presque rétabli l'équilibre dans les finances, de nouveaux emprunts et de nouvelles taxes arrivaient avec chaque budget. Mais l'abolition du droit qui pesait encore sur les céréales soulagea la misère; la grande majorité des Piémontais restait inébranlablement attachée à la constitution, et, lorsque le Sénat rejeta le décret de Cavour relatif à l'organisation de la banque nationale, et que celui-ci, oubliant ses anciens égards envers les sénateurs, en appela au pays,

1. On pensait qu'il possédait des actions de quelques moulins chargés d'acaparer le blé; je crois, en somme, qu'il n'en avait point. Voyez Cavour, *Lettre*, V, cccx-cccxi; Castelli, *Cavour*, 15.

la majorité favorable au ministère fut réélue presque entièrement (décembre). En vérité, malgré la disette, la prospérité du pays avait fait de sérieux progrès. Dans les cinq années qui s'écoulèrent de 1850 à 1855, les importations furent presque triplées, les exportations augmentèrent de moitié. Les chemins de fer s'étendirent rapidement et, au début de l'année 1851, fut percée la ligne de Turin à Gênes, alors sans rivale en Europe comme travail d'art dans les montagnes. Et, malgré la misère, les taxes, et les intrigues incessantes des prêtres, le gouvernement se maintenait plus fort que jamais dans le pays et dans le parlement.

Rattazzi venait d'entrer dans le cabinet, et son admission montrait avec quelle entière confiance le cabinet s'appuyait sur le Centre. La force du « Grand Ministère »¹ l'encouragea à accomplir de nouveaux progrès à l'intérieur et à l'extérieur, à achever de délivrer le pays du joug de l'Église, à sceller l'alliance française. Au début de 1855, le gouvernement mit en discussion la troisième et importante réforme ecclésiastique. Les lois de Siccardi avaient supprimé l'intervention de l'Église dans l'élaboration de la loi. Le décret sur le mariage civil tendait à délivrer la vie de famille de toute ingérence cléricale. Depuis la suspension temporaire de ce décret, il y avait eu une accalmie dans la législation ecclésiastique, quoique les séminaristes eussent été en partie soumis à la conscription, en dépit des protestations de certains hommes tels que Lanza, qui mettaient en doute la sagesse d'une mesure vexatoire qui avait peu d'utilité pratique. Le pays en général approuva l'ajournement de la question du mariage civil, mais insista pour que les revenus de l'Église fussent placés sous le contrôle de l'État (*incameramento*). Immédiatement après l'entrée de Rattazzi au ministère, le gouvernement avait promis la suppression des monastères, un nouveau partage des revenus ecclésiastiques et l'abolition des subsides annuels payés au clergé par le Trésor. Sur une population de 5 millions d'habitants, le royaume comptait 604 monastères et couvents renfermant plus de 8500 personnes. On y comptait un ecclésiastique par 214 habitants, tandis que la Belgique en avait un pour 500 et l'Au-

1. Cavour, Rattazzi, La Marmora, Cibrario, Paleocapa, Dabormida, Deforesta; Ponza di San Martino venait de le quitter; Dabormida se retira en janvier 1855. Giacomo Durando et Lanza y entrèrent la même année.

triche un pour 610. Le nombre des évêques était encore plus disproportionné, car un diocèse d'étendue moyenne comptait 146000 habitants, tandis qu'il en avait 420000 en France et en Belgique plus de 600000. Le revenu des évêchés, chapitres, monastères et bénéfices sans charge d'âmes excédait 17 millions de lire, et cependant, avec toute cette richesse, plus de la moitié des curés ne recevaient que de misérables émoluments n'atteignant pas 400 lire par an¹. On pensait généralement, que, vu surtout la condition embarrassée du Trésor, le subside gouvernemental ne pouvait se justifier. Mais c'était soulever toute la question des droits de l'État sur la propriété ecclésiastique. Ceux qui étaient plus tendres pour les cléricaux, ou qui, comme Cavour, voulaient une « Église libre », l'auraient laissée tranquillement administrer ses biens, considérant la distribution des revenus ecclésiastiques comme une question qu'il appartenait à l'Église seule de régler. De l'autre côté se trouvaient les réformateurs de l'Église et les anticléricaux, qui voulaient faire de l'État l'administrateur des fonds ecclésiastiques et lui donner pouvoir, non seulement de supprimer les monastères, mais de réduire le nombre des diocèses et de faire une équitable répartition des revenus du clergé. Cavour s'opposa énergiquement à toute politique de ce genre ; un clergé payé par l'État, déclara-t-il, n'ayant ni famille ni propriété privée, deviendrait une caste, sans liens sociaux l'unissant au reste de la société, sans intérêt dans l'organisation de l'État, et constituant pour ce dernier une continuelle menace². Mais les arguments de Cavour s'appliquaient tout aussi bien au système alors existant, et il ne put empêcher qu'on prît certaines mesures. Ce fut là la rançon du concours que lui prêtaient les libéraux ; et il savait que le pays « se soumettrait plutôt à l'Autriche qu'aux prêtres ». Un gouvernement toujours aux prises avec des difficultés financières, avec un déficit constant et de lourdes taxes, ne pouvait résister à la tentation de soulager le trésor en s'attaquant aux grasses prébendes qui absorbaient un quinzième du revenu national, ou aux monastères dont les inutiles habitants fourmillaient dans les villes. Le ministère d'Azeglio lui-même avait proposé de prendre certaines mesures et avait fait

1. Tivaroni, *L'Italia*, I, 384-385 ; Boggio. *Chiesa e Stato*, 378-406.

2. Artom e Blanc, *Cavour*, 277, 498.

ressortir l'éventualité d'incidents ultérieurs plus graves si le Pape refusait son assentiment. Mais Pie resta fidèle à sa politique de ne point transiger, et des négociations ultérieures, grâce auxquelles Cavour espérait encore amener Rome à traiter, n'aboutirent qu'à une violente Encyclique (26 janvier 1855) qui condamnait les propositions comme communistes, et menaçait de l'excommunication si elles étaient mises à exécution. D'Azeglio répondit fièrement aux accusations de déloyauté de l'Encyclique, et flétrit la conscience artificielle qui avait étouffé à Rome la conscience naturelle, et donné plus de poids au Droit Canon qu'à l'équité¹. Le gouvernement avait déjà publié le projet de loi qui depuis longtemps était menaçant (9 janvier). Dépassant de beaucoup les premières propositions de d'Azeglio, il supprimait toutes les corporations religieuses, monastères, bénéfices sans charge d'âmes ou chapitres d'églises collégiales, à l'exception des chapitres des plus grandes villes et d'une liste de certaines maisons consacrées à l'éducation, à la prédication ou au soin des malades ; il prélevait une taxe proportionnelle sur les revenus des évêchés, des monastères épargnés et des bénéfices les plus riches. Les sommes ainsi perçues étaient confiées à un département du gouvernement, et, après avoir fourni le service des pensions des moines, religieuses et chanoines déplacés, devaient servir à remplacer le subside de l'État et les dîmes sardes, et à augmenter les émoluments du clergé le plus pauvre. Les immeubles des monastères supprimés devaient être affectés à des usages séculiers, mais leurs habitants actuels avaient la permission de vivre dans leurs cloîtres jusqu'à leur mort. Quoique cette loi fût un compromis et que l'opinion publique eût préféré y voir comprises au moins les maisons d'éducation et voir le nombre des évêchés réduit, cette mesure fut accueillie avec enthousiasme. A la Chambre, le Centre et la Gauche furent unanimes à la soutenir, et la loi passa à une écrasante majorité (2 mars). Mais les cléricaux comptaient sur le Sénat et le roi, et ils espérèrent recommencer avec autant de succès la tactique qu'ils avaient employée pour la loi sur le mariage civil. Le roi avait entretenu une correspondance amicale avec Rome en vue d'un compromis, et un terrible malheur vint fortifier ses scrupules. En un mois, il perdit sa

1. D'Azeglio, *Il Governo di Piemonte e la Corte di Roma*.

mère, sa femme, son fils ; les cléricaux affectèrent de considérer les chagrins qui le frappaient comme un signe de la colère divine. Sa mère lui avait, disait-on, reproché, sur son lit de mort, les attaques que son gouvernement avait dirigées contre l'Eglise ; et, tandis que sa conscience était encore troublée par ce souvenir, les cléricaux placèrent devant lui un perfide appât. Poussés par les plus modérés d'entre eux, qui avaient travaillé depuis longtemps à réconcilier le gouvernement avec Rome, les évêques offrirent de contribuer provisoirement, sur leurs propres revenus, pour une somme équivalente au subside fourni par le Trésor, à condition que la loi d'abolition fût rapportée. Le roi se laissa gagner et Cavour démissionna, sachant probablement que l'intrigue devait échouer et qu'il reviendrait au pouvoir les mains plus libres qu'auparavant¹. Giacomo Durando, le ministre de la guerre, essaya de former un cabinet, mais les sentiments du pays étaient tellement surexcités qu'il lui fut impossible de trouver des collègues prêts à partager la responsabilité. Le roi vit sa popularité compromise, et Turin dans un dangereux état d'agitation. La surexcitation était telle, que, si la crise avait continué, des troubles et une effusion de sang seraient devenues inévitables ; et le roi, solennellement averti par d'Azeglio du risque qu'il courait, rappela Cavour (3 mai). Même alors, le danger ne fut pas écarté, et ce fut seulement par l'acceptation d'amendements exemptant de la loi presque la moitié des monastères, que Cavour la fit passer au Sénat, avec une faible majorité (29 mai). L'opinion publique condamna le compromis, mais Cavour devait choisir entre les amendements et une crise constitutionnelle qui aurait pu ébranler le trône et ruiner sa politique étrangère. Le principe avait été gagné, et l'excommunication du Pape n'avait rencontré que peu d'attention, tant de la part du roi que de la part du pays.

L'intérêt de ce dernier était absorbé par la mesure importante que le gouvernement avait prise dans sa politique étrangère. Le but de Cavour était de pousser activement et vigoureusement les opérations dans le sens que d'Azeglio avait

1. Bianchi, *Politique de Cavour*, 67 ; Ghilardi, *Legge Vacca*, II, 23-24 ; Bianchi, *Diplomazia*, VII, 85 ; Massari, *Vittorio Emmanuele*, 186.

indiqué : gagner le bon vouloir de la France, afin que peut-être un jour les Français voulussent bien faire passer leurs armées par-dessus les Alpes pour chasser l'Autriche de la Lombardie et de la Vénétie. Il s'était convaincu que le Piémont seul ne pouvait espérer la victoire dans une guerre offensive, et il avait peu de foi en un soulèvement populaire. Mais bien qu'il eût raison dans son scepticisme prudent, il ne prévoyait guère sans doute combien était épineux le sentier qu'il avait choisi, combien était grande la tentation de le tromper, combien il était dangereux de rendre son pays débiteur d'un allié ambitieux et sans scrupules. Une conscience plus délicate aurait hésité à demander le concours de Louis Napoléon. Mais Cavour n'était pas homme à reculer devant l'emploi de moyens douteux, pourvu qu'ils fussent susceptibles de l'amener jusqu'au grand but. Il avait préféré voyager par les routes diplomatiques plutôt que par les voies révolutionnaires et, le choix une fois fait, il était poussé en avant par une nécessité fatale. La guerre d'Orient le força à prendre une décision. Jusqu'alors, il y avait eu beaucoup de froideur entre Turin et Paris. L'Empereur n'était pas insensible à la théorie viennoise qui prétendait que le Piémont était le lieu de refuge des incendiaires européens, et, bien qu'il partageât peu les sympathies françaises pour Rome, il n'osait les désavouer. La guerre avec la Russie modifia la situation. Les alliés étaient prêts à acheter ou à mendier un concours d'où qu'il pût provenir, et désiraient par-dessus tout gagner l'Autriche, qui pouvait paralyser une marche en avant des Russes dans les Balkans. Mais l'Autriche voulait, si elle le pouvait faire avec dignité, se garder les mains libres, et elle se joua des propositions des alliés, donnant comme prétexte que, si elle concentrait son armée en Orient, le Piémont saisirait l'occasion pour tomber sur la Lombardie. Les alliés avaient offert, dès le début, de garantir sa frontière italienne durant la guerre, mais ils virent que la réponse la plus efficace à ses faux-fuyants serait de décider le Piémont à se joindre aussi à l'alliance et à envoyer en Orient une partie de son armée. A partir des premiers jours de 1854, les alliés flattèrent assidûment le gouvernement de Turin, lui faisant espérer qu'ils pourraient décider l'Autriche à échanger la Lombardie contre de nouvelles possessions en Orient, et laissant entrevoir que, si le Piémont hésitait, ils permettraient à l'Autriche d'occuper

Alexandrie. Il y avait des raisons encore plus sérieuses d'écouter les puissances occidentales. Si l'Autriche, et non pas le Piémont, devenait leur alliée, celui-ci serait de nouveau isolé ; la France et l'Angleterre se trouveraient débitrices de son ennemie et irritées contre lui-même. Cavour vit que sa politique entière était en jeu ; il répondit avec une certaine précipitation aux suggestions des alliés, et proposa d'envoyer un contingent en Crimée¹. Mais, bien que le roi fût de son côté, il ne trouva, dans le cabinet, aucun appui pour son projet, et Rattazzi et La Marmora menacèrent de se retirer. C'était du donquichottisme, semblait-il, pour le Piémont, que d'épuiser, dans la querelle des autres, la force qu'il avait besoin de ménager pour ses propres ambitions. Mais Cavour se contenta d'attendre ; peut-être avait-il parfois des doutes ; mais avant la fin de l'automne, il avait gagné ses collègues. Lorsqu'en décembre (1854) la France et l'Angleterre réclamèrent officiellement l'alliance du Piémont, le gouvernement se décida à adhérer sous certaines conditions. L'Angleterre devait lui prêter au moins un million de livres sterling, mais le Piémont devait être considéré comme allié et non comme mercenaire ; il devait avoir sa place dans tous les congrès qui pourraient être tenus pendant la guerre ; les puissances occidentales s'engageaient par un traité secret à faire un nouvel effort pour l'abolition des séquestrations de la Lombardie, et à prendre, au congrès, la situation de l'Italie en sérieuse considération. L'Angleterre et la France ne voulurent point souscrire à ces conditions, car l'Autriche venait de se joindre à la coalition et elles n'osaient se l'aliéner. Malgré l'espoir qu'elles en avaient donné, elles refusèrent d'insérer aucun engagement dans le traité², et le ministère dut choisir entre une alliance sans conditions et l'isolement. On reconnut alors clairement le danger de ce dernier parti ; le roi eut l'intention de congédier le ministère plutôt que d'abandonner le traité ; les réfugiés lombards demandaient qu'on

1. Bianchi, *Diplomazia*, VII, 161-166, 169 ; Bosio, *Villamarina*, 146-147 ; Tavallini, *Lanza*, I, 144 ; Sclopis, *Cavour*, 471 ; Massari, *op. cit.*, 159 ; Id., *La Marmora*, 142 ; Chiala, *Dina*, I, 128. Je ne crois pas à la pré-tention qu'émet Farini d'avoir le premier donné cette idée ; les dates semblent lui porter un coup mortel. Castelli, *Cavour*, 53-55 ; Chiala, *Alleanza*, 29-38 ; Farini, *Lettere*, XIX ; Badiali, *Farini*, 175-177 ; Finali, *Contemporanei*, 274.

2. Chiala, *Alleanza*, 129-133 ; Bianchi, *Diplomazia*, VII, 546 ; Cavour, *Nuove Lettere*, 206-208.

abandonnât la condition relative aux séquestrations. Placé dans cette difficile alternative, le ministère signa ce traité unilatéral (9 janvier 1855).

Le public piémontais fut fort étonné. Cette mesure paraissait si nouvelle, si hardie, et les avantages en étaient si peu visibles ! Peu de personnes furent vraiment convaincues de sa sagesse, et il fallut tout l'ascendant personnel de Cavour pour la faire accepter par la Chambre. Le Piémont n'avait rien à craindre de l'ambition de la Russie et ne pouvait raisonnablement être contraint à lutter contre l'ennemi commun supposé, alors que la Prusse était neutre et l'Autriche inactive. Cela supposait une perte d'hommes et d'argent, et de lourds emprunts qu'aurait à payer l'État surchargé d'impôts, la perspective de souffrances terribles que causeraient aux soldats le choléra et le froid. Il semblait absolument étrange que le Piémont fût rangé dans le même camp que l'Autriche et aidât à soutenir l'oppresser des Slaves révoltés. Mais tout le pays sentait vaguement le danger de l'isolement, la possibilité de gagner des territoires, la certitude morale que cet acte forcerait les puissances à prendre en considération l'état de l'Italie. Donner au Piémont une voix dans les conseils européens, en faire l'allié honoré des puissances occidentales et le porte-parole approuvé de l'Italie, tout cela semblait valoir un lourd sacrifice. Quoique la Gauche votât contre le traité avec quelque hésitation, et la droite sans la moindre, la Chambre l'approuva par 95 voix contre 40 (10 février).

L'été de 1855 fut une époque d'anxiété pour le Piémont. Aucune nouvelle de victoire n'arrivait de Crimée, et un échec devait comporter le triomphe presque certain des cléricaux à l'intérieur. La petite troupe piémontaise de 17 000 hommes jouait un rôle passif et sans importance dans la campagne, et le choléra faisait des ravages dans ses rangs. Mais elle accomplissait bien la tâche, qui lui avait été assignée, de garder l'aile droite des alliés. Son excellente intendance et son ambulance étaient d'autant plus remarquées, qu'elles formaient un contraste plus frappant avec le désordre de l'intendance anglaise. La Marmora, qui commandait, revendiqua sa situation parmi les généraux alliés avec quelque excès de dignité ; et lorsqu'enfin ses hommes furent engagés dans la vallée de la Tchernaja (16 août), bien que les Français eussent à soutenir le principal choc du combat, les Piémontais jouèrent bravement

leur rôle. Il est assez naturel que, dans le pays, la bataille fût amplifiée jusqu'à devenir une grande victoire italienne; et Cavour put prétendre que la honte de Novare était effacée. Il était en partie vrai que « la Crimée était la route de la Lombardie », et l'instinct des nationaux leur disait que leur sacrifice d'hommes et d'argent (la campagne coûta aux Piémontais 75 millions de francs) était un faible débours pour recouvrer leur prestige militaire.

Mais le Piémont avait encore à en justifier le coût en se servant avec avantage de ses nouveaux honneurs. On avait salué l'alliance en Italie comme un « coup de pistolet dans les oreilles de l'Autriche ». Les lauriers de Crimée serviraient ses destinées mieux que tous les discours et les écrits qui avaient plaidé sa cause devant une Europe sourde. Les guerres du Piémont et son gouvernement constitutionnel avaient prouvé que « l'Italie de Byron et de Macaulay avait vécu », qu'elle avait retrouvé courage, confiance et sang-froid. L'aube de l'espérance semblait enfin luire pour le malheureux pays.

C'est avec raison que Cavour avait demandé que les puissances prissent en considération l'état de l'Italie. Il n'y avait que corruption et anarchie à Rome, que lourd despotisme militaire en Lombardie et en Romagne, que tyrannie pure à Naples. A Rome, même le programme insignifiant du *motu proprio* était devenu lettre morte. Le Conseil d'État était rarement consulté, et seulement sur les affaires de peu d'importance. Le Conseil des Finances essaya d'affirmer son droit nominal de surveillance sur le budget, mais le gouvernement le tourmenta ou l'oublia si bien que, d'année en année, il tomba dans la plus complète insignifiance. Les promesses répétées que toutes les fonctions seraient accessibles aux laïques restaient aussi lettre morte. Il est vrai que des laïques occupaient la grande majorité des postes subalternes, mais tous les chefs de ministères, excepté à la Guerre, tous les préfets, tous les juges supérieurs étaient des ecclésiastiques; quoique d'abord trois laïques eussent été nommés délégués provinciaux, une agitation feinte obtint aisément la révocation de tous sauf un. Avec la nouvelle loi municipale, et quoique leurs pouvoirs fussent étendus, les conseils des communes

étaient liés pieds et poings au gouvernement ; les droits électoraux n'étaient accordés qu'à ceux qui étaient « irréprochables au point de vue politique et religieux », et étaient réservés à une petite oligarchie de riches propriétaires¹. Même dans ces conditions, le gouvernement s'effrayait de laisser la loi suivre son libre cours, et, lorsque revint l'époque des élections triennales en 1853 et 1856, il interdit les scrutins, et ordonna que les nouveaux conseils fussent nommés par les conseils sortants.

Bien gouverner était d'une importance secondaire pour les hommes qui régnaient à Rome. Le Pape s'était persuadé qu'il avait satisfait toutes les demandes raisonnables de son peuple ; il menait la vie facile qui allait si bien à sa nature superficiellement cultivée, et concentrait tout son intérêt à débrouiller le dogme de l'Immaculée Conception, ou à s'occuper de l'épidémie de crucifix qui pleuraient et de Madones qui remuaient les yeux. Les prêtres obscurs et grossiers qu'Antonelli élevait au Cardinalat² s'appliquaient à supprimer la libre pensée, à maintenir les Juifs dans une contrainte digne du moyen âge, à « empêcher la science médicale de se matérialiser ». L'Inquisition était en vigueur ; un homme fut envoyé aux galères pour n'avoir pas ôté son chapeau à l'église ; un citoyen de Fermo subit la torture jusqu'à ce que la mort s'ensuivit pour avoir blasphémé ; quelques années plus tard, un enfant juif, Edgar Mortara, fut secrètement baptisé, puis volé à ses parents, au scandale de l'Europe³. Et, tandis qu'Antonelli et les cardinaux politiques jetaient de la poudre aux yeux de l'Europe, ou opposaient l'Autriche à la France, leur patronage jetait l'État dans les mains de la bande Sanfédiste, qui, après une éclipse de quatre ans, se retrouvait en faveur dans les hautes sphères. La façon malhonnête dont Galli avait géré le Trésor l'enrichit ainsi qu'Antonelli, jusqu'au moment où des scandales relatifs à ses rapports avec la *Banca Romana* l'eussent obligé de démissionner. Le

1. Dépêches-Lyon, I, 19, 38, 60 ; *Histoire des États*, 26-27 ; sujet du Pape, *Question romaine*, 17, 18, 24 ; *Mémoires* de Rayneval ; Farini, *La diplomazia*, 46.

2. Curci, *Vaticano regio*, 279 ; Liverani, *Il Papato*, 85 ; d'Ideville, *Journal*, II, 209.

3. Gennarelli, *Lutti*, I, xvii ; Zini, *Storia, Documents*, I, 631, 635 ; Tommasoni, *Epoca seconda*, dans *Il Cimento*, VI, 52 ; Balan, *Continuazione*, II, 71.

trop fameux Alpi fut premier contrôleur des douanes jusqu'au moment où il fut obligé de fuir pour échapper à la justice ; son associé Mardoni, autrefois condamné pour faux et vol, était chef de la police secrète. Les tribunaux se prêtaient au zèle passionné avec lequel on pourchassait les libéraux ; des meurtres judiciaires à Fermo et à Sinigaglia, et la condamnation aux travaux forcés, sur des témoignages sans fondement, d'hommes accusés de l'assassinat de Rossi, ne constituèrent que les pires échantillons de la prostitution de la loi. Environ quatre habitants sur mille étaient en prison et, en 1853, il y avait plus de 1000 prisonniers politiques, logés dans la saleté et nourris de déchets¹. Les cours martiales autrichiennes en firent fusiller près de deux cents dans la seule province de Bologne, condamnant indifféremment les brigands qui pillaient les paysans sans défense et les paysans qui violaient la loi en s'armant pour se protéger.

Cà et là il y eut quelques réformes. Les apologistes du gouvernement pouvaient faire remarquer certains progrès économiques : quelques encouragements à l'agriculture, la tardive introduction du gaz et des télégraphes, un léger souci de l'éducation et des habitations des pauvres, un développement considérable du commerce, résultat d'une réforme du tarif des douanes. Mais les chemins de fer ne faisaient que d'imperceptibles progrès, et les améliorations publiques étaient confinées à Rome et à son voisinage immédiat. Les impôts par tête excédaient ceux du prospère Piémont ; sauf dans quelques districts provinciaux où les prêtres étaient encore tout-puissants, la désaffection était universelle. Le gouvernement ne pouvait compter ni sur ses troupes ni sur sa police. Les modérés qui prenaient modèle sur Cavour, les républicains qui prenaient modèle sur Mazzini entraînaient après eux la masse de la population, et Antonelli savait bien que, seule, la présence des troupes autrichiennes et françaises préservait son gouvernement d'une chute immédiate.

Le gouvernement du Pape avait de spasmodiques accès d'intérêt pour les pauvres, du moins pour ceux de la capitale.

1. Farini, *op. cit.*, 42-43 ; Gennarelli, *Lutti*, xxxv ; Id., *Governo Pontificio*, I, 42 ; II, 604 ; Zini, *Storia*, I, 337-341, 469 ; Margotti, *Vittorie*, 542 ; Paya, *Cachots du Pape*, 124, 129-133 ; Dépêches-Lyon, 44-45, 52.

Il n'y avait à Naples même pas un semblant de zèle à bien gouverner. Ferdinand avait tendu de plus en plus les rênes du pouvoir. Il s'était convaincu que lui seul possédait le secret qui pourrait sauver la Société européenne ; que la Révolution ne pouvait être combattue que par une main de fer, que les concessions encourageaient la sédition. Et peu lui importait si la voix publique en Europe le proclamait un monstre inhumain. Il considérait la retraite de Palmerston comme « une grande victoire pour l'ordre moral du monde » et, comptant sur l'appui du Czar et de l'Empereur d'Autriche, il défiait la France et l'Angleterre de faire tout ce qu'elles voudraient. Il ne souffrait pas dans ses États la plus légère teinte de libéralisme. Fortunato, son premier ministre, qui avait certaines opinions progressives d'une espèce étroite, céda la place à Ferdinando Troya, le frère ultramontain de Carlo. Filangieri, qui lui avait conquis la Sicile, passa ensuite sous sa férule ; le vice-roi, après avoir débuté par de cruelles répressions, avait essayé de réconcilier l'île en adoucissant les pires rigueurs de la réaction et en développant les routes, ce qui était le premier besoin économique de l'île. Mais il se querella avec le gouvernement de la métropole sur les détails de leur construction, et Ferdinand, soupçonnant, peut-être avec raison, que son vice-roi, comme tous ceux qui comprenaient l'île, était un autonomiste converti, le tyrannisa jusqu'à ce qu'il eût démissionné (février 1855). Une créature de la Cour prit sa place, et, de sa retraite à Gaëte, Ferdinand, privé même d'un serviteur capable, rassembla dans ses propres mains tous les fils du gouvernement. Même les jésuites le critiquèrent et se fâchèrent avec lui, et ses seuls instruments furent des espions, la police et la mainmise du clergé sur les écoles. Toutes les nominations de l'administration passaient par les mains de son secrétaire particulier, et il commença un registre pour noter la conduite politique de chaque fonctionnaire. Quand la querelle menaçante avec les puissances occidentales vint accroître ses alarmes, la police fut encore stimulée à surveiller les suspects, surtout ceux « qui portaient de longues barbes ou des chapeaux étranges ». Le seul élément viril du pays était les classes moyennes ; Ferdinand avait pris pour système de les opprimer, et de patronner ostensiblement les classes dégradées et semi-criminelles qui comptaient sur lui et sa police pour les faire vivre

sans travailler. La *Camorra* et le gouvernement chassaient de concert ¹.

Alors, comme toujours, tout était dans le Nord à un degré plus élevé. L'Autriche, alarmée par les protestations qui avaient suivi les séquestrations, avait fait un léger effort pour justifier son gouvernement. Les pires atrocités avaient cessé. La loi martiale fut abrogée (mai 1854) ; les séquestrations furent levées dans beaucoup des plus petits États ; les Congrégations centrales furent même rétablies. Il y eut une certaine activité au point de vue de l'éducation et de la liberté de la presse. Lord John Russell avait loué chaudement, au Parlement anglais, l'adoucissement de la tyrannie ; mais cela n'avait aucune importance aux yeux des nationaux italiens. « Nous ne demandons pas à l'Autriche d'être humaine et libérale en Italie, » écrivait Manin « car cela serait impossible, même si elle le souhaitait ; nous lui demandons de s'en aller ». Et les provinces avaient encore leurs griefs économiques. L'âpreté du gouvernement militaire avait donné au commerce un coup terrible, et les sociétés par actions restaient toujours découragées par la crainte de crises politiques ultérieures. Les propriétaires fonciers, très éprouvés par l'oïdium et la maladie des vers à soie, étaient écrasés par le lourd impôt foncier, qui prenait du tiers à la moitié de leur revenu ², et on calcule que, dans les dix années d'administration autrichienne qui suivirent 1849, près de trois cents millions de lires furent levés en taxes extraordinaires et emprunts forcés. Mais il n'y avait probablement aucune intention marquée d'épuiser les provinces ; les difficultés financières du gouvernement le forçaient à imposer de lourdes charges. Il n'existait certainement pas une tyrannie pareille à celle qu'on trouvait à Rome ou à Naples, et, en dépit des nationaux, cette politique semblait devoir endormir le pays dans une soumission morne. Il existait un sentiment général de tristesse et de fatigue. Mazzini envoya le vaillant Calvi, le héros des passes de la Cadore en 1848, faire une tentative de révolte

1. Monnier, *Brigandage*, 154 ; Id., *Camorre*, 166-168 ; Villari, *Lettere Meridionali*, 47 ; *Affaires étrangères*, 1861, 14-15.

2. Meneghini, *Imposte*, 29 ; Bonghi, *Patini*, 689 ; Jacini, *Proprietà*, 108 ; Ricasoli, *Lettere*, VIII, 223-224.

insensée dans ce même district (septembre 1853), et perdre la vie sur l'échafaud. Cette folle escapade et sa conclusion ne firent que décourager davantage les patriotes. Quelques-uns des réfugiés, fatigués d'un long exil, demandèrent et obtinrent la permission de rentrer dans leurs propriétés séquestrées. Mais la soumission n'était que passive ; sous le calme dormait une haine sombre des Autrichiens, beaucoup plus profonde et plus étendue qu'en 1840.

Depuis la malheureuse révolte de 1853, un rapprochement s'était fait à Milan entre toutes les sections des patriotes, qui se préparèrent sérieusement pour le jour de la délivrance.

Tandis que la Lombardie se contentait d'attendre, les duchés voisins avaient été poussés par la tyrannie à des représailles. Charles III avait trouvé la mort sous le couteau d'un assassin (26 mars 1854) et, quoique la duchesse régente commençât son règne en promettant des améliorations, il suffit qu'on fit courir le bruit insensé que Garibaldi était en marche, pour provoquer un soulèvement désespéré dans la capitale. Les deux années suivantes virent l'assassinat de deux fonctionnaires de la duchesse et un attentat contre Anviti, un des plus dégradés parmi ceux qui favorisaient les vices du feu duc. François de Modène se trouva en lutte constante avec les marbriers de Carrare, gens grossiers et immoraux, mais fièrement patriotes, et qui étaient profondément irrités d'avoir été enlevés au gouvernement plus doux de la Toscane. Carrare fut le point de départ favori des soulèvements malheureux dirigés par Mazzini et, en dépit des furieuses répressions de François et de ses officiers autrichiens, Carrare resta un centre de mécontents, ce qui fit qu'il joua plus tard un rôle dans des tentatives plus importantes.

Telle était la condition de l'Italie, au sujet de laquelle Cavour entendait faire appel au jugement de l'Europe. Après la prise de Sébastopol, Victor-Emmanuel visita les souverains alliés. En Angleterre, à sa grande surprise, il se vit accueilli comme le promoteur d'une nouvelle Réforme ¹, et en tous cas, les ovations qui le saluèrent prouvèrent combien sa po-

1. « Un grand héros pour Exeter Hall » : Mémoires de Greville, VII, 308. Cavour s'appliqua toujours à y coordonner les fils.

litique était populaire dans ce pays. A Paris, l'Empereur, charmé par Cavour, demanda « ce qu'il pouvait faire pour le Piémont et l'Italie ». Mais la question d'Orient avait pris une tournure défavorable. Le Piémont aurait vu avec plaisir la guerre se continuer, pour gagner de nouveaux lauriers et s'attacher les alliés par de nouvelles obligations. Les manœuvres adroites de l'Autriche, avivées par des influences plus perverses à Paris et par l'impopularité de la guerre en France, décidèrent l'Empereur à suivre une politique pacifique ; le cabinet de Vienne avait imposé ses conditions à la Russie, et la réunion du Congrès de Paris, qui devait certainement mener à la paix, marqua le triomphe de sa diplomatie. Pour le moment, l'Autriche était maîtresse de la situation, et la France paraissait disposée à la suivre. Cavour reconnut le danger qu'il y aurait si l'Autriche se relevait de son récent discrédit ; et puis, dans ce cas, les sacrifices du Piémont auraient été vains ! Il était donc d'autant plus nécessaire que la voix de son pays se fit entendre au Congrès. Pendant toute l'année 1855, Cavour avait combattu les intrigues autrichiennes qui cherchaient à exclure le Piémont des conférences de Vienne, et la France et l'Angleterre avaient été trop désireuses de gagner l'appui armé de l'Autriche pour l'offenser en donnant satisfaction à son ennemie. Maintenant, à Paris, elles ne voulaient admettre les plénipotentiaires piémontais qu'aux négociations qui les intéressaient directement. Cavour ne pouvait consentir à prendre une position inférieure ; et c'était peut-être sans aucune certitude d'être admis, et avec un bien faible espoir de faire quelque bien, qu'il se rendit à Paris. Mais il était impossible aux Puissances de nier la justesse de ses réclamations, et, quand le Congrès s'ouvrit (25 février 1856), il fut de suite admis avec voix entière dans les délibérations.

Cavour avait en vue quatre desseins urgents : gagner, si possible, quelque territoire pour le Piémont, faire sortir les Autrichiens de la Romagne et donner au moins à cet État l'autonomie ; employer la pression de l'opinion européenne pour arracher quelques réformes au Pape et à Ferdinand, et, par-dessus tout, montrer partout le Piémont comme le champion de l'Italie. Les chances de succès dépendaient de l'appui de la France et de l'Angleterre. Palmerston, alors comme toujours, sympathisait sincèrement avec les aspira-

tions italiennes, et les libéraux italiens avaient salué avec enthousiasme son retour au pouvoir à la fin de 1852. Sa profonde antipathie pour l'Autriche, son attachement pour Louis Napoléon, son désir d'étendre le gouvernement constitutionnel à tout le continent, l'auraient peut-être décidé à prêter la force armée de l'Angleterre, s'il avait eu les mains libres ¹. Mais la Cour d'Angleterre avait toujours mis des entraves à son audacieuse politique ; il n'était plus Ministre des Affaires Etrangères, et il savait que le pays ne sanctionnerait jamais une guerre contre l'Autriche pour la liberté de l'Italie. Cependant l'opinion anglaise, instruite par les « Amis de l'Italie » ², s'élevait avec force contre la tyrannie qui régnait à Rome et à Naples. Hudson, l'ambassadeur anglais à Turin, eut une grande influence au service du gouvernement piémontais, Panizzi gardait le cabinet en contact avec les nationaux italiens ; et Lord John Russell et M. Gladstone éprouvaient à leur égard une sympathie plus froide, mais aussi réelle que celle de Palmerston. Le gouvernement anglais consentit à user de toute son influence sur Ferdinand et le Pape ; il aurait probablement désiré voir les Légations passer au Piémont ³ ; mais Cavour savait qu'il était inutile d'en attendre un concours efficace pour l'Italie septentrionale.

La sympathie de la France n'était guère, à ce moment, d'espèce moins platonique, bien que l'infatigable Empereur eût depuis longtemps compris dans ses projets l'expulsion des Autrichiens de l'Italie ; depuis le *coup d'État*, il avait plusieurs fois laissé entrevoir qu'un jour il prêterait son armée au Piémont. La guerre d'Orient avait rendu nécessaire pour le moment l'alliance autrichienne ; mais, au milieu de la guerre de Crimée, il avait menacé, si l'Autriche et la Prusse l'abandonnaient, de rappeler ses troupes d'Orient et de les envoyer sur le Rhin et le Pô. Quoiqu'il entrât encore dans sa politique de rester bien avec l'Autriche, il espéra, par une pression amicale, la décider à retirer ses troupes de la Romagne, à céder Parme au Piémont, et même, — il fut assez utopiste pour y croire un moment, — à échanger ses possessions italiennes contre les principautés danubiennes. En tous cas, il

1. Bianchi, *Politique de Cavour*, 172.

2. Société fondée par Stansfeld et Peter Taylor.

3. Cavour, *Nuove Lettere*, 335.

pouvait agir à Rome et à Naples. Il ne voulait rien faire, en vérité, pour s'aliéner le Pape, car il craignait déjà l'hostilité des catholiques français, et l'Impératrice avait décidé de choisir Pie comme parrain du Prince Impérial ; mais il désirait vivement se dégager de sa fausse position à l'égard de Rome, et, à cet effet, atténuer le mécontentement qui résultait de la tyrannie du Pape et qui le forçait de s'appuyer sur des armées étrangères. Il était prêt à se faire le porte-parole du dégoût que provoquait la tyrannie de Ferdinand dans l'Europe civilisée, et il employa les moyens secrets de pression dans les intrigues qui se formèrent pour placer son cousin Lucien Murat sur le trône de Naples.

Encouragé par l'Empereur et par le représentant de l'Angleterre, Clarendon, Cavour, au début du congrès, plaça très haut ses espérances. Il espérait gagner Parme ou Massa-Carrare pour le Piémont et voir la Romagne transformée en État indépendant, ou bien annexée à la Toscane ou au duché de Modène¹. Mais, quand les non-possumus absolus de l'Autriche ruinèrent ses plus grands projets, il changea de tactique et, dans un mémoire adressé aux ambassadeurs français et anglais (27 mars), proposa l'autonomie pour la Romagne et les Marches sous la suzeraineté du Pape et avec une sorte de constitution représentative. Le projet² ne se recommandait pas par de grandes qualités, car il ne changeait rien à l'état de l'Ombrie, et d'Azeglio le qualifia de « projet friable comme une croûte de pâté ». Mais Cavour devait avoir reconnu que l'Autriche ne l'accepterait pas plus que ses premières propositions, et il s'en servit comme d'un texte sur lequel on pouvait rattacher la question italienne et prêcher l'impossibilité d'aucune réforme sous le gouvernement du Pape. Les ministres anglais et français avaient promis que, lorsque les affaires importantes du congrès seraient terminées, on ferait naître l'occasion de discuter la situation de l'Italie ; et le tableau que fit Cavour de la tyrannie romaine et napolitaine, et ses menaces que, jusqu'au moment où l'Italie obtiendrait une réforme, elle serait un foyer de révolution, avaient excité un réel désir de lui venir en aide. La Prusse était sympathique, la Russie avait « les mêmes

1. Cavour, *Lettere*, II, 170-174 ; d'Azeglio e Gualterio, *Carteggio*, 228.

2. C'était en somme une répétition du projet d'Aldini.



griefs à venger » sur l'Autriche. Avant que le congrès se séparât, Walewski, le représentant français, exposa la situation de Rome et de Naples (8 avril). Ses censures modérées furent suivies de l'accusation indignée lancée par Clarendon contre le gouvernement du Pape, d'être « une honte pour l'Europe », et contre la tyrannie de Ferdinand, qui appelait l'intervention du monde civilisé¹. Des paroles vives furent échangées entre lui et le représentant autrichien ; mais le refus de ce dernier de consentir à aucun vote ôta à la discussion tout résultat pratique. Cavour, cependant, avait atteint son but en ceci, que la majorité du congrès était franchement sympathique et qu'il avait obtenu jusqu'à un certain point une condamnation européenne de la tyrannie. Pour « battre le fer pendant qu'il était chaud », il adressa, aussitôt la dissolution du congrès, un mémoire aux gouvernements français et anglais (16 avril), faisant remarquer la position toute-puissante de l'Autriche en Italie et la difficulté de conserver la paix en face de ses provocations. Le point principal de ce mémoire était, comme Mazzini le remarqua, de montrer que, si la diplomatie ne pouvait obtenir une réforme, il y aurait une révolution. En vérité, Cavour, irrité de l'insuccès apparent de ses efforts, songeait sérieusement à la guerre. Il menaça, si l'on ne pouvait trouver aucune solution pacifique, de provoquer une insurrection à Naples ou à Palerme et de faire à l'Autriche une guerre au couteau ; et il était persuadé, à ce moment, que le Piémont était prêt pour la lutte². Clarendon avait revu le mémoire et laissé échapper quelques paroles en l'air que Cavour interpréta faussement comme une promesse de concours de la part des Anglais. Ceci une fois obtenu, Cavour eut hâte de commencer le combat³.

En fait, l'Angleterre retournait à son amitié traditionnelle pour l'Autriche, et ne désirait pas plus en venir aux extrémités avec elle, que la France ne consentait à s'aliéner le Pape. Le congrès n'avait donné aucun résultat positif pour l'Italie ; Cavour était profondément affligé, et l'opposition lui reprocha

1. Minghetti comparait son attaque à la charge de la brigade légère.

2. Cavour, *Lettere*, II, 215, 217, 371 ; Bianchi, *Politique de Cavour*, 134.

3. Bianchi, *Cavour*, 39-40 ; Id., *Politique de Cavour*, 159 ; Cavour, *Lettere*, II, 217, 222, 223 ; Id., *Nuove Lettere*, 331 ; Minghetti, *Ricordi*, III, 107 ; Débat du 17 février 1862 à la Chambre des Lords (Hansard, CLXV, 350).

naturellement les dépenses, en apparence inutiles, de la guerre de Crimée et les espérances déçues. Mais, comme toute l'Italie le reconnut, le gain moral était énorme. La question italienne était placée maintenant sur un plan plus avancé. L'Autriche était discréditée par le rôle lâche qu'elle avait joué pendant la guerre et par sa molle défense au Congrès. La cause de l'Italie, comme Cavour le dit à la Chambre, « était à la barre de l'opinion publique », et l'Europe en avait reconnu le Piémont comme l'avocat. Quand Cavour, revenant de Paris, déclara que la politique du Piémont et celle de l'Autriche étaient plus opposées que jamais, ses paroles furent accueillies et « endossées » avec passion. Quoiqu'il reconnût alors que l'Angleterre n'était pas disposée à une intervention armée, et que par conséquent une guerre immédiate était impossible, le Piémont brûla d'une fièvre belliqueuse, et les troupes de Crimée furent saluées à leur arrivée avec un enthousiasme, dont l'intention était de constituer une menace à l'égard de l'Autriche, et qui fut du reste pris comme tel. Après que la Chambre fut entrée en vacances, le gouvernement dépensa un million de lire pour les nouvelles fortifications d'Alexandrie, sûr qu'il était d'un bill d'indemnité, et une souscription ouverte par un journal populaire de Turin, pour armer cette forteresse de cent canons, recueillit des dons innombrables, de toute l'Italie et de tous les Italiens vivant dans toutes les parties du monde.

CHAPITRE XXV

LA SOCIÉTÉ NATIONALE

1855-1857

Défauts de Cavour. Décadence des républicains et des démocrates. Les nouveaux nationaux ; Manin ; la SOCIÉTÉ NATIONALE ; la « bannière neutre » ; la propagande de la Société ; la conversion du Piémont ; Cavour et la Société Nationale ; Victor-Emmanuel ; Garibaldi. Intervention anglo-française. 1^o à Rome ; mémoire de Rayneval ; la visite du Pape en Romagne ; 2^o à Naples. LUCIEN MURAT ; Cavour et Murat ; les Unitaires et Murat. Plans de révolution dans le Sud ; l'expédition de Pisacane ; le « Cagliari ». Le Piémont en 1855-57 ; loi scolaire de Lanza ; rupture avec l'Autriche ; les élections de 1857 ; démission de Rattazzi.

Aussi loin qu'allait son programme restreint, Cavour avait en fait obtenu ce qu'il désirait. Il est futile de se demander si, dans le cas où les troupes piémontaises n'eussent pas combattu en Crimée, Napoléon aurait, quatre ans plus tard, attaqué l'Autriche. Il suffit de constater que l'acte de Cavour tendait droit à ce but. Il avait gagné le bon vouloir de la France ; l'intervention que la France et l'Angleterre allaient tenter, bien que faiblement, à Rome et à Naples, était son œuvre. Tôt ou tard, il le savait bien, l'ambition de Louis Napoléon amènerait ses armées par-dessus les Alpes pour chasser les Autrichiens. L'opinion publique reconnut son succès, et le Congrès de Paris fit de Cavour le dictateur du Piémont. A la Chambre, il pouvait compter sur une majorité ; le Sénat, tenu en respect, peut-être par les menaces qu'il avait faites de créer de nouveaux sénateurs, était maintenant soumis, et, pour toute l'Italie, Cavour personnifiait la politique qui promettait la rédemption pour une date prochaine. Mais son programme était trop froid, trop opportuniste, pour servir de grand mot d'ordre. Tout excellent tacticien qu'il fût, il ne pouvait pousser le cri de ralliement. Restait le danger qu'il n'eût aucune force morale derrière lui, aucune inspiration qui convertit le

mouvement national en une évolution vitale et organique. Sa marche en avant nécessitait des pionniers, des principes, un programme ; et, en même temps que le Congrès, naissait un nouveau parti qui devait fournir à sa politique la force motrice, en arrachant l'initiative morale aux républicains et en la donnant au grand parti libéral qui reconnaissait Cavour pour chef.

Le soulèvement malheureux de Milan en 1853 avait été le coup de mort pour l'influence de Mazzini. Le prestige de la République Romaine avait disparu ; le coup d'État avait écrasé les républicains français ; à Rome, à Naples et en Lombardie ses partisans passaient en masse aux nationaux qui suivaient Victor-Emmanuel et Cavour. Leur chef aida ou organisa encore de petits soulèvements dont l'époque était passée ; il abonda encore en prédictions confiantes et nombreuses, qui se trouvèrent généralement fausses. Mais ses phrases, autrefois pleines de vie, avaient perdu leur saveur, pour avoir été trop répétées, ou bien semblèrent à l'analyse comporter plus de rhétorique que de fond. Désormais Mazzini fit surtout du mal à la cause qu'il aimait ; mais s'il ne voulut pas reconnaître l'esprit nouveau qui dirigeait alors la politique italienne, son obstination est d'ordre plus élevé que l'intolérance de Cavour et de ses partisans, qui mettaient en interdit l'homme qui leur avait appris à croire en l'Italie. En Angleterre, Mazzini eût été un leader grand, généreux et entraînant ; en Italie, il était condamné aux agitations et aux conspirations sordides, qui gaspillèrent ses grandes qualités, faussèrent sa raison et son honnêteté naturelle, et en firent plutôt l'ennemi que l'ami de son propre idéal.

La chute de Mazzini avait une signification beaucoup plus grande que la chute du parti républicain. Elle marquait la fin de l'ère qui, en 1846-49, avait atteint son apogée, l'ère dont les idées et les inspirations, soit républicaines, soit royalistes, étaient démocratiques, idéalistes, religieuses. Elle était arrivée au seuil même du succès, mais elle avait échoué. L'enthousiasme désarmé était demeuré impuissant contre les baïonnettes des armées permanentes. Toute la noblesse de la cause n'avait pu la protéger contre l'écrasement, et ce ne fut qu'au moment où elle eut le concours d'un élément étranger, l'armée et la diplomatie du Piémont, qu'elle s'était le plus approchée du succès. L'enthousiasme sans discipline et les opinions

politiques avancées avaient fait leur temps et avaient échoué ; au début de 1850, le parti progressiste ressentit toutes les déceptions de la défaite. Quoique beaucoup d'entre ses chefs eussent appartenu à la démocratie, ils avaient abandonné l'idéal qui les avait d'abord enflammés. La nouvelle politique voulait tenter moins de choses et en achever davantage. Les théories sociales de Mamiani, Montanelli et Brofferio cédaient la place au libéralisme pur de Cavour. Le mouvement que Mazzini, Gioberti et Pie avaient provoqué avait été essentiellement religieux ; il avait marché avec la bénédiction de l'Église, et les volontaires avaient porté la croix sur leurs poitrines. Leur génération invoquait Dieu ; la nouvelle génération s'occupait davantage de conserver sa poudre sèche. La première avait eu sa poésie, ses grands ouvrages littéraires, ses appels à l'histoire ; la dernière écrivait des brochures et des pamphlets, et parlait par l'organe de la presse qui était arrivée au pouvoir après 1847. Les doux penseurs, Tommaso, Bassi et autres, étaient silencieux ; l'idéalisme héroïque avait disparu, le rationalisme et la science en prenaient la place. Le nouvel esprit était terre à terre, s'occupant plutôt du présent que de l'avenir ; craignant de placer trop haut ses espérances, il établissait tranquillement et prudemment les fondations, décidé à ne point s'aventurer à la façon de Don Quichotte, mais à se préparer lentement, et à ne commencer le combat que lorsqu'il serait sûr du succès. Mazzini ne reculait devant aucun sacrifice ; il était prêt à faire litière du bien-être présent et du bonheur de la vie de famille, du commerce, de toute la société, dans une lutte désespérée. Le nouveau mouvement hésitait à recourir à ces terribles et impossibles moyens ; mais il mettait sa confiance dans la discipline ; il eût consenti, pour conserver l'union, à sacrifier tout élan spontané, à être injuste envers ses adversaires, à écraser les minorités. On résolut de ne plus souffrir de divisions telles que la scission entre royalistes et républicains qui avait paralysé la Lombardie pendant l'été de 1848, et d'écartier les soupçons qui avaient rendu les conservateurs à moitié contents de la défaite de Novarre. Renonçant à toute politique *a priori*, à toutes questions constitutionnelles, il proclamait le roi du Piémont seul chef, la constitution piémontaise un modèle à imiter par toute l'Italie, l'armée du Piémont le seul instrument de salut. En un point, il est vrai,

l'idéal de Mazzini avait triomphé. La moitié des hommes politiques de l'Italie s'étaient nourris de ses écrits et, bien qu'ils eussent abandonné leur foi républicaine, ils s'étaient assimilés de plus en plus sa foi en une Italie unie ; ainsi, à plusieurs reprises, nous trouvons les expressions de Mazzini répétées par Manin. Les circonstances avaient rendu fédéraliste le mouvement de 1847-49. L'unité avait été tout au plus le fervent espoir de quelques-uns ; à peine un homme politique de renom s'était laissé aller à y croire, et la Ligue des princes avait été le symbole de l'union nationale imparfaite. Or, quelle que fût l'opinion du gouvernement et de la presse piémontaise, et quelque éloigné que pût sembler le triomphe final, l'unité, sous le gouvernement de la maison de Savoie, devint le désir de la grande masse des patriotes italiens. Parmi les Unitaires aussi bien que dans l'école piémontaise plus restreinte, la conviction que l'œuvre tranquille et patiente de reconstitution devrait bientôt céder la place à une politique plus active, que le moment approchait où une autre caste devrait se former pour accomplir les destinées de la nation, cette conviction gagna du terrain.

Gioberti était dans un sens le père de la nouvelle école. De même que son « *Primato* » avait créé les Nouveaux Guelfes, sa « Régénération civile » fut le précurseur des Nouveaux Unitaires. Mais Gioberti avait exprimé les pensées des autres plutôt que les siennes ; sa foi dans le Piémont était plus rhétoricienne que réelle, et, quand il mourut en 1852, ses traditions passèrent aux mains de deux hommes d'une valeur beaucoup plus sûre et plus vraie. Giorgio Pallavicino était un noble lombard, qui, pendant quatorze ans, avait été le codétenu de Pellico, au Spielberg. Il était arrivé dans le Piémont avec l'émigration lombarde de 1848, comme républicain convaincu, mais l'entourage piémontais et ses relations quelque peu intimes avec le roi en avaient fait un royaliste, et c'était lui qui avait inspiré le panégyrique de Gioberti. Mais il était alors, comme toujours, un radical déclaré, toujours ardent et rempli d'espoir, sans grande sagesse politique, fortement attiré par l'honnête ardeur de Garibaldi, et se méfiant de la politique plus prudente de Cavour ; c'était un vétéran candide et honorable, dont les paroles eurent un grand poids. Son compagnon fut Manin. Après la chute de Venise, il s'était réfugié à Paris, brisé par la pauvreté et la perte

de sa fille, mais commandant le respect de tous les exilés par la noblesse de sa vie. Manin était doué des qualités les plus rares de l'homme d'État ; il avait toute la largeur d'idées de Cavour et toute son accessibilité aux faits ; ses conceptions étaient aussi hardies, et ses vues économiques, son idéal moral plus élevés. Cavour pouvait convaincre les gens par le raisonnement, Manin touchait leurs cœurs. Comme Pallavicino et à son exemple, il avait renoncé aux idées républicaines. Il reconnaissait à l'Italie « deux forces vivantes, l'opinion publique italienne et l'armée piémontaise », et il fallait gagner cette dernière en organisant la première et en l'employant pour forcer Victor-Emmanuel à se mettre à la tête du mouvement national. En conséquence, l'œuvre de Manin consista à fixer le sentiment national indécis, qui se tournait de plus en plus du côté du Piémont, qui avait suivi son développement constitutionnel et sa lutte contre la Papauté, qui avait applaudi lorsqu'il avait protesté contre les séquestrations, lorsqu'il s'était allié avec les puissances occidentales et qui, malgré la ruine momentanée de ses espérances par suite du résultat infructueux du Congrès, reconnaissait encore que le Piémont était le champion de l'Italie, destiné irrévocablement à une politique de rédemption nationale. Sa propagande fut organisée par La Farina, l'historien et l'ancien ministre de la Sicile en 1848. C'était un homme honnête, désintéressé, énergique, un travailleur paisible et persévérant qui, pendant trois ans, avait écrit de sa propre main toute la correspondance de la société. Il était capable de faire beaucoup, sauf lorsque son esprit de parti dominait son jugement et subordonnait sa politique à ses ressentiments. Sans s'inquiéter de l'indifférence des hommes politiques et de la presse, ils fondèrent la « Société nationale » prenant pour devise : « Indépendance et unité ; chassons les Autrichiens et le Pape ». Ce fut là la première société, organisée par des non-révolutionnaires, qui eût mis en tête de son programme l'unité de l'Italie. Contrairement au pur Mazzinien, qui préférait la république à l'Italie, et au pur Piémontais, qui aurait sacrifié l'Italie à Turin, ils promettaient d'être fidèles à la maison de Savoie, à la condition toutefois que le roi acceptât une politique unitaire ; et ils menaçaient, s'il hésitait, de brandir un autre drapeau. « Faites l'Italie », lui écrivait Manin, « et nous sommes pour vous ; sinon, non ».

Comme les sympathies du roi devenaient de plus en plus évidentes, ils se rallièrent énergiquement à lui. « Unité, indépendance, Victor-Emmanuel roi d'Italie », telles étaient leurs uniques formules; et ils accueillirent tous ceux qui les acceptèrent, quelque différentes que fussent leurs autres opinions¹.

Il est nécessaire, même actuellement, de répéter les arguments militant en faveur de l'unité. Le fait qu'un courant irrésistible portait vers cette unité constitue peut-être une apologie suffisante; et aussi, en ce qui concerne les principes de nationalité et de démocratie, les Italiens désirant l'unité, il était juste et inévitable qu'ils l'obtinsent. Mais il y aurait beaucoup à alléguer en dehors de la raison de sentiment. Le fédéralisme, disaient les adversaires des unitaires, amènerait un gain économique et social réel; il détruirait les barrières des douanes, il amènerait un système uniforme des monnaies, poids et mesures, et permettrait l'établissement de lois générales et revisées. Il aurait causé une apparence d'union diplomatique et militaire; il aurait pu rendre plus actives les relations entre les États et créer une certaine unité morale. Mais le fédéralisme était impossible à réaliser. Une fédération d'anciens États monarchiques n'est possible que là où un membre de la confédération est tellement, par sa puissance, au-dessus des autres qu'il peut imposer sa politique à toute la communauté. Même si le Piémont avait gagné toute l'Italie septentrionale, il n'aurait pas encore eu une prééminence suffisante sur Naples pour empêcher une lutte à qui l'emporterait. Et une fédération rencontrait en Italie une difficulté spéciale dans le « pouvoir temporel », car, en admettant que quelque chose eût été possible en 1848, il était clair, qu'après la réaction, le Pape ne consentirait jamais à faire partie d'un système comportant des libertés constitutionnelles et une restriction de sa propre indépendance. Alors comme en 1848, une fédération aurait servi d'arène à des politiques rivales et divergentes, ce qui aurait réduit l'Italie à l'impuissance et effectué rapidement la dissolution de cette même fédération. L'unité avait naturel-

1. Manin e Pallavicino, *passim*; Zini, *Storia, Documents*, I, 606-608. Au début, du moins, Manin n'aurait pas exclu les fédéralistes, et préférerait la formule « unification » à « unité ». Voir sa lettre à la *Presse* du 14 décembre 1855, citée dans Chiala, *Dina*, I, 161.

lement et a encore ses dangers à cause de l'abîme existant entre le Nord et le Sud, de la possibilité qu'il y a à voir le Sud entraîner et abaisser le Nord à son propre niveau, dans le mal que pourrait faire un Pape et un clergé irrités et irréciliables, dans la tentation que pourrait avoir une grande puissance de négliger des devoirs plus humbles et plus réels pour des ambitions sans profit. Il est facile de démontrer que l'Italie unie a eu ses désappointements ; il serait plus facile de prouver que l'Italie divisée en aurait eu davantage. L'Italie, écrasée par le triste héritage du passé, a fait beaucoup en une génération ; il est futile de se demander ce qu'elle aurait pu faire de plus. Non seulement l'unité était la seule solution qui restât pour la vieille heptarchie intolérable ; mais, si on la considère en elle-même, ses avantages dépassent ses inconvénients. La même économie qui convient à une production considérable et à une population dense, convient matériellement et moralement aux grandes nations. La concentration des forces, la fierté du patriotisme, l'envergure plus vaste d'un grand État, comptent plus que la prospérité quelque peu pimpante et avare d'un petit pays. Le commerce et la société dépendent en grande partie de l'uniformité de la loi, et l'uniformité serait impossible là où le pouvoir central exécutif serait susceptible, à chacun de ses mouvements, de rencontrer de l'opposition chez ses subordonnés. Si le Nord de l'Italie a momentanément souffert de son contact avec le Sud, il est nécessaire, pour cette raison même, que le Sud soit relevé de sa dégradation. L'ennemi séculaire de l'Italie à Rome est certes plus impuissant à la blesser, que s'il pouvait mettre à profit les jalousies et les rivalités d'une demi-douzaine de petites Cours et de petites capitales.

Manin était persuadé que les républicains le suivraient dans le nouveau camp ; séparés de Mazzini, n'ayant plus d'espoir en leur propre politique, ils y passèrent en foule ; si quelques-uns avaient été jusqu'alors d'intraitables ennemis de la monarchie, d'autres, comme Valerio et Depretis, avaient longtemps vénéré leur républicanisme en y ajoutant cependant une certaine foi en la constitution piémontaise. Manin espéra gagner Mazzini ; mais la plus grande concession qu'il put en obtenir fut, sous un autre nom, le renouvellement de la

« bannière neutre », de la vieille promesse d'abandonner pour le moment tout programme visant au delà de l'indépendance, et de laisser le choix du gouvernement futur au parlement de la nation affranchie. Mazzini avait de rares accès de confiance dans le roi ; il admettait maintenant que les Autrichiens ne pouvaient être chassés que par l'armée piémontaise¹, il commençait à voir que le rêve généreux qu'il avait fait d'un peuple aspirant à se jeter à la gorge de l'Autrichien n'était qu'une illusion. Mais il croyait que le Piémont ne bougerait pas jusqu'à ce qu'il y fût forcé par un mouvement extérieur, et que, si l'insurrection commençait à Naples, en Sicile ou à Carrare, Victor-Emmanuel et son armée seraient obligés d'intervenir et d'appuyer le soulèvement révolutionnaire. Cette appréciation était en apparence assez plausible ; mais Manin et Pallavicino objectèrent que la « bannière neutre » servirait inévitablement partout de manteau à l'esprit autonomiste, au murattisme à Naples, au séparatisme en Sicile, à la république à Gênes et à Rome. C'était la répétition des divisions de 1848 et le triomphe du fédéralisme. Il n'était guère probable que Victor-Emmanuel et son gouvernement considérassent favorablement un programme qui se réservait la liberté de les mettre de côté quand l'œuvre serait achevée. Et Mazzini lui-même, tandis qu'il réclamait un compromis au nom de l'union, proclamait sa profonde défiance du roi et sa conviction que l'Italie était destinée à devenir une république². Une violente querelle entre lui et Manin qui l'avait accusé de faire l'apologie du meurtre³, fit de Mazzini un furieux adversaire de la Société Nationale. En rivalité avec la souscription ouverte pour les canons d'Alexandrie, il en ouvrit une pour l'achat de 10 000 fusils « destinés à la première province d'Italie qui se lèverait contre l'ennemi commun ».

L'inimitié de Mazzini fit peu de mal à la Société. Une propagande énergique, modelée sur celle de la Ligue contre la Loi sur les Céréales⁴, continua l'œuvre si bien commencée. Le parti piémontais était déjà fort dans le nord de l'Italie, et commençait à prendre pied ailleurs. L'influence de Gioberti et les poèmes de Prati avaient fait beaucoup pour contre-

1. Mazzini, *Opere*, IX, lxxxiii.

2. Manin e Pallavicino, 186-189, 540-543 ; Mazzini, *Opere*, IX, 254-255.

3. Voir plus bas, appendice B.

4. L'Anti-Corn-Law-League anglaise, fondée et dirigée par Cobden.

balancer l'influence de Giusti et de Berchet et gagner l'Italie à la maison de Savoie. La loyauté de Victor-Emmanuel et la politique de Cavour firent plus encore; et, en Lombardie, en Vénétie, dans les duchés, la Société Nationale entraîna tout le monde. Dans la Toscane, les autonomistes libéraux étaient encore puissants, mais leur influence diminuait déjà; la grande masse des Mazziniens passa à la Société, et les jeunes Toscans commencèrent à s'enrôler dans l'armée piémontaise. Ricasoli était dans l'attente des « grands jours qui approchaient », et il prêchait la révolution et l'unité. En Romagne, la Société fit de sûrs progrès, quoique des modérés, tels que Minghetti, fussent toujours disposés à se contenter de l'autonomie et qu'elle dût encore lutter contre la tradition décriée des Carbonari, qui exigeait des formules et des serments secrets et un long programme de réformes sur le papier. Même à Rome, la majorité des Mazziniens y adhéra. A Naples, en Calabre et dans la Basilicate, l'influence de la Société devint considérable, grâce au parti piémontais qui existait déjà dans ces provinces et à la « Société pour l'unité italienne » qu'elle s'était à moitié attachée. Dans le Piémont, sur lequel on fondait le plus d'espérances, le nouvel évangile fit d'abord peu de progrès. La Société Nationale avait porté son programme bien au delà du royaume de l'Italie septentrionale, qui jusqu'alors avait marqué la limite des ambitions subalpines. Elle plaçait le centre de gravité du pouvoir, non pas même à Milan, encore moins à Turin : Florence ou bien Rome devait être la future capitale. Tout le mouvement semblait procéder des utopies de Mazzini, et c'est pourquoi de Della Margherita à Brofferio, les hommes politiques dirent peu de bien de la Société¹. Sauf un journal sans importance, la presse de tous les partis semblait s'être donné le mot pour garder le silence. Et tandis que la fièvre de la guerre était encore ardente, tandis qu'on saluait les travaux de fortification d'Alexandrie et l'établissement d'un arsenal à la Spezia comme le prélude d'une lutte pour recouvrer la Lombardie, les mêmes personnes regardaient de travers les hommes qui parlaient de la Sicile et de Rome.

1. Manin e Pallavicino, 181, 212, 258; Zini, *Storia*, I, 839; Chiara, *Dina*, I, 159-161, 201.

Le gouvernement montrait cette même défiance à l'égard du « grand programme ». La politique de Cavour, une fois l'agitation du Congrès passée, redevint, comme auparavant, vigilante et prudente. Son but, alors comme plus tard, resta d'adhérer coûte que coûte à l'alliance française, et, pour cela, de se garder de toute teinte révolutionnaire et de se contenter d'attendre, d'écraser les républicains et de tourner le mouvement national au profit de la monarchie, de pousser les autres à marcher en avant et de ne les suivre que s'ils réussissaient. Cavour s'était décidé à aller aussi loin qu'il pourrait le faire sans risquer de perdre l'amitié de l'Empereur ; malgré l'extrême désir du roi, il refusa de céder au Pape sur les points essentiels ; il fut prêt à entamer des querelles avec la Toscane et Parme, et, quoiqu'il offrît de renouer les relations diplomatiques avec l'Autriche, si l'initiative venait d'elle, il ne voulut faire lui-même aucune avance. Mais, quand sa politique menaça de contrecarrer les projets de l'Empereur, il eut soin de marquer le pas. Malgré sa répugnance, il refusa de s'opposer, du moins officiellement, aux prétentions de Lucien Murat au trône de Naples. « Toutes nos ambitions, disait-il à fin de 1856, se bornent à ce côté-ci des Apennins ».

Mais ce n'était là tout simplement qu'un exposé officiel de sa politique actuelle. Il voulait préparer le terrain pour une marche en avant plus hardie, si les circonstances le permettaient. « J'ai confiance, disait-il, la même année, à La Farina, que l'Italie deviendra un État unique avec Rome pour capitale¹ ». Il se montra favorable à la Société Nationale, non seulement parce qu'il la considérait comme un contre-poison contre les idées républicaines, mais parce qu'elle consentait à assumer la responsabilité d'un programme plus hardi. Mais il n'avait pas eu connaissance du mouvement qui se produisait en dehors du Piémont, et il doutait que l'Italie fût mûre pour l'unité. Le « dualisme funeste » de sa situation l'obligeait à se poser aux yeux de l'Europe comme un ennemi de la révolution, alors qu'il employait des moyens révolutionnaires. Comme il le dit plus tard, « l'opinion publique était sa boussole ». et, si la Société Nationale pouvait créer en Italie une force qui lui permit de se dispenser de l'Empereur et d'amener la

1. La Farina, *Epistolario*, II, 426 ; M^{me} Rattazzi, *Rattazzi*, I, 338.

révolution à sauver le trône, tout allait bien ! Il « attendait les événements » ; « il est inutile, disait-il, de faire des plans ; tout dépend d'un événement, et nous verrons alors si nous pouvons prendre l'occasion aux cheveux¹ » ; en attendant, et pour le bien du pays, il ne pouvait compromettre ni le gouvernement ni lui-même. Il ne prêta point son appui au soulèvement de Bentivegna en Sicile, il refusa d'encourager tout mouvement révolutionnaire en Toscane, il aida à réprimer le soulèvement de Carrare, et fit tout pour arrêter la souscription des 10 000 fusils. Mais cela ne l'empêcha pas d'encourager secrètement des hommes d'avant-garde ; dans ses entrevues journalières et secrètes avec La Farina, il en arriva bientôt à diriger la plupart des opérations de la Société Nationale ; il vit Garibaldi et lui dit de faire espérer les autres ; il donna à entendre qu'il agirait ultérieurement en Toscane et peut-être en Romagne² ; il encouragea le mouvement annexioniste en Sicile et le projet de Panizzi de délivrer Settembrini et ses compagnons de prison. Même Mazzini reconnut que Cavour « était Italien au fond de l'âme ».

Pendant, au début de la Société Nationale, avant que Cavour ne se fût ouvert à La Farina ou n'eût appris l'importance du mouvement, il apparaissait simplement comme un politique sceptique « se moquant de tout et de tous » ; son antipathie pour les faiseurs de programme lui inspirait un demi-dédain pour la politique d'amateur de la Société. Pallavicino, pour qui l'alliance française était une abomination, se défiait de lui et voulait le renverser, espérant, ce qui est assez étrange, que Manin le remplacerait comme premier ministre. « Espérer former l'Italie avec Cavour, écrivait-il, est absurde ». Mais le jugement plus calme de Manin lui persuada que, si la Société Nationale pouvait convertir l'opinion publique, Cavour suivrait, et que la meilleure politique était de lui forcer la main et de l'obliger à passer hardiment au camp des Unitaires. Mais, de même que le reste du parti avancé, Manin ne comprenait pas suffisamment Cavour ; il se

1. Castelli, *Carteggio*, I, 158.

2. La Farina, *loc. cit.* ; Cavour, *Nuove Lettere*, 337 ; Cantù, *Cronistoria*, III, 126 ; Manin e Pallavicino, 172. Je mets en doute l'exactitude de ce qu'avance Mazzini, *Opere*, IX, 352, qu'une année plus tard, Cavour « aurait assassiné Mazzini s'il l'avait pu ».

méfiait trop de sa politique, pour placer en lui toute sa confiance ; il songeait plutôt à gagner le roi. La nature plus expansive et plus franche de Victor-Emmanuel lui inspirait des paroles de sympathie dont Cavour avait soin de s'abstenir. Quoique les sympathies de Cavour pour le mouvement national fussent aussi réelles que celles du roi, elles étaient moins impulsives, moins impatientes, moins facilement entraînées sur la voie des grandes ambitions. Soldat par tous ses instincts, haïssant l'Autriche de toute son âme, le Roi attendait avec impatience le jour du combat et de la revanche. « Si vous ne commencez pas bientôt, dit-il à Pallavicino, moi, je commencerai ».

Mais, quoique Victor-Emmanuel pût être le chef du mouvement, il fallait à celui-ci son héros populaire, et Pallavicino savait qu'il le trouverait surtout en Garibaldi. La renommée de la bravoure dont il avait fait preuve à Montevideo et à Rome, sa nature généreuse et droite, dans laquelle se mêlaient le démocrate et le gentilhomme, la confiance qu'on avait en son courage suprême et en son talent de général, en faisaient toujours l'idole de l'Italie. Son indiscutable sincérité, la bonté douce qui brillait sur son visage, sa grâce parfaite et sa force corporelle, lui donnaient un pouvoir magnétique, qui poussait les gens à le suivre, quel que fût le danger, et qui les rendait fiers de mettre sous sa garde leurs existences et leurs volontés. Ni la sagesse de Cavour, ni l'idéalisme élevé et les longs travaux de patience de Mazzini, ne pouvaient leur donner la fascination que l'héroïsme de Garibaldi lui avait gagnée. Dans la vie privée, ce n'était point un saint. Son pouvoir intellectuel était faible ; comme disait d'Azeglio, il avait « un cœur d'or mais un cerveau de bœuf ». Ses conceptions politiques étaient élémentaires, son esprit était un chaos de nobles idées, ses résolutions lui venaient au hasard, pour être quelquefois aussitôt abandonnées, et quelquefois pour demeurer, avec une ténacité qui ne tenait aucun compte des événements ; ses méthodes étaient souvent efficaces par leur simplicité et leur droiture, mais elles ne portaient point la marque de la réflexion ni d'une grande largeur de vues. Il parvenait difficilement à prendre une décision, lorsque les arguments se contre-balançaient exactement, ou lorsque des influences opposées venaient à peser sur lui. C'était une nature à apprendre peu, et aussi à oublier, à par-

donner peu de choses ; vraiment honorable au fond, il aurait cependant rompu ses promesses à la légère ou sacrifié la vérité à la passion ; la flatterie personnelle, une offense personnelle, avaient toujours beaucoup de poids sur son esprit indiscipliné. Mais, quand une fois il était stimulé, il devenait décidé, rapide, résolu. Son instinct le poussait à aller droit au but ou à n'y pas aller du tout ; la subtilité, la patience, les ménagements lui paraissaient tenir de la finesse ; le travail ardu de préparation et de détail l'ennuya toujours ; il préférerait une dictature à un gouvernement parlementaire. Mais son impatience même tenait de sa droiture et de sa haine de la fourberie et de la diplomatie ; ces sentiments formaient la partie essentielle de sa nature héroïque. Sa profonde sympathie pour tous les genres de souffrances, son empressement à secourir les opprimés, son profond respect des enseignements du Christ¹, qui allait de pair avec une haine fanatique des prêtres, en faisaient le chevalier errant des causes abandonnées et des peuples écrasés. C'était une force énorme, mais non réglée, capable de ces héroïsmes qui font époque, capable aussi de faire beaucoup de mal.

Il avait été banni du Piémont par d'Azeglio en 1849 ; quatre ans plus tard on lui permit de revenir, et il s'installa à Caprera, une petite île rocheuse près des côtes de Sardaigne, menant cette vie de fermier solitaire qu'il aimait tant. Il était encore républicain, avec une haine dévorante de l'Autriche et encore plus du Pape ; mais tout conspirait pour l'attirer vers le parti nouveau. Sa vieille antipathie contre Mazzini était encore violente ; il n'avait rien du conspirateur et aucun goût pour les entreprises malheureuses du grand agitateur. Quoique très brave, il n'aspirait point au martyre ; c'était un soldat aimant la victoire. Comme beaucoup d'autres républicains il en était arrivé à mettre sa confiance en Victor-Emmanuel, et plus ou moins en Cavour ; et, quoiqu'il se doutât un peu que le gouvernement n'avait pas l'intention d'agir, il se rendit compte que l'armée et le trésor du Piémont étaient nécessaires pour la guerre à laquelle il aspirait. Il était prêt à combattre l'Autriche « avec n'importe quel allié, fût-ce même le diable, si le diable était anti-autrichien ». Vivement pressé par les agents de La Farina, il

1. Vecchi, *Garibaldi*, 238.

adhéra à la Société pendant l'été de 1856; mais les républicains ne le laissèrent pas aller sans lutte, et ce ne fut qu'après une année d'hésitation qu'il signa le manifeste de la Société.

Tandis que la Société Nationale préparait la solution finale qu'amènerait l'avenir, les populations du Sud implorèrent un soulagement plus prochain, fût-il même partiel. Ce n'était pas tant sur l'aide directe du Piémont, que sur celle des puissances dont Cavour avait gagné les sympathies, qu'elles comptaient. L'Angleterre ne voulait rien faire pour aider l'Italie septentrionale, mais elle s'était moralement engagée, ainsi que la France, à intervenir à Rome et à Naples. Parfois l'Empereur, prenant courage, était à demi résolu à retirer ses troupes de Rome et à contraindre l'Autriche, par la force s'il était nécessaire, à évacuer la Romagne; plus souvent, il cédait à l'influence de l'Impératrice et des cléricaux, et balbutiait de tièdes plaidoyers en faveur de la réforme¹. Clarendon, qui avait les mains plus libres, employa certaines expressions très fortes pour qualifier la tyrannie; mais Antonelli répondit adroitement que l'agitation causée par le Congrès rendait toute concession difficile, et il espéra parer les accusations de l'Empereur par une apologie, qu'il avait probablement rédigée lui-même², mais qui portait la signature de Rayneval, l'ambassadeur français (mai 1856)³. Le mémoire déloyal de Rayneval ne réussit pas à convaincre l'Empereur; son cousin Pepoli, de Bologne, petit-fils de Murat, opposa un démenti aux affirmations de Rayneval, et Napoléon, rappelant son ambassadeur, usa envers le Pape d'un langage plus ferme. Pendant un moment, il fut disposé à réclamer l'autonomie pour la Romagne et les Marches; et, quoiqu'il réduisît ses demandes au programme de Portici amplifié, Antonelli vit qu'il lui fallait faire une apparence de concession. Un code criminel révisé fut imprimé, mais jamais publié; la ligne ferrée conduisant à Civita-Vecchia fut commencée; on décida les Autrichiens à réduire aux garnisons de Bologne et d'Ancône leur armée d'occupation. Pour montrer à l'Europe combien son gouver-

1. Bianchi, *Diplomazia*, VII, 278, 307; Minghetti, *Ricordi*, III, 155.

2. Salvagni, *Carte romana*, III, 318.

3. Cavour se saisit d'une copie qu'il envoya au *Daily News*, qui la publia le 29 mars 1857; d'Azeglio e Gualterio, *Carteggio*, 239.

nement était diffamé, le Pape commença un long voyage à travers la Romagne (mai-août 1857), et les fonctionnaires reçurent des ordres précis pour organiser des manifestations loyalistes. Mais, de concert avec Cavour et Hudson, les libéraux avaient creusé des « contre-mines » ; les conseils municipaux préparèrent des pétitions pour la réforme et, quand le gouvernement, ayant vent du projet, défendit aux conseils de se réunir, des mémoires non officiels les remplacèrent. Le Pape fut reçu respectueusement, mais très froidement ; à Pérouse, il fut accueilli par les cris de « du pain et une constitution » ; à Bologne, l'archevêque fut hué par les étudiants. Quelques modérés, à demi gagnés par la courtoisie et la douceur pathétique de Pie, essayèrent de le décider à suivre la seule conduite qui pourrait sauver son gouvernement ; mais il était convaincu que la masse du peuple ne désirait pas de réformes et que les concessions conduiraient à l'ultra-démocratie et à des attaques contre l'Église. Il pensait que Mazzini prêchait le massacre et le vol, et la terreur que lui inspirait l'agitateur n'avait d'égale que son extrême fureur contre le « rusé » gouvernement de Turin. Quand, à la fin, il se laissa à demi gagner, il avoua tristement qu'il « n'avait pas le courage » d'opérer des réformes. C'était signer sa condamnation ; son refus détruisit les dernières espérances qu'on avait fondées sur lui, et Rome même se joignit aux pétitionnaires.

Mais le gouvernement du Pape était alors plus indolent et plus corrompu que cruel, et on sentit, à Paris et à Londres, qu'il était impossible, pour le moment, de prendre contre lui des mesures sérieuses. Il en était autrement à Naples. Ferdinand était une sorte de hors-la-loi diplomatique, et Walewski et Clarendon lui firent de vertes remontrances, le pressant d'accorder une amnistie et de réformer son gouvernement. Ils avaient le droit d'intervenir, disaient-ils, car la situation du royaume constituait un encouragement à la révolte et un péril pour la paix de l'Europe (mai 1856). Ferdinand se refusa obstinément à toute réforme ; il n'existait encore pour ainsi dire point de chemins de fer ; le commerce était dans un état de stagnation, le gouvernement l'étouffant par son hostilité ou sa protection. Les prisonniers politiques, en dépit des cris d'indignation de l'Europe civilisée, étaient toujours

traités avec la sauvagerie qu'avait dénoncée M. Gladstone; un plan formé par Hudson et Panizzi pour attaquer les prisons et délivrer les prisonniers, échoua, bien que Cavour et peut-être Palmerston fussent de connivence avec ces derniers¹. En plus des raisons humanitaires, l'Angleterre et la France avaient leurs griefs particuliers. Ferdinand avait montré son hostilité pendant la guerre de Crimée; il avait refusé de permettre aux alliés d'acheter du soufre en Sicile, et il avait laissé commettre de mesquines insultes à leurs drapeaux. Quand les représentants des deux puissances vinrent à lui, il répondit avec raideur que, bien qu'il eût préparé une amnistie, il préférerait la suspendre plutôt que d'avoir l'air d'agir par contrainte, que son État était indépendant, et qu'il ne ferait aucune concession à des gouvernements qui protégeaient les révolutionnaires. Il se prépara à la guerre, espérant probablement que l'Autriche ou la Russie le soutiendraient; mais, quand l'Autriche elle-même lui conseilla de faire des concessions, il adoucit le ton aigre de sa première réponse; et offrit de déporter les prisonniers politiques dans la République Argentine. Quoiqu'ils rappelassent leurs ambassadeurs (octobre 1856), les alliés ne rougirent point d'accepter ce honteux compromis, plutôt que d'irriter l'Autriche et la Russie en déclarant la guerre. Même quand le projet de déportation fut abandonné, ils refusèrent d'aller au delà de la suspension des relations diplomatiques. Clarendon était « prêt à faire n'importe quoi plutôt que de laisser penser qu'il encourageait les tendances révolutionnaires ».

Napoléon était loin d'être aussi disposé à sacrifier la justice et l'humanité; mais comme toujours, il préférerait suivre des chemins tortueux. A ce moment vivait à Paris Lucien Murat, fils du roi Joachim, homme oisif, poltron et incapable, qui, par ses parents, avait des droits spéciaux sur Naples, et dont l'Empereur, dont il était le cousin, fit un docile instrument de la politique impériale. Le précepteur de ses fils était Saliceti, l'ex-ministre de Ferdinand en 1848; à l'instigation de Murat, Saliceti publia un pamphlet², dans le but de reconnaître les partisans que Murat pourrait avoir à Naples, s'il

1. *Lettere ad A. Panizzi*, 267; Mario, *Bertani*, I, 211-212; Id., *Mazzini*, 372; Mazzini, *Opere*, IX, cxxx; Malmesbury, *Mémoires*, I, 133.

2. Ce fait est probable, quoique d'Ayale, *Memorie*, 202, l'attribue à Francesco Torincherà.

posait sa candidature au trône. Ce pamphlet constituait un appel adroit aux nationaux, en cela qu'il suggérait une division de l'Italie entre le royaume de Naples et le Piémont, laquelle excluait l'Autriche et les duchés, et ne laissait au Pape que Rome et la Comarca. Quoique l'Empereur désavouât publiquement toute responsabilité au sujet de ce pamphlet, et en interdisait la circulation, on ne peut guère douter qu'il n'encourageât secrètement Murat¹, ce projet étant conforme à la politique qu'il suivait de placer sur les trônes d'Italie des princes napoléoniens. Le prétendant avait en somme beaucoup de chances de réussir. Le pays entier, à l'exception des *lazzaroni* de Sainte-Lucie, faisait des vœux pour la chute de Ferdinand. Les unitaires étaient faibles; Cavour avait découragé tous les partisans de l'annexion à Naples, et les faibles libéraux ne voulaient faire, seuls, aucun effort sérieux. Il y avait un avantage visible et immédiat à accepter Murat: c'était la promesse d'une délivrance prochaine de la tyrannie. L'Angleterre et la France auraient vu avec plaisir l'expulsion des Bourbons, mais elles ne voulaient favoriser aucun mouvement tendant à l'unité; quoique l'Angleterre se défiât des projets de la France sur Naples, elle se serait probablement contentée d'assurer l'indépendance de la Sicile. Murat promettait l'appui moral et matériel de la France; et c'est ce qui lui gagna une grande partie de la noblesse et des exilés du parti modéré à Paris et à Turin. Comme grand-maître des francs-maçons, il semblait probable qu'il obtiendrait l'appui de leur association, puissante à Naples et à Palerme; quoique « le Murattisme » semblât avoir fait peu de progrès dans les provinces, dans la capitale, ce parti était puissant; l'apparition dans la baie d'une flotte française eût probablement rallié au prétendant la multitude, disposée à se ranger du côté du plus fort. Même en Sicile il avait quelques adhérents.

Cavour lui-même fut plus ou moins entraîné par le courant. Il n'approuvait pas le projet, ne voulait prêter aucune assistance à Murat, et exciter la jalousie de l'Angleterre. Mais, quand après en avoir longtemps douté, il se fut assuré que l'Empereur était derrière Murat, il n'osa plus lui faire ouver-

1. Cavour, *Lettere*, VI, 42, 44; Id., *Nuove Lettere*, 329, 409; Bianchi, *op. cit.*, VII, 329-330; Nisco, *Ferdinando II*, 327; Mazzini, *Opere*, IX, CXXXVIII; *contra*, Veroli, *Pepoli*, dans *Riv. Eur.*, XXVIII, 405; Minghetti, *op. cit.*, III, 156; Mémoires de Gréville, VIII, 62.

tement de l'opposition. « Murat est une mauvaise solution, écrivait-il, mais c'est la seule qui puisse réussir, et nous devons nous soumettre de bonne grâce. » Il semble avoir espéré un jour de gagner Ferdinand à une politique nationale et libérale; mais quand sa courte illusion s'effaça, et qu'il vit aussi l'impossibilité d'un mouvement unitaire à Naples, il sentit qu'il ne pouvait faire plus longtemps de l'opposition contre « quelque chose qui mettait sur son drapeau: Indépendance italienne », et il promit de tirer Naples de sa misérable situation. Il comptait sans doute sur l'alliance de Murat contre l'Autriche, et espérait peut-être que l'influence anglaise lui permettrait d'annexer la Sicile au cas où les Bourbons seraient renversés¹.

Mais, tandis que Cavour songeait surtout à la lutte prochaine pour l'Italie septentrionale, les Unitaires étaient sérieusement alarmés par les plans de Murat et leurs conséquences probables. Si jamais Murat montait sur le trône de Naples, il serait difficile, sinon impossible, de le déposséder; car même si la Sicile se déclarait pour l'annexion au Piémont, sur le continent Murat aurait derrière lui non seulement l'appui de la France, mais toute l'antipathie du Nord qui, sous un gouvernement libéral, entraînerait la masse de la population à s'opposer à l'unité. Manin objecta que Murat, monté sur le trône, deviendrait, par la force des circonstances, le rival de Victor-Emmanuel, et par conséquent l'allié déclaré ou secret de l'Autriche. Tous ceux qui souhaitaient l'unité comprenaient que le succès du prétendant ajournerait indéfiniment la réalisation de leurs espérances. Les meilleurs parmi les exilés protestèrent, les prisonniers politiques déclarèrent qu'ils « mourraient en prison plutôt que de tendre la main à cet aventurier étranger. » Manin pria les Napolitains de prendre confiance en eux-mêmes. Mazzini, désireux de vaincre à la fois et Manin et Murat, organisa une révolte qui, commençant à Naples ou en Sicile, devait s'étendre à toute la péninsule et balayer Ferdinand, le Pape et les Autrichiens. Tous les partis voyaient quelles semences fécon-

1. Cavour, *Lettere*, II, 391; VI, 41-42; Id., *Nuove Lettere*, 329, 339, 349, 409, 411, 418, 426, 554; Bianchi, *Cavour*, 46-47; Id., *Politique de Cavour*, 169; Id., *Diplomazia*, VII, 329; Manin e Pallavicino, 155, 160; Minghetti, *Ricordi*, III, 386. Pour d'autres aperçus de la politique de Cavour, voir Veroli, *op. et vol. cit.*, 405, et Cavour, *Lettere*, II, cxcii.

des de révolte le gouvernement des Bourbons avait répandues. En Sicile, le vieux parti séparatiste n'existait pour ainsi dire plus, et cédait la place à la politique qui voulait fondre le peuple dans la masse entière des Italiens. Pour les révolutionnaires, la Sicile était « l'île de l'initiative », le point de départ de l'unité italienne. » Depuis cinq ans, Niccolò Fabrizi, le disciple brave, doux et dévoué de Mazzini, travaillait activement, de Malte, à organiser les éléments de mécontentement et d'aspiration; et Crispi, depuis son expulsion de Gènes en 1854, l'aidait vigoureusement. Mazzini et Garibaldi discutèrent le plan d'une expédition pour aller soulever l'île, mais Garibaldi ne voulut consentir à partir que si Cavour promettait sa coopération et, quoique Cavour semble d'abord avoir promis des fonds, il se rétracta bientôt ¹. Mais il avait ses propres plans d'annexion²; La Farina organisa le parti piémontais dans l'île, et persuada presque à Palmerston d'autoriser la légion anglo-italienne à débarquer en Sicile à son retour de Crimée ³. Ce fut un des résultats de l'œuvre de Crispi que, vers la fin de 1856, le jeune baron Bentivegna arbora le drapeau tricolore près de Termini, espérant que l'Angleterre et la France lui viendraient en aide; mais son appel aux Siciliens trouva peu d'écho, et Bentivegna fut poursuivi et fusillé. Cependant, quoique les libéraux se tinssent à l'écart, jugeant sans doute le soulèvement prématuré, les agents et la presse secrète de leur « Comité de l'Ordre » fonctionnaient dans toute l'île. Une conspiration plus formidable mûrissait sur le continent. On reconnaissait généralement qu'un soulèvement dans la capitale n'avait aucune chance de succès, mais les libéraux de la Basilicate et de certaines régions de la Capitanate et de l'Apulie étaient bien organisés et prêts à mettre au moins plusieurs centaines d'hommes armés en campagne. Murat n'y avait aucun partisan, et les Mazziniens et le parti piémontais travaillaient de concert. Ils s'étaient convaincus, et les événements de quatre ans plus tard justifiaient leur conviction, qu'à leur

1. Mario, *Mazzini*, 368, 372; Id., *Garibaldi*, 436; Oddo, *I mille*, I, 153-154.

2. Cavour, *Lettere*, II, 215; Bianchi, *Politique de Cavour*, 134; La Farina, *Epistolario*, II, 28. Voir La Masa, *Fatti*, II, et la curieuse histoire dans les Mémoires de Gréville, VII, 293.

3. La Farina, *op. cit.*, I, 550; II, 30. Voir aussi Villari, *Cospirazioni*, 292.

premier succès une grande partie des troupes italiennes se joindrait à eux. L'intensité de la haine contre les Bourbons fut prouvée un mois après le soulèvement de Bentivegna, lorsque un soldat calabrais, Agesilao Milano, émule des tyrannicides classiques, attenta à la vie du roi pendant une parade (8 décembre 1856); et où le sang-froid de Ferdinand empêcha seul les troupes suisses et italiennes de tirer les unes sur les autres. Milano n'avait aucun complice, mais, dans le mois qui suivit, deux explosions, qui ne peuvent guère avoir été accidentelles, détruisirent une poudrière dans le voisinage du palais et d'une frégate qui était à l'ancre dans la baie. Le frère et l'oncle même de Ferdinand étaient en rapports suivis avec les Libéraux.

Ce fut le sentiment qu'il avait de la désaffection croissante, qui encouragea Mazzini à agir. Personnellement, semble-t-il, il désirait surtout organiser un mouvement révolutionnaire à Gênes et à Livourne¹. Mais il décida de rattacher ce mouvement à un complot qui avait été combiné par les libéraux de Naples et de la Basilicate et quelques-uns des exilés napolitains et siciliens à Gênes. Carlo Pisacane, duc napolitain, homme d'un caractère très élevé, mais esprit peu éclairé et ardent, en politique, socialiste révolutionnaire, voulut, avec quelques autres, prendre passage à bord du *Cagliari*, vapeur faisant le service entre Gênes et la Sardaigne, s'emparer du navire lorsqu'il serait en pleine mer, faire voile vers l'établissement pénitencier de Ponza près de Gaète, et, après avoir délivré les prisonniers, débarquer avec eux à Sapri dans le golfe de Policastro, pour s'y joindre aux insurgés de la Basilicate et s'avancer sur Naples. Pendant ce temps, les démocrates génois devaient s'emparer de la ville et des forts, et leur envoyer des renforts. Les conspirateurs n'avaient toute intention de renverser le gouvernement de Gênes, et beaucoup d'entre eux, sans doute, ne voulaient que se procurer des armes et des hommes pour l'expédition; mais en fait, et de propos délibéré chez Mazzini, c'était une révolte républicaine². A tous les points de vue, la partie génoise du complot fut une folie mal conçue et mal exécutée, dont les démocrates d'esprit plus sain, tels que Garibaldi et Bertani, eurent soin de

1. Mazzini, *Opere*, XI, xxix; de Monte, *Sapri*, xci, 53, 58.

2. Comparez Mazzini, *Opere*, IX, 344, avec les détails du procès dans Zini, *Storia, Documenti*, I, 668-669, 683-684.

se tenir à l'écart. Le projet de Pisacane avait plus de chances de succès; quoique la confusion se mit un moment parmi les conspirateurs, grâce à la terreur qui suivit l'attentat de Milano, il ne fallait qu'un seul coup sérieux pour renverser le gouvernement croulant de Ferdinand. Pisacane réussit à s'emparer du *Cagliari* (25 juin 1857), mais il discrédita l'expédition en délivrant à Ponza 400 soldats réfractaires et criminels de droit commun¹. Quand il débarqua à Sapri, il s'aperçut que, grâce à sa propre négligence, la Basilicate n'était point prête; les paysans du Principato se soulevèrent fanatiquement contre des hommes qu'on leur avait représentés à juste titre comme des brigands. Après des marches fatigantes aux alentours de Cilento, la petite bande de Pisacane, accablée par des forces supérieures, et découragée, fut écrasée à Sanza, par la milice et les paysans armés; Pisacane fut tué avec la moitié de ses hommes, et les survivants tombèrent entre les griffes des juges de Ferdinand. Cependant les complots de Gênes et de Livourne s'étaient terminés en de futils combats et d'inutiles pertes d'hommes. Le gouvernement piémontais sévit contre les conspirateurs arrêtés avec une sévérité à peine inférieure à celle de Ferdinand. La folie de ce soulèvement pouvait bien exciter l'indignation de Cavour², mais ce n'est guère à l'honneur de son honnêteté ou de sa noblesse d'âme qu'il ait puni si impitoyablement les hommes qui, en partie du moins, lui préparaient la voie. Bien qu'elle semblât être un malheureux échec, l'expédition fut cependant le précurseur désespéré de la victoire. Suivant l'expression de Victor Hugo, Pisacane fut plus grand que Garibaldi, de même que John Brown fut plus grand que Lincoln. Il fut, en vérité, le dernier coup porté à l'influence de Mazzini, car les hommes les plus fidèles ne purent plus considérer comme un chef l'homme qui s'était si souvent trompé. Mais cet événement fit disparaître le funeste attrait qui attachait les Modérés aux projets de Murat, et il donna une nouvelle vigueur au mouvement unitaire dans le Sud.

Un résultat secondaire de l'expédition fut l'augmentation

1. Il y avait au plus quatorze prisonniers politiques; La Cava, *Basilicata*, 183, 205-206, 210; d'après Mario, *Nicotera*, 7, Pisacane pensait qu'ils étaient tous prisonniers politiques. Voir de Monte, *op. cit.*, XI, CCXXIII.

2. D'après Mario, *op. cit.*, 15, il envoya les papiers de Pisacane au gouvernement napolitain.

de la tension existant entre Naples et le Piémont. Après le débarquement de Pisacane, le *Cagliari* avait été saisi en pleine mer par la flotte napolitaine, et l'équipage, qui comprenait deux mécaniciens anglais, jeté dans une prison napolitaine. On peut excuser Ferdinand d'avoir cru à la complicité de Cavour, mais la capture du navire était contraire aux lois maritimes, et l'intention de Ferdinand de provoquer le gouvernement de Victor-Emmanuel était suffisamment apparente. L'ambassadeur du roi de Turin réclama le navire, et le gouvernement anglais demanda la mise en liberté des deux sujets britanniques. Ferdinand refusa de rendre navire et équipage, et l'affaire menaçait de se terminer par une guerre quand le cabinet Derby intervint. Il trouva aisément un prétexte, quand Ferdinand eut mis les deux Anglais en liberté, pour abandonner les Piémontais; mais l'opinion publique, en Angleterre, s'indigna de cette plate soumission, et le gouvernement fut obligé de réclamer une indemnité et d'agir encore de concert avec Turin. Effrayé à la fin du danger imminent, Ferdinand restitua le navire et indemnisa les mécaniciens (juin 1858). L'incident ajouta un nouveau laurier à la diplomatie de Cavour.

L'autorité de Cavour était plus absolue que jamais dans le Piémont. La session qui s'était ouverte à Turin en janvier 1857 montra le courage confiant du pays. Malgré les déficits budgétaires annuels, et l'augmentation régulière et sérieuse de la dette nationale, la prospérité du pays augmentait toujours. Les moissons avaient été bonnes, le libre-échange et les chemins de fer (il y en avait alors 960 kil. de construits) portaient leurs fruits en une rapide extension du commerce. Le commerce de la soie avait doublé, celui du coton quadruplé depuis 1848. Il y avait eu des progrès notables dans les entreprises et la production agricoles. Le salaire des travailleurs agricoles avait augmenté de vingt-cinq pour cent et, quoique l'impôt foncier pesât lourdement sur les paysans, toutes les classes bénéficiaient de la réduction des droits sur les produits alimentaires. Le Parlement avait approuvé le tunnel du Mont-Cenis et de nouveaux docks à Gênes, et ce port voyait renaître sa prospérité. Lanza, alors ministre de l'instruction publique, essaya de relever le niveau des écoles

de la tension existant entre Naples et le Piémont. Après le débarquement de Pisacane, le *Cagliari* avait été saisi en pleine mer par la flotte napolitaine, et l'équipage, qui comprenait deux mécaniciens anglais, jeté dans une prison napolitaine. On peut excuser Ferdinand d'avoir cru à la complicité de Cavour, mais la capture du navire était contraire aux lois maritimes, et l'intention de Ferdinand de provoquer le gouvernement de Victor-Emmanuel était suffisamment apparente. L'ambassadeur du roi de Turin réclama le navire, et le gouvernement anglais demanda la mise en liberté des deux sujets britanniques. Ferdinand refusa de rendre navire et équipage, et l'affaire menaçait de se terminer par une guerre quand le cabinet Derby intervint. Il trouva aisément un prétexte, quand Ferdinand eut mis les deux Anglais en liberté, pour abandonner les Piémontais; mais l'opinion publique, en Angleterre, s'indigna de cette plate soumission, et le gouvernement fut obligé de réclamer une indemnité et d'agir encore de concert avec Turin. Effrayé à la fin du danger imminent, Ferdinand restitua le navire et indemnisa les mécaniciens (juin 1858). L'incident ajouta un nouveau laurier à la diplomatie de Cavour.

L'autorité de Cavour était plus absolue que jamais dans le Piémont. La session qui s'était ouverte à Turin en janvier 1857 montra le courage confiant du pays. Malgré les déficits budgétaires annuels, et l'augmentation régulière et sérieuse de la dette nationale, la prospérité du pays augmentait toujours. Les moissons avaient été bonnes, le libre-échange et les chemins de fer (il y en avait alors 960 kil. de construits) portaient leurs fruits en une rapide extension du commerce. Le commerce de la soie avait doublé, celui du coton quadruplé depuis 1848. Il y avait eu des progrès notables dans les entreprises et la production agricoles. Le salaire des travailleurs agricoles avait augmenté de vingt-cinq pour cent et, quoique l'impôt foncier pesât lourdement sur les paysans, toutes les classes bénéficiaient de la réduction des droits sur les produits alimentaires. Le Parlement avait approuvé le tunnel du Mont-Cenis et de nouveaux docks à Gênes, et ce port voyait renaître sa prospérité. Lanza, alors ministre de l'instruction publique, essaya de relever le niveau des écoles

primaires et secondaires. Par une loi de 1848, chaque commune était tenue d'avoir une école primaire, et le nombre des présences était alors assez satisfaisant ; plus de dix pour cent de la population totale étaient inscrits sur les registres scolaires. Mais il y avait grande disette de bons instituteurs, et leurs salaires étaient excessivement modiques¹ ; de plus, le curriculum des nombreuses et antiques « écoles latines » ne convenait en aucune façon aux besoins modernes. Le décret de Lanza proposait de laisser les écoles privées intactes, mais donnait au ministère de l'instruction publique des pouvoirs limités de contrôle sur ces écoles, obligeait les instituteurs à passer un examen, instituait des écoles normales et fixait un salaire minimum ; il régularisait plus ou moins et modernisait les écoles de latin, et pourvoyait à la fondation de collèges techniques. Mais Lanza rencontra une vive opposition. Les cléricaux se récrièrent contre toute ingérence dans les écoles privées, quoique moins du dixième des enfants suivissent leurs cours ; et Cavour, avec une partie considérable des Libéraux, les soutint au nom de la « liberté d'enseignement. » Des hommes moins esclaves de la foi libérale firent ressortir la nécessité d'un contrôle de l'État ; ils firent remarquer quelle arme la « liberté d'enseignement » était devenue entre les mains des cléricaux de France et de Belgique. Comme sur la question des *incameramento*, Cavour fut obligé de sacrifier ses convictions personnelles, et le décret passa. Son effet sur les écoles secondaires fut instantané : en trois ans, le nombre des élèves quadrupla.

La politique intérieure était cependant de plus en plus éclipsée par l'imminence de la guerre. Le Parlement accepta le projet de La Marmora d'établir un réseau de fortifications entre Alexandrie, Casale et Valence, qui retarderait la marche des Autrichiens jusqu'à l'arrivée de renforts français. De l'autre côté du Tessin, les Milanais avaient commémoré la visite de l'empereur François-Joseph en ouvrant une souscription pour élever à Turin une statue en l'honneur de l'armée piémontaise. Il était impossible à l'Autriche de fermer les yeux sur ces incessantes provocations et, après échange

1. En moyenne (15 livres 12 sh., 390 francs) par an ; en 1852, on les estimait à (13 livres, 325 francs) pour les hommes et (7 livres 4 sh., 180 francs) pour les institutrices. Les hommes gagnaient surtout leur vie en travaillant la terre.

de quelques lettres très vives, son chargé d'affaires, qui avait été laissé à Turin depuis le départ de Buol en 1853, fut rappelé (29 mars 1857). La rupture diplomatique était complète et tous les sophismes qu'employa Palmerston pour défendre l'Autriche¹ ne réussirent pas à décider le Piémont à prendre aucune mesure pour renouer les relations.

Jusque-là, les nationaux avaient vaincu partout. La propagande de la Société Nationale avait groupé les libéraux de toute l'Italie, et semé les germes de la révolte dans tous les États despotiques. La chute finale des républicains avait réduit à son minimum le danger de divisions dans les rangs des nationaux. Même quelques membres de l'extrême droite étaient prêts à soutenir contre l'Autriche la dignité nationale. Le Piémont travaillait assidûment aux préparatifs de la guerre, et le concours de la France, s'il n'était pas encore absolument assuré, était du moins probable. Avec l'espérance d'avoir une armée alliée en campagne, et l'appui de tout ce qu'il y avait de meilleur en Italie, le Piémont attendait avec confiance le commencement de la lutte. Mais les réactionnaires avaient décidé de faire un dernier effort. Des réformes en Lombardie et en Romagne auraient pu satisfaire l'Angleterre, le cabinet Derby, plus encore que son prédécesseur, inclinant pour l'Autriche et se défiant des desseins de la France. Il était même possible que la France lui retirât son concours, car il répugnait beaucoup à l'Empereur d'entrer en conflit avec Rome, et les critiques de la presse avancée à Turin et à Gênes le froissaient vivement. On pouvait tenter un sérieux effort pour s'emparer de la citadelle ennemie en élisant une majorité réactionnaire aux prochaines élections piémontaises. C'était là, semblait-il, une entreprise désespérée, car la confiance qu'on avait en Cavour et le roi était, en apparence, intacte et le sentiment national devenait de plus en plus intense. Mais le plan était bien et soigneusement établi. Les lourdes taxes fournissaient facilement un moyen d'exciter le mécontentement des paysans; la Savoie avait peu de sympathie pour les aspirations italiennes, et les nobles et les cléricaux y étaient tout-puissants. Dans le Piémont, les libéraux n'étaient pas préparés et étaient divisés; ils espéraient voir une répétition de leurs faciles victoires, et les dif-

1. Bianchi, *Diplomazia*, VII, 365-368.

férents groupes mettaient plus d'ardeur à s'attaquer l'un l'autre qu'à résister à l'ennemi commun. C'est de Rome que vint le mot d'ordre de se préparer secrètement et vigoureusement. Le cri de : « l'Église est en danger¹ », s'éleva du confessionnal et de l'autel ; les attaques contre les monastères, les polémiques de la presse anti-cléricale, les menaces d'excommunication firent tinter les oreilles de tous les dévots ; les prêtres furent autorisés à ouvrir de grands crédits au ciel et en enfer ; les sacrements, les cérémonies de l'enterrement furent refusés aux libéraux par le clergé le plus militant. Les nobles qui, depuis 1848, avaient vécu davantage sur leurs terres, et qui, en excitant les paysans contre la bourgeoisie, s'étaient rendus maîtres des conseils locaux, entrèrent alors pour la première fois dans l'arène. Même les plus patriotes des évêques et des membres de la droite modérée furent entraînés par le courant, et oublièrent leur pays pour l'Église. Rome montra les énormes forces latentes qu'elle possédait, et la superstition des paysans, un vague sentiment de gêne chez les dévots de toutes les classes, tout le parti conservateur qui était irrésistiblement attiré vers elle, montrèrent qu'elle pouvait devenir dans un État constitutionnel un aussi grand danger que dans un État despotique. Les élections eurent lieu en novembre (1857). Jusqu'à la fin, les libéraux n'avaient pas flairé le moindre danger, et le gouvernement, en partie par suite des scrupules relatifs de Cavour, ne s'était point servi comme d'habitude de son influence électorale. Au dernier moment, des candidats cléricaux furent nommés dans presque toutes les circonscriptions ; la Savoie et la Riviera, même Gênes, jusque-là la forteresse de l'extrême gauche, élurent une liste presque ininterrompue de réactionnaires ; dans le Piémont, où le suffrage était plus étendu et, quoique la plupart des villes eussent tenu ferme, il y eut des pertes dans les districts ruraux. Si les libéraux n'avaient pas serré les rangs au second tour de scrutin, la nouvelle Chambre aurait eu une majorité cléricale. Le péril avait été très grand, mais les forces de la réaction avaient fait tout leur effort et avaient été battues ; les tactiques peu scrupuleuses, l'abus des armes spirituelles, les révélations des pétitions électorales eurent un effet durable sur les esprits des hommes modérés.

1. Cavour, *Lettere*, VI, 88 ; Zini, *Storia*, I, 735.

L'atmosphère politique fut éclaircie, l'extrême gauche et la droite modérée avaient presque disparu. Les deux grands partis : libéral et réactionnaire, étaient face à face. La présence de quarante et un nobles à la Chambre marquait à la fois les tendances ultra-conservatrices de l'opposition et le fait que l'aristocratie était entrée dans la vie politique. Cependant Cavour s'appuyait sur une majorité homogène qui s'était engagée à le suivre. Même Brofferio et Valerio, avertis par les élections et sentant venir la lutte, étaient disposés à mettre une sourdine à leurs critiques. Mais la nef ministérielle avait été si près de sombrer qu'on réclamait une victoire ; pour des raisons diverses, la majorité demanda la démission de Rattazzi. Cavour, irrité que Rattazzi eût manqué à sa promesse d'aider à séparer le roi de sa maîtresse, et se souciant plus des besoins de l'État que d'être chevaleresque dans ses amitiés, le pria d'abandonner son poste, ce qu'il fit avec dignité et sang-froid. Mais, profondément blessé de l'ingratitude de Cavour, il réunit peu à peu autour de lui une foule de mécontents disposés à incliner vers la gauche.

CHAPITRE XXVI

PLOMBIÈRES

1858-avril 1859

Complot d'Orsini; Napoléon III et le Piémont. ENTREVUE DE NAPOLÉON ET DE CAVOUR à PLOMBIÈRES; l'Empereur et l'Europe. Cavour et l'Italie centrale; il organise le mouvement national. Maximilien en Lombardie. Propagande de la Société Nationale. Paroles de l'Empereur à Hübner; le « cri de douleur ». LE TRAITÉ AVEC LA FRANCE; « *Napoléon III et l'Italie* »; la conversion des républicains; « en route pour le Piémont »; la Toscane; le Piémont. L'Empereur au mois de mars; politique allemande; politique anglaise; Congrès proposé; désarmement proposé; ultimatum autrichien; la France déclare la guerre.

Le sort de la politique de Cavour semblait être de passer par une suite de crises qui l'éprouveraient pour la préparer au but final, et de sortir mieux trempée de chaque épreuve. Les élections étaient à peine terminées, qu'un autre péril, également inattendu, la mit à une plus rude épreuve. Huit ans plus tôt, nous avons vu Félix Orsini travailler à former la république romaine, et, par son audace et sa promptitude, écraser à Ancône un soulèvement anarchiste. Il avait été l'homme de confiance de Mazzini dans les premiers petits soulèvements que celui-ci avait organisés et, quoiqu'il crût peu à leur réussite, sa nature noble et désintéressée ne lui permit jamais de refuser de répondre à un appel quelconque comportant un danger. Banni du Piémont, l'infatigable agitateur tomba entre les mains de la police autrichienne et fut incarcéré dans les prisons de Mantoue d'où son évasion lui valut une renommée européenne. Sa rupture avec Mazzini lui attira la colère vindicative des plus vils partisans de son maître, et ce furent peut-être leurs insultes qui le portèrent à faire taire les critiques par quelque action d'éclat. Il écrivit à Cavour pour lui offrir son concours, mais le premier ministre

ne daigna pas répondre. Rendu à lui-même, il résolut de tuer l'Empereur. Pour lui, Louis Napoléon était l'homme du 2 Décembre, le tyran victorieux et hypocrite qui avait foulé aux pieds la république à Rome et à Paris, l'homme dont la puissance arrêta la Révolution et servait de bouclier à tous les despotes européens. Il croyait que l'Empereur s'était allié avec l'Autriche pour écraser l'Italie, et que l'Italie n'aurait quelque chance d'être libre, que lorsqu'il aurait été renversé¹. Il avait tout le courage du tyrannicide, et il était prêt à risquer sa vie, si ce sacrifice pouvait sauver son pays. Il avait peu de complices et assumait lui-même la plus grande part de responsabilité. Un soir du mois de janvier 1858, tandis que l'Empereur et l'Impératrice se rendaient en voiture à l'Opéra, trois bombes furent lancées contre leur voiture. L'horrible carnage épargna les victimes qu'il se proposait d'atteindre ; mais, parmi la foule, plus de 150 personnes furent tuées ou blessées.

Le premier résultat fut une véritable panique. Paris et l'Empereur perdirent la tête. Tandis que la presse parisienne déversait sa fureur sur l'Angleterre qui avait protégé Orsini, et sur le Piémont comme servant de repaire aux régicides, le gouvernement demanda à Londres et à Turin que les réfugiés et leur presse fussent réprimés. Pendant un moment, le danger fut sérieux de voir les craintes de Napoléon l'emporter sur ses sympathies pour l'Italie, et que, de même que pour plaire à la Russie il avait sacrifié ses projets touchant la Pologne, il n'abandonnât ce second projet pour satisfaire ses propres ressentiments. La situation de Cavour était difficile. Avant l'attentat d'Orsini, il avait déjà fait beaucoup pour apaiser l'Empereur ; il avait poursuivi les conspirateurs génois avec une sévérité qu'ils ne méritaient pas ; il avait expulsé les réfugiés par centaines, et songeait à dissoudre les sociétés amicales de Gènes qu'il soupçonnait de vues révolutionnaires. Mais il ne voulut pas, il n'osa pas humilier le pays en s'inclinant devant les demandes de l'Empereur, et la réception du Conspiracy Bill de Palmerston lui servit d'avertissement. On sentit qu'il était intolérable que la paix des pays voisins fût troublée parce que l'Empereur craignait pour sa vie. Quelques-uns des partisans les plus avancés de Cavour et même certains de ses collègues commencèrent à

1. Orsini, *Mémoires*, 190 ; Kossuth, *Memories*, 51.

murmurer. Il commença probablement lui-même à se rebeller contre l'importun despote sous le joug duquel il s'était placé ; et, quand l'Empereur écrivit un menaçant autographe à Victor-Emmanuel, le roi, conseillé par Cavour, répondit sur un ton d'orgueil froissé qu'il ne supporterait pas qu'on fit pression sur lui. Tout ce à quoi Cavour voulut et put consentir fut un amendement à la loi sur la presse, punissant, sur la demande du gouvernement intéressé, tout auteur de publication qui excuserait des complots contre la vie de souverains étrangers, alors qu'une autre clause modifiait pour un temps la liste des jurés, ceux-ci se montrant très peu disposés à condamner la presse, soit cléricale, soit démocratique. Le projet de loi, quelque modéré qu'il fût, rencontra peu de sympathie parmi les membres de la Gauche, mais Rattazzi l'appuya et il passa à la Chambre avec une grande majorité (29 avril).

Aussitôt la première panique passée, l'attentat d'Orsini, loin d'aliéner l'Empereur, le poussa à montrer sa sympathie d'une façon plus pratique. Devant la possibilité d'une guerre avec l'Angleterre, il désira se rendre le Piémont favorable. Avant son exécution, Orsini avait écrit à l'Empereur deux lettres dans lesquelles, après avoir rétracté ses croyances touchant l'assassinat, il en appelait au sang italien que Napoléon avait dans les veines, et l'avertissait qu'il n'assurerait la paix de l'Europe et la stabilité de son trône que lorsque les aspirations italiennes auraient été réalisées. « Délivrez l'Italie, écrivait-il, et les bénédictions de vingt-cinq millions d'Italiens vous accompagneront. » Cet appel à la générosité et aux appréhensions de l'Empereur eut une répercussion profonde, et Cavour insista probablement sur sa vieille morale que l'Italie, tant qu'elle ne serait pas satisfaite, resterait un foyer de révolte. En apparence, l'Empereur avait la France à ses pieds ; mais de graves symptômes de mécontentement pouvaient l'amener à entreprendre une autre guerre comme diversion de son despotisme à l'intérieur. Maintenant que la Pologne avait été sacrifiée, il n'en était que plus désireux d'accomplir l'autre rêve qu'il avait formé de délivrer l'Italie et la Hongrie¹. Cavour avait gagné sa reconnaissance en

1. Henri Martin, *Prince Consort*, IV, 335 ; Ashley, *Palmerston*, II, 179 ; Mémoires de Gréville, VIII, 219, 220 ; Bianchi, *Diplomazia*, VII, 360 ; Della Rocca, *Autobiografia*, I, 392.

l'aidant dans son opposition contre l'Angleterre et l'Autriche à propos des questions secondaires soulevées par le traité de Paris. Or, après le bref accès de colère qui suivit l'attentat d'Orsini, la loi sur la presse et les peines sévères infligées aux conspirateurs génois contribuèrent beaucoup à le satisfaire, et le prince Napoléon¹ qui, dirigeait le parti libéral et anticlérical à la Cour, employa toute son influence à cimenter une alliance franco-italienne. Pendant l'été, l'Empereur invita Cavour à venir le trouver secrètement à Plombières, ville d'eau située dans les Vosges, dans le but de conclure le pacte final pour la délivrance de l'Italie (20 juillet). Les incidents de cette mémorable entrevue furent longtemps enveloppés de mystère, mais nous avons maintenant d'abondants renseignements sur ses plus importants détails². L'Empereur parla « plutôt comme un vrai libéral Italien que comme l'Empereur des Français ». Il promit d'attaquer l'Autriche au moment propice, à charge pour lui de fournir 200 000 hommes, et le Piémont moitié autant; il comptait sur l'appui de la Russie et sur la neutralité de l'Angleterre et de la Prusse; s'il était nécessaire, les alliés marcheraient sur Vienne et y dicteraient la paix. On exigerait de l'Autriche qu'elle abandonnât toutes ses possessions italiennes; l'Empereur n'était pas décidé à toucher aux territoires du Pape; mais Cavour insista, et il fut entendu que, non seulement la Lombardo-Vénétie et les Duchés, mais les Légations et peut-être les Marches, seraient annexés au Piémont et formeraient le royaume de la Haute-Italie avec une population de onze millions d'habitants. L'Ombrie et la Toscane devaient former un royaume de l'Italie Centrale, peut-être sous le gouvernement de la Duchesse-régente de Parme. Le Pape devait conserver Rome et la Comarca sous la protection d'une garnison française. On abandonnait Ferdinand à la merci de ses sujets, et l'Empereur préférait qu'après la révolution inévitable, Murat fût placé sur le trône de Naples. Les quatre

1. Le prince Jérôme Napoléon « Plon-Plon », fils de l'ex-roi de Westphalie.

2. Nous avons maintenant trois comptes rendus contemporains : 1° la lettre de Cavour au Roi, publiée dans le *Perseveranza* du 24 août 1858, et réimprimée dans Cavour, *Lettere*, III, 1; 2° sa lettre à La Marmora, dans Massari, *La Marmora*, 204; 3° sa lettre à Lanza, dans Tavallini, *Lanza*, I, 194-195, 199. Voir aussi Minghetti, *Ricordi*, III, 219; Castelli, *Cavour*, 77; Kossuth, *Memories*, 53, 90-93.

États ainsi constitués devaient former une Confédération italienne. Puis venait le prix du concours de l'Empereur. Il stipula d'abord que la guerre ne devrait pas servir une idée révolutionnaire, qu'elle devrait comporter sa justification diplomatique aux yeux de son pays et de l'Angleterre, et il fut décidé qu'on trouverait très facilement un prétexte dans la situation de Massa-Carrara, toujours dans un état de demi-rébellion contre le Duc de Modène. En second lieu, l'Empereur demanda que la fille aînée de Victor-Emmanuel, Clotilde, épousât le Prince Napoléon, et que le sang de la fière maison de Savoie se mêlât à celui de sa propre famille. Mais ce n'étaient là que des questions secondaires ; la rançon véritable de l'Empereur était la cession de la Savoie et de Nice. En ce qui concerne Nice, il est probable qu'il était disposé à laisser la question en suspens ; mais il avait résolu d'avoir la Savoie. Environner la France des Alpes et atteindre ses « frontières naturelles » au moins au sud-est, remplissait la mission qu'il s'était imposée de détruire les traités de 1815 au nom de la nationalité, et pouvait contribuer beaucoup à assurer à sa dynastie l'affection alors douteuse de son peuple. La frontière des Alpes pouvait servir de marchepied pour atteindre la frontière du Rhin.

Cependant, malgré le succès de Cavour à Plombières, la situation restait extrêmement difficile, et Cavour fit preuve d'une rare hardiesse en engageant son pays dans une voie où il n'y avait point de retraite possible. Le Piémont marchait rapidement vers la guerre ; quelques mois de plus et il lui faudrait lutter ou perdre l'honneur et le prestige et, si l'aide de la France n'arrivait pas, il était inévitablement destiné à être englouti par les armées que l'Autriche déverserait par-dessus le Tessin. Tout le courage du Piémont ne lui servirait guère contre son « voisin géant », à moins que les légions françaises ne combattissent pour lui. Et le concours de la France n'était encore nullement assuré. Les intentions de l'Empereur étaient loyales, mais les difficultés de sa situation pourraient se trouver trop grandes. Toutes les forces du parti clérical en France pouvaient se réunir pour empêcher une guerre qui devait forcément conduire à une attaque contre le Pouvoir Temporel, et l'Empereur n'osait s'aliéner le parti qui l'avait salué comme le « nouveau Charlemagne », et qui, malgré une froideur croissante, était encore le principal rem-

part de son trône. Les financiers de Paris craignaient la guerre et son effet sur le marché ; les libéraux se méfiaient d'une politique qui donnerait du prestige à l'Empire et étoufferait le mécontentement à l'intérieur. Les ministres de Napoléon, bien qu'ils eussent leurs soupçons, n'en savaient pas plus que le reste du pays sur les négociations avec Cavour ; mais, quand le secret fut connu, leur hostilité s'affirma.

Les obstacles extérieurs promettaient d'être encore plus grands. L'Empereur n'avait pas le courage de se déclarer hardiment le champion de la cause nationale, et il reculait devant la clameur que pousseraient les diplomates, lorsqu'il aurait avoué son intention de détruire les traités publics européens au nom d'un principe *a priori*. L'Angleterre, il le savait, ferait tous ses efforts pour maintenir la paix, et il ne pouvait encore se permettre de se l'aliéner. Le cabinet prussien était, pour le moment, dominé par ses méfiances à l'égard de Vienne, mais, à tout moment l'opinion publique pan-germanique qui considérait la Lombardie et la Vénétie comme un territoire fédéral, et Vérone et Mantoue comme les avant-postes de la patrie, pouvait forcer le gouvernement de Berlin à contracter une alliance avec l'Autriche. La nouvelle amitié de la Russie pour la France était chaude, et cette puissance aurait vu avec plaisir l'Autriche punie par la perte de la Lombardie ; mais il n'était pas probable qu'elle prêtât son aide ou ses sympathies efficaces à une guerre pour le triomphe de la cause nationale. Afin de gagner le bon vouloir de l'Europe ou de la décider à garder le silence, il fallait revêtir le principe révolutionnaire du langage de la diplomatie. Les diplomates s'attachaient à leurs formules avec une timidité digne des théologiens, et les « latitudinaires » politiques eux-mêmes, qui voulant refondre le code du droit public européen, se servaient des expressions de la profession de foi surannée de 1815. Cavour espéra résoudre la difficulté en forçant l'Autriche, par ses provocations, à commencer les hostilités ; ayant échoué, il s'en rapporta au hasard, à de nouveaux développements dans la question d'Orient, ou à quelque soulèvement à Carrare susceptible d'être transformé en un *casus belli*. Il avait la même faiblesse que l'Empereur pour l'étiquette diplomatique. Quelles qu'aient pu être ses espérances ultérieures, il jugeait inutile de soulever des questions embarrassantes avant que la guerre ne fût terminée, et de faire quelque allu-

sion à l'annexion de la Toscane, de la Romagne ou de Naples. A certains moments, il semble avoir espéré « miner » les princes lorrains, et pouvoir, quand viendrait le moment propice, assurer la Toscane au Piémont. Le plus souvent, il écartait tout espoir prématuré d'acquérir cet État, pensant qu'on ne pouvait espérer obtenir le consentement des puissances; il était préoccupé de la crainte que l'Empereur n'essayât de former un royaume de l'Italie centrale sur lequel régnerait un prince français, et les princes lorrains étaient du moins une sauvegarde contre un si fâcheux événement. Bon Compagni, son agent à Florence, avait reçu comme instructions de tâcher de gagner le Grand-Duc au parti national¹. Ses projets sur la Romagne étaient aussi peu ambitieux; si l'Europe y consentait, il l'aurait naturellement annexée volontiers; si le sentiment catholique était trop puissant, Cavour pouvait atteindre matériellement son but en persuadant au Pape d'accorder l'autonomie à la Romagne, et de faire de Victor-Emmanuel son vicaire sous la suzeraineté pontificale². C'était une variante de son projet de deux ans plus tôt; alors comme auparavant, il ne pouvait guère s'attendre à ce que le Pape l'acceptât volontairement, mais il peut avoir espéré que l'Europe en imposerait l'acceptation comme la solution la moins épineuse de la question de la Romagne. Il est possible qu'après les assurances que lui donna l'Empereur à Plombières, Cavour ait espéré l'annexion pure et simple, que les puissances catholiques y consentissent ou non.

Avec beaucoup d'adresse et peu de scrupules, il finassa pour garder l'Empereur à sa remorque et aveugler l'Europe. Et maintenant qu'il était certain du concours de l'Empereur, il tourna son attention vers les difficultés presque aussi grandes de la situation intérieure. Il n'avait aucune crainte au sujet du Piémont; à son appel ou à celui du roi, le petit État tiendrait tête à des forces, si considérables fussent-elles. Un nouvel emprunt de quarante millions de lire avait été voté à une grande majorité et, quoique la gauche eût voté contre, l'opposition ne s'était point manifestée contre l'importance de cet emprunt pour la nation, importance dont tout le monde se rendait compte. Il avait demandé à Rattazzi de rentrer dans

1. Bianchi, *op. cit.*, VIII, 14-16, 77-81; Cavour, *Lettere*, III, 23.

2. Pasolini, *Mémoires*, 169; la conversation eut lieu en juin 1858.

le Cabinet, et Rattazzi, quoiqu'il refusât, fut mis au courant de l'affaire de Plombières et promit son concours. Le consentement du Sénat montra jusqu'à quel point les vieux conservateurs nationaux avaient été gagnés. Mais l'appui du Piémont n'était pas suffisant. Ce n'était pas assez pour Cavour d'avoir de son côté les hommes d'action et les enthousiastes; il lui fallait la majorité timide, à demi courageuse et prudente, dont la défection avait été en grande partie la cause de l'échec de 1848. Il lui fallait établir un tel consensus de l'opinion en Italie, qu'il renversât avec une force irrésistible l'opposition diplomatique, forçât la France à le seconder, et encourageât le Piémont à n'accepter de son alliée que d'honorables conditions. Il est possible que Cavour ait espéré ainsi se faire forcer la main jusqu'à outrepasser le but comparativement rapproché qui était tout ce qu'il osait avouer. La Société nationale avait fait beaucoup pour l'organisation d'un pareil consensus, et Cavour s'appliqua à compléter l'œuvre de la Société. Pour le moment cependant, il se trouva en face d'un nouveau péril. Sa politique entière était basée sur la supposition que la Lombardo-Vénétie gémissait sous une tyrannie insupportable. S'il ne pouvait plus invoquer la raison de la Lombardie, la guerre perdait la moitié de sa raison d'être. C'est un danger de ce genre qu'il rencontra alors sur sa route.

L'Autriche, sans autre alliée que l'Angleterre, — la France et la Russie lui étant de plus en plus hostiles, et la Prusse n'attendant qu'une occasion de lui dérober l'hégémonie de l'Allemagne —, était tenue de faire quelque chose pour écarter le scandale que provoquait sa tyrannie. Les accusations de Cavour au Congrès avaient constitué pour elle une grande défaite morale. A la fin de 1856, les séquestrations furent levées et, au début de 1857 l'archiduc Maximilien, le jeune frère de l'Empereur, fut envoyé comme gouverneur pour apaiser le mécontentement. Les idées politiques de Maximilien étaient assez larges. Il aurait volontiers donné les duchés au Piémont, sauvé la Romagne de la tyrannie en l'incorporant à l'Empire, et organisé une fédération italienne sous la présidence du Pape. Il aurait accordé à la Lombardo-Vénétie une grande part d'autonomie et des institutions représentatives avec une armée italienne; peut-être son ambitieuse épouse lui faisait-elle espérer parfois qu'il porterait une cou-

ronne indépendante¹. Les chemins de fer et des travaux d'irrigation, des réformes dans les impôts, l'enseignement et l'administration locale devaient développer la prospérité matérielle du pays. Maximilien avait peut-être en lui l'étoffe d'un gouvernant; ses manières populaires, sa prodigalité, sa promptitude à toujours prendre avis d'une personne du pays, son réel désir de remédier aux maux des provinces, ainsi que l'énergie qu'il employait à cette tâche, désarmèrent l'opposition d'une façon appréciable. Une partie des nobles conservateurs et les débris du parti anti-piémontais qui disparaissait rapidement, se laissèrent gagner; on savait que l'Empereur des Français avait une grande estime personnelle pour le jeune archiduc; et, pendant l'été de 1858, les nationaux et Cavour commencèrent à craindre sérieusement que la Lombardie ne se réconciliât à moitié avec l'étranger. Cependant leurs craintes étaient exagérées. L'autonomie et les réformes auraient eu quelque chance de succès douze ans auparavant. Mais le gouvernement de fer des dix dernières années avait laissé des traces profondes dans l'âme des Lombards et des Vénitiens, et l'adversité avait transformé en un métal solide la douceur des Milanais. Les libéraux fermèrent l'oreille aux flatteries de Maximilien, se rendant compte, avec le vieux Manzoni, que les Autrichiens leur donnaient seulement « le choix entre être frits et être bouillis ». Le dernier espoir de réconciliation s'évanouit lorsque Maximilien se vit contrecarré en tout par le gouvernement central. Le parti militaire était encore une fois tout-puissant à Vienne, et le général Giulay, qui avait remplacé Radetzky quelque temps seulement avant la mort de ce dernier, au début de 1858, ranimait l'opposition de l'armée, cette opposition qui avait écrasé Karl von Schwarzenberg. La bureaucratie et l'armée s'unirent pour précipiter le gouvernement autrichien vers la ruine dont Maximilien aurait peut-être pu le sauver. Deux actes d'impertinente folie détruisirent d'un seul coup l'œuvre de l'archiduc: la dépréciation de la monnaie (celle-ci ayant été rendue uniforme avec celle du reste de l'Empire), et l'extension de la conscription, à laquelle fut ajoutée la défense, pour ceux qui étaient susceptibles d'être appelés sous les drapeaux, de se marier avant

1. Bonfadini, *Mezzosecolo*, 393-394; Cantù, *Cronistoria*, III, 158, 293-295, 304. Il devint plus tard l'empereur Maximilien dans le plan de Napoléon au Mexique.

l'âge de vingt-trois ans. L'indignation fut grande et profonde, et les paysans, que le sentiment national n'avait encore, à ce moment, qu'à moitié gagnés, furent aliénés pour toujours.

Désormais, débarrassé de toute inquiétude au sujet de la Lombardie et de la Vénétie, Cavour fut libre d'exécuter ses projets touchant le reste de l'Italie, et de grouper tous les éléments de la nation en vue de la lutte prochaine. Il ne pouvait, en vérité, espérer gagner les cléricaux. Il semblait presque aussi difficile de mettre en ligne les différents groupes libéraux que les groupes nationaux. Dans le Piémont, la Lombardo-Vénétie et les Duchés, ses partisans immédiats, qui se seraient contentés d'un puissant royaume de l'Italie septentrionale, étaient en majorité. Mais les Unitaires, qui formaient le noyau de la Société nationale, se fortifiaient chaque jour, et, au pôle opposé, il existait toujours quelques autonomistes dispersés, surtout en Toscane et à Naples, qui chérissaient l'indépendance des petits États et s'effrayaient de l'esprit piémontais militaire et conservateur, ou n'étaient point disposés à perdre l'éclat qu'une cour et le siège d'un gouvernement donnaient à leurs petites capitales. Ils consentaient assez volontiers à voir la maison de Savoie régner sur toute la vallée du Pô, peut-être même sur la Romagne, mais ils considéraient d'un œil jaloux toute marche en avant qui amènerait les Piémontais de l'autre côté des Apennins. En dehors de tous ceux-ci, il y avait les républicains, dont le nombre continuait régulièrement à diminuer, mais qui comptaient encore dans leurs rangs quelques-uns des éléments les plus virils de la nation, et dont, aux jours d'épreuve, l'enthousiasme et l'énergie seraient inestimables. Cavour espéra gagner les autonomistes en évitant avec soin toute politique officielle tendant à l'annexion de l'Italie centrale ou méridionale, en essayant de gagner les princes à la cause nationale, en étouffant les soupçons que l'Albertisme avait excités en 1848. Il comptait sur la Société nationale pour faire le reste. Après la mort de Manin, survenue pendant l'automne de 1857, la Société était entièrement tombée sous le contrôle de Pallavicino et de son infatigable secrétaire La Farina ; quoique loin d'être simplement l'instrument de Cavour, elle fut prête, pendant la crise, à en recevoir les ordres. La devise de l'unité de l'Italie fut abandonnée pour celle d'indépendance de l'Italie, et des instructions furent données pour décourager toute controverse

politique jusqu'à la fin de la guerre. Dans les provinces autrichiennes et dans les duchés, la Société était maintenant toute-puissante ; si farouche était en Lombardie le sentiment national que la principale difficulté de la Société fut d'y contenir l'impatience. Les Milanais se déclarèrent contre l'usage du tabac¹, acclamèrent Verdi, dont les initiales formaient un anagramme patriotique² : manœuvres puérides, mais qui aidèrent à former les patriotes et à empêcher un soulèvement prématuré. En Romagne, les diverses organisations nationales s'étaient mises en ligne et avaient maintenant leur réseau de comités à travers la province. En Sicile, la Société gagnait sans cesse du terrain sur les Mazziniens ; mais, pas plus là qu'à Naples, elle ne put faire de préparatifs effectifs.

Cavour se servit de la Société pour rassembler des volontaires de toutes les parties de l'Italie. Non point qu'il attachât une grande importance à leurs services au point de vue militaire ; mais il comprenait qu'il était important de mettre en campagne autant d'hommes que possible, afin d'empêcher l'Empereur de revendiquer tous les lauriers de la victoire, et pour donner au Piémont une voix plus effective dans le règlement qui suivrait. Cela pouvait pousser l'Autriche à déclarer la guerre ; cette troupe de volontaires attirerait la confiance des radicaux, amènerait une fusion entre les nationaux, et serait l'avant-coureur d'une armée italienne. Poursuivant son projet de prendre les troubles de Massa-Carrara comme prétexte à des hostilités, Cavour approuva (octobre 1858) un plan de La Farina pour y préparer un soulèvement vers la fin du mois d'avril suivant, et y envoyer Garibaldi et les volontaires pour seconder les révoltés, s'imaginant, avec confiance, qu'il forcerait ainsi l'Autriche à prendre une mesure décisive. En décembre, Garibaldi qui, à ce moment, avait une foi absolue dans Cavour et dans le Roi, fut mandé à Turin. Il accepta volontiers le rôle qui lui était assigné et s'en retourna enchanté à l'idée de la lutte prochaine.

Mais, en dépit de l'œuvre de la Société nationale, en dépit de l'adhésion de Garibaldi, il y eut encore une certaine hésitation chez la plupart des patriotes tièdes. C'était là le défaut nécessaire des travaux secrets de Cavour que, quoique

1. Jusqu'à ce qu'un marchand de tabac entreprenant eût mis en vente une marque de cigares « Cavouriens », que fumèrent tous les patriotes.

2. *Vittorio Emmanuele Re D'Italia*.



parmi les initiés, on sût pertinemment qu'une guerre éclaterait au printemps prochain, il n'avait pas réussi à connaître les masses de son intention d'agir. On éprouvait généralement une vive aversion à l'égard d'une alliance française; on craignait qu'elle ne se terminât par quelque faible compromis qui laisserait l'Italie dans un état à peine meilleur qu'au paravant. La Lombardie attendait la guerre avec impatience; mais il régnait ailleurs plus d'inquiétude et d'émotion cachée que de confiance ou d'enthousiasme. Ceux qui doutaient n'eurent pas longtemps à attendre. Au cours des réceptions impériales du premier de l'an 1859, l'Empereur dit brusquement à Hübner, l'ambassadeur d'Autriche, qu'il regrettait que « les relations entre les deux Empires ne fussent pas aussi bonnes qu'elles l'avaient été ». Il est probable qu'il n'avait pas eu l'idée de cacher une menace sous ces paroles¹; mais la tension devint de plus en plus grande entre la France et l'Autriche et, malgré une explication officielle dans le *Moniteur*, les paroles furent interprétées dans toute l'Europe comme une menace de guerre. Cavour fut troublé par cette déclaration prématurée; mais le sort en était jeté, et le Piémont ne devait pas être en retard pour la hardiesse des déclarations. L'ouverture des Chambres avait été fixée au 7 janvier; Cavour avait déjà composé le discours du trône, dans lequel il parlait de la nouvelle année comme « n'étant pas entièrement sereine ». Ses collègues firent des objections à ces paroles, qu'ils estimaient trop violentes d'après les règles diplomatiques des discours, et on s'en référa à l'Empereur qui suggéra comme correctif une phrase déclarant que le Roi « n'était pas insensible aux cris de détresse qui lui parvenaient de tant d'endroits de l'Italie. » La phrase était plus violente que l'original, mais Cavour et le Roi l'adoptèrent avec empressement. L'enthousiasme avec lequel la Chambre et les galeries saluèrent le discours montra que ces paroles hardies avaient frappé juste.

Il était maintenant clair pour le monde entier que l'Empereur avait l'intention de faire la guerre avant que plusieurs mois ne se fussent écoulés, et l'Autriche envoya un nouveau corps d'armée en Lombardie. Quoique l'Empereur fût désireux de retarder les hostilités jusqu'à ce que son armée fût

1. Comparez avec l'incident de Cowley, Henri Martin, *Prince Consort*, V, 39.

plus prête et l'Autriche plus sûrement isolée, il ordonna secrètement aux troupes de Lyon de se tenir prêtes à passer les Alpes¹, et le prince Napoléon partit pour Turin (13 janvier) afin de demander en mariage la princesse Clotilde. A son arrivée, il conclut une alliance offensive entre la France et le Piémont (18 janvier), stipulant qu'en cas de victoire, la Lombardo-Vénétie et les Duchés, et, si possible, la Romagne et les Marches, passeraient au Piémont, tandis que la France prendrait la Savoie; quant à Nice, on devait en disposer ultérieurement². Une convention militaire de la même date stipulait que la guerre commencerait entre le milieu d'avril et la fin de juillet, et que la France enverrait 200 000 hommes. Le mariage avec la princesse Clotilde fut apparemment une partie essentielle du pacte. La princesse avait tout juste seize ans; le prince Napoléon était un libertin d'âge moyen, lâche et sans scrupules, et ce sacrifice de la jeune fille, ainsi accompli de sang-froid, révolta les meilleurs sentiments du pays. Victor-Emmanuel n'était pas un père affectueux pour ses enfants légitimes; mais l'immolation de sa fille toucha son amour-propre, le sentiment qui était peut-être chez lui le plus profond, et son orgueil se révolta à l'idée de marier quelqu'un de sa famille avec les Bonapartes, ces « parvenus. » Mais Cavour considérait la jeune fille comme un pion sans importance dans un jeu d'échecs, et les objections du Roi comme des « scrupules d'une aristocratie rance. » Son insistance eut raison de l'opposition de Victor-Emmanuel, et le mariage eut lieu le dernier jour du mois.

Les événements se précipitèrent. Au début de février, l'Empereur étonna ses ministres en leur disant qu'il était sur le point de faire paraître un manifeste sur la question italienne. Le manifeste (4 février) était un pamphlet écrit par son ami, La Guéronnière³, mais corrigé par l'Empereur lui-même; on comprit bien que c'était ses vues qu'il y exprimait. Le point principal de *Napoléon III et l'Italie* était la nécessité de

1. La Gorce, *Second Empire*, III, 4; d'Almazan, *Guerre d'Italie*, 54.

2. Je pense qu'il ne peut y avoir de doute sur ce traité, quoique Bianchi n'en parle pas explicitement (voir *Diplomazia*, VIII, 6, 11), et Chiala, dans Cavour, *Lettere*, III, xxxii, ne donne aucune autorité pour le citer. D'après Massari, *Cavour*, 279, ce n'était qu'une alliance défensive.

3. Cavour, *Lettere*, III, 385 et seq. Il était aidé par E. Rendu, mais Minghetti a tort de dire (*Ricordi*, III, 222) que Rendu l'écrivit. Pour la part qu'y prit l'Empereur, voir Kossuth, *Memories*, 116.

satisfaire le sentiment national italien et de tirer le Pape de son impossible situation présente par un plan de fédération italienne. L'unité de l'Italie était déclarée impossible ; les trônes de Naples et de Toscane étaient spécifiquement sauvegardés, et une triple division de l'Italie aux dépens de l'Autriche et du Pape y était mentionnée ouvertement. Rome devait être le siège du gouvernement fédéral, mais la ville, avec une étendue de territoire indéterminée, devait être laissée au Pape, sous un gouvernement réformé, et avec une armée recrutée dans le pays, ce qui permettrait à la garnison française de se retirer. Le pamphlet montrait l'Autriche comme le grand obstacle aux réformes à Rome ou à tout plan de fédération et, quoiqu'il ne parlât point directement de l'expulser, il laissait entrevoir clairement que l'Autriche devait s'en aller, et que si une guerre arrivait, la France lutterait pour « la mère des nations. »

En attendant, les paroles de l'Empereur à Hübner et le discours du Roi avaient enflammé l'Italie. Le « cri de détresse » constitua une phrase mémorable qui se répercuta par tout le pays et ranima l'enthousiasme et l'activité latentes chez tous les patriotes. Tout reste d'hésitation, tout soupçon concernant la sincérité de Cavour, tout scrupule touchant une alliance étrangère et toute méfiance à l'égard du concours louche de l'Empereur, s'évanouirent après que le discours du Roi eut publiquement engagé son gouvernement dans une guerre certaine et imminente. Le premier résultat de ce discours fut de compléter la conversion des républicains. Leurs défections au profit de la Société nationale avaient déjà constitué une grande majorité, mais il existait encore un petit groupe puissant ayant son centre à Gênes, qui hésitait entre Garibaldi et Mazzini. Medici, Nino Bixio et Bertani, qui tous trois devaient jouer un rôle important dans la lutte prochaine, se décidèrent enfin à prêter main-forte au gouvernement piémontais¹. Rien, sinon le fanatisme le plus aveugle, pensaient-ils, ne pouvait les empêcher d'abandonner, pour le moment au moins, leur foi républicaine, et d'aider à frapper un grand coup pour obtenir l'indépendance ; Gênes, jusque-là divisée entre cléricaux et républicains, et tout aussi opposée et avec autant d'achar-

1. Mario, *Bertani*, I, 290-297.

nement à la politique de Cavour, Gènes s'enthousiasma soudain pour lui et pour le Roi. Quoique disposé à mettre de côté ses opinions républicaines, Mazzini refusa d'appuyer en aucune façon l'alliance française ou une politique qui ne se déclarât point pour l'unité. Il se tint à l'écart dans son isolement pervers, et quelques pédants irréconciliables, tels que Crispi et Pilo, le suivirent pour bouder dans leurs tentes. Mais, pour le moment du moins, au point de vue politique, leur parti était mort.

Plus encore que la conversion des républicains, l'ardeur des volontaires montra combien le sentiment national était profond et puissant. Les arrangements de Cavour avec Garibaldi avaient préparé l'organisation d'une troupe de volontaires, mais jusqu'à la fin de l'année il n'y eut aucun résultat pratique. Le mouvement commença en janvier par la désertion de quelques conscrits lombards ; l'intense indignation contre la nouvelle loi autrichienne sur la conscription fournissait un moyen d'agir sur les masses, moyen dont les comités nationaux lombards se hâtèrent de profiter, et tous les efforts des autorités furent impuissants à arrêter la conspiration d'un peuple. Le bon accueil que le gouvernement piémontais fit ostensiblement aux fugitifs fut une nouvelle preuve qu'il était décidé à la guerre, et le mouvement s'étendit aux autres États. « Aller en Piémont » devint la pierre de touche du patriotisme et, chaque jour, de toute l'Italie, des centaines de jeunes volontaires passèrent la frontière tandis que les gouvernements les regardaient faire, impuissants à rien empêcher. Il en vint de Modène, de Parme, de la Toscane, de la Romagne, de l'Ombrie, des Marches. Un régiment de dragons pontificaux déserta ; les carrières de marbre de Carrare chômaient presque, car les ouvriers avaient passé la frontière ; de Naples et de Sicile, des hommes s'échappaient dans des barques de pêcheurs. Avant le commencement de la guerre, 20 000 à 25 000 hommes environ s'étaient enrôlés dans l'armée régulière ou dans les régiments de Garibaldi. Les autorités militaires regardaient d'un mauvais œil ces corps irréguliers, et Cavour eut un mal infini à procurer des uniformes et des armes aux volontaires. Mais le pays les soutenait ; Garibaldi avait eu une nouvelle entrevue avec le Roi (2 mars) et bientôt après fut nommé commandant, avec la latitude de choisir ses officiers, et la promesse qu'on ne s'inquiéterait

point des vues politiques de ses hommes. Cavour avait assuré au soulèvement tout le culte à demi mystique qui s'attachait au nom de Garibaldi, le rendait terrible aux yeux des soldats autrichiens, et en faisait un héros pour ses concitoyens. L'« Hymne à Garibaldi », composée à ce moment par Luigi Mercantini, devint la Marseillaise de l'Italie.

Pendant ce temps, les nationaux modérés de la Toscane s'étaient efforcés de gagner le Grand-Duc à la cause. C'est tout à l'avantage de la douceur relative de son absolutisme, de constater qu'une agitation légale fût possible; en Lombardie, en Romagne ou à Naples, une telle agitation eût été marquée par du sang versé. La Toscane s'était tenue très tranquille depuis l'abolition de la Constitution en 1852. En 1855, les dernières troupes autrichiennes étaient parties; le gouvernement n'était pas assez mauvais pour causer beaucoup de mécontentement actif, et les libéraux, sans confiance en eux-mêmes et n'étant point appuyés par les masses, n'avaient été que trop disposés à se soumettre. Peu à peu, on commença à désirer une vie plus libre, et, en même temps que la Société nationale s'étendait, se développa un puissant parti populaire qui se laissait diriger par le Piémont et aurait vu avec joie Victor-Emmanuel devenir le souverain. Mais l'expérience des huit dernières années n'avait pas appris grand'chose à beaucoup des nobles libéraux; ils étaient autonomistes, « petits Toscans », désireux d'empêcher la révolution et de sauver la dynastie en amenant le Grand-Duc à prendre quelque mesure libérale et nationale. Il y avait cependant parmi eux un homme qui, quoiqu'il travaillât de concert avec eux pour le moment, appartenait à un parti bien différent. Ricasoli savait par expérience que nulle réforme ne pouvait être espérée de la maison de Lorraine; il savait que l'Italie ne pouvait être régénérée qu'après l'expulsion des Autrichiens, qu'elle devait donc mettre sa confiance dans le Piémont, et que, s'il était nécessaire, le Piémont devait se mettre à la tête d'une guerre révolutionnaire pour obtenir l'indépendance du pays. « Je veux, disait-il, faire de la Toscane une province du Piémont, car c'est le seul moyen qu'elle devienne une province d'Italie »; au moins depuis la guerre de Crimée, telle avait été sa conviction absolue. Mais il vit que le mouvement toscan devrait demander des ordres à Turin; et quoique, de concert avec les autres nobles, il re-

poussât le conseil de Cavour de réclamer une constitution, de crainte d'accentuer ainsi les divisions latentes parmi les nationaux, il consentit, sur sa prière, à tenter de sauver le Grand-Duc en l'engageant dans la guerre¹. Le manifeste sur « la Toscane et l'Autriche » (15 mars) dont lui et les autres principaux nobles endossèrent la responsabilité, était une censure raisonnée et sévère de l'influence autrichienne en Toscane, et un appel au gouvernement, l'invitant à se débarrasser de la suzeraineté étrangère qui l'avait privé de son indépendance. « Nous avons attendu dix ans, parce qu'il fallait que le Piémont achevât sa mission et montrât que les Italiens méritent la liberté ; maintenant la Toscane doit prendre sa place aux côtés du Piémont ». On n'y disait rien pour ou contre la maison de Lorraine, et le manifeste suivait fidèlement la politique de Cavour en essayant d'enrôler le Grand-Duc dans la cause. Cavour lui-même avait déjà, un mois auparavant, organisé à Florence, par l'entremise de la Société nationale, une agitation ayant pour but la conclusion d'une alliance militaire avec Turin. Bon Compagni offrit, au nom du Piémont, de protéger le trône du Grand-Duc, s'il voulait prendre officiellement parti pour ce pays et lui confier le gouvernement de la Toscane pendant la guerre qui allait commencer. C'était une offre dangereuse. Il est heureux que l'aveuglement de Léopold ou son attachement à l'Autriche l'ait détourné de prendre un engagement qui aurait pu sauver sa couronne.

Tandis que, d'un commun accord, les Toscans se ralliaient aux nationaux, l'émotion se calmait un peu dans le Nord. Mais l'odeur de la poudre agissait déjà dans le Piémont sur ceux-là mêmes qui étaient le plus opposés à la guerre. Il était impossible, naturellement, que les dissensions parlementaires s'éteignissent complètement ; il y avait, entre le vieux parti piémontais et les Unitaires de la Société nationale, des querelles secrètes et continues ; chacun se doutait que la Savoie devrait être sacrifiée, et les réponses équivoques de Cavour à la Chambre ne calmèrent point ces soupçons. Il y avait évidemment beaucoup de personnes qui n'aimaient point sa politique, qui se révoltaient contre ses habiletés diplomatiques,

1. Ricasoli, *Lettere*, II, 466-469 ; Zobi, *Cronaca*, I, 103 ; Castelli, *Ricordi*, 232.

et qui craignirent qu'une fois lancé, le soulèvement n'allât trop loin. Dans le cabinet même, certains songeaient avec inquiétude aux risques terribles du conflit prochain, et n'auraient pas été fâchés que des complications européennes le rendissent impossible¹. Mais ils se laissèrent entraîner par le courant, ou sentirent, comme d'Azeglio, qu'il n'était pas question des mérites de la politique de Cavour, mais des moyens à employer pour la faire réussir. Et la majorité, qui acceptait avec joie cette politique comme la réalisation d'une première partie de ses espérances, consentit volontiers à lui laisser la charge de tout. A l'exception des hommes politiques savoyards, on s'entendait en général pour abandonner toute lutte de partis. Garibaldi résuma le sentiment universel; « tous, dit-il, veulent une dictature militaire, les partis disparaissent, Cavour est tout-puissant. » Et ainsi le nuage de guerre avança lentement au milieu des craintes et de l'enthousiasme, le calme de la surface cachant une fiévreuse agitation, et la sombre résolution qui dominait de gagner tout ou de tout perdre dans une tentative suprême.

En Italie tout était prêt. Mais, tandis qu'à l'intérieur les nationaux avaient réussi au delà de toute espérance, les difficultés grandissaient au dehors. En janvier, l'alliance française semblait assurée; un pessimiste seul aurait mis en doute la certitude qu'une armée française serait en Italie au printemps et à l'été suivants. Maintenant, au commencement de mars, il semblait plus que douteux que l'Empereur tint ses promesses. Sa diplomatie ténébreuse rend plus ou moins nécessaire de conjecturer quelles étaient ses véritables intentions. Il est probable que, jusqu'en mars, et malgré ses déclarations publiques, il fut décidé à la guerre². Mais son indécision habituelle, son amour des temporisations, prirent plus d'influence sur lui lorsque ses hardis projets cédèrent la place au calcul des risques fait de sang-froid. Sa politique belliqueuse avait soulevé une foule d'adversaires, décidés peut-être à lui tenir tête. Ses ministres lui disaient que la guerre serait dangereuse pour l'Empire; les valeurs, à la Bourse, baissaient rapidement et, lorsque la Chambre se réunit en février, elle exprima clairement ses soupçons. L'Em-

1. Tavallini, *Lanza*, I, 197; C. d'Azeglio, *Souvenirs*, 551; Massari, *La Marmora*, 210, 216; *contra*, Castelli, *op. cit.*, 260-261.

2. Mémoires de Gréville, VIII, 227; Della Rocca, *op. cit.*, I, 396.

pereur était probablement prêt à défier l'opinion à l'intérieur, certain que la guerre réveillerait l'esprit militaire latent et que la victoire raffermirait son trône plus que la bienveillance de la Bourse. Mais, c'était pour lui une question de vie ou de mort que la guerre se terminât par la victoire, et il n'osait trop compter sur la victoire avant que son armée fût mieux préparée et l'Autriche plus isolée. Attaquer l'Autriche au nom des principes nationaux était une chose insoutenable d'après les canons diplomatiques, et son ennemie aurait l'appui moral, peut-être matériel de l'Europe. Il lui fallait temporiser jusqu'à ce qu'il eût trouvé quelque prétexte reconnu par la législation internationale, ou qu'il eût obligé l'Autriche, par ses provocations, à prendre l'offensive et à se mettre diplomatiquement dans son tort. Il avait fait des préparatifs en vue d'une diversion en Orient. Une sorte d'alliance, dont les détails ne sont pas connus d'une façon certaine, mais qui scellait probablement le sacrifice de la Pologne, avait obligé la Russie à garder au moins une bienveillante neutralité et à promettre de mobiliser une armée sur la frontière de la Galicie, qui forcerait l'Autriche à diviser ses forces et constituerait une menace à l'égard de la Prusse, pour le cas où celle-ci voudrait venir à son secours¹. L'Empereur avait, par intermittences, intrigué sérieusement avec les exilés hongrois; et le Monténégro, où la France était très influente, pouvait devenir un centre d'agitation parmi les Slaves autrichiens.

Mais le désavantage était encore trop grand, soit que la Prusse soutînt l'Autriche, soit que l'Angleterre montrât une antipathie qui pourrait devenir de l'hostilité. Le nouveau ministère prussien, qui était entré en fonctions au moment où le prince héritier avait pris la régence (octobre 1858), était hostile à toute alliance avec l'Autriche, et un pamphlet récemment publié à Berlin, et qu'on supposait être l'œuvre de Bismarck, exprimait les sympathies prussiennes pour l'Italie. Mais les petites Cours allemandes étaient influencées par l'Autriche, et plus désireuses de forcer la Diète fédérale à épouser sa querelle comme une question qui concernait l'Allemagne entière. L'opinion publique, dans toute

1. Correspondence-Italy (1859), 56, 346, 354; Henri Martin, *Prince Consort*, VI, 353, 433; *Nouvelle Revue*, 1^{er} octobre 1884, 463-465; Veroli, *Peppi*, dans *Riv. Eur.*, XXIX, 755; Cavour, *Lettere*, VI, 303.

l'Allemagne, irritée du ton protecteur et agressif de la presse française, et reconnaissant instinctivement que, tôt ou tard, la France essaierait de « rectifier » la frontière du Rhin, réclama à grands cris et avec ardeur de prendre part à une guerre qui « défendrait le Rhin sur le Pô. » Si Napoléon avait pu s'assurer les sympathies de l'Angleterre, l'influence de cette dernière aurait pu fortifier le cabinet prussien dans sa politique de neutralité. Mais le cabinet Derby ne partageait que peu l'enthousiasme populaire en faveur de l'Italie, et il menaça de son mécontentement quiconque romprait la paix. Il était sincèrement désireux d'éviter une guerre à l'Europe, mais était également mû par la crainte des desseins ultérieurs de l'Empereur et par l'inquiétude de ce qui pourrait sortir d'une alliance franco-russe victorieuse. Malmesbury, le ministre des affaires étrangères, était horriblement mal renseigné sur la politique italienne¹, et, quoique fort loin d'éprouver quelque sympathie pour la tyrannie, il était absolument indifférent aux espérances des nationaux italiens. Depuis le commencement de l'année, il essayait, par des remontrances, d'amener une réconciliation entre la France et l'Autriche. Sa politique consistait à rendre la guerre impossible en en faisant disparaître les prétextes. Il résuma ces derniers en quatre points (13 février) : l'occupation étrangère des États pontificaux, la tyrannie qui y régnait, les relations tendues entre l'Autriche et le Piémont, et les traités de 1847 par lesquels l'Autriche s'engageait à réprimer tout soulèvement dans les Duchés. Si « une intervention amiable » de l'Angleterre pouvait assurer le règlement de ces points, la guerre pouvait être évitée. L'Empereur donna une approbation restreinte au programme anglais, tout en laissant entrevoir qu'une réforme impliquerait l'autonomie pour les Légations et des institutions représentatives d'une sorte ou d'une autre pour toute l'Italie. L'évacuation des États pontificaux semblait facilitée par une décision mystérieuse d'Antonelli, qui annonçait son intention de demander à la France et à l'Autriche de retirer leurs garnisons ; mais sa sincérité peut être mise en doute². L'Autriche semblait disposée à transiger.

1. Il pensait que l'attentat d'Orsini était l'œuvre des Carbonari, et que Cavour en avait connaissance !

2. Correspondence-Italy (1859), 55, 88, 129 ; Vitzthum, *Saint-Pétersbourg*, I, 326.

Lord Cowley fut envoyé à Vienne en mission spéciale (27 février) et obtint du cabinet Buol une promesse de négocier, bien que la résolution qu'il prit en même temps de mettre l'armée d'Italie sur le pied de guerre montrât quels soupçons profondément enracinés il conservait au sujet des projets de Napoléon.

Mais maintenant l'Empereur hésitait vraiment. Lui et Cavour avaient nié à plusieurs reprises avoir aucune intention d'attaquer l'Autriche. C'était là pure duplicité ; car, au milieu de ces déclarations, l'Empereur donnait ordre à ses préfets de pousser la presse à le soutenir dans sa politique belliqueuse. Mais il commençait à être convaincu qu'il faudrait peut-être retarder indéfiniment les hostilités. L'Allemagne était de plus en plus menaçante ; les ministres de Napoléon, qui ignoraient encore le traité du 18 janvier, faisaient de leur mieux pour le retenir ; le gouvernement anglais employait tous les arguments possibles pour provoquer ses craintes. Le 5 mars, un article du *Moniteur* affirma que l'Empereur n'était point obligé d'aider le Piémont, à moins que celui-ci fût attaqué. Mais, quand Victor-Emmanuel écrivit, menaçant d'abdiquer si l'Empereur l'abandonnait, Napoléon, alarmé par la perspective d'une crise à Turin, vira de bord et envoya un message rassurant¹. Effrayé des difficultés qui l'entouraient, pris entre ses engagements envers le Piémont et ses propres craintes, il espéra trouver une issue en référant tout à un congrès des puissances. Peut-être espérait-il que leur pression le délivrerait forcément de ses obligations ; en tout cas, il gagnerait du temps et, si la guerre avait lieu, elle le trouverait mieux préparé et l'Autriche plus épuisée par la tension que provoquait le fait d'être sur le pied de guerre. A son instigation, la Russie proposa le Congrès (18 mars) ; Malmesbury, quoique soupçonnant que le but de ce Congrès était seulement de gagner du temps, consentit, s'appuyant sur les quatre points ; la Prusse imita son exemple, et l'Autriche donna son assentiment avec beaucoup de restrictions (22 mars), exigeant qu'avant l'ouverture du Congrès, le Piémont licenciât ses troupes et les volontaires. L'Angleterre se hâta de presser le Piémont d'accéder, et, d'accord avec la France, offrit de le garantir contre les attaques de l'Autriche. Cavour

1. Kossuth, *Memories*, 123.

avait en fait refusé de désarmer, tout en promettant de ne pas attaquer l'Autriche, si l'Autriche s'abstenait à l'avenir de toute agression. Mais il sentait qu'il était impossible de provoquer toute l'Europe et de refuser nettement de reconnaître le Congrès. Pourtant, si celui-ci se réunissait et que les cinq puissances consentissent à un arrangement, ce serait pour ses espérances un coup de mort. Il ne serait plus possible d'exciter l'Autriche à déclarer la guerre, et le Piémont se trouverait isolé et impuissant ! Toujours calme et confiant en apparence, il était torturé par l'angoisse ; le travail excessif et sa terrible responsabilité avaient affaibli ses fibres morales et, dans son extrême ardeur à atteindre son grand but, il mit de côté tout scrupule. Il sembla être la personnification d'une volonté sans remords ; il sacrifia même l'honnêteté vulgaire. Si le Congrès n'était qu'un bandeau qu'employait l'Empereur pour aveugler la diplomatie et gagner du temps, il consentait à rivaliser de fourberie avec lui. Mais il doutait de l'Empereur lui-même, et, de nouveau, il menaçait de faire « quelque acte désespéré » si Napoléon manquait à sa parole. « Je mettrai le feu aux poudres, dit-il à l'ambassadeur français, et, quand l'Italie sera inondée de sang, il faudra que vous marchiez. » L'Empereur temporisa encore ; il fit venir Cavour à Paris et essaya probablement de toutes ses forces de le décider à désarmer. Mais Cavour menaçait encore d'une abdication du Roi, et, en ce qui le concernait personnellement, de se retirer en Amérique et de publier les lettres de l'Empereur ainsi que les détails de l'entrevue de Plombières¹. Napoléon sentit qu'il était à la merci de cet homme qui pouvait attirer sur lui l'indignation de l'Europe ; et Cavour retourna à Turin avec la satisfaction de savoir que, si la guerre était retardée, elle était certaine. Il était probablement entendu entre eux qu'on rendrait le Congrès impossible ; en fait, en raison même de ses propres contradictions, le plan devait échouer.

L'Autriche, depuis le commencement, n'y avait consenti qu'à contre-cœur. Elle ne pouvait se permettre d'aller au-

1. Correspondence-Italy (1859), 192, 207 ; Martin, *op. cit.*, IV, 421 ; Cavour, *Lettere*, VI, 377, 379 ; C. d'Azeglio, *op. cit.*, 552 ; Malmesbury, *Mémoires*, II, 163 ; Bianchi, *Politique de Cavour*, 330 ; Mémoires de Gréville, VIII, 244 ; Vitzthum, *op. cit.*, I, 359 ; Gelfeken, *Casa di Savoia*, 133 ; Rothan, *France en 1867*, 78.

devant de Cavour et d'être publiquement tancée aux yeux de l'Europe. Elle se doutait que la proposition n'avait d'autre but que de donner le temps à la France de préparer son armée; et la « paix armée saignait le pays à mort » par suite des dépenses qu'elle occasionnait. Tout tendait à affaiblir la politique de paix à demi sincère de Buol, et à placer le pouvoir entre les mains des partisans de la guerre. Tout en déclarant que, sous aucun prétexte, il ne prêterait l'appui de ses armées, le gouvernement anglais, par l'entremise de Cowley, avait encouragé les Autrichiens à espérer que, à la dernière extrémité, il ne leur refuserait pas son concours. Il y avait de meilleures raisons d'espérer que l'émotion en Allemagne forcerait la Prusse et les petits États à contracter une alliance avec l'Autriche. François-Joseph et le parti militaire désiraient ardemment punir le Piémont détesté de ses provocations voulues, et ils avaient confiance qu'ils l'écraseraient avant l'arrivée des renforts français. Quoique Buol eût formellement promis de ne pas attaquer le Piémont, la possibilité de tenir sa promesse lui échappait de plus en plus. L'Autriche persista à demander le désarmement du Piémont et refusa d'admettre le représentant de ce pays au Congrès. Ceci fournit à Cavour l'occasion de refuser formellement de désarmer ou d'assister au Congrès à moins que le Piémont ne fût sur un pied d'égalité avec les autres puissances (2 avril). Malmesbury reconnut que ce refus était fatal au projet et, comme dernière ressource, il s'empara (7 avril) d'une proposition faite d'abord par l'Autriche, de réduire simultanément les trois armées au pied de paix. La France prétendit accepter le principe et demanda officiellement au Piémont de l'adopter. Mais, suivant les propres instructions de l'Empereur, Cavour éluda la question et insista sur des conditions qu'il savait ne pas être faciles à remplir. Le succès était plus rapproché qu'il ne le croyait; il avait eu longtemps à attendre, mais sa politique de provocation portait des fruits. Le même jour où Malmesbury proposa un désarmement général, l'Autriche appelait ses réserves sous les drapeaux; et, quoiqu'elle acceptât la proposition de Malmesbury (12 avril), ce ne fut qu'une feinte, ou que la dernière résistance de Buol au parti de la guerre¹. Dès

1. Loftus, *Réminiscences*, II, 25; Correspondence-Italy (1859), 257; une autre explication que je crois improbable dans Debrause, *Villafranca*, 12-14.

le 9 avril¹, le gouvernement avait décidé d'envoyer un ultimatum au Piémont, lui demandant de réduire son armée à l'effectif de paix et de licencier les volontaires ; et Napoléon, soit qu'il craignît que les Piémontais fussent écrasés avant l'arrivée de ses troupes, ou qu'il ne voulût pousser l'Autriche dans un faux pas, envoya un impérieux télégramme à Turin, insistant pour qu'on désarmât. Cavour reçut ce télégramme dans la nuit du 18 avril ; il avait entendu parler de l'ultimatum, mais, apparemment, ne donnait pas créance à ce bruit², et il pensa que le message de l'Empereur signifiait échec et mat dans la longue partie. A moitié affolé, il parla de se suicider, mais répondit, sombre, que le Piémont devait s'incliner devant la volonté de l'Europe. Son chagrin se changea soudain en joie. Avant qu'on sût à Vienne que le Piémont avait consenti à désarmer, l'ultimatum était envoyé. Le 23 avril, le porteur de la lettre de Buol arrivait à Turin. Elle réclamait qu'avant trois jours le Piémont désarmât, et menaçait, en cas de refus, d'une prompte invasion. Elle ne demandait que ce à quoi Cavour avait consenti, mais une nation qui se respectait ne pouvait faire qu'une seule réponse à la menace qui la terminait. Au moment où Cavour semblait échouer de tous ces côtés, le coup malheureux de son ennemi le rendit maître de la partie. L'Autriche avait rompu la paix, et Cavour savait bien que la France était tenue de lui prêter son concours et que l'ennemi avait perdu les sympathies diplomatiques de l'Europe. « Le sort en est jeté, dit-il, lorsque le messenger autrichien partit, nous avons fait de l'histoire ! » Malmesbury fit un dernier effort pour assurer la paix ; mais le seul résultat fut de retarder de deux jours l'invasion autrichienne. Napoléon, maintenant, ne voulut plus reculer et, le 29 avril, il déclara officiellement la guerre.

1. Cavour, *Lettere*, III, cxx ; de Cesare, *Scialoja*, 100.

2. Cavour, *Lettere*, III, cxxiv ; VI, 389, 391-394 ; Correspondence-Italy, 250, 277 ; Bianchi, *Diplomazia*, VIII, 58-62 ; Massari, *Cavour*, 315-317 ; Castelli, *Cavour*, 84.

CHAPITRE XXVII

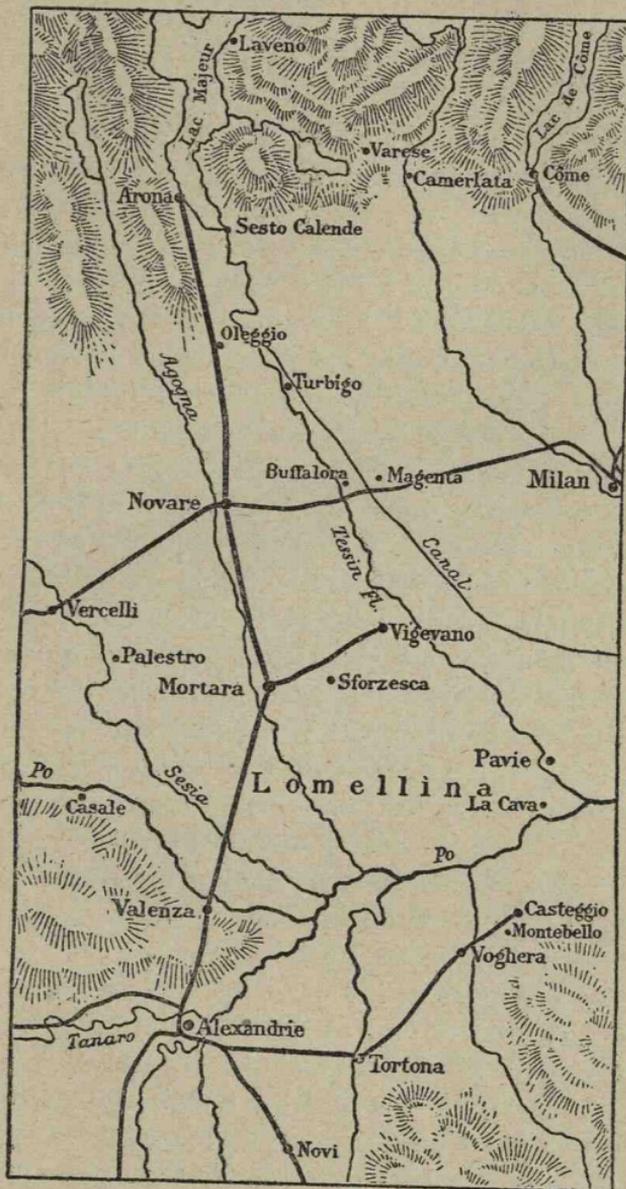
LA GUERRE DE 1859

Avril-Juillet 1859.

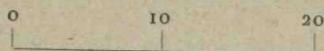
Le Piémont est prêt. Marche en avant des Autrichiens ; les Français arrivent ; Montebello ; Palestro ; les volontaires ; Magenta ; les alliés à Milan ; révolte de la Romagne et des duchés ; SOLFÉRINO. L'armistice ; les motifs de l'Empereur : difficultés militaires ; l'Empereur et l'Italie ; politique prussienne ; politique anglaise. LES PRÉLIMINAIRES DE VILLAFRANCA.

L'ultimatum de l'Autriche fut une grave erreur diplomatique. Il lui aliéna ses amis, et elle resta isolée et condamnée par l'opinion publique de l'Europe. La sympathie anglaise, même à la Cour et dans le ministère, lui fut aliénée pour le moment, et les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg employèrent toute leur influence à dissuader ou à empêcher, en les effrayant, les petites cours allemandes de faire cause commune avec l'Autriche. La Prusse, irritée par cette sotte manœuvre, était « fermement décidée à ne pas se laisser entraîner dans une guerre contre son gré », et, si la Diète fédérale se déclarait pour la guerre, elle avait l'intention de ne tenir aucun compte de sa décision. La guerre devint tout à coup populaire à Paris, et la France, à l'exception du parti cléricale, s'enthousiasma pour la cause noble et désintéressée qu'elle avait adoptée. Dans le Piémont, on se sentait profondément soulagé de la fin de cette longue tension. Le Parlement se sépara après avoir nommé le roi dictateur pour toute la durée de la guerre. Le petit groupe réactionnaire protesta une dernière fois, mais, excepté dans la Savoie, il représentait maintenant une fraction insignifiante du pays, et un grand nombre des nobles qui détestaient la politique nationale, envoyèrent leurs fils se battre pour l'honneur du Piémont.

CARTE POUR SERVIR A L'INTELLIGENCE DES CAMPAGNES
DE 1849 ET DE 1859



— Chemins de fer en exploitation en mai 1859



Échelle en milles anglais de 1609 mètres. — 20 milles = 32 kilomètres

Dans l'esprit de la grande majorité, la bataille se livrait pour bien d'autres choses que pour le Piémont. « Cette Chambre, dit Cavour en dissolvant le Parlement, est la dernière Chambre piémontaise; la prochaine sera celle du royaume d'Italie ». Et ainsi, désespérément résolue, la nation entra dans l'arène; la semaine suivante, Turin pouvait être occupé par l'ennemi; la défaite entraînerait l'anéantissement de la liberté et de l'indépendance, la victoire réclamerait des sacrifices et des souffrances inouïes; mais il n'y eut pas d'hésitation, rien ne troubla la calme confiance, la foi dans le roi et dans le ministre qui avaient fourni à l'Italie une si belle occasion.

La guerre commença le 26 avril au soir; mais ce ne fut que trois jours plus tard que les Autrichiens commencèrent à franchir le Tessin. Il était visible que la stratégie des Autrichiens consistait à écraser les Piémontais avant l'arrivée des Français, et, depuis des années, La Marmora s'était préparé en vue de cette éventualité. La petite armée piémontaise, de 60 000 hommes seulement, occupait ce qui était en somme un camp retranché, dans le triangle formé par Alexandrie, Valenza et Casale, entre le Pô et le Tanaro. Là, quoique les Autrichiens leur fussent supérieurs en nombre dans la proportion de trois pour un, ils pouvaient espérer tenir le terrain jusqu'à l'arrivée des Français; mais la route de Turin était ouverte, ou bien l'ennemi pourrait s'avancer le long du Tanaro et se jeter entre les positions piémontaises et les Français arrivant de Gênes. Mais, soit en conséquence de la dernière manœuvre de Malmesbury, ou qu'eux-mêmes ne fussent pas prêts, les Autrichiens perdirent deux jours précieux, avant que leur armée de 160 000 hommes passât le Tessin, entre Pavie et Buffalora (29 avril); deux jours plus tard, elle atteignait la ligne du Pô et de la Sesia. Elle avait encore l'avantage, mais l'incompétence du général en chef Giulay lui enleva bientôt le peu qui lui restait. Pendant plusieurs jours, il erra à l'aventure, entre Mortara et Vercelli, puis massa son aile gauche autour de Tortona pour attaquer les détachements français en détail lorsqu'ils traverseraient les Apennins; changeant brusquement de tactique une fois encore, il retourna à la hâte sur ses pas et se dirigea à droite sur Turin. Son avant-garde atteignit Ivree le 8 mai, ne se trouvant plus qu'à quelques lieues de la capitale. Cavour, craignant l'effet politique d'une occupation de Turin, engagea le roi à livrer

bataille pour la défendre, mais, au point de vue militaire, son avis ne pouvait se justifier, et le roi, quelque pénible qu'ait pu être sa résolution qu'il prit, refusa d'abandonner sa position, espérant que le danger d'une attaque de flanc pourrait décider Giulay à s'arrêter. Turin se prépara à faire une défense désespérée avec sa garde nationale et les 8 000 Français qui étaient arrivés sous les ordres de Canrobert; les populations des campagnes, exaspérées par les brutalités des Autrichiens dans la Lomellina, s'armèrent en masse, et Garibaldi et ses volontaires accoururent de Brella. Giulay, rencontrant devant lui une résistance populaire désespérée, et craignant l'attaque de flanc, perdit encore une fois courage et se replia soudain sur Vercelli.

Il y avait maintenant trois semaines que la guerre était commencée. Giulay avait gaspillé ses avantages dans des opérations sans résultat; la position piémontaise était intacte, et les troupes françaises accouraient de Gênes, de Nice, par le Mont-Cenis au nombre de 20 000 chaque jour. Quelques jours de plus, et l'armée alliée serait au complet et se préparerait à prendre l'offensive. Giulay concentra le plus gros de ses forces entre Mortara et le Pô, et maintenant qu'il avait laissé échapper l'occasion favorable, il fit faire à sa gauche un nouveau mouvement vers Voghera, le long d'une pente étroite entre les contreforts des Apennins et les basses terres des bords du Pô. Le 20 mai, Stadion avec 30 000 hommes attaqua à l'improviste les avant-postes alliés à Montebello, l'endroit où Lannes avait, en 1800, remporté une victoire. Les charges splendides de la cavalerie piémontaise arrêterent sa marche jusqu'à ce que Forey amenât sa division de Voghera, jetât le gros de ses troupes sur Montebello et, quoique leur étant très inférieur en nombre, repoussât les Autrichiens sur Casteggio. L'Empereur, qui avait pris maintenant le commandement suprême, ne fit aucun effort pour poursuivre sa victoire; la meilleure stratégie aurait pu être de descendre le long de la rive droite du Pô et d'attaquer de suite le Quadrilatère; mais il aurait fallu forcer le dangereux défilé de Stradella et enlever la position fortifiée de Plaisance, en ayant de flanc toutes les forces ennemies. L'Empereur choisit le plan plus sûr de changer de front et d'avancer par la gauche sur le Tessin dans la direction de Milan. Tandis que les Piémontais et un corps français protégeaient son aile gauche d'une attaque

de flanc, un habile mouvement amena sa droite et son centre par-dessus le Pô à une position située derrière la Sesia entre Casale et Vercelli. Pour faire diversion du côté de Vigevano et assurer le passage de la Sesia, les Piémontais avaient ordre d'attaquer les villages au sud-est de Vercelli, de l'autre côté de la rivière. Le 30 mai, Cialdini emporta d'assaut Palestro, tandis que Durando prenait Vinzaglio ; mais, pendant que Niel traversait la Sesia la nuit, pour venir à leur aide, la rivière fut soudain grossie par les pluies, et une partie des Français ne purent la traverser. Les Autrichiens, en partie informés de ce fait, essayèrent le lendemain de reprendre leurs positions perdues et de précipiter Niel et les Piémontais dans la rivière. Mais Giulay, qui aurait pu jeter sur eux des forces écrasantes, n'envoya que 20 000 hommes. Sa bévue sauva les Alliés d'une sérieuse défaite ; même dans ces conditions, la victoire fut difficilement gagnée. Mais elle n'en eut pas moins un grand effet moral. C'était une victoire italienne, car comparativement peu de Français avaient été engagés ; Victor-Emmanuel avait commandé les charges en personne, et son superbe courage lui gagna, de tous les points de l'Italie, un dévouement enthousiaste mêlé de sollicitude pour une vie qui était si précieuse à son pays.

Pendant ce temps, Garibaldi et les volontaires avaient bien lutté autour des lacs. Il avait à peu près 5 000 hommes, sous les ordres de ses anciens lieutenants de l'Amérique du Sud et de Rome, et les *cacciatori delle Alpi* étaient la fine fleur du patriotisme ; — des hommes de toutes les classes et de tous les états, nobles, artistes, étudiants en médecine, ouvriers, qui avaient quitté leurs foyers et abandonné le bien-être pour lutter pour la liberté. Ces hommes, indisciplinés, mal équipés, inexpérimentés, avec peu de cavalerie et pas d'artillerie, pouvaient aller loin avec un bon chef. Aussitôt que Turin fut en sûreté, Garibaldi reçut l'ordre d'entrer en Lombardie, toute liberté lui étant laissée quant à la direction de ses mouvements ; pour exciter les Lombards à la révolte, après avoir traversé le Tessin à Sesto Calende, il s'avança hardiment dans le pays ennemi, s'isolant de toute base d'opérations, se fiant à l'amitié des habitants et à sa propre et audacieuse stratégie. Ayant battu Urban devant Varese (26 mai), il s'avança vers Côme et, avec 3 000 hommes mit encore en déroute les forces trois fois supérieures d'Urban, à San Fermo.

Mais il jouait un jeu trop hasardeux avec sa petite armée ; il échoua dans une attaque nocturne sur le fort de Laveno, et, se hâtant de revenir pour délivrer Varese qui avait été de nouveau occupée, il fut presque entouré et n'échappa que par une audacieuse retraite. Laisse sans nouvelles des mouvements du corps d'armée principal, en apparence oublié et abandonné, il se trouvait dans une position périlleuse ; mais le rappel d'Urban sauva les volontaires. Ils avaient fait peu au point de vue stratégique, mais toute l'Italie était remplie des échos des vaillants combats de Varese et de San Fermo, des manœuvres éblouissantes de Garibaldi, de l'audace dédaigneuse avec laquelle il avait dérouteré et battu les forces d'Urban.

Urban avait été rappelé pour opérer sa jonction avec le corps d'armée principal. Après Palestro, Giuly commença à soupçonner quelque mouvement inattendu de la part des Alliés, et, à la fin, il découvrit que toutes les forces ennemies étaient sur sa droite, avec l'intention de forcer le passage du Tessin. Avec une rivière sur ses derrières, il n'osa pas risquer une grande bataille, et il espéra, s'il la repassait, prendre les Alliés dans une position désavantageuse au gué. Se repliant au delà du Tessin, il commença par diriger son armée vers le Nord, dans la direction de l'endroit où le chemin de fer traverse la rivière près de Buffalora et de Magenta. Il fit occuper ce dernier point par des forces considérables ; avec ses jardins en pente et son canal devant elle, la ville formait une forte position. Mais plus de la moitié de ses forces avaient été retardées parce que, dit-on, l'empereur François-Joseph avait envoyé des ordres contraires, et il avait moins de 80 000 hommes à sa disposition le matin du 4 juin. Le corps de Mac-Mahon, suivi de toute l'armée piémontaise, avait traversé la rivière la veille, à Turbigo, et il s'avança du Nord vers Magenta, tandis que la garde impériale, suivie des corps de Canrobert et de Niel, s'approchait du pont du chemin de fer que, par un étrange manque de précaution, les Autrichiens n'avaient que partiellement détruit. La garde, traversant la rivière, prit l'offensive au commencement de l'après-midi ; mais, quoiqu'elle emportât d'abord tous les obstacles, elle ne se trouva pas soutenue et sa situation devint très critique. Niel et Canrobert n'étaient pas encore arrivés ; les deux colonnes de Mac-Mahon avaient été séparées et il avait

assez à faire pour empêcher qu'on ne l'écrasât en détail. La garde défendit sa position avec un entêtement superbe et l'Empereur refusa de la rappeler. Mais les Autrichiens firent converger leurs forces sur elle, et le tardif secours arriva juste à temps pour la sauver. Peu après quatre heures, les troupes de Niel et de Canrobert commencèrent à arriver ; à cinq heures, Mac-Mahon rassembla ses colonnes et commença à menacer l'aile droite autrichienne à Buffalora. Mais ce ne fut que deux heures plus tard que les Français purent gagner du terrain ; et, quoique Magenta fût pris à la tombée de la nuit, Giulay fit replier ses troupes en bon ordre vers le sud. Si deux de ses corps d'armée ne s'étaient, par inadvertance, repliés sur Milan, il aurait recommencé le combat le lendemain. La bataille ne fit pas beaucoup d'honneur à la tactique de Napoléon, quoique l'héroïsme de la garde et l'inébranlable résolution de l'Empereur de maintenir sa position sur le canal eussent réparé l'attaque mal concertée. Les Piémontais, s'avancant derrière Mac-Mahon arrivèrent trop tard pour prendre une part importante au combat¹.

La route de Milan était maintenant ouverte. Dès que la nouvelle de la victoire de Magenta eut atteint la ville, le conseil municipal proclama l'union au Piémont, et le départ précipité des Autrichiens empêcha seul une répétition des scènes des Cinq-Jours. Le 7, les troupes françaises commencèrent à arriver et, le lendemain, les deux souverains firent leur entrée triomphale au milieu de la joie délirante de la population. Cette réception toucha l'Empereur, et sa proclamation du 8 juin sembla sanctionner les plus hautes espérances des Italiens. « Mon armée, disait-il, ne s'occupera que de combattre vos ennemis et de maintenir l'ordre chez vous ; elle ne sera point un obstacle à la libre manifestation de vos légitimes désirs ». L'Italie le prit au mot. Massa-Carrara s'était soulevée dès le commencement de la guerre, et la Toscane avait chassé le Grand-Duc et s'était déclarée pour le roi. Victor-Emmanuel proclama l'annexion de la Lombardie au Piémont ; les ducs de Modène et de Parme s'enfuirent avec leurs garnisons autrichiennes, et les deux États renouvelèrent les traités d'annexion de 1848 (13 juin). La garnison autrichienne

1. J'ai généralement suivi le compte rendu de la bataille dans Lecomte (*Campagne d'Italie*). Il est impossible de faire concorder les diverses descriptions, surtout pour les heures des différents incidents.

quitta Bologne (11 juin); en une semaine, la révolution s'étendit dans la Romagne, les Marches et une partie de l'Ombrie, et, quoique les troupes pontificales l'eussent réprimée dans les deux dernières provinces, la Romagne put proclamer Victor-Emmanuel dictateur.

Cependant les Autrichiens se retiraient sur le Quadrilatère. Un moment Giulay avait espéré attaquer de Pavie le flanc des Alliés, mais il n'avait pu concentrer suffisamment ses forces. Cela ne fit que retarder sa retraite et, avant qu'il eût pu atteindre le Mincio, l'avant-garde française, sous les ordres de Bazaine, atteignait son arrière-garde à Metegnano (8 juin). Si les Alliés étaient arrivés un ou deux jours plus tôt, ils auraient peut-être pu tailler en pièces les Autrichiens, avant que ceux-ci eussent atteint les forteresses. Dans l'état actuel des choses, la retraite ne fut plus interrompue, et, le 18 juin, toute l'armée autrichienne était derrière le Mincio. Giulay fut révoqué, et François-Joseph prit le commandement nominal avec Hess comme chef d'état-major. Les Alliés avancèrent prudemment, précédés de la troupe de Garibaldi et du corps de Cialdini. Lorsque le gros de l'armée arriva, Garibaldi fut envoyé dans la Valtelline pour la débarrasser, et garder les passages de Stelvio et de Tonale. Les passages n'étaient pas menacés, et Garibaldi eut peut-être raison de penser que cette mission n'était qu'une ruse de l'Empereur pour éloigner les troupes irrégulières dont il craignait le caractère révolutionnaire et dont il avait essayé d'empêcher la formation.

Les Alliés s'établirent dans une forte position sur les collines environnant Castiglione, au sud-ouest du lac de Garde. Deux autres divisions françaises approchèrent par la Lombardie et, de la Toscane, le corps du prince Napoléon s'avança lentement. Le devoir des Autrichiens était visiblement d'attaquer avant que les renforts ne fussent arrivés, et Hess espéra surprendre les Alliés et les repousser dans le Tyrol où ils se trouveraient pris entre l'ennemi et les Alpes. Le 23 juin, de bonne heure, toute l'armée autrichienne repassa le Mincio; le soir, sa droite et son centre avaient occupé les hauteurs de Solférino et de San Martino, tandis que sur la gauche des forces considérables arrivaient de Goïto par la plaine¹. Un accident empêcha les Autrichiens de surprendre les Alliés

1. Voir la carte du tome premier, chap. XII.

dans leurs cantonnements le lendemain matin. L'Empereur avait décidé de s'avancer en force le 24, et d'occuper les hauteurs, ne sachant pas que l'ennemi l'avait prévenu. De bonne heure, ce matin d'été, les Français, en s'avancant, trouvèrent toute l'armée autrichienne devant eux. L'Empereur fit aussitôt converger les corps de Baraguay-d'Hilliers et de Mac-Mahon et la Garde vers le centre, en face de Solférino, tandis que, sur la gauche, les Piémontais attaquaient les hauteurs voisines de San Martino, et que, sur la droite, Niel tenait la plaine entre Medole et Guidizzolo. Pendant toute la matinée et l'après-midi, le centre de l'armée française avança lentement, éprouvant des pertes terribles, et ce ne fut pas avant cinq heures qu'il se rendit maître absolu des hauteurs. Niel défendit sa position contre le gros des ennemis avec une persistance désespérée, et quand, vers cinq heures, un grand orage cacha les armées l'une à l'autre et arrêta le combat pendant quelque temps, la gauche autrichienne n'avait gagné que peu de terrain et ne put que couvrir la retraite du centre. Pendant ce temps, les Piémontais avaient livré un combat pour ainsi dire isolé, autour des hauteurs de Pozzolengo et de San Martino. Leur première attaque, mal combinée et dirigée contre des forces bien supérieures en nombre, échoua presque complètement, et le danger d'être séparés de leur base d'opérations à Desenzano, obligea le plus gros de leurs forces à battre en retraite. Mais, avant midi, l'attaque avait été reprise ; le superbe courage des Piémontais emporta cinq fois San Martino, et, après une lutte de quatorze heures, ils délogèrent les Autrichiens de Pozzolengo, à la tombée de la nuit. Ce fut une bataille chaudement contestée, et, si les Autrichiens avaient tenu les hauteurs avec plus de forces, ou si François-Joseph n'était pas intervenu dans le commandement, le résultat aurait pu être différent. La tactique meilleure, et le courage égal des Alliés gagnèrent la bataille contre des forces légèrement supérieures et une forte position. Mais la victoire leur coûtait cher, les Français perdaient 12 000 hommes tués ou blessés, et les pertes des Piémontais étaient relativement presque aussi considérables.

Solférino semblait promettre une rapide conclusion de la guerre. Les forteresses du Quadrilatère pouvaient encore tenir quelques mois, mais on pouvait prendre Venise par mer, et une victoire au delà du Mincio ouvrirait la route de

Vienne, assurerait l'indépendance de l'Italie, probablement la séparation de la Hongrie et la destruction de l'influence autrichienne en Allemagne. Soudain, à la veille du triomphe, les Italiens se virent arracher la coupe des lèvres : l'Empereur avait fait la paix, et la Vénétie était laissée aux Autrichiens.

Les motifs qui le décidèrent à ce brusque arrêt au milieu du triomphe furent très complexes. Les difficultés de la guerre étaient plus grandes qu'elles n'apparaissaient aux yeux du public. Ni Magenta ni Solferino n'avaient été des victoires très décisives, et toutes les deux auraient pu aisément tourner en défaites fatales. L'Empereur avait appris à se méfier de ses généraux et à mettre en doute sa propre capacité militaire. Son ministre de la guerre, pour une cause quelconque, lui avait envoyé peu de renforts et de munitions, et les hommes qui arrivaient ne pouvaient faire beaucoup plus que combler les vides résultant de la fièvre et des combats. Quoique l'Autriche fût dans une situation embarrassée, avec ses finances épuisées, et les Hongrois et les Slaves sur le point de se révolter, elle avait encore, cependant, de grandes ressources militaires. Il y avait 150 000 hommes dans la Vénétie, et 100 000 autres entre Trieste et Vienne. La prochaine bataille pouvait avoir une issue différente, et l'Empereur savait quel danger il courait s'il reperdait le prestige qu'il avait gagné. Son zèle pour l'Italie s'était considérablement refroidi. Il était irrité de la position demi-indépendante de l'armée de Victor-Emmanuel, sceptique quant au génie militaire du roi, jaloux du contraste entre la brillante bravoure de celui-ci et son propre sang-froid, calme mais peu inspirateur. Il se plaignait amèrement et injustement du manque d'enthousiasme en Italie, parce que les provinces délivrées ne pouvaient envoyer de suite des troupes exercées sur le champ de bataille, parce que de faux rapports lui disaient que les paysans des bords du Mincio étaient hostiles. Mais, surtout, il était indigné par les événements qui se passaient dans l'Italie centrale et menaçaient non seulement de détruire son projet de fédération, mais de l'engager dans une querelle, qu'il ne désirait point, avec le parti clérical français. L'opinion publique dans la Toscane et la Romagne s'était déclarée énergiquement en faveur de l'annexion au Piémont ; l'Ombrie et les Marches devaient sûrement suivre

leur exemple à la première occasion, et l'Empereur savait que Cavour travaillait, autant qu'il l'osait, à l'union de l'Italie septentrionale et centrale en un grand royaume. Si les Italiens sortaient de la guerre complètement triomphants, il serait impossible de les maintenir. Mais il était venu en Italie en déclarant qu'il « n'y allait point pour ébranler le pouvoir du Saint Père ». Quoique le pacte de Plombières l'obligeât à permettre au Piémont de prendre la Romagne, la crainte des cléricaux lui fit parfois désirer d'éluder sa promesse ; et, quoique décidé, enfin, à laisser la Romagne agir à son gré, il était absolument déterminé à laisser au Pape l'Ombrie et peut-être les Marches, et à s'opposer à l'annexion de la Toscane par le Piémont.

Mais il est peu probable que son mécontentement envers les Italiens l'eût arrêté, si l'attitude de l'Allemagne n'avait menacé la France d'un danger réel. Pendant la première période de la guerre, il avait été sauvé par la politique de la Prusse. Le gouvernement de Berlin avait reçu de la Russie le conseil, accompagné de menaces, de ne pas bouger¹ et il savait qu'il avait tout à gagner, en Allemagne, d'une défaite autrichienne. Mais, si la France était victorieuse, la Prusse pouvait tôt ou tard être elle-même attaquée ; l'opinion allemande considérait comme une trahison envers la patrie, de rester spectateur impassible, tandis qu'un État allemand était battu par l'ennemi héréditaire. Le gouvernement résolut le dilemme par une politique également hostile aux deux belligérants. Il mobilisa une partie de son armée, et, après Magenta, offrit à l'Autriche sa médiation armée, si elle voulait laisser la Prusse maîtresse de la Diète fédérale et satisfaire l'opinion de l'Europe en abandonnant les traités qu'elle avait passés avec les duchés. Quoique les Autrichiens se défiassent trop de ses motifs pour accepter son offre, la Prusse appela sous les drapeaux les quatre corps d'armée de la fédération (24 juin) et demanda à la Russie et à l'Angleterre de s'y joindre. La Russie, dont les défiances à l'égard du mouvement italien augmentaient², et qui craignait qu'une insurrection hongroise ne s'étendit à la Pologne,

1. Bianchi, *Diplomazia*, VIII, 132-133.

2. Bianchi, *op. cit.*, VIII, 142 ; *Nouvelle Revue*, 1^{er} octobre 1884, 465 ; *contra*, Zobi, *Saggio delle mutazioni politiche*, cité dans Tivaroni, *L'Italia*, II, 76.

consentit à prendre part à une médiation pacifique, et le cabinet prussien redoubla d'efforts pour obtenir la paix. Après Solférino, il fit de nouveau connaître clairement aux Autrichiens qu'ils ne pouvaient espérer l'appui armé de l'Allemagne, mais en même temps, en mobilisant les troupes sur le Rhin, il effraya l'Empereur, qui savait que si la médiation était offerte et refusée, une invasion par la frontière non protégée pourrait en être la conséquence¹.

Ainsi tout tendait à faire désirer à l'Empereur de terminer la guerre. Il est impossible d'évaluer exactement le poids relatif de chaque influence ; il est probable que ce furent les difficultés militaires, la crainte d'une défaite en Vénétie, l'inquiétude que lui inspirait l'attitude de la Prusse, qui pesèrent le plus lourdement sur lui. Toute l'Europe, sauf l'Angleterre, était plus ou moins liguée contre ses projets. Il y a une certaine vérité dans le tableau que fait M^{mo} Browning du héros battu par un monde qui ne pouvait s'élever jusqu'à la hauteur de ses projets ; sa « grande conception était trop grande » pour des gouvernements qui détestaient et craignaient le sentiment de nationalité². Mais son idée était trop grande, même pour lui-même ; il s'en effrayait ; car, chez Napoléon III, l'exécution fut toujours inférieure à la conception. Les petits faits personnels avaient leur importance. Il était épuisé par la chaleur tropicale ; le carnage de Solférino, quoique relativement minime, l'avait fait pleurer³ ; l'Impératrice envoyait des comptes rendus exagérés du mécontentement en France et du danger qui menaçait du côté de l'Allemagne⁴. Depuis quelque temps, il s'était demandé si l'hostilité de la Prusse ne pourrait pas le forcer à s'arrêter ; et ses ministres, sinon lui-même, étaient déjà, avant Solférino, disposés à accepter une médiation⁵. Mais il ne voulait pas que l'initiative vint de la Prusse, et, quelques jours après la bataille, il télégraphia à Persigny, l'ambassadeur français à Londres, l'ordre de sonder le gou-

1. Les dépêches prussiennes et autres sont imprimées dans Zini, *Storia, Documenti*, II, 249-285, 289-297. Voir aussi Beust, *Memoirs*, I, 161-162, 181-191. Je ne crois pas à Un Italien, *Crispi*, 397.

2. Mrs. Browning, *Poems before Congress* ; Bianchi, *op. cit.*, VIII, 160 ; Veroli, *Pepoli*, dans *Riv. Eur.*, XXVIII, 569. Discours de l'Empereur à la Chambre après son retour.

3. Geffeken, *Casa di Savoia*, 134.

4. Della Rocca, *Autobiografia*, I, 460 ; Cavour, *Lettere*, VI, 406.

5. Massari, *La Marmora*, 236 ; C. d'Azeglio, *Souvenirs*, 606 ; dépêche de Gortschakoff du 26 juin.

vernement anglais pour savoir si celui-ci consentirait à proposer un armistice qui servirait de préliminaire à la paix ; il suggérait que la Lombardie et Parme passeraient au Piémont et que la Romagne serait administrée par Victor-Emmanuel sous la suzeraineté du Pape ; la Vénétie et Modène devaient former un État indépendant pour un archiduc autrichien (sans doute Maximilien), la Toscane serait rendue au Grand-duc, et tous les États italiens formeraient une fédération sous la présidence du Pape¹.

Trois semaines avant que ce plan ne fût connu à Londres, le cabinet Derby était tombé, et Palmerston était revenu aux affaires avec lord John Russell comme ministre des affaires étrangères. Palmerston désirait voir un royaume d'Italie assez puissant pour se maintenir à la fois contre l'Autriche et la France, aussi lui et son ministre se refusèrent-ils d'être pour quelque chose dans une combinaison qui pouvait délivrer l'Autriche de sa situation en apparence désespérée. Le projet de l'Empereur au sujet de la Vénétie n'était, comme le dit Palmerston, qu'une « farce d'indépendance », qui aboutirait inévitablement à une intervention de l'Autriche et ramènerait tous les anciens malheurs. Persigny paraît cependant avoir mal compris ce que lui dit Russell ; il télégraphia à l'Empereur que l'Angleterre était prête à offrir sa médiation aux conditions qu'il proposait. Avant même que le message de Persigny ne lui fût parvenu, Napoléon s'était probablement décidé à faire immédiatement des ouvertures à l'empereur d'Autriche². Sa politique semble avoir été de prouver à François-Joseph combien sa situation était désespérée et combien généreuse était l'offre de son ennemi. Il fit des préparatifs pour reprendre vigoureusement les hostilités, si on l'y forçait. Il avait vu Kossuth, et avait promis d'envoyer un corps expé-

1. Bianchi, *op. cit.*, VIII, 155-156 ; Vitzthum, *Saint-Petersburgh*, I, 365.

2. Les témoignages touchant la date du télégramme de Persigny sont contradictoires, mais je pense qu'il est évident qu'il a dû être envoyé le 6 ou le 7 juillet : Malmesbury, *Memoirs*, II, 200-201 (*vide* Persigny) ; Ashley, *Palmerston*, II, 158-160 ; Vitzthum, *op. cit.*, I, 306-307 ; Mémoires de Gréville, VIII, 263-264 ; Hansard, *Debates*, CLV, 1106, 1222 ; Martin, *Prince Consort*, IV, 458-460. D'après Hansard, *vol. cit.*, 1222, il est clair que l'entrevue entre Russell et Persigny eut lieu un mercredi, et cela semblerait fixer la date au 6 juillet. Le messenger de l'Empereur partit pour Vérone dans l'après-midi de ce même jour. Je suis disposé à ne pas ajouter foi à Vitzthum. Il semble y avoir eu une lutte sérieuse entre Palmerston d'accord avec Russell et la Cour, et cela peut expliquer l'étrange lacune des Livres Bleus à cette époque.

ditionnaire en Hongrie, si la guerre continuait¹. Sa flotte était en vue du Lido et prête à attaquer les forts de Venise. L'artillerie qui devait servir au siège de Peschiera arrivait, et les alliés se disposaient à faire une démonstration avec toutes leurs forces, sur les hauteurs situées entre Peschiera et Valeggio. Au moment où François-Joseph apprenait qu'il ne pouvait sauver Venise et que la Prusse l'abandonnait, le messager de Napoléon arrivait à Vérone apportant une proposition d'armistice (6 juillet). L'armistice était signé deux jours plus tard et, le matin du 9 juillet, les deux empereurs se rencontrèrent à Villafranca. Napoléon avait tout l'avantage dans les conditions à faire. Mais il désirait en finir à tout prix, et sa faible nature lui fit perdre toute énergie en face de son rival. François-Joseph refusa d'emblée l'offre de Napoléon concernant un royaume vénitien indépendant avec Maximilien²; il offrit à l'Empereur d'abandonner la Lombardie, à condition que celui-ci la passerait au Piémont, mais, quoi qu'il consentit à ce que la Vénétie fût partie d'une fédération italienne, il était prêt à continuer la lutte plutôt que d'abandonner cette province ou les forteresses du Quadrilatère. Parme était tacitement abandonnée au Piémont, mais il était stipulé que Modène et la Toscane reviendraient à leurs ducs respectifs, et, implicitement, la Romagne au Pape. Napoléon voulait faire insérer une clause stipulant que les ducs ne rentreraient pas par la force des armes; mais il céda encore aux instances de François-Joseph, croyant probablement qu'ils pourraient reprendre paisiblement possession de leurs trônes. Les Empereurs s'engagèrent à favoriser l'établissement d'une fédération italienne sous la présidence du Pape³.

La nouvelle de l'armistice fut pour les Italiens comme un coup de tonnerre dans un ciel sans nuages. Il avait été conclu sans qu'on en eût parlé, ou à peine, à Victor-Emmanuel⁴, et quand le roi apprit cette trahison, il parla avec indignation de continuer la lutte à lui seul. Mais il vit bientôt son impuis-

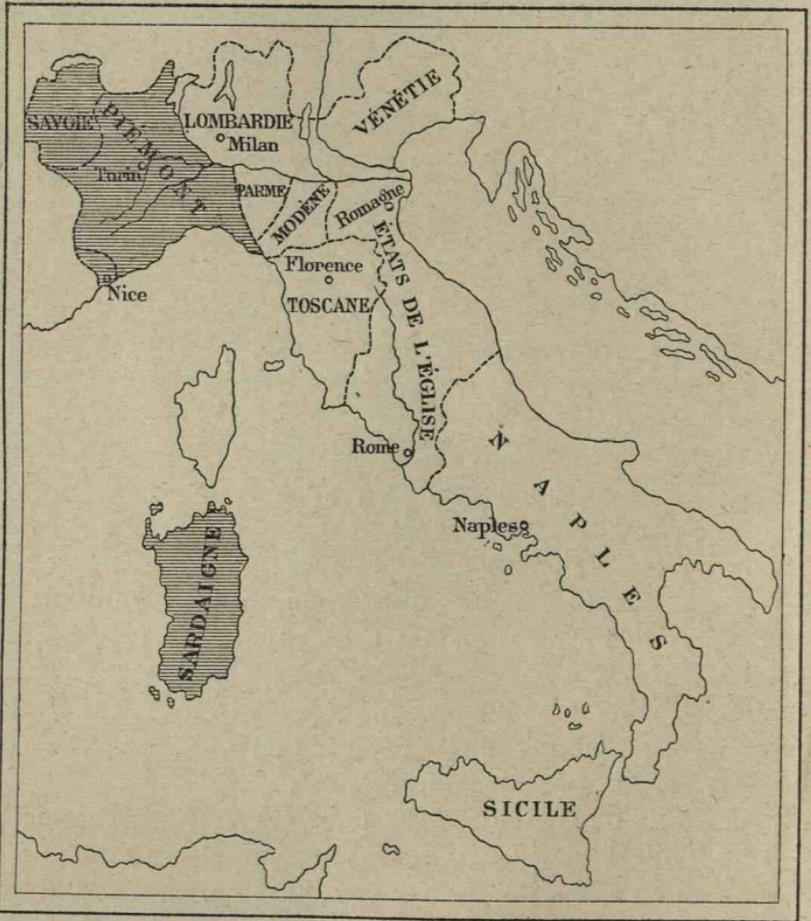
1. Kossuth, *Memories*, 382; Cantù, *Cronistoria*, III, 265. En mai, il avait allégué qu'il n'osait envoyer une expédition sur le Danube, tandis que les Tories étaient au pouvoir.

2. Bayard de Volo, *Francesco*, V, 49; Correspondence-Villafranca, 8.

3. Bianchi, *op. cit.*, VIII, 151-154; Bayard de Volo, *op. cit.*, III, 51; Debraux, *Villafranca*, 44, 181.

4. Voir Della Rocca, *op. cit.*, I, 461.

sance, et se résigna à signer « le traité déshonorant ». Cavour refusa de s'incliner devant l'inévitable ; il était accouru au camp en apprenant la fatale nouvelle. Épuisé par les travaux du gouvernement (il dirigeait les ministères de la

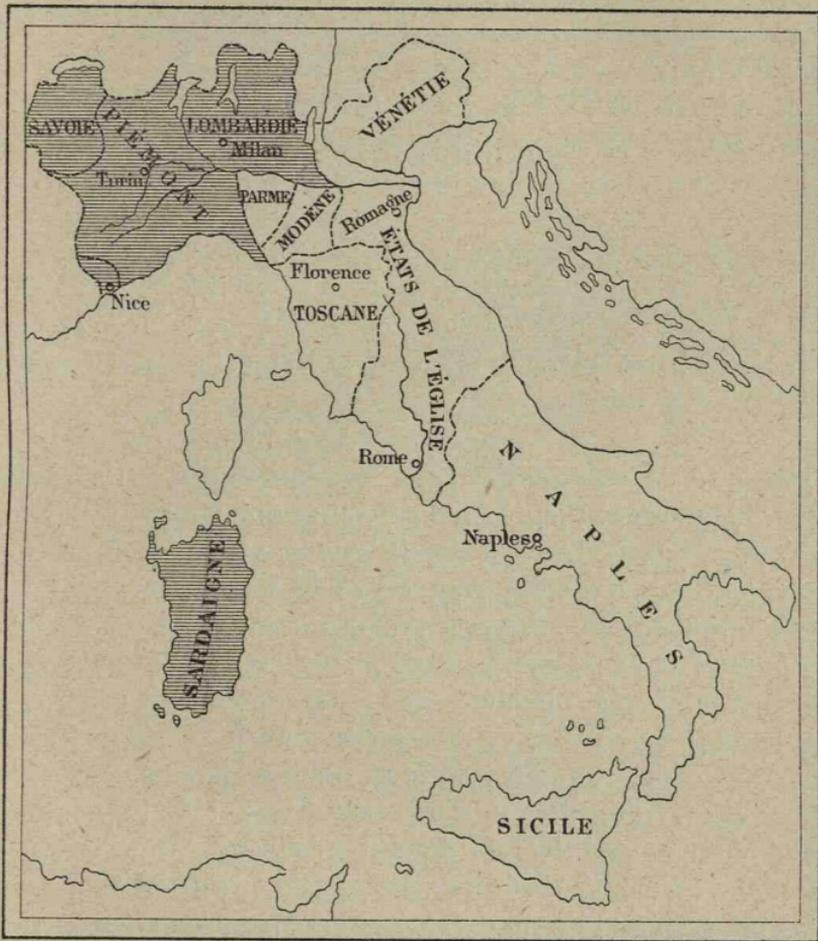


Créé par E. Borremans, 5 rue Hautefeuille, Paris.

Piémont, en avril 1859.

guerre, des finances, de l'intérieur et des affaires étrangères depuis le commencement des hostilités) l'idée de perdre l'objet de tous ses efforts lui fit perdre son sang-froid. Il pressa et représsa le roi de prendre des mesures désespérées, et, quand

le roi refusa, il lui adressa des paroles violentes jusqu'à l'insolence. Mais l'indignation de Victor-Emmanuel, quoiqu'il la contint, n'en était pas moins réelle, et s'il ne put refuser sa signature aux préliminaires, il ajouta « en ce qui me con-



Gravé par F. Borremans, 5 rue Hautefeuille, Paris.

Piémont, en août 1859.

cerne », pour montrer qu'il n'endossait pas la responsabilité des clauses concernant la fédération.

CHAPITRE XXVIII

APRÈS VILLAFRANCA

Juillet-Septembre 1859

Examen rétrospectif : La Toscane, d'avril à juillet ; la révolution ; le prince Napoléon en Toscane ; conversion des autonomistes. La Romagne, de mai en juillet ; le sac de Pérouse ; l'Empereur et la Romagne. APRÈS VILLAFRANCA. Farini. RICASOLI. Les commissaires rappelés ; l'Italie centrale déterminée à l'unité ; la Ligue militaire ; le veto de l'Empereur ; votes pour l'annexion, l'annexion refusée.

Les nouvelles de Villafranca produisirent en Italie une sorte de panique. Pour le moment il semblait que, sauf en ce qui concernait la Lombardie, la guerre avait été faite pour rien, que tout ce qu'elle avait coûté de sang et d'argent, que tout l'enthousiasme et tous les efforts avaient été dépensés en pure perte. La Vénétie, la Toscane, la Romagne n'avaient respiré pendant quelques semaines que pour voir leurs espérances impitoyablement brisées. Leur grand allié les avait trahies, et toute l'Europe, sauf l'Angleterre, se liguaient plus ou moins contre elles. Naturellement, elles exhalèrent leur rage impuissante contre l'Empereur dont le courage avait faibli au moment suprême. La reconnaissance se perdit dans le grand désappointement ; Milan et Turin le reçurent en silence, alors que quelques semaines plus tôt lui et ses troupes y avaient eu un si chaleureux accueil ; et le portrait d'Orsini fut étalé à la devanture des lithographes. Il se glissa hors de l'Italie, reconnaissant déjà la grandeur de sa faute, sentant que les espérances qu'il avait excitées ne tomberaient pas à son ordre, et qu'elles deviendraient funestes pour lui-même qui les avait créées. « La France, disaient les Parisiens, a fait une guerre superbe, et l'Autriche une superbe paix ». Le Roi, dit-on, informa l'Empereur qu'il ne la signerait jamais. Cavour,

indigné, donna sa démission. « L'Empereur, dit-il à Kossuth, m'a déshonoré devant mon Roi ; cette paix ne se fera pas ; s'il le faut, je prendrai Della Margherita d'une main et Mazzini de l'autre, et je deviendrai révolutionnaire et conspirateur ». Après le premier choc, cette décision fut l'expression des pensées de la nation. Villafranca avait fait trébucher les Italiens, mais seulement pendant un moment. Ils revinrent à eux-mêmes, et trouvèrent qu'ils étaient assez forts pour résister. Le rêve de Mazzini : « une nation ayant confiance en elle-même » ne fut jamais plus près qu'à ce moment-là de se réaliser. C'était une conspiration du peuple entier pour déjouer les projets impériaux et opérer son propre salut. Afin de comprendre comment cela fut possible, il nous faut remonter aux événements qui eurent lieu dans l'Italie centrale depuis le commencement des hostilités.

A la veille de la guerre, le Grand-Duc était encore décidé à poursuivre sa politique de neutralité. Il avait refusé l'offre que lui avait faite l'Autriche de lui envoyer un régiment ; mais les souvenirs de 1849 tournaient toutes ses faibles sympathies du côté des Autrichiens. Au nom de Cavour, Bon Compagni demanda officiellement son alliance ; les gouvernements français et piémontais, voulant rendre facile l'acceptation de leurs offres, proposèrent en retour de protéger son trône. Quelques-uns des nobles soupiraient encore après l'autonomie ; ils désiraient sauver la maison de Lorraine, si c'était possible, et les démocrates eux-mêmes l'auraient tolérée pendant quelque temps, si le Grand-Duc avait accepté les conditions de Cavour. Mais rien ne put émouvoir Léopold, ni les avertissements des nobles loyalistes et de ses propres ministres, ni l'évidence de la désaffection et de la fidélité douteuse de l'armée. Son refus de contracter alliance rendit la révolution inévitable. Il y a de grandes raisons de soupçonner que Cavour n'offrit cette alliance que dans l'espoir de la voir refusée, et qu'il avait envoyé des agents secrets pour préparer le soulèvement¹. Il n'y avait cependant aucun

1. Castelli, *Ricordi*, 226 ; Mazzini, *Adel. Gianelli*, 103. Bon Compagni était probablement lui-même tout à fait loyal, malgré ce que disent la suite de la Correspondance (1859), 12, et *Casi della Toscana*, 18, 33 ; voir *Lettere ad A. Panizzi*, 309.

besoin d'excitateurs du dehors. Les deux partis nationaux s'étaient réunis pour décider la question essentielle de former un gouvernement qui fût l'allié du Piémont. Même les Mazziniens consentaient à laisser les nobles libéraux se mettre à la tête du mouvement, sachant que leurs noms seuls entraîneraient les masses dans l'imagination desquelles le mot révolution évoquait le spectre du socialisme. L'obstination du Grand-Duc les força à se mettre immédiatement à l'œuvre. Le peuple et l'armée menaçaient de se soulever de leur propre mouvement, et le sachant, et poussés par Cavour, les nobles se décidèrent à faire une démonstration qui força le Grand-Duc à choisir entre l'alliance piémontaise et une abdication au moins temporaire. Le lendemain matin (27 avril), Léopold apprit que les troupes avaient fait défection en réclamant la permission d'arborer le drapeau tricolore ; que, quand son fils avait essayé, peut-être à son insu, de persuader à l'artillerie du Belvédère de se préparer à tirer sur la ville, les officiers lui avaient répondu par un refus catégorique¹. Le prince, effrayé, oublia son obstination, et offrit d'accorder une constitution et de conclure l'alliance avec le Piémont. Mais il était trop tard ; les manifestants refusèrent d'accepter ces concessions et réclamèrent l'abdication. L'orgueil du Grand-Duc la lui fit refuser ; mais il se savait condamné. Au soleil couchant, il quitta Florence au milieu des gais adieux des citoyens et « la révolution rentra pour dîner. »

Les autres villes toscanes suivirent l'exemple de Florence et, sur les 246 communes, 217 envoyèrent leur prompt adhésion. Un gouvernement provisoire fut organisé ; Victor-Emmanuel fut proclamé dictateur militaire pour la durée de la guerre, quoique les craintes des autonomistes apparussent dans la condition qui stipulait que la Toscane conserverait son indépendance civile. Cavour aurait de suite accepté la dictature, mais il se trouva arrêté par le veto de Napoléon. L'Empereur avait l'intention, s'il pouvait le faire sans exciter les clameurs de l'Europe, de glisser un prince français sur le trône d'un royaume de l'Italie centrale, et ses partisans à Florence avaient fait un tableau fantaisiste représentant l'État tombant en ruines, et comme une proie facile pour les Mazziniens.

1. Zobi, *Cronaca*, I, 403-407 ; Zini, *Storia, Documenti II*, 118-128 ; Mrs. Trollope, *Social Aspects*, 113. Les instructions exactes n'ordonnaient pas à la garnison de tirer immédiatement sur la ville.

Désirant par-dessus tout empêcher un mouvement républicain, l'Empereur envoya son cinquième corps d'armée en Toscane sous les ordres du prince Napoléon, pour rendre impossible un soulèvement des Mazziniens et préparer la route qui pourrait éventuellement amener le Prince au trône. En attendant, l'Empereur ne permit pas à Victor-Emmanuel d'aller plus loin qu'une acceptation du protectorat sur la Toscane, et le Roi dut refuser la dictature pour « des raisons de haute portée politique », et promettre de conserver l'autonomie politique de l'État. D'autre part, Cavour réussit à obtenir de Napoléon qu'il abandonnât tout dessein sur le trône de Toscane. Cet abandon était à moitié sincère, car, quoique l'Empereur ne renonçât jamais à son idée, il avait compris que, pour le moment, son projet exciterait trop de défiance en Europe¹; et le prince, en débarquant à Livourne (23 mai) annonça que « Napoléon III ne se laisserait jamais guider par des intérêts de famille ». Il semble avoir tâté le terrain pour reconnaître quelles pouvaient être ses chances, mais il fut bientôt convaincu qu'il n'avait aucun espoir de réussir, et, touché par la splendide réception qu'on lui avait faite, il devint l'ardent avocat de l'annexion au Piémont². Tout tendait droit à l'union. Bon Compagni, homme de second ordre, utile, et sur lequel on pouvait compter, avait été nommé commissaire piémontais, et il prouva qu'entre la dictature et le protectorat il n'y avait qu'une différence de mots. Son ministère se composait surtout de nobles autonomistes qui espéraient peut-être que les princes lorrains reviendraient. Mais ils étaient trop patriotes pour abandonner Bon Compagni, et Ricasoli, Ministre de l'Intérieur, devint rapidement l'autocrate du cabinet. Les événements avaient déjà confirmé sa foi dans l'unité : « Le devoir de la Toscane, disait-il, est de faire le nouveau royaume d'Italie ». Il se réjouissait de voir l'opinion publique se tourner de plus en plus du côté de l'annexion qui sortirait la Toscane d'un malheureux et dangereux isolement; et quand, après Palestro, les

1. Ricasoli, *Lettere*, III, 34; Poggi, *Memorie*, III, 14; Bianchi, *Diplomazia*, VIII, 498; *contra*, Tabbarrini, *Capponi*, 309.

2. Poggi, *op. cit.*, I, 76; Manin e Pallavicino, 33; Bianchi, *op. cit.*, VIII, 96; Cavour, *Lettere*, VI, 403; Kossuth, *Memories*, 185-189; *Lettere ad A. Panizzi*, 307; Zobi, *op. cit.*, I, 378; Rubieri, *Storia*, 144, 171; Bianchi, *Matteucci*, 282.

Toscans envoyèrent à Victor-Emmanuel un manifeste le proclamant roi d'Italie, Ricasoli et son collègue Salvagnoli le signèrent, à la grande colère de la partie autonomiste du ministère. Mais quand Cavour, craignant que l'Empereur ne reprît ses anciens projets, encouragea une vigoureuse propagande annexionniste, qui stimula la vieille fierté locale et la crainte d'être absorbé dans un État plus puissant, Ricasoli protesta contre son origine et sa tendance toutes deux visiblement piémontaises. Ce qu'il désirait, ce n'était pas une simple fusion avec le Piémont, ou que la Toscane fût réduite à l'état de province, qu'elle perdît sa législation sociale plus avancée que dans les autres États, sa « primauté civile » au point de vue de l'éducation et des arts. La Toscane devait être l'égale et membre constituant d'un grand royaume italien. Des conceptions telles que celle-ci, peut-être même et davantage encore la force inexorable des événements convertirent rapidement les autonomistes. Des hommes comme Capponi, qui avaient longtemps hésité entre leurs sentiments nationaux et leur attachement aux coutumes et à l'indépendance toscanes, commencèrent à se déclarer pour l'union avec le Piémont, pourvu que ce fût sous conditions et sans fusion. Les vrais autonomistes eux-mêmes désiraient empêcher à tout prix l'établissement d'un État napoléonien ; l'annexion les protégeait à la fois contre le prince Napoléon et contre Mazzini. Le ministère suivit le courant de l'opinion, et même Ridolfi, quelque chère que lui fût l'autonomie toscane, fut prêt, s'il était nécessaire, à la sacrifier. Une semaine après la proclamation de Milan, le cabinet vota à l'unanimité en faveur de la souveraineté de Victor-Emmanuel. L'Empereur hésita, comprenant que, pour l'instant, son cousin avait perdu toutes chances de succès et, se sentant lié par ses promesses de Milan. Cavour pensa le gagner, s'il pouvait lui prouver qu'à l'unanimité, les Toscans voulaient l'annexion. Dans ce but, et apparemment avec l'approbation de l'Empereur, il demanda qu'on fit des pétitions en faveur de l'union¹. La Toscane consentit de bon cœur ; Sienne fut la première à signer, Pise, Lucques et Livourne suivirent, et des pétitions arrivèrent de 225 communes sur 246, ce qui représentait les onze douzièmes de la population.

1. Poggi, *op. cit.*, I, 76, 96-104 ; III, 14-15 ; Ricasoli, *op. cit.*, III, 126-127 ; Bianchi, *Diplomazia*, VIII, 100 ; *contra*, Ricasoli, *op. cit.*, III, 139.

Tandis qu'en Toscane le mouvement national avait grandi et s'était fortifié chaque semaine, il avait eu une marche accidentée dans les États pontificaux. La révolution avait été aussi générale qu'en 1831 et en 1848. Toutes les villes de la Romagne suivirent l'exemple de Bologne, et en une semaine l'insurrection s'étendit dans les Marches jusqu'à Ancône, et dans l'Ombrie jusqu'à Pérouse. Le Pape excommunia les fauteurs de la révolte et se prépara à recouvrer son territoire par la force. Les troupes suisses donnèrent l'assaut à Pérouse (20 juin), et quoique les meilleurs hommes de la ville fussent partis pour combattre en Lombardie, et que les défenseurs n'eussent entre les mains que quelques centaines de vieux mousquets, ils se défendirent vaillamment. Le gouvernement du Pape avait donné ordre au colonel suisse Schmidt de faire un exemple, et il permit à ses hommes de piller la ville. Des églises profanées, des maisons brûlées et mises à sac, des femmes et des vieillards massacrés de sang-froid constituèrent une honteuse histoire de violences. Le Pape récompensa cette brutale soldatesque, et, comme le gouvernement anglais après Peterloo, il fit frapper une médaille en souvenir de cet acte infâme¹. La chute de Pérouse entraîna la soumission de l'Ombrie et des Marches, et, le 24 juin, le gouvernement pontifical avait recouvré tout le pays jusqu'aux frontières de la Romagne à La Cattolica. Les troupes n'osèrent s'avancer plus loin, car il y avait quelques soldats piémontais à Bologne et les volontaires nationaux s'assemblaient pour résister à l'invasion.

Le premier acte de la Junta provisoire à Bologne fut d'offrir sans condition la dictature à Victor-Emmanuel. Il y avait peu ou point de parti autonomiste en Romagne ; depuis qu'elle avait fait partie du royaume d'Italie, elle avait eu comme aspiration l'union avec les provinces du bassin du Pô. Malgré

1. Zini, *Storia, Documenti II*, 195-224 ; Zobi, *op. cit.*, II, 67-74, 130-144, 150-167 ; Bonazzi, *Perugia*, II, 620-630 ; Gennarelli, *Governo pontificio*, I, xcvi ; II, 650, 664, 677-682. Les auteurs ci-dessus se basent en grande partie sur *Narrazione storica dei fatti accaduti nel Perugia dal 15 al 20 giugno 1859* et sur *Relazione della giunta del governo provvisorio*. Il y a une faible apologie dans la *Dublin Review* de septembre 1859, basée principalement sur le *Giornale di Roma*, Balan, *Continuazione*, II, 133 et O'Reilly, *Léon XIII*, 180-181, ne font que de simples allusions à l'affaire. Voir Ricassoli, *op. cit.*, IV, 184 ; Mrs. Trollope, *op. cit.*, 42, 43 ; le *Times* du 2 juillet 1859.

les scrupules du Roi, le gouvernement de Turin était prêt à accepter la dictature, et d'Azeglio fut nommé commissaire au nom de Victor-Emmanuel. Mais, de nouveau, l'Empereur opposa son veto. Non qu'il fût prédisposé d'aucune manière en faveur du pouvoir pontifical. Il avait promis à Cavour, à Plombières, que le Piémont aurait la Romagne; il s'était lié de nouveau par le traité de janvier; il avait dit à Pepoli, qui faisait partie de la Junta, qu'il ne rétablirait jamais l'autorité du Pape à Bologne; et le prince Napoléon s'était vanté qu'on ne laisserait plus rien au Pape que Rome et le pays jusqu'à Tivoli « comme une sorte de jardin »¹. Mais il avait à compter avec l'opposition cléricale en France; il s'était défendu publiquement d'avoir la moindre intention de toucher au Pouvoir Temporel; il espérait retirer ses troupes de Rome aussitôt que l'expulsion des Autrichiens de la péninsule ôterait une des raisons d'être de l'occupation², et, si le territoire du Pape était attaqué, il serait difficile d'obtenir qu'il consentît à l'évacuation. Napoléon gardait en vérité le faible espoir de résoudre le dilemme en persuadant au Pape d'abandonner volontairement une partie de ses États et d'autoriser son incorporation au royaume de l'Italie centrale. Mais l'éventualité qu'un tel royaume se formât s'affaiblissait chaque jour, et il savait qu'il était impossible d'attendre de Pie une concession faite de propos délibéré au Piémont qu'il haïssait. Forcé de manquer de parole, soit aux Italiens, soit aux cléricaux, il était disposé, pour le moment, à laisser ces derniers de côté. Les libéraux français fulminaient contre les atrocités de Pérouse, et la politique d'équilibre de l'Empereur rendait nécessaire qu'il leur tendit un appât. La générosité et la politique lui ordonnaient de même de satisfaire les Italiens, et, immédiatement avant Villafranca, il semble avoir donné à comprendre à Cavour qu'il lui permettrait de prendre la Romagne (9 juillet)³. Mais il avait encore probablement l'intention de joindre à son consentement la condition que le Pape exercerait un droit de Suzeraineté,

1. Veroli, *Pepoli*, dans *Riv. Eur.*, XXVIII, 567; Senior dans la *Fortnightly Review*, août 1879.

2. Dépêche de Drouyn de Lhuys, le 12 septembre 1864; Pantaleoni, *Idea Italiana*, 30.

3. Cavour, *Lettere*, III, 106; Veroli, *op. et vol. cit.*, 571; Bianchi, *op. cit.*, VIII, 110; Masi, *Fra libri*, 124; Massari, *Vittorio Emanuele*, 279; Ricasoli, *op. cit.*, III, 126-127; Cantù, *Cronistoria*, III, 342.

espérant peut-être qu'il l'amènerait à accepter, et qu'il pourrait se concilier les catholiques en défendant d'attaquer les Marches ou l'Ombrie¹. Quelques jours plus tard, d'Azeglio fit tardivement son apparition à Bologne, avec des pouvoirs limités, de façon à satisfaire les désirs de l'Empereur. Mais, mettant tranquillement ses instructions de côté, il prit de fait les rênes du gouvernement, et Cavour, abandonnant pour l'instant ses plans sur l'Ombrie, encouragea hardiment les Marches à la révolte².

C'est ainsi qu'avant Villafranca le désir de l'unité s'était fortifié dans toute l'Italie centrale. Les princes dépossédés avaient perdu leurs quelques adhérents. La découverte du complot du Belvédère et la présence du fils du Grand-Duc dans l'armée autrichienne à Solférino avaient discrédité les princes lorrains, même auprès de ceux qui leur étaient le plus tendrement attachés. Le sac de Pérouse avait poussé la Romagne à s'armer pour résister coûte que coûte aux mercenaires du Pape. Le sentiment et les nécessités pratiques se réunissaient pour faire désirer chaque jour plus ardemment aux différents groupes nationaux la formation d'un puissant royaume qui comprendrait toute la partie septentrionale et centrale de l'Italie. Cavour avait hardiment parlé, après Magenta, de fonder un grand État italien basé sur la communauté de race, de langage, de traditions. Mais il y avait encore un courant secondaire qui désirait l'autonomie. Des hommes comme Capponi et Ridolfi consentaient à l'annexion parce qu'ils ne voyaient pas d'autre alternative, mais c'était à contre-cœur. La réunion au Piémont ressemblerait encore quelque peu à un *mariage de convenance* et laisserait certains désirs de voir revenir la vieille indépendance, ce qui serait le germe de troubles futurs. Villafranca changea tout cela. Une Fédération était impossible, avec les Autrichiens en Vénétie, avec une armée papale menaçante à La Cattolica, et avec le duc de Modène attendant avec ses troupes une occasion de traverser le Pô. Le corps fédéral serait ou bien une formule sans vie, ou bien un champ de bataille entre les deux principes, ce qui finirait tôt ou tard par une guerre. Il

1. *Affaires étrangères 1860*, 87; Zobi, *op. cit.*, II, 94.

2. Bianchi, *op. cit.*, VIII, 111; Massari, *op. cit.*, 277; Alessandri, *Fatti delle Marche*, 73, cité par Balan.

fallait à tout prix tenir les princes à la porte et empêcher la république ; les provinces délivrées devaient se soutenir mutuellement et soutenir le Piémont.

L'unité n'était plus un expédient, mais une foi ; et, quand Rattazzi, qui avait remplacé Cavour, essaya de remplir les conditions du traité de Villafranca, il rencontra devant lui une conspiration universelle pour les détruire.

Les Italiens du centre trouvèrent deux chefs de la trempe qu'il leur fallait : des hommes opiniâtres et inflexibles dans leurs résolutions, ne s'effrayant pas des responsabilités ; des hommes que ni menaces, ni flatteries, ni intrigues, ni dangers ne pouvaient émouvoir. Cavour avait eu la prescience d'envoyer son collègue et ami Farini à Modène, lorsque la province se révolta après Magenta. Farini était un médecin de Ravenne, qui avait été mêlé au réseau de conspirations romagnaises, dont le soulèvement de Rimini fut le dénouement. Après un court exil il revint, avec l'amnistie de Pie, et joua un rôle prépondérant parmi les libéraux modérés de sa province ; il exagéra l'antipathie de son parti pour les radicaux, et le livre qu'il publia plus tard sur l'histoire contemporaine de la Romagne était méchant et injuste. En 1849, il se réfugia dans le Piémont, devint peut-être le premier partisan de Cavour, au Parlement, et lui accorda, jusqu'à la fin, une obéissance constante mais digne. Ce n'était pas un homme populaire ; il était vain, suffisant, aimait la pompe et le luxe. Mais c'était un brave et honnête patriote, doué d'une grande puissance d'intuition qui lui faisait saisir de suite une situation, ainsi que d'une volonté vive, forte, ferme dans l'exécution. Probablement, comme chez Cavour, sa croyance dans l'unité ne fut d'abord qu'un pieux espoir, qui se développa lentement et à mesure que les événements l'encouragèrent. Mais, quels qu'aient pu être ses doutes avant la guerre, les événements des deux derniers mois en avaient fait le fervent disciple des Unitaires, et le traité de Villafranca l'avait poussé à défier les ordres de la France et les menaces autrichiennes.

La Toscane eut comme chef une des plus belles figures de l'histoire de l'Italie moderne. Bettino Ricasoli était un des nobles libéraux qui fondèrent la Société des Georgofils, et se mirent à la tête du mouvement constitutionnel en Toscane en 1847-48, jusqu'à ce que le pouvoir passât aux démocrates. Les débuts de sa carrière politique ne furent ni

brillants ni marqués par des opinions tout à fait solides. Depuis la restauration, il vivait isolé et fier dans ses propriétés, instruisant et exerçant ses paysans, défrichant des terres dans la Maremma, donnant une nouvelle impulsion à la fabrication des vins de Chianti. Il fut réveillé de la mélancolie qui suivit la mort de sa femme en 1852, par le drame qui se déroulait dans le Piémont. Dès 1856, il devint partisan enthousiaste de l'unité, rêvant que l'Italie conquerrait elle-même sa liberté, dédaignant de s'appuyer sur la diplomatie et le concours de l'étranger. A mesure que le programme de Cavour se développa, il reconnut que tout patriote devait s'y rallier, et, quoique l'alliance française fût peu de son goût, il résolut que la Toscane donnerait l'exemple de la discipline et de l'abnégation au nom de l'union. Mais il ne désirait point que l'Italie nouvelle fût un Piémont agrandi. Il n'était pas disposé à abandonner la Toscane, avec sa vieille civilisation, son antique fierté et ses institutions humanitaires, à quelque chose de plus petit que l'Italie. Le futur royaume devrait prendre ce qu'il y avait de mieux dans les lois et les institutions de chaque province, et, avec tout cela, élaborer une meilleure constitution générale, dont la Toscane, avec sa législation civile avancée, fournirait en grande partie le modèle.

Ricasoli descendait d'une ancienne maison féodale, et sa naissance était empreinte dans son caractère. C'était par tous ses instincts un autocrate fier, intrépide, confiant en lui-même, qui « se sentait assez fort pour avoir vécu au douzième siècle » ; il était rude et énergique, et traitait ses fermiers avec une impitoyable rigueur, tout en les civilisant et en les enrichissant ; comme homme d'État, il préférait « travailler par lui-même et avec lui-même », se méfiant des autres et les méprisant, refusant de s'incliner devant le Roi ou le peuple, et, plus tard, comme premier ministre, dédaignant de toucher ses émoluments ou de porter un habit de cour. Mais cet homme, qui était patricien par toutes les fibres de son être, qui n'avait rien des manières libres et faciles de Cavour, était par ses opinions un démocrate sincère, plein du mépris d'un républicain à l'égard des Cours¹, et prêt à travailler avec tous les honnêtes gens,

1. Il avait un attachement théorique aux idées républicaines, mais croyait une République impossible : Gotti, *Ricasoli*, 123.

quelque extrêmes que fussent leurs opinions politiques. Il avait un désir très sincère de servir son pays ; dans sa jeunesse, son ambition avait été « de se donner corps et âme à l'agriculture toscane » ; plus tard, son espoir fut d'aider à rendre l'Italie grande et respectée, prospère et religieuse. A un zèle pour la moralité aussi ardent que celui d'un ascète, il joignait un grand intérêt pratique pour l'agriculture et les chemins de fer, pour tout ce qui touchait le bien-être matériel du peuple. On l'appelait quelquefois « le protestant ». Il répudiait ce nom, mais tout son harnais moral était évangélique et puritain. Ses lettres ressemblaient parfois d'une manière frappante à celles de Cromwell, dont il avait la piété austère, le mélange d'observation intérieure et de résolution dans l'action, l'habitude de faire de la morale sentencieuse mais sincère. A une certaine époque de son existence, il avait voulu être missionnaire, et il aimait à expliquer la Bible à ses paysans dans la grande salle de son château féodal de Brolio. Bien que catholique, il était protestant d'esprit ; il avait un mépris érastien du clergé, était l'ami du protestant Giucciardini, et détestait la cour papale qu'il traitait de « cerueil abominable et pourri ». Mais avec toutes ses opinions démocratiques, il n'était pas homme à devenir un héros populaire. Quoique ses discours et ses circulaires eussent une certaine puissance d'émotion, quoique les hommes le suivissent instinctivement, il n'était probable qu'il devint l'idole d'une nation à la façon de Cavour. C'était un pédant au point de vue du décorum politique, et ses manières froides et cérémonieuses, le peu d'attention qu'il prêtait à ses collègues, son dégoût de tout artifice, en faisaient un chef de parti plus respecté qu'aimé. C'était un homme brave et honorable à l'extrême, qui allait droit à son but sans faiblir, véritable Léonidas des Thermopyles politiques. Mais il avait plus de force de volonté que d'intelligence ; il avait les défauts d'un homme ayant vécu à l'écart : de l'obstination dans les détails, un caractère qui se froissait aisément, une façon particulière d'insister sur sa propre importance. Il pouvait commander, mais non pas discuter et, quand il se trouvait en face d'un adversaire habile, il se réfugiait dans un silence peu persuasif, ou cédait avec une facilité qui contrastait étrangement avec sa force habituelle. Mais dans un poste de commandement, il avait une nature de fer ; si son manque de souplesse,

son respect pédantesque des formes, son incapacité, parfois, à saisir le nœud d'une affaire, le rendaient impropre à la vie parlementaire, ils le rendaient d'autant plus fort, lorsque le but était simple et le danger grand.

Aussitôt après le traité de Villafranca, le gouvernement de Turin télégraphia aux commissaires à Bologne, Florence, Modène et Parme l'ordre d'abandonner leur poste et de revenir. Mais Cavour était décidé à ne pas quitter ses fonctions sans avoir tenté un dernier effort pour sauver son œuvre. A Farini, il télégraphia : « des armes et de l'argent », il dit à d'Azeglio de continuer d'agir sans s'inquiéter du traité de Villafranca, et, avec plus d'hésitation, il conseilla à Ricasoli de rester au pouvoir et de convoquer une assemblée représentative. Le Roi les encouragea à rester fermes : « Si quelqu'un doutait de ma loyauté, dit-il au représentant toscan, je me ferais sauter la cervelle ». Les commissaires étaient hommes à s'élever à la hauteur des circonstances ; Bon Compagni pouvait se retirer, car, en Ricasoli, il laissait un homme meilleur que lui-même ; mais d'Azeglio, qui n'était que depuis quatre jours à Bologne, refusa de revenir avant de laisser, en partant, un gouvernement établi, et une troupe de volontaires pour protéger la frontière contre les Suisses de l'Ombrie ; et Farini partit, sans troupes et sans argent, abandonnant ses fonctions de commissaire pour être nommé le lendemain dictateur à Modène (28 juillet), et bientôt après à Parme. « Je perdrai la vie, déclara-t-il, avant que personne ne me chasse. » « Je suis maître du peuple, télégraphia-t-il à Ricasoli, nous triompherons avec de l'entente, de l'énergie ; et, s'il faut de l'audace, j'en ai. » Ils savaient que, s'ils abandonnaient leurs postes, il resterait peu d'espoir à l'Italie centrale ; il y aurait des désordres, peut-être une lutte inutile, puis une réaction, et toute l'œuvre de l'année précédente serait à recommencer. Le peuple était ferme et les suivait : « L'Italie, disait Farini, n'a pas signé la paix de Villafranca », et ils savaient que pour la détruire, l'Italie centrale les soutiendrait, presque comme un seul homme. Il n'y avait sur ce point aucune divergence entre les Libéraux et les Conservateurs, tandis que l'ami de Ricasoli, le démocrate Dolfi, banquier de Florence¹, improvisait une garde nationale. Ridolfi, jusque-là si indécis, pro-

1. Voir le portrait qu'en fait Martinengo-Cesaresco, *Characters*, 42.

posa une levée en masse, s'il devenait nécessaire de se battre. « Pendant que la diplomatie traite, annonça le gouvernement, l'Italie doit s'armer. » Les efforts des amis du Grand-Duc restèrent sans écho. Des troubles étaient à craindre en Toscane, mais comme l'expression de l'exaspération qu'on ressentait contre l'Empereur et de la crainte que Léopold ne revînt. « Si l'on permet à la Toscane de décider elle-même de son sort, écrivait Ricasoli, je garantis que l'ordre sera parfait. » D'un côté était un peuple résolu, dirigé par des hommes qui n'hésitaient devant aucun danger et décidés à ne céder que devant une force écrasante; de l'autre le ministère de Turin, sans courage ni conviction, ballotté de ci par sa poltronnerie, de là par la honte d'abandonner ce qui faisait l'espoir de la nation. Et, derrière ce ministère, apparaissait celui qui voulait être l'arbitre des nations, dont le grand refus avait posé ce dilemme, plein de projets plus ou moins généreux dans leur conception, mais torturé par le sentiment de son échec et parce qu'il savait que son propre trône reposait sur une base vermoulue, pressant son esprit infatigable de trouver quelque issue à l'aide de la diplomatie tortueuse qu'il affectionnait.

Les quatre États se rapprochèrent aussitôt pour se protéger. Les mercenaires pontificaux, soutenus peut-être par les Napolitains ou les Espagnols¹, pouvaient à tout instant envahir la Romagne, ou bien, venant de la Vénétie, le duc de Modène pouvait franchir le Pô et menacer la capitale.

Il était également nécessaire d'avoir une armée pour réprimer le désordre et éviter qu'aucun trouble ne fournît un prétexte à une intervention. Il y avait déjà 8 000 volontaires sur la frontière de l'Ombrie à La Cattolica; et Farini, avec le consentement de Ricasoli, arrêta les troupes toscanes lorsqu'elles revinrent du théâtre de la guerre, et leur fit garder la ligne du Pô. A l'instigation de d'Azeglio, il proposa de former entre les quatre États une Ligue militaire, et de lever une armée d'au moins 25 000 hommes. Ricasoli et lui hésitèrent pendant un moment à admettre la Romagne et à affaiblir la cause de Modène et de la Toscane en les mêlant à l'épineuse question papale²; mais ils préférèrent courir ce risque plutôt que

1. Correspondance-Villafranca, 46.

2. Ricasoli, *op. cit.* III, 171, 203; Bianchi, *op. cit.*, VIII, 574.

d'abandonner lâchement la province-sœur, et une convention militaire fut signée entre Modène, la Toscane et la Romagne (Parme y adhéra plus tard), quoique les gouvernements contractants eussent grand soin de s'abstenir de tout engagement de défendre la Romagne, si les puissances catholiques intervenaient. Le ministère de Turin, après beaucoup d'hésitations envoya Fanti, le plus capable peut-être des généraux piémontais, pour organiser l'armée de la Ligue, avec Garibaldi comme second.

L'Italie centrale était maintenant à l'abri d'une invasion. Il aurait été évidemment impossible aux forces restreintes de la Ligue de résister longtemps, si l'Autriche avait agi pour rétablir les princes dépossédés. Mais le danger d'une intervention autrichienne fut bientôt écarté. Napoléon vit qu'une restauration était impossible sans la force armée et que, contrairement à ses prévisions, la Toscane elle-même ne voulait pas voir revenir son Grand-Duc. La clause concernant les Ducs, dans les préliminaires de Villafranca, avait à dessein laissé dans le doute la question de savoir si l'on emploierait la force pour les restaurer, et l'Empereur avait, dès le commencement, opposé son veto à toute intervention étrangère. Il fut très content de trouver une excuse pour échapper à ses promesses envers l'Autriche, et de pouvoir alléguer que l'obstination des États du centre lui avait forcé la main. Il songea à réunir un Congrès des puissances et à se réfugier derrière leur verdict pour se délivrer de ses engagements contradictoires. Soutenu par les énergiques protestations de Russell, il fit savoir qu'il ne permettrait pas à l'Autriche d'intervenir soit en Toscane, soit en Romagne ; il avait laissé 50 000 hommes en Lombardie, et il savait que la menace était suffisante pour arrêter l'Autriche qui avait des finances désorganisées et des difficultés intérieures¹.

Rassurés quant aux intentions de l'Empereur, les gouvernements du Centre sentirent qu'ils n'avaient besoin que d'être fermes et de ne pas se laisser effrayer. Protégés par le veto impérial, mis à l'abri d'une intervention de l'Autriche, ils étaient maîtres de leurs destinées. Quelles que pussent être

1. *Riv. stor. del risorg.*, III, 126 ; Poggi, *op. cit.*, III, 163, 167 ; Veroli, *op. et vol. cit.*, 570 ; Kossuth, *op. cit.*, 418 ; Correspondence-Villafranca, 10, 15, 57, 95 ; Capponi, *Lettere*, III, 292 ; Bianchi, *op. cit.*, VIII, 207, 550, 564 ; Ricasoli, *op. cit.*, III, 158, 169.

les théories de l'Empereur sur le sort futur de ces États, ils savaient que tôt ou tard il lui faudrait accepter la situation qu'ils se feraient à eux-mêmes et que l'opinion publique forcerait le gouvernement piémontais à suivre. Il était visiblement de bonne politique pour eux de se compromettre et de le compromettre avec eux. Ils avaient déjà décidé de convoquer une assemblée représentative dans chaque État, et les élections, à suffrage restreint en Toscane et en Romagne, à suffrage universel à Modène et à Parme, avaient partout amené le triomphe des nationaux¹. A l'unanimité (trois députés seulement manquant en Toscane, et un en Romagne) les assemblées prononcèrent la déchéance des anciens gouvernements et l'annexion des États au royaume de Victor-Emmanuel. Les partis avaient disparu; les divisions politiques latentes avaient été contenues d'une façon remarquable; et l'Italie Centrale fit preuve d'une solidarité qui causa l'étonnement et l'admiration de l'Europe.

Restait à voir quel parti prendrait le gouvernement piémontais. Il était reconnu que le cabinet Rattazzi n'était là que provisoirement, comme bouche-trou, jusqu'au retour au pouvoir de Cavour. L'origine de ce cabinet impliquait qu'il devrait respecter les conditions de Villafranca et suivre plus ou moins les instructions de l'Empereur. Mais, quoique, jusqu'à un certain point, ce cabinet représentât l'école piémontaise la plus étroite, Rattazzi avait un peu de foi dans l'unité², et le cabinet ne pouvait abandonner complètement les nationaux. C'est dans cet ordre d'idées que le Roi l'avait nommé; il avait promis « de ne jamais abandonner le peuple qui s'était fié à lui », et ses relations amicales avec Garibaldi montraient son désir de l'employer, un jour, dans de plus grandes circonstances. Ses scrupules touchant les possessions du Pape avaient, semble-t-il, disparu dans la violence des sentiments qu'avait fait naître le traité de Villafranca. Ses ministres ne s'inquiétaient pas des foudres du Pape, mais ils

1. Les chiffres montrant l'importance des votes en Toscane ne concordent pas : Galeotti, *Assemblea*, 9-12, 21; Zobi, *op. cit.*, II, 552; Correspondence-Villafranca, 54-55, 59. Les députés élus avaient de très fortes majorités. Les chiffres que donne Dupanloup (*Souveraineté*, 382) sont inexacts, du moins en ce qui regarde Modène. Un plébiscite à Parme fournit 56 000 votes pour l'annexion et moins de 500 contre. Correspondence-Villafranca, 93.

2. M^{me} Rattazzi, *Rattazzi*, I, 338.

n'osaient s'aliéner l'Empereur. Ils savaient combien il leur était difficile de se débarrasser de l'allié qui s'était si étroitement attaché à eux et que, si l'Italie centrale était annexée, il insisterait pour qu'on lui donnât la Savoie comme compensation; et Rattazzi lui-même savait, qu'avec la Savoie, il faudrait aussi se séparer de Nice. Il y avait aussi le danger réel que, si l'Empereur était irrité, il ne retirât ses troupes et sa protection pour le cas d'une intervention, et que le Piémont ne demeurât seul pour engager une lutte terrible avec l'Autriche. Des hommes plus hardis auraient accepté le premier danger et affronté le second, sachant combien impotente était l'Autriche, combien il était improbable que Napoléon laissât écraser l'Italie par sa vieille ennemie. Mais quoique Rattazzi eût peut-être suivi une ligne de conduite plus hardie, et fût prêt à abandonner la Savoie si l'on pouvait sauver Nice¹, ses collègues n'osèrent affronter la possibilité d'une écrasante défaite et les clameurs qui les salueraient s'ils sacrifiaient le berceau de la famille royale et la patrie de Garibaldi. En hommes faibles qu'ils étaient, ils adoptèrent un moyen terme, attendant le bon plaisir de l'Empereur, mais refusant de se compromettre en prenant part à ses projets et se fiant au hasard pour trouver une solution. Dès le début, cependant, ils refusèrent d'accepter le principe d'une fédération, espérant qu'au Congrès des Puissances qui, assurait-on, se réunirait sous peu, ils obtiendraient la sanction de l'Europe pour les votes d'annexion. Si Naples envoyait des troupes dans l'Italie centrale, ils se battraient; mais ils ne voulaient pas aller plus loin que cela sans l'assentiment de l'Empereur². Avant que les députations des quatre assemblées ne fussent arrivées à Turin, ils firent sonder les désirs de Napoléon (28 août).

Quoique l'Empereur se fût déclaré contre toute intervention, quoiqu'il se fût réconcilié avec l'idée d'une annexion de Parme et peut-être de Modène, quoiqu'il y eût des moments où il était disposé à laisser l'Italie agir à son gré, sa politique l'empêchait en somme de permettre au Piémont de prendre soit la Romagne, soit la Toscane. Ce n'était pas seulement

1. Cavour, *Lettere*, IV, 255.

2. Bonfadini, *Arese*, 202-203; Bianchi, *op. cit.*, VIII, 171, 546; Ricasoli, *op. cit.*, III, 170; Poggi, *op. cit.*, I, 142; III, 105; Castelli, *Carteggio*, I, 203, 211; M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, I, 434. Ricasoli, *op. cit.*, III, 240, est inexact.

la crainte des catholiques français qui l'influençaient. Toute la politique traditionnelle de la France s'opposait à la constitution d'un puissant royaume italien qui, comme il le prévoyait lui-même, pourrait un jour entrer dans une coalition anti-française. Une fédération d'États constitutionnels n'offrait pas un pareil danger, et espérait-il, elle l'acquitterait de ses promesses envers les Italiens ; quoique l'Italie et l'Autriche conspirassent pour le rendre impossible, il avait encore la fierté de l'auteur au sujet de son projet sans espoir. Son engagement, à Villafranca, de provoquer des réformes dans les États du Pape, était un engagement tacite d'éluder ses promesses envers les Romagnais ; et il promit de nouveau et sérieusement au Pape et aux cléricaux de ne souffrir aucune atteinte au Pouvoir Temporel. Mais il espéra gagner Pie à quelque projet d'autonomie pour la Romagne, qui conserverait au Pontife sa suzeraineté tout en satisfaisant les nationaux, s'imaginant en vain qu'en lui promettant qu'il serait chef de la Fédération, il déciderait Pie à faire cette concession¹. Peut-être, s'il se sentait assez fort pour rompre avec le Pape, la Romagne, les Marches et peut-être l'Ombrie pourraient plus tard se joindre à un royaume de l'Italie centrale. Mais du moins il ne voulait permettre aucune annexion, pas même celle de la Romagne ; et il était même encore plus opposé à ce que le Piémont prit la Toscane, sachant que l'extension du royaume de Victor-Emmanuel de l'autre côté des Apennins entraînerait tôt ou tard l'unité de l'Italie et que, par suite, la question romaine serait agitée d'une façon plus inquiétante encore. Il avait, il est vrai, abandonné tout espoir de faire monter le prince Napoléon sur le trône de Toscane ; mais, soit qu'il revint au Grand-Duc, ou qu'il allât à un prince de la maison de Savoie ou au jeune Duc de Parme, de toute façon il voulait le soustraire à l'autorité du roi de Piémont². Sans doute ses plans changeaient constamment, suivant son impression du moment. Beaucoup dépendait de savoir s'il pourrait défier les cléricaux français et duper ses propres ministres ; beaucoup dépendait de l'attitude de l'Angleterre, et plus encore de l'humeur des Italiens. Pour le moment du moins, il se cram-

1. Veroli, *op. et vol. cit.*, 570 ; Bianchi, *op. cit.*, VIII, 599 ; *Affaires étrangères* 1860, 87.

2. Poggi, *op. cit.*, I, 184 ; III, 88, 95 ; Veroli, *loc. cit.*

ponna à son projet de fédération et, quand le message de Turin lui parvint, il opposa promptement son veto à l'annexion. Au moment où la députation toscane¹ arriva devant le Roi (3 septembre), le gouvernement de Turin avait donc décidé de ne pas accepter. On mit dans la bouche du Roi une réponse évasive ; mais, dans une conversation privée, il encouragea les députés à lire entre les lignes, et à agir et à parler comme si l'union était accomplie.

1. Son porte-parole était Ugolino della Gherardésca, descendant de l'Ugolin de la « Tour de la faim ». Verdi était membre de la députation parmesane.

CHAPITRE XXIX

L'ANNEXION DU CENTRE

Septembre 1859-Avril 1860

L'Italie centrale tient bon ; Farini projette une ligue politique ; « Piémontisant » ; la question de la régence ; Napoléon III en octobre ; le Piémont et la Régence. Les démocrates ; plans pour attaquer l'Ombrie ; Garibaldi rappelé. Élection du Régent ; le compromis Bon Compagni. Napoléon III et le Congrès ; politique anglaise ; « LE PAPE ET LE CONGRÈS ». Cavour et le ministère ; les comités libres ; Rattazzi se retire ; CAVOUR, PREMIER MINISTRE. SAVOIE ET NICE ; Cavour, Napoléon III et l'Angleterre ; les traités de cession ; les plébiscites pour l'ANNEXION. Le Parlement italien.

Il était impossible que l'Italie centrale fût pleinement satisfaite de la réponse du Roi. Elle consentit, il est vrai, à accepter son assurance et celle de Cavour, qu'on ne pouvait oser davantage pour le moment. Mais, tandis que le gouvernement de Turin pouvait avoir à tenir compte des difficultés diplomatiques et à éviter une rupture avec l'Empereur, Ricasoli et Farini pouvaient hardiment négliger ses instructions. Ils interprétèrent les paroles du Roi dans leur sens le plus large, et déclarèrent que Victor-Émmanuel était « Roi par droit d'élection et par son propre consentement ». En attendant, on pouvait faire beaucoup pour préparer le jour où l'union serait une réalité. L'armée de la Ligue comptait maintenant 45 000 hommes. A l'exception d'une légère agitation parmi les paysans des environs de Ferrare, un ordre complet régnait. La Toscane, si en retard lorsqu'il s'agissait d'agir, montrait qu'elle possédait de belles qualités de patience et de persévérance. Toutes les intrigues industrieusement mises en train par les partisans des princes dépossédés, ne troublaient pas le gouvernement de Ricasoli et de Farini. Ricasoli était dictateur de fait sinon de nom. Il avait conquis le peuple par

sa fermeté, son franc-parler, son refus d'envelopper sa politique de mystère ; et le peuple se plaignit à peine de la prorogation indéfinie de l'assemblée et des restrictions qu'il apporta à la liberté de la presse. Farini apporta des réformes à Modène et à Parme avec une ardeur fébrile ; il purgea l'administration civile, expulsa les Jésuites, affranchit les Juifs, introduisit le code commercial piémontais. A Bologne, d'Azeglio avait été remplacé par Cipriani, le commandant de Livourne en 1848, qui devait sa nomination à sa vieille amitié avec l'Empereur ; et, quoique sa rigoureuse administration causât beaucoup d'irritation, on la tint secrète afin d'éviter d'affaiblir l'autorité du gouvernement.

La politique de Farini consista à grouper les États du centre en leur donnant un gouvernement plus ou moins commun et en unifiant leurs lois avec celles du Piémont, de façon que, lorsque Victor-Emmanuel prendrait vraiment en main les rênes du gouvernement, il trouvât la réunion des anciennes et des nouvelles provinces virtuellement accomplie. Il se proposait de greffer sur la Ligue militaire existante un seul État politique qui, sans supprimer les quatre gouvernements existants, serait le symbole de leur solidarité et une sauvegarde contre la discorde. Le gouvernement de Bologne appuya ce projet pour des raisons qui lui étaient spéciales, espérant qu'il empêcherait la séparation du sort de la Romagne de celui des autres États. Ricasoli fit des objections, craignant qu'une union des quatre États n'encourageât les partisans d'un royaume de l'Italie centrale. Il sentait comme Cavour, et pour la même raison, que la Ligue pourrait devenir plutôt un obstacle qu'une aide à l'union avec le Piémont ; et il craignait encore de compliquer le sort de la Toscane en l'unissant à celui de la Romagne. Il est très contestable, cependant, que, quelque dangereuse que fût la mesure diplomatique pour un État du centre, l'adoption du plan modéré de Farini eût augmenté le danger ; et l'opposition de Ricasoli était probablement due en partie à sa jalousie croissante du dictateur de Modène, en partie aussi à sa conviction que la fusion entraînerait bientôt l'adoption de la loi piémontaise par tous les États. Farini l'introduisit graduellement, même dans des pays tels que Parme où la loi indigène était sur bien des points plus avancée. En Toscane, les démocrates et une partie du cabinet, encouragés par Rattazzi, essayèrent de « Piémontiser » les institutions

locales. Ricasoli parvint à leur résister. Ce n'est pas qu'il voulût retarder les réformes. Il fit faire de grands progrès pratiques à l'industrie et à l'administration, et Ridolfi essaya de faire de Florence le centre enseignant et artistique du nouveau royaume¹. Mais les réformes, alléguait-il, ne devaient pas s'effectuer nécessairement dans le même sens que celles du Piémont. L'unité, pour Ricasoli, signifiait toute autre chose qu'une docile acceptation des lois et des institutions piémontaises. Il consentit cependant, mais pas de très bonne grâce, à accepter le système monétaire du Piémont, à abolir les douanes et les passeports et à former une union postale. Vers le milieu d'octobre, la fusion économique de l'Italie septentrionale avec l'Italie centrale était un fait accompli.

Mais toute cette question était infiniment moins importante pour Ricasoli que celle de l'annexion. Quelle qu'ait pu être leur divergence d'opinions sur d'autres points, Farini et lui étaient d'accord pour refuser absolument de s'incliner devant toute pression étrangère. En fait, il n'était pas besoin d'être très perspicace pour voir que l'Empereur devrait ultérieurement en référer à eux et que même il ne serait pas fâché, peut-être, d'avoir de nouveau la main forcée. Il avait fait comprendre que les diatribes de Walewski dans le *Moniteur* n'avaient d'autre but que de tromper les diplomates. Ses vues sur la Toscane se modifièrent rapidement, et, à la fin de septembre, il envoya un message secret, insistant auprès des quatre gouvernements pour qu'ils maintinssent avec fermeté leur indépendance (28 septembre)². Le lendemain, il fut secrètement convenu entre eux que, si le Roi ne voulait pas accepter la souveraineté directe, les Assemblées seraient convoquées, et que son cousin, le prince de Carignano, serait élu Régent. Depuis ce moment, on jura fidélité « au Roi élu », les pièces de monnaie furent frappées à son effigie, les actes du gouvernement furent précédés de son nom. Le dernier jour de septembre, le drapeau piémontais flotta sur le Palazzo Vecchio.

Mais l'Empereur, tristement embarrassé, était loin de se

1. 500 000 lire furent employées à encourager les sculpteurs et les peintres d'histoire. Le Bargello fut transformé en musée national. La restauration de San Lorenzo fut décidée.

2. Ricasoli, *Lettere*, III, 361 ; mais il est très difficile de faire accorder cela avec Cavour, *Lettere*, VI, 451-452.

faire à l'idée d'une annexion. Son message n'avait été que l'expression de son humeur passagère et toujours changeante. Il espérait encore un peu pouvoir décider le Pape à accorder l'autonomie à la Romagne et à nommer Victor-Emmanuel son Vicaire¹. Il promit que Parme passerait au Piémont ; mais, quoiqu'il répêât qu'il garantirait l'Italie contre une intervention autrichienne, il déclara à une députation florentine que leur ville devrait accepter le fils de Ferdinand (15 octobre). La députation lui répondit hardiment que la Toscane ne reprendrait jamais les princes lorrains, et l'avertit que, si les Italiens perdaient la confiance qu'ils avaient dans ses intentions, ils étendraient la révolte à Naples et à la Sicile. La menace fit son effet ; mais il s'irrita des critiques amères de la presse de Turin, et de ce que Rattazzi usait de répression contre les journaux séparatistes de la Savoie ; ses engagements envers Vienne lui pesaient terriblement, et il espérait que le Congrès le débarrasserait de toute la responsabilité. Peut-être eût-il été content que Rattazzi le défiât, car l'indécision ne réussissait qu'à le contrarier² ; et il se cramponna encore à son idée de fédération, comme étant l'heureuse *via media* qui satisferait tout le monde. Quelques jours plus tard (20 octobre) il écrivit au Roi une lettre ouverte, insistant vivement sur ses idées fédéralistes, et opposant de nouveau son veto à l'annexion. Si le Piémont acceptait ses conditions, il offrait de réclamer l'autonomie pour la Vénétie et de forcer l'Autriche à faire de Mantoue et de Peschiera des forteresses fédérales.

Le ministère de Turin, ballotté de droite et de gauche suivant que le vent soufflait de Paris ou de Florence, était devenu l'objet du mépris universel. Rattazzi, piqué par la crainte d'être accusé de lâcheté, aurait, semble-t-il, approuvé le projet qui faisait régenter le prince de Carignano³. Mais ses collègues n'étaient pas encore disposés à risquer une rupture avec la France, et, au fond de leurs cœurs, peut-être ne sympathisaient-ils pas avec une réforme qui promettait de faire disparaître le Piémont dans l'Italie. Ils s'étaient encore soumis à l'Empereur en lui envoyant Dabormida, le ministre

1. Correspondence-Villafranca, 148 ; Viel-Castel, *Mémoires*, V, 187.

2. Castelli, *Carteggio*, I, 230-231.

3. Ricasoli, *op. cit.*, III, 370, 431 ; Correspondence-Villafranca, 175 ; Castelli, *op. cit.*, I, 220.

des affaires étrangères, s'attirant le reproche de d'Azeglio que, « sur un point d'honneur, il n'était pas d'un Piémontais de demander des conseils ». Et, quoiqu'en réponse à la lettre de l'Empereur, ils eussent encore répudié l'idée d'une fédération, ils laissèrent la question d'annexion se poursuivre en conservant une inaction presque absolue.

Même les plus patients commencèrent à désespérer d'eux. Alors que des hommes du caractère de d'Azeglio et de Minghetti voulaient leur forcer la main, il n'est pas très étonnant que les ultra-démocrates dont les soupçons avaient disparu sous l'enthousiasme de l'année précédente, eussent retrouvé leurs anciennes défiances à l'égard du mouvement royaliste. Mazzini avait été peu sagement et peu généreusement exclu de l'amnistie accordée au commencement de la guerre aux condamnés politiques. Après le traité de Villafranca, il était venu à Florence, où Ricasoli lui permit de séjourner s'il lui donnait sa parole que sa présence y resterait inconnue. Mazzini consentit, en faisant ses réserves ordinaires, à appuyer Victor-Emmanuel. Réclamer une république à ce moment-là, il l'avouait, affaiblirait le parti national, qui était acquis au Roi, sans que cela servît son propre parti. Mais il s'exagéra le danger d'un royaume napoléonien dans le centre, et il espéra précipiter l'annexion par un mouvement en avant. Il envoya Crispi fomenteur la révolte en Sicile et insista pour qu'on reprit Pérouse, ce qui, croyait-il, étendrait l'insurrection dans l'Ombrie et les Marches jusqu'aux Abruzzes et prendrait les Bourbons entre deux feux. Si l'unité italienne était complète avant la réunion du Congrès, il était certain que le Congrès sanctionnerait le fait établi.

Indépendamment de lui, La Farina et la Société nationale étendaient leurs comités par toute la Romagne, et, traversant la frontière, jusque dans l'Ombrie et les Marches, recueillant des armes et préparant un soulèvement dans les provinces asservies. Une explosion sur la frontière était imminente; si les Ombriens se révoltaient, il serait impossible d'empêcher les patriotes de la Romagne d'aller à leur secours; ou bien les troupes papales pourraient envahir la Romagne dans laquelle elles pouvaient compter sur quelques sympathies chez les paysans. Si violente était la réaction contre la politique boiteuse de Turin, si intense le désir de forcer le pas, que des hommes qui avaient peu de points communs avec les démocrates

furent aussi entraînés. Sans consulter Ricasoli¹, Farini et Fanti firent avancer les troupes toscanes et modènaïses jusqu'à la frontière et les placèrent sous le commandement de Garibaldi, lui donnant ordre de repousser tout assaillant et de le poursuivre au delà de la frontière; ou bien, si une révolte éclatait dans les Marches ou l'Ombrie, de se porter à son secours. Garibaldi venait d'ouvrir une souscription afin d'acquérir un million de fusils pour l'armement national²; dans une correspondance suivie avec les comités de La Farina, et probablement avec le Roi, il ne fit pas secret de l'invasion projetée; et, par ses proclamations, il maintint l'opinion publique dans un état d'agitation fiévreuse. Ricasoli fut effrayé et irrité de ces nouvelles; il n'y avait pas là seulement de la colère pour l'action déloyale de Farini, mais de la crainte que cette manœuvre inconsidérée ne compliquât les annexions d'une péripétie qui rendrait l'Europe catholique terriblement hostile et forcerait l'Empereur à révoquer sa promesse de garantir l'indépendance italienne. Cipriani et lui ordonnèrent à Fanti de rappeler ses troupes de la frontière et, lorsque Fanti et Farini les défièrent, il supplia le gouvernement de Turin de sauver la situation. Le ministère, probablement alarmé par les messages envoyés de Paris, aurait été jusqu'à dissoudre la Lige militaire et à licencier la moitié des troupes. Mais, bien que Ricasoli lui-même hésitât un moment, il reconnut bientôt la folie de ce projet, et sa vive opposition l'anéantit³. Le Roi entra alors en scène; très probablement, il y avait une entente secrète entre lui et Garibaldi⁴; mais il était arrivé à rendre compte du danger, et il appela Garibaldi à Turin (29 octobre), tandis qu'avec une sagesse plus douteuse, il forçait Fanti à abandonner son poste. Fanti obéit de suite; Garibaldi vint à Turin; mais la profonde affection que Victor-Emmanuel avait pour lui, ou un désir commun de forcer le pas, semble avoir empêché le Roi de contraindre à l'obéissance son impatient général. Garibaldi refusa de promettre qu'il ne

1. Cipriani semble avoir hésité à aider Farini : Finali, *Contemporanei*, 78-80. Pour les relations de Farini avec Mazzini, voir Pianciani, *Dell'andamento*, 28-29.

2. Melena, *Garibaldi*, 95, 97; Spaventa, *Dal 1848*, 265.

3. Finali, *op. cit.*, 78-80, 291.

4. Mazzini, *Opere*, XI, 111; Ricasoli, *Lettere*, V, 57; Mario, *Bertani*, I, 401-402; Melena, *Garibaldi*, 73.

passerait pas la frontière, pour la raison qu'il s'était engagé à aider l'insurrection, si elle éclatait, tout en entreprenant de pacifier les Marches¹. De retour à Rimini, espérant sans doute que la démission de Fanti lui vaudrait à lui-même le commandement suprême, il jeta cette promesse au vent et activa les préparatifs d'une invasion, tandis que ses agents ranimaient dans les Marches les tisons révolutionnaires. Cependant, l'Assemblée de Bologne força Cipriani à se retirer et conféra la dictature à Farini, qui réunit de suite la Romagne et les Duchés sous le nom d'Emilie². On persuada Fanti de revenir sur sa décision, et le parti avancé sembla triompher. Mais Farini et Fanti avaient désillé les yeux et montré le risque terrible que faisait courir cette politique; des plaintes et des protestations pleuvaient de toutes les Cours d'Europe; Cavour usa de toute son influence contre le projet, et les Ombriniens ne se montrèrent pas disposés à la révolte. Fanti et Farini décidèrent d'empêcher l'invasion; ils appelèrent Garibaldi à Bologne et lui arrachèrent la promesse d'abandonner son projet (12 novembre). Mais de nouveau les hommes extrêmes qui l'entouraient agirent sur ses soupçons; un faux télégramme annonçant que l'insurrection avait éclaté fit son œuvre, et deux heures après sa promesse à Fanti, il ordonnait à ses troupes de passer la frontière. Fanti leur envoya un contre-ordre péremptoire, et, ce qui montra combien Garibaldi s'était discrédité, elles n'essayèrent pas de désobéir. Garibaldi furieux se rendit en toute hâte à Bologne et exigea que Fanti et Farini donnassent leur démission, le laissant dictateur civil et militaire. Ils refusèrent indignés, et Garibaldi, n'ayant pas le pouvoir de leur résister, fut deux jours plus tard mandé de nouveau à Turin, où le Roi lui persuada d'abandonner son commandement et de se retirer dans la vie privée (16 novembre).

Il peut sembler étrange qu'un mouvement qui avait pour but d'atteindre un objet si cher aux patriotes et qui, une année plus tard, devait si pleinement réussir, n'ait rencontré à ce moment qu'une réprobation générale. Mais le peuple sentait

1. J'ajoute plutôt foi au compte rendu de Minghetti dans Ricasoli, *op. cit.*, III, 493-494, qu'à *Ib.*, IV, 12, et à Guerzoni, *Garibaldi*, I, 495-496. Voir aussi Ricasoli, *op. cit.*, III, 475; Garibaldi, *Memorie*, 324-325; Correspondance-Villafranca, 175.

2. Ainsi appelée, naturellement, à cause de la *Via Emilia*.

qu'il était inopportun ; alors que les destinées de la Toscane et de l'Émilie n'étaient pas encore réglées, il était de la plus haute imprudence de compliquer la question en la mêlant à celle encore plus épineuse des territoires qui restaient au Pape. Si Garibaldi s'était avancé, il aurait trouvé devant lui les forces combinées de Rome et de Naples ; et, si l'Autriche avait cédé à la tentation d'intervenir, il aurait été pris dans une trappe d'où il n'eût pu s'échapper. L'Empereur n'aurait pu user de son influence pour protéger une invasion, et Rattazzi aurait presque certainement abandonné Garibaldi à son sort. Le charme de cette manœuvre disparut pour ne laisser paraître que la déloyauté de Farini et les changements brusques et déshonnêtes de Garibaldi. Bien qu'il fût très blessé de la désertion de Farini et de Fanti, les torts étaient plus grands de son côté, et il n'avait à s'en prendre qu'à lui-même s'il s'était aliéné des hommes tels que La Farina, dont la confiance en Garibaldi avait été étouffée par l'aversion que lui inspirait son manque complet d'empire sur lui-même¹.

L'épisode de Garibaldi n'était cependant, comme l'affirma Ricasoli, qu'une affaire secondaire. Mais il montra d'une façon convaincante le danger de la désorganisation. L'état de choses provisoire engendrait toutes sortes de périls ; le parti avancé put de nouveau lever la tête ; le meurtre d'Anviti à Parme², sa mutilation par la populace, le peu de fermeté que Farini avait mise à punir ce crime, avaient aggravé d'une façon exagérée le sentiment du défaut de sécurité ; il y eut une petite conspiration réactionnaire en Toscane ; et les troupes papales et napolitaines pouvaient attaquer à tout moment. Pour Ricasoli, le point vital était de compromettre le gouvernement de Turin en complétant le projet avorté du mois précédent et en faisant nommer régent le prince de Carignano. Il crut voir, dans les troubles soulevés par Garibaldi, l'occasion qu'il cherchait. Neri Corsini, qui était son

1. Pour l'incident en général, voir Ricasoli, *op. cit.*, III, 228, 349 ; Carandini, *Fanti*, 286-294 ; Guerzoni, *op. cit.*, I, 493-504 ; Pallavicino, *Memorie*, III, 547, 560 ; La Farina, *Epistolario*, II, 210, 256, 431 ; Cavour, *Lettere*, III, cclv ; Badiali, *Farini*, 221 ; Mazzini, *Opere*, X, xciii-cii, cxxii ; Id., *Ad A. Gianelli*, 123 ; Mario, *Bertani*, I, 401-412 ; Castelli, *op. cit.*, I, 235 ; Oddo, *I mille*, I, 121 ; Poggi, *Memorie*, I, 349 ; *Lettere ad A. Pannizi*, 372, et les auteurs cités ci-dessus.

2. L'assassinat politique était traditionnel à Parme.

agent à Londres, télégraphia que Lord John Russell était favorable à une régence, et que l'Empereur, désirant par-dessus tout obtenir l'alliance anglaise, levait son veto (27 octobre). Le message de Corsini était, comme on le vit bientôt, une erreur; Russell s'était bien prononcé en faveur de la régence au cours d'une conversation avec Panizzi, mais Palmerston avait jugé qu'elle était prématurée, et l'Empereur s'y opposait encore¹. Ricasoli et Farini décidèrent, malgré tout, d'agir selon l'esprit du télégramme, et ils se virent encouragés par le Roi et Cavour. Le 7 novembre, les quatre assemblées se réunirent et élirent le régent par des votes qui ne furent rien moins qu'unanimes.

Le ministère piémontais avait tout fait pour empêcher l'élection; ayant échoué, il insista pour qu'on demandât conseil à Napoléon, et l'Empereur envoya un message rempli d'expressions violentes, où il déclarait que, si le Roi permettait à Carignano d'accepter la régence, le Congrès ne se réunirait pas, et que le Piémont aurait à supporter les conséquences de cette provocation à l'égard de l'Autriche. C'était une simple rodomontade de sa part², mais Rattazzi ne le savait pas, et l'Autriche avait menacé, si un seul soldat piémontais pénétrait dans les États du centre, de faire de cet acte un *casus belli*. Les ministres auraient peut-être refusé de céder s'ils avaient pu s'assurer le concours de l'Angleterre³; mais celui-ci ne vint pas, et, à leur habitude, ils essayèrent de trouver une demi-mesure. A l'instigation de Cavour, ils décidèrent que Carignano, tout en refusant la régence, déléguerait Bon Compagni au gouvernement suprême de l'Émilie et de la Toscane; puis, déterminés, ils annoncèrent cette décision à Napoléon comme un fait accompli; et, voyant que ses menaces n'avaient pas d'effet, l'Empereur accepta de bonne grâce la situation. Mais Ricasoli ne l'admit point; il lui fallait « le prince ou rien », et il se vanta avec hauteur que « la Toscane était entre ses mains et que lui seul pouvait juger de ce qui était nécessaire. » Il était irrité de toute son âme contre cette conduite rampante envers l'Empereur; sauf pour un prince de Savoie, il ne voulait pas abandonner la moindre

1. Poggi, *op. cit.*, I, 348, 350; Ricasoli, *op. cit.*, III, 475, 483, 492, 501.
 2. Correspondence-Villafranca, 200.
 3. Walpole, *Russell*, II, 314.

parcelle de son pouvoir, ni lier ses mains puissantes qui seules, croyait-il, pouvaient maintenir l'ordre. Il ne voulut accepter Bon Compagni qu'à une seule condition : comme vice-régent du prince. Son entêtement mal placé mit le gouvernement dans un dilemme ; mais il apaisa Ricasoli en offrant de rendre le pouvoir de Bon Compagni nominal ; et enfin (3 décembre), le Roi l'amena à un compromis suivant lequel Bon Compagni fut nommé gouverneur général des deux États, avec un contrôle simplement nominal sur leur administration. A Florence, le nouveau gouverneur se vit tout à fait laissé de côté par le ministère et, après un peu plus d'un mois, abandonna une situation intolérable.

L'élection du Régent manqua donc son but ; et elle laissa les choses à peu près dans le même état qu'auparavant. Mais toute l'affaire embrouillée commença à se démêler sous la volonté de l'arbitre impérial. Il arrivait lentement à la conviction que, non seulement les princes ne pouvaient être restaurés, mais qu'une fédération était impossible, et que la force seule contraindrait les États du centre à abandonner leur projet d'annexion. L'Autriche, malgré ses menaces, était trop faible pour intervenir, et même si elle en avait eu la force, l'Empereur n'aurait pu permettre que son influence redevînt prépondérante dans la Péninsule. L'instabilité dans laquelle on se trouvait alors pouvait, comme la députation toscane l'en avait averti, mettre le feu aux poudres, et le mouvement unitaire s'étendrait d'autant plus vite vers le sud ; ou bien l'Italie deviendrait un foyer de révolution qui pourrait engendrer un nouvel Orsini, ou étendre la contagion à la France. La paix avait été signée à Zurich (11 novembre) et elle lui laissait les mains plus libres envers l'Autriche. Un plébiscite de l'Italie centrale favorable à l'annexion le dégagerait de toutes ses obligations envers elle, en prouvant qu'il n'y avait pas d'autre solution possible. Mais si la politique traditionnelle de la France était abandonnée, et que l'Italie devînt un État de premier ordre, la France devrait avoir une compensation dans la possibilité d'éloigner ses frontières. La Savoie et Nice seraient le prix de l'Italie centrale. Il se sentait plus fort pour défier les cléricaux ; il désirait sortir de sa fausse position à Rome ; la Romagne devait passer à un gouvernement assez fort et assez libéral pour la protéger de l'anarchie ; Victor-Emmanuel pourrait même envoyer des

troupes à Rome, si des désordres se produisaient lorsque les Français seraient partis¹.

Son changement de position rendait nécessaire un changement complet de politique. Jusque-là il avait usé de toute son influence sur l'Angleterre pour assurer la réunion du Congrès. Mais un Congrès serait fatal à ses nouveaux plans; il n'osait avouer ses desseins sur la Savoie et Nice, et les autres puissances catholiques, il le savait, ne consentiraient jamais à ce qu'on réduisît les États du Pape. Il lui fallait donc rendre le Congrès impossible, et s'en remettre à l'alliance anglaise pour le soutenir dans une politique antipapale. C'était jouer gros jeu, car il devait savoir que, s'il avouait ses desseins sur la Savoie, il s'aliénerait l'Angleterre; mais ils pouvaient être gardés secrets pour un moment, et, pendant ce temps, l'alliance ferait son œuvre. Tout en permettant encore, pendant un mois, à Walewski, de parler de rendre la Toscane au Grand-Duc, il sonda le gouvernement anglais (22 novembre) pour savoir s'il consentirait, avec lui, à laisser le jeune fils de Victor-Emmanuel, le duc de Gènes, être régent au nom de son père, en Toscane et en Romagne.

La politique italienne du cabinet Palmerston avait trois objets en vue: satisfaire les aspirations italiennes en expulsant l'Autriche; faire cesser l'influence française en Italie; affaiblir ou détruire le pouvoir temporel. Lord John Russell avait exprimé son indignation « qu'on disposât des Toscans et des Modénais comme s'ils étaient autant de tonneaux de beurre »; il avait implicitement encouragé les Toscans à repousser Léopold, et avait plaidé à Paris la cause de l'annexion. Quoique Walewski répondit en menaçant de chercher une compensation dans la Savoie, et que la cour d'Angleterre, toujours nerveusement effrayée de l'ambition de Napoléon, essayât de tenir le cabinet en échec², à la fin d'octobre, Russell avait pu consentir au Congrès, et ne cachait pas son intention de s'en servir comme d'un écran pour les projets italiens. Mais, tandis qu'il insistait pour qu'avant la réunion du Congrès, les puissances renonçassent solennellement à toute idée d'intervention armée, l'Autriche se déclara ouvertement pour la restauration, et la Russie et la Prusse

1. Castelli, *op. cit.*, I, 237.

2. Martin, *Prince Consort*, IV, 487, 489; Walpole, *op. cit.*, II, 312-314.

parurent disposées à suivre son exemple. L'improbabilité que le Congrès pût élaborer un projet acceptable pour toutes les puissances encouragea sans doute Napoléon à donner le coup de mort à ce projet sans espoir.

Un peu avant Noël, un pamphlet anonyme parut à Paris sous le titre : *Le Pape et le Congrès*. Comme son compagnon du mois de janvier précédent, il était écrit par La Guéronnière, et on ne faisait aucun secret de la source à laquelle il avait puisé son inspiration. Le point principal de ce pamphlet était de réclamer une réduction des territoires pontificaux. Il affectait de vouloir obtenir du Congrès qu'il garantît le pouvoir temporel ; mais, plus les États du Pape seraient petits, plus grande, affirmait-il, serait l'autorité spirituelle du Pontife, et la France ne pouvait permettre qu'elle-même ou l'Autriche détruisît la séparation *de facto* de la Romagne. Quoique le pamphlet évitât toute allusion aux Marches et à l'Ombrie, il suggérait que l'Europe devait se borner à garantir Rome et la Comarea. Il était clair que les hésitations de l'Empereur, du moins en ce qui concernait la Romagne, avaient pris fin ; le dernier jour de l'année, il écrivit au Pape en lui reprochant d'avoir repoussé le projet d'autonomie, et en lui disant qu'il avait ainsi rendu inévitable la séparation de la Romagne. Il hâta le traité de commerce avec l'Angleterre ; puis, congédiant Walewski, dont le passage au ministère des affaires étrangères n'avait été qu'une longue lutte pour arrêter l'Empereur, il nomma à sa place Thouvenel qui était anticlérical et partisan de l'alliance anglaise (4 janvier 1860). La nouvelle politique atteignit de suite son premier objet. Les invitations au Congrès avaient été envoyées, et la brochure en parlait comme s'il eût été sur le point de se réunir. Mais l'Empereur savait que le résultat inévitable de la sensation produite par le pamphlet serait de rendre le Congrès impossible. L'Autriche demanda s'il avait l'intention de se faire le défenseur des principes exprimés dans le pamphlet, et, apprenant que telle était son intention, elle se retira aussitôt.

Aussi bien en Italie qu'à Paris, on avait accéléré l'allure. Quinze jours après le refus de l'Autriche de faire partie du Congrès, Cavour était de nouveau premier ministre. Ses relations avec le cabinet Rattazzi s'étaient progressivement tendues. « Dans des temps comme ceux que nous traversons,

écrivait-il à La Marmora, les États et leurs chefs sont perdus, s'ils ne sont audacieux ». Il était malade, irritable et injuste, prêt à s'imaginer qu'on lui manquait d'égards alors qu'on n'y songeait aucunement, et l'espèce de pouvoir indépendant qu'il exerça de sa retraite de Léri ne fit qu'augmenter les difficultés du gouvernement. Cependant sa critique était juste, en somme, et son hostilité croissante ne faisait que réfléchir le dégoût général qu'inspiraient les « ignobles valets » rampants devant l'Empereur et si tièdes pour la cause nationale. Leur « fabuleuse impopularité » fut augmentée par le mécontentement causé par les réformes profondes et malheureuses que Rattazzi, se servant des pouvoirs temporaires de dictateur confiés au Roi, introduisit en Lombardie. Rattazzi avait toujours plus ou moins représenté le parti qui cherchait à modeler l'Italie sur le Piémont ; et, quelque grand que fût le besoin de réformes, ses « lois organiques » hâtives et mal digérées suscitaient des critiques. Il était certain que, quand la Chambre se réunirait, le ministère tomberait de suite ; ou bien que, si Cavour était envoyé au Congrès pour représenter le Piémont, il reviendrait avec un prestige qui rendrait inévitable sa rentrée aux affaires. Ses amis réunirent leurs forces pour assurer sa nomination, attaquant violemment et injustement les ministres qui, avec un admirable oubli de tout esprit de parti, voulaient précisément le nommer. Il est maintenant certain que le retard mystérieux apporté à sa rentrée aux affaires, et qui excita la colère et les soupçons du pays, fut dû à l'aversion qu'avait le Roi de le voir revenir au pouvoir¹. Il n'avait jamais pardonné à Cavour d'avoir essayé de le séparer de sa maîtresse, et, longtemps avant la guerre, il s'était lassé de son impérieux premier ministre ; pendant la campagne, il avait montré une préférence marquée pour Rattazzi, et il ne pouvait oublier le langage de Cavour après le traité de Villafranca. Il semble avoir espéré échapper à l'obligation de rappeler jamais aux affaires son grand ministre, car il avait accueilli à la cour des hommes comme Brofferio et Valerio, dont l'ultra-radicalisme était plus faible que leur haine fanatique contre l'ex-premier ministre. Soit qu'ils eussent été ou non encouragés ouvertement par le Roi, eux et

1. Massari, *La Marmora*, 260 ; Cavour, *Lettere*, III, cccviii ; VI, 508 ; Castelli, *Ricordi*, 130, 298, 301, 318.

leurs partisans de l'extrême gauche firent tous leurs efforts pour empêcher Cavour de reprendre ses fonctions. Avec une étrange étroitesse de vues, sinon un pur esprit de parti, ils préférèrent le programme de politique domestique pseudo-progressif de Rattazzi à la politique nationale plus hardie de Cavour, et ils constituèrent une opposition, à laquelle se rallièrent des hommes politiques surannés comme Guerrazzi. Au début de décembre, ils s'organisèrent sous le nom de Comités libres. Leurs intrigues sont encore en grande partie plongées dans le mystère. On accusa ouvertement les ministres d'avoir encouragé le complot et, quoiqu'il n'existe aucune preuve positive de leur complicité, il y a de très bonnes raisons d'y impliquer au moins Rattazzi¹. En tous cas, l'objet de la cabale était d'écraser Cavour ; si Cavour disparaissait, sa politique nationale s'effondrerait avec lui. Ses amis de la Chambre combattirent immédiatement le complot en formant une « Union libérale » dont le succès effraya le Roi et le décida à sanctionner l'envoi de Cavour au Congrès (22 décembre). Les intrigants se rendirent compte que leur seule chance d'empêcher le retour de Cavour au pouvoir était d'exciter une vigoureuse agitation en dehors du parlement. Ils espérèrent enrôler Garibaldi au service de leur déloyale manœuvre. Celui-ci avait quitté la Romagne, blessé et furieux, refusant l'avancement que le Roi lui offrait et, après être demeuré tranquille pendant un mois, il avait éclaté en invectives violentes contre les prêtres. Étant donné l'état de surexcitation dans lequel il se trouvait, essayant de se frayer un passage, dans une direction quelconque, il ne fut pas difficile aux meneurs de s'emparer de lui. On ne peut guère douter que Rattazzi et le Roi n'aient joué un rôle, au moins dans cette partie de cette regrettable affaire, et n'aient encouragé son espoir (28 décembre) de les voir le seconder dans une politique avancée et peut-être dans une attaque sur l'Ombrie. Le Roi était probablement sincère ; Rattazzi le trompait pour servir les fins de son propre parti. Absorbé par son projet sur l'Ombrie, Garibaldi réclama que les Comités libres modifiassent leur titre en celui de « La Nation armée », espérant sans doute obtenir leur concours dans son projet fantastique de se procurer un

1. La Farina, *op. cit.*, II, 271-272, 585-586 ; Ricasoli, *op. cit.*, IV, 157 ; Cavour, *op. cit.*, VI, 530. Les raisons ne sont cependant pas aussi bonnes que pour la seconde partie du complot.

million de fusils ! Ils acquiescèrent avec un empressement suspect, et nommèrent Garibaldi leur Président¹.

Mais cette basse intrigue avorta. Elle ne trouva, ni dans le parlement, ni dans le pays, le plus petit encouragement. Le ministère se hâta de lui enlever sa protection, et Garibaldi, embarrassé et irrité par toute cette affaire, ordonna la dissolution de l'association (4 janvier 1860). Elle n'avait servi qu'à montrer l'ascendant irrésistible de Cavour sur la nation. Le ministère s'acheminait clairement vers sa chute. Dans l'Italie centrale, l'impatience menaçait de devenir dangereuse. Rattazzi eut encore à souffrir de la lâcheté de ses collègues², et, non seulement les membres de l'Union libérale, mais les nationaux de toutes nuances ne faisant pas partie du parlement, sentirent avec d'Azeglio qu'on ne pourrait rien faire tant que Rattazzi serait ministre. Un soupçon sans fondement qu'Hudson manifesta au cours d'une querelle entre Cavour et le cabinet, fournit à celui-ci un prétexte pour se retirer avec une apparence de dignité. Le 16 janvier, Cavour était de nouveau premier ministre. Une grande explosion de soulagement et de joie salua son retour ; le pays sentit que la période d'incertitude était passée et qu'il pouvait de nouveau poursuivre ses destinées.

On a dit quelquefois que Cavour n'avait fait que récolter les fruits de la patiente attente de Rattazzi. Ce qu'il y a de vrai dans cette assertion, c'est que l'obstination des États du Centre et le « changement de front » de l'Empereur avaient rendu la voie beaucoup plus facile qu'elle ne l'était pendant la première période de l'administration de Rattazzi. Ce qui aurait été de la témérité au commencement de l'automne, ne nécessitait plus maintenant qu'un courage prudent. Mais ce courage faisait précisément défaut à Rattazzi ou du moins à ses collègues ; même la déclaration de l'Empereur prouvant qu'il abandonnait le Pape n'avait pu les pousser à agir. Cavour tira tout le parti possible de la conjonction favo-

1. *Lettere ad A. Panizzi*, 403, 407-408 ; Garibaldi, *Memorie*, 328-329 ; Mario, *Bertani*, I, 421-425 ; La Farina, *op. cit.*, VI, 526 ; Castelli, *Carteggio*, I, 280-283 ; Revel, *Da Ancona*, 34 ; Guerzoni, *op. cit.*, I, 506-507 ; Piancini, *op. cit.*, 57.

Dans ceci, comme dans l'invasion projetée d'octobre, il reste encore beaucoup à expliquer. Je ne crois pas qu'il y ait aucune relation entre le complot et l'entrevue de Crispi avec Rattazzi du 27 décembre.

2. Ricasoli, *op. cit.*, IV, 160, 164.

nable qui éclaira son retour au pouvoir. Il promit que sa politique serait « italienne jusqu'aux extrêmes limites du possible ». Il affecta d'ignorer l'hostilité naissante de Garibaldi ; il encouragea Medici ; il fut prêt à coopérer avec les hommes de l'extrême-gauche, alors que, quelques semaines plus tôt, la protection que Rattazzi accordait à ce parti avait provoqué son indignation. Il tendait probablement déjà vers l'unité, dans son sens le plus large ¹ ; quand la Toscane et la Romagne auraient été annexées, la révolution ajouterait au royaume Naples et la Sicile ; ayant des deux côtés la libre Italie, l'Ombrie et les Marches abandonneraient le Pape ; puis il y aurait un temps de repos et un jour les forces réunies de toute la nation envahiraient le Quadrilatère et occuperaient Venise. Quoiqu'un an plus tôt il eût exprimé le vœu de n'être pas compris à Rome dans « le nid de frêlons », les événements l'amenèrent à fixer les yeux sur la ville éternelle aussi sérieusement que Mazzini lui-même. Mais chaque chose devait venir en son temps, et lentement. Tout en encourageant secrètement les unitaires siciliens, il était désireux d'empêcher que des complications ne se produisissent dans l'île à ce moment, et il consentait, s'il était nécessaire, à attendre quelques années avant de tenter la conquête de l'Italie méridionale ². Quoiqu'on n'eût signé « qu'une trêve » avec l'Autriche, il travailla à empêcher qu'on ne se jetât dans une guerre d'indépendance. Son but immédiat était de s'emparer de l'Émilie et de la Toscane et, sur ce point, il resta inébranlable. Il voulait que, quand le parlement se réunirait, les députés de l'Italie centrale fussent là pour prendre possession de leurs sièges ; déjà la nomination de Fanti au poste de ministre de la guerre, alors qu'il commandait encore l'armée de la Ligue, marqua l'union *de facto*. Il savait qu'il faudrait se séparer de Nice et de la Savoie, à moins, il est vrai, que quelque heureux événement ne vint les sauver ; mais Victor-Emmanuel et lui étaient préparés à en faire le sacrifice, et à affronter l'impopularité qui avait effrayé les collègues de Rattazzi.

La cession de la Savoie à la France, pour contre-balancer

1. Cavour, *op. cit.*, III, 400 ; Chiala, *Politica segreta*, 110 ; La Rive, *Cavour*, 401.

2. Cavour, *op. cit.*, III, 208, 236 ; Cordova, *Discorsi*, I, 100 ; Mario, *op. cit.*, II, 2.

les progrès du Piémont vers l'est, était déjà apparue dans les plans d'hommes d'État européens, depuis le règne d'Henri IV. Thiers avait intrigué pour l'obtenir en 1840¹, et la République de 1848 ne faisait que continuer les traditions de la diplomatie française, quand Lamartine et Bastide espéraient gagner cette province. Les intérêts de la Savoie demandaient sa réunion à la France ; au point de vue commercial, elle était enclavée entre les Alpes et la frontière française et, surtout depuis que les traités de 1850-1851 avaient ouvert le marché piémontais aux vins français, elle perdait le petit profit qu'elle avait retiré de l'absence de douanes sur les Alpes. Plus l'idée de nationalité se répandrait, plus il serait probable que les Savoyards seraient attirés vers la France ou les cantons de la Suisse française. Avant 1848, il s'était formé un puissant parti français aussi bien parmi les cléricaux que parmi les libéraux. La Constitution de Charles-Albert avait réconcilié ces derniers avec le gouvernement piémontais, mais les cléricaux étaient en majorité, et la Savoie devint le quartier général de l'opposition ultramontaine. Cette séparation devait avoir lieu un jour ; elle était depuis longtemps acceptée par les Italiens réfléchis. Mazzini et Durando l'avaient prévue, Manin l'aurait probablement accueillie comme la bienvenue et, quoique les exigences de la politique eussent forcé de temps en temps Cavour à la refuser, dès 1847 il en avait compris la nécessité. Si la question avait été réglée à sa juste valeur, à peine une personne sérieuse eût-elle défendu le projet de conserver cette province, malgré la tradition militaire commune, et quoiqu'elle fût le berceau de la famille royale.

Nice était dans une situation différente. Le comté était italien de langue, italien en général de sentiment, fortement attaché au mouvement libéral et, au point de vue commercial, en rapports aussi étroits avec l'Italie qu'avec la France. Un vieux traité contraignait le Roi à ne pas s'en séparer sans consulter les habitants. On n'avait probablement conclu aucun arrangement définitif à son sujet soit à Plombières, soit dans le traité de janvier. Rattazzi avait établi une distinction radicale entre les deux provinces et, quoiqu'il fût prêt à abandonner la Savoie, il considérait comme une ignominie de se séparer d'une terre italienne. Cavour souffrait beau-

1. Della Margherita, *Memorandum*, 184.

coup de cette cruelle nécessité ; mais, si l'Empereur insistait, il pensait qu'il était de meilleure politique de troquer la petite province contre la possession assurée du glorieux héritage de l'Italie centrale. Il savait très bien que cet acte lui coûterait probablement sa popularité, mais il était prêt à l'immoler sur l'autel du bien public. Il s'était « vendu » à l'unité de l'Italie : amis, conscience, bonne renommée — il était résigné à tous les sacrifices qui pouvaient servir à l'accomplissement des destinées de l'Italie.

Avec Nice et la Savoie comme cadeau, et « *le Pape et le Congrès* » comme bref, Cavour espéra se mettre facilement d'accord avec l'Empereur. Il ne voulait pas s'abaisser devant lui ; il était décidé à avoir, à tout prix, les provinces du Centre ; mais il désirait les obtenir, si possible, avec le consentement de Napoléon, car le risque, pour le Piémont, d'avoir à lutter seul contre l'Autriche était si terrible, que, pour en prévenir la possibilité, Cavour était prêt à faire n'importe quel sacrifice, sauf d'abandonner l'extension nationale. Tout semblait lui être favorable. Le gouvernement anglais avait proposé qu'une entente franco-anglaise réglât la question italienne. Palmerston et Russell seraient allés jusqu'à former une alliance des deux puissances pour la défense des intérêts italiens ; mais la Reine, comme auparavant, s'opposa à une politique pro-italienne, et M. Gladstone fut le seul membre du cabinet qui s'y montra favorable¹. Cependant, les « quatre points de Russell, qui prirent la place de ses projets plus hardis (15 janvier), promettaient que l'Angleterre sanctionnerait l'annexion aussitôt que les assemblées réunies des États du centre se seraient de nouveau prononcées en sa faveur. L'Empereur accepta en principe les « quatre points », mais avec des réserves, et Cavour, que ces nouvelles avaient rempli de joie et qui espérait que Napoléon avait spécifiquement consenti à l'annexion, crut toutes les difficultés écartées de son chemin.

Mais sa politique avait si bien embrouillé l'écheveau diplomatique qu'une mésaventure quelconque pouvait l'empêcher d'être démêlé. Au moment même où elle s'achevait, l'entente franco-anglaise se rompit. Plus forte que son amour pour l'Italie, la défiance de la France dominait la politique

1. Walpole, *op. cit.*, II, 315 ; Ashley, *Palmerston*, II, 177 ; Martin, *op. cit.*, V, 7 ; Mémoires de Gréville, VIII, 288-289.

étrangère anglaise, et ce n'était qu'en cachant habilement ses desseins sur la Savoie que l'Empereur avait fait aboutir les récentes négociations. Soudain, le secret filtra, et ce fut en vain que Thouvenel et Cavour essayèrent de le cacher par un audacieux mensonge. L'Angleterre sentit qu'on l'avait dupée, et son indignation fut grande et profonde. L'Empereur vit que Cavour pourrait se jeter dans les bras de l'Angleterre, gagner avec son appui l'Italie centrale, puis le défier de prendre la Savoie et Nice. Mais la possession de ces deux provinces lui était plus que jamais nécessaire. Sa brochure et la Lettre au Pape lui avaient attiré de la part des catholiques français une tempête de furieuses remontrances et de menaces. L'Encyclique papale du 19 janvier refusant tout compromis pour la Romagne, avait été, en France, le signal d'un mouvement ultramontain qui avait fort effrayé le gouvernement. Il y avait peu de sympathie dans le peuple pour les rêves nationaux de l'Empereur ou pour une politique qui créerait une puissante Italie. Il lui fallait quelque grand succès pour calmer l'hostilité, et il n'hésita plus guère dans sa résolution d'avoir la Savoie à tout prix, et peut-être aussi Nice ; pourvu qu'il pût les obtenir, il laisserait peut-être le Piémont aller en Italie aussi loin qu'il pourrait¹. Tandis qu'il jouait encore avec l'Angleterre, il commença un jeu d'intimidation avec Cavour. Pour l'effrayer et le détourner d'une entente avec l'Angleterre, peut-être aussi parce qu'il songeait à céder à moitié aux cléricaux, il revint sur son adhésion partielle aux « quatre points » et retourna à ses anciens projets qu'il n'avait d'ailleurs jamais entièrement abandonnés : le Vicariat pour la Romagne, et un royaume séparé de Toscane. Mais il consentait à voir un prince de la maison de Savoie sur le trône toscan. D'abord (13 février) il hésita entre la Toscane ou la Savoie et Nice ; le Piémont pouvait choisir entre les deux ; mais bientôt, pour être sûr de son affaire, il éleva ses prétentions et refusa, quel que fût le sort de la Toscane, d'abandonner ses vues sur les provinces frontières. Quoiqu'au fond du cœur il eût probablement l'intention de ne pas abandonner l'Italie, il menaçait le Piémont, dans un « ultimatum à l'eau de rose », s'il n'accédait de suite, de rappeler les troupes françaises de la Lom-

1. Bonfadini, *Arese*, 228-229.

bardie et d'abandonner le pays à sa seule fortune au cas d'une attaque de la part de l'Autriche (21 février)¹.

La politique de Cavour était loin d'être facile. Il pouvait s'en remettre à une alliance avec l'Angleterre, annexer la Toscane et la Romagne et refuser de céder la Savoie et Nice. Ou bien il pouvait satisfaire à toutes les demandes de l'Empereur, en songeant que la suzeraineté vague du Pape sur la Romagne ne compterait pour rien et qu'avec le petit duc de Gênes sur le trône et Ricasoli comme régent, la Toscane ferait en fait partie du royaume. Mais le premier parti était trop périlleux, le second trop pusillanime. Abandonner l'annexion serait blesser le sentiment national, aliéner les Toscans et donner aux autonomistes l'occasion de relever la tête. D'un autre côté, il n'osait s'aliéner l'Empereur. Il s'était résigné à sacrifier la Savoie, et, s'il était nécessaire, Nice. Il consentait à satisfaire Napoléon en tout ce qui n'était pas essentiel ; il s'abstint soigneusement d'aviver en Angleterre le désir de la guerre et prépara un nouveau plébiscite par le suffrage universel dans l'Italie centrale, sachant que l'Empereur ne pourrait guère refuser de reconnaître le même mandat populaire à l'aide duquel il était monté sur le trône. Il aurait même, s'il y était de nouveau poussé, accepté la suzeraineté du Pape sur la Romagne. Mais il refusa énergiquement de renoncer à la Toscane. Il calculait sans doute qu'à la dernière extrémité, l'Empereur ne pourrait l'abandonner. Il pouvait compter sur l'appui moral de l'Angleterre et, jusqu'à un certain point, de la Prusse. Si les choses en venaient au pire, il lutterait seul contre l'Autriche, plutôt que d'amener le pavillon national. Comme Ricasoli le dit au représentant français, l'Italie ne s'était pas débarrassée de l'oppression autrichienne pour accepter à sa place une oppression française. « Si la France trahit les principes nationaux, dit Cavour quelques semaines plus tard, nous aurons coalition contre coalition », et il projeta d'exciter en Hongrie une révolution qui prendrait les Autrichiens à dos². Il excita

1. Ricasoli, *op. cit.*, IV, 304-305, 352-353, 359-360, 366-369 ; Bonfadini, *op. cit.*, 227-247 ; *Affaires étrangères 1860*, 19, 37 ; Poggi, *op. cit.*, III, 277 ; Cavour, *op. cit.*, VI, 543. La dernière référence montre que Cavour avait appris dès le 3 février le changement de l'Empereur, sans y attacher cependant une grande importance.

2. Cavour, *op. cit.*, III, 210, 212 ; VI, 544, 551 ; Ricasoli, *op. cit.*, IV,

Fanti à activer les armements rapidement et en secret, et il estima que le royaume aurait bientôt 200 000 hommes sous les armes. « Nous irons à Vienne », se vantait-il, quand il était d'humeur plus expansive. En attendant, il hâta les plébiscites. Le 1^{er} mars un décret royal ordonna qu'ils eussent lieu sur-le-champ dans les deux États du centre; s'ils se montraient favorables à l'annexion, l'élection de députés au parlement italien suivrait immédiatement.

Les Français s'avouèrent battus et l'Empereur vit qu'il était maintenant inutile d'opposer son veto à l'annexion. Ses dernières objections avaient été surtout des « pions » pour obtenir la Savoie et Nice, et sa seule crainte était de les perdre. Il avait promis à Russell de consulter les grandes puissances avant de prendre les provinces, et il soupçonnait l'existence d'une entente entre l'Italie et l'Angleterre pour faire échouer ses plans. Il s'était engagé à provoquer un plébiscite en Savoie et à Nice et à agir d'après son résultat, et il craignait que le gouvernement de Turin, comme il le pouvait facilement, ne fit faire un vote antiséparatiste. Cavour espérait encore, sans doute, sauver Nice et la frontière orientale de la Savoie; il avait promis de ne pas abandonner les provinces, si elles se prononçaient en faveur du Piémont. L'Empereur décida de clore l'affaire de suite. Jetant au vent les promesses qu'il avait faites à l'Angleterre, il réclama péremptoirement qu'avant de procéder aux plébiscites dans l'Italie centrale, le Piémont s'engageât, par un traité secret, à céder la Savoie et Nice. Cavour n'osa refuser; il savait combien il se rendrait odieux, qu'un traité secret était « extrêmement inconstitutionnel » et que, s'il pouvait couvrir la cession de la Savoie du prétexte de nationalité, Nice était une province italienne, fidèle au trône et à la cause de l'Italie. Mais, jusqu'à ce que l'Italie fût mieux en état de lutter seule contre l'Autriche, l'intérêt, aussi bien que la reconnaissance, commandaient à Cavour d'aider Napoléon dans sa lutte pour conserver son trône; peut-être sentait-il que cette cession acquitterait l'Italie de ses obligations envers la France, en la rendant moralement indépendante, et faciliterait la route de l'Italie méridionale. Le traité secret fut signé le 12 mars. Mais

313, 391, 407; Chiala, *op. cit.*, 93; Bianchi, *Diplomazia*, VIII, 257; *Id.*, *Politique de Cavour*, 357. Les dépêches du 29 février envoyées à Farini n'étaient évidemment pas destinées à être prises au sérieux.

les tergiversations n'étaient pas encore terminées; Cavour, encouragé par un vigoureux mouvement antiséparatiste à Nice, fit un effort de plus pour sauver le comté. Mais l'Empereur était décidé à ne pas lâcher sa proie. Il réclama un traité public qu'il pourrait employer à calmer le mécontentement croissant en France, et il envoya son agent, Benedetti, à Turin pour le conclure. Cavour, dit-on, refusa de signer, jusqu'à ce que Benedetti eût menacé de faire occuper Bologne et Florence par les troupes françaises qui étaient encore en Lombardie. Ce fut le moment le plus pénible de la vie publique de Cavour. Voir la nouvelle de sa défaite, répandue à la veille des élections, était de mauvais augure pour son influence dans le nouveau royaume que son génie avait créé. Il espéra encore que le hasard, peut-être une nouvelle guerre en Orient, permettrait à l'Italie de reprendre Nice. Et c'est le cœur gros qu'il signa le traité, le 24 mars.

Cependant le résultat des plébiscites avait été un triomphe complet (11-12 mars). Le gouvernement avait fait circuler un vaste appel aux annexionnistes, et une certaine pression fut sans doute exercée par les propriétaires et les patrons. Les accusations sans fondement que se portèrent réciproquement les deux partis, d'avoir usé de l'intimidation, peuvent être laissées de côté pour se faire pendant; l'enthousiasme était beaucoup trop grand pour permettre qu'on se servît avec succès de l'intimidation. Le décret provoquant les plébiscites avait accordé le droit de vote à tous les hommes majeurs, les bulletins de vote donnaient le choix entre l'annexion et un « royaume séparé ». Vingt pour cent de la population vota, soit environ trois personnes sur quatre inscrites sur les registres. Dans l'Émilie, les votes se déclarèrent presque unanimement pour l'annexion; en Toscane, les autonomistes réunirent 15 000 votes contre 386 000. En moins de quinze jours, des décrets royaux proclamèrent l'Émilie et la Toscane parties intégrantes du nouveau royaume.

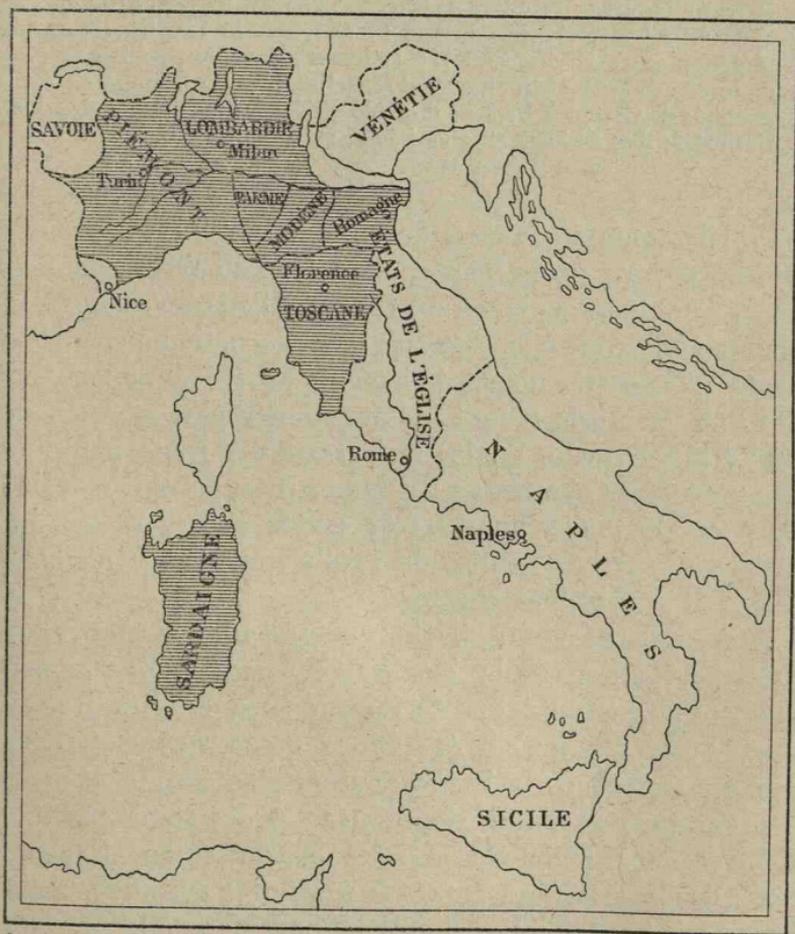
Les élections eurent lieu le lendemain de la signature du traité, et le premier parlement italien se réunit le 2 avril. Piémontais et Lombards, Toscans et Romagnais s'assemblèrent à Turin pour inaugurer le nouveau royaume que leur persévérance et leur patience avaient créé. Le petit État de cinq millions d'âmes, quoiqu'il eût perdu 700 000 habitants de l'autre côté des Alpes, en avait gagné dix fois autant et

comptait maintenant onze millions d'habitants, soit presque la moitié de la population de la péninsule. Et, quoique l'ombre de Nice abandonnée couvrit la Chambre, l'orgueil et le triomphe qu'inspirait la grande conquête brillaient à travers cette ombre. Pour Cavour, les élections avaient été une grande victoire. Les cléricaux, pour la plupart, s'abstinrent de voter, et n'existèrent désormais plus comme parti politique. Les démocrates n'avaient guère mieux réussi. Une cinquantaine de députés suivirent Rattazzi, mais ils n'avaient aucune politique arrêtée en dehors de l'opposition personnelle à Cavour que leur avait transmise la Chambre piémontaise ; et, sur les questions de politique purement nationale, le gouvernement pouvait compter sur leurs votes. Cavour, à moins de quelque grande révolution dans l'opinion, pouvait être sûr que les deux tiers de la Chambre le suivraient fidèlement, et le seul danger résidait dans l'inexpérience des nobles non-piémontais, et dans leur manque de discipline parlementaire.

Ceci rendit un peu hasardeux le débat relatif au traité. La cession, comme Cavour l'avait prévu, attira sur sa tête une tempête de colères. La honte que comportait l'abandon des provinces héréditaires, l'indignation à la pensée que leurs populations avaient été échangées pour plaire à Napoléon, une aversion pour le caractère anticonstitutionnel de toute l'affaire, la fourberie et le peu d'honnêteté qu'on y avait employées, se mêlèrent à l'ardent antagonisme que les Comités libres avaient inspiré contre Cavour. Il sembla y avoir quelque risque que le parlement n'inaugurât le nouveau royaume en renversant le seul homme qui pût le diriger. On savait que Rattazzi voulait attaquer le gouvernement, et, le 10 avril, Garibaldi força le parlement à engager la discussion. Garibaldi avait entendu parler de la cession depuis trois mois, mais ne s'en était point inquiété ; puis, à force de faire travailler son esprit incompréhensible, sa colère s'échauffa. La Chambre accueillit assez froidement son impatiente intervention, et accorda en somme au gouvernement un vote de confiance. Les plébiscites en Savoie et Nice eurent lieu quelques jours plus tard (15-22 avril). Les votes furent presque unanimement en faveur de l'annexion à la France, mais il était notoire que les chiffres n'indiquaient point les souhaits des habitants. Le gouvernement, sans aucun scrupule de décence, avait exercé toute son influence à assurer le vote qu'il

désirait¹. La majorité des Savoyards était probablement plus qu'à moitié disposée à la séparation, ou se souciait peu que son sort tournât d'un côté ou de l'autre, quoique la partie septentrionale de la province eût préféré être jointe à la Suisse. A Nice, l'opinion était fortement opposée à la séparation, et le peuple fit de touchants efforts pour échapper à la destinée qu'on lui imposait. Mais la masse des Italiens sentit que c'était perdre son temps que de regimber contre cette piqure, et, quand les traités furent enfin débattus à la Chambre, Garibaldi était en train de guerroyer en Sicile, et la question de l'Italie méridionale avait éclipsé tout le reste.

1. Suite de la Correspondance, VI, 157-158, 206-207 ; d'Ideville, *Journal*, I, 118 ; Zini, *Storia*, II, 554 ; Loftus, *Reminiscences*, II, 135.



Gravé par E. Borremans, 5 rue Mandesgalle, Paris.

Le royaume d'Italie, en mai 1860.

CHAPITRE XXX

LES UNITAIRES

Janvier-Mars 1860.

LES UNITAIRES : Mazzini ; Bertani ; Cavour ; le Roi. La Vénétie. L'ITALIE ET ROME : réformes ecclésiastiques ; le clergé national ; les volontaires du Pape ; le pouvoir temporel ; l'Ombrie et les Marches ; le Vicariat ; la garnison française. NAPLES : François II ; l'alliance piémonto-napolitaine ; projets de révolte en Sicile ; le soulèvement Dellà Gancia ; GARIBALDI ET LA SICILE ; politique de Cavour à Naples ; il décide d'aider les révoltés ; indécision de Garibaldi ; il se décide à aller en Sicile ; attitude de Cavour.

En fait, toute autre question que la marche en avant de l'Italie devint insignifiante. Les fédéralistes, Montanelli, Cattaneo et leurs amis, furent réduits à l'état de « clique académique » négligeable. Tous les groupes nationalistes reconnurent que l'œuvre n'était qu'à moitié achevée, que l'annexion de l'Italie centrale n'était qu'un premier pas, que tant que l'Italie méridionale, Venise et le reste des États pontificaux ne seraient pas ajoutés au royaume, il ne pouvait y avoir de repos ou du moins qu'une très courte pause. Ils ne différaient que sur la question de savoir quand et comment on prendrait la première mesure.

Mazzini était toujours fidèle, quoique bien à contre-cœur, à son acceptation de la monarchie ; mais il était persuadé qu'on ne pouvait attendre de Cavour aucune initiative, et il reprit l'œuvre qui avait été interrompue quand Garibaldi avait été rappelé de la Romagne. Son plan était le même qu'à cette époque : préparer simultanément des soulèvements en Sicile et dans l'Ombrie et faire converger sur Naples les forces de l'insurrection. Quand la révolution aurait commencé, il comptait sur l'opinion publique pour forcer le gouvernement piémontais à venir à son secours. Crispi, un de ses rares

collaborateurs, avait encore tramé un projet d'insurrection en Sicile (décembre) ; il avait gagné Farini à ses plans, et, semble-t-il, avait presque décidé Rattazzi à lui prêter l'appui du gouvernement¹. Mazzini et Crispi voulaient tous deux s'assurer Garibaldi comme leur commandant, mais ils s'en seraient dispensés si Garibaldi n'avait pas consenti de bonne grâce. Les membres les mieux équilibrés du parti extrême, tels que Médici et Bertani, craignirent que le soulèvement, dans quelque endroit qu'il éclatât, ne partageât le sort des premiers projets malheureux de Mazzini. Ils posèrent comme condition essentielle que Garibaldi dirigerait l'insurrection et qu'on s'assurerait l'appui moral du gouvernement. Ils désiraient ardemment amener une réconciliation entre Cavour et Garibaldi, ce qui assurerait la sage direction du premier et empêcherait l'énergie de Garibaldi de se gaspiller pour rien.

Cavour était plus résolu à obtenir l'unité qu'ils ne le pensaient. Après le traité de Villafranca, il avait dit : « Ils m'ont empêché de faire l'Italie par la diplomatie en partant du nord ; je la ferai par la révolution en partant du sud. » Et quoique maintenant, il inclinât parfois à penser que le sud devrait attendre, que l'attaque sur Venise devrait peut-être venir d'abord, il était de toute son âme résolu à réaliser tôt ou tard et dans son entier le programme unitaire. Les autres chefs libéraux partageaient sa résolution. « L'union est devenue notre phare », écrivait Robert d'Azeglio ; Ricasoli était impatient de voir Rome et Venise libres, et son empressement à régler l'annexion de l'Italie centrale fut en grande partie inspiré par sa conviction que la guerre décisive était imminente ; « l'unité de l'Italie », disait-il, « avec ses conséquences d'une si grande portée au point de vue de la religion et de la civilisation, est inscrite dans les décrets de Dieu ». Le Roi était tout aussi impatient ; il avait donné à Garibaldi le ferme espoir qu'il appuierait son projet sur l'Ombrie ; il avait largement souscrit pour le million de fusils ; le démocrate latent apparaissait en lui, et il exaltait le peuple aux dépens de l'aristocratie et du clergé. Il n'y eut aucun désaccord entre Cavour et Mazzini, entre Ricasoli, Garibaldi et le Roi quant à la nécessité d'aller en avant. Mais, devraient-ils

1, Crispi, *Scritti*, 302-303 ; Mazzini, *Opere*, XI, xli-xliii ; Mario, *Bertani*, I, 423 ; *Lettere ad A. Panizzi*, 372.

prendre la Vénétie, le Territoire Papal ou bien le Sud comme leur premier but ?

La Vénétie avait été sur le point de désespérer après le traité de Villafranca, et ses habitants s'étaient enfuis par milliers, traversant la frontière pour venir s'enrôler dans l'armée italienne ou attiser les conspirations de Modène ou de Milan. Mais, comme la cause nationale prospérait dans l'Italie centrale, la province abandonnée se reprit à respirer, et un réseau de sociétés secrètes s'étendit sur tout son territoire. La répression systématique exercée par le gouvernement et les taxes extravagantes encouragèrent la révolte, et Cavour « corna les souffrances de la Vénétie aux oreilles de l'Europe ». Il espéra, par moments, que Napoléon serait poussé à engager une guerre sur le Pô et sur le Rhin, ce qui fournirait l'occasion d'attaquer le Quadrilatère ; mais le plus souvent il lui répugnait d'attirer à nouveau des troupes françaises dans le pays, et il aspirait après le moment où les forces de l'Italie unie emporteraient la Vénétie sans l'aide de l'étranger. Pour cela, la province devait attendre que la Sicile, Naples et l'Ombrie eussent été réunies au royaume ; et la question de Venise, comme celle de Nice, passa à l'arrière-plan, cédant la place aux problèmes plus pressants concernant Rome et le Sud.

Le mouvement national était naturellement antipapal. Tôt ou tard, il devait amener la destruction du pouvoir temporel. L'attaque avait déjà commencé par des réformes ecclésiastiques dans toutes les provinces libérées. Il était nécessaire de les amener au moins au niveau du Piémont, d'abroger la récente législation réactionnaire en Toscane et en Lombardie, de balayer tout l'appareil de gouvernement théocratique en Romagne, et peut-être d'aller plus loin que le Piémont ne l'avait encore fait, en légalisant le mariage civil et en complétant la suppression des monastères. Une grande partie des laïques et une portion moins considérable du clergé sentaient que l'Église devrait être réformée, que les laïques devraient avoir une part dans son administration, que les revenus du clergé devraient être égalisés. Partout, les Jésuites avaient été expulsés et leurs propriétés étaient devenues biens nationaux. En Lombardie, le Concordat disparut naturelle-

ment, et la liberté du culte fut rendue légale. A Modène et à Parme, Farini avait mis en vigueur les lois de Siccardi. En Romagne, Cipriani avait décrété la liberté du culte, enlevé au clergé la surveillance de l'enseignement et de l'assistance, et fait un inventaire des biens ecclésiastiques. En Toscane, Ricasoli et Salvagnoli abolirent le Concordat et restaurèrent les lois léopoldines ; leurs collègues firent échouer leur tentative de délivrer les écoles du contrôle du clergé, mais, appuyés par le gouvernement de Turin, ils firent passer une loi qui rachetait les dîmes et les mettait dans un fonds commun afin d'égaliser les revenus du clergé. Un grand nombre de membres du bas clergé et quelques membres du haut clergé acceptèrent le mouvement national¹. En grande majorité, les prêtres lombards, supérieurs peut-être à tous leurs collègues d'Italie pour le caractère et le patriotisme, qui n'avaient jamais aimé le gouvernement autrichien et s'étaient opposés au Concordat et à l'admission des Jésuites, firent bon accueil au gouvernement du Piémont. Les prêtres toscans se virent délivrés du joug pesant auquel le Concordat avait permis aux évêques de les soumettre. Le clergé pauvre salua partout avec joie une législation qui promettait d'accroître leurs misérables revenus ; les prêtres séculiers n'étaient pas sans sympathies pour un gouvernement qui expulsait les Jésuites et réduisait le clergé régulier. Il y en avait beaucoup qui partageaient les grandes espérances de la nation, qui n'avaient aucune sympathie pour l'ultramontanisme, qui sentaient, pour employer les paroles d'un prêtre sicilien, que « le Pape se ruinait et les ruinait », et qui entretenirent la flamme patriotique et chrétienne que Gioberti, Ventura et Bassi avaient allumée.

Mais Rome ne voulut écouter aucune proposition de paix. Elle ne pouvait pardonner l'enlèvement de la Romagne et les nouvelles lois contre l'Église. Quelques prêtres libéraux, tels que Lacordaire, auraient accepté la solution proposée dans le pamphlet de La Guéronnière, et auraient été satisfaits si le territoire papal avait été restreint à Rome et ses environs². Mais, pour la majorité des partisans du Pape, les droits du pontife étaient intangibles, et, abandonner leurs prétentions

1. Zobi, *Cronaca*, I, 788-794 ; Cantù, *Cronistoria*, III, 281 ; Poggi, *Memorie*, I, 56 ; Cavour, *Lettere*, VI, 548 ; *Cronaca politica*, II, 155, 831.

2. Capponi, *Lettere*, III, 337.

sur la Romagne, aurait signifié qu'ils abandonnaient aussi la cause des autres provinces. Antonelli ne voulut pas renoncer à son droit sur la Romagne, bien que la France promît, en échange, de garantir les territoires restant encore au Pape. Le Pape avait depuis longtemps excommunié tous ceux qui avaient pris part à la révolte (20 juin 1859); il avait condamné comme blasphème la phrase que d'Azeglio avait adressée aux Bolognais : « Dieu a créé l'homme libre dans ses opinions religieuses et politiques ». Loquace et peu judicieux, il attaqua la brochure de La Guéronnière en termes violents, et, en réponse à la lettre de l'Empereur, refusa d'abandonner ce qu'il revendiquait comme appartenant à tous les catholiques.

Les partisans du Pape réservèrent le plus fort de leur rage pour le Piémont. A leurs yeux, le Piémont et la Révolution ne faisaient qu'un. L'absorption par le Piémont des territoires de l'Église semblait une attaque contre tout ce qui était sacré en religion et légitime dans le gouvernement; c'était le produit d'une conspiration vulgaire qui avait couvé pendant les douze dernières années; et, consentir à un arrangement, c'était « reconnaître les droits du voleur ». En octobre, ses passeports avaient été donnés au représentant piémontais, et en mars, le Pape, refusant toute tentative de réconciliation, lança l'excommunication majeure¹ contre tous ceux qui avaient été les promoteurs de la séparation de la Romagne ou l'avaient favorisée. « Dieu, dans sa colère », écrivait le Pape, « détruira les nouveaux Sennachérib ». Antonelli se fiait plutôt à l'armée. Il ne pouvait guère compter, il est vrai, sur les troupes du pays, car il ne pouvait remplir leurs rangs qu'en recrutant des hommes parmi la lie du peuple; mais il fit appel à l'Europe catholique afin d'obtenir des soldats et de l'argent pour défendre le trône pontifical contre les attaques impies; et, quoique les catholiques restreignissent leurs envois d'argent, des volontaires accoururent en foule d'Autriche et de Suisse, de Belgique, de France et d'Irlande, pour se battre pour la cause de l'Église contre « l'islamisme révolutionnaire qui menaçait l'Europe ». Leur cas ne pouvait

1. En juillet 1859, Antonelli avait dit au chargé d'affaires anglais à Rome que l'excommunication majeure n'avait pas été mise en force depuis le moyen âge et qu'on ne l'emploierait pas contre le Piémont.

se défendre, car ils venaient pour protéger des abus qu'ils n'auraient pas tolérés dans leurs pays, pour fouler aux pieds un peuple très opprimé qui luttait pour recouvrer sa liberté; mais la politique italienne, qui avait cours dans la littérature, était recouverte d'un travesti éloignant de leur vue les vilaines choses qui les entouraient, et beaucoup d'entre eux n'avaient ressenti que la pieuse impulsion qui leur ordonnait de défendre la religion et le Pape contre des ennemis que le fanatisme dépeignait comme pires que les infidèles. Ils étaient, quant au caractère, la contre-partie des volontaires de Garibaldi, quoique moins bien disciplinés et peut-être moins braves. Un bel enthousiasme se mêlait à l'amour des aventures et quelquefois du désordre et de la rapine. C'était une simili-croisade; mais, côte à côte avec le rebut de l'armée autrichienne et les paysans irlandais attirés par la fausse promesse de trouver du travail et se querellant dans les rues de Rome¹, il y avait de braves et pieux jeunes gens, instruits et aux noms illustres dans l'histoire, qui avaient quitté leurs tranquilles châteaux de Bretagne et de Belgique pour lutter et mourir pour une cause tout à fait indigne de leur dévouement. A la fin de mars, Antonelli avait 15 000 volontaires, sans compter les 5 000 réguliers de l'armée papale. Avec la garnison française pour maintenir l'ordre à Rome, et l'armée napolitaine comme seconde ligne, il pouvait concentrer ses forces dans l'Ombrie et les Marches et espérer reconquérir la Romagne. Il avait fait ce projet en automne, et seul, l'imposant aspect de l'armée de la Ligue avait sauvé la Romagne d'une invasion. Au printemps, il se sentit assez fort non seulement pour résister à une attaque, mais pour reprendre ses projets sur la province perdue, croyant probablement qu'il n'aurait affaire qu'à l'armée de la Ligue, et que l'Europe empêcherait les Piémontais de bouger². Pour commander ses troupes, il choisit le général français La Moricière qui, dans sa carrière accidentée, avait été tour à tour disciple de Saint-Simon, vainqueur d'Abd-el-Kader, victime du *Coup d'État*, et se trouvait maintenant transformé en champion de la Papauté. La nomination de La Moricière fut probablement mêlée

1. Lecomte, *L'Italie en 1860*, 131; Loftus, *Reminiscences*, II, 139; Liverani, *Il papato*, 216.

2. Bonfadini, *Arese*, 237-238; Thouvenel, *Le secret*, I, 135; Castelli, *Carteggio*, I, 289; Sullivan, *New Ireland*, II, 36.

à des intrigues orléanistes contre l'Empereur¹ ; La Moricère lui-même était un enthousiaste sincère, facilement découragé peut-être et ne sachant trop comment concilier son dévouement à la Papauté avec les exemples évidents de tyrannie qu'il rencontrait chaque jour ; mais c'était un homme brave et loyal, ayant conservé quelque chose de ses vieilles idées libérales et doué d'une nature héroïque qui lui gagnait l'affection et l'obéissance.

Les nationaux étaient décidés à ne pas abandonner l'Ombrie et les Marches malgré toute l'hostilité du monde catholique. Un compromis était impossible entre leur idéal et celui des catholiques. Aux yeux des Italiens, le sacrifice de deux millions de leurs compatriotes aux intérêts imaginaires de l'Église était une intervention étrangère de l'espèce la plus intolérable. On n'avait pas oublié le sac de Pérouse ; l'affaire, assez triste en elle-même, avait été exagérée, et Cavour se réjouit de ce que « le Pape apparaissait comme un boucher et non comme une victime ». L'excommunication réveilla la révolte spirituelle latente. Le gouvernement frappa imprudemment en retour les plus hostiles des évêques, et les diatribes de Garibaldi exprimèrent la colère du parti le plus iconoclaste. Un grand nombre de Piémontais menacèrent de ne plus aller à la messe ; à Bologne, l'hostilité contre les prêtres fut grande et ardente ; à Florence, les évangélistes firent des progrès considérables ; « l'agitation était grande dans l'esprit des hommes, et de sérieux périls menaçaient l'Église catholique, comme aux temps de Léon X ». Pour les libéraux catholiques dévots qui voyaient le danger, le remède résidait dans la destruction du Pouvoir Temporel, et avec lui, de la politique séculière de Rome. Aucun sophisme ne pouvait dissimuler la fausseté des raisons qu'on mettait en avant pour justifier l'indépendance du Pape, tandis que son trône était soutenu par les baïonnettes de la France ou s'appuyait sur l'Autriche pour qu'elle le protégeât contre ses propres sujets. Quelle valeur, demandait-on, a « le prestige d'un sceptre qui a si souvent échappé aux faibles mains qui le tiennent, et qui a été aussi souvent repris comme une aumône des mains de l'Europe ? » Toute espérance de rendre la théocratie tolérable avait disparu. L'apologie simulée de La

1. Pantaleoni, *Idea italiana*, 36-38.

Guéronnière avouait qu'elle était impropre à tout progrès. La corruption qu'Antonelli patronnait l'avait plus discréditée que tout l'obscurantisme de Grégoire. Tout le monde commençait à sentir que le Pape ne voulait pas et ne pouvait pas opérer de réformes ; qu'il ne pouvait accepter ni institutions représentatives, ni liberté de la presse, ni écoles laïques, ni l'égalité devant la loi des laïques et du clergé. Antonelli avait fait la sourde oreille lorsque l'Empereur avait réclamé un meilleur gouvernement : « Si nous sommes obligés de promettre des réformes, nous ferons semblant de céder¹ », dit-il à l'ambassadeur napolitain ; il croyait que les demandes de l'Empereur n'étaient pas sérieuses. Et cette question ne concernait pas seulement les sujets du Pape. Tant que Rome serait le centre des intrigues des princes dépossédés, Antonelli essaierait d'attirer le clergé dans une vaste conspiration contre la liberté et l'indépendance de l'Italie ; le pouvoir temporel constituait une menace permanente pour le nouveau royaume. Jusqu'à ce que les volontaires pontificaux fussent licenciés et que Rome devînt la capitale de l'Italie, le danger d'une guerre civile provoquée par le fanatisme était toujours imminent. « Vous appelez la tempête afin de pouvoir pêcher en eau trouble » ; tel fut le grave reproche adressé par l'ambassadeur français Gramont à Antonelli.

Pour le moment, cependant, tandis que la garnison française était encore à Rome, seules quelques têtes chaudes pensaient à s'avancer sur la ville. Mazzini même et Garibaldi ne songeaient probablement pas à s'emparer immédiatement de la capitale. Le but des nationaux n'allait pas plus loin que l'Ombrie et les Marches. La liberté momentanée laissée à ces deux provinces pendant l'été avait montré que la majorité des sujets du Pape était impatiente de se débarrasser de son gouvernement. Il y avait, il est vrai, une minorité qui subissait l'influence des prêtres, et on prétend que La Moricière recruta parmi eux 3 000 volontaires ; mais les désertions quotidiennes des soldats pontificaux qui allaient se joindre aux volontaires nationaux par delà la frontière, l'abstention générale du tabac et du jeu, les hardies protestations des Pérugiens, montrèrent quels étaient les sentiments des provinces. Même à Rome, le carnaval

1. Bianchi, *Diplomazia*, VIII, 381.

n'avait été fêté que par la populace et les Anglais, et une brutale attaque des gendarmes contre une foule en fête (19 mars) élargit le gouffre entre le gouvernement et le peuple. Les nationaux du dehors étaient impatients de délivrer leurs compatriotes. L'opposition qu'on avait faite en automne à l'expédition avait visé son inopportunité et non son principe. Ne voyant pas le beau côté des volontaires de La Moricière, même des modérés comme Capponi et d'Azeglio furent profondément blessés par la nouvelle sorte d'intervention que cette « foule d'aventuriers » avait apportée. « Si nous sommes attaqués, nous pourrons nous défendre et devenir les agresseurs », dit Ricasoli, et il entra en relations étroites avec les comités patriotiques de l'Ombrie, les poussant à se préparer pour se soulever lorsque le gouvernement en donnerait le signal. Il espérait que ce soulèvement aurait lieu aussitôt la réunion du parlement, et Cavour lui prêta son concours, jusqu'au moment où le changement d'attitude de l'Empereur au sujet de la question toscane le convainquit du danger et lui fit ajourner, pour l'instant, toute mesure irrévocable.

Il essaya de nouveau de s'emparer, avec le consentement du Pape, de l'Ombrie et des Marches. Il semble à peine croyable qu'il ait pu sérieusement espérer réussir, vu les dispositions actuelles de la Cour papale. Mais il estimait toujours l'obstination et l'imprudence de cette cour inférieures à ce qu'elles étaient, et pensait que le Pape serait obligé de suivre les conseils que lui inspirerait sa position désespérée. Il est possible, cependant, que ce fût là une manœuvre diplomatique pour mettre le Pape encore plus dans son tort; ce peut avoir été une concession aux scrupules du Roi ou aux secrètes instructions de l'Empereur, ou bien une dernière ressource dans un moment de découragement, après que Napoléon eut opposé son veto à l'annexion. Le 7 février, Victor-Emmanuel écrivit au Pape, lui demandant de lui concéder le Vicariat sous la suzeraineté papale, non seulement de la Romagne, mais des deux autres provinces, affirmant en même temps son dévouement à l'Église et son désir de le concilier avec ses devoirs de Roi. Mais cet appel ne fit aucune impression sur Pie; sa réponse menaça seulement de l'excommunication, et, quoique le Roi écrivit encore après les plébiscites, offrant « dans l'intérêt de la paix » de reconnaître

la suzeraineté du Pape sur la Romagne et ne mentionnant pas les autres provinces, Antonelli se refusa absolument à toutes négociations¹.

Sauf Cavour, personne n'avait espéré que ces ouvertures pussent avoir quelque succès ; du reste, avant de recevoir la réponse définitive d'Antonelli, il en était arrivé, lui aussi, à se rendre compte qu'un espoir plus grand résidait dans l'empressement que manifestait l'Empereur de retirer ses troupes. Quelque soin que dût prendre Napoléon pour cacher ses sentiments, par crainte des catholiques français, il était de plus en plus exaspéré contre le Pape. Pie avait tergiversé avec toutes ses demandes de réforme, s'était laissé aller à des invectives sans retenue dans sa réponse au pamphlet, et avait permis que Rome devint un foyer d'intrigues légitimistes ; l'Empereur, en revanche, prit des mesures violentes contre la presse catholique française, et menaça de retirer ses troupes si l'on n'acceptait pas ses conseils. Depuis des années, il tendait vers ce but, sentant avec une acuité de plus en plus grande la faute irréparable commise en 1849. Il avait favorablement accueilli la suggestion que lui avait faite Antonelli, le printemps précédent, de retirer ses troupes ; il avait pensé procéder à l'évacuation pendant tout l'été et l'automne², et le danger croissant d'une collision avec l'Italie, peut-être la pensée de faire alliance avec l'Italie contre l'Autriche et la Prusse³, lui faisaient désirer plus que jamais d'exécuter son projet. En avril, il proposa la substitution des troupes napolitaines à ses propres troupes ; et, quand François refusa, sachant que la guerre avec le Piémont s'ensuivrait, il suggéra l'organisation d'une armée indigène suffisante pour la défense et insinua que les puissances catholiques devraient payer des subsides à la papauté ; les Français, alors, se retireraient. Antonelli, qui détestait le protectorat français, accueillit la proposition avec empressement ; l'Autriche, Naples, l'Espagne l'approuvèrent ; et, quoique le Pape et La Moricière eussent voulu garder les Français à Rome et laisser les régiments indigènes et les volontaires libres d'opérer contre la

1. Bianchi, *op. cit.*, VIII, 397-403 ; Massari, *Vittorio Emmanuele*, 320-321 ; Thouvenel, *op. cit.*, I, 23, 38, 73-74, 78 ; Cavour, *Lettere*, III, 202-203, 231 ; Ghiron, *Primo re*, 154 ; Zini, *Storia, Documents II*, 615.

2. Randon, *Mémoires*, II, 34.

3. Mémoires de Gréville, VIII, 312.

Romagne, Gramont réussit enfin (12 mai) à faire signer une convention pour que les troupes partissent le 1^{er} juillet¹. Mais certains événements étaient déjà survenus, qui rendirent la convention inefficace². La veille du jour où elle fut signée, Garibaldi débarquait à Marsala, et Zambianchi se préparait à franchir la frontière pontificale. Le drame qui se déroulait en Sicile fit oublier, pour le moment, la question romaine.

La tyrannie à Naples et en Sicile, la haine universelle contre les Bourbons, les traditionnelles révoltes siciliennes, avaient depuis de longues années dirigé les pensées des nationaux vers un plan ayant pour but de révolutionner le Sud. Cavour, de même que Mazzini, l'avait compris dans ses projets, et Mazzini avait exécuté une faible partie de ses idées dans l'expédition de Pisacane. Le temps n'avait rien appris à Ferdinand, et le chaos de l'administration augmentait à mesure que la souffrance paralysait le cerveau du Roi. Une maladie terrible et répugnante le terrassa, et il vécut juste assez pour entendre proclamer la ruine de sa race par la déclaration de guerre à l'Autriche (22 mai 1859). Le nouveau roi, François II, avait été tenu dans une complète ignorance des affaires de l'État. Dévoué à son père, honnête et rempli de bonnes intentions, mais jeune, faible, et absolument inexpérimenté, il devait nécessairement suivre en grande partie la politique de Ferdinand. Filangieri fut nommé premier ministre ; il aurait accordé une constitution s'il avait eu les mains libres ; mais toutes les forces de l'Église et de l'armée se coalisèrent pour faire échouer ses plans et, au début de 1860, il donna sa démission. Le Roi eut encore des velléités de bien gouverner ; les gouvernements anglais et français poussèrent aux réformes, et la Prusse et la Russie elles-mêmes, craignant que la tyrannie ne donnât des ailes à la révolution, conseillèrent la modération. On opéra quelques petites réformes ; l'imparfaite amnistie du commencement du règne fut étendue

1. Bianchi, *op. cit.*, VIII, 281, 405-409 ; Thouvenel, *op. cit.*, I, 80, 94, 134-136, 145-154 ; Cavour, *op. cit.*, III, 233-235 ; *Affaires étrangères 1860*, III, 116.

2. Thouvenel, *op. cit.*, I, 154 ; *Affaires étrangères 1860*, 117 ; suite de la Correspondance 1860, VII, 8 ; Ricasoli, *Lettere*, V, III.

aux prisonniers politiques ; une concession fut accordée pour le chemin de fer de Naples à Brindisi, et l'on s'achemina à grands pas vers le libre-échange. Mais les abus de la police restaient aussi intolérables que jamais, et Russell avertit solennellement l'Autriche des conséquences inévitables du contraste qui régnait entre la juste administration du Nord et la tyrannie du Sud.

Jusqu'à un certain point, l'avènement de François avait fait espérer mieux. Une petite partie des exilés espéra sauver les Bourbons, comme les nobles florentins auraient voulu sauver le Grand-Duc, en imposant au trône une politique libérale et nationale. Comparativement peu d'entre eux estimèrent, pendant l'été de 1859, que l'union du Nord et du Sud entraînait dans le groupe des mesures politiques praticables ; pour éloigner Murat du trône, ils auraient volontiers consenti à faire des avances à François. Cavour, désireux de mettre en campagne autant de troupes italiennes que possible, avait, même avant la mort de Ferdinand, et encore avec plus d'insistance après, proposé une alliance offensive et défensive¹ et abandonné tous ses projets contre les Bourbons. La France, paraît-il, alla jusqu'à promettre les Marches et l'Ombrie comme prix de son consentement². Filangieri aurait volontiers acquiescé ; mais, quoique François eût, ainsi que son père le lui avait conseillé, rejeté les ouvertures que lui faisait l'Autriche en vue d'une alliance, l'indépendance italienne à ses yeux ne signifiait rien ; et le parti de la cour l'enleva à l'influence de Filangieri. En automne, il essaya de former une coalition anti-piémontaise ; n'eût été le veto de Napoléon, il aurait envoyé des troupes reconquérir la Romagne pour le compte du Pape.

En fait, le plan des exilés avait peu de partisans à Naples. Il existait dans cette ville peu de personnes qui eussent quelque confiance dans la race parjure. Les Murattistes, aussi bien que les nationaux, s'opposaient à une politique qui promettait de fortifier les Bourbons et de rendre le Piémont

1. En 1757, le premier Pitt voulait que la Sardaigne et les Deux Siciles s'unissent pour lutter contre la prééminence autrichienne en Italie : *Correspondance de Chatham*, I, 254.

2. Nisco, *Francesco II*, 17 ; Memor, *Fine di un regno*, 329-330. Nisco dit que l'Angleterre était de moitié dans cette offre, mais cela semble improbable, surtout étant donné ce que dit De Cesare, *Scialoja*, 101, 107.

moralement responsable de leur sécurité. Après le traité de Villafranca, le Sud passa de nouveau au premier plan. Les Unitaires essayèrent d'amorcer l'opinion nationale flottante qui, vague et irrésolue, devait sûrement s'attacher à eux. Le Murattisme était enveloppé dans le discrédit de l'affaire de Villafranca, et il ne continua de vivre quelque temps encore qu'à défaut d'une meilleure politique. L'acceptation de la monarchie piémontaise par tous les partis du Nord, l'attitude de la Toscane et de l'Émilie, l'influence de Garibaldi, toutes ces causes poussèrent rapidement les nationaux du Sud à passer en masse aux Unitaires. En Sicile, Fabrizi et Quadrio avaient organisé une vaste conspiration et, après Villafranca, La Farina poussa les affiliés à la Société nationale dans l'île à se révolter de suite. En même temps, Crispi, qui était encore républicain de principes, et à qui il répugnait d'accepter le programme royaliste, pénétrait en Sicile sous un déguisement et organisait les sociétés secrètes en vue d'un soulèvement en octobre¹. Mais les chefs avaient été forcés, contre leurs sentiments, d'entrer dans ce complot ; ils croyaient qu'un soulèvement de la Sicile ne pouvait réussir sans l'aide du Piémont. La Farina avait changé de tactique et poussait ses amis à attendre que l'Italie centrale fût annexée ; et, malgré la promesse que Garibaldi avait faite de lui venir en aide, l'insurrection dégénéra en une petite révolte dans le voisinage de Palerme.

Mais Crispi ne se désespéra pas ; n'ayant pas réussi à obtenir l'appui de Rattazzi, il se prépara à faire une nouvelle tentative au mois d'avril suivant. Cavour et ses amis l'encouragèrent un peu² ; mais le complot fut surtout l'œuvre des démocrates. Mazzini, qui était caché à Gènes, se jeta dans le complot et demanda à Garibaldi de se mettre à la tête des insurgés. Mais Garibaldi n'avait pas grande confiance dans la réussite d'un soulèvement populaire, et il ne promit que de fournir des armes sur les fonds souscrits pour acheter des fusils, et seulement à condition que les révolutionnaires porteraient le drapeau royal (24 février). A la fin, il écrivit (15 mars) que, si les Siciliens se soulevaient spontanément

1. Il avait de grands approvisionnements de bombes du modèle de celles d'Orsini.

2. La Masa, *Fatti*, II ; Farini, *Lettere*, XLVIII ; Oddo, *I mille*, I, 78.

au nom de Victor-Emmanuel, il leur prêterait son concours¹. Mazzini, qui se défiait toujours à moitié de Garibaldi et n'était pas fâché peut-être de voir le soulèvement en d'autres mains que les siennes, avait déjà choisi comme chef, pour le cas où Garibaldi refuserait, un jeune noble sicilien : Rosalino Pilo. Quelques jours après l'arrivée de la lettre de Garibaldi, Pilo partit avec un seul compagnon et très peu d'argent comme espoir suprême de la libération de la Sicile. Quand il débarqua, près de Messine, la révolution avait déjà éclaté. Des armes avaient été recueillies pendant l'hiver au monastère patriote de Della Gancia à Palerme, et le matin du 4 avril, la cloche du monastère donna le signal aux conspirateurs. Mais le complot était connu ; le gouvernement guettait. Les troupes donnèrent l'assaut au monastère et le mirent au pillage ; Palerme dut se contenter de vaines démonstrations. Mais tout le pays d'alentour avait répondu en se soulevant ; Girgenti, Noto, Caltanissetta, Trapani jouirent d'une liberté momentanée. « Mes complices sont toute l'Italie et Dieu » dit Riso, le maître-maçon qui avait organisé le soulèvement, à ceux qui l'avaient capturé. Mais, malgré un combat sérieux à Carini, il fut impossible aux insurgés de tenir longtemps, et les mercenaires allemands et suisses prirent leur revanche avec une brutalité épouvantable. Avant que Pilo n'eût rejoint les débris des bandes, le soulèvement, quoiqu'il ne fût pas étouffé, n'avait plus aucune chance de succès. En vérité, excepté Mazzini et l'exilé sicilien La Masa, tous deux jaloux de Garibaldi, peu de gens avaient confiance dans la mission de Pilo. Les esprits sains reconnaissaient qu'il n'y avait qu'un homme qui pût faire réussir la rébellion. La majorité du comité génois, irritée de trouver Mazzini incapable de comprendre aucune politique sauf la sienne, résolut de suivre sa propre initiative et de forcer Garibaldi à tenir sa promesse. Quand arrivèrent les premières nouvelles favorables du soulèvement, Garibaldi consentit de nouveau, mais à contre-cœur, à partir (7 avril), et il demanda au Roi de placer sous ses ordres une brigade de l'armée royale. Ainsi que la plupart de ses amis, il se rendait compte qu'on ne pouvait rien faire d'efficace sans le concours du gouvernement de Cavour.

1. Mario, *Garibaldi*, 534 ; Mazzini, *Opere*, XI, LVI ; voir Crispi, *Scritti*, 322.

Les faits et gestes de Cavour durant cette crise sont si contradictoires, que ses véritables intentions doivent rester un problème insoluble, à moins toutefois, ce qui est très probable, qu'elles n'aient varié de jour en jour. Lors de son retour aux affaires, il ne songea pas à une rupture immédiate avec Naples ; il avait ordonné à Villamarina, son ambassadeur auprès de la cour des Bourbons, de promettre que le Piémont n'encouragerait ni une révolution ni l'annexion du Sud ; et, bien qu'il encourageât les Unitaires en Sicile, il est probable que, pour le moment, il n'espérait guère dans le succès d'une révolution, et qu'il comptait encore moins sur un succès à Naples. Mais, vers la fin de mars, sa politique commença à changer. L'annexion du Centre était virtuellement assurée, et la cession de la Savoie et de Nice devait le rendre plus indépendant de la France. Il avait entendu parler de la proposition de faire occuper les Marches par les troupes napolitaines (22 mars), et il supposait que ce serait le prélude d'une invasion de la Romagne ; il était décidé à la considérer comme un acte d'hostilité, à moins que François ne voulût reconnaître l'annexion de la Romagne et ne permit au Piémont d'occuper Ancône¹. Il dit plus tard qu'immédiatement après l'annexion du centre, il avait décidé de détrôner les Bourbons. Que ces plans se fussent ou non étendus si loin, il sonda Villamarina (30 mars) sur les chances qu'on pourrait avoir d'annexer Naples, tout en exprimant l'avis que, pour le moment, on pourrait demeurer dans le *statu quo*. Quelques jours après (4 avril), La Masa lui parla du complot qui mûrissait au couvent de Della Gancia. Les grandes lignes de la politique de Cavour étaient restées ce qu'elles avaient été depuis quatre ans : empêcher un mouvement qui pourrait diviser les nationaux, et rattacher chaque manœuvre à des fils que le gouvernement pourrait tirer. Sans doute, il vit qu'il était impossible d'arrêter la révolution en Sicile comme on l'avait arrêtée dans l'Ombrie en automne. En tout cas, elle empêcherait effectivement une invasion de la Romagne par les Napolitains. Il lui fallait fermer les yeux sur elle et la guider, mais le gouvernement ne devait avoir aucune

1. Bianchi, *op. cit.*, VIII, 281 ; Cavour, *op. cit.*, III, 253 ; Carandini, *Fanti*, 320. *Affaires étrangères 1860*, 98-99. Ce dernier compte rendu est incroyable.

responsabilité, ne devait rien faire qui pût risquer de lui faire perdre le terrain gagné ou rendre hasardeuse la grande marche en avant. Si les « lances libres » voulaient courir le risque et, en cas d'échec, en payer les dépens, le grand mouvement pourrait ne rien perdre et même y gagner beaucoup. Cavour promit vaguement d'envoyer de l'aide ; il sentait quel grand risque on courrait si des révoltés indisciplinés étaient menés par des chefs incompetents. Ses premiers efforts pour trouver un chef échouèrent et, quelques jours plus tard, il dut avoir connaissance de l'appel de Garibaldi au Roi. Oubliant les violentes attaques dirigées à ce moment même contre lui par Garibaldi, il reconnut qu'il était le seul homme capable de faire sortir la victoire de tant de dangers. Il était impossible de lui donner la brigade ; mais Cavour dit à La Farina de faire passer à Garibaldi l'aide qui avait d'abord été destinée à La Masa, et de l'approvisionner des fusils des magasins de la Société nationale ; et il permit que les fusils qui étaient à Milan et qui provenaient des souscriptions ouvertes par Garibaldi et dont le gouvernement avait en fait la garde, servissent à l'expédition¹.

Dans l'intervalle, Garibaldi, après son apparition intempestive à la Chambre, était retourné à Quarto, sur la côte, près de Gènes. Malgré ses promesses, il était encore très irrésolu. Il inclinait plutôt à aller à Nice se mettre à la tête d'une résistance désespérée contre les Français ; et son hésitation grandit quand arrivèrent les mauvaises nouvelles de la Sicile, en même temps qu'augmentaient les difficultés des préparatifs de l'expédition. Il avait reçu la réponse du Roi refusant de donner la brigade ; d'Azeglio, révolté par la duplicité de Cavour, mit l'embargo sur les fusils à Milan ; Cavour, Medici, La Farina employèrent alors toute leur influence contre l'expédition². Garibaldi n'avait aucun désir de partager le sort des Bandieras³ et de Pisacane, et La Farina quitta Gènes le 20 avril, convaincu qu'il avait abandonné toute intention de partir.

1. La Farina, *Epistolario*, II, 313 ; Guerzoni, *Garibaldi*, II, 31 ; Vecchi, *Garibaldi*, 116-117 ; Cavour, *op. cit.*, III, 242 ; IV, cxxvii ; Oddo, *op. cit.*, I, 168. Pianciani, *Dell'andamento*, 40, est tout à fait dans l'erreur.

2. D'Azeglio, *L'Italie*, 162 ; Cavour, *op. cit.*, IV, cxxviii ; Un antico parlamentare, *Crispi*, 161 ; Mario, *Bertani*, II, 39-40 ; Guerzoni, *op. cit.*, II, 31, 38 ; Persano, *Diario*, I, 81 ; Mazzini, *Opere*, XI, lxxix.

3. Voir t. I, ch. vii.

La nouvelle fut probablement un soulagement pour Cavour. Une visite du Roi à Florence l'avait affolé; il craignait un « fiasco », que les mauvaises nouvelles de Sicile ne fussent apparues que comme trop probable, ou la répétition de quelque complication plus sérieuse dans le genre de celle du *Cagliari*; il doutait que Garibaldi fût invulnérable à l'influence de Mazzini; il craignait encore plus l'attitude de la France et l'occupation indéfinie de Rome, si l'expédition partait. D'un autre côté, il avait reçu avis de Villamarina que la rébellion promettait de réussir en Sicile; il savait que l'Autriche ne voulait pas intervenir; La Farina l'avait rassuré quant à la fidélité de Garibaldi à la couronne. Il désirait se pourvoir pour l'une ou l'autre éventualité, et, quand, le 23 avril, le comité génois sonda ses intentions, il semble encore lui avoir donné l'espoir qu'il le soutiendrait¹.

Tandis qu'il hésitait, Garibaldi était encore plus tourmenté par l'indécision, persuadé et dissuadé par chaque influence nouvelle, mais en somme inclinant plutôt à partir. Il aspirait à l'action qui lui ferait oublier ses désappointements politiques et domestiques; quelque peu d'espoir qu'il eût de voir réussir l'expédition, il « considérait de son devoir d'aller là où des Italiens luttèrent contre leurs oppresseurs ». Mais l'attitude de Cavour l'embarrassait, et il voyait quelle serait la gravité de la situation si l'Empereur effrayait le gouvernement jusqu'à le contraindre à l'inaction ou à lui faire opposition. Trois fois par semaine, il changeait d'avis, et ce n'est qu'en apprenant que les autres partiraient sans lui, et aussi à cause de l'insistance de Crispi et d'un faux télégramme apportant de meilleures nouvelles de Sicile, qu'il se décida enfin². Le 1^{er} mai, il annonça son intention de partir aussitôt que possible. Dans l'intervalle, les doutes de Cavour s'affermirent dans un sens contraire. Devant ce

1. Cavour, *op. cit.*, VI, 559; Bianchi, *op. cit.*, VIII, 290; discours de Sirtori à la Chambre, le 19 juin 1863. Pour une autre version de la déclaration de Cavour, voir Bertani, *Ire politiche*, 61. Il est certainement étrange (si Mario, Bertani, est correct) que Sirtori se soit opposé à l'expédition le 30 avril; voir cependant Vecchi, *op. cit.*, 120.

2. (a) Mazzini, *Opere*, XI, LXXVI-LXXVII, Mario, *op. cit.*, II, 40-42; Mazzini, *Ad. A. Gianelli*, 130; (b) Mirone, *Fabrizi*, 54; Guerzoni, *Bixeo*, 154; Mazzini, *op. cit.*, 131; Cavour, *op. cit.*, IV, CLI; (c) La Masa, *Fatti*, V, VII; Vecchi, *op. cit.*, 119-120; Türr, *Riposta*, 6; d'après les deux derniers et Elia, *Note*, 51, le télégramme fut fabriqué par Crispi.

qu'on rapportait de la Sicile, l'expédition apparaissait comme un acte de pure folie. De la part des gouvernements étrangers, des questions « pleuvaient » touchant la signification des préparatifs faits à Gênes, et Cavour avait dit à l'ambassadeur français qu'on avait abandonné l'entreprise. A ce moment, la nouvelle arriva que Garibaldi inclinait à partir. Cavour perdit la tête. Il courut à Bologne au-devant du Roi et lui demanda l'arrestation de Garibaldi. Le Roi, qui avait ouvertement encouragé Garibaldi¹, et avait parlé à Florence de « nouvelles tâches et de nouvelles guerres », refusa²; et Cavour, comprenant peut-être qu'avec la surexcitation de l'opinion publique, sa proposition était une impossibilité, vit qu'il ne restait rien à faire qu'à fournir à l'expédition tous les moyens de réussir. La Farina fut envoyé à Gênes pour remettre à Garibaldi les fusils de la Société nationale; mais, par quelque étrange et secrète manœuvre, explicable seulement par les soupçons et les jalousies mesquines de La Farina, Garibaldi n'en reçut qu'une partie. On envoya des instructions aux autorités de Gênes pour qu'elles fermassent les yeux sur le chargement et le déchargement des vapeurs. Du reste, sans le concours du gouvernement, il eût été impossible à l'expédition de partir³. Persano, l'amiral piémontais, avait ordre d'arrêter l'expédition si elle relâchait dans un port sarde; mais il savait que Cavour voulait seulement sauver les apparences, et il eut soin de laisser passer les navires de Garibaldi sans les inquiéter⁴.

1. Cavour, *op. cit.*, IV, CLVII, CLXIII; voir cependant Mario, *op. cit.*, II, 48. Je ne puis faire concorder et à peine croire ce qu'on lit dans d'Ideville, *Journal*, I, 55.

2. D'Haussonville, *Cavour*, 420; Castelli, *Cavour*, 88.

3. Oddo, *op. cit.*, I, 169, 173; Guerzoni, *Garibaldi*, II, 31, 38; Mazzini, *Opere*, XI, LXX; Vecchi, *op. cit.*, 123-124; La Farina, *op. cit.*, II, 313, 427; Mario, *Garibaldi*, 542; Bianchi, *Cavour*, 94; Cavour, *op. cit.*, IV, CLXII-CLXIII; *Riv. stor. del risorg.*, I, 188-190. Les déclarations contraires dans Bertani, *op. cit.*, 53 et Pianciani, *op. cit.*, sont certainement fausses.

4. Cavour, *Lettere*, III, 245-246; Persano, *Diario*, I, 14-16; voir *Affaires étrangères 1860*, 141, pour la version officielle. Voir aussi Chiala, *Dina*, I, 379. Quelques doutes s'attachent à la lettre citée dans Bianchi, *Cavour*, 94, car Persano n'en fait pas mention; il n'y a rien d'improbable dans cette lettre, mais Persano n'agit pas d'après ses instructions.

CHAPITRE XXXI

GARIBALDI EN SICILE

Mai-Août 1860

L' « EXPÉDITION DES MILLE » ; le « raid » de Zambianchi ; Marsala ; Calatafini ; Palerme. Les Siciliens ; gouvernement de Crispi ; Cavour et la Sicile ; la question d'annexion ; mission et bannissement de La Farina ; Cavour et Garibaldi en juillet. Les renforts ; Milazza. CAVOUR ET NAPLES ; il veut devancer Garibaldi ; François accorde une constitution ; intrigues de Cavour à Naples ; les nationaux ne réussissent pas à s'y soulever ; soulèvement dans les provinces. CAVOUR DÉCIDE D'OCCUPER L'OMBRIE ; l'expédition Bertani-Nicotera ; Cavour obtient la sanction de l'Empereur.

Le 5 mai, à l'aube, la petite expédition quitta Gènes, dans deux vapeurs de Rubattino. Il ne manquait pas d'hommes pour les remplir. Le comité de Bertani et le prestige du nom de Garibaldi avaient attiré des volontaires de tous les points de l'Italie ; la seule difficulté était de les réduire aux mille et quelques que Garibaldi pouvait prendre. C'étaient pour la plupart des Italiens du Nord ; sur les 1072 qui revêtirent la chemise rouge d'uniforme, 850 venaient de la Lombardie, de l'Émilie ou de la Vénétie. Cette bande constituait un mélange de patriotes et d'aventuriers qui n'avaient de commun que leur dévouement à Garibaldi et un courage sans bornes¹. Pour employer les expressions de l'un d'eux, « le Sicilien y venait chercher son pays, l'amant dédaigné l'oubli, l'affamé du pain, le malheureux la mort » ; la plupart d'entre eux cependant étaient l'élite des *Cacciatori*², quelques-uns, des vétérans qui avaient servi en Crimée. C'était splendidement tenter le hasard, et grande fut la récompense. La gloire de l'initiative doit en revenir au comité de Gènes — à Ber-

1. Forbes dit qu'il n'a jamais vu un volontaire ivre, qu'il n'en a jamais entendu parler.

2. *Cacciatori*, chasseurs.

tani, à Crispi, à Mazzini, dont la foi aveugle avait surmonté l'hésitation de Garibaldi, et entraîné le Roi et Cavour à marcher sur leurs traces. Mais, pour le moment, l'expédition n'apparut que comme l'entreprise hasardeuse de fous héroïques. Les Bourbons avaient 23 000 hommes de troupes en Sicile et 100 000 autres sur le continent, avec une puissante artillerie et des forteresses presque imprenables. La perspective d'un concours effectif de la population était passablement douteuse. Des renforts pouvaient être envoyés, mais c'était à la discrétion du gouvernement, et il n'était que trop probable que Garibaldi serait écrasé avant leur arrivée. La suite montrera comment, malgré l'écrasement extraordinaire des défenses des Bourbons, à plusieurs reprises, les dangers furent terribles. Il n'existait probablement aucun homme en Europe, sauf Garibaldi, qui, avec des débuts si peu propices, eût lutté et conquis la victoire, tout en ayant contre lui des forces supérieures et quelquefois effroyablement écrasantes. L'expédition des « Mille » fit l'Italie ; mais elle aurait pu aisément finir par un désastre qui eût renvoyé la cause nationale à des années encore à venir. Suivis de l'angoisse de toute l'Italie, les deux navires se dirigèrent vers le Sud en suivant la côte. Un étrange acte de trahison, dont on ne peut que soupçonner l'auteur, les empêcha d'emporter les munitions nécessaires aux fusils de La Farina, et l'expédition se trouva donc presque sans armes. En partie pour remplir cette lacune, Garibaldi ordonna d'atterrir à Talamone, petit port toscan, et obtint du complaisant commandant d'Ortobello les munitions dont il avait besoin et en plus trois canons. Il avait un autre but en s'arrêtant là. Mazzini et ses amis l'avaient persuadé de faire sien leur projet d'envoyer une expédition dans les États pontificaux, simultanément avec l'expédition de Sicile ; et, quoiqu'il eût de temps en temps des doutes, il s'y était jeté de tout cœur et depuis quelque temps en avait fait une partie de ses plans¹. Il voulait s'en servir comme d'une feinte pour dérouter l'ennemi sur sa vraie destination ; mais, avec un étrange manque de sagesse, il ne débarqua que

1. Garibaldi, *Memorie*, 374 ; Mazzini, *Opere*, XI, cxi ; Mario, *Bertani*, II, 33 ; Mazzini, *Ad A. Gianelli*, 130. Je ne crois pas que l'explication donnée dans Vecchi, *Garibaldi*, 134, soit probable.

soixante hommes sous les ordres d'un officier discrédité, Zambianchi. Sans doute, il supposait que des renforts viendraient les rejoindre de la Toscane, et que Cosenz et Medici partiraient bientôt après lui de Gênes, avec des forces plus considérables. Ce n'en fut pas moins une faute incompréhensible. La petite bande de Zambianchi allait au-devant d'un désastre; quoique Garibaldi ignorât sans doute les négociations entamées pour l'évacuation des Français, il doit avoir compris en partie quels désagréments il créait au gouvernement. L'obstination audacieuse de Mazzini et la complaisance irréfléchie de Garibaldi retardèrent le départ de la garnison française et obligèrent l'Italie à attendre Rome dix ans de plus. Aussitôt que cette nouvelle arriva aux oreilles de Cavour, il envoya des ordres sévères à Ricasoli afin de prévenir la violation du territoire romain¹; mais le peuple était sympathique à l'expédition, et Zambianchi passa la frontière (20 mai), pour être attaqué près d'Acquapendente par les gendarmes pontificaux, alors que lui et ses hommes étaient à moitié ivres; repoussés en Toscane, Ricasoli les désarma et les mit en état d'arrestation. Pendant ce temps, Garibaldi, voguant vers le Sud, arrivait à Marsala le 11 mai. En pleine mer, il avait échappé aux navires napolitains, mais, comme il approchait de la terre, deux croiseurs aperçurent ses navires et les poursuivirent de près jusque dans le port. Un de ses navires toucha et, si le feu des Napolitains n'avait pas été large et désordonné, la moitié de ses hommes n'aurait pu atterrir². Il n'y avait pas de garnison à Marsala, mais l'expédition courait le risque d'être enfermée dans ce coin de l'île, et Garibaldi décida d'avancer promptement sur Palerme. Acclamé avec un enthousiasme délirant par les habitants, et se proclamant dictateur de l'île au nom de Victor-Emmanuel, il s'avança sur la route de Palerme, tandis que La Masa semait la révolution dans les districts ruraux, et que les *squadre* qui avaient survécu à l'insurrection Della Gancia arrivaient par détachements.

A mi-chemin de Palerme, Garibaldi rencontra les Napoli-

1. Malgré ce qu'avance Guerzoni (*Garibaldi*, II, 54) je ne crois pas que les autorités fussent de connivence.

2. Il n'y a aucune véracité dans l'affirmation des Napolitains que leur feu fut arrêté par les vaisseaux de guerre anglais qui stationnaient là. Voir Correspondence Garibaldi; Guerzoni, *op. cit.*, II, 62.

tains qui s'étaient établis dans une forte position sur les collines de Calatafimi (15 mai)¹. Il n'avait que 800 de ses hommes mal armés et 1500 *squadre* indisciplinés à opposer aux 3500 soldats de Landi bien armés et disciplinés. Mais l'une après l'autre les sept terrasses qui formaient le versant de la colline furent emportées d'assaut, et malgré toute leur bravoure, les Napolitains ne purent résister au choc furieux des baïonnettes. Le 19 mai, Garibaldi était sur les collines en face de Palerme. La première manœuvre avait réussi, mais les réelles difficultés de la campagne étaient encore à venir. La situation était pleine de danger. Il ne pouvait compter que sur ses 800 soldats, car, quoique Termini et Misilmeri se fussent soulevées, et que, le 21, tout le centre de l'île fût libre et lui eût envoyé 5000 hommes, l'indiscipline des bandes improvisées et leur facilité à se prendre de panique, leur donnait peu de valeur excepté comme espions. Devant lui, à Palerme, il y avait 20000 Napolitains, avec des officiers ignorants et poltrons, promus grâce à la faveur qu'ils avaient à la cour ou à l'influence de la *camorra*; mais les hommes, ignorants et brutaux comme ils l'étaient, étaient assez braves et prêts à bien se battre, s'ils étaient bien commandés. Malgré Calatafimi, malgré la terreur superstitieuse qui faisait croire que Garibaldi était ligué avec les puissances surnaturelles ou infernales, la supériorité des troupes royales, en nombre, en armes, en discipline, était si considérable, que, sous les ordres d'un général passable, elles auraient aisément écrasé la petite bande de héros.

Garibaldi se rendait très bien compte de ses immenses désavantages; il savait que sa seule chance de salut était dans l'audacieuse et brillante stratégie qui avait si souvent confondu des forces supérieures. Il n'osa pas attaquer Palerme par l'Ouest et, par deux marches merveilleuses autant que dangereuses, il amena ses hommes, en suivant un long arc de cercle à travers les montagnes, jusqu'à Misilmeri, au sud-est de la ville (21-25 mai), tandis que deux fortes colonnes de l'ennemi se lançaient vers le sud suivant avec ardeur une piste fausse. Le plan de Garibaldi était

1. L'endroit s'appelait Pianto de' Romani, en souvenir de la défaite infligée à Appius Claudius par les Egestans en 263 av. J.-C.

d'attaquer Palerme la nuit; une fois dans la ville, il aurait les maisons pour remparts et l'appui de la foule. Son espoir de prendre la ville par surprise fut gâté par les paniques des *squadre*, et ce ne fut qu'après le lever du soleil, le 27, qu'il put attaquer et prendre la porte Termini. L'avantage du côté des Napolitains était encore formidable et la moindre énergie de la part de Lanza, leur commandant, eût écrasé les assaillants. Mais il se contenta d'ordonner un bombardement qui fit des ravages terribles dans la ville, sans arrêter beaucoup l'attaque. Les cloches des églises répondirent en défi; le peuple commença à s'agiter, et, pouce par pouce, la ville fut conquise, jusqu'à ce que les soldats fussent confinés à la forteresse de Castellamare, son voisinage, et un groupe isolé de bâtiments autour du palais. Ce fut une terrible scène de carnage. « Chaque barricade, dit un témoin oculaire, était enlevée sous une tempête d'obus; chaque pied de terrain était gagné au milieu du pétilllement des flammes, du craquement des maisons qui croulaient, des cris des victimes enfouies sous les ruines ou massacrées par la soldatesque sauvage qui s'enfuyait. »

Le bombardement cessa le matin du 29 pour permettre à la garnison de faire une sortie; mais l'attaque s'arrêta impuissante contre les barricades, et le courage de Lanza, qui décroissait rapidement, l'abandonna tout à fait. La tactique non conventionnelle de Garibaldi le paralysait; il doutait du loyalisme de la flotte; ses soldats, plus affamés de butin que de combats, commençaient à désertter. Il ne désirait plus maintenant que traiter avec les « flibustiers ». Le quatrième jour du combat, il fit appel à Mundy, qui commandait l'escadrille anglaise dans la baie, pour qu'il servît de médiateur, et Garibaldi, accueillant avec empressement l'offre de suspendre les hostilités, consentit à une trêve de vingt-quatre heures. Les Napolitains ne savaient pas combien sa position était terrible. Sa poudre était presque épuisée, les *squadre* étaient de nouveau plus ou moins démoralisés; vingt arpents de la ville n'étaient qu'une masse croulante de ruines, et la situation était si périlleuse que lui-même pensait à évacuer Palerme et à se retirer dans les montagnes. Le lendemain matin, la trêve fut prolongée pour permettre à Lanza de communiquer avec Naples. Les ministres de François savaient qu'on ne pourrait recouvrer Palerme qu'à l'aide d'un bombarde-

ment encore plus terrible ; ils n'osaient risquer de se rendre ainsi odieux, et le Roi, reconnaissant que son seul espoir était une conciliation avec l'Angleterre et la France, envoya l'ordre d'évacuer. Le 20 juin, les dernières troupes napolitaines étaient embarquées, et, avant cette date, la révolution s'était étendue à l'île entière. Sauf Messine et Syracuse, qui étaient maintenues par la crainte d'un bombardement, et les forteresses de Milazzo et d'Agosta, toute la Sicile était délivrée du gouvernement détesté. En moins d'un mois, 1 000 hommes en avaient vaincu 24 000 et avaient conquis une île de deux millions d'habitants. Leur façon splendide de se battre, la lâcheté et l'incapacité des généraux napolitains, l'unanimité de la population, avaient accompli une œuvre en apparence impossible. Mais, à plusieurs reprises, la victoire avait été bien compromise ; et, si Lanza avait été autre chose qu'un poltron, ou si le patriotisme des Siciliens avait été moins universel, l'héroïque tentative aurait pris fin dans un désastre presque certain.

La tyrannie avait succombé à cause de ses vices inhérents. Ce fut une tâche plus ardue d'organiser à sa place un autre gouvernement. Les Siciliens avaient fait, il est vrai, de tout leur cœur et de toute leur âme, un bon accueil à la révolution ; chaque insulaire avait appris dès son berceau à haïr les Bourbons, et toutes les classes et tous les partis se réjouirent de même. Même le clergé fit cause commune, et prêtres et moines parcoururent l'île prêchant la guerre sainte. La douce personnalité de Garibaldi en fit, aux yeux des Siciliens, un héros demi-divin, et le peuple salua de ses mêmes vivats la *Madonna Santissima* et Garibaldi qu'ils croyaient descendant de sainte Rosalie, vierge¹. Mais ils n'étaient pas disposés à faire des sacrifices. Leur île était libre. Ils étaient délivrés des Napolitains abhorrés ; que leur importaient des théories touchant l'unité de l'Italie ! Ils organisèrent le gouvernement local avec quelque énergie, mais peu d'entre eux se proposèrent pour contribuer à résoudre le gigantesque problème de l'organisation centrale. Les hommes riches, égoïstes et pleins de soupçons pour l'entourage de Garibaldi, se tinrent à distance. La conscription, que le dictateur avait décrétée,

1. Tout un couvent de religieuses insista pour l'embrasser. Mario, *The red shirt*, 9 ; on brûla de l'encens en son honneur ; Adamoli, *Da San Martino*, 99.

échoua devant la résistance passive du peuple, et seulement un millier de volontaires furent réunis. Les *squadre* réclamèrent leur solde à grands cris, et ils durent être dissous et réorganisés. En dehors de Palerme, il n'y avait point une anarchie telle que la dépeignaient ses ennemis. A l'exception de quelques troubles à Bronte, sévèrement réprimés par Bixio, et, de temps en temps, d'un renouvellement de vieilles querelles ou de résistances aux collecteurs de taxes, le pays était calme. Mais le gouvernement central était presque partout impuissant, et, à Palerme même, se trouvaient des éléments dangereux. La *mafia* avait probablement aidé à organiser les *squadre*. Les prisons avaient été ouvertes pendant la lutte, et les criminels étaient lâchés dans les rues, menaçant leurs ennemis personnels. Trente *sbirri* avaient été découverts et massacrés, malgré les efforts de Garibaldi pour les sauver, et de plus innocentes victimes craignaient pour leur vie. Seul le prestige tout-puissant du dictateur préserva la Sicile des crimes qui suivaient généralement ses révolutions.

En fait, la formation du gouvernement qui, aux yeux des démocrates, semblait si facile sur le papier, se trouva tout à fait dépasser leur pouvoir. Les idées politiques de Garibaldi étaient toujours primitives. Crispi, qui était le chef réel du gouvernement, n'avait pas encore appris, par ses études politiques, à diriger les hommes. Il était peu aimé ; rempli de confiance en lui-même, têtu, énergique, sans tact ni disposition à accepter un compromis, impatient de toute autorité supérieure, ennemi cruel, sans scrupules dans son ambition, inconséquent, non parce qu'il avait l'indifférence robuste de Cavour pour les apparences, mais parce qu'il ne se souciait réellement pas des principes, s'inquiétant peu de la moralité politique dans les fins ou les moyens, c'était un homme qui pouvait faire beaucoup ; mais il était aussi probable que ce beaucoup fût plus mauvais que bon. Sous son administration, l'essai d'un gouvernement d'amateurs échoua. Garibaldi, avec les meilleures et les plus humaines des intentions, mais ennuyé et fatigué par les détails de l'administration, essaya de fonder des écoles¹ et de réformer les hospices d'enfants

1. Voir la délicieuse description de son école militaire pour les *gamins* de Palerme, dans Mario, *op. cit.*

trouvés, alors que les éléments vitaux du gouvernement tombaient en miettes. Toute la vénération et toute l'affection que le peuple ressentait pour Garibaldi ne le décidaient pas à payer les impôts. Dictateur nominal, il était le jouet des hommes à qui il se confiait, et se contentait de signer les décrets que Crispi plaçait devant lui. Celui-ci, entêté et autocratique, rendait les difficultés plus grandes par sa folle impétuosité. Il se mit à recueillir et à réunir les parties encore existantes du mécanisme de l'administration et inonda le pays de lois nouvelles qui ne firent qu'ajouter à la confusion. La suppression sommaire de l'impôt sur le blé et autres taxes lourdes et impopulaires n'amena en aucune façon le peuple à faire un effort et appauvrit le trésor. Crispi nomma fonctionnaires des déserteurs et des aventuriers, et les « tripotages » se développèrent en serre chaude. Il n'y avait presque plus de tribunaux, car les magistrats avaient été congédiés. Il n'y avait ni police, ni garde nationale, et les personnes n'avaient d'autre sécurité pour leur vie et leurs propriétés que la propre modération du peuple. Bien que son unanimité et son enthousiasme, même passifs, eussent conservé le pays en paix et préservé le gouvernement de beaucoup d'embarras, l'avenir était sombre, avec le vieil ordre de choses détruit et une masse d'intrigants et de coureurs de places occupant les emplois. Le mauvais gouvernement de Crispi fut la première d'une série de fautes qui gâtèrent les premières années de la domination italienne dans le Sud¹.

Les nouvelles de la désorganisation causèrent de graves inquiétudes à Cavour. Il s'était réjoui en apprenant le débarquement de Garibaldi. Maintenant que le sort en était jeté, ses perplexités disparurent ; « L'expédition de Garibaldi peut être une bonne ou une mauvaise entreprise, dit-il, mais en tous cas elle est inévitable ; nous ne pouvons hésiter, nous devons aider Garibaldi ». Quelque inopportune qu'il jugeât probablement encore la manœuvre, c'était « un nouveau grand pas de fait vers l'unité définitive ». La tempête diplomatique avait éclaté, et elle avait été moins terrible qu'il ne le craignait. La Russie, il est vrai, lui avait dit de façon menaçante que

1. Guerzoni, *op. cit.*, II, 121-124, 131 ; La Farina, *Epistolario*, II, *passim* ; Ricasoli, *Lettere*, V, *passim* ; d'Ancona, *Amari*, III, 110, 117-118 ; Forbes, *Garibaldi*, 78-81 ; Mundy, *H. M. S. Hannibal*, 81 ; Olivieri, *Una pagina*.

seule la distance géographique l'empêchait d'intervenir, mais l'Angleterre était vivement sympathique, et la France acceptait l'excuse que le gouvernement n'aurait pu arrêter Garibaldi sans s'exposer à de graves périls. Cavour décida donc, après un moment d'hésitation, de permettre que des secours privés fussent librement envoyés. Il alla plus loin ; on laissa à Persano des instructions si vagues que, même avant la prise de Palerme, il se sentit libre de s'y rendre (4 juin), et de fournir toutes sortes de secours indirects. Sur les ordres précis du premier ministre, il fit une tentative infructueuse pour attirer à lui la flotte napolitaine. Quelques jours plus tard (10 juin), Cavour espéra que Garibaldi passerait en Calabre ; vers la fin de juin il permit aux renforts envoyés à Garibaldi de prendre des armes dans l'arsenal du gouvernement à Gênes, et Persano, qui rendait maintenant à Garibaldi les honneurs d'un vice-roi, eut ordre de les escorter en Sicile. « Si le drapeau italien parvient à flotter sur Tarente, écrivait le premier ministre à Ricasoli (27 juin), ce sera la fin du pouvoir temporel et la délivrance de Venise¹ ».

Ce n'était pas, de la part de Cavour, une politique honorable que d'encourager un peuple à se révolter contre un gouvernement avec lequel il était en paix ; il faut encore voir l'étendue de ce déshonneur. La question reste ouverte de savoir si, laissant la moralité de côté, il n'eût pas été de meilleure stratégie d'attaquer Naples de suite et de compléter l'œuvre. Mais Cavour ne voulait pas mentir à sa politique de « laisser les lances libres courir le risque ». Il était prêt à employer et à sacrifier Garibaldi, comme il se serait employé et sacrifié lui-même, pour la cause commune. Il ne voulait pas qu'on fit irruption dans les États pontificaux, et il persuada à Medici et à Cosen, malgré les ordres de Garibaldi, d'abandonner leurs desseins sur l'Ombrie et d'emmener leurs renforts en Sicile. Il était encore plus préoccupé par la crainte qu'une ultra-démocratie, peut-être une république, pût s'implanter dans l'île. Pour le moment, en tout cas, une république n'était pas à appréhender ; mais la suite montra combien était véritable le danger d'un mouvement démocratique, anti-piémon-

1. Persano, *Diario*, 21-22, 39, 42 ; Cavour, *Lettere*, III, 266, 272, 274 ; VI, 565 ; Bianchi, *Cavour*, 98 ; Pianciani, *Dell'andamento*, 84 ; Mundy, *op. cit.*, 180 ; Adamoli, *op. cit.*, 80 ; voir cependant Bianchi, *op. cit.*, 94.

tais, qui diviserait les nationaux, pourrait amener la guerre civile, et serait entraîné malgré lui vers les idées républicaines. Cavour était décidé, s'il le pouvait, à l'arrêter à son début ; et, pour fortifier Garibaldi contre l'influence démocratique, pour « organiser et régulariser le gouvernement », pour hâter l'annexion, il envoya La Farina à Palerme.

On ne peut mettre en doute que l'annexion au Piémont ne fût la seule politique sage pour la Sicile ; elle s'assurait ainsi une administration expérimentée et bien ordonnée, supprimait les motifs d'intrigues et de factions, et faisait échec au parti qui semait la division et la guerre civile. Lorsqu'on les juge froidement, avec le recul des années, on ne trouve pas d'excuses possibles aux hommes qui, sous la direction de Crispi¹ à Palerme, et de Bertani à Gênes, essayèrent de repousser indéfiniment l'annexion. La justification qu'ils offrent en disant qu'ils sauvaient la souveraineté du peuple, est futile en face de l'empressement que manifestaient la plupart des Siciliens pour l'annexion². Leur but réel était de laisser une épine au flanc du gouvernement, d'édifier dans le sud de l'Italie une puissance qui serait fatale, sinon à la monarchie, du moins au parti qui avait jusque-là guidé le mouvement national. Que leur opposition eût quelque raison d'être, on peut le concéder ; bien d'autres étaient fatigués de l'alliance française, révoltés de voir quels sentiers détournés suivait la diplomatie de Cavour, et aspiraient à une politique plus franche et plus digne. Mais leur antagonisme était celui de ces hommes qui, de gaieté de cœur, mettent en danger tout un mouvement parce qu'il n'a pas suivi leur direction, ou parce qu'il leur a causé un désappointement et un ressentiment personnels. Garibaldi n'avait sans doute pas de motifs vils ; il pensait que l'Italie avait besoin d'« une honnête dictature temporaire » ; il avait seulement l'intention de retarder l'annexion jusqu'au moment où il aurait accompli son œuvre. Il pensait que, si Victor-Emmanuel s'emparait de suite du gouvernement de la Sicile, la diplomatie pourrait intervenir, l'empêcher de passer sur le continent et de compléter l'unité de l'Italie.

Ses craintes avaient probablement leur origine dans les

1. Je ne puis croire ce que dit d'Ancona, *op. cit.*, II, 113.

2. Nisco, *Francesco II*, 43 ; La Farina, *op. cit.*, II, 333-334 ; d'Ancona, *op. cit.*, II, 99.

suggestions de Crispi et de son parti. Elles n'avaient en réalité aucun fondement. Cavour était prêt à annexer non seulement la Sicile, mais Naples, aussitôt que l'occasion se présenterait. Malheureusement, La Farina était le plus mauvais agent qu'il pût choisir pour faire avancer sa cause. C'était un homme honnête et capable, mais vantard, sans tact, ambitieux, ennemi personnel de Crispi, impopulaire dans tout le parti démocratique comme « le démon familier de Cavour » ; et il était facile de persuader au dictateur qu'un homme qui était l'ami du premier ministre et avait voté pour la cession de Nice, ne pouvait être son ami. Sans s'arrêter pour sonder le terrain, La Farina débuta par une violente attaque contre le gouvernement de Crispi ; c'est ainsi que commença entre eux une lutte personnelle et basse, dans laquelle Cavour essaya en vain de retenir son ardent lieutenant. La Farina savait que l'opinion publique de l'île le soutenait. Crispi était impopulaire, les Siciliens attendaient avec impatience une organisation. Persano et quelques-uns des meilleurs généraux de Garibaldi l'appuyaient, et la pression fut si forte que Garibaldi fut obligé de congédier Crispi. Mais Crispi était encore le confident écouté du dictateur ; et Garibaldi, qui voulait déjà marcher sur Rome et ne donner aucun otage à Cavour, était décidé à ne pas permettre encore l'annexion. Bien qu'il y eût des moments où il désirât une réconciliation générale et où il allât jusqu'à parler de décréter l'annexion de par ses pouvoirs dictatoriaux, il bannit La Farina de l'île (7 juillet), et ses partisans victorieux y ajoutèrent certaines circonstances d'indignité étudiée.

Cet acte d'autocratique intolérance irrita vivement Cavour. Son inquiétude avait augmenté avec les rapports continuels dénonçant le mauvais gouvernement ; il avait des soupçons sur l'œuvre de Bertani à Gênes, et il menaçait Garibaldi (28 juin), si l'ultra-démocrate demeurait son agent, de ne plus permettre aux renforts de partir. Aussitôt le retour de La Farina (10 juillet), il arrêta les approvisionnements fournis par les magasins de l'État¹, tout en permettant encore aux volontaires de partir. Mais il ne voulait pas contrecarrer ouvertement Garibaldi ; il voulait encore se servir de lui ; il espérait sans doute l'arracher à son dangereux entourage, ou

1. Cavour, *op. cit.*, VI, 569 ; voir Mario, *Bertani*, II, 93.

bien le laisser détruire sa réputation d'homme d'État. Il correspondit avec lui, par l'intermédiaire de Persano, au sujet du successeur à donner à La Farina, et il envoya Depretis (21 juillet), qui fut accepté par Garibaldi, parce qu'il avait donné sa démission pour protester contre la cession de Nice. Depretis avait certaines qualités d'ordre inférieur ; mais son indécision, ses principes plutôt élastiques, son désir de suivre le courant, en faisaient plutôt un tacticien qu'un homme d'État. Il réussit assez bien comme « pro-dictateur », effectuant de grandes améliorations dans l'administration et faisant faire un pas à l'unité en introduisant en Sicile la législation piémontaise. Mais Cavour, trop tolérant, insista pour qu'il travaillât de concert avec Crispi, et Crispi retourna aux affaires à condition seulement qu'on ne parlerait pas de l'annexion tant que Naples ne serait pas libre. Depretis devint, inévitablement, le chef des annexionnistes, et la vieille lutte, avec tous ses dangers, continua sourdement.

La grande erreur de Cavour fut de ne pas agir plus énergiquement. S'il avait montré moins de déférence envers Garibaldi, et s'il avait hardiment ordonné un plébiscite pour ou contre l'annexion, il aurait épargné à l'Italie une grande partie des ennuis qui suivirent. Cette manière d'agir eût été accueillie avec joie par la grande majorité des habitants de l'île ; même dans l'état de choses actuel, Garibaldi était parfois disposé à céder, tant il était las¹. Mais une politique hardie réclamait un homme plus énergique que Depretis. Cavour ne réussit pas à s'assurer le seul homme qui eût tiré la Sicile de son borbier de désordre et de tyrannie. Ricasoli, seul parmi les hommes d'État italiens, était assez fort pour bien remplir ce poste ; la main ferme, l'esprit hardi et avancé, qui avaient amené la Toscane jusqu'au bout de sa crise, auraient étouffé les éléments de désordre, apaisé les haines ardentes, et jeté les énergies de l'île, qui se gaspillaient en vain, dans la poursuite de progrès matériels et sociaux. Ce fut un mauvais jour pour l'Italie que celui où Ricasoli refusa d'être gouverneur de la Sicile.

Cependant Garibaldi achevait la conquête de l'île. Après

1. Mario, *Garibaldi*, 583 ; d'Ancona, *op. cit.*, II, 96 ; La Masa, *Fatti*, LXXXIV.

la prise de Palerme, le manque de troupes suffisantes et les soucis du gouvernement l'avaient empêché d'avancer. Mais bientôt les troupes ne manquèrent plus. Les succès de Garibaldi avaient fait tressaillir de joie toute l'Italie, et combattre sous ses ordres devint l'idéal de la moitié des jeunes gens de cœur. A Bologne seulement, dit-on, 7 000 s'enrôlèrent. Des soldats piémontais désertèrent pour partir ; les Toscans qui détestaient la conscription s'empressèrent pourtant de s'enrôler sous les ordres de Médiçi et de Cosenz. L'argent « pleuvait » pour les souscriptions destinées à acheter le million de fusils¹ ; et Bertani à Gènes employa son grand talent d'organisateur à hâter l'envoi des renforts. Avant le 20 juillet, plus de 9 000 hommes étaient arrivés en Sicile, et Garibaldi était en état de commencer sa marche en avant. Médiçi avait eu une escarmouche avec les troupes de Bosco près de Milazzo (17 juillet), et Garibaldi dut envoyer en hâte tous les hommes qu'il put réunir pour éviter que Médiçi ne fût écrasé par des forces très supérieures. Prenant l'offensive, il attaqua les positions fortifiées de Bosco sur l'isthme de Milazzo (20 juin). Ce fut un combat acharné, car les Napolitains étaient bien postés derrière des murs et des haies de cactus, et ce fut en vain que, durant toute la matinée, les soldats de Garibaldi se jetèrent sur l'ennemi à demi-caché. Mais ils réussirent à la fin à tourner le flanc des Napolitains et, dans l'après-midi, ils s'emparèrent de la ville. Bosco eût pu garder indéfiniment le château, car Garibaldi n'avait pas de canons de siège ; mais trois jours plus tard il se rendit docilement. Syracuse et Agosta avaient déjà été évacuées. La citadelle de Messine fut tout ce qui, en Sicile, resta aux Bourbons.

La marche en avant de Garibaldi força Cavour à amener rapidement ses plans à maturité. Il était clair maintenant que, à moins d'un accident improbable, le gouvernement des Bourbons en Sicile était condamné, et tout portait à croire qu'il croulerait bientôt sur le continent. « Les oranges de Sicile, écrivait Cavour, sont mûres et bonnes à manger, et le macaroni de Naples sera bientôt cuit ». L'enthousiasme

1. Ces souscriptions avaient fourni un million de lire pour l'expédition de Médiçi : Guerzoni, *op. cit.*, II, 126 ; d'après Mazzini, *Opere*, XI, xciv, 855 000 lire furent recueillies après le départ de Garibaldi.

que Garibaldi avait excité ne se manifestait pas seulement chez les jeunes gens qui accouraient combattre sous ses ordres. Des hommes prudents tels que d'Azeglio et Lanza se sentirent entraînés par le courant. « Les plus réfléchis, les plus modérés, les plus conservateurs, écrivait Cavour, sont devenus des unitaires ». Leur timidité avait disparu peu à peu, à mesure que leur esprit prenait plus clairement possession de la vision d'un grand pays uni. Ricasoli réclama de Cavour qu'il abandonnât sa diplomatie embrouillée et laissât le Roi se placer hardiment à la tête du mouvement, car les splendides espérances étaient minées par la crainte de l'anarchie et d'une collision, et le prestige que gagnait Garibaldi promettait de causer des ennuis infinis dans l'avenir. « Il faut que Victor-Emmanuel soit le vrai Garibaldi », telle était la formule de Ricasoli; et il demanda à plusieurs reprises que le gouvernement « mit un terme à tout cela, aussi bien pour Garibaldi en Sicile, que pour les Bourbons à Naples et pour le Pape à Rome. Mieux valait une guerre avec trois puissances; que l'anarchie garibaldienne ». Cavour vit que l'unité, qu'il avait pensé attendre pendant des années encore, était à la portée de sa main. Mais les difficultés étaient plus grandes que ne le croyait Ricasoli. La maxime immuable qu'avait adoptée Cavour était de ne jamais rompre avec la diplomatie, si on pouvait l'éviter. Mais bien qu'il eût vécu dans le monde des diplomates, et que toutes ses prédispositions le poussassent de ce côté, il n'était pas l'esclave aveugle de la tradition diplomatique. Ce fut un danger plus réel qui l'arrêta; il avait toujours devant les yeux la crainte d'une attaque autrichienne à laquelle, il le savait, l'Italie isolée ne pourrait résister; et, pour cette raison, la nécessité primordiale de conserver la faveur de l'Empereur domina toute sa politique. Il savait combien le trône de Napoléon était chancelant, quelles difficultés il aurait à continuer à manifester quelque amitié pour l'Italie, si le gouvernement italien devenait franchement révolutionnaire. Et, pour aveugler les diplomates, pour conserver à l'Italie la protection de l'Empereur, il était prêt à mentir hardiment et souvent. Le moraliste doit se souvenir qu'il ne le fit pas dans un but égoïste, qu'il sentait vivement qu'il entachait sa bonne renommée; « si nous faisons pour nous-mêmes ce que nous faisons pour l'Italie, disait-il à d'Azeglio, nous serions de

grands scélérats ». Cavour, dit La Marmora qui le connaissait bien, ne fut « jamais un fourbe ; au contraire, il était confiant, franc, impétueux ». C'est parce qu'il avait le sentiment profond du péril national, qu'il rendit aux Bourbons la monnaie de leur pièce en employant la perfidie. Il est permis de douter que ses subterfuges aient servi la cause de son pays, en dépit de sa conviction bien établie que ses subterfuges étaient nécessaires. Si, au lieu d'essayer de justifier ses actions aux yeux des diplomates, il avait hardiment défié les conventions et rompu avec les Bourbons, il aurait probablement atteint son but plus tôt et aussi plus honnêtement. Mais la vraie condamnation de sa politique réside en ceci que, pour obtenir à son pays un succès présent, il sacrifia un bien plus précieux, son honneur ; qu'il eut une subtile et mauvaise influence sur les traditions politiques italiennes, et qu'il rendit plus facile à des hommes vils de traîner dans la boue le bon renom de l'Italie.

Après la peste de Palerme, François, presque au désespoir¹, avait supplié Napoléon de sauver son trône chancelant, et de se faire le médiateur entre lui et les révoltés. L'Empereur refusa d'agir (12 juin) à moins qu'il ne promît l'indépendance complète à la Sicile, qui serait gouvernée par un Bourbon, une constitution à Naples, et une offre d'alliance au Piémont. La dernière condition, celle sur laquelle l'Empereur insista le plus, était la plus pénible. François avait remué ciel et terre pour frapper le Piémont en Romagne ; il fit les plus grands efforts pour éluder une condition qui le mettrait en somme sous la dépendance de son rival détesté et lui attirerait bientôt une guerre avec l'Autriche. Mais ses ministres avaient perdu tout courage et, après quelques hésitations, il fut décidé (22 juin), qu'on accèderait aux demandes de l'Empereur, en substituant seulement pour la Sicile l'autonomie à l'indépendance. L'Empereur pressa Cavour d'accepter les ouvertures des Napolitains et essaya de persuader le gouvernement anglais de se joindre à lui en imposant un armistice et en envoyant sa flotte dans le détroit pour empêcher Garibaldi de le traverser. Cavour savait que, s'il acceptait ces ouvertures, c'en était fait de l'annexion ; du reste, l'opinion publique s'était hautement déclarée contre une alliance

1. On dit qu'il télégraphia au Pape cinq fois en vingt-quatre heures pour lui demander sa bénédiction : Walpole, *Russell*, II, 323.

avec Naples. Il décida de faire échouer les négociations et « de laisser ruiner le roi de Naples tout en sauvant les apparences. » Mais il n'osa repousser ouvertement les conseils de l'Empereur ; il affecta d'adhérer au principe de l'alliance bien que le même jour (27 juin) il écrivit qu'il espérait voir Garibaldi traverser le détroit ; mais il posa des conditions de nature telles que François, il le savait, ne fût pas disposé à les accepter¹. Quand l'Empereur demanda au Roi d'user de son influence pour arrêter la marche en avant de Garibaldi, Cavour, après avoir un peu ferraillé, consentit (6 juillet) à ce que Victor-Emmanuel écrivit au Dictateur, mais seulement si François promettait de ne faire aucune tentative pour conquérir la Sicile ; sûr de l'appui de l'Angleterre, il refusa d'abandonner cette condition. En même temps, il prévint Garibaldi qu'il était décidé à compléter la grande œuvre, pourvu qu'ils pussent agir de concert. François, de son côté, était aussi peu sincère et, tandis que les négociations duraient, il ordonna à Bosco d'attaquer Medici ; mais, commençant à désespérer, tandis que les filets se resserraient de plus en plus autour de lui, il modéra ses conditions, puis, jetant ses engagements aux quatre vents du ciel, proposa une division du territoire pontifical entre lui et le Piémont. François acceptant aussi facilement des conditions plus excessives encore que celles qu'il avait posées, Cavour fut démonté ; il n'osa plus retarder davantage l'envoi de la lettre à Garibaldi, et le Roi lui écrivit (22 juillet) pour l'inviter à abandonner ses desseins sur Naples, si François voulait laisser la Sicile libre. Mais la lettre était libellée de telle façon qu'un refus était inévitable ; et Cavour avait fait dire à Garibaldi que ce refus serait le bienvenu². Il se fiait à l'Angleterre pour déjouer les propositions d'armistice ; et Russell, soit qu'il soupçonnât que la France avait des desseins sur la Sardaigne, ou seulement par amitié pour l'Italie, repoussa les propositions de l'Empereur (26 juillet). Napoléon se rendit immédiatement compte que la ruine des Bourbons était

1. Cavour, *op. cit.*, III, 274, 277 ; Ricasoli, *op. cit.*, V, 130 ; Bianchi, *Diplomazia*, VIII, 307, 663, 666 ; Spaventa, *Dal 1848*, 295. Les expressions de sincérité qui se trouvent dans Bianchi, *Politique de Cavour*, 368, 371, doivent être fausses. Voir aussi Chiala, *Dina*, I, 309.

2. Persano, *Diario*, I, 89 ; Bianchi, *Politique de Cavour*, 375 ; Vecchi, *op. cit.*, 177.

signée; il fut probablement heureux de n'avoir plus cette affaire sur les bras, et il écrivit une lettre ouverte (27 juillet) dans laquelle il disait qu'« il serait heureux que l'Italie obtînt la paix, de quelque façon que ce fût, pourvu qu'il pût retirer ses troupes de Rome et qu'une intervention étrangère pût être évitée ». Le prince Napoléon envoya un message secret à Garibaldi, l'informant que l'Empereur lui conseillait de devancer la diplomatie par le fait accompli¹. Le jeu prudent, habile et peu scrupuleux de Cavour avait réussi à rendre les événements responsables de l'échec des propositions napolitaines.

Il pouvait maintenant marcher. Garibaldi refuserait certainement d'obéir au Roi, et les Français ne feraient aucune tentative pour s'opposer à sa traversée du détroit; il est probable qu'il envoya une importante somme d'argent au dictateur, et que, s'il donna à Persano l'ordre de retarder la traversée de Garibaldi aussi longtemps qu'il le pourrait (1^{er} août), ce ne fut que pour renverser les Bourbons avant lui. Il était impossible, l'eût-il même voulu, d'arrêter Garibaldi; mais il fallait qu'il lui contestât le titre de champion de l'Unité. Il avait encore des doutes sur le loyalisme de Garibaldi; et il décida, s'il était possible, d'empêcher les politiciens amateurs de répandre l'anarchie dans tout le sud du continent comme ils l'avaient fait en Sicile. Il comprit le danger sur lequel Ricasoli avait tant insisté auprès de lui, lorsqu'il lui montrait que le triomphe de Garibaldi à Naples entraînerait dans l'autorité un dualisme regrettable; qu'il serait difficile, sinon impossible au gouvernement de Victor-Emmanuel de conserver son prestige, et qu'il y aurait tous les éléments possibles de discorde entre le nord et le sud, entre la monarchie de Turin et une république à peine déguisée à Naples; puis suivrait la marche des soldats de Garibaldi sur Rome, avec tout son cortège de complications et de risques à courir. Tout cela pourrait être empêché s'il pouvait devancer Garibaldi en décidant les Napolitains à se révolter et à se déclarer pour l'annexion au Piémont avant l'arrivée du Dictateur. S'ils prenaient eux-mêmes l'initiative de la révolte, il lui serait possible de plaider auprès des puissances qu'il avait été contraint d'intervenir. Toutes négociations avec les

1. Forbes, *op. cit.*, 137.

Bourbons étaient maintenant terminées, et l'attitude de Cavour devint franchement hostile. « Il faut, dit-il, ou bien que nous nous fassions conspirateurs pour constituer l'Italie, ou que nous périssons avec la nation. »

Il y avait bon espoir que Naples répondît. Le parti piémontais à Naples, jusque-là indécis et craintif, prit soudain de la force et de la consistance. Lorsque, pour se rendre aux instances de Napoléon, François proclama la constitution (25 juin), sa concession tardive fut accueillie avec un dédain presque universel. C'était la quatrième fois que les Bourbons promettaient une constitution ; aussi personne ne crut à la sincérité des motifs auxquels il obéissait. Un « Comité de l'Ordre », qui avait été fondé à la fin de 1859 pour discipliner les différents groupes nationaux, était en correspondance avec La Farina et Bertani, et, sous les auspices de ce comité, la Basilicate avait, dès le mois d'avril, formé le plan de se révolter au nom de Victor-Emmanuel. Bien qu'on pût y trouver la même hésitation, les mêmes soupçons qui avaient causé l'échec des soulèvements de 1848 et 1857, il existait une agitation suffisante pour montrer que c'était la crainte et non le loyalisme qui retardait la révolution.

Mais Cavour se fait davantage aux conspirateurs qui étaient au cœur même du gouvernement. Il avait reçu des renseignements qui montraient combien le gouvernement était rongé par l'esprit de faction et la perfidie. Des fonctionnaires trahissaient des secrets d'État au profit de la Société nationale. Il existait peu de loyalisme, même parmi les favoris de la race détestée, et on commença à se hâter de faire la paix avec le nouveau gouvernement qui semblait si prochain. Une vague notion de patriotisme peut avoir contribué à influencer quelques gens ; mais, chez la plupart, ce fut une vile désertion d'une cause perdue. Pour les Bourbons, ce n'était là qu'un prêt pour un rendu, car ils avaient longtemps usé de perfidie envers la nation. Nunziante, le fils de celui qui avait ravagé la Calabre en 1848, et l'un des généraux en qui François avait le plus de confiance, promit à Cavour d'amener les troupes à se prononcer contre les Bourbons. L'oncle du Roi, le comte de Syracuse, entra avec Nunziante dans la conspiration. Un conspirateur plus important était Liborio Romano, Ministre de l'Intérieur, avocat capable et ambitieux qui avait été impliqué dans tous les soulèvements depuis 1820,

et qui en vieillissant avait réussi à gagner faveur et honneurs. C'était le véritable maître de la ville, car il avait organisé une garde nationale et s'était attaché la *Camorra* ; celle-ci, après avoir été employée par l'absolutisme à ses fins spéciales, avait déjà probablement vendu son concours à la révolution. Par un coup hardi, il changea les camorristes en agents de police, lorsque la vieille troupe fut licenciée en juin, et assura leur concours à la conspiration. Quel qu'ait pu être le résultat de sa stratégie, du moins elle préserva Naples de la répétition des scènes sanglantes qui avaient eu lieu en 1848.

Aussitôt que les négociations au sujet de l'alliance eurent échoué, Cavour ordonna à Villamarina (30 juillet) de se mettre en rapport avec les conspirateurs. Si seulement Nunziante pouvait tenir ses promesses, l'Italie serait assurée de l'armée napolitaine, et la Vénétie pourrait être attaquée au printemps. Le même jour, il ordonna à Persano de partir pour Naples avec une partie de sa flotte et, de concert avec Romano, de débarquer secrètement une cargaison de fusils, tandis qu'une troupe de *bersaglieri* resterait à bord de l'escadre, prêts à toute éventualité. Tandis que le Comité de l'Ordre, sous le patronage de Romano, préparait un soulèvement populaire, Nunziante, aidé peut-être par l'or piémontais, intrigua activement dans l'armée. Mais il avait exagéré son pouvoir : Romano hésita au moment critique, et Villamarina joua probablement très mal son rôle. Le 23 août, les conspirateurs informèrent Cavour que leur espoir de gagner l'armée ne s'était pas réalisé. Un soulèvement dans la capitale semblait également douteux. Les provinces avaient, il est vrai, commencé à s'agiter ; quelques fusils piémontais furent envoyés dans la Basilicate ; le 16 août, Corleto proclamait la révolution, et le lendemain Potenza, capitale de la province, organisait un gouvernement provisoire au nom de Victor-Emmanuel et de Garibaldi. Dès que Garibaldi eut traversé le détroit, la révolution s'étendit jusqu'à l'Apulie à l'est, et Salerne à l'ouest, et, avant qu'il eût dépassé la Calabre, les Bourbons avaient perdu leur royaume, et environ 10 000 volontaires du continent étaient sous les armes¹. Mais, quoique les provinces fissent bonne conte-

1. La Cava. *Basilicata*, 114 et seq. ; Nisco. *op. cit.*, 97, 102-105 ; *Riv. stor. del risorg.*, I, 223 ; Tivaroni, *L'Italia*, II, 289-291.

nance, la capitale était si bien le centre de tout que le soulèvement ne put servir en rien les plans de Cavour, alors que Naples restait inerte. Les divisions entre modérés et démocrates s'étaient aggravées dans le Comité de l'Ordre et, quoiqu'il n'y eût aucune lutte ouverte, le manque d'une coopération loyale paralysa les efforts du comité. Tandis que les amis de Cavour voulaient chasser immédiatement François et s'emparer du gouvernement au nom de Victor-Emmanuel, l'élément plus démocratique, se séparant des autres à l'instigation de Mazzini, constitua un comité d'action dont le but fut d'arrêter le mouvement jusqu'à l'arrivée de Garibaldi, afin que toute la gloire d'avoir expulsé les Bourbons lui revînt et que le gouvernement tombât entre ses mains. Le même manque de raison qui avait ruiné la cause napolitaine en 1848, tua tout espoir de voir Naples faire un effort spontané pour se libérer. Le 24 août, Cavour était arrivé à la conviction qu'un soulèvement à Naples était impossible. « Ce n'est plus à Naples, écrivait-il, que nous pouvons acquérir la force nécessaire pour tenir en respect la révolution. » Son échec le décida à frapper un coup qu'il tenait probablement en réserve depuis le mois de juin¹, coup audacieux mais dangereux, qui pouvait conquérir toute l'Italie et la gagner à la monarchie. Son plan était d'envoyer une puissante expédition occuper l'Ombrie et les Marches, y regagner du prestige pour l'armée royale en détruisant les forces de La Moricière et en complétant la déroute des partisans des Bourbons, et, s'il était nécessaire, d'envoyer le Roi à Naples avec des forces tellement grandes que Garibaldi fût forcé de prendre le second rang. « Si nous ne sommes pas sur le Volturne avant que Garibaldi soit à La Cattolica, disait Cavour, la monarchie est perdue. »

Il y avait encore d'autres raisons militant en faveur de cette décision. Les Bourbons avaient une armée de 100 000 hommes encore intacte, et il était probable que La Moricière lui prêterait une partie de ses troupes. Garibaldi pouvait avoir à soutenir une lutte acharnée avant d'atteindre Naples, et essuyer peut-être un terrible désastre, à moins qu'une attaque du côté du Nord ne fit rester La Moricière à l'intérieur et ne divisât les forces des Bourbons. Il savait qu'on

1. Chiala, *Politica segreta*, 110 ; voir Massari, *Cavour*, 383.

ne pouvait tarder plus longtemps à faire une tentative sur l'Ombrie. Les provinces étaient exaspérées par les volontaires, surtout par les Irlandais hautains et désordonnés. Les volontaires nationaux, qui étaient en train de se grouper en Romagne et dans la Toscane, pouvaient à peine être retenus de passer la frontière. Mazzini avait travaillé activement pendant tout l'été à préparer une expédition en Ombrie. Point du tout effrayé de l'échec de l'expédition de Zambianchi et de la diversion, en Sicile, des troupes de Medici, il s'agitait pour préparer un mouvement qui, non seulement, gagnerait le reste de l'Italie centrale et serait un pas sur la route de Rome, mais créerait une influence, indépendante à la fois de Cavour et de Garibaldi, et qui pourrait peut-être, si le hasard lui était favorable, renverser la monarchie¹. La fidélité désintéressée de Bertani le tenait au-dessus des petites jalousies qui influençaient Mazzini; mais, lui aussi, avait conservé dans son esprit, depuis le moment du départ de Garibaldi, le projet ombrien, et il avait 600 hommes à Gênes qu'il destinait à sa réalisation, tandis que 2 000 autres attendaient en Romagne, et autant près de Signa sous les ordres du républicain Nicotera, avec promesse de Ricasoli de les approvisionner de fusils, à condition que Cavour ne s'opposât pas à ce qu'il leur prêtât son concours. Garibaldi embrassa ce projet avec ardeur, sans doute dans l'intention que les armées révolutionnaires convergeassent sur Rome². Jusqu'à ce moment, le gouvernement de Turin avait été de connivence ou avait pensé que les soldats de Bertani constituaient une troupe de renforts supplémentaires pour la Sicile³. Mais, le 22 juillet, Cavour, le premier, eut vent de leur destination réelle; ou bien, s'il la connaissait déjà, les remontrances furieuses qui commençaient à pleuvoir de l'étranger l'effrayèrent. Il savait sur quel terrain délicat il marchait, car il voulait rester en bons termes avec les garibaldiens et espérait sans doute utiliser les volontaires toscans pour ses

1. Mazzini, *Opere*, XI, xcvi-cxxxI; Piaciani, *op. cit.*, 85; voir Thouvenel, *Le secret*, I, 165.

2. Mazzini, *Opere*, XI, cxii; Mario, *Bertani*, II, 163; Id., *Nicotera*, 47; Guertzoni, *op. cit.*, II, 157-158; Ricasoli, *op. cit.*, V, 171. Ses dénégations dans ses *Memorie*, 374 et dans *Les Mille*, 141, sont aussi peu croyables que beaucoup d'autres affirmations de ces livres.

3. C'est probablement plutôt le premier cas : voir Piaciani, *op. cit.*, 119, 121.

propres projets. Bertani en appela au Roi, promettant que s'il permettait à l'expédition de partir, lui, Bertani, en assumerait la responsabilité et n'attaquerait aucun point occupé par les troupes françaises. On envoya Farini pour lui dire (1-2 août) que le gouvernement avait l'intention « de souffler dans quelques jours dans ses propres trompettes », mais qu'il lui fallait sauver les apparences, et qu'à aucun prix, il ne permettrait aux volontaires de partir de Gênes pour les côtes des États du Pape ou de la Toscane ; si, cependant, ils partaient par petits détachements, ils pourraient se réunir dans le Golfe degli Aranci, près de la Sardaigne et, pourvu qu'ils touchassent d'abord en Sicile, le gouvernement se lavait les mains de leur destination ultérieure. A ces conditions, le gouvernement fournirait des fonds et toute facilité d'enrôler des hommes et de fréter des navires. Bertani accepta ces conditions, mais rien ne fut décidé pour les volontaires qui étaient à Signa, et il partit avec son expédition, ayant l'intention de rompre le pacte s'il le pouvait et la certitude qu'il pourrait décider Garibaldi à venir lui-même conduire les volontaires à leur destination première. Mazzini alla à Florence, ignorant apparemment qu'il y eût eu un arrangement, et, aussitôt que les nouvelles arrivèrent en Toscane, il décida avec Nicotera de passer la frontière et de faire sur Pérouse une attaque désespérée. Nicotera publia ce que Cavour désigna avec raison comme « un programme républicain », et le premier ministre, effrayé par les complications vers lesquelles il dérivait, prit des mesures sévères. Farini fit paraître (13 août) une violente circulaire, fulminant contre l'intrusion illégale dans les affaires de l'État. Les volontaires ne furent plus autorisés à partir, et Cavour envoya à Ricasoli l'ordre péremptoire de licencier les soldats de Nicotera. Ricasoli protesta contre cette rigueur soudaine, et fit un arrangement avec les volontaires suivant lequel ceux-ci désarmèrent tranquillement et furent transportés en Sicile par le gouvernement¹.

Cet incident fortifia sans doute la conviction de Cavour qu'il était nécessaire d'agir rapidement. Mais l'exposé que

1. Ricasoli, *op. cit.*, V, 184, 189, 206-223 ; Mario, *Bertani*, II, 145-153 ; Mazzini, *Opere*, XI, cxxxii-cxxxiii ; Pianciani, *op. cit.*, *passim*. Ricasoli fut accusé d'avoir manqué à ses engagements, mais il me semble évident que Nicotera ne comprit pas ses conditions.

Farini avait fait à Bertani était un peu prématuré ; Cavour s'était décidé à l'invasion à une date antérieure, mais il en connaissait les terribles risques, et il attendait d'avoir pu escompter quelques-uns de ses dangers. S'il avançait malgré Napoléon, le moment où les Français quitteraient Rome serait indéfiniment repoussé ; il était même possible que l'armée italienne se trouvât face à face avec les forces françaises et fût forcée de se retirer ignominieusement, ou d'affronter une lutte impossible, l'Autriche attendant par derrière pour ramasser les dépouilles. Même si Cavour pouvait gagner l'Empereur, il y avait alors ce risque encore plus grand que, tandis que les meilleures troupes italiennes étaient occupées dans le midi, l'Autriche ne saisît l'occasion pour attaquer. Si La Moricière et François unissaient leurs armées et écrasaient Garibaldi, l'armée italienne se trouverait prise entre des forces puissantes au sud, et toute l'armée autrichienne au nord. Et même si les Français étaient éventuellement attirés dans la lutte, un désastre terrible, au commencement de la guerre, était presque inévitable. Cavour était prêt, en dernier ressort, à courir le risque d'une attaque de l'Autriche¹, qui du moins dissiperait les craintes d'une guerre civile. Mais il avait peur d'une si terrible épreuve, et il espéra se protéger à la fois contre l'Autriche et contre la France, en s'assurant d'abord l'approbation de Napoléon. L'Empereur ne pouvait guère, ne fût-ce que pour son prestige, permettre que son allié fût écrasé et les résultats de la guerre anéantis. Il se trouva qu'à ce moment il visitait la Savoie. Cavour envoya Farini et Cialdini à Chambéry, pour le sonder et voir quelles étaient ses vues concernant l'Ombrie. Ils lui dirent (28 août) que l'insurrection était sur le point d'éclater, que le succès de Garibaldi menaçait de jeter l'Italie dans les bras de la révolution, que le danger ne pourrait être prévenu que si Victor-Emmanuel renchérissait sur Garibaldi et occupait l'Italie centrale. Ils promirent que, si l'Empereur donnait son approbation à l'invasion, le gouvernement considérerait Rome elle-même comme inviolable, et ils prirent probablement aussi l'engagement que les Piémontais ne pénétreraient pas dans les territoires pontificaux, jusqu'à ce qu'une insurrection y eût éclaté. Napoléon était disposé à les écouter ; l'obstination

1. Cavour, *Lettere*, III, 331.

du Pape lui avait fait presque perdre patience ; il savait que l'armée de La Moricière était un nid de conspirations légitimistes contre son propre trône, et qu'on portait à Rome de façon ostensible la cocarde blanche. Il était plus désireux que jamais de retirer ses troupes et espérait peut-être que la marche en avant des Piémontais effraierait le Pape et lui ferait prendre la fuite, faisant ainsi disparaître le principal motif de la présence de ses troupes. Il donna volontiers son consentement, allant jusqu'à discuter les limites de l'occupation piémontaise. « Faites, si vous le voulez, mais faites vite », telles furent les paroles qu'il prononça au moment de la séparation¹. Farini et Cialdini revinrent à Turin le 29 août. Deux jours plus tard, le ministre décidait l'invasion. L'insurrection devait éclater le 8 septembre et, sous le prétexte d'empêcher la répétition des massacres de Pérouse, l'armée piémontaise devait aussitôt passer la frontière. « Avec l'aide de Dieu, dit Cavour, l'Italie sera faite avant trois mois. »

1. Cavour, *op. cit.*, III, 354, 372 ; IV, 3 ; VI, 582-583, 590, 687 ; Thouvenel, *op. cit.*, I, 160, 192, 237 ; Revel, *Da Ancona*, 23 ; Pantaleoni, *Idea italiana*, 36-38 ; Castelli, *Carteggio*, I, 312, 320-321. La version officielle donnée en France fut que l'Empereur permettait aux Italiens d'entrer pour remettre l'ordre et s'il était nécessaire combattre la Révolution à Naples, mais non pour toucher à l'autorité du Pape. Beust, *Memoires*, I, 203, est opposé absolument à l'évidence.

CHAPITRE XXXII

L'ANNEXION DU SUD

Août 1860-Février 1861.

Garibaldi traverse le détroit ; sa marche à travers la Calabre ; les Bourboniens abandonnent François ; GARIBALDI A NAPLES. LES PIÉMONTAIS ENVAHISSENT L'OMBRIE ET LES MARCHES ; La Moricière ; Castelfidardo. Garibaldi veut marcher sur Rome ; la dictature à Naples ; mouvement annexionniste ; bataille du Volturne. Garibaldi demande la révocation de Cavour ; le Roi est sur le point d'aller à Naples ; les plébiscites. L'Autriche menace d'une attaque. Le Roi dans les Abruzzes ; les deux armées ; bataille du Garigliano ; le Roi à Naples ; Garibaldi se retire à Caprera. Siège de Gaëte.

Garibaldi avait déjà beaucoup contribué à faire l'Italie. Il avait pris la lettre du Roi pour ce qu'elle valait, et lui avait répondu que ses obligations envers les Napolitains l'empêchaient d'obéir. Après la victoire de Milazzo, il avait fait camper ses hommes au bord du détroit de Messine. Il se demandait comment il le traverserait, car les croiseurs napolitains tenaient la mer, et, quoique Persano eût envoyé un vaisseau de guerre pour l'aider autant qu'une apparence de neutralité le permettait, cela ne servait pas à grand'chose¹. Le 8 août, un petit détachement de 200 hommes réussirent à le traverser ; mais ils furent obligés de se replier dans les forêts d'Aspromonte. Quelques jours plus tard, Bertani arrivait, apportant la nouvelle que l'expédition destinée à l'Italie centrale était dans le Golfe degli Aranci ; en même temps, Garibaldi apprenait que le gouvernement avait désarmé Nicotera, et avait l'intention d'envoyer des troupes dans les Marches². Déses-

1. Apparemment Persano agit contrairement aux instructions de Cavour ; des ordres positifs de le soutenir ne parvinrent à l'amiral qu'après que Garibaldi eut traversé : Persano, *Diario*, II, 23, 57, 89 ; Cavour, *Lettere*, III, 321.

2. Forbes, *Garibaldi*, 123.

pérant peut-être de traverser tant que la flotte napolitaine resterait intacte, voulant peut-être faire échec au nouveau mouvement de Cavour, décidé peut-être par Bertani, Garibaldi alla en Sardaigne, avec l'intention de se servir de l'expédition pour porter un coup à Naples. Lorsque, arrivant au golfe (13 août), il s'aperçut qu'une partie de l'expédition était déjà partie, il changea rapidement ses plans, et, revenant à Palerme, décida de tenter la traversée sans plus attendre.

Le 20 août, il échappe aux croiseurs ennemis, débarque avec 4 000 hommes près de Melito, à l'extrémité sud du détroit, et emporte Reggio d'assaut. Il y avait 30 000 soldats napolitains en Calabre, mais il espérait, comme il l'avait fait en Sicile, les étourdir par ses mouvements hardis et rapides. Il réussit au delà de toute espérance. A San Giovanni, neuf mille hommes, se rendirent docilement et, après avoir assassiné Briganti, leur général, se dispersèrent. Garibaldi était maintenant maître des deux côtés du détroit, et le reste de ses forces traversa sans difficulté. Les insurgés des villages grecs et calabrais autour d'Aspromonte vinrent le trouver¹ ; tandis qu'il avançait le long de cette belle côte, plusieurs milliers de Calabrais se joignirent à lui. Les Napolitains auraient encore bien pu résister. Ils avaient toujours 20 000 hommes intacts dans les provinces, et la route abondait en points naturellement fortifiés qu'on eût pu aisément défendre. Mais la contagion s'étendait rapidement ; la discipline avait été ruinée par la propagande libérale et les intrigues de Nunziante, et les officiers et les hommes ne demandaient qu'à être licenciés et renvoyés dans leurs foyers. A Cosenza, la brigade de Caldarelli, forte de 7 000 hommes, mit bas les armes à la première sommation et aux premières bravades de la populace ; Viale, qui tenait avec 12 000 hommes la passe de Monteleone, fut menacé du sort de Briganti et s'enfuit en hâte ; son successeur, se voyant environné par les bandes calabraises de Stocco, se rendit sans coup férir. La Basilicate s'était soulevée quinze jours plus tôt, et la moitié du royaume était libre, quoique depuis Reggio les Garibaldiens eussent à peine tiré un coup de fusil. Ce fut une vraie comédie que cette conquête ; Garibaldi avançait, ayant à peine une escorte, une lieue en avant de ses soldats, au milieu des

1. Ils pensaient que Garibaldi était le frère du Christ.

hurrahs de la foule, maître d'un royaume qu'il avait conquis sans se servir de ses armes !

A la Cour des Bourbons, tout était confusion. Le simple fait de la traversée de Garibaldi avait provoqué une panique, et François lui fit dire (27 août) que, s'il voulait suspendre les hostilités, lui, François, lui prêterait 50 000 hommes de troupes pour combattre les Autrichiens ou La Moricière¹ ; le champion de la légitimité en était arrivé là. La seule chance de succès qu'eût le Roi était de se mettre lui-même à la tête de ses troupes, mais ses généraux, pas même à moitié fidèles, et excessivement jaloux les uns des autres, le découragèrent. Ce fut là le dernier acte de ce drame de perfidie sordide qui amena les Bourbons à leur ruine. Le comte de Syracuse était parti pour Turin ; Liborio Romano conspirait ouvertement, et, à la fin, alla à la rencontre de Garibaldi et l'invita à venir à Naples. Quand arriva la nouvelle que les troupes près de Salerne se mutinaient, et que la flotte était sur le point de désertir, François quitta Naples (6 septembre) ; avant même qu'il ne fût parti, les couleurs de la maison de Savoie furent arborées. Le lendemain matin, Garibaldi arrivait par le chemin de fer avec quelques hommes. Les troupes royales étaient encore en possession des forts, et Garibaldi et la ville étaient à leur merci. Mais il parcourut les rues en voiture, sans se soucier du danger, et les troupes s'éloignèrent sans inquiéter personne ni, du reste, être molestées. Ce fut une scène carnavalesque et fantastique. Le peuple qui, il y avait si peu de temps, était trop abattu pour se porter secours à lui-même, était dans une joie délirante maintenant que d'autres lui avaient conquis sa liberté, et la police camorriste de Romano eut grand soin de rendre les ovations universelles en n'épargnant ni les membres ni la vie de ceux qui ne voulaient pas acclamer le dictateur. Garibaldi, l'ennemi acharné du Pape et des prêtres, alla avec la foule offrir des actions de grâce à la fête de Piédigrotta et contempla avec respect la liquéfaction du sang de saint Janvier.

Le jour même où Garibaldi entra à Naples, Cavour envoyait son ultimatum à Antonelli. Sous le prétexte que les volontaires de La Moricière constituaient une offense permanente

1. Zini, *Storia*, II, 658 ; Bianchi, *Diplomazia*, VIII, 322 ; Mario, *Garibaldi*, 591 ; Arrivabene, *Italy*, II, 96. Peut-être Garibaldi était-il à moitié disposé à accepter : Türr, *Riposta*, 15.

pour le sentiment italien, et menaçaient la sécurité des Ombriciens, il demandait qu'ils fussent désarmés et licenciés. Deux jours plus tard, Fanti qui commandait les troupes mobilisées sur la frontière, envoya une dépêche à La Moricière pour l'avertir que toute tentative en vue d'intimider ou de réprimer un mouvement national, serait suivie de l'occupation immédiate. Les deux messages arrivèrent à Rome le 10 septembre, et les cardinaux acceptèrent de suite le défi. C'était une résolution brave mais sans espoir. Les forces cosmopolites de La Moricière ne comptaient que 20 000 hommes dont la majorité était formée de volontaires indisciplinés. Les Irlandais se mutinaient à demi ; les troupes régulières étaient mécontentes ; le gouvernement du Pape avait contrarié La Moricière à chaque instant. Il était « humilié et dégoûté » par le désordre qu'il trouvait dans toutes les branches de l'administration, par l'antipathie personnelle d'Antonelli, par les obstacles qu'élevaient les autorités locales. Il avait été amené à croire que l'Empereur enverrait des troupes à son secours¹, et, en disposant ses hommes, il avait supposé que les Français protégeraient au moins l'Ombrie occidentale et le laisseraient libre d'opérer avec toutes ses forces dans l'est. Il était décidé à réprimer sévèrement tout symptôme d'opposition, et, quoique ses intentions assez brutales eussent peu de résultat, la crainte d'un nouveau massacre arrêta l'insurrection projetée dans la plus grande partie de la province.

Les volontaires italiens passèrent la frontière le jour fixé pour le soulèvement, précédant l'écrasante armée piémontaise qui suivit deux jours plus tard (10 septembre), sans attendre la réponse d'Antonelli : Fanti, qui avait comme lieutenants Cialdini et Della Rocca, disposait de 35 000 hommes. Della Rocca s'avança dans l'Ombrie vers Pérouse, tandis que Cialdini, pénétrant dans les Marches à La Cattolica, prenait la route du littoral, se dirigeant vers Pesaro et Ancône. Trompé dans son espoir d'être appuyé par les Français, La Moricière dissémina ses forces dans les Marches et l'Ombrie occidentale, prenant Ancône pour base, et courant le risque

1. Zini, *Storia, Documents II*, 668 ; Bianchi, *op. cit.*, VIII, 341-345, 679-680 ; Veuillot, *Piémont*, 33-36, 528 ; Balan, *Continuazione*, II, 231, 253 ; Thouvenel, *Le Secret*, I, 273-274 ; La Gorce, *Second Empire*, III, 418-420. Le rapport de La Moricière se trouve dans Veuillot, *op. cit.*, p. 481 et seq.

de se trouver pris entre les Piémontais et la mer. Rien n'arrêta la marche victorieuse des envahisseurs. Cialdini prit sans difficulté Pesaro et Sinigaglia ; Della Rocca emporta Pérouse d'assaut ; Spolète fut brillamment défendue par les Irlandais d'O'Reilly, mais la ville ne put résister longtemps ; et, avant que Della Rocca eut pu traverser les Apennins pour effectuer sa jonction avec Cialdini, ce dernier avait coupé la retraite de La Moricière sur Ancône, et l'avait forcé à livrer bataille sur les collines de Castelfidardo (18 septembre). Ce fut une lutte désespérée et inégale ; Cialdini avait 13 000 hommes contre les 5 000 soldats mal armés et démoralisés qui restaient à La Moricière. Quelques volontaires pontificaux firent une charge brillante et malheureuse contre les lignes italiennes, mais une partie des troupes suisses et l'artillerie romaine rompirent les rangs aussitôt qu'elles arrivèrent sous le feu de l'ennemi ; La Moricière s'échappa vers Ancône avec une poignée d'hommes, laissant ses forces désorganisées et sans chef se rendre à discrétion. Ancône se défendit bravement contre les batteries de Cialdini et la flotte de Persano, mais dut capituler le 24. Cette courte campagne s'était terminée avec un succès ininterrompu ; et quoique, du côté des Italiens, l'avantage fût écrasant, les opérations dirigées par Fanti contrastèrent brillamment avec la stratégie de la vieille école militaire piémontaise. Cependant, les colonnes légères de Della Rocca se trouvaient à trois heures de marche de Rome. Malgré la garnison française, la ville s'attendait à voir bientôt entrer les Piémontais et, dans chaque maison, on avait préparé des drapeaux tricolores pour saluer le Roi ¹. Le Pape avait hâte de fuir et il fut très difficile à Gramont de l'en dissuader ². S'il était parti, la garnison française aurait suivi, et l'Empereur aurait considéré l'occupation par Victor-Emmanuel comme sa conséquence naturelle ³. L'Italie était à deux doigts de la délivrance et tout près d'échapper aux maux inouïs que la présence du Pape à Rome lui a depuis attirés.

Avec la défaite de La Moricière, l'unité de l'Italie était

1. Suite de la Correspondence 1860, VII, 93. Les boutiques des drapiers virent épuiser leurs provisions d'étoffes rouges et vertes.

2. Thouvenel, *op. cit.*, I, 227 ; Viel Castel, *Mémoires*, VI, 94.

3. *Affaires étrangères 1860*, 119 ; Cavour, *op. cit.*, VI, 607 ; Thouvenel, *op. cit.*, I, 320 ; Castelli, *Carteggio*, I, 237.

presque accomplie. A l'exception de la Vénétie et du Trentin dans le Nord, de Rome et des États pontificaux le long de la côte, d'un petit district qu'occupaient encore les troupes de François entre Capoue et Gaëte, toute l'Italie était libre. Le danger résidait maintenant dans la division des deux forces nationales dont les marches victorieuses s'étaient presque rencontrées. Les méfiances de Garibaldi à l'endroit de Cavour, excitées assidûment par les fauteurs de discorde qui l'entouraient, étaient fortifiées par la croyance qu'il ajoutait à une rumeur mal fondée qui assurait que le premier ministre avait promis de céder la Sardaigne à la France en échange de la liberté d'action de l'Italie. Enivré par ses triomphes, il résolut de ne pas déposer son épée avant que Rome ne fût libre; aussi longtemps que la tâche resterait inachevée, il avait l'intention de rester dictateur en Sicile et à Naples. Cavour, de son côté, avait autant de soupçons sur Garibaldi. Il comprenait que l'opinion publique en Italie et en Europe condamnerait toute rupture avec le dictateur, à moins qu'elle fût absolument inévitable; mais il savait combien le projet insensé de Garibaldi sur Rome était dangereux; il craignait que l'anarchie sicilienne ne se renouvelât à Naples. Il avait mesuré toute la faiblesse du caractère de Garibaldi et, quoique ses soupçons puissent sembler indignes, devant la réelle fidélité du dictateur envers le Roi, l'entourage de Garibaldi et son extrême flexibilité aident beaucoup à les justifier. Même après l'échec de ses agents à Naples, Cavour avait essayé de prendre les devants sur Garibaldi en faisant nommer dictateur Persano, Villamarina ou le comte de Syracuse avant l'arrivée du général; quand on l'avertit que cette mesure pourrait amener la guerre civile, il essaya encore de le prévenir en établissant un gouvernement provisoire de façon à chasser les Bourbons et à conserver la direction entre des mains sérieuses. En même temps (30 août) il écrivait, peu ingénieusement, à Garibaldi, lui demandant de revenir, pour le triomphe de la cause commune, à la vieille confiance d'autrefois. Le projet d'un gouvernement provisoire échoua pratiquement à son tour, car, quoique les comités révolutionnaires en eussent organisé un après la fuite de François, il était entendu qu'à son tour ce gouvernement proclamerait Garibaldi dictateur sous les ordres de Victor-Emmanuel.

Garibaldi, à son arrivée, se montra fort irrité de cette faible tentative qu'avaient faite les Napolitains d'agir par eux-mêmes¹; il menaça d'emprisonner les membres de ce gouvernement d'un jour et les écarta de la scène. Mais ses premiers actes auraient pu satisfaire le royaliste le plus exigeant. Il transmit la flotte napolitaine à Persano; il plaça l'arsenal entre les mains des bersaglieri piémontais, et déclara que tous les actes du gouvernement porteraient le nom du Roi. Quelques jours plus tard, il introduisit par décret la constitution et les lois du Piémont sur la justice et l'armée, et abolit le service consulaire distinct, ainsi que toutes les douanes avec le reste de l'Italie. Il rêvait platoniquement de tolérance pour tous les partis; mais l'esprit de Garibaldi fut toujours un champ de bataille entre une réelle aversion pour l'esprit de parti et ses grandes jalousies et soupçons; et les hommes qui l'entouraient amenèrent bientôt ces derniers au premier plan. Naples était devenu un véritable nid d'ennemis de Cavour, républicains par leurs théories, bien qu'ils eussent accepté Victor-Emmanuel, du reste à contre-cœur, et énergiquement opposés à l'hégémonie piémontaise et au libéralisme modéré du parlement; ils avaient de nobles théories sur la dignité nationale et les réformes sociales, mais aucune capacité pour les mettre en pratique. Mazzini s'était rendu à Naples en toute hâte; Bertani, impétueux, imprudent, généreux, qui était maintenant secrétaire du dictateur, irritait l'armée et la société civile en ne voulant pas modérer ses vastes plans. Si Bertani avait eu un chef mieux équilibré, son énergie, sa sincérité et son intense sympathie pour les pauvres en auraient fait un grand administrateur. Il esquaissa un sage et vaste programme de réformes sociales, — l'introduction d'un système scolaire efficace, la nationalisation des terres d'église et des propriétés seigneuriales, le développement des chemins de fer et des télégraphes, la création de caisses d'épargne, la réforme des œuvres charitables et du service sanitaire, la destruction des bouges de Naples². Malheureusement Bertani était le centre du parti qui rendait impossible tout gouvernement établi,

1. Quoiqu'à la fin de juillet il eût prêté son appui aux tentatives faites par Cavour pour persuader aux Napolitains de se soulever. Carbonelli, *Mignona*, 198.

2. Mario, *Bertani*, II, 198-202.

qui essayait d'éloigner du Sud le seul groupe d'hommes capables de l'administrer, et qui gaspillait des forces, qui auraient dû servir à un grand effort dans la voie des réformes, dans une querelle qui menaçait de plonger le royaume dans la guerre civile.

Car Garibaldi était plus décidé que jamais à aller à Rome et à retarder l'annexion jusqu'à ce que Victor-Emmanuel pût être couronné au Capitole. En vain Persano essaya de l'en dissuader, en vain Elliot, l'ambassadeur anglais, lui montra tous les dangers de son projet. Il s'en fit un jeu; il était certain que les 40000 hommes qui étaient encore fidèles au drapeau des Bourbons fondraient comme les armées de la Sicile et de la Calabre. Il croyait que les Français ne lutteraient jamais pour le Pouvoir Temporel; l'Angleterre assurerait la retraite des troupes françaises; et « Bonaparte avait une queue de paille, et avait peur qu'elle ne prit feu ». La Hongrie se soulèverait sur un signe, et la Vénétie serait une proie facile pour les forces unies de toute l'Italie; on ramènerait même Nice au bercail... Il apprit, avec des sentiments divers, la décision d'envahir l'Ombrie, se réjouissant parce qu'elle scellait la ruine du Pouvoir Temporel dans l'Ombrie et les Marches, mais craignant qu'elle « n'établît un cordon défensif autour du Pape. » Il s'opposa plus que jamais à l'annexion. Quelques semaines auparavant, alors qu'il était en Calabre, à l'abri de l'influence de Bertani, il aurait permis à Depretis d'annexer la Sicile¹. Maintenant, il n'en voulait plus entendre parler. Depretis, voyant que l'annexion était la seule alternative qu'il y eût après l'anarchie, avait bravé Crispi, avec l'approbation de l'île impatiente et furieuse. Mais Crispi avait conservé son influence sur le dictateur, et Garibaldi, aveuglé par son ardent esprit de parti, essaya d'écraser l'opposition d'une main puissante; il congédia Depretis et nomma à sa place Mordino, un anti-annexionniste farouche (17 septembre).

La même lutte fut engagée, sur une plus grande échelle, à Naples. La péninsule était aussi impatiente que la Sicile d'être annexée. Il n'y régnait pas, il est vrai, d'anarchie comme dans l'île, car les fêtes du carnaval ne dégénéraient

1. Bertani, *Ire politiche*, 74-76; Türr, *op. cit.*, 16; voir d'Ancona, *Amari*, II, 131, que je suis disposé à ne pas croire.

jamais en désordres sérieux et le sang de saint Janvier se liquéfiait trois heures avant l'heure. Cependant il existait un certain danger, étant donné la police camorriste dont la bonne conduite ne dura pas, et tous les éléments perpétuels de troubles qu'offrait la capitale, avec des soldats débandés et des condamnés libérés qui semaient le désordre, et avec la réaction qui levait déjà la tête à Ariano. Dans l'administration, la corruption avait augmenté, s'il est possible, depuis la révolution, car Bertani la remplissait d'aventuriers aussi légèrement que Crispi l'avait fait en Sicile. On prodiguait les pensions et les sinécures à tout « martyr » réel ou déclaré de la tyrannie. Quatre-vingt mille fusils, qui avaient été envoyés pour la garde nationale, disparurent et tombèrent entre des mains dangereuses¹. Une concession fut accordée pour établir un chemin de fer, à des conditions scandaleusement défavorables à l'État. Crispi était ministre des affaires étrangères, et les rapports se tendirent visiblement entre lui et les partisans de Cavour dans le cabinet de Garibaldi, davantage encore entre le cabinet et Bertani, jusqu'à ce que le pouvoir indépendant de Bertani fût devenu intolérable et que les généraux eussent forcé Garibaldi à le révoquer (1^{er} octobre).

Une brillante victoire vint adoucir cette triste situation. Aussitôt que ses hommes furent arrivés à Naples, Garibaldi les poussa sur le Volturne derrière lequel François avait réuni les 400 000 ou 50 000 hommes qui lui restaient encore fidèles, tenant la forteresse de Capoue comme *tête de pont*, à gauche de la rivière. La position de Garibaldi, considérée sous son meilleur aspect, était faible, et il lui était impossible de prendre l'offensive. Il était à craindre que l'armée des Bourbons, supérieure en nombre et ayant devant elle de bonnes routes, ne se frayât un chemin à travers les volontaires et ne parvînt à reprendre Naples ; et, pour garder la ville, Garibaldi dut garder une formation dangereusement étendue. Ses 24 000 hommes, mal armés et mal disciplinés, et dont plus de 10 000 étaient des Calabrais ou des Siciliens, durent couvrir une étendue de plus de 32 kilomètres, depuis le che-

1. Revel, *Da Ancona*, 167-168, 191, 202, 210 ; De Cesare, *Scialoja*, 142 ; D'Ayala, *Memorie*, 335-338, 345 ; *Collezione delle leggi*, 378 ; discours de Minghetti, du 3 avril 1861. D'après Tivaroni, *L'Italia*, II, 336, on donna 30 000 francs à Alexandre Dumas pour écrire une histoire des Bourbons.

min de fer à Santa Maria jusqu'aux hauteurs de Sant'Angelo et Castello di Morone sur le Volturne, puis, inclinant au loin à droite, jusqu'à Maddaloni. Le 1^{er} octobre, les forces des Bourbons attaquèrent sur toute la longueur. Elles avaient recouvré leur énergie; elles possédaient de la cavalerie et de l'artillerie, et leur nombre était double de celui des volontaires. Ce fut au prix des plus grands efforts que Milbitz à Santa Maria et Medici à Sant'Angelo purent conserver leurs positions contre des forces plus de deux fois supérieures. Mais Garibaldi tint ses réserves prêtes jusqu'au moment critique et, quand il les fit avancer, à deux heures, les Napolitains étaient épuisés par la longue lutte. A cinq heures, les Garibaldiens avaient reconquis partout leurs positions et poursuivaient jusqu'aux murs de Capoue l'ennemi qui battait en retraite. En même temps, Bixio, avec 5 000 hommes, mettait en déroute à Maddaloni les 8 000 qui lui étaient opposés, et Bronzetti avec sa poignée de 300 hommes tenait 4 000 soldats en respect à Castel Morone, pendant toute la journée, jusqu'à ce que tous les braves défenseurs fussent tués ou blessés. Les pertes de Garibaldi s'élevèrent à 1 800 hommes, soit le triple de celles des Piémontais pendant toute la campagne de l'Ombrie. Quand la bataille fut terminée, on s'aperçut que Villamarina avait envoyé à Naples, apparemment malgré les instructions qu'il avait reçues, un bataillon de *bersaglieri* piémontais; mais ils étaient arrivés trop tard pour prendre part au combat, bien qu'ils aidassent le lendemain à repousser une furieuse attaque contre Caserte. Quelques canonniers piémontais servirent l'artillerie à Santa Maria, quand tous les canonniers de Milbitz eurent été tués ou blessés. Mais, à l'exception de ce faible concours, les troupes de Garibaldi remportèrent seules cette grande victoire¹. On peut dire que la bataille du Volturne est la plus brillante des victoires italiennes modernes. Les volontaires eurent autant de ténacité et plus d'ardeur que les troupes régulières piémontaises; la tactique consommée de Garibaldi fut bien secondée par les qualités de ses lieutenants. Les troupes des Bourbons, composées en grande partie de mercenaires suisses et autri-

1. Bosio, *Villamarina*, 237-242; Guerzoni, *Garibaldi*, II, 195; Forbes, *op. cit.*, 304, 313; *Riv. stor. del risorg.*, I, 224; Lecomte, *L'Italie en 1860*, 124; Adamoli, *Da San Martino*, 160.

chiens, se battirent bien, et il fallut les plus grandes qualités, chez les chefs comme chez les hommes, pour défendre une position faible contre une pareille supériorité numérique.

La victoire du Volturne contribua peu cependant à mettre fin aux dangers de la position : l'impuissance de Garibaldi à terminer la campagne et, péril plus grand, le risque d'une collision avec la monarchie. Alors qu'il laissait toute l'Italie méridionale tomber dans une confusion de plus en plus dangereuse, il fit une tentative infatuée pour faire éloigner Cavour des affaires. Garibaldi n'était pas un vulgaire orgueilleux ; il était à peine ébloui par ses merveilleux succès. Mais il avait une suprême indifférence pour le parlement et la constitution ; à ses yeux, il n'y avait que deux hommes en Italie qui comptassent pour quelque chose : le Roi et lui-même ; et il ressentait une haine fanatique contre Cavour et son parti. En réponse aux avances du premier ministre, il répondit (15 septembre) qu'il ne serait jamais l'ami de l'homme qui avait « humilié la dignité de la nation et vendu une province italienne ». Il venait d'entrer à Naples, lorsqu'il écrivit au Roi, demandant le renvoi de Cavour et de Farini ; et, sans s'effrayer du refus catégorique du Roi et des critiques générales que souleva son étrange présomption, il réitéra sa demande et offrit l'annexion immédiate comme prix du consentement du Roi. Mais, avant l'arrivée de la seconde lettre, Cavour avait décidé de prendre une mesure qui, il le savait, ferait échec au dictateur. Il s'apercevait que Garibaldi était, plus fermement que jamais, décidé à aller à Rome, et il craignait extrêmement que le dictateur ne proclamât la république. Il vit que le moment était venu de le mater. Le parlement fut convoqué pour le 2 octobre, et Cavour eut l'intention de demander pleins pouvoirs pour incorporer le Sud dans le nouveau royaume. Si les Chambres y consentaient, — et Cavour savait qu'il y pouvait sûrement compter, car on était fort irrité dans le nord contre Garibaldi, — le Roi devait se mettre à la tête de l'armée à Ancône, aussitôt le siège terminé, et marcher sur Naples. Si Garibaldi se soumettait, c'en était fait de sa puissance ; s'il défiait le Roi, le gouvernement enverrait du moins des troupes à Palerme et annexerait la Sicile.

« Si Garibaldi veut la lutte, dit Cavour, je l'accepte ; je me sens assez fort pour le combattre ». Mais il comptait que le dictateur serait hypnotisé par le Roi ; bien qu'il ne dût y

avoir dans ce plan aucun compromis, on emploierait « des ménagements infinis avec Garibaldi lui-même »; et Cavour envoya Persano (2 octobre) pour tenter une dernière fois de gagner son amitié. « Nous irons un jour à Rome », disait le message de Cavour, mais c'est folie d'y penser maintenant; il nous faut accomplir ensemble l'affaire de la Vénétie et ne pas nous perdre dans des utopies¹. Le 4 octobre, la Chambre, par un vote presque unanime, donna pouvoir au ministère d'annexer toutes les provinces du centre et du sud qui, par plébiscite, se déclaraient pour l'annexion. Deux jours plus tard, le Roi était à Ancône. Il était nécessaire et urgent de précipiter sa marche. La situation de Garibaldi était toujours précaire, car il n'avait pas de grosse artillerie pour réduire Capoue et Gaëte, et, en attendant, il devait rester dans ses campements. La lutte politique n'avait été interrompue que par la bataille. Pallavicino était arrivé de Turin porteur d'un nouveau refus. Ce vieux patriote rigide et indomptable n'était pas ami de Cavour; mais il se rendait compte de toute la folie de la politique de Garibaldi, et il était décidé à ne point s'occuper du parti de Bertani et à prêter tout son concours aux annexionnistes. Naples était menacée d'anarchie et impatiente de mettre fin à sa position anormale. Crispi avait succédé à Bertani comme secrétaire du dictateur, et il essaya de réduire les annexionnistes par la force². Garibaldi n'avait guère le sentiment du danger, et il essaya de supprimer la mendicité et d'assurer un meilleur traitement aux chevaux de fiacre au lieu de regarder en face cette situation critique. Une collision était imminente entre les deux armées nationales. Bertani avait montré le désir insensé de prévenir les Piémontais dans les États pontificaux³, et on avait rapporté qu'un sot télégramme envoyé par lui au commandant des gardes nationales sur la frontière des Abruzzes contenait l'ordre de tirer sur les troupes royales. Le rapport était faux⁴, et Garibaldi fit suivre le télégramme de l'ordre de « recevoir les Piémontais comme des frères »; puis il écrivit au Roi pour lui demander

1. Cavour, *op. cit.*, IV, 32, 34; VI, 611; Persano, *op. cit.*, III, 87-88; Pallavicino, *Mémoire*, III, 607; Bianchi, *Politique de Cavour*, 381; voir aussi Mario, *Bertani*, II, 223, dont je doute de l'exactitude.

2. Raccioppi, *Moti di Basilicata*, cité dans Tivaroni, *op. cit.*, II, 333-334.

3. Bertani, *op. cit.*, 67-68.

4. Salazaro, *Cenni*, 58; Mario, *op. cit.*, II, 267.

de hâter l'envoi de ses troupes. Mais partout on ajouta foi au faux rapport, et l'exaspération fut intense. Pallavicino vit qu'il était nécessaire d'agir promptement pour empêcher le dictateur de prendre quelque mesure funeste qui pourrait amener le pays à deux doigts d'une guerre civile. A son instigation, le ministère décida d'amener les choses à maturité à Naples et de provoquer un plébiscite, croyant que Garibaldi avait donné son consentement. Il le donna probablement ; il était embarrassé et impatienté par toute cette affaire ; « je suis homme de guerre, disait-il, et je ne comprends rien à ces choses » ; il voulait que le Roi vînt, mais il était toujours décidé à marcher sur Rome, et il savait que l'annexion serait fatale à ses projets. Bien qu'il paraisse avoir pris part à la décision du ministère, Crispi se mit alors à la tête de l'opposition et proposa que, au lieu de faire un plébiscite, on convoquât une assemblée représentative. Pallavicino résista de toutes ses forces. Une élection ne ferait que prolonger la crise ; si elle avait lieu sous la direction de Crispi, l'assemblée pourrait être hostile à l'annexion, et la guerre civile en serait la conséquence presque inévitable. Mais Garibaldi déclara adhérer aux propositions de Crispi, et Pallavicino, indigné, menaça de démissionner. Heureusement le peuple comprit la gravité de la situation. Les Napolitains firent de furieuses manifestations en faveur de l'annexion, et Garibaldi, voyant que le peuple entier était contre lui, se déclara soudain pour Pallavicino et le plébiscite, et demanda au pays d'oublier les partis politiques¹.

Le plébiscite eut lieu le 21 octobre, et le résultat fut déclaré quinze jours plus tard. Le scrutin ne semble pas avoir été vraiment secret, et on ne laissa pas la latitude de voter pour un royaume séparé non administré par les Bourbons ; mais il n'y eut aucune tentative ostensible de pression ; à Naples, du moins, l'ordre fut parfait, et les votants nombreux². Nulle intimidation, du genre de celle dont on accusa

1. Pallavicino, *op. cit.*, III, 609-627 ; Guerzoni, *op. cit.*, II, 217-222 ; Salazaro, *op. cit.*, 66-80 ; Crispi, *Scritti*, 329, 335 ; Un Italien, *Crispi*, 632-633 ; Türr, *op. cit.*, 22-24 ; Persano, *op. cit.*, IV, 19-25 ; Nisco, *Francesco II*, 167-168.

2. La proportion de la population qui vota fut de 19,17, tandis qu'elle avait été de 23,25 en France en 1852, et de 21,17 et de 20,09 dans la Toscane et l'Emilie respectivement, au printemps de 1860.

les Unitaires d'avoir fait usage, n'aurait pu produire cette écrasante majorité. Sur le continent, 1 310 000 personnes votèrent pour l'annexion et 10 000 contre ; en Sicile, 432 000 votèrent pour, et l'opposition se réduisit à 600 pauvres votes. Dans la ville de Naples où 106 000 personnes votèrent, le total des votes anti-annexionnistes se monta à 31. Quelques jours plus tard, les plébiscites eurent lieu dans les Marches et l'Ombrie. Dans les premières, les votes pour l'annexion donnèrent 133 000 pour et 1 200 contre ; dans la dernière, 97 000 pour et 380 contre. La province de Viterbe même, bien que réoccupée par les troupes françaises, enregistra son vote malgré celles-ci. Un total de près de deux millions de votes, contre lesquels on ne compta que douze malheureux milliers, prouva, à la face de toutes les arguties, combien était universel, à ce moment, le désir d'unité dans l'Italie centrale et méridionale.

Cependant Cavour hâtait la marche du Roi. Ce n'étaient pas seulement les dangers de la situation à Naples qui lui faisaient compter les jours. Il craignait une attaque soudaine de l'Autriche sur la Lombardie, et il était torturé par l'inquiétude de ne pouvoir ramener l'armée pour y faire face. C'était un terrible risque, car, quoique Bologne et Plaisance fussent bien fortifiées, et que la Lombardie et le Piémont fussent prêts à se lever en masse, les dernières troupes françaises étaient parties en juin, et les maigres forces italiennes que commandait La Marmora étaient exposées à un grand désastre. Il semblait très probable que l'Autriche choisît un moment aussi favorable pour attaquer. Il était vraisemblable qu'elle cherchât dans la guerre un soulagement à la situation désespérée des finances et de l'intérieur. Elle avait, il est vrai, refusé, malgré les appels d'Antonelli, d'intervenir en faveur du Pape. Mais l'invasion de l'Ombrie avait attiré sur le Piémont une violente tempête d'indignation de la part des diplomates. La Russie avait rappelé son ambassadeur, la Prusse avait protesté en employant un langage énergique. Même l'Empereur, bien qu'il encourageât secrètement Cavour à continuer¹, menaça officiellement de lui faire opposition et rappela son ambassadeur à Turin. L'Angleterre seule resta fidèle, mais il n'était

1. Cavour, *op. cit.*, VI, 601 ; pour les agissements sans scrupule de Cavour, voir *ib.*, VI, 595. Voir aussi Viel-Castel, *op. cit.*, V, 91.

pas probable qu'elle allât jusqu'à combattre. L'Italie semblait complètement isolée, et Cavour s'attendait de jour en jour à recevoir l'ultimatum de l'Autriche. Vers la fin d'octobre, (27 octobre) il était si alarmé, qu'il pressa le Roi et Fanti de revenir de suite. Trois jours plus tard, il sut que l'Italie était en sûreté. De nouveau, elle devait sa délivrance à Napoléon. Il avait gagné le Czar et menacé l'Autriche à mots couverts d'une rencontre avec les troupes françaises en Lombardie, si elle pénétrait dans cette province. Le cabinet anglais employa probablement son influence à Berlin, et François-Joseph, effrayé des menaces françaises, et dissuadé par la Russie et la Prusse, abandonna ses projets de guerre¹. Cependant, alors que le terrible nuage couvrait encore son pays, le Roi se dirigeait vers le Sud, avec Fanti comme chef de son état-major et Farini comme futur gouverneur de Naples. Dans son bel enthousiasme pour l'unité, il était prêt à courir tous les risques. Il savait que, si l'Autriche attaquait, il pouvait perdre sa couronne; mais il pensait que mieux valait la République que la perte de l'idéal national. « Laissez Mazzini tranquille, disait-il; si nous faisons l'Italie, il sera impuissant; si nous ne pouvons la faire, qu'il la fasse, et je serai *Monsù Savoia* et je l'applaudirai ». Grâce à cette étrange sorte de sentiment religieux, qui se mêlait à sa nature corrompue, il était convaincu qu'il « remplissait une mission assignée par Dieu, puisqu'elle était voulue par le peuple ». Il avait toujours de l'antipathie pour Cavour, et était peut-être à demi fasciné par les desseins de Garibaldi sur Rome. Mais une certaine jalousie de la popularité du dictateur, l'irritation que lui avait causée sa lettre « impertinente », le sentiment que Cavour était en train de lui reconquérir la position qu'il avait presque perdue, toutes ces raisons avaient pour le moment refroidi son amitié pour le grand général. La réaction en faveur de lui-même et de son premier ministre était déjà en pleine activité au Centre et au Nord. Castelfidardo et Ancône avaient relevé le prestige de l'armée royale; et le triomphe de Cavour à la Chambre montra à quel point l'opinion publique effective du Nord était pour lui.

Le Roi franchit le Tronto et pénétra sur le territoire napoli-

1. Cavour, *op. cit.*, IV, 85; VI, 621-623; Bianchi, *Diplomazia*, VIII, 363-364.

tain le 15 octobre, le peuple l'acclamant partout comme son libérateur, et, ce dont il ressentit un naïf dégoût, se pressant en foule pour lui baiser la main. Les membres du clergé vinrent eux-mêmes en procession avec les évêques à leur tête. La seule exception fut le district voisin d'Isernia, où les paysans loyalistes s'étaient soulevés au nom des Bourbons, commettant d'horribles atrocités sur les libéraux et une petite troupe de Garibaldiens qui avaient essayé de réprimer la révolte. Tandis que Cialdini les écrasait impitoyablement, le Roi s'avança lentement à travers les Abruzzes et le long de la rive gauche du Volturne, pour prendre de flanc l'armée des Bourbons. La position de Garibaldi était encore loin d'être sûre¹; mais l'armée régulière de Naples et les 5 000 hommes qui avaient été envoyés de Gênes furent dirigés sur les avant-postes; lorsque le Roi arriva avec ses troupes, les Bourbons perdirent leur chance d'attaquer avec succès. A Macerone, l'avant-garde de Cialdini défit une forte troupe de soldats bourbonniens et de paysans armés sous les ordres de Douglas Scotti (20 octobre). Le lendemain, il menaçait l'arrière-garde napolitaine à Venafro, et François, en danger d'être pris entre les deux armées, laissa 12 000 hommes à Capoue et se retira derrière le Garigliano (27 octobre).

Aussitôt que Garibaldi apprit que le Roi approchait, il alla à sa rencontre. La force des événements avait beaucoup contribué à le calmer. Dès le 15 octobre, il avait décidé d'abandonner la dictature lorsque le Roi arriverait. La résolution du parlement faisait que toute résistance au gouvernement aurait comporté la guerre, et Garibaldi avait une perpétuelle horreur de verser le sang de compatriotes. Il s'était convaincu que, sans parler de la marche de l'armée royale, la longue résistance des Bourbons rendait impossible, pour le moment, de s'avancer sur Rome, et, quoiqu'il s'attachât plus que jamais à cette idée, il vit qu'il faudrait en retarder, jusqu'au printemps du moins, la réalisation. Sa fidélité envers le Roi n'avait jamais vacillé sérieusement. Il sentit que sa politique était vaincue et, grâce aux conseils de

1. A peu près à cette époque arriva un contingent important de volontaires anglais pour aider Garibaldi. Ils se firent une mauvaise réputation de désordre et de pillage et fusillèrent presque le Roi accidentellement : Arrivabene, *op. cit.*, II, 289 ; A. Mario, *The red shirt*, 280 ; Mario, *Garibaldi*, 652 ; Adamoli, *op. cit.*, 168 ; Revel, *op. cit.*, 70.

ses amis d'esprit plus sain, il en comprit peut-être l'imprudence. Il ne parut jamais plus noble que lorsque, ayant conquis la moitié de l'Italie, il déposa sa conquête aux pieds du Roi, pour qu'elle fût administrée par son ennemi; et, oubliant pour le moment sa rancune, il se tourna vers les deux forteresses qu'il fallait encore gagner à son pays.

La fameuse rencontre entre le Roi et le dictateur eut lieu à Teano (26 octobre). Le salut bref, tout juste cordial qu'ils échangèrent, témoigna de la situation embarrassante et tendue. L'armée piémontaise méprisait les soldats de Garibaldi, se moquait de leur indiscipline, de leurs uniformes en lambeaux, des prétentions et du nombre extravagant de leurs officiers; elle ressentait vivement l'hostilité qui n'existait que trop parmi les volontaires et que des fauteurs de discorde de leur parti avaient exagérée. La circulaire de Farini avait fait autant de mal chez les Garibaldiens; ils croyaient que les Piémontais étaient venus leur voler leurs victoires; beaucoup d'entre eux, étant républicains et démocrates, voyaient avec amertume l'Italie méridionale abandonnée au gouvernement de Cavour; et l'indignation s'échauffa, quand la mesquine calomnie des modérés répandit le conte que la victoire du Volturne avait été remportée par les troupes royales. Mais le patriotisme général était grand, et la présence de l'ennemi sur le Garigliano empêcha la colère de s'exprimer. L'affaire pressante était d'achever la défaite de l'armée des Bourbons. Capoue fut investie et se rendit bientôt après: et le corps principal des Piémontais, sous les ordres de Cialdini, s'avança pour attaquer les Bourbonniens dans leur position fortifiée sur le Garigliano. Trois fois les Piémontais furent repoussés, mais les canons de la flotte mirent le désordre dans les rangs des Bourbonniens et, le 3 novembre, Cialdini put mettre le pied sur la rive droite, forçant l'ennemi à se replier sur Gaëte. Persano avait reçu l'ordre de bloquer la forteresse, lorsque Cavour apprit soudain que l'Empereur envoyait sa flotte pour l'en empêcher, et le blocus fut contremandé aussitôt. Mais Cialdini occupa Mola di Gaeta après un vif combat et, le 5 novembre, commença le siège de Gaëte.

Tout était prêt maintenant pour l'entrée du Roi à Naples. On avait fait le compte des plébiscites, et Victor-Emmanuel était roi de l'Italie méridionale par la volonté du peuple. Un matin de novembre, alors qu'une tempête soufflait (7 no-

vembre), le Roi traversa Naples en voiture, avec Garibaldi à ses côtés. La foule, qui attendait sous une pluie battante, lui fit une bonne réception; mais les acclamations qui saluèrent Garibaldi furent plus chaleureuses. Le dictateur avait comprimé sa colère depuis que des ordres du Roi l'avaient envoyé à l'arrière-garde à Capoue. « Pressé comme une orange et jeté dans un coin », il était très irrité que Farini, le confident et l'ami de Cavour, fût destiné à être gouverneur de Naples. Le Roi avait manqué à sa promesse de passer en revue les volontaires à Capoue, et Garibaldi se soulagea en attaquant le Pape et en le qualifiant d'antéchrist. Victor-Emmanuel, de son côté, fut piqué de voir sa popularité inférieure à celle de Garibaldi. Malgré les conseils plus sages de Cavour, Fanti et l'influence militaire se montrèrent hostiles à toute concession aux volontaires; Farini avait été mandé pour protéger le Roi contre l'ascendant de Garibaldi, et il ne remplit son devoir qu'avec trop de zèle. Le jour de l'entrée à Naples, Garibaldi, après avoir présenté un compte rendu des plébiscites et avoir abandonné son titre de dictateur, demanda des décorations pour ses généraux et un grade dans l'armée royale pour tous ses officiers. Le Roi refusa de donner une réponse immédiate, et furieux de ce refus, Garibaldi le quitta. En vain, le Roi essaya de le gagner par une munificence illusoire; Garibaldi refusa ses présents et demanda pour les volontaires la protection du Roi, et pour lui le titre de lieutenant des Siciles pendant un an, avec les pouvoirs d'un dictateur. Le Roi promit de conserver les volontaires dans leur situation actuelle, mais refusa toute concession touchant la lieutenance; et, après une dernière tentative infructueuse pour faire révoquer Cavour et obtenir pour lui-même la permission de marcher sur Rome, Garibaldi fit voile vers Caprera avec quelques centaines de lire en poche et un sac de graines de haricots pour sa ferme¹. Dans son discours d'adieu à ses volontaires, il parla du Roi en termes loyalistes et fit appel à l'harmonie et

1. Castelli, *Ricordi*, 340-346; Revel, *op. cit.*, 79; Bianchi, *Politique de Cavour*, 386; *Riv. stor. del risorg.*, I, 547; Persano, *op. cit.*, IV, 123; Arrivabene, *op. cit.*, II, 302; Mundy, *op. cit.*, 283; Cavour, *Lettere*, IV, 35. Il est presque impossible de faire accorder les différents comptes rendus. Je retire ce que j'ai dit, dans mon introduction à la traduction de Mazzini par M. Okey, sur la façon dont Cavour a traité Garibaldi.

à l'union. Mais il était plus furieux que jamais contre Cavour; il attendait le printemps, le moment où un million d'hommes seraient sous les armes pour conquérir Rome et Venise à la patrie.

Il fallait encore réduire Gaëte, et, maintenant que tout danger du côté de l'Autriche était écarté pour quelque temps, Cialdini put commencer le siège. François s'était enfermé dans la forteresse avec 20 000 hommes. La déloyauté n'avait pas encore dit son dernier mot; mais, après la désertion de quelques troupes au commencement du siège, les autres se montrèrent défenseurs fidèles, sinon enthousiastes. François croyait, comme l'avait cru son père, être le champion de la cause de l'ordre, et sa brave résistance lui gagna le respect de l'Europe. Les puissances ne le laissèrent pas moins à son sort, et François ne trouva d'ami qu'en Napoléon qui, poussé par quelque sentiment de chevalerie et par l'influence de l'Impératrice¹, opposa son veto à un blocus par mer. Ce ne fut qu'au commencement de janvier que l'Empereur céda aux instances du gouvernement anglais et retira sa flotte. Cependant, Cialdini dirigeait le siège à loisir et avec prudence, voulant peut-être épargner ses hommes en vue d'une lutte possible avec l'Autriche au printemps prochain. Les généraux de François défendirent la forteresse avec un manque égal d'énergie; la ville souffrit beaucoup du bombardement, la fièvre typhoïde s'y déclara, et François se rendit compte que sa cause était désespérée. Le 13 février, il se rendit. La citadelle de Messine capitula un mois plus tard, après neuf jours de siège, et, lorsque tomba la petite forteresse de Civitella del Tronto, dans les Abruzzes (21 mars), le règne des Bourbons fut terminé.

1. Suite de la Correspondence 1860, VII, 132; Castelli, *Carteggio*, I, 335. 338-339; Id., *Ricordi*, 340; Cavour, *op. cit.*, VI, 633. Cavour pensait que l'Empereur agissait ainsi pour concilier la Russie: Suite de la correspondance 1860, VII, 135; Thouvenel, *op. cit.*, I, 270-271; Cavour, *op. cit.*, VI, 615; Chiala, *Politica segreta*, 164.

CHAPITRE XXXIII

LE NOUVEAU ROYAUME

1860-1861

Le royaume d'Italie. LA SITUATION A NAPLES ; réaction bourbonienne ; les Garibaldiens ; la Sicile ; constitution ou dictature ? La Farina en Sicile ; Farini à Naples ; Carignano et Nigra ; BRIGANDAGE. LE PIÉMONT ET L'ITALIE ; les « régions » ; Cavour ajourne la question Venise.

Ainsi l'Italie était une et était devenue l'un des grands États de l'Europe. Quoiqu'à Venise et dans le Trentin, l'Autriche régnât encore, et que le Pape, grâce à la protection française, tint Rome et la Comarca avec la ligne de côte de la frontière toscane à Terracina, le royaume s'étendait « depuis les Alpes jusqu'à Lilybœum », et comptait vingt et un millions d'habitants. L'unité de l'Italie, qui avait été la risée des diplomates, que Mazzini avait prêchée à quelques croyants, à laquelle la grande masse des nationaux n'avait pensé, même dans les derniers temps, que comme à une possibilité éloignée, était soudain devenue un fait, un fait que la multitude apathique elle-même avait accueilli avec joie, et qui faisait oublier aux réactionnaires et aux autonomistes leur idéal plus étroit, dans l'orgueil d'être les citoyens d'une grande nation. Dans le court espace de dix-huit mois, la grande œuvre avait été accomplie ; les erreurs de 1848 avaient été oubliées ; dix ans d'attente avaient enseigné la discipline et fait marcher toute l'Italie ensemble. A un moment donné, il y avait eu une dangereuse tension, mais la raison et le patriotisme de tous les partis avaient préservé la cause de la lutte des factions qui l'avaient ruinée dix ans auparavant.

Mais la jeune nation n'était pas formée. Elle avait à envisager des problèmes qui mettraient sa sagesse et sa patience à une plus rude épreuve que l'œuvre d'émancipation. Les divisions qui, devant l'ennemi, avaient été dissimulées, allaient fatalement se manifester dans la tâche de consolidation civile. Le plus pressant, sinon le plus sérieux de ces



Gravé par E. P. Renous, 6 rue Hauteville, Paris.

L'Italie en novembre 1860.

problèmes, était la question du Sud. « Établir l'harmonie entre le Nord et le Sud, disait Cavour, est plus difficile que de lutter contre l'Autriche ou de se battre avec Rome. » Naples et ses provinces avaient deux fléaux terribles ; une grande pauvreté et une grande corruption. La féodalité, depuis longtemps

abolie en théorie, survivait en pratique, et le paysan de la Capitanata ou de la Basilicate travaillait encore à la *corvée* et vendait ses filles à son seigneur. Celui-ci était à la fois son patron et son créancier et l'exploitait en lui donnant des gages dérisoires et en prenant sur lui un intérêt usuraire ; le seigneur tenait en main le gouvernement local et en abusait pour son usage personnel ; il administrait mal, gaspillait les terrains communaux¹. L'agriculture était découragée par les lourdes taxes et le manque de débouchés. Des routes, des chemins de fer, des boisements et des travaux publics étaient nécessaires pour regagner du terrain sur les torrents de montagne ou dessécher les marais où régnait la malaria ; il fallait une législation pour émanciper les terres communales et les grandes étendues de propriétés de main-morte, pour réduire le nombre des vingt et un mille moines et religieuses, dont neuf mille appartenaient aux ordres mendiants, produisant peu et consommant beaucoup. Les villes étaient sous le coup de la détresse commerciale qui suivit la révolution provoquée peut-être par l'introduction du libre échange dans les derniers jours du règne de François. La misère et la mendicité étaient plus grandes que jamais dans la capitale, et le gouvernement, obéissant à un des décrets de Bertani, dépensait encore 5 000 lire par jour en distributions de pain aux mendiants napolitains. Le brigandage endémique des districts montagneux augmenta. Partout où le sort des paysans était tolérable les racines du brigandage restaient à fleur de terre ; mais les misérables journaliers des provinces pauvres, qui n'avaient pas de terres à eux, quittaient leurs demeures par centaines pour aller chercher, dans la vie plus enviable des *banditti*, de l'indépendance, de quoi manger, de quoi se revancher au lieu de rester là, avec du travail et de la faim. C'était vers cette vie féroce que se tournaient tous ceux qu'on opprimait, qu'on brutalisait, et dont le cri de ralliement était « à bas les gentilshommes ». Garibaldi avait promis aux paysans un partage des terres seigneuriales ; les premiers besoins de Naples étaient, en tout cas, du travail

1. Voir Bianco di Saint-Jorioz, *Brigantaggio*, 13, 48, 54-59 ; Rapport de la commission parlementaire dans Ghiron, *Annali*, I, 328 ; Franchetti, *Provincie napoletane*, 21, 37, 151, 157 ; Cordova, *Discorsi*, I, 120-129 ; Arrivabene, *Italy*, II, 326 ; Ulloa, *Presenti Condizioni*, 21-22 ; Villari, *Lettere meridionali*, 86-87.

pour ceux qui n'en avaient pas, l'amélioration du sort du paysan et la reprise des affaires. « Unifier pour améliorer, améliorer pour consolider », telle était la devise que Cavour avait adoptée pour le sud ; mais il savait qu'il faudrait dix ans pour accomplir cette lourde tâche.

Mais plus dangereuse encore que la dépression matérielle, était la corruption universelle qui suivit le gouvernement des Bourbons comme la nuit suit le jour, et qui inquiéta les hommes réfléchis du reste de l'Italie, qui craignirent qu'elle ne fût contagieuse. L'enthousiasme pour la révolution avait souvent été excité par l'espoir d'obtenir une place, et des foules de quémandeurs de pensions et de postes emplissaient l'escalier et les antichambres de chaque ministre. La main redoutée de la mystérieuse *camorra* pénétrait partout. C'était surtout une société secrète de criminels pauvres, mais elle avait des affiliés dans les hautes et les basses classes, et il y avait des camorristes en habit noir et en gants blancs aussi bien qu'en haillons. Liborio Romano l'avait laissée en fonction ; elle était puissante dans la police, dans la garde nationale, dans les conseils locaux ; sa bonne conduite momentanée disparut bientôt, et elle employa son pouvoir à protéger et à exciter le brigandage, parfois même à piller et à assassiner sous les yeux des affiliés qui faisaient partie de la police. L'administration de Garibaldi avait rempli les divers services d'une foule de coquins mécontents et turbulents qui n'avaient aucun désir de voir le gouvernement travailler paisiblement, et qui se servirent de leur nouvelle position pour poursuivre leurs ennemis personnels¹. Une masse d'aventuriers s'étaient précipités à Naples, se déclarant volontaires ; et les « faux Garibaldiens », qui n'avaient jamais senti la poudre, réclamaient leur paie, extorquaient un tribut aux partisans des Bourbons, et se liguèrent pour renverser tous les ministères qui ne « remplissaient pas leur panse ». Dans les provinces, tout était confusion ; la corruption du gouvernement des Bourbons avait depuis longtemps détruit toute confiance dans l'honnêteté du gouvernement, et les hommes qui faisaient de faibles efforts pour faire respecter la loi se trouvaient paralysés par le poids de l'apathie et des soupçons locaux. Et

1. De Cesare, *Scialoja*, 145 ; Bianco di Saint-Jorioz, *op. cit.*, 23-24, 96 ; Della Rocca, *Autobiografia*, II, 122-123 ; voir Bonghi, *Finanze*, 35.

quelque sobre, patiente et maniable que fût la grande masse de la population rurale, la faiblesse du gouvernement permettait qu'elle fût réduite à un silence craintif qu'on interprétait comme une preuve de sympathie pour les bandits.

C'était un champ libre pour l'intrigue et le mécontentement. L'unanimité de sentiment qui avait salué la chute des Bourbons disparut bientôt. Cette unanimité avait été un mélange d'enthousiasme momentané, d'espérances de gains personnels, et de simulation. La résistance de François à Gaëte encouragea les Bourbonniens à relever la tête. La plupart des grands propriétaires des Abruzzes, de la Basilicate et de la Calabre étaient partisans de la dynastie déchue, et leurs querelles contre la petite noblesse recommencèrent en même temps que commençait la lutte entre Bourbonniens et Libéraux. La masse du clergé dans les villes et les campagnes était pour les premiers. Les paysans pauvres s'aperçurent qu'ils n'avaient plus un gouvernement voulant bien fermer les yeux sur le pillage et l'extorsion ; et le communisme grossier de la jacquerie forma une alliance monstrueuse avec la réaction cléricale et aristocratique. Quoique le brigandage naquît de causes sociales, il devint un instrument politique aux mains d'agents venus de Gaëte et de Rome, qui excitèrent les « bandes » à piller, à massacrer, à violer pour la cause du trône et de l'autel. Jusqu'à un certain point, le Bourbonnisme devint l'expression de la suspicion dans laquelle on tenait le gouvernement Piémontais, des divergences entre le Nord et le Sud ; et les mêmes districts qui avaient voté à l'unanimité pour l'annexion comme étant le signal de la chute des Bourbons, vinrent grossir maintenant la réaction qu'inspirait leur cause. Les ouvriers des villes étaient souvent les seuls libéraux sincères, et les libéraux eux-mêmes n'avaient pas un grand amour pour le gouvernement Piémontais. L'histoire et la politique du Piémont, qui avaient servi de phares au reste de l'Italie, étaient presque inconnues dans le Sud. On n'avait jamais été très enthousiaste de l'unité, sur le continent napolitain, et, en Sicile, quoique le vieil esprit autonomiste fût plus ou moins maintenu à l'arrière-plan, il était trop puissant et trop jeune pour avoir disparu. La Sicile et Naples avaient tous deux voulu se débarrasser des Bourbons ; mais maintenant que les Bourbons étaient partis, la réaction inévitable se produisait. Les masses virent que le règne du millénaire attendu était plus

éloigné que jamais, et une querelle entre le Nord progressif et le Sud stationnaire succéda à la courte lune de miel.

Les mêmes sentiments qui conduisirent à la renaissance du Bourbonnisme dans les districts campagnards, donnèrent dans les villes une force dangereuse aux Garibaldiens démocrates. Les Piémontais, prosaïques et peu sympathiques, n'exerçaient aucune fascination sur les esprits du Sud ; leurs soldats, calmes, vêtus de gris, n'éveillaient aucun intérêt chez un peuple qui avait acclamé les volontaires aux pittoresques chemises rouges. Le Roi avait perdu beaucoup de son prestige en restant enfermé pendant son séjour à Naples, et Garibaldi était toujours « le roi du pauvre », qui avait promis aux paysans une loi agraire, et que les *lazzaroni* croyaient descendant de saint Janvier, prédestiné à leur apporter « la liberté et le macaroni ». Tous les coquins qui cherchaient pillage ou pension mettaient une chemise rouge et s'intitulaient Garibaldiens. La foule, qui honorait le nom de Garibaldi par dévotion ou par intérêt, fut remplie de fureur et de ressentiment par la dépréciation étudiée que Farini et La Farina firent de son héros, par une tentative futile pour supprimer l'hymne de Garibaldi, par des insultes supposées contre les officiers volontaires. Dans le discrédit du gouvernement Piémontais, la faction murattiste commença même à renaître.

La Sicile n'avait jamais été aussi corrompue que le continent, mais la pauvreté, le crime à demi barbare, y apparaissaient encore plus en relief. Dans les grandes propriétés des districts à blé, le paysan était aussi opprimé et l'usure était tout aussi grande, bien qu'ici le tyran ne fût pas le propriétaire, qui était invariablement absent, mais son agent. Les paysans eux-mêmes étaient trop accablés pour donner du tracass ; mais la *mafia* dépassait la *camorra* par ses crimes et son audace désordonnée¹. A Palerme, la même populace mélangée qu'on trouvait à Naples conspirait pour empêcher les choses de se régler, — fonctionnaires des Bourbons, qui avaient perdu leur emploi ; créatures de Crispi et de Mordini qui craignaient de perdre le leur ; les 2 000 volontaires que Garibaldi avait laissés derrière lui ; voleurs et assassins qui avaient combattu pour la révolution et qui se trouvaient frustrés de leur butin. L'administration était désorganisée, le trésor

1. Villari, *op. cit.*, 21-37.

pillé; les vivres étaient chers, les ouvriers en grève, la détresse était grande parmi les pauvres. L'opinion publique était encore, en somme, fidèle aux Cavouriens, et la haine invincible des Bourbons rendait impossible un relèvement sérieux du parti réactionnaire. Mais les autonomistes réclamaient à grands cris un système régional allant presque jusqu'à l'autonomie, et, autour des Garibaldiens, se groupait un troupeau bruyant, sans scrupules, de « martyrs » désappointés, dont le patriotisme égoïste n'avait pas reçu la récompense qu'il réclamait¹.

On peut se demander si, dans un pays où la corruption et la désaffection étaient si grandes, une dictature temporaire n'aurait pas été le meilleur gouvernement. C'était l'idéal chéri et constant de Garibaldi; et, quoique son ridicule essai de gouvernement fût responsable en grande partie de cet état de confusion, le gouvernement absolu d'un administrateur compétent et sympathique, non entravé par une intervention éloignée et mal informée partant de Turin, aurait pu faire beaucoup, même après les mauvais débuts de Crispi et de Bertani, pour guérir, édifier et consolider. Ayant leurs ministères spéciaux et des Lieutenants qui jouissaient de pouvoirs vice-royaux, les gouvernements de Naples et de Sicile étaient encore à demi indépendants de Turin. Mais il fallait un système qui permit à un homme de pouvoir organiser sans la crainte d'une intervention du pouvoir central ou du parlement. Farini avait conseillé qu'on envoyât temporairement Ricasoli en Sicile, avec des pouvoirs illimités, et, quoique Ricasoli refusât d'y aller, il conseilla une dictature militaire, alors que d'autres insistaient, la considérant comme encore plus nécessaire à Naples. Mais Cavour n'en voulut pas entendre parler; il craignait qu'elle ne dépréciât le pays aux yeux de l'Angleterre et de l'Europe. « La lutte, disait-il, est une nécessité dans un gouvernement constitutionnel; quand il n'y a pas de lutte, il n'y a ni vie, ni progrès ». Le Roi la refusa sans conditions, alléguant qu'elle était contraire à son serment constitutionnel.

Mais, qu'il y eût une dictature ou non, tout dépendait du choix des Lieutenants. Il n'était pas facile de trouver des hommes pour tant de postes difficiles. « La cause italienne,

1. Ciotti, *Palermo*, 16-18.

prédisait Cavour, dévorera beaucoup d'hommes ». Il avait envoyé comme Lieutenant en Sicile Montezomolo, noble piémontais respecté qui, dans ses jeunes années, avait appartenu à la Jeune-Italie ; c'était une personnalité marquante. Cordova et La Farini allèrent reprendre l'administration des mains de Mordini. Cordova était un Sicilien honnête et courageux, le plus capable des chefs révolutionnaires de 1848, peut-être l'homme le plus capable, après Ricasoli, d'occuper ce poste. Mais, jeter le défi aux Garibaldiens en envoyant La Farina, fut parmi les choix malheureux de personnes que Cavour fit à cette époque. L'administration et la police, composées des créatures de Crispi et de Mordini, conspirèrent pour rendre la nouvelle administration impossible, et le gouvernement de Turin la laissa sans forces militaires suffisantes pour imposer sa volonté. Le dernier jour de l'année, la crise inévitable se produisit ; et, quelque puissants que fussent les Cavouriens en dehors de la capitale, les deux conseillers durent s'enfuir de Palerme et Cavour jugea prudent de les rappeler.

Les difficultés du gouvernement en Sicile étaient légères par rapport à celles qu'il rencontrait à Naples. On ne pouvait prendre aucun Italien du Sud pour remplir le poste de Lieutenant, et Ricasoli le refusa comme il avait fait pour la Sicile. Finalement Cavour choisit Farini, en partie parce que sa façon d'agir à Modène montrait sa fermeté, en partie parce qu'il pouvait compter sur lui pour préserver le Roi de l'influence de Garibaldi. On ne pouvait faire un choix plus malheureux. C'était irriter gratuitement les Garibaldiens ; c'était envoyer un bourgeois pour gouverner une aristocratie fière et puissante. Farini était peu disposé à partir ; il était malade, souffrant du mal qui devait l'emporter. Le climat méridional acheva de ruiner sa santé. Les difficultés de sa position auraient accablé l'homme le plus robuste, et la présence du Roi les augmenta encore. La dualité de l'autorité et les promesses imprudentes de Victor-Emmanuel attirèrent sur la tête de son Lieutenant des blâmes au sujet de fautes et de sévérités imputables à d'autres¹. Mais sa propre fatuité est responsable de l'insuccès continu de son administration. Il se montra aussi faible qu'il avait été ferme à Modène ; et la lâcheté de la masse du peuple, qui

1. Revel, *Da Ancona*, 98.

aurait été la force d'un gouvernement fort, fut funeste à un gouvernement faible. Farini lui-même devint plus ou moins l'instrument des quémandeurs de places ; sa situation l'enivra étrangement, et une hauteur affectée étouffa ses chances de succès en le rendant ridicule. Bourbonniens, Garibaldiens et Murattistes conspirèrent à lui faire tort, et des démocrates désappointés écrivirent à Turin que Naples était perdue, à moins qu'on ne rappelât Farini. Cavour comprit la faute qu'il avait faite, bien qu'il espérât parfois, semble-t-il, qu'à force de bévues Farini arriverait au succès, et qu'il sût que « les peuples ne sont pas régénérés en une semaine. » Peu à peu ils se brouillèrent, et, quand Farini parla de se retirer, Cavour le prit au mot et nomma son successeur (3 janvier 1861).

Il envoya à la place de Farini le prince de Carignano, avec le jeune diplomate Nigra comme principal conseiller, espérant qu'un prince royal pourrait gagner les Napolitains si impressionnables. Carignano eut une tâche épineuse. Dans quelques districts, il semblait impossible de réduire les brigands ; Naples était rempli de prétendus garibaldiens affamés de butin, de camorristes se raidissant sous le solide talon de Spaventa, le préfet de police, et d'autonomistes très désireux de discréditer le gouvernement Piémontais. Ce fut peut-être pour éviter le reproche de « Piémontisme », peut-être parce qu'ils se rendirent compte de leur propre inexpérience, que Carignano et Nigra firent de Romano le ministre de l'intérieur ; et cet intrigant sans scrupules domina bientôt le gouvernement, remplissant les bureaux de ses créatures et encourageant la Camorra, que Spaventa avait à moitié écrasée. Mais, quelque puissante que fût la Camorra, Naples était saine au fond, et les cris qui s'élevèrent contre le ministre et sa suite criminelle devinrent si forts qu'il lui fallut se retirer. Après son départ, l'œuvre du gouvernement fut plus facile ; Spaventa continua, sans être inquiété, sa guerre contre la Camorra et étouffa avec une sévérité peut-être excessive un complot ébauché par des nobles bourbonniens ; en somme, la garde nationale maintenait l'ordre dans la capitale, et les gardes nationaux mobilisés, envoyés du Nord et du Centre, suppléaient, jusqu'à un certain point, au manque de troupes.

Le danger immédiat provenait du brigandage, qui rele-

vait de temps en temps la tête, trouvant facilement asile dans les grandes forêts et les montagnes où à peine une route était tracée. Pendant tout l'hiver, les brigands avaient infesté la région montagneuse des environs de Tagliacozzo dans les Abruzzes, ravitaillés par des partisans du Pape qui déposaient des armes dans des monastères voisins et recrutaient activement des hommes à Rome pour les bandes de brigands¹, s'inquiétant peu de savoir si ces hommes pillaient et massacraient au nom du Pape et des Bourbons. La cruauté amena naturellement des représailles. Cialdini menaça de fusiller tout homme pris les armes à la main; Pinelli, l'historien militaire, qui fut envoyé pour poursuivre les brigands, exprima avec véhémence l'indignation que ressentait tout patriote à voir le Pape accorder peu saintement sa protection aux bandits; son collègue, le général de Sonnaz, après avoir repoussé une bande nombreuse dans le territoire pontifical, passa la frontière et saisit des provisions d'armes dans un monastère frontière. La prise de Civitella del Tronto mit fin à l'agitation dans les Abruzzes, mais, lorsqu'arriva l'été, cette peste se déclara ailleurs dans des proportions plus alarmantes. François était à Rome, organisant activement la conspiration qui prit pour chefs des ex-forçats et employa comme moyens le vol et l'assassinat. Il était en correspondance avec des comités établis dans tout le Sud; le clergé, furieux des récentes réformes ecclésiastiques, brûlait du désir de tourmenter ou de renverser le gouvernement italien; des soldats débandés s'enrôlaient parmi les brigands pour éviter de rejoindre leurs régiments. Mais, partout où les autorités se montrèrent énergiques, les brigands disparurent. Quoiqu'ils eussent envahi plusieurs villes et gagné les habitants par la terreur, ils se retirèrent dès que quelques troupes approchèrent, et les gardes nationaux du district achevèrent de les mettre en déroute. Si le gouvernement avait eu plus de troupes à sa disposition, le mouvement aurait fait peu de progrès; et, quelque sinistre que fût le phénomène, le danger qu'il présentait était moins sérieux que l'apathie, l'ignorance et la pauvreté qui feraient

1. Bianco di Saint-Jorioz, *op. cit.*, 30, 239-242, 249, 331; Ghiron, *op. cit.*, I, 373-376; Monnier, *Brigandage*, 111; Bon Compagni, *Chiesa*, 71; Thouvenel, *Le secret*, II, 262; Ricasoli, *Lettere*, VI, 116.

probablement de la régénération du Sud et de sa fusion avec le Nord l'œuvre de longues et pénibles années.

La difficile question napolitaine n'était que le plus dangereux aspect d'un problème qui touchait tous les États annexés. L'hégémonie du Piémont avait été loyalement acceptée par la grande masse des nationaux. Mais l'hégémonie contenait en elle-même des théories à peine conciliables avec l'extension nationale. Le mouvement national dans le Piémont avait été un compromis entre deux écoles très différentes. Le vieux parti aux vues étroites, puissant dans l'administration et l'armée, considérait plus ou moins l'Italie comme l'artichaut du proverbe historique, qui devait être gagné, gouverné et dominé par les Piémontais ; la pensée d'avoir une autre capitale que Turin leur répugnait autant qu'en 1848, et ils s'étaient réconciliés avec la grande Italie nouvelle par l'espoir que les lois et les idées piémontaises triompheraient dans toutes les provinces annexées. Le parti plus large, que la Société nationale avait créé et que Cavour dirigeait maintenant, savait qu'un petit État de quatre millions d'habitants ne pouvait prétendre à tout dans un royaume de vingt millions, que le Piémont devait se fondre plus ou moins dans l'Italie, qu'il fallait traiter avec respect les lois et les institutions des autres États. Jusqu'à un certain point, la vieille école avait sa justification en ceci que, à quelques exceptions près, les hommes d'État piémontais et les exilés élevés à leur école étaient seuls à même d'organiser une administration convenable et capable. La constitution de Charles-Albert fournissait, comme collection de maximes constitutionnelles, une base très passable de législation. Mais leurs idées avaient un côté égoïste et impossible. On ne pouvait forcer les États, avec leurs conditions sociales différentes, leur passé historique distinct, d'entrer dans le même moule. Les codes du Piémont étaient inférieurs sur plusieurs points à ceux de la Lombardie, de la Toscane, de Parme ou de Naples. On ne pouvait introduire son système communal qu'en provoquant beaucoup d'irritation, et sans grand espoir de succès dans des États tels que la Toscane ou la Lombardie, qui s'enorgueillissaient de leurs longues traditions de vie municipale vigoureuse. La bureaucratie piémontaise, quelque

bien disciplinée et quelque honnête qu'elle fût, était peu sympathique, à cause de son esprit étroit et de ses manières irritantes, et de son affectation, parfois d'arrogance et de prétention, qui cachait sa valeur réelle et en faisait le point de mire des plaisanteries lombardes ou toscanes. Une ville placée à une extrémité de l'Italie, ayant peu de souvenirs historiques ou artistiques, ne pouvait être la capitale permanente de la péninsule ; Milan et Florence, Naples et Palerme tenaient à leurs honneurs de métropole et grommelaient à l'idée de les abandonner à toute autre ville, sauf Rome¹. Des mécontents clamèrent que le Piémont monopolisait les contrats gouvernementaux, que les fonctionnaires piémontais se jetaient sur les postes avantageux, que le commerce et l'industrie se dirigeaient vers le siège du gouvernement, laissant les affaires en stagnation dans les États moins fortunés.

Ce sont ces faits et ces craintes qui rapprochèrent des hommes aussi différents que Ricasoli et Crispi, dans une opposition commune contre l'école piémontaise, et qui firent déclarer à Pepoli, en termes exagérés, que la bureaucratie de Turin était un des plus grands ennemis de l'Italie. Rattazzi, en appliquant prématurément à la Lombardie les lois piémontaises modifiées, y causa de graves mécontentements. Ricasoli avait mené une campagne presque pédantesque pour retarder l'introduction de ces lois dans la Toscane et obtenir pour son État² une administration à moitié indépendante. Il avait obtenu qu'on ratifiât les lois toscanes et les décrets du gouvernement provisoire ; mais l'erreur de Rattazzi avait été répétée dans l'Émilie, dans l'Ombrie, dans les Marches, et y avait semé les mêmes germes de troubles. Il aurait été sage de laisser subsister intacte, pour le moment, une grande partie de la vieille législation de chaque État, excepté là où l'uniformité était absolument nécessaire, comme dans les lois militaires et électorales et dans les tarifs de douanes. Le pays avait été stupéfié par une pluie de lois

1. La population de Naples était de 417 000 âmes, celle de Milan de 219 000, celle de Palerme de 186 000. La population de Turin augmenta de 179 000 en 1858 à 204 000 en 1861.

2. Je suis obligé de me servir de ce mot, qui est rigoureusement inapplicable maintenant, pour éviter une confusion avec le mot province dans son sens technique.

nouvelles, produisant une unité officielle qui ne ressemblait en rien aux faits. Les critiques se plaignaient avec justice que les changements radicaux eussent formé un amas de ruines qui obstruaient tous les bons édifices du nouvel État. Maintenant, cependant, le mal était fait. Les vieilles lois avaient été brutalement renversées, et la meilleure politique restant à suivre était de prendre, pour le gouvernement local, quelque large mesure reconnaissant une certaine indépendance à l'administration, et marquant la limite entre le domaine du gouvernement central et celui du gouvernement local, de façon à laisser l'avantage à ce dernier. Cavour croyait fermement à la décentralisation ; déjà, en juillet, il avait nommé une commission pour élaborer un plan de gouvernement local, et Farini, comme ministre de l'intérieur, développa devant cette commission des propositions que Cavour avait peut-être lui-même suggérées. L'essence du projet de Farini était de former de grandes divisions locales appelées « régions », servant d'intermédiaires entre la province et l'État. Elles devaient se grouper autour « des centres naturels de la vie italienne », mais leurs limites ne devaient pas nécessairement correspondre à celles des anciens États, de peur d'encourager les tendances autonomistes. Elles ne devaient être que des unités administratives, qui n'auraient même pas possédé de conseils électifs. En vérité, loin d'en faire d'importantes unités dans le gouvernement local, Farini proposait de baser celui-ci plus que jamais sur les conseils provinciaux, qui auraient le contrôle des routes, des rivières, de la salubrité publique, de l'enseignement secondaire et technique et des institutions charitables les plus importantes¹. En fait, ce projet laissait très vague la conception des régions ; et la question des pouvoirs que Farini se proposait de leur conférer était loin d'être claire.

Jusque-là, la question avait été surtout théorique. Ceux qui prétendaient que l'action de l'État devait être puissante et vaste, réclamaient une plus grande centralisation ; les amis du *laissez-faire* soutenaient les régions, qui, ils l'espéraient, limiteraient l'activité et l'intervention du gouvernement central. La conquête du Sud donna à la question une importance

1. Projet de Farini dans Cavour, *Lettere*, VI, 729 ; voir Masserani, *Studie*, 460. Mazzini avait proposé des régions dix ans auparavant : *Opere*, VIII, 32.

pratique au point de vue politique ; et, tandis qu'elle faisait reculer les décentralisateurs effrayés des conséquences de leurs théories, elle provoquait chez le peuple d'ardentes revendications d'indépendance régionale. La grande différence existant entre le Nord et le Sud exigeait que celui-ci fût traité avec des ménagements spéciaux ; l'obliger à accepter une quantité de lois incompatibles avec sa nature provoquerait sûrement une réaction en faveur du vieil ordre de choses, et c'est l'espoir de réduire à leur minimum les bévues du gouvernement, qui fit que de chauds amis de l'unité furent les premiers à réclamer l'indépendance locale. En Sicile, un comité, nommé par Garibaldi dans les derniers jours de sa dictature, se déclara disposé à donner au Lieutenant de chaque région des pouvoirs vice-royaux, qui empiéteraient sérieusement sur les fonctions du pouvoir central exécutif. Sur le continent, une « ligue des intérêts de Naples » unit des fédéralistes, des républicains, des bourboniens, dans une tentative pour conserver les vieilles institutions et mettre en avant les droits de Naples à être la capitale. Peu de gens, du reste, là comme ailleurs, proposèrent une forme quelconque d'autonomie ; mais un puissant mouvement grandit dans le but de développer les propositions de Farini, de donner à chaque région son lieutenant et son conseil, d'augmenter l'importance de la région, non seulement en lui transférant les pouvoirs les plus importants de la province, mais en rendant ses finances et son administration à demi indépendantes du parlement et du gouvernement central.

Il incombait à Minghetti, comme ministre de l'intérieur après la nomination de Farini à Naples, d'élaborer un nouveau projet. Ses propositions (novembre 1860) étaient en général conformes aux grandes lignes du projet de son prédécesseur. Elles tendaient à renverser le système français en délivrant la commune et la province de toute surveillance émanant directement des fonctionnaires du gouvernement. Le « syndic » devait être choisi par le conseil de la commune. Les conseils provinciaux devaient être indépendants du préfet et conserver dans la pratique des pouvoirs aussi étendus que ceux que Farini proposait pour eux. La région prenait une forme plus définie. Elle devait avoir « des pouvoirs généralement réservés à l'autorité centrale » ; les conseils de régions, élus par

les conseils des provinces composantes, devaient, conjointement avec le gouverneur, avoir la haute main sur l'enseignement supérieur (y compris, sans doute, les universités), les routes nationales et les plus grands travaux publics, et posséder certains pouvoirs législatifs au point de vue de l'agriculture, avec le droit de proposer de nouvelles lois à l'appréciation du parlement. Le gouverneur était presque vice-roi ; il devait contrôler l'administration des préfets et représenter le gouvernement central en beaucoup de matières ; dans les limites de ses attributions, ses décisions étaient sans appel¹. Mais Minghetti suivait Farini en cela qu'il ne prenait pas nécessairement les limites des anciens États ; il voulait que la région ne fût qu'une expérience, ne devant avoir, peut-être, qu'une existence provisoire assez longue pour permettre une douce transition entre le vieil état de choses et le nouveau. Dans l'esprit de Minghetti, ce projet était un compromis ; mais il ne contenta personne. Son caractère provisoire laissait visiblement fort à désirer. Ceux qui avaient soutenu le projet de régions avec l'espoir qu'il réduirait les pouvoirs de la bureaucratie, commencèrent à craindre que le nouveau décret ne fît que lui substituer un certain nombre de petites oligarchies qui hériteraient des pires traditions des anciens gouvernements. Les autonomistes ne trouvèrent pas une grande valeur à des propositions qui pourraient diviser la Toscane ou faire passer Parme et Modène dans l'Émilie. On se sentait quelque peu inquiet que, malgré les précautions de Minghetti, les régions ne vinsent à empiéter sur les libertés traditionnelles de la municipalité et de la province. Mais la plus forte opposition vint de ceux qui craignirent que la région ne sentît trop le fédéralisme, et ne fût un dangereux obstacle à la consolidation du royaume. « Régioniste » et « Fédéraliste » devinrent des termes de reproche synonymes. Les pouvoirs assez vagues des conseils régionaux ne pouvaient guère, en vérité, constituer un danger sérieux ; mais les conseils eux-mêmes pouvaient facilement devenir des points de ralliement pour l'agitation autonomiste. Bien que ce fût là probablement une sage mesure, la demi-indépendance des gouverneurs fut

1. Discours de Minghetti du 13 mars 1861 ; Id., *Ai suoi elettori*, 7-9 ; Masserani, *op. cit.*, 461.

considérée, à ce moment, comme très périlleuse, alors qu'un solide gouvernement central semblait pour beaucoup la première chose nécessaire. Ricasoli lui-même, malgré son affection pour les lois et les institutions toscanes, pensa que les régions contenaient des germes de périls pour l'État. Cavour vit dès le mois de décembre que le projet de Minghetti n'avait pas de chances d'être accepté, et il fut effrayé par l'éruption des sentiments autonomistes. Il décida de rebrousser chemin brusquement, de remettre à plus tard toute la question du gouvernement local et de centraliser. On enleva à la Toscane son indépendance administrative, malgré les prières de Ricasoli (14 février); un mois plus tard (20 mars) Cavour réduisait celle de Naples et de Sicile et mettait à exécution un dessein formé depuis longtemps, en dissolvant le cabinet et en formant un nouveau ministère avec des représentants de tous les anciens États. Sa politique était maintenant de former un seul gouvernement national puissant, dans lequel le Piémont n'aurait pas une part plus grande qu'il n'était nécessaire, et de faire taire les accusations d'ambition portées contre Turin en obtenant du parlement la résolution de reconnaître Rome comme la future capitale¹.

Cependant, à côté de l'insondable problème de Naples et de l'organisation compliquée du nouveau royaume, les aspirations non satisfaites vers la possession de Rome et de Venise vibraient, troublant à chaque instant la vie intérieure de la nation. Pour Venise, malgré la décision de Garibaldi de provoquer une attaque au printemps, on reconnaissait en général que l'Italie devait patienter. La résistance inattendue de Gaète avait réduit les ressources militaires du pays. Garibaldi ayant licencié les troupes napolitaines, et le reste suivant fidèlement François, Cavour vit se dissiper l'espoir qu'il avait formé de doubler l'armée italienne en y incorporant les forces des Bourbons. Il est vrai qu'on s'était assuré la flotte napolitaine; mais seulement 3 000 officiers environ et très peu de simples soldats prirent du service dans l'armée nationale. Il ne restait qu'environ 4 000 des volontaires. « Il faudra deux ans, disait Cavour en novembre, pour organiser l'armée, et il nous faut la paix jusque-là »; à moins d'y être forcé par les circonstances, il avait l'intention de ne jamais

1. Jacini, *Questione*, 17-18.

redemander le dangereux concours de la France¹. Bien qu'une guerre avec l'Autriche eût pu faire beaucoup pour hâter la fusion entre le Nord et le Sud dans une fraternité d'armes, il n'osait encore se risquer, et il s'efforça d'empêcher toute invasion de la Vénétie par des troupes irrégulières. Il espérait que les difficultés intérieures de l'Autriche, les dépenses qu'il lui fallait faire pour conserver une armée sur le pied de guerre, peut-être le développement des idées libérales dans la nouvelle Diète de Vienne, que toutes ces causes amèneraient une solution pacifique. Une autre brochure inspirée avait été publiée par l'infatigable La Guéronnière (14 décembre), conseillant de vendre la Vénétie à l'Italie. L'Empereur paraît avoir espéré que l'Autriche se débarrasserait de cette province embarrassante et achèterait la Bosnie et l'Herzégovine avec le prix qu'elle en retirerait; mais l'Autriche ne voulut point en entendre parler, et ce projet n'était point du goût de Cavour. Une solution pacifique échouant, la guerre devait arriver un jour ou l'autre, et Cavour, projetant déjà une alliance avec la Prusse, envoya La Marmora à Berlin pour présenter ses hommages au nouveau Roi et convaincre les hommes d'État prussiens que des liens naturels prescrivait à l'Italie et à la Prusse d'être amies. Malgré ses désaveux officiels, il encouragea les Hongrois à se soulever et il envoya des armes aux Roumains; lorsqu'en mai, il sembla y avoir quelque perspective de soulèvement prochain en Hongrie, il résolut, en vue de cet événement, de jeter toute prudence aux vents, et d'accueillir avec joie le concours de la France, si l'Empereur était entraîné dans une nouvelle guerre de libération².

1. Cavour, *op. cit.*, IV, 94; Chiala, *Politica segreta*, 155; Martin, *Prince Consort*, VI, 187; Salazaro, *Cenni*, 113.

2. Cavour, *op. cit.*, VI, 709; Chiala, *op. cit.*, 176-178; Ricasoli, *op. cit.*, V, 413; Guerzoni, *Bixio*, 300, 302; voir Chiala, *Dina*, I, 358.

CHAPITRE XXXIV

L'ITALIE ET ROME

1860-1861

L'ITALIE ET ROME ; sentiment anti catholique ; Cavour et le pouvoir temporel ; la situation catholique ; le clergé libéral ; L' « ÉGLISE LIBRE DANS L'ÉTAT LIBRE » ; négociations avec Rome ; elles sont rompues ; Napoléon III a l'intention de retirer la garnison française. Les élections ; partis politiques ; le gouvernement et les volontaires ; Garibaldi attaque Cavour ; MORT DE CAVOUR.

Ce ne fut cependant là qu'un accès momentané d'enthousiasme. Venise pouvait attendre ; mais tous leurs instincts de conservation poussaient les Italiens vers Rome. Le territoire pontifical comprenait maintenant la ligne de côte entre les rivages toscans et napolitains, sur une largeur de 30 à 50 kilomètres, enveloppant Viterbe, Tivoli, Velletri et Frosinone. Même dans cette étroite région côtière où les troupes piémontaises n'avaient pas pénétré, Viterbe déclara, en automne, se placer sous l'autorité de Victor-Emmanuel, et Pepoli, comme gouverneur de l'Ombrie, l'occupa, jusqu'à ce que l'Empereur, malgré les promesses qu'il avait faites à l'Angleterre, insistât pour qu'elle restât territoire pontifical. Sur ce petit État, le Pape régnait encore, quoique tout le monde reconnût que son pouvoir ne pouvait survivre une semaine au départ de la garnison française. Il est vrai que les nationaux montraient peu de signes d'activité à Rome même. Mais 5 000 des meilleurs étaient en exil, les garnisons françaises et pontificales tenaient étroitement la ville, et cependant, malgré les soldats et la police, 10 000 adultes mâles signèrent une adresse d'adhésion à la politique de Cavour¹. Dans les villes environnantes, le ressentiment était

1. Pour ce qui concerne la politique des Romains, voir Ghiron, *Annali*, I, 120-124 ; Suite de la Correspondence 1860, VII, 88-89 ; D'Haussonville, *Cavour*, 439 ; Dicey, *Rome*, 24 ; Grün, *L'Italie*, 97 ; Thouvenel, *Le secret*, II, 41 ; Un Romano, *Sulle questioni urgenti*, 7.

grand de se voir abandonné au Pape, et dès que les troupes françaises se retiraient un moment, on abattait ses armoiries. Les Italiens tournaient chaque mois davantage leurs regards vers Rome. « Sans Rome, l'Italie n'est rien, disait Ricasoli; pour Venise, nous pouvons attendre, le jour viendra; pour Rome, nous ne pouvons pas attendre »; et, quand d'Azéglio demanda d'abandonner Rome et de fixer la capitale à Florence, il ne trouva aucun écho. Lorsque, au printemps, le parlement se réunit, il décida à l'unanimité que Rome devait être la capitale. La gloire de la ville éternelle, ce que Balbo avait appelé « le souvenir importun de sa grandeur passée », agissait fortement sur l'imagination des Italiens. La foi qu'on avait en sa mission éternelle faisait déclarer à Ricasoli et à Mazzini, dans des termes presque identiques, que, de la possession de Rome dépendait l'avenir moral de l'Italie. La honte de l'occupation étrangère blessait et irritait la nation; quand les partisans du Pape alléguaient que le pouvoir temporel était nécessaire à l'indépendance de la papauté, les Italiens répondaient que la possession de Rome était nécessaire à l'indépendance de l'Italie. L'inhumanité qui sacrifiait les Romains pour servir les intérêts supposés du catholicisme était ressentie comme une insulte par toute la nation, et l'Italie avait hâte de les affranchir comme l'avaient été l'Ombrie et les Marches.

Ce ressentiment se changea en exaspération lorsque le Pape permit aux conspirateurs bourbonniens d'établir leur quartier général à Rome et d'organiser des bandes de brigands sous la protection pontificale. On ne pouvait tolérer que Rome devint l'asile d'hommes qui répandaient dans le Sud le désordre et le crime; et la protection que le Pape offrait avec onction à l'iniquité, creusa entre la papauté et l'Italie un gouffre qui ne pourrait jamais être comblé tant que durerait le pouvoir temporel, ce cancer qui corrompait le meilleur sang de la nation. L'indifférence religieuse se répandit rapidement, surtout dans les classes moyennes et chez les artisans¹; « si l'Italie est forcée de choisir entre la nationalité et le catholicisme, menaçait-on, elle se prononcera pour la première ».

1. Bobone, *Lettera*, 31; Balan, *Continuazione*, II, 447-480; Un Romano, *op. cit.*, 56; Perfetti, *Ricordi*, 61; Arthur, *Italy*, 159; Bianco di Saint-Jorioz, *Brigantaggio*, 143; pour la même chose en 1863, voir Balan, *op. cit.*, II, 494-498; en 1866: Ricasoli, *Lettere*, IX, 124.

Les relations entre prêtres et laïques libéraux étaient encore plus tendues que l'année précédente, et les plaintes motivées par des libelles contre l'Église, des pièces contre le Pape, l'irrévérence et le sacrilège, montrèrent combien Antonelli ébranlait la foi d'une nation catholique. La franc-maçonnerie faisait une propagande persévérante et silencieuse pour la libre pensée¹. Le protestantisme gagna du terrain surtout à Florence²; et, quoi qu'il y eût peu de chance de le voir se maintenir perpétuellement dans le pays, on pensa très sérieusement à faire un schisme sur les bases d'un catholicisme réformé, schisme qui ébranlerait également le pouvoir de la Papauté en Italie³. Mais Cavour savait que la question était beaucoup plus qu'une querelle entre l'Italie et la Cour de Rome; que la Papauté était obligée de se rendre compte de l'état des sentiments catholiques en France, en Espagne, en Belgique aussi bien qu'en Italie; que l'Italie ne pouvait s'isoler de la politique européenne dans une affaire qui touchait toutes les nations catholiques. Il partageait absolument les aspirations vers Rome. Il avait refusé d'écouter le conseil qu'on lui donnait de changer provisoirement de capitale⁴, et il avait dit à l'Empereur qu'il ne conclurait avec le Pape aucun traité qui abandonnât les droits de l'Italie sur Rome. « Rome, avait-il dit au parlement, doit devenir la noble capitale de l'Italie régénérée⁵ ». Il vit quel danger il y avait pour le pays à avoir dans son sein un pouvoir reposant sur des baïonnettes étrangères; il vit quel avantage pratique il y avait à gagner la ville dont les droits indiscutables à être la capitale feraient taire les rivalités naissantes entre Turin, Florence et Naples. Mais on ne pouvait gagner Rome par la force tant que la garnison française y serait. A l'encontre des nationaux les plus impatients, Cavour comprenait combien l'opinion

1. Tivaroni, *L'Italia*, III, 216.

2. Arthur, *op. cit.*, *passim*; Wylie, *Italy*, *passim*; Bobone, *op. cit.*, 31; *Necessità di una riforma religiosa*.

3. Pantaleoni, *Idea italiana*, 163; Passaglia, *Per la causa*, 46; Ricasoli, *op. cit.*, V, 246; VI, 142; Masserani, *Tenca*, 323; Cavour, *Lettere*, IV, 54; Siotto-Pintor, *L'Italia*, 114.

4. Castelli, *Carteggio*, I, 521; Id., *Ricordi*, 164; Bon Compagni, *Chiesa*, 92; Alfieri, *L'Italia liberale*, 85.

5. Discours du 11 octobre 1860; voir Cavour, *op. cit.*, IV, 129; Artom e Blanc, *Cavour*, xxx; Monnier, *L'Italie*, 419; Pantaleoni, *op. cit.*, 48; *contra*, D'Haussonville, *op. cit.*, 439; Cantù, *Cronistoria*, III, 563.

publique de l'Europe catholique était puissante et hostile, quelles difficultés éprouvait l'Empereur à se maintenir simplement contre elle; et il se rendait compte que, si l'Empereur perdait l'équilibre, l'ouragan des haines catholiques serait déchainé sur le nouveau royaume.

Les récents événements avaient exaspéré plus que jamais les partisans du Pape contre le Piémont et contre l'Empereur. L'invasion de l'Ombrie, la défaite de La Moricière, les alarmes causées à Rome, la duplicité de Napoléon, la désertion des gouvernements catholiques, avaient répandu la consternation et la fureur dans le monde catholique. A mesure qu'une province était ajoutée au royaume, on la dotait de lois anticléricales souvent plus sévères que celles du Piémont. On avait donné aux conseils provinciaux un certain pouvoir discrétionnaire pour décider quelles parties du catéchisme on enseignerait dans les écoles (octobre 1860). Pepoli, comme gouverneur de l'Ombrie, et Valerio dans les Marches, agissant naturellement d'après des instructions reçues de Turin, avaient supprimé les monastères dans des conditions qui étaient peut-être réellement dures pour les religieux; ils avaient légalisé le mariage civil (quoique la cérémonie religieuse fût encore nécessaire), employé les propriétés des Jésuites à la fondation d'écoles communales, enlevé aux évêques leurs tribunaux ecclésiastiques et leurs droits de surveillance sur l'enseignement et les œuvres de bienfaisance. Garibaldi avait transformé les propriétés des Jésuites en biens nationaux et menacé celles des chapitres des cathédrales à Naples et en Sicile, et, en février, Mancini, le ministre des cultes de Carignano, abolit le Concordat de 1818, supprima les monastères (mais dans des conditions plus douces que celles de Pepoli) et enleva aux évêques leur droit de contrôle sur les œuvres de bienfaisance. Ricasoli avait depuis longtemps supplié le gouvernement de lui accorder la permission de nationaliser les biens d'église en Toscane, de vendre les terres ecclésiastiques, et d'affecter le produit à égaliser les revenus du clergé. Des évêques, exilés pour leur hostilité au gouvernement, se consumaient à Rome dans l'amertume, tandis que leurs propriétés étaient séquestrées par les autorités italiennes. Ça et là des sacrilèges avaient été commis par les soldats ou la population émancipée. Les cléricaux assuraient, mais il n'y a rien qui le prouve, que l'immoralité avait augmenté

dans les provinces libérées¹ ; et les braves gens faibles, qui préféraient la certitude de la faiblesse à la possibilité de la corruption, se lamentaient sur les mauvais effets de la liberté. Les cris des cléricaux étaient bruyants. Maintenant que les volontaires pontificaux avaient échoué, leur seul espoir était d'exciter l'opinion catholique dans toute l'Europe à un point tel que les gouvernements fussent forcés d'intervenir. Beckx, le général des Jésuites, protesta dans les journaux européens. Montalembert exprima la colère des catholiques français : « Le Piémont ose tout, la France le permet, l'Italie l'accepte, l'Europe s'y soumet ».

La crainte de perdre les derniers restes du pouvoir temporel touchait les catholiques encore plus vivement que la législation anticléricale du nouveau royaume. L'histoire récente du Piémont, soutenaient-ils, démentait ses protestations de respect pour le Pouvoir Spirituel du Pape. « Ceux qui essaient de détruire le Pouvoir Temporel, disait le Pape, ont pour objet la destruction complète de notre sainte religion. » Il y avait, il est vrai, un groupe de cardinaux moins bigots, qui voyaient la nécessité d'un compromis ; et, une « Congrégation » nommée pour étudier la théologie de la question, avait décidé que le Pape pouvait renoncer à son domaine temporel, si les intérêts de l'Église l'exigeaient². Mais ils n'étaient qu'une poignée au milieu d'hommes à l'esprit mondain, qui s'appuyaient sur « une fraternité d'anciens abus, d'anciens droits, d'anciens principes, peu soucieuse des intérêts de la religion ou même du gouvernement du Pape ». C'était une politique de suicide, qui s'alliait plus ou moins avec les dynasties déchues d'Italie, de France, d'Espagne et de Portugal, qui considérait la « société moderne » comme une chose maudite dont l'Église devait toujours être l'ennemie, qui espérait encore regagner la Romagne et croyait fermement qu'une révolution ou une réaction diviserait le nouveau royaume. Si le Pape avait été capable de discerner l'esprit de chaque chose, il aurait reconnu ce qu'il y avait de noble et de religieux dans le mouvement national, et il aurait aidé à constituer une nation animée de la crainte de

1. Voir *e. g.* O'Reilly. *Leo XIII*, 221, où le clergé ombrien parle de la « licence du théâtre et de la presse », mais ne peut accuser personne de conduite immorale.

2. Pantaleoni, *op. cit.*, 51, 100.

Dieu. Mais il préféra se plonger dans une lutte triste et sans profits, dont les conséquences, si l'on en excepte peut-être les résultats éloignés, ne pouvaient être que mauvaises. D'un côté était la jeune nation, fière de sa force, orgueilleuse de son œuvre et de sa destinée, impatiente, parfois, d'étrangler l'ennemi qui se trouvait entre elle et son but; se contentant, quand elle ne pouvait détruire, de le fatiguer et de l'exaspérer, aspirant quelquefois à se réconcilier avec le pouvoir dont l'influence s'étendait sur toutes les demeures italiennes et dont la gloire traditionnelle et vague jetait son charme, même sur ceux qui le détestaient. De l'autre côté, s'élevait ce pouvoir, avec sa force puissante pour le bien et aussi pour le mal, avec sa mondanité mitigée et sa timide bonté, oubliant sa mission, tristement, si tristement aveugle sur tout ce qui se passait autour de lui, se cramponnant à son misérable lambeau de domaines terrestres, tandis qu'il faisait entendre des cris de colère impuissante et, dans son désir de vengeance, oubliait la simple moralité.

Aux droits nationaux de l'Italie, les partisans du Pape opposaient les droits des catholiques au pouvoir temporel. Les plus extrêmes d'entre eux trouvaient leurs arguments dans la théologie; pour eux, le pouvoir temporel était « une chose sacrée, comme tout ce qui est dédié à Dieu ou à l'Église »; toute l'organisation et tous les biens de l'Église participaient à la sanction que lui donnait son origine divine, sanction qui dépassait donc tous les droits tirés de la loi humaine; le pouvoir temporel, si ce n'était positivement un dogme, s'en rapprochait beaucoup; et la même constitution divine qui défendait de l'abandonner, défendait toute réforme ou tolérance religieuse dans les États du Pape¹. Mais de plus sages apologistes virent qu'il était impossible pour une église, qui s'était façonnée dans tous les autres pays d'après les changements politiques, de s'appuyer sur des principes *a priori*. Les Jésuites mêmes reconnaissaient que le pouvoir temporel n'était pas un dogme; ce n'est pas, disait Passaglia, alors qu'il était encore son champion, ce n'est pas un patrimoine ecclésiastique, mais simplement un bénéfice de l'Église². Ils

1. Mura, *Il Clero*, 101-102, 142; Id., *Questione Romana*, 57, 86. Voir Liverani, *Il Papato*, 135.

2. Passaglia, *Dialoghi*, 104-111; aussi Liverani, *op. cit.*, 150, et cardinal Pecci (Léon XIII), in O'Reilly, *op. cit.*, 200-201.

le défendaient moins en vertu de droits de possession ou de sanction théologique, que pour des raisons d'utilité pratique. Ils répétaient l'affirmation de Bossuet que le pouvoir temporel était nécessaire pour que le Pape « puisse exercer avec plus de liberté, de sécurité et de paix son pouvoir spirituel dans tout l'univers ». Il était absolument essentiel que les paroles et les actes du Pape fussent au-dessus de tout soupçon, qu'ils ne pussent être considérés comme le résultat d'une pression de la part d'aucun gouvernement; que son élection fût absolument libre, qu'il ne pût y avoir jamais à craindre qu'un gouvernement hostile établi à Rome ne s'opposât à ce que le Pape communiquât librement avec l'Église. Ignorant combien l'indépendance du Pape était restreinte à ce moment même, combien la papauté était encore le jouet des puissances catholiques, ces apologistes démontraient qu'un gouvernement laïque à Rome devrait nécessairement empiéter sur la liberté spirituelle du Pape, détruire sa situation internationale et l'impliquer dans les difficultés extérieures du royaume d'Italie. Beaucoup d'entre eux reconnaissaient que, pour les populations gouvernées par le Pape, le pouvoir temporel était la négation de toute vie libre et progressive; mais, avec une inhumanité aussi grande que celle de l'étranger, qui préférerait voir Rome pittoresque plutôt que salubre et morale, ils soutenaient qu'une institution de droit catholique surpassait les intérêts particuliers de trois millions d'hommes, et l'on conseilla cyniquement aux Romains de chercher leur consolation dans « la contemplation et les arts, le culte des ruines et la prière¹ ».

L'argument avait du poids aux yeux des catholiques, mais la réponse vint du sein même de l'Église. Depuis longtemps, du clergé catholique, des voix s'étaient élevées en faveur de la réconciliation de l'Église et du libéralisme. Lamennais et Montalembert en France, Rosmini, Ventura et Gioberti en Italie avaient prêché la réforme et la nécessité de sanctionner les progrès modernes, et leurs disciples étaient nombreux à la fois dans le clergé et parmi les laïques. L'école janséniste du Piémont, la vieille indépendance ambroi-

1. Voir e. g. Dupanloup, *Souveraineté*, 38 et seq., 75; O'Reilly, *op. cit.*, 202-205; Passaglia, *Dialoghi*, 10, 99; Mura, *Il Clero*, 96; Wiseman, *Pastoral Letter*, 24-30, qui semble cependant reconnaître l'injustice de sacrifier les habitants.

sienne de Milan avaient encore leur influence. Le récent mouvement national avait trouvé partout des amis dans le clergé. Les soulèvements de Sicile, de Calabre et même de Naples avaient été en grande partie des mouvements religieux, conduits par des prêtres qui avaient hérité de la tradition méridionale de faire opposition à Rome. Le chagrin que lui causait la folle perversité de la cour de Rome, le sentiment du danger qu'elle faisait courir à l'Église, le désir de fermer la brèche toujours plus large qui la séparait des laïques, avaient poussé une grande partie du clergé à s'enrôler dans la cause du compromis. Jamais on ne s'était rendu compte comme alors de l'étendue du mouvement; à Rome même, cinquante membres du clergé avaient signé l'adresse à Cavour. C'était en grande partie un soulèvement du clergé inférieur contre le haut clergé, une révolte du curé mourant à moitié de faim contre le prélat riche et voluptueux, de gens cherchant l'appui des catholiques laïques contre le despotisme de l'évêque ou du Pape¹. Ils attaquèrent en termes impitoyables le fol usage de l'excommunication, la cruauté qui faisait dire aux Romains : « il faut que vous soyez un misérable peuple; c'est un ou du moins presque un dogme », la fureur peu chrétienne des évêques, qui refusaient de faire la paix et mettaient en péril l'unité de l'Église, qui, pendant que toute la nation se réjouissait, se consumait en lamentations égoïstes et stériles. Les évêques, disaient les réformateurs, ne peuvent que maudire, ils ont perdu le pouvoir de bénir; tandis que les Italiens tendent la main pour sceller une réconciliation, la cour papale et ses instigateurs rejettent toute proposition de paix². Ils attaquèrent les apologistes du Pouvoir Temporel dans leur forteresse de dogmes et de traditions. Leur chef était le jésuite Passaglia, « théologien ultramontain, très jaloux de la suprématie universelle du Pape », qui avait aidé à formuler le dogme de l'Immaculée Conception; son érudition et sa dévote soumission à la tradition de l'Église donnaient à ses écrits une importance spéciale aux yeux des catholiques. Attiré gra-

1. *Petizione di novemila sacerdoti*; Passaglia, *Per la causa*, 30-32; Pantaleoni, *op. cit.*, 64-65.

2. Passaglia, *op. cit.*, 30 46 et alibi; Liverani, *op. cit.*, 14, 156; Bobone, *op. cit.*, 15-21; Curci, *Memorie*, 250-251.

duellement malgré lui dans le camp des réformateurs¹, lui et ses disciples en appelèrent aux Pères et aux Docteurs, pour prouver que la nécessité alléguée du Pouvoir Temporel était contraire à l'expérience et à la doctrine des premiers siècles de l'Église, qu'on avait mainte et mainte fois attenté au Pouvoir Temporel sans que l'autorité spirituelle du Pape en ait souffert; que, lorsque le Pape avait fait serment de ne pas l'abandonner, c'était à l'origine, avec le désir de se préserver du népotisme, mais que ce serment devait céder à la sécurité de l'Église. Ils montrèrent que cela avait été la coutume de l'Église de reconnaître des gouvernements *de facto*; qu'excommunier sans la raison la plus grave ou comprendre la multitude dans des punitions spirituelles étaient choses condamnées par les maîtres de la tradition catholique. Les évêques, disaient-ils dans leurs plaintes, ont élevé leur opinion à la hauteur d'un dogme; ils ont fermé l'oreille à la raison et trahi les intérêts de l'Église en refusant la liberté qu'on leur offrait, liberté qui avait plus de valeur pour l'Église que toutes les possessions temporelles du Pape. Un bon Pape, disait Passaglia, sera toujours libre, et la liberté du Pape est mieux assurée par l'imitation du Christ que par le Pouvoir Temporel.

La plupart de leurs écrits ne parurent que quelques mois plus tard, quand les actes du gouvernement italien leur eurent donné le courage de parler. Mais ils faisaient déjà sentir leur influence, et c'était sur leur coopération que Cavour comptait principalement quand il espérait aller à Rome avec le consentement du monde catholique². « La question romaine, avait-il dit en novembre à la Chambre, ne peut être résolue par l'épée; seules des forces morales peuvent venir à bout d'obstacles moraux ». On enlèverait la force principale des attaques des catholiques, si l'on pouvait démontrer que l'abolition du Pouvoir Temporel était compatible avec une indépendance spirituelle plus grande que celle dont la Papauté eût jamais joui dans les temps modernes; le gage des intentions de l'Italie serait l'offre à l'Église des plus grandes libertés. Il semblait extravagant d'espérer

1. Ses *Dialoghi* représentent sa période de transition, alors qu'il défendait encore le pouvoir temporel en plaidant en faveur d'une réforme dans les États pontificaux.

2. Jacini, *Questione*, 25; voir Pantaleoni, *op. cit.*, 42.

détourner Rome de son hostilité, mais Cavour se lança dans cet espoir avec toute l'intensité de sa nature. Il considéra d'abord la question religieuse avec les yeux d'un politique ; mais, graduellement, à mesure que sa grande conception prenait de plus en plus possession de lui, le réformateur religieux obscurcit les idées de l'homme politique. Établir « une Eglise libre dans un État libre », « signer du haut du Capitole une nouvelle paix religieuse », avec toutes ses immenses conséquences pour l'humanité, c'était un but glorieux, à côté duquel la simple conquête de Rome tombait dans l'obscurité. Il réconcilierait le Pape à la civilisation ; il donnerait à l'Église une jeunesse nouvelle, lorsqu'elle aurait goûté les fruits de la liberté, et le triomphe de la nationalité italienne ne serait pas sans résultats pour le monde¹. Rien ne montre mieux la grandeur intellectuelle du grand homme d'État, que ce fait que, dans une période de tension et d'inquiétudes comme celle-ci, avec la solution de tous les problèmes concernant le nouveau royaume reposant sur lui, il n'en lança pas moins hardiment un projet qui devait révolutionner les relations de l'Église et de l'État. Son audacieuse conception n'était rien moins qu'un renversement absolu des maximes qui avaient guidé les gouvernements de l'Europe catholique. Leur politique, depuis le moyen âge, avait consisté à lier l'Église par des concordats et des lois qui limitaient l'autorité du Pape, qui faisaient plus ou moins dépendre le clergé du gouvernement, qui donnaient au culte catholique la dignité et les émoluments d'une religion d'État, mais les lui faisaient payer cher par l'abandon de sa liberté. Un siècle auparavant, la longue lutte entre l'Église et l'État s'était terminée par la défaite de la première, alors que Joseph II en Autriche, Léopold en Toscane, Tannucci à Naples, avaient contraint le Pape à signer des concordats qui faisaient de l'Église la servante de l'État. Quoique l'expérience de la France au siècle présent eût montré combien il était difficile pour l'État de soumettre une Église disciplinée et hostile, les garanties des concordats n'étaient pas absolument illusoire. Cavour se proposait de supprimer tout cela si la Papauté voulait abandonner le Pouvoir Temporel. Ce n'était pas chez lui un

1. Arton e Blanc, *op. cit.*, xxvii-xxxii ; Cavour, *op. cit.*, IV, 144, 155 ; Castelli, *Ricordi*, 123 ; Tavallini, *Lanza*, I, 257-262.

principe nouveau. Il avait toujours appliqué, sans crainte, ses théories libérales à l'Église ; et, bien que, plus récemment, il semble avoir pensé qu'on ne pouvait libérer l'Église que graduellement, dans un pays où le catholicisme était la seule religion et où les habitudes de liberté n'étaient pas fortement enracinées, il jeta maintenant ses doutes à tous les vents. L'Église ne pouvait naturellement avoir des privilèges incompatibles avec la liberté du gouvernement. L'État reconnaîtrait le mariage civil ; entre les laïques et le clergé régnerait l'égalité devant la loi ; les monastères supprimés ne seraient pas rétablis, et le clergé n'aurait aucun droit de surveillance sur les écoles du gouvernement et les universités. Mais, assujettie aux lois générales du pays, l'Église serait absolument libre dans la jouissance et l'administration de ses biens, et l'État lui assurerait un certain revenu. Le Pape pourrait exercer sans restriction la discipline canonique, pourvu qu'il ne réclamât pas le concours des autorités civiles ; il pourrait tenir des synodes et correspondre avec les évêques. Les membres du clergé pourraient prêcher et enseigner ce qu'il leur plairait dans leurs écoles et leurs séminaires particuliers. L'État abandonnerait son droit de nommer les évêques qui, à l'avenir, seraient élus par le clergé des diocèses. Le Pape conserverait le titre nominal de Souverain et recevrait de larges pensions pour lui-même et sa cour. Le conclave serait absolument libre de toute influence gouvernementale¹.

Cavour savait que sa proposition serait tout d'abord impopulaire ; que, malgré les quelques voix qui avaient plaidé en sa faveur depuis l'époque de Charles-Albert, ce revirement de politique était trop brusque pour être aisément accepté ; qu'il y avait certains préjugés enracinés contre elle dans les universités aussi bien que dans le parlement, dans l'administration, et parmi les hommes qui pensaient qu'une Église libre dans un État libre, c'était « une Église libre d'attaquer l'État libre ». Il était probable que, surtout dans le Piémont, à Naples et en Sicile, l'opinion publique s'opposerait à l'abandon des positions qu'on avait conquises sur Rome. Mais il espérait fermement arriver à convertir les opposants laïques. « Pour la prochaine génération, disait-il, la séparation de

1. Bianchi, *Diplomazia*, VIII, 412, 415-419, 428-433.

l'Église et de l'État sera un fait accompli, accepté par tous les partis » ; et sa confiance devint contagieuse. Avec une grande rapidité, des groupes importants de laïques, captivés par le côté brillant de son projet, firent taire leurs doutes et se rallièrent à son plan. Le clergé libéral déclara qu'il ouvrait une nouvelle ère à l'Église, et que la liberté promise valait largement la perte du Pouvoir Temporel. Il est presque certain que le prestige de Cavour et les mérites de son projet auraient conquis le parlement et le peuple.

Cavour s'était déjà lancé dans la tentative de gagner la cour pontificale¹. Communiquant ses plans à Minghetti seul dans le Cabinet, il envoya Passaglia et un docteur romain, Pantaleoni, en mission non officielle auprès des cardinaux libéraux. Deux d'entre eux-ci, Santucci et d'Andrea, adoptèrent chaudement le projet ; d'autres s'y montrèrent sympathiques ; mais la majorité de la Curie chercha encore un concours du côté de l'Autriche ou de Gaëte. A la fin (13 janvier), Santucci développa le projet devant Antonelli et devant le Pape. Pie parut résigné à l'accepter, et Antonelli, après un dernier effort pour décider l'Autriche à attaquer le Piémont, se déclara en sa faveur. Cavour lui fit aussitôt des ouvertures directes et amorça bien les propositions. Il est presque certain qu'une forte somme fut offerte à Antonelli, qui ne la refusa pas². Les cardinaux devaient avoir les mêmes privilèges que les princes du sang et siéger au Sénat. Peut-être Cavour soulagea-t-il la conscience du Pape en lui offrant la suzeraineté de toutes ses anciennes possessions, ce qui préservait son serment de n'aliéner aucun territoire appartenant au Saint-Siège. Du moins Antonelli accepta les bases posées par Cavour ; neuf cardinaux avaient été gagnés, effrayés peut-être par les menaces de schisme ; le Pape changeait d'avis d'un jour à l'autre, mais se résignait, parfois du moins, à la désagréable nécessité. Gaëte s'était rendue et l'aide de l'Au-

1. Isaia, *Negoziato* ; Pantaleoni, *op. cit.* ; Aguglia, *Questione romana* ; Bianchi, *op. cit.*, VIII, 411-441 ; Cavour, *op. cit.*, IV, 149, 167, 171, 179, 206 ; Thouvenel, *op. cit.*, I, 393, 463 ; II, 2, 4, 7 ; d'Azeglio e Pantaleoni, *Carteggio*, 432-433.

2. Bianchi, *op. cit.*, VIII, 434 ; voir Cavour, *op. cit.*, IV, 171, 173. Antonelli le nia *in toto*, mais même le clérical Balan (*op. cit.*, II, 325) ne paraît pas ajouter foi à ses dénégations. Pantaleoni (*op. cit.*, 80) pensait qu'Antonelli ne faisait que « jouer avec le pot-de-vin » ; mais s'il en est ainsi, il est visible que sa politique eût été de publier les faits et de discréditer Cavour.

triche semblait lointaine. Antonelli était pressé de se débarrasser de la garnison française; peut-être avait-il quelque vague sentiment de patriotisme italien; et on pouvait gagner le Consistoire par la tentation de gagner la liberté pour l'Église et par l'espoir que l'exemple de l'Italie serait suivi dans d'autres États. Les négociations semblent être allées très loin. Mais il survint soudain une anicroche, et Cavour dut faire une fois de plus l'expérience « des ruses intarissables de la diplomatie romaine ». Il est impossible de dire si Antonelli fut jamais sérieux dans ses négociations, et peut-être a-t-il tout le temps joué une partie double. En tout cas, à la fin de février, il rompit les négociations. Une des versions est que le secret fut dévoilé prématurément et qu'Antonelli fut convaincu de l'impossibilité de gagner le Pape et le Consistoire; d'après une autre version, moins probable, le Pape était tout à fait disposé à accepter, et renonça avec tristesse au projet de réconciliation lorsque Antonelli lui opposa son serment¹. Il est certain qu'au début de mars, Antonelli était en train de traiter avec la cour d'Espagne pour obtenir une intervention des puissances catholiques; les Jésuites travaillaient activement à exciter le Pape contre tout projet de compromis; et, bien que, sur les instances de Santucci, Cavour eût pressé les choses et donné à ses agents leurs lettres de créance afin qu'ils pussent négocier officiellement, tout espoir de succès avait disparu. Antonelli se mit à la tête de l'opposition, et l'expulsion de Pantaleoni de Rome (21 mars) mit fin à l'un des plus curieux chapitres de l'histoire moderne.

Il est encore probablement trop tôt pour examiner quel aurait pu être, pour l'Italie, le résultat de l'acceptation du projet de Cavour. On ne peut guère douter qu'il n'eût été loyalement observé par le gouvernement. Les partisans du Pape soutenaient, il est vrai, avec quelque apparence de raison, qu'ils n'avaient aucune garantie que les Italiens tiendraient leurs promesses, que même si les intentions du gouvernement étaient loyales, il pourrait avoir à n'importe quel moment la main forcée par le parti extrême.

1. Isaia, *op. cit.*, 29-34; Thouvenel, *op. cit.*, II, 7; Pantaleoni, *op. cit.*, 86. Gramont connut les négociations dès le 7 février: Thouvenel, *op. cit.*, I, 393.

Mais les anticléricaux militants auraient été rendus impuissants, avec un système qui aurait réconcilié Rome avec l'Italie et amené le parti catholique à la vie parlementaire. La Loi des Garanties, bien que sous le contrôle d'un parlement dont les partisans du Pape se sont exclus, a été strictement observée quant à la lettre, et, si l'esprit en a été violé, ce n'a été tout simplement que comme sauvegarde contre l'hostilité sans scrupule de l'Église. Le projet de Cavour offrait des avantages qui ne se retrouvent pas dans la loi de 1871. Cette dernière a été un contrat unilatéral, dans lequel l'État a donné beaucoup, mais n'a rien reçu en échange. Le premier obligeait l'Église à donner son amitié à l'État, et, sur certains points, tous les deux y auraient beaucoup gagné. La puissance de l'Église s'en serait énormément accrue, car le contrat lui valait la neutralité ou l'amitié d'hommes, pour la plupart les plus puissants du pays, que le Pape, actuellement, a réduits à une hostilité ouverte. Bien que l'influence du clergé sur les paysans et les populations superstitieuses et ignorantes du Sud eût pu devenir dangereuse, il aurait épargné à l'Italie une grande partie des froissements qui suivirent entre le Vatican et le Quirinal ; il aurait ajouté à la stabilité de l'État en engageant la population strictement catholique à prendre une part effective à la politique. Même si le parti clérical réactionnaire était devenu puissant dans le parlement, ce qui serait sans doute arrivé, cela aurait mieux valu, de toutes façons, que l'apathie et l'abstention qui ont permis au charlatanisme de prospérer. Il est plus permis de douter si le projet de Cavour ou la Loi des Garanties étaient adaptés à la vitalité morale de la nation, s'il est bon qu'un État aliène son droit de contraindre l'Église à des réformes. Cavour avait une foi absolue dans les propriétés vivifiantes de la liberté ; mais, aussi bien les intérêts religieux que les intérêts civils du pays étaient probablement mieux servis, lorsque le pouvoir des évêques et celui de la Cour de Rome étaient réduits au minimum. Une « Église libre » subventionnée, soumise à une discipline d'une sévérité toute catholique, pouvait comporter l'écrasement des laïques et du clergé inférieur par le despotisme sévère de l'épiscopat, et l'Église pouvait rester stéréotypée dans ses pires abus. L'Italie souffre dans son corps et dans son âme du désordre moral qui doit nécessairement se produire dans un pays où il n'existe qu'une religion, et où

cette religion est mortellement hostile à l'État ; et c'est probablement en partie à la Loi des Garanties qu'elle le doit¹.

L'enthousiasme de Cavour l'avait aveuglé dans son appréciation du succès, et même l'expulsion de Pantaleoni n'ébranla pas sa conviction qu'une solution interviendrait bientôt. Il ne pouvait croire que Rome sacrifiât ses plus hauts intérêts à la Puissance Temporelle ou à son désir de vengeance. Quelques jours plus tard, il dit au parlement que Rome devait être la capitale de l'Italie, et il proclama publiquement son projet politique de « l'Église libre ». La Chambre, enthousiaste et presque unanime, adopta une proposition en faveur du projet (27 mars) ; mais Cavour vit enfin qu'il était impossible de le réaliser pour le moment, et il se tourna vers une autre solution, moins parfaite, mais plus pratique. Il semblait que l'Empereur eût enfin décidé de rappeler ses troupes de Rome. Malgré le déplaisir officiel qu'il avait manifesté lors de l'invasion de l'Ombrie, il avait laissé comprendre qu'il en voulait plus au Pape qu'au Piémont². Bien qu'il eût insisté pour que Viterbe revînt au Pape, il avait permis aux Italiens de conserver Orvieto. Il se serait réjoui si le Pape l'avait délivré du dilemme en prenant la fuite³. A défaut de cet heureux accident, il pensa probablement que le moindre danger était de rompre complètement avec les cléricaux. Il se plaignit que Rome fût devenue le refuge de ses ennemis, et son confident Piétri la stigmatisa du nom de « Coblenz catholique et légitimiste ». Le prince Napoléon avait lié l'évacuation de Rome et l'unité de l'Italie avec les principes de 1789, comme formant le but de la politique impériale ; et, bien que les craintes qu'un gouvernement libre inspirait à l'Empereur l'eussent toujours retenu, il avait donné quelque semblant de pouvoir à la Chambre des députés en France, et il commença à réclamer l'appui des libéraux. Il menaça les évêques français et supprima les associations fondées afin de recueillir de l'ar-

1. J'ai évité l'expression « séparation de l'Église et de l'État » (*disestablishment of the church*), parce que, bien que ce soit en théorie la même chose que le projet de Cavour, en pratique l'absence de tout autre groupe religieux en Italie et la situation exceptionnelle de Rome en font quelque chose de très différent de ce que cette expression signifie en Angleterre.

2. Cavour, *Lettere*, IV, 37 ; VI, 615. Voir Castelli, *Carteggio*, I, 339, 343.

3. Viel-Castel, *Mémoires*, V, 94.

gent pour le Pape. Pie ne voulut rien comprendre, et l'Empereur, fatigué par toute cette affaire, prévoyant de plus grands ennuis en réserve, irrité du sot entêtement de la Cour papale, eut hâte de s'esquiver de Rome, s'il pouvait le faire sans trop offenser le sentiment catholique ou paraître abaisser le drapeau de la France devant l'Italie. Vers le milieu d'avril, il fit savoir à Cavour qu'il évacuerait à condition que le gouvernement italien garantît le territoire actuel du Pape contre toute attaque. Le Pape pourrait entretenir une armée, mais si, dans un intervalle de quelques mois, les Romains renverraient son gouvernement et s'annexaient à l'Italie par plébiscite, Victor-Emmanuel pourrait aller à Rome; mais il devait y aller sur l'invitation des habitants et non par conquête¹. Au point de vue abstrait, c'était une piètre politique que de rendre les Romains maîtres du sort de Rome. Les Romains avaient droit à un bon gouvernement; mais l'argument catholique avait cela de vrai que, alors que l'Italie et le monde catholique étaient intéressés au plus haut point dans les destinées de Rome, cette destinée ne pouvait dépendre du vote des 700 000 personnes qui formaient le total des sujets du Pape. On savait cependant que, si les Romains se révoltaient, ils voteraient pour l'annexion; pour l'Empereur, c'était un moyen commode d'échapper à toute responsabilité, par un appel à l'évangile des plébiscites. Cavour ne s'arrêta peut-être pas à considérer combien les chances d'un soulèvement victorieux à Rome étaient faibles; peut-être espéra-t-il pouvoir, par quelque subterfuge, éluder le sens très clair du traité, et comprit-il que le but de ce traité était de donner aux Italiens un prétexte pour aller à Rome avant peu. Mais, en tous cas, il reconnut combien toute adhésion à ce projet serait impopulaire; le parlement et l'opinion publique auraient vite fait de condamner un pacte qui semblait faire de l'Italie la gardienne du Pouvoir Temporel, et les Garibaldiens seraient tous leurs efforts pour le violer. Mais il valait mieux, pensait-il, affronter l'impopularité, qu'abandonner l'alliance française en rejetant les propositions de l'Empereur. Le Roi et Minghetti et, après beaucoup d'hésitation, Ricasoli, décidèrent

1. Cavour, *op. cit.*, IV, 212-216; VI, 701-704; *Affaires étrangères* 1861, 5; Thouvenel, *op. cit.*, II, 69, 97, 113; Ricasoli, *Lettere*, VII, 164-165, 238; Pantaleoni, *op. cit.*, 99; Bonfadini, *Arese*, 276.

de l'appuyer, et Cavour entreprit de signer le traité si l'Empereur voulait reconnaître officiellement la formation du royaume et employer son influence à persuader au Pape de renouer les négociations interrompues. Avant le 10 mai, on avait décidé à Paris d'évacuer pour fin de juin ; et Cavour fut certain que les Italiens seraient à Rome dans « deux ans au plus tard¹ ».

Mais, de nouveau, comme l'année précédente, l'espoir de gagner Rome fut anéanti au moment même où le succès semblait certain. Cavour, en présence de tous les problèmes qui se posaient devant le jeune royaume, était soucieux d'avoir l'appui du parlement. « Je me sens toujours plus fort lorsque le parlement siège », disait-il, et il espérait que, lorsqu'il serait réuni, il ferait taire les factions et aiderait à organiser le pays. La Chambre s'ouvrit (18 février) avec le même enthousiasme et la même fierté qui avaient caractérisé le parlement de l'année précédente, alors que l'Unité était à demi-achevée. La majorité ministérielle restait intacte ; les cléricaux étaient à peine représentés ; seuls quelques 80 garibaldiens, comme on appelait alors les membres de l'extrême gauche, avaient été élus dans une Chambre se composant de 443 députés. La Lombardie et la Toscane, l'Ombrie et les Marches, en partie, sans doute, parce que le gouvernement avait usé de son influence, envoyèrent une phalange ministérielle presque complète. Les nouveaux modérés qui la formaient s'étaient bien éloignés de leurs ancêtres politiques, le centre droit de la Chambre piémontaise. Cueillis à bien des endroits, membres du centre piémontais, républicains et garibaldiens convertis, constitutionnels monarchiques des nouvelles provinces, ils représentaient les hommes qui avaient mis en pratique la politique de Cavour pendant les deux dernières années, qui avaient sauvé l'Italie centrale, suivi les garibaldiens à Naples et en Sicile, et conquis le Sud à la monarchie. Les espérances timides des modérés de 1850 avaient cédé la place à une foi fervente en l'Italie ; ils n'étaient pas moins décidés que les garibaldiens à aller à Rome et à Venise ; mais c'étaient des hommes prudents qui voulaient être sûrs de la victoire, avant de mesurer leurs forces avec celles

1. Cavour, *op. cit.*, IV, 231 ; VI, 708 ; Ghiron, *Annali*, II, 70 ; Castelli, *op. cit.*, I, 359.

de l'Autriche, et qui espéraient gagner Rome sans indisposer toutes les puissances catholiques. Leur défaut était la timidité ; aussi longtemps qu'ils eurent Cavour pour les inspirer et les conduire, ils allèrent loin ; mais, quand il ne fut plus là, l'enthousiasme fut remplacé par la prudence, les grands espoirs par le calcul des dépenses, et l'avance magistrale par une timide attente des événements.

Pourtant, théoriquement du moins, leur politique était meilleure que celle des Garibaldiens. La gauche offrait un refuge aux hommes politiques de toute nuance, — démocrates, fédéralistes, bourboniens — dont le seul trait d'union était l'opposition contre le gouvernement. Mais la partie purement garibaldienne, venue principalement de Naples, formait un groupe assez compact, fort du prestige qu'il avait gagné en 1860, plus fort encore parce qu'il représentait le peuple impatient d'avoir Rome et Venise. Sans s'inquiéter des difficultés militaires et diplomatiques, les garibaldiens refusaient de temporiser ou d'accepter un compromis. Ils croyaient facile de renouveler les incidents heureux de la campagne garibaldienne en Sicile, et ils voulaient envoyer des volontaires pour préparer la voie dans la Vénétie et l'Agro-Romano. Si le gouvernement refusait d'agir, ils revendiquaient le droit d'agir par eux-mêmes, et de répéter le dualisme qui avait été si près de devenir funeste au cours de l'automne précédent. Mais, quelque dangereux qu'ils fussent dans le pays, ils étaient négligeables comme parti parlementaire. « Ils nous font bien moins de mal que la droite, disait Cavour ; ils nous stimulent et nous empêchent de nous endormir. » Le seul écueil pour le gouvernement consistait dans la formation possible d'une opposition du centre se groupant autour de Rattazzi. Les relations étaient toujours très tendues entre Cavour et lui, ce dont tous deux étaient sans doute également blâmables ; et, toute discipline effective de parti faisant défaut parmi tant de députés trop peu exercés et trop inexpérimentés, il pouvait exercer son adresse parlementaire sans scrupules, en tendant une main à l'étroit parti piémontais, et l'autre aux Garibaldiens. Ses intimes relations avec le Roi lui en rendirent les débuts faciles. Il y avait déjà un petit parti du centre, « le parti des prétentions impuissantes et des réputations ruinées », qui désirait ne pas se noyer dans les rangs des ministériels. Il y avait les restes de l'ancienne Gauche, qui

différait peu en politique des partisans du ministère, mais qui conservaient la tradition d'une opposition purement de parti pris. De ces éléments hétérogènes sortit graduellement un « troisième parti », sans force numérique et sans principe de cohésion, mais puissant individuellement, et appuyé par la grande majorité de l'opinion publique qui, à mesure que grandissait son impatience devant le retard apporté à l'organisation du pays, réclamait moins des mesures nouvelles que des hommes nouveaux.

Mais il était très difficile de miner la position de Cavour. Il s'était déclaré si franchement pour les principes les plus larges des nationaux, pour les aspirations vers Rome, pour que les nouvelles provinces fussent placées sur un pied d'égalité avec le Piémont, que la grande masse des libéraux le soutint ; si bien que, lorsque le ministère se retira en mars, et que le Roi espéra un moment se débarrasser de lui, il ne trouva pas d'encouragement ; et l'incident passa inaperçu et du pays et de Cavour lui-même¹. Il n'était pas facile, cependant, de faire marcher les affaires à la Chambre. Bien que les députés piémontais prissent naturellement la tête, le manque de connaissances pratiques des nouveaux membres leur faisait perdre leur temps en vécilles et en pédantisme. C'était parce que le sentiment des proportions leur manquait qu'ils donnèrent à la question des volontaires une prééminence tout à fait au delà de sa valeur. Le Roi leur avait fait, à Naples, de téméraires promesses, que Fanti et les généraux, ses collègues, avaient considérées comme insultantes pour l'armée, car elles donnaient un grade à un grand nombre d'officiers improvisés et inexpérimentés. Cavour éleva des objections contre la partie du projet du Roi qui plaçait l'« Armée Méridionale » dans une position semi-indépendante, et la pression réunie du ministère et du parti militaire força le Roi à céder. En fait, tous les simples soldats volontaires profitèrent de l'offre qui les renvoyait dans leurs foyers avec leur solde de trois ou de six mois ; une moitié des 7 000 officiers passèrent devant une commission qui examina leurs droits à un grade dans l'armée régulière, et ils semblent avoir été justement traités, jusqu'à ce que, le 11 avril, un ordre du gouvernement les mit

1. Ricasoli, *op. cit.*, V, 404 ; M^{me} Rattazzi, *Rattazzi*, I, 562 ; Pantaleoni, *op. cit.*, 205 ; Cavour, *op. cit.*, IV, 197.

à la retraite. Les quémandeurs de places, qui avaient joué un rôle peu stable et peu glorieux pendant la campagne, avaient depuis longtemps exhalé leurs plaintes ; les meilleurs parmi les volontaires étaient blessés par la dépréciation sordide de leurs exploits de la part de certains modérés, par une tentative honteuse pour noircir la réputation de Bertani, par les polémiques immodérées et incompetentes de d'Azeglio. Garibaldi avait passé tout l'hiver à Caprera, méditant sur son renvoi, désappointé que les volontaires se fussent si facilement débandés. Il était encore fidèle au Roi et avait abandonné pour le moment ses desseins sur Rome et Venise¹. Mais, sauf à de rares intervalles, il nourrissait toujours une haine irraisonnée contre Cavour ; il parlait de secouer de ses pieds la poussière de l'Italie et d'aller combattre en Amérique dans l'armée fédérale². Son idée fixe était d'avoir une « nation armée », qui tôt ou tard mettrait un million d'hommes en campagne pour conquérir Venise et Rome. Si le gouvernement ne voulait pas franchement entreprendre cette tâche, il demandait qu'on permit au moins à lui et à ses amis de préparer la route, de mobiliser un certain nombre de gardes nationaux, d'organiser l'exercice du fusil et de former des « Comités de prévision » pour recueillir de l'argent et des armes. Cavour accepta ou toléra plus ou moins³ tous ces projets, et l'œuvre de la Société nationale aurait pu être recommencée, sans les froissements occasionnés par la question des volontaires. Au commencement d'avril, Garibaldi quitta Caprera, et, après avoir prononcé à Gènes un discours insensé dans lequel il montrait peu de respect envers le Roi et le parlement, il apparut inopinément à la Chambre (18 avril) vêtu d'une façon fantaisiste de sa chemise rouge, ayant l'air, pour employer les expressions d'un spectateur français, « d'un prophète ou d'un vieux comédien ». L'inquiétude au sujet de ses intentions était générale, et Ricasoli, convaincu que la publicité était le meilleur parti à prendre, le questionna au sujet de son discours extraordinaire, invitant en même temps le gouvernement à expliquer l'ordre récent qu'il avait donné concernant les volontaires.

1 Mario, *Mazzini*, 420-421 ; *Mazzini, Opere*, XIII, LXXIX.

2. Quelques mois plus tard, d'après Guerzoni, *Garibaldi*, II, 275, on lui en offrit le commandement.

3. Guerzoni, *Bixio*, 290-292 ; *Id.*, *Garibaldi*, II, 246-249.

Lorsque, pour toute réponse, Fanti s'appliqua à les dénigrer, la colère de Garibaldi, si longtemps contenue, se donna libre cours, et il éclata en attaques violentes et passionnées contre le gouvernement, accusant Cavour de tout, sauf de causer la guerre civile, et protestant qu'il ne donnerait jamais la main à un homme qui l'avait fait, lui, habitant de Nice, étranger dans son propre pays. L'indignation de la Chambre l'interrompit, mais, bien que, le lendemain, il eût recouvré son sang-froid, son discours ne contint aucune pensée de conciliation. Sa folle conduite avait excité une fureur égale dans l'autre parti, et une lettre pleine de calomnies que Cialdini publia quelques jours plus tard, ne fit qu'exprimer la colère de l'armée et du public. Mais quand Garibaldi provoqua en duel son assaillant, les esprits les plus calmes des deux partis sentirent qu'il fallait mettre fin à ce malheureux incident. Garibaldi avait autant discrédité sa réputation qu'après l'épisode de la Romagne, et une politique sage recommandait la clémence et l'oubli. Cavour, alors comme toujours, fut prêt à se réconcilier; Medici et Bixio calmèrent Garibaldi, qui sentit ses fautes, et le Roi intervint pour mettre d'accord les antagonistes. Le 24 avril, Cavour et Garibaldi se rencontrèrent, et, quoique l'entrevue fût froide, elle fut courtoise et sincère, et fut suivie d'une réconciliation plus chaude avec Cialdini. Garibaldi se retira tranquillement à Caprera, d'où il écrivit à Cavour une lettre cordiale, acceptant l'alliance française, et priant qu'on armât la nation, afin que tout pût coopérer à compléter l'affranchissement de l'Italie.

Personne ne s'attendait au coup terrible qui allait frapper le pays. Cavour avait été très affecté par cet épisode. « Cela m'a empoisonné », dit-il. Le pénible travail des deux dernières années avait miné sa constitution; il souffrait depuis quelque temps d'insomnie et de maux de tête. A la fin de mai, la fièvre typhoïde se déclara, et les bévues de ses médecins le tuèrent. Ses dernières heures furent occupées par Naples et ses problèmes; son dernier message à ses amis fut de « pourvoir aux besoins des déshérités du sud ». Dans le « délire sublime » qui suivit, il protesta qu'il ne pouvait y avoir aucun état de siège à Naples, et ses dernières paroles furent « l'Italie est faite, tout est sauvé » (6 juin 1861). Le pays fut étourdi par ce coup terrible et soudain. On vit des hommes fondre en larmes dans les rues et au parlement; et Turin fut

enveloppé de silence et de deuil, comme si la peste s'était abattue sur elle. En pleine maturité (car il n'avait que cinquante et un ans et était né un an après Gladstone), Cavour s'en allait, au moment précis où le pays avait le plus besoin de lui. Il est impossible de calculer la quantité de soucis que sa ferme direction aurait épargnée à son pays, s'il était resté vingt ans de plus au gouvernail. Lorsque une nation vogue sur une mer calme, il peut être bon que nul homme n'ait une prééminence comme celle que posséda Cavour. Mais si, dans une époque de crise et de changements organiques, un grand homme s'est levé pour diriger les destinées d'une nation, le salut de celle-ci ne repose que trop sur cette seule existence. Au moment du triomphe de l'Italie, la destinée la frappa d'un coup qui la fit chanceler.

Cavour descendit dans la tombe n'ayant accompli que la moitié de sa tâche. Nul critique juste ne voudrait porter à son compte le remous qui suivit. Il fit l'Italie; et, si la conception et l'inspiration ne furent pas siennes, c'est bien lui qui eut cette politique consommée, cette activité infatigable, cette audace riche en ressources qui accomplirent des choses en apparence impossibles. Le fait d'avoir employé des moyens peu honorables ternit sa mémoire, mais il n'eut recours à la duplicité, que lorsqu'elle lui fut imposée comme une nécessité névitable pour atteindre son grand but. S'il sacrifia parfois à ses fins politiques les fins plus grandes de la franchise et de l'honnêteté, il aida à créer un milieu national où la tromperie prospéra moins et où une vertu plus robuste fut possible. Le despotisme, dans l'État comme au village, est toujours la source la plus féconde de la malhonnêteté, et Cavour rendit, pour toujours, la vérité et la droiture plus faciles en Italie. Rien ne peut obscurcir cet esprit tolérant, génial, humain, où il ne se trouvait pas de place pour l'orgueil ou la mesquinerie, qui ne permit presque jamais à la rancune de le guider, qui, avec tout son dévouement à l'Italie, ne perdit jamais de vue le bien-être plus grand de l'humanité. On a souvent comparé Cavour à Bismarck; mais malgré la similitude de leurs œuvres, leurs méthodes n'eurent rien de commun, à l'exception d'une disposition commune à mentir, lorsque le mensonge servait leurs projets. Mais, tandis que les mensonges de Cavour venaient par unités, ceux de Bismarck venaient par tas. L'esprit de Cavour était plus grand,

plus large, plus juste, plein de foi dans l'humanité et la liberté, plein de haine pour la tyrannie et l'intolérance. Il n'avait rien du mépris de Bismarck pour les droits des autres, rien du cynisme qui, au nom du mépris du droit, édifiait sur les ruines de la justice. Cavour donna à l'Italie l'existence, sans commettre un crime contre une nation sœur; et, s'il avait vécu, il aurait pu faire beaucoup pour préserver l'Europe du mal que lui fit l'influence contagieuse de Bismarck.

CHAPITRE XXXV

RICASOLI

Juin 1861-Janvier 1862

RICASOLI PREMIER MINISTRE. NAPLES : Ponza de San Martino; Cialdini; le brigandage; abolition des Lieutenances. Ricasoli et ROME; la pétition des prêtres libéraux; Napoléon III et Rome en 1861.

Le besoin immédiat du pays était de trouver un successeur à son chef défunt. Il n'est pas exact, contrairement à ce que dit d'Azeglio, que la dictature de fait de Cavour eût créé un vide autour de lui, car les événements des deux dernières années avaient placé ses lieutenants dans des situations où la responsabilité était énorme et, en général, ils avaient su s'en montrer dignes. Mais aucun n'avait la maîtrise de Cavour, et l'homme d'État qui venait de mourir avait si complètement tenu en main les fils de tout le mouvement, son prestige et sa conception de la situation avaient été si éminents, que la tâche de son successeur devenait ainsi des plus difficiles. L'opinion publique désigna aussitôt Ricasoli comme l'homme le plus apte à remplir le poste de Cavour. Le Roi eût préféré le facile Rattazzi, mais il était impossible à Rattazzi de rentrer aux affaires, alors que les cendres de son grand adversaire étaient à peine refroidies et que la nation qui l'aimait pleurait sur son tombeau. L'échec de Farini à Naples, celui subi par Minghetti pour ses propositions régionales, les avaient momentanément rejetés tous deux dans l'ombre, tandis que la renommée de Ricasoli était en plein éclat grâce au succès récent de son administration triomphante en Toscane. Son énergie le désignait comme un homme capable de mettre fin aux discordes; son nom était une garantie de droiture, ce qui, après les méthodes plus obliques de Cavour, promettait un contraste rassurant. Sa répugnance

bien connue à marcher sur les talons de l'Empereur, son vif désir de gagner Rome, le recommandaient à la grande partie des nationaux qui s'étaient révoltés contre ce qu'ils appelaient la prudence exagérée de Cavour. Le parti antipiémontais en Toscane et en Lombardie était prêt à suivre le champion des droits des provinces. Ricasoli avait, en vérité, beaucoup des qualités nécessaires à un leader dans des temps troublés. Son courage et sa fermeté, sa largeur d'esprit et son intégrité sans tache le désignaient comme un homme fait pour les crises. Mais, jusqu'alors, il avait presque été un souverain absolu que, ni collègues, ni intrigues de Cour, ni Chambre n'avaient contrarié. Personne ne reconnaissait mieux que lui-même combien peu il était fait pour la vie parlementaire. Il détestait les compromis et les demi-mesures qu'on y emploie; il discutait mal; ses façons brusques, ses expressions monosyllabiques contractaient désagréablement avec la géniale bonne humeur de Cavour. Il était trop fier pour descendre aux pratiques inférieures de la direction d'un parti, pour désarmer l'opposition en disant un mot aimable ou en flattant les vanités et les ambitions individuelles. Il détestait de se servir d'un homme à l'esprit étroit; il concevait facilement des antipathies et ne les cachait pas. Confiant en lui-même et en sa propre honnêteté, il essayait de passer droit à travers les obstacles, et dédaignait de s'arrêter pour considérer que les intrigues grossissaient et que les ennemis augmentaient. La gêne qu'il ressentait dans sa nouvelle situation, en même temps que son excessive délicatesse de conscience, entraînèrent une certaine inconséquence dans sa conduite. Parfois, il fut prêt à détruire sa politique par une obstination qui sentait plutôt l'orgueil que l'héroïsme. D'autres fois, le sentiment de ses responsabilités, peut-être un certain sentiment de fatigue de la lutte, le poussèrent à des actes de complaisance qui le firent qualifier par Edmond About de « Toscan peint pour ressembler à du fer ». Sa politique suivit dans les grandes lignes celle de Cavour. Il ne voulut ni dictature ni pouvoirs extraordinaires. Si le gouvernement devait s'implanter dans le respect du pays, il lui fallait travailler dans des conditions normales et régulières. « Mieux vaut, dit-il plus tard, faire dix fautes par la liberté que d'en faire une par l'intervention du gouvernement. » Il fallait au pays une année de repos pour se consolider et organiser son administration, son

armée et ses finances. Venise devait donc attendre ; l'occasion et le temps ouvriraient la route qui y conduirait. Mais, dans la marche sur Rome, il espérait sans doute doubler le pas qui, pensait-il, avait été ralenti par la déférence que Cavour témoignait à l'Empereur et par son désir de se concilier la Papauté. Il avait toujours montré une certaine sympathie pour le « parti de l'action », et, quelque ardente que fût sa haine du désordre et de l'illégalité, il le considéra avec intérêt et espéra gagner les hommes que Cavour considérait comme de simples naufrageurs. Il tenait surtout à la conquête de Rome, et il avait hâte d'enrôler toutes les forces qui fixeraient sur elle l'espoir de l'Italie. C'était un meilleur catholique que Cavour ; il était sincèrement affligé du mal que l'obstination de la Cour papale faisait à l'Église, de l'irrégion croissante qu'elle provoquait. Bien qu'il fût Toscan, il avait été entraîné à s'enthousiasmer pour « l'Église libre », et à y croire, et il était prêt à offrir à Rome des conditions aussi avantageuses que celles que Cavour lui avait promises. Si Rome était décidée à sacrifier l'Église à sa haine aveugle du nouveau royaume, il faisait des vœux pour que le catholicisme fût sauvé par un nouveau schisme, non de doctrine, mais de discipline, qui purifierait l'Église de ses abus et la réconcilierait avec la civilisation italienne et la raison¹. L'Italie devait avoir Rome pour capitale ; mais il insista autant que Cavour sur la nécessité d'obtenir le consentement de la France. La froide lumière qui éclaira sa situation fit disparaître son impétuosité de l'automne précédent ; bien qu'il protestât que l'avenir de l'Italie ne serait pas suspendu aux lèvres de l'Empereur, bien qu'il fût résolu à ne pas céder un pouce de territoire italien pour acheter ses faveurs, bien qu'il se maintint au-dessus des artifices de Cavour et employât peut-être un langage plus franc avec Napoléon, il n'y eut pas de différence matérielle entre son attitude et celle de Cavour à l'égard de la France.

Dans sa tâche de consolidation du pays, Ricasoli rencontra d'abord le problème napolitain, qui avait troublé les derniers jours de Cavour. Alors qu'un gouvernement vigoureux et durable lui était par-dessus tout nécessaire, le Sud n'avait eu, malheureusement, aucune continuité de politique. Le prince de Carignano s'était retiré, fatigué de sa tâche ingrate, et

1. Ricasoli, *Lettere*, VI, 17 ; Bonfadini, *Arese*, 289.

Cavour, peu de temps avant sa mort, avait nommé Lieutenant Ponza di San Martino, l'un des plus fins et des plus capables des administrateurs piémontais. L'insuccès de Carignano avait été attribué à son hostilité contre les bourbonniens, et la politique de San Martino consista à les gagner par la conciliation. Il espéra que les honnêtes gens de tous les partis, bourbonniens, libéraux, garibaldiens serreraient les rangs pour faire face à l'anarchie qui menaçait toute la civilisation du Sud¹. On pouvait, croyait-il, enseigner à Naples à se gouverner elle-même, et, en développant le commerce et en soulageant la misère des masses, les « racines du mécontentement seraient coupées en deux. » C'était une œuvre impossible pour le moment. Les bourbonniens prirent ses avances pour un signe de faiblesse et redoublèrent d'intrigues; l'animosité était trop grande entre eux et les libéraux pour leur permettre de travailler de concert. On n'avait aucune confiance dans le gouvernement ou ses agents. San Martino réussit, il est vrai, jusqu'à un certain point, dans sa lutte contre la corruption. Les distributions de pain furent suspendues à Naples; quelques fonctionnaires malhonnêtes furent traduits en justice; les impôts furent mieux payés, et un grand nombre de soldats licenciés répondirent à l'ordre de rappel. Peruzzi développa un projet de travaux publics, — routes, chemins de fer, défrichement de terres — qui étaient plus nécessaires qu'aucune loi nouvelle. Avec le temps, San Martino aurait pu faire beaucoup pour organiser le pays; mais la sottise du gouvernement de Turin lui enleva ses chances. La seule nécessité pressante était de faire disparaître le brigandage, et on ne pouvait le faire que par un déploiement de forces militaires, pour lequel les 5 000 hommes placés sous les ordres de Giacomo Durando étaient tout à fait insuffisants. Mais la pétition réclamant d'autres troupes fut promptement rejetée par Fanti; et, quand, après la nomination de Ricasoli, San Martino réitéra sa demande, Durando fut, en réponse, remplacé par Cialdini, muni de pouvoirs le rendant très indépendant de San Martino lui-même. C'était là un refus trop éclatant, et San Martino, par dignité, donna sa démission (12 juillet).

Cialdini n'avait point la longue expérience administrative

1. Revel, *Da Anconā*, 183.

de San Martino, mais il avait des qualités qui pouvaient fasciner un peuple impressionnable. Considéré comme le « Garibaldi de l'armée régulière », son attitude militaire, son audace, son esprit vif l'en avaient rendu l'idole, et sa personne et ses manières lui gagnèrent, à Naples, du prestige et des sympathies. Faisant la contre-partie complète de la politique de San Martino, il se rejeta sur l'appui des Garibaldiens. Son objet fut de réunir tous les groupes libéraux afin d'écraser les bourbonniens. Il avait probablement l'intention d'abandonner le parti avancé lorsque l'alliance aurait fait son œuvre¹ ; mais, en tout cas pour le moment, il accabla les Garibaldiens de prévenances, et les laissa mobiliser les gardes nationaux qui pouvaient opérer contre les brigands et espérer peut-être devenir une nouvelle armée de volontaires. La détresse à Naples fut soulagée par des travaux publics ; bien que Spaventa se fût retiré, la guerre contre la *camorra* continua et les quémandeurs de places furent arrêtés par la publication de leurs noms. La douceur envers les bourbonniens se changea en sévérité. L'indulgence de Carignano les avait encouragés à conspirer presque ouvertement, il est probable qu'à Portici mûrissait un plan pour s'emparer de Naples et remettre sur le trône la dynastie déchuë. Le nouveau Lieutenant frappa fort ; une vingtaine de nobles furent arrêtés et gardés en prison bien qu'il n'y eût pas de preuves suffisantes pour les condamner ; et l'archevêque, avec de nombreux membres de son clergé, fut obligé de s'enfuir du pays.

Cependant, Cialdini pourchassait les brigands qui s'étaient soulevés çà et là dans tout le Sud. Bien qu'ils combattissent au nom de François et qu'ils se réclamassent de la protection du Pape, ils n'étaient pas plus honorables qu'auparavant ; soldats réfractaires de l'armée des Bourbons échappés à la conscription, paysans recrutés à Rome par les prêtres, ex-criminels, *cafoni*², aventuriers de toutes les nations, ils recommençaient la même histoire de pillage, d'incendies et d'assassinats. Pinelli les dispersa dans la Terre de Labour ; dans le district d'Avellino, les gardes nationaux et le corps garibaldien mobilisés les repoussèrent dans les montagnes, et Cialdini,

1. Nisco, *Cialdini*, 242-244, 247.

2. La classe la plus pauvre des journaliers des campagnes, surtout en Calabre et dans la Basilicate.

occupant les passages qui conduisent dans l'Apulie, leur coupèrent les communications. Les gardes nationaux en débarrassèrent la Calabre. Pinelli défit une autre bande dans la Capitanata. Lorsqu'à Pontelandolfo, près de Bénévent, une bande eut massacré, avec des atrocités inouïes (7 août), un petit détachement d'infanterie, les soldats qui trouvèrent les corps démembrés de leurs camarades pendus dans les rues prirent une revanche naturelle en brûlant les repaires des brigands. A la fin d'août, Ricasoli se vanta que le vrai brigandage, en exceptant les crimes isolés, était éteint. Soudain, il se ralluma sous la conduite de José Borjès, catalan importé par les chefs bourbonniens, qui avaient toujours grand soin de ne pas s'exposer eux-mêmes. Borjès était un honnête enthousiaste de la cause légitimiste, un homme généreux et brave, de l'aveu même de ses ennemis, le seul chef de brigands qui montrât quelque capacité militaire ou politique. Il débarqua en Calabre avec quelques Espagnols et trouva les habitants indifférents ou hostiles. Il se glissa le long des montagnes, marchant péniblement et mourant à moitié de faim, cerné de près par les troupes et les gardes nationaux, écœuré par les crimes des quelques brigands qui se groupaient autour de lui. Traqué comme une bête fauve depuis la Basilicate jusqu'aux Abruzzes, il échappa aux sept corps de troupes qui étaient sur ses traces par des marches désespérées qui rappelèrent la retraite de Garibaldi en 1849. Il avait presque atteint la frontière lorsqu'il fut forcé par les *bersaglieri* près de Tagliacozzo et tué d'un coup de feu (8 décembre).

La répression du brigandage avait été suivie de sévérités inévitables. Il est impossible de concilier les estimations contradictoires¹ au sujet du nombre de brigands qui furent tués dans des combats ou de sang-froid, mais ils s'élevèrent au moins à plusieurs centaines, peut-être même à deux ou trois milliers, et il arriva quelquefois que les soldats, rendus furieux par les atrocités sans nom commises par les bandits, se livrèrent, malgré leurs officiers, à de sauvages représailles. Les victimes méritaient peu de pitié, car le brigandage avait été un mouvement criminel et anarchiste que ne pouvait

1. Comparez Bianco di Saint-Jorioz, *Brigantaggio*, 393-395 avec Hansard, *Debates*, CLXX, 1461; Ulloa, *Presenti Condizioni*, 39, et Tivaroni, *L'Italia*, II, 372. Voir aussi Correspondance-Italie méridionale; Hansard, *Debates*, CLXI, 709; CLXIV, 1863.

dissimuler son masque politique. Il valait mieux que les brigands fussent exterminés, que quelques innocents fussent même çà et là impliqués dans leur sort, plutôt que chaque petite ville du Sud fût exposée au pillage et à l'incendie, et que les hommes et les femmes fussent constamment sous le risque d'outrages dignes d'une soldatesque turque. Les troupes, mal soutenues, souvent arrêtées par les autorités civiles, méritèrent plus de sympathies que de critiques dans leur tâche de protection de la vie et de la propriété, contre des bandes de mécréants. Mais les cris qui s'élevèrent contre leurs représailles constituèrent une arme dont les ennemis du nouveau royaume se saisirent avec empressement. Il était facile de mettre en contraste le nombre des brigands tués avec la poignée d'hommes qui étaient tombés pendant l'expédition Bandiera ou lors du sac de Pérouse par les Suisses. Les magistrats et les fonctionnaires attaquèrent leurs rivaux militaires qui avaient eu le courage de faire la besogne devant laquelle ils avaient reculé. Le gouvernement, soit ou non par nécessité, avait outrepassé la loi pour soumettre les bourbonniens, et il conserva en prison des centaines de suspects, souvent même après leur acquittement par les tribunaux. Pour un critique superficiel ignorant la véritable nature du brigandage et oubliant que la majorité de la population avait accueilli avec joie le gouvernement nouveau, il semblerait que Naples eût échangé un genre de tyrans pour un autre. On en arriva à représenter le brigandage comme la manifestation des sentiments de la majorité, et d'Azeglio, peu judicieux comme toujours, écrivit : « Les Napolitains ne veulent pas de nous ; nous n'avons pas le droit de rester chez eux »¹. Ce fut en vain que Ricasoli montra que le brigandage était un fléau héréditaire, qu'il avait surtout un caractère agraire, que les mesures de répression, douces par rapport à celles qu'avait employées Manhès au temps de Joseph Bonaparte, étaient nécessaires pour protéger la grande masse des habitants paisibles. Les Bourbonniens assourdirent les oreilles de l'Europe à force de s'étendre sur ces « sévérités », et l'Empereur, qui avait déjà permis aux autorités papales de fournir des armes aux brigands, montra soudain à leur égard une tendresse

1. La lettre fut publiée sans son consentement : d'Azeglio e Pantaleoni, *Carteggio*, 439. Il regretta de l'avoir écrite : Castelli, *Carteggio*, I, 385.

absurde et peu sincère. Ricasoli lui-même fut touché, et il blâma Cialdini d'avoir refusé de mettre en jugement les chefs bourbonniens. Les deux hommes étaient trop autocratiques pour s'entendre, et le froissement des susceptibilités devint pénible. Ce fut en vain qu'un consensus presque unanime d'opinion à Naples montra le danger d'un rappel de Cialdini alors que le brigandage n'était que momentanément écrasé et que la confiance dans le gouvernement central était encore si faible. A une époque très dangereuse, Cialdini avait arrêté la réaction et avait obtenu de l'affection et du prestige qui avaient plus de chances qu'une gerbe de nouvelles lois, d'attacher les Napolitains au gouvernement. Mais Cialdini, comme San Martino, vit sa position rendue intenable par la constante intervention du gouvernement de Turin ; il pensa lui-même que la seule façon de faire cesser tout froissement entre Turin et Naples était d'abolir les Lieutenances et de placer l'administration du Sud sous le contrôle direct du gouvernement central. Au milieu d'octobre, il donna sa démission.

L'abolition des Lieutenances avait été hâtée par Ricasoli. Il avait toujours vu les dangers du système régional, et sa tendresse pour l'autonomie toscane avait été plutôt une jalousie sentimentale des traditions de Florence, qu'une partie d'un projet mûri pour l'organisation de la nation. Néanmoins, son passage dans le camp des centralisateurs à l'extrême masqua un grand et rapide changement d'opinion qu'il n'essaya pas de cacher. Ses nouvelles fonctions l'avaient convaincu de la nécessité capitale de faire dépendre toute l'administration d'un seul centre, d'empêcher les Lieutenants d'adopter une politique contraire à celle du gouvernement, de donner une direction unique à la marche de la nation. Ses propositions pour le gouvernement local étaient une adaptation très rapprochée des préfectures françaises. Les Lieutenances de Naples et de Sicile et le Gouvernement de la Toscane disparaissaient ; l'Italie était divisée en cinquante-neuf provinces, chacune sous les ordres d'un préfet dont le pouvoir était très étendu, mais qui dépendait directement du ministère de l'Intérieur. Il trouva peu d'appui chez ses collègues et une forte opposition de la part de Minghetti et de Lanza. Mais le Roi le soutint et contraignit le cabinet à lui donner, de mauvaise grâce, son consentement (9 octobre).

Plus même que la pacification du Sud, plus que n'importe quelle question de gouvernement local, la sécurité du pays réclamait qu'une solution fût donnée à la Question Romaine. Il y avait peu d'espoir que les Italiens se résignassent à des progrès lents et patients, alors qu'on leur refusait leur capitale, et que l'ennemi semait au milieu d'eux la lutte et la colère. L'impudent encouragement que Rome avait donné au brigandage, l'empressement du Pape et de son gouvernement à jeter l'honnêteté et la moralité à tous les vents, s'ils pouvaient seulement susciter des ennuis au nouveau royaume, faisaient de la conquête de Rome une nécessité pressante. Si le gouvernement français avait obligé le Pape à observer les règles les plus élémentaires de la moralité politique, l'Italie aurait pu attendre. Mais elle ne pouvait patienter tant qu'elle aurait en deçà de ses frontières un ennemi dépourvu de tout scrupule, qui patronnait l'outrage, l'incendie et le meurtre, qui excitait dans tout le royaume le clergé à la révolte, et qui travaillait à jeter ce royaume dans l'anarchie.

Ricasoli était prêt à accepter l'une ou l'autre des deux solutions de Cavour — l'« Église libre » en échange de l'abandon du Pouvoir Temporel, ou les plus récentes propositions de l'Empereur de retirer la garnison française et de différer l'occupation italienne. Mais la première solution fut rendue impossible par le non-possumus de Rome. Ricasoli fit, il est vrai, de nouvelles avances, répétant presque les propositions de Cavour¹; bien qu'il tint beaucoup à leur succès, il semble avoir eu peu de confiance dans leurs chances de réussite, et la Cour papale regarda naturellement de travers un homme qui l'avait menacée d'un schisme; ses offres furent, il est vrai, l'occasion d'une manifestation remarquable de la part du clergé national; 9 000 prêtres ou même davantage (il y eut à peu près un neuvième du clergé séculier) envoyèrent une pétition au Pape, en le priant de rétablir la paix entre l'Église et l'Italie². Rien ne put avoir raison de l'entêtement de Rome. Les irréconciliables qui suivaient De Mérode, le prélat belge militant, ministre de la guerre et rival d'Antonelli, rêvaient

1. Ricasoli, *op. cit.*, VI, 93, 158-160; Bianchi, *Diplomazia*, VIII, 708.

2. *Petizione di novemila sacerdoti*. 8 176 prêtres séculiers et 767 réguliers signèrent, et il paraît qu'un grand nombre d'autres signèrent des pétitions indépendantes; Curci, *Vaticano regio*, 253, porte le total des signatures à 12 000.

encore de recouvrer l'Ombrie, et le Pape prêta l'oreille à leurs conseils. Avec une impudente perversité, ils firent de la question une lutte pour la morale et la religion, et déclarèrent aux prêtres que leur serment de fidélité envers l'Église leur défendait de reconnaître le gouvernement. Passaglia dut s'enfuir de Rome ; le prêtre qui confessa Cavour sur son lit de mort fut traîné devant l'inquisition ; on employa des actes de vile oppression pour soumettre par la peur le clergé qui avait signé la pétition ¹.

Occuper Rome avec le consentement du Pape étant impossible, Ricasoli se tourna vers la tâche plus imparfaite mais plus facile, de persuader aux Français de se retirer, même à des conditions empêchant toute marche immédiate sur Rome. Si seulement la garnison française partait, Ricasoli se résignerait à attendre quelque temps, heureux d'avoir échappé à la funeste alliance de la France, et espérant qu'un soulèvement spontané des Romains donnerait avant peu sa capitale à l'Italie ². Au moment de la mort de Cavour, l'Empereur s'était engagé à évacuer ; mais, soit qu'il ne se fiât pas à Ricasoli pour respecter le territoire papal, soit que la pression des catholiques fût devenue trop menaçante en France, il commença à user de faux-fuyants aussitôt que le nouveau premier ministre entra en fonctions. Après la mort de Cavour, il reconnut officiellement l'existence de l'Italie (15 juin), mais il écrivit à Victor-Emmanuel, en termes vifs, que ses soldats occuperaient Rome aussi longtemps que le territoire qui restait au Pape serait menacé d'une invasion. Au fond, il était plus désireux que jamais de retirer ses troupes ; mais l'opinion en France se déclarait de plus en plus énergiquement en faveur du Pape et contre l'Italie. Les cléricaux, que n'intimidaient pas les menaces du gouvernement, excitaient toutes les associations ecclésiastiques, et un grand nombre de libéraux n'étaient guère plus sympathiques ; l'Impératrice était extrêmement hostile, et Napoléon restait presque seul à vouloir du bien au nouveau royaume ³. Il n'osait affronter la tempête

1. *La curia romana, passim*; *Du père Passaglia*, 65; Bobone, *Lettera*, II; Curci, *op. cit.*, 159-160, 254-255; Ricasoli, *op. cit.*, VI, 30, 37, 78, 103, 211; Paya, *Cachots du Pape*, 49 et seq.; Ghiron, *Annali*, I, 150-153; voir Balan, *Continuazione*, II, 386-387.

2. Ricasoli, *op. cit.*, VII, 52; X, 196-197; voir Bonfadini, *op. cit.*, 289.

3. Ricasoli, *op. cit.*, VI, 21, 37, 86, 122; Viel-Castel, *Mémoires*, V, 116, 132; Castelli, *op. cit.*, I, 354, 359. Je ne sais à quelle phase de la politique

en abandonnant le Pape, à moins qu'il ne pût calmer la conscience française en ajoutant un nouveau joyau à l'Empire. Il y a peu de doute qu'il n'espérât faire un excellent marché avec l'Italie, en la décidant à troquer la Sardaigne contre Rome. Mais Ricasoli ne voulut pas écouter un seul instant le tentateur, et Palmerston était prêt à la guerre plutôt que de laisser l'île tomber entre les mains des Français¹. Ayant échoué de ce côté, l'Empereur jugea nécessaire de temporiser jusqu'à ce que l'opinion du pays devînt plus propice, ou que quelque heureux accident le débarrassât de la chaîne qu'il avait forgée lui-même. On pensait que Pie ne vivrait pas longtemps, et Napoléon espérait échapper au dilemme en assurant l'élection d'un Pape qui serait plus disposé à traiter. En attendant, il n'avait aucun désir de presser les choses. La lenteur allait bien à l'indécision de son caractère ; il en voulait encore plus ou moins à l'Italie d'avoir accompli son unité malgré lui ; le langage de Ricasoli l'offensait ; il craignait que le flot de libéralisme ne passât par-dessus les Alpes jusqu'en France. Soit par impatience ou pour complaire aux cléricaux, il montra les dents. Se servant de l'argument que lui offrait la lettre de d'Azeglio, il prétendit croire que le royaume était en danger de sécession², et permit à Goyon, le commandant des troupes françaises à Rome, de refuser insollement la demande qu'avaient faite les Italiens de les aider contre les brigands.

Ricasoli devint de plus en plus impatient. Il ne s'attendait pas à une mort prématurée du Pape ; il éprouvait des difficultés toujours croissantes à empêcher les habitants du territoire pontifical, surtout à Viterbe, de se soulever ; les difficultés qu'offrait la fusion du Nord et du Sud rendaient plus nécessaire que jamais le transfert de la capitale à Rome ; et il savait que l'opinion publique réclamerait bientôt quelque énergique mesure qui pourrait entraîner une rupture avec l'allié exaspérant. Mais quelques semaines suffirent pour que l'Empereur commençât de nouveau à virer de bord. Il savait

de l'Empereur peut se rapporter *La France, Rome et l'Italie* de La Guéronnière ; d'après Thouvenel, *Le secret*, I, 433, il ne fut pas inspiré par l'Empereur.

1. Ricasoli, *op. cit.*, VI, 10, 12, 27, 62 ; voir *Affaires étrangères* 1861, 8-9 ; Bouillier, *Un Roi*, 279.

2. Bonfadini, *op. cit.*, 298 ; voir Cantù, *Cronistoria*, III, 604.

quel danger il y aurait à perdre la sympathie des Italiens ; il soupçonnait les sociétés catholiques de comploter contre lui-même, et l'évêque de Poitiers l'avait comparé à Pilate ; les libéraux français gagnaient rapidement en force et en confiance, et il vit la nécessité de leur lancer un appât. Benedetti, un ami bien connu des unitaires italiens, arriva à Turin comme ambassadeur (23 août), et La Valette fut envoyé à Rome pour pousser Goyon à réprimer les brigands. Cependant l'Empereur ne voulut encore faire aucune promesse, et, à la fin d'octobre, il refusa catégoriquement d'abandonner Rome tant que le Pape vivrait. Mais il y avait autour de lui des hommes qui voyaient plus clairement que lui le danger de cette faible politique qui consistait à attendre les événements. Le prince Napoléon proposa que l'Italie offrît de respecter le territoire pontifical pour le moment, si le Pape accordait une constitution et s'engageait à suivre la politique étrangère que dicterait cette dernière ; qu'il acceptât ou refusât, la garnison française partirait de suite. De nouveaux ordres, assez mal suivis, furent envoyés à Goyon pour qu'il empêchât les brigands de passer la frontière, et, au milieu de janvier (1862) l'Empereur paraît avoir décidé d'insister pour que le Pape traitât avec l'Italie et permît aux Français d'évacuer, à condition que l'Italie garantît son territoire contre toute invasion de troupes irrégulières¹. Ricasoli se demanda s'il devait accepter les conditions de la France ; fatigué et désolé, il était parfois disposé à patienter jusqu'à la mort du Pape, pourvu que François fût expulsé de Rome et les refuges des brigands anéantis. Mais son propre pouvoir était ébranlé ; et il fut forcé, malgré lui, de tourner son attention vers les intrigues qui menaçaient de le renverser.

1. Ricasoli, *op. cit.*, VI, 235, 264, 266, 275, 299 ; *Affaires étrangères* 1861, 34-35 ; De Cesare, *Scialoja*, 182-184.

CHAPITRE XXXVI

ASPROMONTE

Octobre 1861-Décembre 1862

Ricasoli et Venise. La cabale et Garibaldi. Ricasoli et les démocrates ; Ricasoli et Garibaldi ; Ricasoli donne sa démission. RATTAZZI et GARIBALDI ; Garibaldi en Lombardie, Sarnico ; Garibaldi à Palerme ; « Rome ou la mort » ; le gouvernement et Garibaldi ; ASPROMONTE. Napoléon III et Rome en 1862. Rattazzi donne sa démission.

Un des points essentiels de la politique de Ricasoli était que Rome eût le pas sur Venise. Il consentait, il est vrai, malgré quelques scrupules au sujet de la dignité nationale, à acheter la Vénétie, et il aurait été heureux de voir les puissances persuader à l'Autriche de prendre en échange la Bosnie et l'Herzégovine. Il savait que l'Italie n'était pas prête à lutter, sans aide, contre l'Autriche, et seule une sérieuse rébellion en Hongrie l'aurait fait consentir à la lutte avant 1863. En ce cas, il consentait à favoriser une guerre européenne et à aider la France à prendre le Rhin, en échange du concours qu'elle lui prêterait en Vénétie. Autrement, la lutte devrait être remise à plus tard. Avant que les finances ne fussent en meilleur état et que l'armée ne fût organisée, avant que le brigandage ne fût étouffé et la question romaine en voie de solution, l'Italie ne penserait pas à la guerre. « Une année 1862 parfaitement tranquille et quelque chose de grand en 1863 » tel était son programme. L'ajournement de la question vénitienne pourrait aussi servir à gagner l'appui moral de l'Angleterre, qui ferait équilibre à l'influence française et assurerait peut-être au royaume la sanction de la Prusse et de la Russie. Palmerston avait conseillé une politique d'attente, et Ricasoli désirait ne pas se l'aliéner en repoussant ce conseil sensé¹.

1. Ricasoli, *Lettere*, VI, 8, 337, 339, 423 ; VII, 26, 52. Palmerston vou-

Mais il y avait des forces considérables militant en faveur d'une guerre immédiate. Victor-Emmanuel, sans doute pour des motifs patriotiques, avait longtemps choyé l'idée de jouer dans la politique italienne un grand rôle indépendant de l'œuvre officielle de ses ministres. Cavour l'avait tenu plus ou moins en bride ; mais il devint impatient entre les mains de Ricasoli. Une attaque sur la Vénétie, en 1862, lui tenait au cœur, en partie parce qu'il voulait ajourner la Question Romaine ; il « ne voulait pas aller à Rome maintenant ou avant quelque temps » ; et quoique, en automne, la force des cris revendiquant Rome eût fait quelque impression sur lui, il pensait qu'il fallait commencer par Venise. Il fomenta secrètement une agitation en faveur de la guerre, encouragea les exilés hongrois, et négocia secrètement avec l'Empereur pour obtenir l'aide de la France¹. Il n'essaya pas de cacher ses intentions à son premier ministre, et, lorsqu'il vit Ricasoli résolu à s'y opposer, il prépara activement une cabale contre lui. Il sympathisait peu avec l'austère puritain qui vivait dans un monde moral si différent du sien, et qui traitait Roi et sujets avec la même dignité froide et rigide. Il trouva un agent tout disposé en Rattazzi, pour qui l'intrigue était aussi nécessaire que « l'air pour les narines ». Rattazzi avait sans doute été déçu par l'élévation de Ricasoli au pouvoir et irrité que la fonction de premier ministre fût aux mains d'un homme qui s'avouait ouvertement l'admirateur et le disciple de Cavour ; au fond du cœur, il se défiait du programme avancé, et il aurait vu avec plaisir les conquêtes de Rome et de Venise indéfiniment ajournées². Sans doute il y avait un côté de vrai dans sa politique ; une longue paix et des économies étaient nécessaires pour restaurer les finances et mettre de l'ordre dans l'administration, et l'esprit étroit d'homme de loi que possédait Rattazzi le rendait incapable d'apprécier le sentiment qui faisait trouver à l'Italie que rien n'importait à côté de Rome et de Venise. Il est impossible cependant de croire que Rattazzi fût surtout poussé par des principes pa-

lait voir le Pouvoir Temporel entièrement détruit ; lord John Russell aurait laissé momentanément au Pape la cité de Saint-Léon-le-Grand.

1. Ghiron, *Primo re*, 185 ; Massari, *Vittorio Emmanuele*, 386, 388 ; Ricasoli, *op. cit.*, VI, 300, 304, 363 ; VII, 28. Voir cependant Ghiron, *Annali*, I, 126.

2. M^{me} Rattazzi, *Rattazzi*, I, 589.

triotiques dans son attaque contre Ricasoli. A une certaine époque, on aurait peut-être pu le gagner en lui donnant une place dans le cabinet. L'ambition personnelle, l'amour de la cabale pour elle-même, une déférence de courtisan envers le Roi, eurent plus de poids en cet homme « aux petites idées et aux petites intrigues », et le poussèrent à combiner d'étranges entreprises et à engager une partie dont la victoire devait comporter son déshonneur.

L'Empereur était le troisième membre de la cabale. Ses idées au sujet de Venise paraissent avoir été flottantes et irrésolues. Lui aussi aurait été heureux, comme Ricasoli, « de liquider la question italienne dans l'Est » par un échange de la Vénétie contre les deux provinces des Balkans. Mais, si cette solution était impossible et qu'on ne pût gagner Venise que par une guerre, il trouvait difficile d'évaluer les profits et les pertes. La situation des finances françaises le rendait anxieux d'éviter une guerre pour le moment, et ses relations incertaines avec la Prusse lui conseillaient la condescendance à l'égard de l'Autriche ; d'autre part, une guerre en Vénétie détournerait de Rome les pensées de l'Italie, et lui donnerait le temps de trouver une solution. On ne sait pas très bien quelle fut exactement sa réponse au Roi ; il semblerait en somme qu'il déconseillât la guerre, mais sans lui refuser absolument son concours¹. En tout cas, il était prêt à encourager la conspiration contre Ricasoli. Il savait sans doute que Ricasoli, lorsqu'il n'était pas encore au pouvoir, n'avait jamais caché son antipathie à son égard ; il doit avoir senti que le naturel honorable du premier ministre s'accordait mal avec ses propres plans ténébreux. Peut-être pensait-il qu'avec Ricasoli comme chef du cabinet, l'influence anglaise deviendrait à Turin plus puissante que la sienne ; il est possible qu'il ait espéré, avec Rattazzi au pouvoir, réussir à obtenir l'appui de l'Italie dans une politique aventureuse en Orient². Il permit et probablement encouragea Benedetti, le nouvel ambassadeur à Turin, à intriguer pour amener la chute de Ricasoli. Sur les instances réitérées de l'Empereur, Rattazzi vint à Paris au mois d'octobre. Des promesses furent faites au sujet desquelles nous en sommes réduits aux conjec-

1. M^{me} Rattazzi, *Rattazzi*, I, 607-608 ; Ricasoli, *op. cit.*, VI, 31, 39, 300, 333, 356 ; Thouvenel, *Le secret*, II, 211.

2. Castelli, *Carteggio*, I, 413, 415 ; Cordova, *Discorsi*, I, 138.

tures¹ ; il est probable que, bien que l'Empereur ne donnât point l'espoir qu'il marcherait bientôt sur Rome ou sur Venise, il promit d'employer son influence à obtenir pour le royaume la sanction de la Prusse et de la Russie et un arrangement quelconque à Rome, qui semble avoir comporté la suppression du brigandage et le rappel de la garnison française. Au retour de Rattazzi, la cabale continua son œuvre avec un redoublement de vigueur. Mais le Roi, quelque peu qu'il se souciât de l'esprit de son serment constitutionnel, avait soin d'en observer la lettre. Rattazzi entreprit de faire échouer Ricasoli au parlement, ce qui donnerait au Roi un prétexte pour le remercier. Il savait que la situation de Ricasoli était trop solide pour qu'il pût seul le renverser. Mais il s'était servi de Garibaldi et l'avait ensuite laissé de côté à la fin de 1859 ; il pouvait répéter cette manœuvre, et donner à la cabale le charme du nom de l'ex-dictateur. Depuis sa malheureuse apparition au parlement en avril, Garibaldi avait mené à Caprera une vie retirée, avec des accès passagers de confiance dans le gouvernement, et en protestant qu'il « ne compromettrait jamais l'Italie en provoquant une guerre avec la France » ; plus souvent, il était, dans son isolement, impatient d'agir, circonvenu par des fauteurs de discorde, qui versaient de l'acide sur ses plaies et le poussaient à prendre des mesures désespérées. Il était incliné lui-même à attaquer Rome avant Venise, en partie parce qu'il espérait compléter son projet inachevé de 1860, en partie parce que Mazzini favorisait un projet rival. Mazzini comprenait l'impossibilité d'attaquer Rome tandis que les Français s'y trouvaient, et son imagination se représentait la Hongrie et la Bohême sur le point de se révolter et Venise sur le point de devenir une proie facile. Les démocrates étaient affolés par les politiques contraires, affolés aussi par une séparation entre la fraction semi-républicaine, qui réclamait le droit de développer indépendamment du gouvernement un programme avancé, et le parti franchement monarchiste, qui hésitait à rompre avec le parlement. Une conférence des deux fractions à Gênes (15 décembre) posa les bases de leur fusion en une « Société de libération » ; et Garibaldi, en acceptant la présidence,

1. Castelli, *op. cit.*, I, 401, 416-417, 424 ; Arrivabene, *Italy*, II, 404 ; discours de Nicotera du 25 novembre 1862 ; Taxile-Delord, *Second Empire*, III, 185.

abandonna apparemment ses desseins sur Rome et donna sa sanction à une agitation en faveur d'une attaque sur la Vénétie.

La conférence, qui devait probablement se réunir en plus grandes forces au mois de mars, alarma les Modérés, et ils réclamèrent à grands cris sa suppression. Elle avait ses dangers, car, jusqu'à un certain point, elle était rivale du parlement. Mais Ricasoli vit le mal qu'il causerait en forçant l'agitation à se tenir secrète ; il connaissait la valeur de son patriotisme impulsif ; quels que fussent ses soupçons au sujet de leurs desseins ultérieurs, il refusa d'intervenir dans les réunions démocratiques aussi longtemps qu'elles n'outrepasseraient pas la loi, et il sanctionna les sociétés de tir qui étaient surtout patronnées par les démocrates. Il vit que le plan qu'avaient formé Minghetti et les Modérés d'anéantir les « extrêmes » était aussi impraticable qu'il était peu généreux. L'injustice faisait la force des extrêmes : Mazzini exilé, Garibaldi négligé dans son ermitage seraient toujours les étendards de l'agitation, et il croyait que rien ne ferait davantage pour arracher son dard à l'attaque démocratique que de révoquer le bannissement de Mazzini. Il n'avait point l'espoir de gagner Mazzini ; quelque sincèrement qu'il le respectât, il le savait trop inflexible et trop indocile ; mais il prévoyait que Mazzini privé de l'auréole du martyr ne serait plus une force, et il était prêt, avec certaines réserves, à signer le décret d'amnistie.

Il comptait sur des avantages plus positifs s'il pouvait se concilier Garibaldi. L'inclination naturelle de Garibaldi était de suivre le Roi ; le danger, c'était les influences qui l'entouraient à Caprera et la possibilité que sa volonté déséquilibrée et impressionnable ne le poussassent à quelque acte imprudent et irrévocable. Si Ricasoli pouvait l'occuper et détourner son esprit de ses préjugés et de ses soupçons, il pourrait l'empêcher de se perdre et lui conserver une brillante réputation pour le jour de la lutte. La nécessité d'agir ainsi devint impérieuse lorsqu'il apprit par ses agents que Rattazi intriguait à Caprera. Il en savait assez sur ce qui se passait autour de lui pour craindre les pires malheurs de l'intervention de cet intrigant sans scrupules. Il paraissait que Rattazzi avait fait une visite secrète à Garibaldi ; quelles qu'aient pu être ses promesses exactes, il laissa Garibaldi convaincu que, s'il prenait le pouvoir, il attaquerait tôt ou

tard la Vénétie, et l'aiderait à mener une expédition à un endroit quelconque de l'Europe orientale d'où il pût attaquer l'Autriche par derrière¹. Ricasoli savait que les espérances de Garibaldi une fois excitées, il serait impatient d'agir ; que, si le gouvernement refusait de bouger, il se lancerait dans une téméraire incursion en Vénétie ou en Dalmatie, qui mettrait l'Europe en feu, et entraînerait l'Italie dans une lutte acharnée, pour laquelle elle n'était nullement préparée. Le seul remède était de gagner sa confiance pour les intentions ultérieures du gouvernement, de le décider à patienter jusqu'à ce qu'on donnât le signal, et de l'occuper, en attendant, avec les sociétés de tir. Mais ses ouvertures ne réussirent pas à vaincre l'influence de Rattazzi, et Garibaldi resta impatient du moment où le changement de ministère donnerait au mouvement en avant l'occasion qu'il espérait.

La cabale avait pris l'imprudent Garibaldi dans ses filets ; il ne restait plus qu'à ébranler la position de Ricasoli à la Chambre. Aussitôt la réunion du parlement en novembre, on vit clairement que des soucis se préparaient pour le ministère. Le cabinet, semblable en substance au dernier ministère qu'avait dirigé Cavour, n'était pas fort ; à la fois dans le cabinet et dans le parti il y avait de grandes divisions d'opinions, et Minghetti s'était retiré en septembre, surtout parce qu'il était opposé à la nouvelle politique de centralisation. Les membres de la droite, incapables de s'élever au-dessus de leurs opinions exclusives et conservatrices, furent irrités et effrayés en voyant que Ricasoli tolérait une agitation ouvrière en Toscane et dans l'Émilie, et que sa bienveillance pour les comités démocratiques augmentait. La section piémontaise des ministériels se rapprocha de Rattazzi, et celui-ci encouragea ouvertement tous les éléments de l'opposition. Il y avait quantité de motifs pour une attaque : la nouvelle politique de centralisation, le chaos administratif, la désorganisation du Sud, le rappel de Cialdini, la nature peu concluante des négociations au sujet de Rome. On laissa probablement entrevoir que, si Ricasoli quittait ses fonctions, l'Empereur serait plus disposé à obtempérer aux demandes des Italiens. La tempête éclata sur la question de la tolérance dont le

1. Voir Appendice F, et Chambers, *Garibaldi*, 179 ; Ricasoli, *op. cit.*, VII, 13, 28 ; D'Haussonville, *Cavour*, 429.

gouvernement avait fait preuve à l'égard des Comités d'approvisionnement. La Chambre s'abstint d'un vote hostile, mais le débat montra clairement que Ricasoli n'avait plus la majorité. Il fut impuissant à se maintenir contre les intrigues déloyales. Pendant quelque temps, il dédaigna de vérifier l'authenticité des rapports qui lui parvenaient sur les complots dont il était entouré. Avec son mépris des artifices et des ménagements, il ne fit aucun effort pour se concilier les chefs de la majorité, et toutes les prières de ses amis ne réussirent pas à l'y décider. Il était trop indépendant, trop impatient des détails, pour être au parlement un chef de parti, et son incapacité à diriger la Chambre put, jusqu'à un certain point, servir d'excuse à la cabale. Le Roi saisit l'occasion de se débarrasser du ministre peu obséquieux qui était un obstacle à ses projets chaotiques. Dès le mois de décembre, Ricasoli lui avait dit brusquement qu'il ne pouvait se maintenir contre les « intrigues du palais et des rues », que le Roi devait franchement choisir entre lui et Rattazzi. Mais il appréhendait les dangers dans lesquels Rattazzi et le Roi plongeraient le pays ; il voulait « épargner à la couronne les conséquences de ses imprudences », et, aussi longtemps que le parlement fut pour lui, il refusa de donner sa démission, à moins d'un ordre formel du trône. Mais, vers la fin de février, il comprit qu'il avait perdu l'appui de la Chambre, et il se décida à se retirer. Le Roi accepta avec empressement sa démission (1^{er} mars), et, étourdi et injuste, il l'accusa de n'avoir pas suivi la politique de Cavour et de flatter l'extrême gauche. Rattazzi reçut sa récompense, et, sans le moindre souci des sentiments de la majorité, il fut chargé de former le nouveau cabinet. La mesquinerie et la sottise des modérés, le manque de scrupules du Roi et de Rattazzi, l'obstination honorable mais peu pratique de Ricasoli, avaient amené le pays dans une passe nouvelle et périlleuse.

Le danger consistait en ce que Rattazzi et le Roi avaient ressuscité l'esprit révolutionnaire, étouffé avec tant de peine par Cavour et Ricasoli, et avaient mis l'Italie à la merci des instincts téméraires de Garibaldi. Rattazzi se fiait tranquillement à sa propre finesse, croyant qu'il pourrait toujours, quand il le faudrait, ordonner l'arrêt de la révolution. Mais ses petites intrigues ne réussirent pas à apaiser la tempête dont l'esprit supérieur de Cavour s'était joué. On vit de suite

quelle situation dangereuse le Roi et Rattazzi avaient créée. Garibaldi avait déjà débarqué à Gênes (25 février) lorsque Ricasoli se retira; aussitôt qu'il apprit la nomination de Rattazzi, il se rendit en hâte à Turin, et en revint plein d'enthousiasme grâce aux espérances que Victor-Emmanuel et le nouveau premier ministre lui avaient données. Les promesses de l'hiver furent sans doute répétées et renforcées. Ce qu'elles étaient, il nous faut encore plus ou moins le conjecturer¹. On ne peut douter que Rattazzi n'ait parlé en termes généraux d'armer la nation et de compléter l'unité de l'Italie; mais le prudent politique se borna probablement à un plan vague au delà de la mobilisation de quelques gardes nationaux, et ce fut l'imagination de Garibaldi qui interpréta les vagues allusions de Rattazzi dans le sens d'une guerre immédiate pour conquérir Venise et peut-être Rome. Cependant, on ne peut guère douter aussi que Rattazzi, agissant probablement à l'instigation du Roi, n'ait encouragé Garibaldi, par des promesses d'hommes et d'argent, à entreprendre quelque chevaleresque aventure dans l'Est. Mais, dans cette étrange conspiration tragi-comique dont les phases varièrent selon l'humeur de ces deux esprits indisciplinés, l'expédition n'avait pas de but fixe. Tantôt c'était la Dalmatie, pour aider les Hongrois, qu'on s'attendait à voir se soulever: tantôt c'était la Grèce, où les sujets du roi Othon s'étaient révoltés, et où peut-être Victor-Emmanuel espérait voir régner son fils Amédée. Mais, à travers les projets changeants, domina probablement toujours la même idée, aussi chère au Roi qu'à Garibaldi, d'épuiser la force de l'Autriche en encourageant ses provinces orientales à l'insurrection. Le moment paraissait opportun, car la Roumanie, le Monténégro et la Dalmatie fermentaient, et la lutte constitutionnelle en Hongrie pouvait à tout moment se transformer en révolution.

En attendant, Garibaldi paraissait maître du gouvernement. Il fut nommé président des sociétés de tir, comme l'avait, avant sa chute, proposé Ricasoli; on donna à son fils Menotti un régiment de *carabinieri*² mobilisés, ostensiblement pour attaquer les brigands; les volontaires (il en restait tout juste 3 000) furent incorporés dans l'armée régulière, et, si Garibaldi fut irrité par cette mesure, le parti militaire la trouva

1. Voir Appendice F.

2. Gendarmerie montée ayant une organisation demi-militaire.

encore moins de son goût, et elle n'avait sans doute été prise que pour faire plaisir à Garibaldi. A Turin, il était l'idole de tous, la « cynosure de la capitale » ; son prestige était encore très grand, et, comme il était soutenu par le gouvernement, tout plia devant sa popularité. Il fut envoyé, en Lombardie, aux frais de l'État et en grand apparat, avec la mission officielle d'organiser les sociétés de tir. Son passage dans les villes lombardes fut presque royal ; fonctionnaires, prêtres et nobles rivalisèrent pour lui faire honneur, et les foules acclamèrent « le Roi du pauvre ». Partout, elles réclamèrent Rome et Venise, et Garibaldi fut prodigue en promesses, leur affirmant qu'elles iraient à Rome ; et il chanta les louanges de la « carabine sacrée ». Gorgé de flatteries, prenant le mélodrame du patriotisme pour une résolution ferme, il s'imagina être dictateur en tout sauf de nom, et capable de forcer le gouvernement, bon gré mal gré, à faire la guerre, ne détestant pas peut-être de montrer qu'il était indépendant de ce gouvernement, en reprenant pour son compte la revendication de Rome.

Rattazzi avait touché son but en ceci qu'il avait gagné la gloire que réfléchissait la popularité de Garibaldi. Cela lui assurait la tolérance du parlement et l'adhésion des démocrates dont, après les manifestations en Lombardie, lui et toute l'Italie exagéraient la force. Peut-être espérait-il aussi opposer Garibaldi aux exigences de l'Empereur et se donner le droit d'affirmer que la pression populaire et le danger d'une révolution rendaient nécessaire, pour l'intérêt des deux gouvernements, de satisfaire les aspirations nationales vers Rome. Mais le voyage en Lombardie avait trop bien réussi. Il y avait autant de danger qu'en 1860 que le prestige du Roi ne fût éclipsé, et il était grand temps que la couronne « marquât un point dans le jeu ». Le Roi fut envoyé à Naples (28 avril), où la flotte française et le prince Napoléon vinrent le saluer et où il reçut une réception enthousiaste qui, pour le moment, sembla faire oublier Garibaldi¹.

Cependant Garibaldi était parti pour Trescorre, au milieu des vallées qui conduisent au Tyrol, sous prétexte de prendre les eaux. Son réel dessein était d'organiser une expédition

1. Les chanoines firent un service expiatoire dans la cathédrale après la visite du Roi, mais gardèrent ses aumônes : *Lettere ad A. Panizzi*, 457.

et, bien que le gouvernement fît avec beaucoup de difficulté profession de tout ignorer, Garibaldi et ses amis n'essayèrent pas de cacher qu'une expédition se préparait. Quel était son objectif réel? Il est impossible de croire que Garibaldi fût allé jusqu'aux frontières du Tyrol pour préparer des opérations en Dalmatie ou en Grèce. L'hypothèse la plus probable est que la réception que lui avaient faite les Lombards avait encouragé Garibaldi à agir plus hardiment et par lui-même; ses amis lui avaient fait concevoir des soupçons au sujet des motifs qu'avait Rattazzi en l'envoyant courir de lointaines aventures, et il croyait que, s'il envahissait la Vénétie ou le Tyrol, le pays et le gouvernement ne pourraient faire autrement que de le suivre. Il savait que tout le monde essayait de le mener et il détestait être dirigé. Ses victoires de 1860, dues à un concours de circonstances qui ne se répéteraient probablement pas, étaient un funeste précédent qui viciait son jugement. Bien que Rattazzi semble avoir voulu le dissuader de cette nouvelle aventure, et que les remontrances du Roi l'aient ramené pendant un moment à ses plans originaux, il est probable qu'il trouva quelque appui en Depretis, qui faisait maintenant partie du cabinet, et, qu'après un arrangement quelconque, Garibaldi obtint une nouvelle promesse d'armes et d'argent¹. Soudain, le gouvernement montra les dents. La théorie officielle fut que la police, suivant la piste d'un voleur ordinaire, avait découvert, pour la première fois, des preuves de l'invasion projetée dans le Tyrol. Ce prétexte ne trompa personne; ce n'était pas la connaissance de faits nouveaux, mais un changement de politique qui décidait le ministère à ouvrir officiellement les yeux. Il se peut que Rattazzi eût compris enfin que Garibaldi était hors de l'atteinte de ses artifices, et qu'il lui fallait prendre de plus fortes mesures pour le retenir; peut-être Garibaldi avait-il rompu son pacte et le Roi et le ministre voulaient-ils le punir; il est possible que des remontrances diplomatiques les aient effrayés; il est possible qu'ils aient compris que leurs machinations les avaient mis à deux doigts d'une guerre avec l'Autriche, et qu'ils aient reculé, pleins d'alarme. Quel que fût le motif, le gouvernement agit énergiquement (15 mai). Faisant arrêter 100 des volontaires près de Sarnico, il les envoya à

1. Voir Appendice F.

Brescia où les Garibaldiens essayèrent de forcer la prison; dans la lutte qui suivit, les troupes firent feu et un bourgeois fut tué. Cet incident excita la fureur des démocrates; des manifestations menaçantes pour le gouvernement eurent lieu à Milan, à Gênes, à Naples, à Palerme; Garibaldi appela les soldats assassins et demanda la mise en liberté de ses hommes. Puis, se refroidissant bientôt, il abandonna l'expédition, eut des entrevues avec Rattazzi et Depretis, et se retira à la campagne, interdisant tout recrutement de volontaires et envoyant à la Chambre une défense peu ingénieuse de son action. Après une autre entrevue secrète avec le Roi et le premier ministre, il retourna à Caprera, et le pays accueillit sa retraite avec une indifférence qui montrait le peu de profondeur de son enthousiasme.

Soudain l'Italie apprit, avec surprise, qu'il avait débarqué à Palerme. Pourquoi y était-il allé? Cette question était enveloppée d'un mystère plus épais que la farce de Trescorre. Il est impossible d'ajouter foi à l'explication qu'il donna lui-même, et suivant laquelle il se serait rendu en Sicile dans l'espoir de prévenir un soulèvement séparatiste imminent. Il avait eu des communications secrètes avec le Roi, et il est probable que Victor-Emmanuel avait de nouveau promis les moyens d'entreprendre une expédition en Grèce, et s'était peut-être servi de phrases vagues au sujet de Rome que Garibaldi avait interprétées dans un sens plus défini qu'elles ne le comportaient dans l'intention du Roi¹. Il avait sans doute l'intention de faire de la Sicile le point de départ d'une expédition, comme en 1860. Il hésitait peut-être encore quant à la destination de cette expédition; ce qui est le plus probable, il avait l'intention de se rendre en Grèce, ou, peut-être, d'accepter l'aide promise par le Roi, et de l'employer à une attaque contre Rome, espérant que le succès couvrirait sa déloyauté.

Il reçut à Palerme un accueil enthousiaste. La Sicile était dans une condition inflammable; les Garibaldiens étaient puissants dans les villes, et un soulèvement visiblement républicain qui eut lieu à Castellamare le jour de l'an et ne fut réprimé qu'après beaucoup d'effusion de sang, montra combien les éléments anarchistes et autonomistes étaient

1. Voir Appendice F.

encore puissants. Pallavicino, qui était préfet de Palerme, écrivit au ministère qu'il fallait faire gouverner la Sicile soit par le parti de l'action, soit par les *carabinieri*. « Si l'incident de Brescia se renouvelle à Palerme, dit-il aux ministres en manière d'avertissement, la Sicile cessera d'être italienne ». C'était dans un entourage si dangereux pour son tempérament indomptable que se trouvait Garibaldi. D'abord il se contenta, tout en conservant toujours son expédition présente à l'esprit ; mais, après quelques jours, il commença une attaque furieuse contre l'Empereur (15 juillet). « Il faut que Napoléon quitte Rome, et, s'il est nécessaire, on recommencera les vêpres siciliennes » dit-il aux habitants de Palerme ; et Pallavicino, qui était présent, ne protesta pas. Quelques jours plus tard, Garibaldi haranguait la foule à Marsala, lorsque, au milieu de son auditoire, une voix cria : « Rome ou la mort ». Et il emmena le peuple en faire serment sur l'autel dans la cathédrale. Soit qu'il se fût fait violence jusque-là, ou, comme c'était son habitude, qu'il eût pris soudain une de ses impétueuses résolutions, il n'hésita plus. Une sorte de croisade religieuse fut proclamée ; Garibaldi exalta « le pur évangile du Christ » comme l'antithèse de la Papauté, et lui, qui insultait le Pape et le clergé, il loua les prêtres et les moines, et s'inclina devant une image miraculeuse ¹.

La nouvelle du projet de Garibaldi jeta le pays dans un état d'excitation intense. Il semblait qu'on pût recommencer la campagne de 1860, et conquérir Rome comme on avait alors conquis Naples. Viterbe décida de se soulever, et, tandis que quelques nationaux de Rome télégraphiaient à Rattazzi pour avoir des instructions, d'autres correspondaient avec Garibaldi et se préparaient à agir ². Tout le monde était convaincu que le gouvernement le soutenait, et personne ne le croyait plus profondément que lui-même. Par sa politique ambiguë, le gouvernement était amené dans une voie qui semblait n'avoir pas d'issue. Soit qu'il y eût eu une entente préalable entre lui et Garibaldi, il sembla, par crainte ou par sympathie, considérer ses préparatifs d'un œil à moitié amical. Peut-être Rattazzi espérait-il encore employer Garibaldi à forcer la main à l'Empereur. Au lieu d'opposer son veto aux plans de révolte à Rome, il donna seulement aux

1. Chambers, *op. cit.*, 202-203, 211 ; Ricasoli, *op. cit.*, VII, 83.

2. Ricasoli, *op. cit.*, VII, 94-95 ; Frigyesi, *L'Italia*, 220.

Romains le conseil d'éviter toute collision avec les Français, et projeta apparemment d'occuper Velletri et Frosinone¹. Pallavicino avait été laissé sans autres instructions qu'un ordre vague de décourager le recrutement des volontaires. Et les affirmations confiantes de Garibaldi au sujet de l'appui du Roi semblèrent trouver leur confirmation dans l'attitude des autorités. Pallavicino but à la santé de Garibaldi en faisant des vœux pour que Victor-Emmanuel fût bientôt couronné au Capitole; des soldats de tous grades désertèrent sans empêchement pour se joindre à l'armée de Garibaldi. Mais de nouveau, comme en mai, les ministres s'effrayèrent. Peut-être leur déférence pour le Roi avait-elle décidé leur connivence malgré leur raison; peut-être Rattazzi craignait-il une répétition du dualisme de 1860; il est plus probable que l'attitude de Napoléon alarma le gouvernement. Pallavicino fut révoqué; le gouvernement essaya d'empêcher les volontaires d'arriver jusqu'à l'île; et une proclamation royale (3 août) qualifia l'expédition d'« appel à la rébellion et à la guerre civile ». La guerre civile semblait, en vérité, imminente, et les amis les plus sincères de Garibaldi reculèrent avec horreur devant cette perspective. Pas un de ses anciens généraux ne voulut le suivre. Fabrizi, Medici et les députés démocrates firent tous leurs efforts pour le dissuader de cette folle entreprise. Mais il avait de nouveau pris le mors aux dents; et, comme c'était son habitude lorsqu'il était embarrassé par les circonstances ou les avis contradictoires, il se réfugia dans une obstination irraisonnée. Confiant dans l'approbation du Roi, sûr que les Français ne lui opposeraient pas d'obstacles immédiats, encouragé par l'arrivée des volontaires et par les désertions de l'armée régulière, il refusa de s'arrêter pour réfléchir. Même alors, les autorités hésitèrent à se déclarer contre lui. Rattazzi espérait encore probablement lui faire entendre raison. Ce ne fut pas avant le 17 août que le gouvernement décida de rompre avec lui, en le proclamant rebelle, et en envoyant Cialdini en Sicile pour mettre l'île en état de siège.

Le lendemain, Garibaldi arrivait à Catane, un conflit avec les troupes n'ayant été évité à diverses reprises que par l'extrême désir des deux partis de n'avoir pas de guerre civile. Il n'avait que 4 000 hommes, en majorité jeunes gens et vaga-

1. Ricasoli, *op. cit.*, VII, 94.

bonds. Si les frégates qui bloquaient le port avaient fait bonne garde, il aurait été impossible à Garibaldi de passer, mais elles fermèrent volontairement les yeux, pour des motifs qu'il n'est guère possible de conjecturer¹, et lui permirent de saisir deux transports à vapeur et de traverser le blocus la nuit avec 2 000 de ses hommes (24 août). Atterrissant à la côte calabraise, tout près de l'endroit où il avait débarqué en 1860, il trouva peu de sympathie dans le peuple; Reggio était occupée par des troupes considérables, et il fut obligé de se replier avec ses hommes qui mouraient de faim et marchaient avec peine sur les hauteurs dénudées d'Aspromonte. Plus de 3 000 hommes de troupes étaient à sa poursuite ayant reçu de Cialdini l'ordre de l'attaquer de suite et de le forcer à se rendre. Il fut obligé de s'arrêter dans sa marche pénible pour recueillir les trainards et se procurer de la nourriture, et donna ainsi aux troupes le moyen de l'atteindre (28 août). Il n'y eut aucune défense, car Garibaldi essaya d'empêcher ses hommes de tirer sur les troupes italiennes, et les meilleurs d'entre eux ne tirèrent pas un coup de fusil². Le combat dura dix minutes, une vingtaine de soldats furent blessés de chaque côté, et Garibaldi, qui avait reçu une balle italienne dans le talon, se rendit à discrétion. Ce fut là une fin digne de toute cette pitoyable affaire; mais si elle ressembla plutôt à une farce qu'à une tragédie, la résolution de Garibaldi d'empêcher à tout prix une guerre civile en rendit l'issue moins dangereuse qu'elle n'aurait pu l'être.

En tout cas, Aspromonte remit en avant, de façon impertune, la question romaine. Le gouvernement s'était montré assez fort pour tenir en échec le parti révolutionnaire, et des hommes comme Fanti, qui, jusqu'à ce jour, auraient préféré que Rome fût momentanément oubliée, se rendirent compte qu'une politique d'attente était maintenant très difficile. Mais lui et tous les autres fonctionnaires responsables savaient que c'était folie que d'essayer d'aller à Rome sans le consentement de l'Empereur. Si Napoléon s'était senti assez fort, il aurait laissé Victor-Emmanuel se faire couronner au Capitole, en acceptant une variante du vieux projet de Vicariat; même

1. Voir Appendice F.

2. Guerzoni, *Garibaldi*, II, 323-324; Chambers, *op. cit.*, 243; Vecchi, *Garibaldi*, 349. La description officielle d'un combat acharné est une pure fiction.

dans les conditions présentes, il écrivit en mai une lettre ouverte, proposant le rappel de la garnison française, à condition que l'Italie reconnaît le territoire restant encore au Pape, et que celui-ci formerait avec le royaume une sorte de fédération¹. Cela épargnait encore à la France la peine de garantir le Pape ; mais celui-ci fut aussi inflexible que jamais au sujet de la réconciliation. Une grande assemblée d'évêques, presque tous non-italiens, qui s'étaient réunis à Rome pour la canonisation de certains martyrs japonais (9 juin), se prononça contre toute concession, et, dirigée par Wiseman et Dupanloup, se déclara pour le maintien du Pouvoir Temporel. Antonelli refusa d'écouter la justification de Napoléon, à moins que les provinces perdues ne lui fussent restituées. Puis vint l'expédition de Garibaldi, et, malgré de furieuses menaces officielles, l'Empereur resta encore, semble-t-il, inébranlable dans sa résolution de retirer ses troupes, et même, bien que ceci pût être différé, consentit encore à ce que les Italiens allassent à Rome, si le Pape prenait la fuite ou si les Romains les appelaient². La position des Français était, en vérité, plus intolérable que jamais après Aspromonte. L'expédition avait augmenté le danger d'un conflit entre les Français et les Italiens ; la défaite que le gouvernement italien avait fait subir à Garibaldi détruisait en grande partie les motifs de l'occupation ; il était impossible d'alléguer que la présence des Français encourageait Rome à la conciliation. Mais la force des catholiques français poussait l'Empereur à un recul temporaire. Thouvenel fut remercié (15 octobre) et son successeur, Drouyn de Lhuys, refusa implicitement d'évacuer.

Le changement de ministère n'était qu'une nouvelle évolution dans la politique d'équilibre de l'Empereur. Il montra qu'« il marquait le pas » et non qu'il avait changé de politique³. Mais l'insuccès de Rattazzi à obtenir de l'Empereur la moindre concession fut un nouveau coup pour le ministère chancelant de Turin. Tous les habiles arrangements du premier ministre n'arrivèrent pas à lui assurer une majorité stable.

1. Bianchi, *Matteucci*, 381-383 ; *Moniteur* du 20 mai ; Thouvenel, *op. cit.*, II, 282, 303, 328 ; Castelli, *op. cit.*, II, 437.

2. Ricasoli, *op. cit.*, VII, 94, 114, 119. Pour la tentative faite par le gouvernement anglais pour entraîner le Pape à Malte, voir Correspondance-Rome (1863), 2 ; Pasolini, *Memoirs*, 249.

3. Taxile-Delord, *op. cit.*, III, 187 ; Thouvenel, *op. cit.*, II, 439.

La droite avait toujours eu des soupçons, et elle ne lui avait accordé des votes de confiance qu'en raison de ses antipathies plus grandes envers les Garibaldiens. Peruzzi, qui était à la tête de la fraction anti-piémontaise, l'avait attaqué pour avoir essayé d'« élargir le Piémont plutôt que de faire l'Italie », et Peruzzi ayant dit que la capitale ne devait plus rester à Turin, il en résulta des clameurs parmi les députés piémontais, qui divisèrent la droite et augmentèrent la confusion dans le parlement. Les Garibaldiens avaient été rendus furieux par les événements de Sarnico et d'Aspromonte, et Rattazzi avait été obligé d'affaiblir son faible cabinet pour y admettre des hommes de paille sortant de leurs rangs. Lorsque le parlement se réunit de nouveau en novembre, la tempête éclata de tous les points. On sentit que la blessure de Garibaldi était une disgrâce nationale ; on crut, ce qui était vrai en partie, que le gouvernement l'avait poussé puis abandonné : et, si un jugement tardif doit attribuer le principal blâme de cette misérable catastrophe à l'obstination de Garibaldi lui-même, il est facile de comprendre la rage et la rancune de la moitié de l'Italie lorsqu'on apprit qu'il était tombé frappé d'une balle italienne. La pitié et l'enthousiasme qui trouvèrent un écho en Angleterre, en Allemagne et en Suède ¹, déchaînèrent en Italie un sentiment qui menaça de mettre la monarchie en danger et de plonger au moins la Sicile dans la guerre civile. Les vengeances sans objet du gouvernement augmentèrent l'animosité. Cialdini poursuivit les volontaires en Sicile et tua sept soldats déserteurs qui s'étaient joints à eux. Le ministère, au lieu d'amnistier Garibaldi de suite, le fatigua par de mesquines cruautés, et attendit que les clameurs qui exigeaient son pardon lui eussent forcé la main. Il n'osa traduire Garibaldi en justice, de peur qu'« une feuille de papier ne tombât de sa chemise rouge » et ne compromît le ministère. Ce ne fut pas avant le mois d'octobre que le tardif pardon fut accordé ; et, lorsque le parlement se réunit à nouveau, la gauche et la droite s'unirent pour attaquer le ministère discrédité. Le 1^{er} décembre, Rattazzi, donna sa démission.

1. Une souscription limitée à un penny (0 fr. 10) ouverte pour lui en Angleterre produisit plus de 1 000 livres sterling. Palmerston lui envoya un lit de malade. Vecchi, *op. cit.*, 358.

CHAPITRE XXXVII

LA CONVENTION DE SEPTEMBRE

Décembre 1862—Septembre 1864.

Faut-il avancer ou se maintenir? LE MINISTÈRE MINGHETTI; la *Consorteria*; le Parlement; le scandale des chemins de fer du Sud. Intrigues du Roi avec Mazzini et Garibaldi. Minghetti essaie de conquérir la Vénétie. Minghetti, la France et Rome; LA CONVENTION DE SEPTEMBRE; les troubles de Turin.

Un amas de difficultés pesait sur le jeune royaume. Les événements d'Aspromonte lui firent sentir quelle blessure mortelle la Papauté et la France avaient faite à Rome, quel cruel dilemme lui était imposé : risquer un conflit terrible avec la France ou bien laisser couver une agitation que tous les vents pourraient raviver et transformer en révolution. Cavour, s'il eût vécu, aurait pu résoudre la difficulté ; mais la maladroite honnêteté de Ricasoli et les pauvres artifices de Rattazzi avaient échoué également, et il ne semblait que trop probable que leurs successeurs se soumettraient à Napoléon ou à Garibaldi. L'Italie avait encore bien d'autres difficultés : l'impossibilité de réduire l'armée tant que la Vénétie resterait au pouvoir des étrangers, la crise financière qui en résultait et devenait toujours plus grave, la désorganisation du Sud, la jalousie entre le Piémont et les nouvelles provinces, la corruption qui s'était glissée de l'administration des anciens gouvernements et des traditions de vie publique qui avaient peu des saines maximes du Piémont. Si mauvaise était la perspective pour la politique intérieure qu'on peut se demander s'il n'eût pas mieux valu pour l'Italie d'abandonner pour un temps Rome et Venise, et de se consacrer aux réformes intérieures et sociales. Une politique d'économies et d'organisation calme l'aurait arrêtée sur la pente glissante qui menaçait de la conduire à la ban-

queroute, aurait réconcilié les classes que les lourdes taxes avaient aliénées, aurait permis de résoudre à tête reposée les problèmes pressants de l'Église, de l'agriculture, des chemins de fer et du gouvernement local. Mais cette question est d'intérêt théorique. Le sentiment est toujours plus puissant que le calcul en face de l'excitation du moment ; une politique qui rejetait l'expansion nationale au second plan était impossible. Quand, après la chute de Rattazzi, Pasolini et après lui San Martino, essayèrent de former un cabinet « administratif », sans distinction de partis, leurs efforts échouèrent de suite. Une politique d'attente étant impossible, la seule alternative était de résoudre au plus vite les questions relatives à Rome et à Venise. Mais chaque mois apportait une preuve nouvelle de la perte cruelle que l'Italie avait faite en la personne de Cavour. Ricasoli et Rattazzi avaient eu au moins quelque idée des besoins de leur pays, ils avaient compris ce que réclamait la dignité nationale. Après eux, le gouvernement passa aux mains triviales d'hommes sans courage ou sans capacité, gens de bas idéal et de tortueux compromis, dont le manque de principes et d'énergie permit au pays de s'embourber encore plus profondément au dehors et au dedans.

Le chef nominal du nouveau ministère était Farini. Si Farini avait été dans toute sa vigueur, il aurait pu faire un premier ministre assez capable. Mais l'affaiblissement mental qui avait suivi la tension d'esprit nécessitée par les annexions se transforma rapidement en insanité, et au mois de mars suivant, les progrès de la maladie l'obligèrent à se retirer dans la vie privée. Les chefs réels du ministère étaient Minghetti, qui avait le portefeuille des finances et qui, après la retraite de Farini, prit aussi les fonctions de premier ministre, et Peruzzi. Minghetti avait été, en 1850, un des ultra-modérés de la Romagne, désireux de se concilier le Pape et d'obtenir tout au plus l'autonomie pour les Légations. Mais il avait eu des rapports étroits avec Cavour et les chefs piémontais, et, en 1859, il avait été emporté avec beaucoup de membres du parti par le courant d'opinion qui se précipitait vers l'unité. Ce fut peut-être le meilleur orateur parlementaire de l'époque en Italie, bien que ses discours sentissent l'effort et eussent plus de poli que d'arguments persuasifs. Il avait étudié sérieusement et originalement l'économie poli-

tique et avait des idées nouvelles avec une pointe de socialisme. Mais il était plus vif à saisir des idées qu'à en faire l'expérience ; c'était un homme effacé et faible qui avait gagné le « mépris respectueux » du pays, et dont le manque de fermeté et l'entière incapacité à prendre des mesures énergiques firent un dangereux chef de parti. Mauvaise administration des finances, chaos administratif, humiliations nationales, tel est le bilan de cet homme médiocre, animé d'assez bonnes intentions, de principes assez élevés, de capacités assez modérées, et d'une faiblesse absolue dans l'exécution. Son collègue et rival, Peruzzi, qui avait subi une évolution analogue en Toscane, s'était fait connaître depuis peu par l'invention de la phrase suivant laquelle l'Italie ne pouvait être gouvernée de Turin ; c'était un sectaire à l'esprit étroit, qui détestait le Piémont au moins autant qu'il aimait l'Italie. Sous sa direction et celle de Spaventa, le ministère de l'intérieur devint le centre d'une police secrète, dont les méthodes relevaient plutôt de l'ancien despotisme que d'un gouvernement libre. La répression de la presse ou sa corruption secrète, l'emploi d'agents secrets dont les associés étaient des gens immondes, la compilation d'un « dictionnaire des suspects ¹ », montrèrent combien il était difficile à des hommes élevés sous un pouvoir despotique de gouverner selon l'esprit des institutions libres. Le ministère des affaires étrangères, après avoir été occupé peu de temps par Pasolini, passa à Visconti-Venosta, jeune noble lombard qui avait été disciple de Mazzini, mais qui, depuis qu'il était passé à la droite, était devenu diplomate dans toutes les fibres de son corps, prudent, modéré et timide. Dans leur petite sphère d'idées, les ministres avaient d'excellentes intentions, mais ils n'avaient guère de programme, excepté un programme négatif, guère de pensées pour le lendemain, nul courage pour essayer d'affronter les problèmes dont la solution pressait. Leur politique consista à tuer le temps ; et, dans la condition de l'Italie d'alors, tuer le temps était synonyme de désastre. Les finances allèrent de mal en pis. Leur législation sociale commença et finit avec les commissions parlementaires. Leur politique ecclésiastique fut le développement du système de mesquines

1. Zini, *Storia*, II, 1117, 1119, 1138 ; Garnier, *Royaume*, 46-47 ; *Debates* par Hansard, CLXX, 1436-1437 ; Cantù, *Cronistoria*, III, 591.

tracasseries qu'on avait commencé à employer sous Rattazi contre le clergé. La Sicile et Naples furent maintenues sous l'autorité militaire dont l'apogée fut la fameuse loi Pina qui, bien que nécessaire en elle-même, ne pouvait prendre la place de la législation sociale qui était le seul remède durable.

Mais la plus grande accusation qu'on puisse porter contre le cabinet Minghetti est peut-être l'encouragement qu'il donna aux attaques contre le Piémont. Les régionalistes se vengèrent de l'échec de leurs projets par une factieuse attaque contre tout ce qui était piémontais, et ils se vengèrent de l'intolérance de la capacité par l'intolérance de la médiocrité. Le sot discours qu'avait fait Peruzzi pendant l'été précédent avait provoqué la rupture depuis longtemps menaçante entre les membres de la droite, et le parlement fut paralysé par la misérable lutte entre le « piémontisme » et « la cabale » (*Consorteria*). Un gouvernement moins imbu de l'esprit de parti et plus sage eût essayé de calmer l'esprit de faction qui s'emparait de la Chambre et du pays. Mais Minghetti, et encore plus Peruzzi et Spaventa, ne pouvaient oublier leur passé ; les quelques Piémontais qui faisaient partie du cabinet occupaient des postes subalternes, et le ministère se jeta du côté de la *Consorteria*, corrompant la presse, dit-on, pour la décider à plaider le transfert de la capitale à Florence, égalisant l'impôt foncier, mesure qui, bien qu'équitable en principe, pesa lourdement sur les « vieilles provinces » et servit d'aliment à leur animosité¹. Dans l'apathie et l'avilissement de l'opinion publique qui avaient suivi les désillusions de l'année précédente, il fut facile à l'esprit de faction d'absorber la politique. Un trop grand nombre de députés avaient appris dans l'exil ou dans un passé d'opposition des traditions qui les rendaient impropres à la vie parlementaire et leur faisaient apparaître la critique comme plus importante que la législation. En l'absence de personnalités marquantes ou de partis organisés qui auraient pu en tenir place, le parlement fut aussi faible que le ministère. La vieille majorité cavourienne se désagrégea et la Chambre fut divisée en petits groupes basés sur des affinités personnelles ou locales plutôt que sur des principes ; trop resserrés et trop mal dirigés

1. Alfieri, *L'Italia liberale*, 62, 69 ; M^{me} Rattazzi, *Rattazzi*, I, 657 ; Galeotti, *Prima legislatura*, 144-150 ; La Farina, *Epistolario*, II, 530.

pour suivre une règle de conduite sage, rendant impossible au gouvernement de compter sur une majorité stable, et l'encourageant à se maintenir en fonctions grâce à sa dextérité parlementaire plutôt qu'à la fermeté de sa direction.

Les scandales des chemins de fer du Sud mirent tristement en lumière la nature soupçonneuse et l'esprit de parti qui dominaient à la Chambre. Un des devoirs les plus évidents du nouveau royaume avait été d'encourager les chemins de fer, surtout dans le Sud. « Les chemins de fer, disait Ricasoli, feront plus pour supprimer le brigandage que dix brigades de soldats. » La Chambre avait accordé une concession pour les chemins de fer du Sud à Bastogi, banquier de Livourne et ministre des Finances dans le cabinet Cavour en 1861. Au printemps de 1864, de vilaines rumeurs répandirent qu'on avait usé de la corruption, et, à l'instigation de la gauche, un comité fut nommé pour faire une enquête sur ce scandale. Bien que le rapport impliquât Bastogi et un autre député, il purifia l'air. Les chefs de cabinet n'avaient jamais été corrompus ; tous les hommes d'État de la Révolution qui n'avaient pas de fortune personnelle, moururent pauvres. Et, quoique la pureté sans tâche du parlement subalpin eût disparu, l'empressement que mit la Chambre à se réhabiliter et les découvertes du comité ôtèrent tout fondement aux accusations de corruption générale. Les rumeurs persistantes que le comité ne fit rien pour calmer, s'adressaient surtout à l'esprit de parti qui remplaçait le patriotisme de trois ans plus tôt.

L'inévitable effet de l'incompétence du gouvernement et du parlement fut d'encourager le parti révolutionnaire. La politique de Mazzini était, alors comme auparavant, de prendre avant Rome Venise pour but ; il ne considérait pas la lutte pour conquérir la Vénétie simplement comme un pas vers l'achèvement de l'unité italienne, mais comme faisant partie d'une politique européenne qui diviserait l'empire autrichien d'après les nationalités qui le composaient, et qui, en libérant les Slaves de Galicie, viendrait en aide aux insurgés polonais. Ainsi, l'Italie, en contribuant à l'organisation de l'Europe orientale¹, sanctifierait sa transformation en une nation com-

1. Mazzini, *Opere*, XIII, CLIX, 71-73.

plète. L'espoir de Mazzini était de forcer le gouvernement à entreprendre une guerre pour conquérir la Vénétie ; à un certain moment, après l'incident d'Aspromonte, il fut disposé, comme en 1859, à suspendre sa propagande républicaine et à accepter la monarchie, si le pays le voulait. Il reconnaissait que, sans l'armée, il était impossible de chasser les Autrichiens du Quadrilatère. Mais il était convaincu que le gouvernement n'en prendrait jamais l'initiative, et son plan était d'organiser une insurrection de Trente au Frioul, d'enrôler des volontaires dans l'Italie libre pour aider les insurgés, et de créer un irrésistible complot de l'opinion qui pousserait le gouvernement à la guerre. Son alliance lui fut demandée assez étrangement par le Roi, qui était plus que jamais irrité par les restrictions constitutionnelles et suivait activement une politique secrète non officielle souvent tout à fait opposée à celle de ses ministres et féconde en intolérables embarras dans le fonctionnement régulier du gouvernement. Dans cette occasion peut-être, on peut le lui pardonner, car il représentait plus véritablement le pays que le faible cabinet Minghetti. Il était agacé par la timidité des ministres et avait hâte de conquérir la Vénétie et de frapper un coup peut-être mortel à l'Autriche détestée ; il aurait été heureux aussi si, comme en 1861, en mettant Venise en avant, il avait pu pendant quelque temps faire oublier Rome au pays ¹. Il n'avait pas partagé l'intolérance de Cavour et des Modérés à l'égard de Mazzini, et, en mai 1863, il commença à se rapprocher de lui par l'entremise d'un agent secret ; Mazzini, découragé par l'insuccès de ses préparatifs en Vénétie, promit volontiers sa coopération à condition que le concours de la France ne serait pas demandé. Après un ennuyeux marchandage politique, les deux alliés semblent avoir décidé que Mazzini fomenterait une insurrection qui servirait de prétexte à une intervention du gouvernement, et que le Roi fournirait des armes aux insurgés. Un soulèvement devait avoir lieu simultanément en Hongrie et en Galicie pour placer les Autrichiens entre deux feux, et le Roi fut assez confiant pour

1. Diamilla-Müller, *Politica segreta, passim*. On peut maintenant accepter en toute sécurité ces révélations comme véritables. Voir Mazzini, *Opere*, XIV, I.XIII, 134-138 ; Tavallini, *Lanza*, I, 359 ; Mario, *Mazzini*, 428. Une partie de cette correspondance fut publiée pour la première fois en 1872 comme *Corrispondenza inedita di G. Mazzini con* ***.

croire que l'Angleterre enverrait sa flotte dans l'Adriatique ou abandonnerait Malte comme gage de sa bienveillance¹. Mais il semble s'être alors rendu compte des difficultés. Il savait que, seul, il ne pourrait vaincre l'Autriche, surtout alors que la question du Schleswig-Holstein avait semblé la réconcilier à la Prusse. Bien qu'il eût en apparence gagné quelques-uns de ses ministres², la majorité du cabinet, soit qu'elle ignorât ou non la complicité du Roi, avait annoncé son intention de réprimer toute agitation irrégulière (janvier 1864). Les ministres essayèrent d'obtenir l'appui de Napoléon pour un projet contraire, et Pasolini rapporta de Paris, où les intrigues du Roi étaient bien connues³, des ordres qui s'opposaient à toute attaque contre la Vénétie. Mazzini pressa le Roi de congédier ses ministres, de faire revenir Ricasoli au pouvoir, et d'en appeler au pays, certain que la majorité serait favorable à la guerre. Une telle politique, toute tyrannique qu'elle fût, aurait pu épargner à l'Italie beaucoup de déshonneur ; mais le Roi hésita à l'adopter, et Mazzini, depuis longtemps irrité de son indécision, rompit les négociations (mai).

Victor-Emmanuel avait probablement, depuis quelques mois déjà, reporté ses espérances sur Garibaldi. L'idée maîtresse des plans faits deux ans auparavant reparut, et il sembla naturel que, si une révolution éclatait en Galicie sous les auspices des Italiens, Garibaldi fût envoyé pour la diriger. Peruzzi, du moins, donna son adhésion à ce plan, et il y eut sans doute dans le secret des personnes qui considérèrent le projet comme un moyen commode d'éloigner Garibaldi⁴. Pour sa part, il chérissait depuis un an un projet de cette sorte, autant pour aider les Polonais que pour harasser l'Autriche. Le Roi, oubliant l'hostilité qui existait entre Slaves et Magyars, se mit en relations avec les exilés hongrois, et Garibaldi aida Mazzini à préparer simultanément une révolte en Vénétie. Garibaldi était en voyage en Angleterre⁵ lorsque les

1. Diamilla-Müller, *op. cit.*, 64. Pour une autre tentative pour s'emparer de Malte, voir *Ib.*, 165, mais *contra*, Guerzoni, *Garibaldi*, II, 373.

2. Tavallini, *Lanza, loc. cit.*

3. Bonfadini, *Arese*, 317, 436.

4. Diamilla-Müller, *op. cit.*, 93-94.

5. La principale raison de ce voyage semble avoir été simplement un désir de faire plaisir aux nombreux amis anglais qui l'avaient invité. Jusque-là, Palmerston s'y était opposé de crainte que cela n'offensât l'Empereur et ne menât à une

propositions de Victor-Emmanuel lui parvinrent ; après quelque hésitation, il les accepta, et, aussitôt son retour, alla à Ischia où il devait s'embarquer pour la Roumanie sur un navire fourni par le Roi. Jusque-là, le secret avait été bien gardé, mais des bruits sur l'expédition commencèrent à se répandre, et les meilleurs amis de Garibaldi essayèrent de l'en dissuader, le projet paraissant si téméraire, ayant tellement l'air suspect d'une tentative pour l'attirer dans un danger et peut-être à la mort, en tout cas pour l'empêcher de diriger le soulèvement imminent en Vénétie. Bertani et quelques députés de la gauche publièrent une protestation anonyme (10 juillet) qui faisait connaître ce projet au monde et le déclarait une machination royale préparée dans un but royal¹. Le Roi fut effrayé de cette publicité soudaine qui le compromettait aux yeux des gouvernements étrangers et de ses propres ministres. De mauvaises nouvelles arrivèrent de Roumanie, où le prince Couza, jusque-là complice du complot, se déclarait contre lui. Le Roi rompit à la hâte les négociations ; et Garibaldi, indigné de ce qui paraissait être une trahison de ses amis, retourna à Caprera.

Tandis que le Roi et ses conspirateurs complotaient le morcellement de l'empire autrichien et la reconstitution de l'Europe orientale par une guerre révolutionnaire, ses ministres essayaient de conquérir la Vénétie par voie diplomatique. Ils détestaient les forces populaires irrégulières dont Cavour se serait emparé et qu'il aurait guidées, et ils savaient que l'Italie n'était pas en situation de combattre seule contre l'Autriche. La situation européenne semblait leur offrir l'occasion de gagner la Vénétie à leur propre façon. Le gouvernement russe avait excité les Polonais jusqu'à les faire se révolter (janvier 1863) et, bien que Bismarck se hâtât de

agitation des radicaux en Angleterre, mais à ce moment il donna son consentement à condition que Garibaldi fût entre les mains d'hôtes tels que le duc de Sutherland, qui seraient responsables de sa conduite. Bientôt après l'arrivée de Garibaldi, Palmerston redevint inquiet, et, grâce à une manœuvre déloyale, Garibaldi fut presque embarqué de force sur le yacht du duc de Sutherland et ramené à Caprera : Guerzoni, *Garibaldi*, II, 340, 347, 370-378 ; Diamilla-Müller, *op. cit.*, 154-168.

1. Mario, *Bertani*, II, 305 ; Mazzini, *Opere*, XIV, cxix ; Diamilla-Müller, *op. cit.*, 173.

manifestes ses sympathies à l'égard des méthodes employées par ce gouvernement, celui-ci avait scandalisé l'opinion honnête en Europe. L'Angleterre et la France éprouvaient une vive sympathie pour les Polonais, et une guerre européenne semblait probable, dans laquelle les puissances occidentales plus libres se rangeraient contre la Russie et la Prusse, tandis que l'Autriche pourrait être attirée dans une alliance par les unes ou les autres. Il serait difficile pour l'Italie de conserver la neutralité en pareille occurrence, et il semblait y avoir quelque espoir de gagner la Vénétie, quel que fût le parti en faveur duquel l'Autriche se déclarât. Si elle se rangeait du côté de la Russie, la Vénétie pourrait être obtenue au moyen d'une alliance française bien que le Roi et les révolutionnaires eussent juré d'y renoncer ; si l'Autriche se joignait aux puissances occidentales, on pourrait lui persuader, dans l'intérêt de la coalition, de vendre la province ou bien de l'échanger contre un territoire dans l'Est. Un calcul machiavélique aurait pu détourner tout concours des Polonais qui, s'ils triomphaient, ajouteraient leur poids à la coalition catholique qui soutenait Rome contre l'Italie ; il existait une forte et croissante opposition contre toute politique comportant une alliance avec la France. Mais du moins l'honneur, sinon l'intérêt, conseillait de soutenir le parti qui cherchait la liberté, et Arese fut envoyé à Paris (mars 1863) pour suggérer une alliance des trois puissances. Il trouva l'Empereur désireux de former une combinaison avec l'Angleterre et l'Autriche, et préférant, même s'il ne pouvait gagner que la dernière, commencer la guerre tout de suite. Il avait hâte de s'acquitter de sa promesse de 1858 en obtenant pour l'Italie la Vénétie et peut-être le Trentin, et il est possible que l'incorrigible faiseur de projets rêvât encore que, si l'Italie avait la Vénétie, on pût tailler dans le Sud un État séparé sous le protectorat français ¹. Mais il ne voulait pas rompre avec l'Autriche, et il revint à son ancien projet d'un échange contre la Bosnie. Lord John Russell désirait cet échange autant que Napoléon, et consentait à ce que l'Autriche prît la Roumanie ou même la Pologne ; mais, quoique Palmerston fût prêt à conclure une alliance avec la France et à risquer une guerre, il fut obligé de céder aux

1. Pasolini, *Mémoires*, 280.

tendances pacifiques de son cabinet¹. Même alors, si l'Empereur avait conservé quelque chose de son ancienne énergie, une alliance entre la France, l'Italie et l'Autriche, impliquant l'abandon de la Vénétie par cette dernière, aurait été possible². Mais il était « comme un homme immobile dans l'obscurité parce qu'il craint de se frapper la tête contre un pilier. » Dans ce dilemme, il essaya de réunir un congrès, ce qui était toujours son refuge favori dans les perplexités internationales, et les puissances furent invitées à se réunir à Paris (1^{er} novembre 1863) pour déterminer la nouvelle Europe qui avait remplacé celle de 1815. Mais tous les gouvernements, sauf l'Italie, répondirent par un refus catégorique. A ce moment, la mort du Roi de Danemark (15 novembre) mit à l'ordre du jour la question du Schleswig-Holstein. L'Angleterre, indignée par la façon d'agir de la Prusse et de l'Autriche, était désireuse de s'assurer l'alliance de la France dans ses efforts pour préserver le Danemark. Une entente ne semblait pas impossible, car l'agitation libérale en France poussait l'Empereur à chercher des projets qui pussent détourner l'attention des affaires intérieures par une politique étrangère avancée ; et, comme l'alliance momentanée des deux puissances germaniques rendait impossible une marche sur le Rhin, il pensa à demander la cession de la Vénétie « à la pointe de l'épée », et il semble avoir espéré l'appui de l'Angleterre³. Mais ses plans, généreux comme ils le furent si souvent, restèrent en suspens.

Et Minghetti, perdant tout espoir de gagner la Vénétie avec l'aide de l'Empereur, tourna ses pensées vers Rome.

La première politique du ministère avait été de laisser dormir la question romaine⁴. Après l'incident d'Aspromonte, l'Europe catholique devint plus hostile que jamais, et, bien que les gouvernements de la France et de l'Autriche fussent prêts à subordonner les intérêts de l'Église aux considérations politiques, ils ne pouvaient négliger le sentiment catholique

1. Pasolini, *Mémoires* 277, 290-292 ; Bonfadini, *op. cit.*, 310-317, 432 ; Bonghi, *L'Alleanza*, 80.

2. Castelli, *Carteggio*, I, 481, 483, 486-487.

3. Pasolini, *op. cit.*, 300 ; Castelli, *op. cit.*, I, 492-493, 508.

4. Pasolini, *op. cit.*, 252 ; Bonfadini, *op. cit.*, 320 ; voir la note de Visconti-Venosta du 9 juillet 1863.

qui les poussait à protéger le Pape. Toute cette question était si épineuse et si compliquée, que Ricasoli lui-même consentait maintenant à la laisser reposer jusqu'à la mort du Pape. Une nouvelle et faible tentative de réconciliation fut faite sur les bases des propositions de l'Église libre. Cette tentative échouant, il y eut, dans le parti modéré, des influences qui, malgré Aspromonte, auraient accueilli une renonciation ou un ajournement indéfini des droits sur Rome¹, ou qui auraient échangé une garantie temporaire du territoire restant encore au Pape contre l'union commerciale de ce territoire avec l'Italie et la promesse d'un meilleur gouvernement pour les Romains, jusqu'à ce qu'un changement dans les sentiments catholiques amenât le pouvoir temporel à crouler de lui-même². Peut-être, en vérité, alors comme deux ans auparavant, la politique la plus sage aurait-elle été d'attendre que la colère se fût apaisée et que la force des circonstances donnât à l'Italie ce dont elle avait besoin. Mais, quelque sage qu'elle fût au point de vue abstrait, l'opinion publique rendait une pareille politique impossible, et, jusqu'à ce que Rome fût gagnée, le pouvoir temporel comportait l'inquiétude, le brigandage et la réaction à l'intérieur, et des froissements toujours nouveaux avec la France au dehors. L'Italie ne pouvait se permettre de s'aliéner la France ; si elle voulait Venise dans un avenir rapproché, il lui fallait au moins conserver la neutralité amicale de la France, et pour cela, aussi bien que pour la paix du pays, le gouvernement fut obligé, malgré lui, de reprendre des négociations épineuses et fatigantes.

L'Empereur, de son côté, désirait, comme toujours, s'échapper de Rome. Il sentait tout le danger des complications européennes qu'amenait l'occupation ; en vue d'une guerre possible sur le Rhin, il n'osait s'aliéner entièrement l'Italie ; il n'avait aucune tendresse personnelle pour le Pape ou le Pouvoir Temporel, et il était de plus en plus irrité par le scandale des abus de la cour papale et par l'effronterie avec laquelle elle recevait l'aide de la France et repoussait dédaigneusement ses conseils. Le succès électoral des libéraux lui fit sentir qu'il devait faire quelque chose pour se les con-

1. Pasolini, *op. cit.*, 249 ; Bon Compagni, *Chiesa*, 106, 117.

2. Jacini, *Questione*, 69-87.

cilier ; Rouher avait pris le ministère à la fin de 1863, à condition que les Français évacueraient Rome incessamment¹. En même temps, Napoléon craignait plus que jamais de rompre avec les cléricaux qui, malgré leur irritation, soutenaient encore le gouvernement. Il y avait une majorité cléricale dans le ministère ; l'Impératrice était passionnément hostile à l'Italie ; l'opinion française était en général antipathique, et, même parmi les libéraux, et quoiqu'ils désirassent vivement la chute du pouvoir temporel, l'Italie comptait peu de vrais amis. Mais il avait uni sa destinée à celle de l'Italie ; selon qu'il en userait avec elle, le sort en userait aussi avec lui. S'il avait été fort, s'il s'en était remis à l'appui des libéraux et s'il eût défié les cléricaux, il aurait peut-être rendu sa position inexpugnable à l'intérieur, et une alliance avec l'Italie eût relevé son prestige pâlisant en Europe. Mais « il n'avait pas de génie et craignait la liberté » ; son indécision augmenta à mesure que sa santé déclinait et qu'il avançait en âge ; les grands projets de politique européenne qui avaient jeté leur lustre sur les dix premières années de son règne s'en allèrent, consumés par une crainte dévorante. Il n'osa prendre franchement parti pour le libéralisme ; de plus en plus, après maintes hésitations qui semblèrent montrer qu'il avait conscience de sa fatale erreur, il céda à l'influence des cléricaux qui, plus soucieux de la Papauté que de leur propre pays, le poussèrent sur la pente qui aboutit à Sedan.

Mais il ne s'était pas encore complètement rendu, et, comme d'habitude, il se réfugia dans un compromis. Il proposa de retirer ses troupes à condition que l'Italie garantît le territoire papal actuel, et renonçât, au moins temporairement, à ses droits sur Rome. En principe, c'était là la même chose que le dernier et le moins heureux des projets de Cavour, et les négociations semblèrent être la continuation de celles qui avaient été abandonnées à sa mort. Pendant l'été de 1864, la Convention commença à prendre une forme définie ; d'après ses stipulations définitives, ainsi qu'il apparut en septembre, l'Italie garantissait le territoire pontifical de toute attaque venant du dehors ; en retour, les Français s'engageaient à retirer leurs troupes avant deux ans². Jusque-là, la Con-

1. Castelli, *op. cit.*, I, 489.

2. Il y avait apparemment une clause dans un projet antérieur qui obligeait la France à aider l'Italie si l'Autriche l'attaquait : Ricasoli, *Lettere*, VII, 240.

vention suivait les bases du projet de Cavour, bien qu'avec des modifications tout à fait désavantageuses. Mais les négociations reposaient surtout sur la garantie, réelle ou ostensible, que l'Italie devait donner de sa fidélité à observer le traité, et, à la suggestion malheureuse de Pepoli¹, un protocole, qu'on avait probablement l'intention de tenir secret, obligeait le gouvernement italien à transférer la capitale de Turin dans une autre ville. Que ce fût Naples ou Florence, le transfert devait servir de preuve à l'Europe catholique que l'Italie avait choisi sa métropole et renonçait à ses droits sur Rome. Mais traité et protocole étaient tous deux volontairement déloyaux, et il était entendu entre les deux gouvernements que l'objet du pacte était de jeter de la poudre aux yeux des catholiques. « Il faut, dit l'Empereur à Pepoli, une solution qui me permette de faire croire aux gens que vous avez renoncé à Rome, tandis que vous pourrez laisser supposer que vous n'y avez pas renoncé² ». Le point principal de la Convention était ce qu'elle taisait. L'éventualité d'un soulèvement des Romains était omise à dessein, et quand, plus tard, il fut impossible de l'exclure, il fut convenu que, si les Romains rendaient le gouvernement du Pape impossible, ou si des « cas exceptionnels » se présentaient, la France et l'Italie reprendraient toutes deux leur liberté d'action³. On ne peut douter qu'au moment où la Convention fut faite, l'Empereur ne comprît aussi clairement que le gouvernement italien qu'un soulèvement sérieux à Rome serait suivi de l'occupation de la ville par les Italiens. On adopta une phrase disant que la Convention « mettait la souveraineté papale dans les conditions de toute autre souveraineté », c'est-à-dire faisait dépendre son existence du bon vouloir de ses sujets ou de leur incapacité à se révolter. La phrase de Cavour suivant laquelle les Italiens iraient à Rome

1. Castelli, *op. cit.*, II, 292; Minghetti, *Ai suoi elettori*, 53; mais voir Tavallini, *op. cit.*, I, 309.

2. Veroli, *Pepoli*, dans *Riv. Eur.*, XXIX, 1204; voir *Ib.*, XXXI, 103, 110-111; Pasolini, *op. cit.*, 526; Minghetti, *op. cit.*, 53. Drouyn de Lhuys accepta probablement cette interprétation: Veroli, *op. cit.*, XXXI, 104; Bianchi, *Matteucci*, 404; Massari, *Vittorio Emmanuele*, 415; Castelli, *op. cit.*, II, 21, malgré ses dépêches postérieures, et Harcourt, *Drouyn de Lhuys*, 159. Voir aussi sur Rouher: Castelli, *op. cit.*, II, 14, et voir *Ib.*, II, 41.

3. Lettre de Drouyn de Lhuys du 30 octobre 1864; lettre de La Marmora du 7 novembre 1864; Minghetti, *op. cit.*, 59; discours de Lanza du 20 septembre 1880, cité dans Cadorna, *Liberazione*, 51.

par des « moyens moraux », fut trouvée utile et commode. Au temps de Cavour, alors qu'on pouvait encore espérer que la force de l'opinion forcerait Rome à un compromis immédiat, qu'il était encore probable que les Romains rendraient le gouvernement du Pape impossible et que les Italiens pourraient intervenir pour préserver la ville de l'anarchie, la phrase, toute douteuse que fût même alors sa sincérité, avait un sens. Maintenant elle signifiait trop ou trop peu. Quand Cavour et Ricasoli avaient échoué, les chances d'amener le Pape, à ce moment-là, ou pour des années à venir, à prendre des mesures raisonnables ou conciliatrices, étaient trop lointaines pour entrer dans les calculs de toute autre politique que celle d'un utopiste. Quelque fondée que fût l'assertion des Italiens que les Romains désiraient être absorbés dans le royaume, la désorganisation des libéraux à Rome et le droit de maintenir une armée, qui était spécifiquement assuré au Pape d'après la Convention, rendait impossible un soulèvement, spontané ou non soutenu, des Romains, ou bien le condamnait à échouer. C'est ce qu'on reconnaissait en général, quoique pas toujours, et on eut l'intention de fortifier les libéraux romains par des moyens ténébreux, ou de machiner quelque pauvre semblant de révolution qui donnerait aux Italiens un prétexte d'intervenir¹. « Les méthodes morales, dit un critique italien, cela veut dire qu'après avoir promis de ne pas prendre Rome par la force, nous faisons tout ce que nous pouvons pour la prendre par la propagande ». La propagande était aussi opposée à l'esprit de la Convention que l'était la force; mais une propagande, même soutenue par la protection du gouvernement, n'était pas suffisante. La force, et la force seule, pouvait donner Rome à l'Italie; et, bien que le récent commentaire offrit théoriquement un moyen de s'échapper, la lettre même du traité, si elle avait un sens quelconque, engageait l'Italie, d'honneur, à ne jamais recourir à la force. Mais les équivoques intentionnelles furent aussi utiles au gouvernement italien qu'elles l'étaient à l'Empereur. Tandis que les ministres français pouvaient alléguer que la Convention faisait de l'Italie le défenseur du pouvoir temporel, les hommes d'État italiens protestaient que Rome restait le but de l'ambition italienne, que la nouvelle capitale n'était qu'une « étape » (*tappa*) dans

1. Castelli, *Ricordi*, 166; Harcourt, *op. cit.*, 187.

la marche vers le Capitole¹. Mazzini protesta avec indignation contre une interprétation qui équivalait à dire : « si les Français quittent Rome, nous trouverons des occasions d'é luder nos promesses ». Si la Convention avait été loyale, la Chambre aurait effacé de ses annales le vote qui acclama Rome comme capitale. Mais l'Italie choisit à ses risques et périls la route facile du déshonneur, et elle refusa d'écouter d'Azeglio lorsque celui-ci avertit le Sénat que le mauvais exemple de l'équivoque donné par les classes supérieures amènerait forcément son châ timent.

Si la Convention ne peut être défendue au point de vue moral, elle ne se recommande guère davantage pour ses raisons d'utilité. Le changement de capitale était une faute dont la gravité ne fut comprise que dans les mois qui suivirent. C'était, ou bien une indigne concession aux ordres de la France, ou l'expression d'une jalousie également indigne contre le Piémont. Les raisons militaires qu'on allégu a ne furent qu'un simple prétexte². Si Rome devait être postérieurement la capitale, le changement provisoire du siège du gouvernement entraînerait seulement des froissements, des dépenses et une désorganisation inutiles. C'était tenter une expérience dangereuse que d'exciter la colère de Turin, d'échanger son calme et sa loyauté éprouvée contre l'inconnu de Florence. Cavour avait condamné le changement; Minghetti avait dit lui-même, moins de deux ans auparavant, qu'« une nation ne peut déplacer deux fois sa capitale ». Mais les chefs de la *Consorteria* virent l'occasion qui s'offrait à eux de détruire d'un seul coup la prééminence du Piémont, et ils n'eurent pas honte de flatter les misérables jalousies locales qui réclamaient l'humiliation de la province qui avait délivré l'Italie. Si le protocole fut absolument malfaisant, on ne peut en dire beaucoup plus de la Convention elle-même, quoique, même maintenant, après trente-cinq ans, l'historien partage les difficultés que peut avoir l'Italie contemporaine à en évaluer les bénéfices et les pertes. Sans doute, ce fut là un grand

1. Ainsi Minghetti, *op. cit.*, 58-59; Castelli, *Carteggio*, II, 88, 172, 318, 371; Id., *Ricordi*, 166. Ainsi Lanza : Tavallini, *op. cit.*, I, 325; Ricasoli, *Lettere*, VII, 248-249; le Roi : Cordova, *Discorsi*, I, 155; le cabinet Minghetti : lettre de Nigra du 15 septembre; La Marmora : sa lettre du 7 novembre; la commission parlementaire : Ghiron, *Annali*, II, 91, 94, 98. Voir aussi Bonfadini, *Roma nel 1867*, 50-51.

2. Veroli, *op. cit.*, XXIX, 1205; Della Rocca, *Autobiografia*, II, 148.

profit d'obtenir que les Français quittassent Rome, bien que des diplomates d'un degré plus élevé que Nigra et Visconti-Venosta eussent vu le danger du délai de deux ans, l'inconséquence de permettre au Pape de conserver des troupes mercenaires, la possibilité que la France répudiât la Convention secrète pour s'appuyer sur les seuls termes du traité. Jusqu'à un certain point, il est vrai, et en exceptant le protocole, le traité satisfait la dignité nationale ; il diminue pour le moment les froissements entre la France et l'Italie ; il put peut-être effrayer suffisamment le Pape pour le décider à calmer un peu son hostilité. Mais ces avantages étaient achetés à un prix trop élevé. Le traité plaçait l'Italie dans la situation tout à fait fautive de protectrice de son ennemie la plus cruelle et la moins scrupuleuse, ce qui, tôt ou tard et fatalement, mettrait le gouvernement en conflit avec les esprits les plus généreux et les plus impatients du pays ; il était impossible de protéger effectivement contre des envahisseurs la longue frontière qui courait par-dessus des montagnes et des plaines marécageuses, et Mazzini exagérait à peine en déclarant que ce traité décrétait un « Aspromonte permanent ». La grande majorité de la nation ne voulut pas non plus tolérer une renonciation, nominale ou réelle, à ses droits sur Rome. « L'Empereur a apporté la confusion dans notre maison, » gémit Ricasoli. La seule défense de la Convention est que c'était la meilleure politique possible dans les circonstances actuelles, qui faisaient de la prise de Rome par la force le signal d'une guerre avec la France. Mais, plutôt que d'entacher la loyauté de l'Italie, plutôt que de placer une nouvelle source de discordes entre le gouvernement et le peuple, il eût mieux valu attendre, accepter l'hostilité de Rome et la défier de faire pire, attirer les catholiques raisonnables dans le parti de l'Italie, en encourageant les prêtres libéraux et en accordant à l'Église sa liberté. Si l'Italie avait agi ainsi, elle aurait, sans compromettre son honneur, fatigué la France jusqu'à lui faire donner son consentement, ou, au pis aller, elle pouvait s'en rapporter au hasard, à une occasion que la force décroissante de l'Empire et la perspective d'un conflit entre la France et l'Allemagne promettaient de fournir bientôt.

La Convention fut signée le 15 septembre. A un moment donné, les négociations avaient été presque rompues à cause de l'opposition du Roi, et ce n'avait été que sous une menace

de démission que Victor-Emmanuel, plus prévoyant que ses ministres, avait cédé. Les ministres eux-mêmes, bien que loin de sentir l'orage qui se rapprochait, se rendaient compte qu'il y avait des ennemis en réserve, et ils avaient essayé de s'en garantir en admettant des Piémontais dans le cabinet. Mais La Marmora, Lanza et Sella refusèrent d'entrer dans le ministère discrédité et croulant. Le 18 septembre, la Convention et le protocole étaient tous deux connus. Dans beaucoup de parties de l'Italie, ils furent accueillis avec joie par la sotte faction qui se souciait plus d'humilier Turin que de protéger l'honneur national. Beaucoup de personnes qui n'avaient point de sympathie pour la *Consorteria*, furent trompées pendant un moment par le subterfuge qui faisait apparaître le traité comme une étape vers la conquête de Rome. Mais les démocrates, plus perspicaces ou moins corrompus, protestèrent avec colère, et, à Turin, on ressentit une ardente indignation. Ses habitants avaient depuis longtemps perdu leur vieux « provincialisme » ; ils étaient assez bons nationaux pour sacrifier leur propre ville à Rome comme capitale. Mais alors que le Piémont avait combattu, donné son sang et son argent pour délivrer l'Italie, un transfert de la capitale à Florence ou à Naples semblait, et c'était en partie vrai, une ingratitude et une insulte ; le secret dans lequel l'affaire avait été enveloppée rendait le coup préparé plus cuisant encore. Toutes les classes s'unirent pour protester avec fureur contre cet abandon. Des manifestations commencèrent et grandirent au nom de « Rome ou Turin », tandis que les organes du ministère menaçaient d'une répression, et que les nouvelles de la popularité de la Convention dans les autres provinces arrivaient pour exaspérer le peuple. Le 21 septembre, la foule fut soudain attaquée par les *carabinieri* et laissa plus de cinquante hommes et femmes tués ou blessés. Après cela, la ville fut prête à tout. Une rumeur grandissante disait qu'un article secret de la Convention avait cédé le Piémont à la France ; le cabinet démoralisé ne fit aucun effort pour calmer l'opinion en rétablissant franchement les faits, et les chefs de la *Consorteria* ne durent s'en prendre qu'à leur propre sottise si la rumeur publique transforma leur haine de Turin en desseins abominables contre la vie et la liberté de ses citoyens. Même alors, cependant, si l'on avait laissé la patrouille dans les rues confiée aux gardes nationaux, on aurait pu éviter une autre effu-

sion de sang. Il n'y avait probablement chez les autorités aucune intention délibérée d'en provoquer une. Mais l'insouciance du ministre de l'intérieur et des différends avec la police empêchèrent de faire des préparatifs nécessaires pour éviter tout désordre¹. Le peuple fut irrité par un inutile étalage de troupes, et le 22 au soir, un conflit plus sérieux eut lieu entre les soldats et le peuple, à la suite duquel vingt-cinq cadavres, et plus de cent blessés gisèrent dans les rues de la sérieuse et loyale ville de Turin.

1. Ghiron, *op. cit.*, II, 145-162; Castelli, *Ricordi*, 168-175, 180; Pasolini, *op. cit.*, 319.

CHAPITRE XXXVIII

LE SYLLABUS

Septembre 1864-Juin 1865.

LE MINISTÈRE LA MARMORA ; le Parlement et la Convention ; agitation au Piémont ; le « permanent ». Lanza et Sella. La nouvelle Chambre. L'ultramontanisme ; le SYLLABUS ; l'Italie et le syllabus ; la suppression des monastères et les projets de loi sur les propriétés ecclésiastiques ; les évêchés vacants ; la mission Vegezzi.

Le cabinet Minghetti aurait pu survivre à la Convention, mais il devint impossible après les massacres de Turin. Il se retira, laissant à son successeur le triste héritage de la lutte et de la désorganisation que sa faible politique avait amenées. Après que Rattazzi eut refusé de former un ministère qui devrait exécuter la Convention, le Roi se tourna vers La Marmora comme étant le ministre le mieux fait pour la crise. Sa naissance et ses sympathies piémontaises avaient quelques chances de calmer en partie la fureur et les soupçons de Turin ; le rôle honorable qu'il avait joué dans les guerres de 1855 et 1859, ses rapports longs et intimes avec Cavour rendaient impossible aux nationaux des autres provinces de discuter son patriotisme. C'était un honnête homme, brave et prudent, ressentant un mépris considérable pour la démocratie, mais toujours sensé, modéré, et capable de s'élever au-dessus de ses habitudes et de ses façons militaires ; c'était un homme qui préférerait tourner les obstacles plutôt que de passer à travers, qui avait conservé un grand nombre des meilleures traditions de l'école des hommes d'État piémontais ; la ténacité de cette école, son amour de la justice, et la raison qui faisait de ses membres des diplomates-nés. Comme tant d'autres Piémontais, il avait appris l'italien comme langue étrangère dans son âge mûr, mais son idéal

s'était élargi en suivant Cavour, et il avait loyalement accepté l'œuvre de 1860. Il avait des sympathies assez froides pour les aspirations vers la possession de Rome ; il détestait la Convention non pas tant à cause de son principe ou du transfert de la Capitale que parce que sa nature loyale reculait devant les équivoques qu'elle contenait, et parce qu'il savait qu'il serait impossible d'empêcher des incursions sur la frontière. Voyant très clairement les ennuis en perspective, il accepta ses fonctions dans l'espoir de pouvoir combler la brèche entre le Piémont et l'Italie, pensant qu'il valait mieux accepter la Convention, avec toutes ses imperfections, que de risquer une rupture avec la France en répudiant un traité déjà signé. Minghetti avait voulu que la sanction parlementaire ne fût que nominale, du moins pour la Convention¹ ; La Marmora décida de placer la Convention et le protocole devant la Chambre, et de ne conserver ses fonctions qu'à condition qu'ils fussent acceptés ; et la Chambre, craignant que sa démission ne déchainât la tempête, se réconcilia avec cette tâche désagréable. Il avait été convenu, en général, sauf par une partie de la gauche, qu'on accepterait l'interprétation la plus large et la moins honorable. Même sur le protocole, la *Consorteria* manifesta une satisfaction demi-honteuse. Les groupes de la gauche et les Piémontais qui s'opposaient à la fois au protocole et à la Convention ne purent réunir que soixante-dix voix (19 novembre).

En dehors de la Chambre, l'opinion hostile à la Convention était forte et furieuse dans presque tous les groupes des démocrates. « Il n'y a qu'une seule convention possible avec Bonaparte, s'écriait Garibaldi : débarrasser le pays de sa présence ». « Les plébiscites, le gouvernement, le parlement, le pays, disait Mazzini, ont décrété que l'Italie devait être une et Rome sa capitale ; la Convention annule ce décret solennel ». Le transfert du siège du gouvernement constituait pour le Piémont une blessure vive et intime. En vain le ministère essayait-il de gagner la ville et d'obtenir son adhésion, lui accordant une large somme pour les travaux publics. Turin, la ville loyaliste, n'épargna même pas le Roi. La foule hua ses invités tandis qu'ils se rendaient à un bal officiel (30 janvier), et quelques députés lui envoyèrent une lettre

1. Minghetti, *Ai suoi elettori*, 54-55 ; Zini, *Storia*, II, 1195.

anonyme, le raillant de ce qu'il devait environner son palais de troupes pour que la Cour pût danser en sûreté. Irrité et mal à l'aise, il se sauva secrètement de la ville, jusqu'à ce qu'une réaction se produisit et qu'une députation obséquieuse l'eût ramené pour faire une réconciliation à demi sincère. Mais l'agitation travaillait encore en sourdine, et elle se changea de nouveau en fureur quand Mazzini annonça (13 mars 1865) que la Convention avait un autre protocole secret qui stipulait que, si l'Italie obtenait Rome ou Venise sans le consentement de la France, elle lui céderait tout le Piémont jusqu'à Sesia. Les ministres anciens et actuels nièrent catégoriquement le fait, et il est à peu près certain que Mazzini, comme dans d'autres occasions, s'était laissé mystifier. Sans doute les Français avaient activement intrigué dans le Piémont occidental et il est possible que la question d'une cession eût été agitée; mais à défaut de preuves contraires, il est difficile de croire que le cabinet Minghetti lui-même eût envisagé sérieusement l'idée d'une trahison si noire envers la nation¹. En tout cas, le bruit trouva créance à Turin. Les dénégations de Cavour, lorsque la cession de Nice était imminente, et les faussetés semblables de Minghetti concernant la Convention avaient discrédité la parole des ministres italiens; la haute réputation d'honnêteté de La Marmora ne put même pas reconquérir la confiance publique. Toutes les classes se joignirent à une agitation qui eût préféré voir à Turin la république plutôt que la France; et un nombre considérable de députés piémontais, longtemps hostiles au reste de la droite, donnèrent libre cours à leur colère dans une politique d'opposition « permanente », qui puisa son inspiration dans la rancune que les sottises de la *Consorteria* et la bévue du protocole avaient excitée.

La formation du parti « Permanent » acheva la démoralisation de la Chambre. Les nouveaux codes italiens, les lois sur le gouvernement local, la salubrité publique et la police dont la hâtive promulgation précéda le transfert de la capitale à Florence, furent presque perdus de vue au milieu des luttes

1. Mazzini, *Opere*, XIV, 101; Tivaroni, *L'Italia*, II, 452; de Carpi, *Il risorgimento italiano*; Diamilla-Müller, *Politica segreta*, 188-193; Tavalini, *Lanza*, II, 324; Ricasoli, *Lettere*, IX, 329; D'Ideville, *Journal*, II, 222. Il y a une preuve négative dans le fait qu'on ne trouva aucune mention du traité dans les documents trouvés aux Tuileries en 1870.

de factions qui absorbaient les forces du parlement. L'avenir paraissait très grave, car il était impossible de s'assurer une majorité stable, et les futiles luttes de partis discréditaient le parlement et mettaient peut-être la constitution en danger. Ricasoli et ses amis firent une tentative infructueuse pour arracher la gauche à une vaine opposition et opérer sa fusion avec les modérés plus avancés qui ne s'en séparaient que par l'épaisseur d'un cheveu sur tous les points essentiels. Mais les efforts de Ricasoli échouèrent, et la tendance à former des groupes factices et factieux demeura. Bien que ses principaux membres fussent tous piémontais, le cabinet était resté neutre entre le *Permanent* et la *Consorteria* et ne fit rien pour calmer l'animosité ; mais il était lui-même paralysé par la lutte entre Lanza et Sella. Lanza était le vrai type du Piémontais ; fils d'un charron, avec peu d'instruction, mais avec les manières d'un noble d'autrefois, il était un homme prosaïque et méthodique, ayant la passion du travail, rigoureusement honnête et d'une façon même presque gênante, un pédant généralement monté sur des échasses, moral et prêcheur, obstiné, inflexible, anguleux, qui abandonnait rarement une bonne idée pour une meilleure. Dans l'association agricole de 1846 et dans les premiers parlements piémontais, il avait été démocrate, avec une grande défiance de tout ce qui était aristocratique, et ami sincère de la politique de la guerre à outrance. Après 1850, il passa tout doucement au centre droit, et il avait été l'un des plus sincères admirateurs et disciples de Cavour. Catholique sincère, il n'hésitait pas dans sa conviction touchant l'Église libre. Mais il était trop indépendant pour qu'on pût strictement le ranger dans aucun parti, et quelquefois, l'indépendance devenant l'amour de la contradiction, les hommes politiques se plaignaient qu'il fût « un élément de désagrégation » dans tous les cabinets où il siégeait. Sella, comme Lanza, était issu d'une famille de la bourgeoisie pauvre du Piémont ; comme Lanza, il était honnête, inflexible, libre en paroles ; de même que Lanza, mais après lui, il était entré au parlement comme membre de la gauche et l'avait abandonnée pour la droite. Mais Sella appartenait à un autre type d'intelligence. Géologue de profession, il apportait dans la politique des habitudes d'esprit scientifique. Il pensait et parlait clairement, avec une tendance fortement positive, qui détestait les phrases

et les principes absolus ; ministre des finances prudent et sévère, il pensait plutôt aux besoins du Trésor qu'aux effets sociaux de la législation qu'il élaborait. En économie politique, il appartenait au groupe des libéraux, ayant une ferme confiance dans les « lois » économiques et dans la liberté de contrat, et qui considérait que les seuls spécifiques pour la classe ouvrière étaient l'économie et la coalition ». Mais, si ses opinions financières le rangeaient avec la droite, sur les questions religieuses il inclinait vers la gauche. Il croyait à l'Église libre, en tant qu'elle signifiait la non-intervention de l'État dans les affaires ecclésiastiques là où ses propres intérêts n'étaient pas en jeu ; mais il pensait que l'État devait se réserver le pouvoir de faire échec à l'hostilité cléricale, et que s'il donnait plus de liberté à l'Église, il ne devait pas, du moins, commencer par lui attribuer des privilèges.

Deux hommes de tempérament opposé et d'une égale force de volonté devaient forcément arriver à un conflit, bien qu'ils fussent toujours, en un sens, loyaux l'un à l'égard de l'autre, et souvent prêts à faire abstraction de leurs sentiments personnels. Sella voulait combler le déficit par une taxe sur les grains, et Lanza craignait qu'un impôt qui sentait l'ancien despotisme ne mit le comble au mécontentement. Il avait conseillé une politique de conciliation envers l'Église et essayé de réduire à son minimum l'intervention de l'État. La Marmora n'avait pas grande confiance en l'Église libre, et Lanza vit la majorité du cabinet s'élever contre lui, tandis que l'appui intolérant qu'il avait prêté aux officiers qui avaient employé des mesures sévères contre les déserteurs en Sicile en fit la cible d'une furieuse attaque de la part des démocrates. Impopulaire dans le pays, ne trouvant pas de sympathie chez ses collègues, il se retira en août 1865.

Il quitta le ministère à un moment critique, et ce ne fut pas sans raison que ses collègues se plainquirent de ce qu'il avait « sacrifié les intérêts du pays à ses convenances théâtrales ». Sa démission rendit intolérable la position du gouvernement, et il décida de dissoudre la Chambre impuissante et discréditée, espérant que le pays élirait une majorité stable. Les faits montrèrent que les électeurs étaient autant faussés dans leurs instincts politiques que l'avait été la Chambre. Tous les intérêts que la révolution avait froissés, toutes les ambitions locales dont le parlement n'avait pu s'occuper,

ayant trop à faire, et par-dessus tout l'impopularité des nouvelles taxes et la crainte de pires, s'allièrent pour prendre une revanche; le résultat des votes fut presque partout, sauf dans le Piémont, un échec pour les anciens députés. La *Consorteria* en sortit très affaiblie, et la gauche, qui se maintenait avec un programme démocratique et anticlérical¹, gagna autant que l'opposition libérale qui se groupait autour du « Permanent » et tendait à se former en un parti du centre gauche obéissant d'une façon incertaine à Rattazzi. Les trois partis se contrebalancèrent également, rendant plus difficile que jamais au ministère de s'assurer une majorité, et, Ricasoli ayant renouvelé ses efforts pour opérer une fusion de la gauche avec les meilleurs hommes de la droite et du centre, échoua de nouveau. Le chaos régna plus complètement encore que dans l'ancienne Chambre. Le transfert de la capitale, au lieu d'aider à établir un ordre quelconque, n'avait fait qu'ajouter à la confusion. La grande majorité des membres de la *Consorteria* nourrissait une hostilité extrême et irritante contre tout ce qui était piémontais. Lanza méditait sur ses griefs, Rattazzi était plus ou moins hostile au ministère et attendait le moment propice où il pourrait le remplacer. La « vieille garde » du Piémont qui, jusqu'alors, avait été le soutien du gouvernement sérieux, devint une simple bande de guérillas, dont la politique fut de faire du mal. En ce qui concerne ses membres, la nouvelle Chambre était inférieure à l'ancienne, et la majorité des députés arriva à Florence n'ayant guère d'autre programme politique que celui de fatiguer le gouvernement. « La superbe démangeaison d'impopularité » de Sella fut le point de départ de leur hostilité; son nouveau budget, proposant un impôt sur les grains et sur les portes et fenêtres, provoqua une tempête de critiques, et, alors que le parlement n'existait que depuis un mois, le gouvernement échoua sur une question de détail (19 décembre). Ce vote hostile était le produit d'une coalition entre la gauche et le centre gauche; mais la majorité du centre gauche était séparée de Crispi et de Mordini par des préjugés presque aussi forts que ceux qui les séparaient de la droite. Les deux partis s'étaient aussi engagés à réduire les taxes, et ils savaient combien il était diffi-

1. Mario. *Bertani*, II, 307, 308; Salazaro, *Cenni*, 114-116; Un Italien, *Crispi*, 61-63.

cile, sinon impossible, de remplir, étant au pouvoir, les promesses de l'opposition. Il n'y avait pas d'autre alternative pour La Marmora que de reprendre ses fonctions; et, faisant de Sella son bouc émissaire, il consentit à former un nouveau cabinet, en partie pour exécuter les plans à l'aide desquels il espérait gagner la Vénétie, en partie parce que la situation tout entière était si pleine de dangers, la confiance dans le parlement tellement ébranlée, qu'il pensait que, avec n'importe quel autre chef de cabinet, il y aurait un réel danger que la constitution ne fût détruite¹.

Cependant la Question Romaine, toujours d'actualité, se présentait d'une façon obsédante à chaque incident de la politique intérieure et étrangère. La Convention de septembre, bien qu'elle eût réglé pour un temps la question du Pouvoir Temporel, n'affectait qu'indirectement les relations de l'Église et de l'État. Elle avait été, pour les cléricaux, un coup de foudre dans un ciel bleu et, dans leur premier moment de consternation, ils la considérèrent comme un signe que la France les abandonnait². Mais si la Convention rendit parfois Rome plus conciliante sur des points de détail, son cœur était plus endurci que jamais lorsqu'il s'agissait de plus grands desseins. Bien qu'Antonelli fût encore assez fort pour obtenir le renvoi de De Mérode (octobre 1865), sa loyauté était soupçonnée³ et son autorité ébranlée, et le Pape était à la merci d'hommes dont le fanatisme était plus dangereux que les voies obliques d'Antonelli. A l'intérieur de l'Église, la politique de ces hommes était la centralisation; tandis que les évêques étaient complètement subordonnés à Rome, le clergé inférieur était assujéti aux évêques. « La religion dans la société chrétienne, écrivait un pamphlétaire épiscopal, est personnifiée dans la hiérarchie, qui forme les piliers de la Société elle-même⁴ ». Le prêtre qui se montrait indépendant était noté, pour être privé, s'il était possible, de son bénéfice; et ils savaient qu'il n'y avait que peu de prêtres qui pussent résister à une coalition du terrorisme spirituel et

1. La Marmora, *Un po' piu di luce*, 63; Massari, *La Marmora*, 329.

2. D'Ideville, *op. cit.*, II, 214-217; Falloux, *Discours*, II, 254.

3. Balan, *Continuazione*, II, 440-444. Pour le renvoi de De Mérode, voir *ib.*, II, 688.

4. Ghilardi, *Legge Vacca*, II, 55; voir Manning, *Vatican Council*, 128.

matériel. En France, le gallicanisme faisait à Lyon un dernier effort désespéré; en Italie, les prêtres libéraux étaient presque écrasés. Pendant l'année 1863, ils avaient maintenu leurs droits; en Lombardie, surtout à Milan, ils avaient été assez forts pour défier le vicaire capitulaire, et, dans toute l'Italie, les hommes qui avaient signé le mémoire de Passaglia soutenaient une lutte intermittente dans laquelle, s'ils avaient eu l'appui du gouvernement ou du peuple, ils auraient pu triompher. Mais Rome s'était mise à l'abri d'une révolte religieuse en étouffant l'esprit religieux; quand le cabinet Minghetti, négligeant sa meilleure arme, leur retira la protection que le gouvernement lui avait donnée jusque-là, les prêtres libéraux, désespérés, commencèrent à se soumettre, et, à la fin de 1864, ils ne donnaient plus que peu de signes de vie¹. Partout, sauf en Allemagne et en Belgique, où l'aube du vieux mouvement catholique commençait à poindre, l'ultramontanisme soudait triomphalement ensemble les forces puissantes que Rome possédait dans tous les pays catholiques.

Unie au dedans par une conformité forcée, l'Église bravait le progrès. L'Encyclique *Quanta cura* et le Syllabus, ou sommaire des fausses doctrines, qui l'accompagnait (8 décembre 1864), marquent le divorce que les ultramontains avaient établi entre la Papauté et le gouvernement civilisé. C'est une erreur, dit le Syllabus, de croire que « le Pape peut ou doit se réconcilier ou s'arranger avec le progrès, le libéralisme ou la civilisation moderne ». Le Syllabus² est en partie une attaque contre l'esprit et la critique modernes; en partie une condamnation des réformateurs catholiques, condamnation qui ne permettait plus de demeurer dans le sein de l'Église à ceux qui niaient le Pouvoir Temporel, ou voulaient « l'Église libre », ou réclamaient la liberté de la pensée sur les points de discipline ecclésiastique. Mais, encore plus que tout cela, c'était une attaque sur toute la ligne contre les principes du gouvernement libre. Il condamnait la tolérance religieuse dans les pays catholiques, les écoles laïques, le mariage civil et le divorce. La sécurité légale de la liberté de con-

1. Balan, *op. cit.*, II, 366-376, 413-416, 480, 489; Serra Gropelli, *Cinque piaghe*, 61; Siotto-Pintór, *L'Italia*, 230, 239-240; O'Reilly, *Leo XIII*, 183, 258.

2. On dit que le Syllabus fut basé en grande partie sur les principes développés trois siècles auparavant dans la bulle *In cænâ Domini*.

science et de culte, disait l'Encyclique, c'est « la liberté de se perdre ». Le Syllabus réclamait implicitement pour l'Église le droit d'employer les punitions temporelles et demandait que le clergé pût avoir une part de contrôle sur les écoles et dans le choix des instituteurs, que les tribunaux ecclésiastiques fussent rétablis, et que l'État renonçât à son droit de nommer les évêques. Voguant en pleine doctrine moyen-âgeuse, il affirmait l'indépendance du pouvoir ecclésiastique, l'origine divine des lois de l'Église, et leur suprématie sur toute législation laïque.

Quelle que puisse être la valeur doctrinale précise de l'Encyclique et du Syllabus¹, le bon sens de l'Europe les considéra avec raison comme une condamnation de tout gouvernement libéral et comme une menace de la part de l'Église d'employer toute sa force à le combattre. C'était là le langage d'hommes hors de toute raison et qui ne mettaient leur confiance que dans la puissance de la crainte et de la superstition ; et les catholiques loyaux qui étaient en relations avec le monde qui les entourait ne purent que formuler des excuses demi-honteuses pour la fureur aveugle et insensée de ce langage. Les gouvernements civilisés devaient inévitablement protester contre des doctrines qui s'attaquaient à leur base même. Le gouvernement français ne cacha pas sa colère, et l'opinion du pays était si fortement excitée que Dupanloup dut commenter les thèses les plus réactionnaires du Syllabus. En Italie, le Syllabus aviva et enflamma le sentiment endormi qui faisait échouer toutes les tentatives du gouvernement pour se concilier Rome par des concessions. Le ressentiment qu'éprouvèrent tous les patriotes italiens se transforma soudain en une violente hostilité qui inspira à Garibaldi des invectives furieuses, et fit déclarer à un journal démocratique que « le but final de la révolution italienne c'était la destruction de l'Église ».

1. Deux points sont saillants dans l'interprétation du Syllabus : 1^o le Syllabus affirme que certaines propositions sont fausses ; les propositions contraires sont donc nécessairement vraies ; les propositions contraires ne sont pas nécessairement vraies, mais quelques-uns des articles du Syllabus ou les comprennent ou n'ont pas de sens ; 2^o les condamnations du Syllabus passées par le Pape étaient-elles *ex cathedra* et par conséquent un dogme imposé à l'Église ? Le Pape et Manning du moins soutenaient que oui. Manning, *op. cit.*, 180 ; Id., *Centenary*, 38 ; voir aussi *Civiltà cattolica*, cité dans Arthur, *The Pope*, I, 229-236. Le clergé moins ultramontain soutenait le contraire ; e. g. Newman, dans *Letter to Duke of Norfolk*, 78-82. Voir d'autres autorités citées dans Gladstone, *Vatican Decrees*.

Il y avait eu des iconoclastes dans plusieurs villes, et peu ou point de tentatives de traduire les délinquants en justice ; les Modénais avaient acclamé Renan ; un pétard avait éclaté à Milan tandis qu'un évêque impopulaire était en chaire. Les symptômes les plus sérieux d'anticléricalisme étaient l'œuvre d'une minorité, mais la colère que provoqua l'attaque du Pape et la polémique du clergé libéral trouvèrent un écho dans toute l'Italie, et un député proposa à la Chambre que tout prêtre fût obligé de prêter serment de fidélité au gouvernement. Le nouveau Code civil avait réglé la question si tourmentée de la loi sur le mariage en faisant de la cérémonie civile une obligation et du rite religieux une affaire de choix. Une portion considérable et persistante du public s'était réjouie de la décision de la Chambre (repoussée par le Sénat) de soumettre les séminaristes à l'obligation du service militaire ; elle réclamait la suppression des couvents qui, aux yeux du peuple, étaient autant de forteresses où se retranchait l'ennemi fier et menaçant. Le cabinet Minghetti s'était, jusqu'à un certain point, joué de ces sentiments ; sa politique, comme dans d'autres cas, avait été de laisser les choses dériver d'elles-mêmes ou de n'employer que peu de force. S'il avait encouragé le clergé libéral, et traité les provocations des évêques avec une dédaigneuse tolérance, en en appelant à la grande section des catholiques auxquels le pays et l'Église étaient aussi chers l'un que l'autre, il aurait édifié dans l'Église une puissance qui aurait pu amener Rome à plier. Mais le gouvernement laissa Passaglia et ses disciples soutenir une lutte courageuse mais sans espoir, et il s'aliéna les plus timides d'entre eux en menaçant d'une législation anticléricale, en entreprenant avec la moitié de l'épiscopat une lutte peu digne et donnant peu d'idée de sa force. Tandis que le cabinet effrayait les catholiques timides, il ne faisait rien, en somme, pour trouver une solution aux grandes questions pendantes entre l'Église et l'État : suppression des couvents restants, vente des propriétés ecclésiastiques, réduction du nombre des diocèses.

Le ministère La Marmora continua la même politique irritante, attaquant de nouveau les séminaires, permettant aux préfets d'intervenir dans des questions de rituel, remettant en vigueur les anciens pouvoirs qu'avait l'État pour punir les membres du clergé qui abusaient de leur autorité et refu-

saient l'absolution aux excommuniés politiques¹. Mais l'inertie constitutive du cabinet Minghetti n'existait plus; ceux-là même qui approuvaient les mesures de rigueur prises contre les évêques savaient que des remèdes plus radicaux étaient nécessaires. Ils se divisaient cependant en deux courants d'opinion bien marqués. Les hommes qui n'avaient jamais accepté la politique ecclésiastique de Cavour, ou à qui son prestige seul l'avait pu faire adopter, croyaient que c'était une politique très dangereuse que de donner à l'Église des libertés nouvelles, et que, bien que le Pouvoir Temporel, dans sa plénitude ancienne, ne pût être que le rêve de fanatiques, des millions d'Italiens avaient pourtant été habitués à obéir à ces fanatiques. Ils voulaient en arriver à des arrangements qui n'altérassent pas les grands principes qui avaient jusqu'alors réglé les relations de l'Église et de l'État, écarter les principales causes de froissements, surtout au sujet des évêchés vacants, mais ne donner aux évêques aucun avantage nouveau. Une pareille politique ne semblait pas une solution pour ceux qui continuaient la tradition de Cavour. Bien que le Syllabus eût condamné l'Église libre, les partisans de cette opinion poursuivaient leur chemin, nullement intimidés. Ils savaient, il est vrai, qu'il était impossible maintenant de demander à Rome l'abandon volontaire du pouvoir temporel; ils savaient qu'il y avait peu d'espoir de l'amener même à une amicale neutralité. Mais ils pensaient en appeler de Rome à l'Europe catholique, de la déraison qui régnait à Rome aux éléments plus sages et plus chrétiens que contenait l'Église. Si le Pape bannissait l'Église libre, ils la mettraient en œuvre malgré lui; et ils pensaient qu'un système que Montalembert et Wiseman avaient récemment vanté pour la France et l'Angleterre, devrait satisfaire pour l'Italie les catholiques raisonnables. Pour le moment, leur politique consista à débarrasser la route de quelques-unes des barrières qui s'élevaient entre l'Église et la société moderne. Ils pensaient qu'après cette opération, même la vieille école se rendrait compte que l'Église pouvait, sans péril pour l'État², être livrée à elle-même.

1. Balan, *op. cit.*, II, 648-649, 653, 689, 692; Cantù, *Cronistoria*, III, 723, 725.

2. Bon Compagni, *Chiesa*, 172-181, 344; Ricasoli, *Lettere*, VII, 146, 261-263; Castelli, *Carteggio*, II, 54.

Ainsi, pour le moment, les deux partis avaient jusqu'à un certain point un terrain commun. Tous deux voulaient dissoudre les monastères restants et vendre les propriétés ecclésiastiques. La loi piémontaise de 1855 avait laissé intactes près de la moitié des maisons religieuses dans les anciennes provinces. La législation de 1860-1861 avait affecté l'Ombrie, les Marches et Naples, mais là même, il existait un certain nombre de maisons exemptées, et, en Sicile, en Toscane, dans l'Émilie et la Lombardie, il n'y avait pas eu de dissolution. Dans tout le pays, il restait encore près de 2 400 maisons avec 47 000 religieux, dont 13 000, au moins, appartenaient aux ordres mendiants, et avec un revenu évalué à dix-sept millions de lire, dont la moitié provenait de la Sicile. Il y avait un besoin très net de législation. Il était impossible de conserver des monastères d'une façon permanente dans une partie du royaume alors qu'ils avaient été supprimés dans le reste du pays. Mettant de côté la question plus douteuse des ordres enseignants et de quelques maisons chères à la tradition scolastique ou nationale, il n'y avait pas de raisons suffisantes pour maintenir l'existence d'institutions qui exemptaient tant de personnes des simples devoirs de citoyen. Des raisons économiques poussaient à ce que les vastes propriétés de mainmorte fussent mises en exploitation. Tandis que les revenus des monastères, évêchés et chapitres se montaient à près de cinquante millions de lire, il était intolérable que l'État et les communes fussent encore tenus de contribuer pour plusieurs millions aux besoins de l'Église, et que, dans des milliers de paroisses, des prêtres eussent juste assez pour subvenir à leurs premiers besoins. Peut-être, par-dessus tout, y avait-il le sentiment que les monastères seraient autant de centres d'hostilité au nouvel ordre de choses, une armée permanente avec laquelle le Pape poursuivrait sa campagne contre l'Italie. Mais, quelque général que fût le consentement sur le principe de la suppression, les lignes de séparation réapparaissaient à propos des détails. Tandis que les anticléricaux extrêmes voulaient supprimer tous les ordres monastiques sans exception, il y avait un fort sentiment pour que les ordres enseignants, qui élevaient 100 000 enfants et étaient respectés et estimés dans des centaines de maisons catholiques, fussent épargnés. Tandis que tous les libéraux étaient d'accord pour que les propriétés ecclésiastiques fussent vendues, il

y avait de grandes divergences de vues sur la question de l'attribution des produits. On s'entendait, il est vrai, en général, pour qu'une partie servît à remplacer les subventions de l'État et des communes; pour que l'État, comme représentant des laïques, réclamât la portion des subventions qui avait été attribuée aux usages séculiers de l'aumône et de l'éducation. Mais on ne s'entendait pas sur la question de savoir quelles devraient être les proportions, et lesquels, des besoins du trésor ou des titres de l'Église passeraient en première ligne. De plus, tandis que le parti érastien aurait placé les revenus des bénéfices entre les mains d'un service gouvernemental, les Cavouriens, parmi lesquels dominait Ricasoli, les auraient ou bien remis au clergé pour les administrer à son gré, ou bien placés entre les mains d'assemblées provinciales et communales représentant à la fois le clergé et les laïques, et dans lesquelles le gouvernement ne se serait pas ingéré¹. Un projet de loi traitant de la question, plus ou moins d'après des principes énoncés par Cavour, avait été présenté par le cabinet Minghetti au début de 1864; mais le ministère La Marmora changea brusquement de politique et publia un projet de loi reposant sur des principes érastiens extrêmes, avouant hardiment que les besoins financiers du pays prendraient le pas sur toute autre considération, et proposant de mettre la main sur la plus grosse part afin de remplir « l'estomac insatiable » du trésor². Toutes les propriétés ecclésiastiques et monastiques devaient être placées sous la surveillance du ministre des cultes, faisant ainsi du clergé un corps aussi complètement salarié par l'État que lorsque la Constitution civile de 1791 était en vigueur. Le décret balayait par ses clauses de dissolution tous les monastères sans exception; mais les religieux et religieuses actuels avaient la permission de vivre dans des cloîtres à eux réservés, et on leur accordait des rentes viagères. L'influence des réformateurs apparut dans les dispositifs qui diminaient les revenus des évêchés et des cures de cathédrales, et élevaient les émoluments des curés de paroisse. Le projet de loi fut condamné par tout le monde, sauf par les anticléricaux extrêmes. Il fut naturellement attaqué par les libéraux modérés qui

1. Ricasoli, *op. cit.*, VII, 146, 261; Bon Compagni, *op. cit.*, 344.

2. Discours de Vacca du 12 novembre 1864. Ce projet de loi et celui qui le précéda sont connus respectivement comme « projets de loi Vacca et de Pisanelli ».

considéraient les propriétés de l'Église comme consacrées à l'Église, quelque grands changements qu'on pût faire dans leur distribution; les réformateurs ecclésiastiques ne pouvaient consentir à ce que les revenus des paroisses fussent administrés par un service gouvernemental; les partisans de l'Église libre, réformateurs ou non, ne pouvaient accepter des propositions qui provoqueraient dans toute l'Église une furieuse hostilité. S'aliéner le clergé libéral, rendre plus lointaine que jamais la possibilité d'un compromis avec Rome, perdre tout espoir de se faire une réputation de modération dans l'Europe catholique semblait folie, alors que le jeune royaume était encore si vulnérable. Les réformateurs ecclésiastiques rédigèrent un projet contraire, épargnant les maisons consacrées à l'éducation ou aux charités, plaçant les profits tirés des terres ecclésiastiques entre les mains de conseils de paroisses ou diocésains élus par tous les catholiques ayant plus de trente ans, et employant les cinq sixièmes des revenus épiscopaux à augmenter les émoluments du clergé pauvre.

Il fut impossible de trouver un compromis entre les deux projets opposés et la majorité de la Chambre semblait même disposée à dépasser le ministère dans son ardent anticléricalisme (avril 1865). Le gouvernement, désespérant de faire adopter aucune mesure, résolut d'essayer d'un compromis avec Rome, qui commencerait par le règlement de la question des sièges épiscopaux vacants. Même avant 1859, il avait été nécessaire de révoquer certains évêques en raison de leur hostilité envers l'État. Après l'annexion des provinces papales et du Sud, sept autres avaient été bannis pour sédition réelle ou supposée, et un nombre plus considérable d'autres, qui avaient quitté leurs diocèses plutôt que de reconnaître le nouveau gouvernement, n'avaient pas reçu l'autorisation d'y rentrer; à cette époque, quarante évêques étaient en exil, appartenant presque tous à des diocèses du royaume de Naples. Dans d'autres cas, des évêques avaient été nommés à d'autres diocèses ou étaient morts, et personne n'avait été désigné pour leur succéder; en d'autres cas encore, les évêques désignés avaient été choisis par le Pape, mais n'avaient pas reçu l'*exequatur* du gouvernement. Près de la moitié des diocèses italiens (108 sur 229) n'avaient pas d'évêques résidents, et de sincères catholiques étaient peut-être encore plus désireux que le Pape de voir ce scandale

prendre fin. Mais la question comportait des conséquences qui touchaient à toute l'affaire en litige entre l'Église et l'État. Tous les partis politiques étaient plus ou moins désireux de voir réduire le nombre des diocèses, diminuer les revenus épiscopaux, qui atteignaient le triple de ceux de la France et de l'Espagne réunis¹. Mais, en plus de la répugnance qu'éprouvait Rome à céder sur ces points, il y avait encore les difficultés de l'*exequatur* et du serment de fidélité. L'ancienne loi du Piémont, comme celle d'autres pays, déclarait qu'aucun acte du Pape ne pouvait avoir de valeur dans le royaume sans l'*exequatur*² royal, et, qu'entre autres choses, un *exequatur* était indispensable pour qu'un évêque pût prendre possession de son siège. C'était pour l'État un acte de défense nécessaire, et la Papauté consentait à le reconnaître officiellement dans l'Italie septentrionale³. Mais reconnaître l'*exequatur*, d'une façon quelconque, dans les anciennes provinces papales et à Naples, aurait été y reconnaître la souveraineté du Roi, et Rome ne pouvait l'admettre. Elle discuta avec un acharnement égal le serment de fidélité, qui obligeait chaque nouvel évêque à « observer loyalement les lois de l'État ». Le serment avait peu de valeur, car les évêques français avaient juré d'être fidèles à tous les gouvernements successifs qu'avait eus la France depuis 1814 ; mais il existait un précédent défavorable aux partisans du Pape, car un serment analogue avait été prêté sans difficulté dans tous les anciens États excepté la Toscane et Modène, et Pie VII l'avait expressément reconnu dans la partie des États pontificaux qui passa en 1801 sous l'autorité de la république italienne. Mais c'était une époque où l'ultramontisme n'était pas né et où les conseils modérés avaient à Rome de l'influence.

Le cabinet Minghetti avait laissé de côté la question des évêchés et augmenté la colère de Rome en permettant que les résidences non-occupées des évêques fussent aménagées de façon à pouvoir être utilisées comme écoles ou tribunaux. La Marmora sentit que l'inaction était impossible, et quand, en mars 1865, le Pape fit des propositions en vue d'un arrangement, La Marmora saisit cette occasion pour négocier, et

1. En France et dans ses colonies, il y avait un évêque pour 400 000 habitants, en Espagne pour 275 000, en Italie un pour 90 000.

2. *Exequatur* pour les actes du Saint-Siège, *placet* pour ceux des évêques.

3. Balan, *op. cit.*, II, 669.

il lui envoya, pour traiter, Vegezzi, qui avait été ministre des finances en 1860. Les instructions qu'il donna à celui-ci étaient de reconnaître la majorité des nominations faites par le Pape, et de consentir au retour des évêques absents, en exceptant ceux qui étaient si impopulaires que des troubles seraient probables s'ils revenaient. Toutes les nouvelles nominations étaient cependant assujetties au serment de fidélité et à l'*exequatur*, conditions qui étaient exigées dans presque tous les pays catholiques. Rome montra d'abord quelque inclination à transiger ; les prélats les plus perspicaces voyaient le danger d'une lutte prolongée avec l'Italie ; le Pape avait hâte de remplir les évêchés vides, et il parla même d'appeler une garnison italienne à Rome quand les Français partiraient. Mais les « remparts » de l'ultramontisme, espérant que le hasard pourrait encore empêcher les Français de partir, revinrent sur leur bref accès d'amitié, et s'opposèrent à tout ce qui impliquait sanction de l'existence du royaume. Lanza les aurait désarmés en abandonnant à la fois le serment et l'*exequatur*, mais la majorité du cabinet refusa d'aller au delà d'une promesse que le serment prêté n'impliquerait aucune approbation explicite des modifications de 1860 ; et son inflexibilité donna à Antonelli l'occasion de rompre les négociations ¹. On apprit l'échec de ces négociations avec un soupir général de soulagement. Tout ce qui tendait vers l'Église libre était impopulaire dans les groupes importants et des modérés et des démocrates. Ils avaient craint que Vegezzi ne transigeât à propos des droits sur la capitale, et ils étaient fermement hostiles à ce qu'on fit au Pape n'importe quelle concession. Même les prêtres libéraux osèrent se joindre aux protestations, et la colère du pays montra que les provocations de Rome s'adressaient à un esprit aussi farouche et aussi peu conciliant que pouvait l'être le sien.

1. Ghiron, *Annali*, II, 176-179, 183-194 ; Balan, *op. cit.*, II, 669-670 ; Massari, *op. cit.*, 312 ; Castelli, *Carteggio*, II, 56.

CHAPITRE XXXIX

LA CONQUÊTE DE LA VÉNÉTIE

1865-Octobre 1866

Les Autrichiens en Vénétie ; les soulèvements ; Mazzini et le parti « permanent » l'Italie et la Vénétie ; l'ALLIANCE PRUSSIENNE ; La Marmora et Bismarck ; le traité signé ; efforts pour la paix ; la guerre est déclarée. Plans de campagne ; CUSTOZZA ; inaction de l'armée ; Napoléon propose un armistice ; les volontaires ; Lissa ; *uti possidetis* ; l'armistice est signé ; la paix est conclue.

Pour un moment, la question romaine passa au second plan et la Vénétie vint à l'ordre du jour. Si, après le traité de Villafranca, les Autrichiens lui avaient donné l'autonomie ils auraient peut-être amené les Vénitiens à se soumettre, bien qu'en murmurant. Dans l'état de choses, ils avaient essayé de détruire la vitalité italienne en remplissant l'administration d'Allemands et en publiant les lois en langue allemande. Les Vénitiens les bravèrent par une rébellion passive qui refusa d'élire des députés au Reichstag impérial et envoya hardiment des protestations de dévouement à Victor-Emmanuel. Il y avait des comités insurrectionnels dans toutes les villes, et, avec un courage digne des héros de la Jeune-Italie, une petite bande maintint l'esprit de révolte dans les montagnes pendant tout l'été et l'automne de 1864. Quand le soulèvement se termina par un échec inévitable, Mazzini vit, dans l'agitation du Piémont, une nouvelle occasion d'aider les Vénitiens. En partie par ses traditions qui dataient de 1848, en partie par le désir, que partageaient tant de personnes, de remettre à plus tard la question romaine avec ses complications infinies, peut-être aussi, pendant un moment, parce qu'elle chérissait l'espoir qu'un mouvement en Vénétie retarderait le transfert de la capitale, l'opinion piémontaise insista pour qu'on prît la Vénétie. Dans les premiers mois de

1865, les communications furent très actives entre Mazzini et certains membres du parti « Permanent ». Mazzini promit d'abandonner ses idées républicaines pendant la guerre ; ses correspondants entreprirent d'exciter l'opinion publique et entrèrent chaudement dans ses plans de réunir des volontaires pour qu'ils marchassent au secours des insurgés vénitiens, qui, on l'espérait, se soulèveraient en avril ¹. Mais Mazzini fut plus attentif que dix ans auparavant à ne pas précipiter des révolutions qui n'étaient pas prêtes ; et, quand il s'aperçut qu'il n'y avait pas de matériaux suffisants pour un soulèvement, il le remit au printemps de 1866.

Le désir de forcer la question vénitienne ne s'arrêtait pas à Mazzini ou à ses compagnons de conspiration du parti « Permanent ». « Venise, écrivait un modéré piémontais, est le but sérieux, la question nationale, la question d'indépendance ; Rome c'est la distraction, la question des passions et de la vanité, le but de l'esprit révolutionnaire. » Même parmi ceux qui tenaient le plus à Rome, il y en avait quelques-uns, comme Lanza, qui pensaient que la route de Rome passait par Vérone. Maint patriote inquiet sentait qu'une guerre fortifierait la nation, arrêterait la décadence qui commençait ; et ils attendirent avec impatience l'heure où l'expulsion des Autrichiens pourrait rendre des économies possibles et permettre au pays de se mettre vraiment à l'œuvre d'organisation ². On en était si fortement persuadé que, dans le gouvernement lui-même, Lanza paraît avoir abandonné sa première politique qui entravait les préparatifs de Mazzini, et il patronna en quelque sorte les comités vénitiens ³.

Sa chute mit fin aux coquetteries du gouvernement avec la révolution. La Marmora considérait toute connivence avec ce qui ressemblait d'une façon quelconque à des « expéditions », comme une chose déloyale. Et tous les hommes d'Etat italiens s'accordaient, du moins, à reconnaître qu'une insurrection était une affaire secondaire, et que l'essentiel était d'assurer au dehors une alliance anti-autrichienne. Mazzini et ses amis affirmaient toujours que, si l'Italie déployait sa force réelle, elle serait plus qu'égale à l'Autriche, surtout si un soulèvement des Hongrois ou des Slaves prenait cette dernière entre

1. Diamilla-Müller, *Politica segreta*, 213, 234-236, 241.

2. *Ib.*, 212 ; Jacini, *Due anni*, 100, 104 ; *Id.*, *Questione*, 59, 65.

3. Tavallini, *Lanza*, I, 383.

deux feux comme en 1848. Mazzini estimait que l'Italie pouvait mettre en campagne 270 000 hommes de troupes régulières, 130 000 gardes nationaux mobilisés et au moins 30 000 volontaires contre un maximum de 170 000 hommes que l'Autriche pouvait employer à défendre la Vénétie. Les événements ultérieurs montrèrent quelle exagération de confiance il y avait dans ses appréciations; bien des hommes d'État plus pondérés et moins imaginatifs savaient de quelle grande puissance l'Autriche disposait encore, combien son organisation militaire était supérieure à celle de la jeune armée italienne, et ils craignaient que l'Italie ne vint une fois de plus se briser en vain contre le Quadrilatère. Bien que, dans des moments d'impulsion, au milieu des désastres de l'Autriche en 1859, Cavour et Ricasoli eussent pu penser qu'une alliance avec la Hongrie serait suffisante, eux et tous les hommes prudents savaient que, si l'Italie désirait la victoire, il lui faudrait l'appui d'une armée alliée.

Il existait peu d'espoir et encore moins de désir d'attirer l'Empereur dans une nouvelle guerre, et, depuis quelques années, les hommes d'État italiens avaient vu comment la suite des événements pourrait leur amener un autre allié, moins puissant peut-être, mais moins exigeant. Tôt ou tard, la Prusse serait obligée de lutter contre l'Autriche pour l'hégémonie de l'Allemagne. Le gouvernement volontairement effacé de Frédéric-Guillaume IV avait humilié les sentiments prussiens, et la nomination de son frère Guillaume comme régent, en 1858, avait marqué le commencement d'une politique plus hardie. La persuasion qu'il n'y avait pas, dans la fédération allemande, place pour deux grandes puissances, avait empêché la Prusse de venir au secours de l'Autriche l'année suivante et lui avait fait braver le profond sentiment national qui poussait à défendre une puissance allemande en détresse. Dès 1856, les hommes d'État allemands commençaient à voir que le Piémont était leur allié naturel¹; et l'idée qu'une Italie forte serait probablement indépendante de la France s'unifiait à une réelle sympathie à l'égard des aspirations italiennes pour inspirer la décision de la Chambre prussienne en 1861, qu'il n'était « pas de l'intérêt de la Prusse de

1. Cavour, *Lettere*, II, 211; Id., *Nuove lettere*, 337. Pour Cavour en 1858; Massari, *Cavour*, 270.

s'opposer à la consolidation de l'Italie. » La même année, Schleinitz avait assuré à La Marmora que la Prusse ne ferait rien pour empêcher que la question vénitienne fût résolue ¹. Vingt mois plus tard, Bismarck était premier ministre, et, avant la fin de 1862, il sondait le ministère Minghetti pour savoir quelle serait l'attitude de l'Italie si la Prusse attaquait l'Autriche. « Un jour, avait dit Cavour à l'ambassadeur prussien en 1859, la Prusse remerciera le Piémont de l'exemple qu'il aura donné », et Bismarck avait pris la leçon à cœur. Le point cardinal de sa politique était la conviction que la Prusse et l'Autriche ne pouvaient coexister dans la fédération allemande. Il était décidé à ce que « le sang et le fer » empêchassent tôt ou tard l'Autriche de rester une puissance allemande, et transférassent son centre politique à Pest. Mais Bismarck savait qu'il était seul, que le Roi et le pays étaient fortement hostiles à toute guerre contre un autre peuple germanique. Les petits États allemands savaient que la politique de Bismarck menaçait leur indépendance ; les Libéraux s'éloignaient du grand ennemi qui avait fait du gouvernement parlementaire une farce, et qui aidait à écraser les Polonais. La cour de Berlin était aussi anti-italienne que la cour d'Angleterre, et la théorie qui voulait que le Quadrilatère fût nécessaire à la sécurité de l'Allemagne, ou du moins qu'il fallait le conserver tant que les Français conserveraient Rome, n'était pas encore morte. Bismarck vit qu'il lui faudrait attendre ; et la crise du Schleswig-Holstein, avec ses faux semblants d'amitié pour l'Autriche, fournit à sa dextérité sans scrupules l'occasion de démontrer les difficultés d'une alliance prusso-autrichienne, d'aliéner à l'Autriche les petits États, et de l'irriter à tel point que la paix devint bientôt impossible. Au milieu même de cet épisode, il déclara à l'ambassadeur italien qu'il ne se servait de l'Autriche que pour arriver à ses fins et que l'Italie était l'amie naturelle de la Prusse ².

L'opinion populaire italienne ne s'élevait guère avec moins de force contre une alliance avec la Prusse que contre une alliance avec la France ; mais le ministère des affaires étran-

1. Cavour, *Lettere*, VI, 671-673, 686 ; La Marmora, *Un po' più di luce*, 17. Mazzini plaida la même année en faveur d'une alliance prusso-italienne : *Opere*, XI, 262. En 1866, il protesta contre elle : *ib.*, XIV, 183.

2. Bonghi, *L'Alleanza*, 85.

gères en Italie avait toujours conservé cette éventualité en perspective. Pasolini avait dit à Bismarck en 1862 que l'Italie se rangerait toujours du côté des ennemis de l'Autriche; et La Marmora, après sa nomination, tourna tout de suite ses pensées vers Berlin, et lança des insinuations qui furent mieux comprises par Bismarck que par ses propres concitoyens¹. Mais il savait qu'une alliance officielle était encore lointaine, que, si Bismarck échouait dans sa lutte contre les libéraux, la perspective d'un conflit entre la Prusse et l'Autriche serait indéfiniment reculée. Il espérait que l'Autriche pourrait être amenée, par crainte d'une coalition hostile, à vendre la Vénétie ou à l'échanger contre la Bosnie; et il était prêt à entrer dans une alliance avec l'Autriche et la France, si elle stipulait explicitement la cession de la Vénétie. Sa prudence était sage, car Bismarck dut de nouveau attendre. L'opinion en Prusse l'avait forcé à « boucher les accrocs » dans l'alliance avec l'Autriche; et la convention de Gastein (août 1865) marqua ostensiblement qu'il renonçait à ses projets. Mais il rassemblait, au même moment, les fils des négociations, qu'il avait laissé tomber, en vue d'un traité de commerce avec l'Italie, et il essaya de lui faire prendre l'engagement de lui venir en aide au cas d'une rupture éventuelle avec Vienne. La Marmora fut prudent comme toujours; un moment, il soupçonna une entente entre la France et l'Autriche. L'Italie n'était pour Bismarck, il le savait, qu'un « pion dans le jeu », et il considérait que la politique double de la Prusse délivrait l'Italie de ses obligations si, comme cela semblait encore possible, la Vénétie et le Trentin pouvaient être obtenus sans combat. Mais, avec la nouvelle année 1866, tous les doutes sur la nécessité de l'alliance prussienne se dissipèrent. L'Autriche avait refusé de vendre la Vénétie, les craintes au sujet de l'hostilité française disparurent lorsqu'on sut que Bismarck avait rendu visite à l'Empereur à Biarritz (octobre 1865) et qu'il était rassuré sur l'attitude de la France². La Marmora conclut avec succès le traité de commerce (mars) et proposa le projet du chemin de fer du Saint-

1. Pasolini, *Mémoires*, 238; La Marmora, *op. cit.*, 36-37; Jacini, *Due Anni*, 46.

2. La Marmora, *op. cit.*, 41, 47; Jacini, *op. cit.*, 136, 140; Bonghi, *op. cit.*, 243, 252. Lanza ne savait apparemment rien de ces négociations: Castelli, *Carteggio*, II, 70.

Gothard « pour réunir l'Italie à l'Allemagne ». Au début de mars, le général Govone fut envoyé à Berlin, à la requête de Bismarck, avec pleins pouvoirs pour négocier une alliance offensive et défensive, si la Prusse en avait de sérieuses intentions. Mais La Marmora savait que la prudence était plus nécessaire que jamais. Il était encore inquiet sur les intentions de l'Empereur, et ce ne fut pas avant la fin du mois qu'il fut assuré que, bien que Napoléon ne voulût donner aucune aide à l'Italie si elle prenait l'offensive, ses sympathies étaient pour elle¹. Après la révolution de Bucharest en février, La Marmora espéra encore que les craintes de l'Autriche la disposeraient à céder la Vénétie, et il permit qu'on entamât des négociations pour échanger cette province contre les Principautés Danubiennes, quoiqu'il sentît l'ignominie de cet arrangement. L'opposition des puissances rendit bientôt le projet impossible. Il était encore préoccupé par des soupçons sur la sincérité de la Prusse. Bismarck désirait sans doute sincèrement l'alliance de l'Italie, non seulement pour obtenir son aide en temps de guerre, mais pour compromettre son propre gouvernement. Mais les tendances pacifiques étaient très puissantes à Berlin, et, ayant eu vent des ouvertures de l'Italie à l'Autriche, il douta à son tour de la loyauté de La Marmora. Il semblait de nouveau possible que Bismarck pût être forcé de se soumettre au parti pacifique, et, qu'ayant employé l'alliance italienne à obtenir des concessions de l'Autriche en l'effrayant, il ne répudiât cette alliance et ne laissât l'Italie face à face avec son ennemie, seule et sans concours, sauf le patronage incertain et embarrassant de la France. Il fit de son mieux pour prendre l'Italie dans le piège d'un traité inégal qui lui aurait donné tout le danger et nulle certitude avantageuse. Mais les prudents diplomates italiens étaient sur leurs gardes, et, à la fin de mars, Bismarck, reconnaissant qu'il avait tendu son piège en vain, obtint le consentement du Roi pour un traité secret qui obligeait les deux alliées à faire la guerre à l'Autriche. Son refus de réformer la constitution fédérale devait en être le prétexte, et les deux partis s'engageaient à employer toutes leurs ressources militaires, et à ne signer aucune paix ni

1. La Marmora, *op. cit.*, 80, 127, 128; Jacini, *op. cit.*, 165-166; Benedetti, *Mission*, 78; Ricasoli, *Lettere*, VIII, 11; Bonfadini, *Arese*, 338.

aucun armistice, sauf d'un commun accord, et à des conditions qui donneraient la Vénétie à l'Italie, et, à la Prusse, un territoire équivalent en population à la Vénétie et à la Lombardie ; si, avant trois mois, la Prusse ne déclarait pas la guerre, le traité expirerait. La Marmora, après avoir tenté vainement d'obtenir que le Trentin fût officiellement inclus dans la récompense espérée de l'Italie, signa le traité, le 8 avril.

Les deux hommes d'État avaient maintenant un but commun : rendre la guerre inévitable. Il était encore loin d'être ainsi. Le parti de la paix en Prusse était à peine affaibli. L'Angleterre employait toute son influence à « plâtrer » une réconciliation, et, au milieu d'avril, Bismarck, incapable de résister à ces nombreuses pressions, consentit à désarmer si l'Autriche voulait bien en faire immédiatement autant. La situation fut sauvée par un accident. Un rapport inexact d'un attaché anglais induisit le gouvernement viennois à croire que les Italiens concentraient leurs troupes sur le Pô. Il répondit au danger imaginaire en plaçant l'armée de Vénétie sur le pied de guerre (26 avril), donnant ainsi à La Marmora le prétexte qu'il attendait pour mobiliser, et permettant à Bismarck de rompre ses engagements. Mais La Marmora se trouva en face d'une nouvelle difficulté. Bismarck, cédant probablement aux influences de la cour, et s'appuyant sur une interprétation forcée du traité, informa le gouvernement de Florence que la Prusse n'était pas tenue de lui porter secours si l'Autriche attaquait la Vénétie avant que les alliés eussent déclaré la guerre ; et La Marmora craignit, non sans cause, que l'Autriche ne décidât la Prusse, par quelque présent, à se tenir tranquille, et ne lançât toutes ses forces sur l'Italie¹. Cette répudiation déloyale fut suivie d'une offre de Vienne qui doit avoir fortement tenté la loyauté de La Marmora (6 mai). Le gouvernement autrichien, comprenant enfin combien la situation était sérieuse, et sautant, comme c'était son habitude, d'une trop grande confiance à une panique, offrit de céder la Vénétie en échange d'une simple promesse de neutralité, qui permettrait à l'Autriche de jeter toutes ses forces sur la Prusse et de trouver une compensa-

1. La Marmora, *op. cit.*, 192-198, 305, 310 ; voir Benedetti, *op. cit.*, 114. Le roi Guillaume nia cyniquement l'existence d'aucun traité avec l'Italie : *Halt, Papiers sauvés*, 170.

tion dans la Silésie. L'Italie aurait pu gagner d'un seul coup la plus grande partie de ce qu'elle voulait, et les collègues de La Marmora auraient probablement accepté cette offre dorée; mais, aux yeux de La Marmora, l'honneur national était plus précieux que n'importe quel territoire, et il refusa d'écouter, même un moment, la voix du tentateur¹. Il reçut sa récompense, car la Prusse, alarmée des bruits qui couraient au sujet des propositions autrichiennes, promit alors de soutenir l'Italie.

La Marmora avait à peine échappé, sain et sauf, à la trahison prussienne, lorsqu'il courut d'un autre côté le danger d'un échec. Napoléon avait accueilli avec joie les marques d'hostilité entre les deux grandes puissances germaniques. Il espérait y trouver l'occasion d'atteindre les deux buts qu'il s'était fixés depuis quelques années dans sa politique étrangère; pousser la frontière française jusqu'au Bas-Rhin, et remplir la promesse qu'il avait faite à l'Italie de la rendre libre jusqu'à l'Adriatique. Un succès de cette espèce était plus que jamais nécessaire pour rétablir son prestige brisé, ébranlé au dedans par l'opposition grandissante des libéraux, au dehors par la défaite imminente au Mexique. La politique la plus sage aurait été sans doute pour lui de faire franchement alliance avec l'Autriche, de gagner au moins la neutralité de l'Italie en insistant sur la cession de la Vénétie et d'écraser, pour une génération peut-être, le développement menaçant de la Prusse. Mais il n'avait plus les capacités physiques ou morales nécessaires à de grandes résolutions; l'opinion française se déclarait énergiquement contre la guerre; avec la plupart des observateurs, il croyait que l'Autriche serait vaincue par l'Italie, mais écraserait certainement les Prussiens. La conséquence naturelle devait en être que l'Italie gagnerait la Vénétie et l'Autriche la Silésie; les deux puissances germaniques sortiraient de la lutte épuisées et toutes deux exaspérées l'une contre l'autre; et, comme prix de sa neutralité, il obtiendrait le consentement de la Prusse à sa marche sur le Rhin². Bismarck qui, pour employer ses propres paroles, était « beaucoup moins Allemand que Prus-

1. La Marmora, *op. cit.*, 208, 224-225; Id., *Segreti*, 144-146; Ricasoli, *op. cit.*, VIII, 13.

2. Ricasoli, *op. cit.*, VIII, 12-13; La Marmora, *Un po' più di luce*, 117; Sorel, *Guerre franco-allemande*, I, 11-12; Castelli, *op. cit.*, II, 34.

sien », avait été tellement affecté par le danger d'une combinaison franco-autrichienne qu'il fut prêt à payer le prix stipulé. Les détails de ce qui se produisit au cours de l'entrevue de Biarritz ne peuvent être que conjecturés ; mais il ne peut y avoir de doute que Bismarck consentit à « certains arrangements » entre la Moselle et le Rhin. Il fut bientôt convaincu de la difficulté de persuader au Roi ou au peuple d'abandonner « un seul champ de trèfle » de la patrie, et il essaya de décider l'Empereur à échanger ses prétentions sur le Rhin contre la Belgique¹. Napoléon ne goûta guère ces nouvelles propositions ; il se sentait déjà des doutes sur la sagesse de sa politique. Il semble avoir commencé à craindre la possibilité d'une victoire prussienne, et, si l'Autriche avait été disposée à céder la Vénétie, il l'aurait sans doute aidée à gagner la Silésie. La Prusse était tellement détestée des Français qu'une guerre avec elle aurait pu être populaire, et même un corps d'observation placé sur le Rhin l'aurait paralysée. Mais le gouvernement autrichien de cette époque se fit un point d'honneur de ne pas abandonner la Vénétie. L'Empereur eut recours à sa panacée habituelle contre toutes les difficultés, et, soit dans l'espoir d'obtenir pour ses projets l'appui de l'Europe, ou, plus probablement, pour gagner du temps et retarder la nécessité de prendre une décision, il ressuscita l'idée d'un congrès (1^{er} mai). Les propositions qu'il avait l'intention d'exposer au congrès auraient donné la Vénétie à l'Italie, une partie de la Silésie à l'Autriche, tandis que la Prusse aurait eu le Schleswig-Holstein et quelques-uns des petits États, et que le Palatinat et les provinces rhénanes auraient passé sous le protectorat de la France, comme premier pas vers l'annexion éventuelle². Le congrès fut mort-né. La Prusse et l'Italie refusèrent de désarmer d'avance ; il était clair que Bismarck ne voulait y venir que « pour allumer la poudre » ; et l'Autriche, de son côté, refusa résolument d'adhérer à aucun plan impliquant la cession de la Vénétie. Après quelques semaines de négociations vaines, l'Empereur renonça au Congrès (5 juin), et, désireux de sauver quelques

1. Ricasoli, *op. cit.*, VIII, 11, 15 ; La Marmora, *op. cit.*, 242, 275-276 ; Maupas, *Mémoires*, II, 186 ; Benedetti, *op. cit.*, 157, 165 ; Rothan, 1865, 50-53 ; Fyffe, *Modern Europe*, III, 385 ; Sorel, *op. cit.*, I, 15 ; Correspondence-War, 5.

2. Castelli, *op. cit.*, II, 123-124 ; Correspondence-Conference, 3.

fragments de sa politique, poussé probablement par la généreuse pensée qu'il était de l'intérêt de la paix européenne que la Prusse se consolidât, il paraît avoir pensé à joindre ses armées à celles de la Prusse, si elle voulait acheter son concours par la cession des provinces de la Moselle. Que le nouveau projet eût pris forme ou non, l'Autriche s'en effraya, et, par un de ces brusques revirements politiques qui étaient si fréquents à ce moment, elle acheta la neutralité de l'Empereur, et, peut-être l'espérait-elle, celle de l'Italie aussi, par un engagement secret d'abandonner la Vénétie, quelle que fût l'issue de la guerre (12 juin)¹.

L'avortement du congrès rendait la guerre presque inévitable. Mais, bien que le roi Guillaume arrivât lentement à s'y résigner, les influences pacifiques n'étaient pas mortes en Prusse, et Bismarck trouva difficile d'inventer un *casus belli* plausible. Il demanda à l'Italie de prendre l'initiative et d'attaquer l'Autriche; peut-être intrigua-t-il avec le parti de l'action pour organiser une invasion qui irriterait suffisamment l'Autriche pour la décider à prendre l'offensive². Mais La Marmora, prudent comme toujours, craignit que la Prusse ne reculât au dernier moment, et, malgré l'emphatique déclaration de sympathie de l'Empereur, il refusa de risquer l'Italie dans une guerre où, peut-être, elle pourrait être réduite à ses propres forces. A ce moment, ses craintes n'étaient peut-être pas sans fondement; mais l'encouragement des petits États allemands était en train de décider l'Autriche à devenir l'agresseur, comme elle l'avait été en 1859. Le 14 juin, la diète fédérale décida de lui prêter son appui; deux jours plus tard, les Prussiens pénétraient en Saxe et en Hanovre et, le 20 juin, l'Italie déclarait la guerre.

La déclaration de guerre fut accueillie avec soulagement et reconnaissance par tout le pays. L'enthousiasme de délivrer les Vénitiens et de faire faire un nouveau progrès à l'unité était très réel. Les sociétés démocratiques avaient empêché l'intérêt de se refroidir dans les masses; pour les patriotes du Piémont, c'était un article de foi qui leur était plus cher que jamais depuis leurs ennuis récents; le Roi était impa-

1. Bonfadini, *op. cit.*, 353; Rothan, *op. cit.*, 169-171; Taxile-Delord, *Second Empire*, IV, 249 (Paris, F. Alcan); La Marmora, *op. cit.*, 258; Circulaire de Bismarck du 20 juin 1870.

2. La Marmora, *op. cit.*, 259, 269, 272, 278.

tient d'agir, et le sentiment qu'un conflit approchait réveilla dans le pays quelque chose du vieil esprit de 1860. Les partis disparurent. La Marmora abandonna sa place de premier ministre pour le champ de bataille, et Ricasoli le remplaça avec un cabinet favorable à la coalition (20 juin). Tous pouvoirs furent donnés au gouvernement pour lever des taxes par décret royal; on surmonta les difficultés financières en donnant cours forcé au papier-monnaie, et, sur la proposition de Crispi, une impitoyable « loi des suspects » fut promulguée pour réprimer les conspirations à l'intérieur. Mazzini pressa les républicains de coopérer, et Garibaldi, de nouveau ami du gouvernement, fut rappelé de Caprera pour prendre le commandement des volontaires. La Marmora avait retardé leur enrôlement jusqu'au dernier moment, peut-être pour des raisons diplomatiques, et sa méfiance envers eux persistant, il n'avait préparé des équipements que pour 14 000 hommes; mais 30 000 au moins se présentèrent en une semaine, et leur nombre se serait encore accru si le gouvernement avait pu les armer. L'alliance avec la Prusse, il est vrai, était loin d'être populaire; sa franche antipathie était trop récente pour être oubliée, et, même en ce moment, sa politique avait été si équivoque, que des critiques auraient bien pu la croire l'amie de l'Autriche plutôt que de l'Italie. Les radicaux haïssaient Bismarck à cause du dédain qu'il professait pour le gouvernement parlementaire, et méprisaient la nation qui s'était abandonnée à lui. La Marmora était presque seul à avoir quelque confiance en l'armée prussienne.

Cependant, s'il fallait une alliance, mieux valait que ce fût celle de la Prusse que celle de la France; et l'Italie commença la guerre, tout à fait certaine du succès. Son armée était, au point de vue numérique, beaucoup plus forte que toutes les forces que l'Autriche pouvait lui opposer. Elle pouvait mettre en campagne 220 000 hommes, sans compter les volontaires et les réserves, contre les 100 000 hommes, qui, en exceptant les garnisons, composaient l'armée autrichienne en Vénétie et dans le Tyrol. Le public ne savait rien de la mauvaise administration et peut-être des malversations qui rendaient l'organisation de l'armée impuissante, ni des jalousies et de l'incompétence des généraux qui paralysaient sa stratégie. Fanti était mort; La Marmora et Cialdini représentaient plus ou moins deux écoles différentes et rivales. Tous les deux, cepen-

dant, étaient assez sensés et assez bons patriotes pour voir les dangers d'un commandement partagé, et ils s'étaient hâtés l'un et l'autre de réclamer le titre de commandant en chef. Il paraîtrait que le désir du Roi d'être en évidence et les avantages politiques qu'il y aurait à ce qu'il fût grand passèrent avant l'argument militaire qui réclamait l'unité de direction¹. Le Roi prit le commandement sur le Mincio avec La Marmora comme chef d'état-major, et Cialdini eut le commandement demi-indépendant de l'armée du Pô.

Il y avait deux plans d'opérations possibles. Les Italiens, partant de l'Ouest, pouvaient jeter toutes leurs forces sur le Quadrilatère, et amener les Autrichiens à attaquer en bataille rangée sur l'ancien champ de bataille entre le Mincio et l'Adige; ou bien, ils pouvaient s'avancer du Pô inférieur, forcer les Autrichiens à engager l'action près de Padoue pour garantir leurs communications, puis, dans le cas où les Italiens remporteraient la victoire, laisser des forces suffisantes pour attaquer le Quadrilatère par l'Est, et s'avancer vers le Danube avec l'armée principale; de là, ils pouvaient encourager l'insurrection en Hongrie ou donner la main aux Prussiens qui s'avançaient en Bohême. Tandis que La Marmora appuyait la stratégie la plus prudente, Cialdini se faisait l'avocat du projet de marche en avant, qui était fortement appuyé, nominalement, de sa propre initiative, par Usedom, l'ambassadeur prussien à Florence, mais plus probablement à la suggestion de Bismarck, qui avait depuis longtemps préparé un soulèvement hongrois². Ricasoli qui était en train de reprendre contact avec les conspirateurs hongrois et slaves, que La Marmora avait laissés là, aurait accepté le plan; et le Roi accueillit avec joie la perspective de voir s'accomplir ses rêves de deux ans plus tôt. Mais ses généraux s'opposèrent à la stratégie avancée. La Marmora se défiait des mouvements irréguliers qui ne lui plaisaient pas du tout: il refusa de « se salir les mains » en acceptant l'offre que lui fit Kossuth de

1. Chiala, *Cenni*, I, 263-268; La Marmora, *Schiarimenti*, 11; Cialdini, *Riposta*, 6-7; Della Rocca, *Autobiografia*, 11, 244 n.

2. La Marmora, *Un po' più di luce*, 316, 331, 348; Id., *Schiarimenti*, 7-8; Cialdini, *Riposta*, 14, 16, 23; Tavallini, *op. cit.*, II, 345; Chiala, *op. cit.*, I, 442; Bonghi, *op. cit.*, 276-278; Guerzoni, *Garibaldi*, II, 419; Lettre d'Usedom dans le *Norddeutsche Zeitung* du 11 février 1874, citée dans Ghiron, *Annali*, II, 241-242.

soulever la Hongrie, et il envoya les volontaires couvrir l'aile gauche italienne dans le Tyrol. Il n'examina probablement jamais sérieusement le projet d'Usedom, et le rejeta parce qu'il était suggéré par la Prusse¹. Il fut sage, sans doute, en doutant des promesses hongroises, car le pouvoir de Kosuth déclinait et Deak n'était pas disposé à rompre avec la monarchie. Bien que la tactique de La Marmora fût d'une prudence extrême, il y avait des risques sérieux à courir si l'on faisait un mouvement en avant alors que le Quadrilatère était intact et qu'une défaite des Prussiens pourrait permettre aux Autrichiens de jeter toutes leurs forces sur l'Italie. L'intention de La Marmora d'assurer la chute des forteresses, puis de s'avancer ensuite par le Tyrol, était de bonne sinon de brillante tactique. Malheureusement, le commandement à deux la gâta. On fit entre son plan et celui de Cialdini un compromis n'ayant les qualités ni de l'un ni de l'autre, et le résultat fut un projet mal combiné d'attaquer le Quadrilatère des deux côtés.

Les hostilités commencèrent le matin du 23 juin. Autant qu'il y eut un plan d'opérations concerté, La Marmora devait traverser le Mincio avec toutes ses forces et attirer les Autrichiens vers l'Ouest afin de donner à Cialdini toute facilité pour traverser le Pô près de Ferrare. Mais La Marmora s'avança avant que Cialdini ne fût prêt, et de plus ne fut pas certain, semble-t-il, s'il devait faire une simple démonstration ou s'avancer en force. Ne trouvant aucunes traces de l'ennemi, il conclut que les Autrichiens se concentraient derrière l'Adige, et il décida de se jeter entre Vérone et Mantoue en occupant les hauteurs fameuses dans l'histoire qui sont entre Valeggio et Sommacampagna. Le mouvement commença de bonne heure le 24 et, s'il avait réussi, il aurait placé les Italiens dans une très forte position. Mais, la veille dans l'après-midi et pendant la nuit, 90 000 Autrichiens avaient quitté Vérone et occupé les hauteurs avant les Italiens. L'habile commandant autrichien, l'archiduc Albert, vit sa chance de salut dans leurs fautes de tactique et espéra écraser tour à tour les armées divisées. Cependant La Marmora avait sur lui une grande supériorité numérique, une supériorité plus grande encore en artillerie, et, avec une bonne tactique, l'avantage

1. La Marmora, *Schiarimenti*, 7; Id., *Un po' più di luce*, 343.

devait être de son côté. Mais aucune supériorité de nombre ne put compenser l'étonnante série de fautes. Un de ses trois corps fut laissé inactif devant Mantoue. Le service d'éclaireurs fut négligé; on ne s'aperçut pas que les Autrichiens s'étaient avancés, et, le 24 au matin, sept colonnes s'avancèrent par sept routes différentes sans s'attendre à rencontrer l'ennemi. Deux divisions du corps de Durando sur la gauche furent prises tour à tour dans les routes escarpées qui sont entre Valeggio et Oliosi, et, après avoir simplement conservé leurs positions pendant toute la matinée, furent repoussées en désordre. Autour de Custozza, la division Brignone, après avoir fait une belle résistance, dut battre en retraite avant midi. Deux divisions du corps de Della Rocca reprirent les hauteurs sur la droite et, pendant une heure ou deux, gagnèrent du terrain; mais les troupes étaient épuisées par la chaleur et le manque de nourriture, l'artillerie était dépourvue de munitions, et, pour quelque inexplicable raison, La Marmora refusa à une autre des divisions de Della Rocca, qu'il n'était pas indispensable de garder en réserve, de marcher au secours des autres. Custozza fut évacuée le soir, et Della Rocca, qui avait laissé les divisions qui lui restaient, fortes de 24 000 hommes, tenues en échec à Villafranca par quelques mille hommes de cavalerie, ne put que protéger la retraite. Pendant la nuit, toutes les troupes italiennes repassèrent le Mincio, et, si l'ennemi les avait poursuivies jusqu'aux ponts, elles auraient pu être écrasées.

Custozza n'était pas un écrasant désastre. Moins de 90 000 Italiens avaient pris part à l'action, et seule la division de Durando avait été sérieusement éprouvée. Les pertes autrichiennes avaient été beaucoup plus fortes que celles des Italiens, et la position sur le Mincio était aussi bonne qu'au commencement de la campagne, alors que l'armée du Pô n'avait pas quitté ses positions. Mais, ce qui était de peu d'importance au point de vue stratégique, fut un coup terrible pour le moral de l'armée. L'incompétence de La Marmora, l'inaction mal interprétée de Della Rocca, l'insouciance avec laquelle on avait envoyé l'armée parader en face de l'ennemi, tout cela avait ébranlé la confiance qu'on pouvait avoir dans les généraux. Eux-mêmes, du reste, avaient peu de confiance en leurs hommes, car, quoique la plus grande partie de l'armée se fût bien battue, quelques régiments avaient eu une

pauvre attitude. Une sorte de panique s'empara des généraux. La Marmora télégraphia à Cialdini et à Garibaldi en termes absolument découragés, et, bien que le lendemain il se remit de son découragement et pria Cialdini de conserver ses positions, Cialdini persista à croire que La Marmora devait continuer sa retraite, et il recula dans la direction de Modène¹. En fait, le 26, La Marmora se retira derrière l'Oglio, très harcelé par la cavalerie ennemie, et Garibaldi, qui venait de traverser la frontière à Caffaro, reçut l'ordre de se replier pour protéger Brescia. Il était clair qu'en tout cas le commandement à deux devait cesser. La Marmora fit de son mieux pour réparer la faute de Custozza en proposant tout de suite que Cialdini prît le commandement en chef. Le Roi promit à Ricasoli de ne pas intervenir dans les opérations, et les deux généraux entreprirent de travailler de concert. Le 29, il fut décidé entre eux que Borgoforte serait attaqué par feinte, tandis que Cialdini traverserait le Pô inférieur, et que, aussitôt que les forces de La Marmora auraient effectué leur jonction avec les siennes, Cialdini prendrait le commandement général. La perspective était encore bonne pour les Italiens. L'armée avait regagné beaucoup de sa confiance ; sa supériorité numérique promettait ultérieurement la victoire, et on pouvait s'attendre à ce que la flotte chassât l'ennemi de l'Adriatique. Il y a des raisons de croire que, même avant Sadowa, les Autrichiens avaient décidé d'évacuer la Vénétie².

Soudain, au moment où les Italiens étaient prêts à reprendre l'offensive, Napoléon télégraphia (nuit du 4 juillet), que l'Autriche avait offert de lui céder à lui-même la Vénétie pour être rétrocédée à l'Italie, et qu'il proposait un armistice sur cette base. Tandis que les Italiens avaient laissé échapper la victoire qui semblait si certaine, les Prussiens avaient démenti toutes les prévisions et porté à l'ennemi un coup qui le mettait à la merci du vainqueur. La bataille de Sadowa (3 juillet) confondit les plans de Napoléon. Il avait fait de son mieux pour aider l'Autriche en suggérant aux Italiens de ne pas conduire la campagne de Vénétie avec trop d'énergie³.

1. La Marmora, *Schiarimenti*, 22-25 ; Cialdini, *op. cit.*, 10-13. La preuve a été bien recueillie par Tivaroni, *L'Italia*, III, 31-32.

2. Castelli, *op. cit.*, II, 140.

3. La Marmora, *Un po' più di luce*, 310.

Le triomphe de la Prusse compromettait ses desseins sur le Bas-Rhin et soulevait le fantôme d'une alliance prusso-autrichienne contre lui-même. Pour le moment, il pensa à attaquer la Prusse; mais il s'aperçut qu'il n'avait pas assez de chassépots¹. Il intrigua de nouveau activement pour obtenir le territoire des bords de la Moselle, et Bismarck était encore si plein de la crainte que les Français ne prissent l'offensive qu'il était disposé à offrir le Palatinat ou la Belgique si la France voulait favoriser ses plans d'extension en Allemagne². Mais l'Empereur, fidèle à sa politique d'équilibre, était par-dessus tout désireux de préserver l'Autriche de la ruine. Imposer sa médiation aux belligérants sauverait la position de l'Autriche en Allemagne, lui permettrait de remplir sa promesse à l'égard de l'Italie, et relèverait un peu son propre prestige.

Le télégramme de l'Empereur fut suivi, trois jours plus tard, de la menace que, si on refusait l'armistice, il rendrait Venise à l'Autriche et peut-être ferait alliance avec elle. Ceci mit l'Italie en face d'un terrible dilemme. Risquer de rompre avec la France était courir un hasard trop grand. Même si la menace de guerre n'était qu'une parole en l'air, il y avait à craindre que la Prusse ne fût achetée et l'Italie laissée seule en face de l'Autriche, les sympathies de Napoléon étant pour cette dernière. D'un autre côté, faire la paix, tandis que l'armée était intacte et flétrie par une défaite, perdre le prestige militaire de la jeune nation, recevoir la Vénétie comme une aumône du protecteur étranger, c'était une humiliation qui blessait au vif l'amour-propre du Roi, des ministres et du peuple. D'abord, cependant, la règle de conduite du gouvernement fut claire. L'honneur et l'intérêt lui défendaient de conclure aucun armistice sans le consentement de la Prusse, et, pendant quelques jours, il sembla que la Prusse fut désireuse de continuer la guerre. Les Italiens répondirent à l'Empereur qu'ils ne concluraient aucun armis-

1. Rothan, 1866, 190, 219-232; Harcourt, *Drouyn de Lhuys*, 259-264; Castelli, *op. cit.*, II, 141; Ricasoli, *op. cit.*, VIII, 124; Beust, *Memoirs*, I, 320; Sorel, *op. cit.*, I, 19-23; Taxile Delord, *op. cit.*, IV, 473.

2. Correspondence-War, 3 6, 70-71; Franco-German War nos 12.; Benedetti, *op. cit.*, 177, 185-197; Beust, *op. cit.*, I, 318. D'après Benedetti dans l'*op. cit.* et la Correspondence, etc., 9, le plan de traité publié dans le *Times* du 25 juillet 1870 devrait être daté de juillet 1866 et non 1867, chiffre indiqué par Bismarck, et cela semble être probable.

tice sans le consentement de la Prusse, et que, même avec ce consentement, ils faisaient dépendre leur acceptation de la cession immédiate des forteresses vénitiennes et du concours de la France pour leurs demandes touchant le Trentin. En attendant, et pour le cas où la Prusse accepterait éventuellement les propositions de l'Empereur, il fallait que l'Italie employât promptement l'intervalle à recouvrer son prestige sur le champ de bataille, pour faire la Vénétie sienne par droit de conquête, et non par une grâce de l'Empereur, pour occuper le Trentin et l'Istrie, afin qu'elle pût avoir sur eux des droits bien affermis, le jour de la négociation¹. L'inaction qui suivit Custozza avait causé un grave mécontentement dans le pays, et éveillé à Berlin certaines craintes que l'insinuation de l'Empereur de ralentir les opérations n'engageât l'Italie à trahir son alliée. Le soupçon n'était pas fondé, mais il est difficile d'expliquer l'inaction presque complète des généraux italiens pendant les dix premiers jours de juillet. Ricasoli insista, de toute son énergie, pour une marche en avant ; mais le 14 juillet était arrivé avant que les généraux eussent consenti à adopter la plus grande partie du plan original de Cialdini et se fussent décidés à laisser une partie de l'armée pour garder le Quadrilatère et à venir en aide aux volontaires dans le Trentin, tandis que Cialdini, qui avait déjà, le 8, traversé le Pô, s'avancerait avec le gros des forces à travers la Vénétie, et qu'un détachement serait envoyé pour occuper l'Istrie. Entre le 9 et le 13, une grande partie des troupes autrichiennes furent rappelées du Quadrilatère pour défendre Vienne. Le 14 et le 15, Cialdini occupa Padoue et Vicence, tandis que Medici remontait, par des marches forcées, le Val Sugana, pour donner la main à Garibaldi. Le 10, deux des corps de La Marmora quittèrent leurs positions sur l'Oglio, et se hâtèrent de rejoindre l'armée de Cialdini. Cialdini s'avança bientôt à marches forcées vers l'Est avec 150 000 hommes, et, le 25, il était prêt à franchir la frontière et à passer en Carniole.

Cependant, les 38 000 volontaires de Garibaldi s'avançaient lentement dans le Tyrol, en luttant contre une force moitié moins nombreuse d'Autrichiens et de Tyroliens sous les ordres de Kuhn. Si braves qu'ils fussent en majorité, ils

1. Ricasoli, *Lettere*, VIII, 50, 52, 68, 328 ; La Marmora, *Schiarimenti*, 36.

n'étaient pas constitués physiquement pour une guerre de montagnes, et le peu de discipline qu'ils avaient tournait aisément en démoralisation. On avait choisi les officiers pour des raisons politiques plutôt que militaires, et « des hommes qui avaient fait leurs preuves en prison ou au parlement », commandaient les brigades « avec une merveilleuse incapacité ». Garibaldi lui-même avait perdu quelque peu de son ancien génie et de son ancienne vigueur, et ce fut lentement qu'il se fraya un chemin pour remonter la vallée du Chiese, et, tournant à droite à Storo, pour s'avancer vers Riva par le Val di Ledro. Même quand il eut donné la main à son aile droite après une bataille acharnée et pas très décisive à Bezzecca, Kuhn aurait pu encore faire une résistance obstinée avant que les volontaires n'eussent atteint Trente. Ce fut la brillante marche de Medici qui, en s'avançant de l'Est, força les Autrichiens à évacuer le Tyrol méridional.

Les petits succès des volontaires firent peu pour remplacer les lauriers perdus à Custozza, et une grande défaite navale causa une nouvelle humiliation. Les Italiens s'étaient attendus à une prompte et facile victoire sur mer. Mais, malgré toutes les dépenses faites pour elle, la flotte n'était nullement prête, Persano était peu capable et encore moins énergique, et, bien qu'il ne fût probablement pas poltron, ses nerfs étaient fatigués par la débauche; peut-être aussi n'approuvait-il pas cette guerre. La flotte resta inactive à Ancône, refusant d'accepter la bataille avec une escadrille autrichienne inférieure en force jusqu'à ce que des ordres péremptoires eussent obligé Persano à prendre la mer et à attaquer l'île dalmatienne de Lissa avec son importante station navale. Il avait en partie atteint son but, quand la flotte autrichienne parut (20 juillet). Les Italiens avaient une légère supériorité numérique qui fut plus que compensée par la meilleure tactique de l'ennemi, et, dans le combat qui suivit, ils perdirent deux de leurs dix cuirassés. Les Autrichiens ne purent leur enlever leur position, mais la perte des deux vaisseaux et la conduite suspecte de Persano mit Lissa au même rang que Custozza et força l'Italie à « boire la lie de la honte ».

La vérité entière à propos du combat de Lissa ne fut connue que trois jours après, alors que les premières fausses nouvelles d'une victoire se changèrent en une exagération de la défaite. Mais l'Italie avait déjà laissé échapper ses chances de

victoire quand arriva la nouvelle que la Prusse allait signer les préliminaires de paix à Nikolsburg (26 juillet). Bismarck avait de nouveau agi déloyalement, et négociait la paix sans s'inquiéter de son alliée¹. La Prusse n'avait rien à gagner à continuer la guerre; Bismarck craignait encore les intentions de Napoléon, et, soit pour acheter son alliance, soit pour le tenir en haleine jusqu'à ce que l'appui de la Russie fût assuré, il offrait à l'Empereur une alliance offensive qui lui donnerait la Belgique². L'Empereur ne désirait point la Belgique; il espérait encore gagner le Luxembourg ou le Palatinat, et il était décidé à empêcher la Prusse d'incorporer l'Allemagne du Sud dans ses États. Mais il pensait arriver mieux à ses fins par des voies pacifiques; il était décidé à forcer l'Italie de céder, et il savait qu'elle ne pouvait faire autrement. Il insista pour qu'elle acceptât immédiatement l'armistice, éluda la promesse qu'il avait faite et qui stipulait que Vérone et Mantoue passeraient immédiatement à l'Italie, et refusa absolument de prendre aucun engagement à propos du Tyrol³. Tout ce qu'il était possible de faire maintenant, c'était de se maintenir énergiquement dans le Trentin, et de rendre les conditions de la rétrocession moins amères pour l'honneur national. Ricasoli consentit à accepter l'armistice sur une base d'*uti possidetis*, stipulant que la Vénétie passerait à l'Italie sans conditions déshonorantes, et, après un plébiscite qui permettrait à l'Italie d'affirmer qu'elle prenait la nouvelle province de par la volonté du peuple et non comme un don de la France. L'Empereur accepta nominale-ment les conditions, mais éluda bientôt sa promesse de plaider en faveur de l'*uti possidetis*, et Bismarck refusa de faire des prétentions sur le Tyrol un *casus belli*⁴. L'Autriche, sachant qu'elle pouvait en toute sécurité refuser le Tyrol, menaça de recommencer la guerre si les Italiens ne l'évacuaient pas. Ricasoli aurait osé beaucoup plutôt que de rendre Trente, ou de courber la tête sur l'ordre de l'Empereur.

1. Ricasoli, *op. cit.*, VIII, 334.

2. Benedetti, *op. cit.*, 191-198; *Papiers secrets*, VI, 23-24; Sorel, *op. cit.*, I, 25-28; Rothan, *op. cit.*, 258, 338-341.

3. Diamilla-Müller, *op. cit.*, 282-284; Ricasoli, *op. cit.*, VIII, 86; Halt, *op. cit.*, 173. Castelli, *op. cit.*, II, 142, doit faire erreur.

4. Ricasoli, *op. cit.*, VIII, 86-87, 162, 206; Diamilla-Müller, *op. cit.*, 286; La Marmora, *Segreti*, 148; Id., *Un po' più di luce*, 113; Bonghi, *op. cit.*, 266.

« L'honneur de l'Italie, dit-il, est plus précieux que la Vénétie » ; mais, recevant des nouvelles de la situation critique de l'armée, il céda, pouce par pouce, et ses hautes réclama-tions finirent en une pitoyable soumission. Il n'y avait, il est vrai, pas le moindre espoir que la campagne réussît. L'Autriche avait saisi l'occasion de l'armistice avec la Prusse pour accu-muler des troupes, et déjà elle avait 250 000 hommes entre l'Isonzo et Trieste et 60 000 dans le Tyrol septentrional. L'Italie devait choisir entre la paix déshonorante et une guerre terrible avec une défaite presque certaine. On avait fait une trêve quinze jours plus tôt, et la veille de son expiration (11 août), les Italiens s'obstinaient encore. Au dernier moment, Ricasoli fit une tardive acceptation, et La Marmora, s'auto-risant du dualisme étrange qui divisait la conduite des négocia-tions entre Florence et l'armée, avait déjà décidé, sous sa propre responsabilité, d'autoriser la signature de l'armistice¹. Tout ce qui était réellement possible, maintenant, c'était d'ob-tenir la Vénétie à des conditions plus honorables. L'Empereur, peut-être tout simplement par vanité, semblait désirer humilier l'Italie autant que possible ; il tenta même d'exciter la Vénétie à réclamer le protectorat de la France. Ricasoli discuta les détails de la rétrocession ainsi que le plébiscite avec autant d'obstination qu'il en avait montré en 1859. Le désaccord retarda la signature de la paix jusqu'en octobre, et amassa de nouveaux motifs d'amertume entre l'Italie et la France.

1. Comparez Cordova, *Discorsi*, I, 174, et Ricasoli, *op. cit.*, VIII, 97-98, 162, 338, avec Massari, *La Marmora*, 365-370. Voir Bonfadini, *op. cit.*, 347-350.

CHAPITRE XL

LE PAYS ET LA CHAMBRE

L'Italie ; sa pauvreté ; ses ressources ; le gouvernement et le commerce ; les paysans. Progrès dans l'enseignement ; moralité ; caractère et culture ; liberté sociale. L'électorat ; le PARLEMENT ; les partis ; intégrité politique. Les FINANCES ; augmentation des dépenses ; efforts pour les réduire ; augmentation de la dette ; les taxes ; ministres des finances. L'administration. Le gouvernement local. La réforme sociale.

Le Royaume d'Italie prit alors rang parmi les grandes puissances, bien qu'on le reconnût encore à peine comme tel. Si, pour l'étendue, il n'était que le huitième des pays d'Europe, il était le cinquième pour la population. En excluant les 700 000 habitants qui étaient encore sous la domination du Pape, sa population dépassait probablement vingt-cinq millions d'habitants¹ ; malgré les Apennins et la Maremma, sa densité était encore de 221 habitants par mille carré, soit presque autant que dans les Iles Britanniques, et considérablement plus qu'en France ou en Allemagne.

Le fait statistique le plus saillant de l'Italie était sa pauvreté. Les ressources avaient, il est vrai, augmenté depuis 1840 ; à cette époque, son commerce extérieur n'atteignait probablement pas 900 millions de lire ; maintenant il excédait un milliard et demi². Mais, malgré le commerce croissant, il y avait un niveau uniforme de pauvreté. Bien que, en 1865, toutes les taxes n'atteignissent que le total de 635

1. La population du royaume, en excluant la Vénétie, était au recensement de 1861 de 21 777 334 hab. ; celle de la Vénétie au recensement de 1857 était de 2 454 526 ; en 1871, la population, y compris celle de Rome et de la Vénétie, était de 26 801 000 hab. Population approximative en 1898, 31 479 000 hab.

2. Maestri, *L'Italia*, 267, 268. En 1886-1890, sa moyenne était de plus de 2 milliards et demi.

millions de lire et que les impôts impériaux et locaux fussent inférieurs à 38 lire par tête¹, ils étaient assez considérables pour écraser le pays. Tout le revenu imposable du pays, réel et personnel, se montait au misérable total de deux milliards et quart. Le produit de l'impôt sur le revenu montrait que seulement 1 313 000 personnes (soit un quart des chefs de famille) avaient un revenu excédant 250 lire²; et Sella calcula en 1868 qu'il n'y avait que 33 000 individus ou corporations ayant un revenu de plus de 10 000 lire. On peut voir, d'après les salaires des fonctionnaires, combien était modeste la manière de vivre : un secrétaire d'État touchait 20 000 francs, le juge le mieux payé 15 000, le secrétaire permanent d'un département 8 000; le revenu moyen d'un curé était inférieur à 800 francs, celui d'un maître d'école n'atteignait pas 400 francs.

Il est possible que l'Italie ne possède pas suffisamment de ressources naturelles pour en faire un pays riche. Elle n'a pour ainsi dire pas de charbon, ses richesses minérales sont peu considérables, sa position géographique n'est pas très favorable au commerce. Mais, d'un autre côté, elle a des terres qui comptent parmi les plus fertiles du monde, le travail accumulé des siècles a énormément accru sa productibilité, et la vallée du Pô est la terre classique de l'irrigation. Ses côtes longues et découpées lui donnent des facilités spéciales de communications, et, dans certaines industries, elle a hérité du génie artistique transmis des ancêtres. Une grande partie de sa pauvreté était et est réparable. Le commerce du pays avait été étouffé par la protection gouvernementale, par les douanes intérieures, par le manque de chemins de fer et d'une sage législation commerciale. Plus de deux millions d'hectares, dont une grande partie comprenant des terrains d'une immense fertilité naturelle, doivent encore être débarrassés des marécages et des marais³. L'agriculture en Sicile est maintenant encore moyennâgeuse.

Cependant, le gouvernement national avait déjà beaucoup fait depuis 1859. Les douanes intérieures avaient disparu. Le tarif piémontais, peut-être le plus libéral du continent, s'étendit à toute la péninsule, et, bien qu'il eût détruit quelques-

1. Bonghi, *Finanze*, 210-217. En 1897, 60 lire.

2. Maestri, *op. cit.*, 255.

3. Bodio, *Movimento Economico*, 47 300 000 hectares furent défrichés entre 1860 et 1890.

unes des petites industries protégées, il stimula énormément le commerce. Le pays se couvrit rapidement d'un réseau de chemins de fer, et, entre 1860 et 1868, la longueur des lignes en voie de construction avait plus que doublé et s'élevait alors à 5 524 kilomètres¹. Les grandes lignes étaient faites, celles de Brindisi s'ouvrit en 1865 ; le tunnel du Mont-Cenis était presque achevé, celui du Saint-Gothard était projeté. Les lignes télégraphiques avaient doublé de 1860 à 1867. On avait dépensé des sommes considérables pour les ports, l'irrigation, le défrichement des terres incultes. Les huit grandes villes avaient, depuis 1860, dépensé 150 millions de lire en travaux publics. On avait fait quelques progrès dans l'enseignement technique, faibles, cependant, par rapport aux besoins. Les résultats étaient considérables. Le commerce avait participé au redoublement d'activité du pays. Le capital des sociétés par actions passa de 1 351 000 000 lire en 1860 à 2 576 000 000 en 1864, la principale augmentation concernant des chemins de fer. Il y eut un grand développement des banques, bien qu'elles fussent encore peu nombreuses. Le traité de commerce de 1863 avec la France amena une rapide extension des relations commerciales, et plus d'un tiers du commerce total se faisait avec elle.

Mais la vie industrielle était encore faible. Ricasoli se plaignait amèrement que le pays dépendît de la France au point de vue commercial, qu'il fallût acheter aux Français navires et machines, monnaie et uniformes. Il n'existait aucun esprit d'invention, il n'y avait pas de fabriques de quelque importance sauf des filatures de soie, et les principaux articles d'exportation étaient des matières brutes ou des objets non finis, — fils de soie, huiles d'olive, fruits, blés, soufre non raffiné. Mais l'Italie est avant tout un pays agricole. Cinq millions et demi d'habitants seulement vivaient dans des villes de plus de 6 000 âmes ; Naples était la seule ville dont la population excédât 250 000 habitants, et seulement neuf autres villes avaient plus de 100 000 habitants. Il y avait à cette époque deux fois plus de personnes occupées à l'agriculture que dans les fabriques et le commerce. L'agriculture, fortement éprouvée par les maladies de la vigne et du

1. Maestri, *op. cit.*, 117 ; en 1896, 15 447 kilomètres et 3 055 kilomètres de tramways à vapeur.

ver à soie, était écrasée par les lourdes taxes. En Lombardie, les impôts fonciers avaient augmenté, il est probable, depuis la domination autrichienne, et les deux tiers, sinon plus, du revenu de la terre passaient en taxes et en intérêts hypothécaires¹. Maint petit propriétaire avait vu ses propriétés vendues pour satisfaire le collecteur de taxes. Dans le Sud, les souffrances étaient encore plus grandes ; car, quoique l'augmentation des prix résultant de l'introduction des chemins de fer fût venue en aide au fermier, l'augmentation des taxes compensait largement les bénéfices, et les journaliers souffrirent de ce double changement. Les pauvres ne pouvaient se rattraper sur rien. Il y avait un très petit nombre de sociétés de bienfaisance², et, excepté dans une partie du Centre, on manquait partout de caisses d'épargne ; les banques coopératives étaient dans l'enfance. La nourriture, il est vrai, avait été bon marché d'abord, grâce au libre échange pour le blé ; mais, après 1866, la dépréciation des monnaies éleva les prix, et cet unique avantage disparut aussi. Qu'il y eût une certaine amélioration dans la condition générale du peuple, les ennemis même du nouveau royaume le reconnaissaient, et, parmi les artisans, l'avantage fut probablement considérable³. Mais, même en mettant tout au mieux, il ne fut pas proportionné à leurs espérances extravagantes, et la « médaille eut un terrible revers ». Il est vrai qu'une seule personne, sur 74, était secourue par les institutions de bienfaisance⁴ qui remplaçaient seules la Loi des Pauvres, en plus du secours médical fourni gratuitement par les communes ; et il n'y existait probablement pas un dénuement comparable à celui de l'Irlande contemporaine. Mais, en 1867, des gens moururent de faim, non seulement dans le Sud, mais même dans la fertile Lombardie. « Le paysan de la terre la plus riche de la libre Italie, gémissait Villari,

1. L'Autriche dans le royaume Lombardo-Vénitien ; Consiglio Provinciale di Bergamo, *Rettifica* ; Parliamentary Papers 1891, Commerce n° 9, 56 ; Cantù, *Cronistoria*, III, 703.

2. En 1862, 443 ; en 1872, 1 417 ; en 1885, 4 898 ; en 1895, 6 725 avec 994 000 membres.

3. Cantù, *op. cit.*, III, 835, 863-864 ; Guiccioli, *Sella*, I, 188 ; Foreign Office, Papers 1891, n° 211, 19-21.

4. Maestri, *op. cit.*, 157-158 ; à Venise on disait qu'un quart des habitants étaient indigents ; Villari, *Lettere meridionali*, 17. En 1880, le revenu des propriétés de bienfaisance était de 96 000 000 lire, dont les hôpitaux avaient un tiers.

est encore forcé, par la misère, de faire la chasse aux grenouilles¹ ».

La pauvreté du pays allait de pair avec son ignorance. « Le vrai Quadrilatère qui nous a arrêté, disait Villari après la guerre, ce sont nos dix-sept millions d'illettrés et nos cinq millions de *dilettanti* ». Les anciens gouvernements avaient laissé une masse terrible d'arriérés qu'il faudrait plus d'une génération pour mettre au niveau. Plus des trois quarts de la population, en 1861, étaient illettrés, et, à Naples et en Sicile, la proportion excédait 90 pour cent. Même dans le Piémont et la Lombardie, un tiers des hommes et plus de la moitié des femmes ne savaient ni lire ni écrire². Le nouveau royaume engagea une lutte active contre le mal. La loi promulguée par Rattazzi en 1859 avait organisé l'enseignement dans le pays. Elle forçait les communes à subvenir aux frais de l'enseignement élémentaire, et rendait l'État et les conseils locaux conjointement responsables de l'enseignement secondaire et supérieur. L'assistance aux classes de l'école primaire était gratuite et obligatoire³; et, bien que la mise en œuvre des clauses de contrainte fût encore suspendue dans quelques parties du pays, on avait mis beaucoup d'activité à établir des écoles. Les anciens gouvernements dépensaient environ 8 000 000 lire chaque année pour l'enseignement; en 1868, l'État et les conseils locaux dépensaient ensemble cinq fois autant. Turin qui, en 1849, donnait 50 000 lire pour ses écoles, en dépensait 280 000 en 1859 et, dix ans plus tard, presque 700 000. Naples dépensait 50 000 lire en 1861, 820 000 en 1871. Il n'existait plus maintenant que peu de communes dépourvues d'école. Les statistiques des présences sont en désaccord, mais il paraît y avoir eu à cette époque environ 1 500 000 enfants dans les externats primaires et 200 000 autres dans les écoles du soir et du dimanche; et quoique ces chiffres ne représentent qu'un tiers des enfants en âge d'aller à l'école, c'était une proportion

1. En 1748, Hume écrivait de Crémone : « Hélas, pauvre Italie ! Le pauvre habitant meurt de faim, maudit au milieu des richesses de la nature ! Les taxes sont exorbitantes ici au delà de toute limite » : Burton, *Hume*, II, 266.

2. Maestri, *op. cit.*, 136; Ricasoli, *Lettere*, IX, 159; Morpurgo, *Saggi*, 390. Les trois quarts des enfants en âge d'aller à l'école suivaient les classes en Lombardie en 1862. En 1890, la proportion des illettrés dans le Piémont et la Lombardie était réduite à 18, mais en Sicile elle était encore de 60.

3. Voir surtout sections 319, 326.

aussi élevée que celle qu'on trouve dans la Grande-Bretagne à cette même époque¹. Mais il y avait encore de grandes imperfections. Un sixième au moins des élèves suivaient l'enseignement misérable des écoles religieuses élémentaires². Dans certaines parties du Sud, pas beaucoup plus qu'un centième de la population allait à l'école. Le parlement s'appliqua à réformer cet état de choses, mais quoique, en 1863, il eût à cet effet créé une Commission, il n'en était rien résulté. La succession de vingt-quatre ministres de l'instruction publique dans les vingt années qui suivirent 1848, leur rendit impossible de mettre leur administration à la hauteur de sa mission.

La pauvreté et l'ignorance du peuple portaient leur fruit naturel : le crime. La *camorra* à Naples, la *mafia* dans une partie de la Sicile, les bandes de meurtriers de la Romagne, restaient pour prouver combien il était impossible d'éteindre d'un seul coup les traditions criminelles qui s'étaient si bien implantées dans certains districts. Sur cent cas qui passaient devant les tribunaux, quatorze étaient des assassinats. Il est possible que la vie plus libre du nouveau royaume, même si elle n'augmenta pas le vice, le fit monter à la surface, et les accusations des cléricaux sont vraies en cela. La religion populaire avait toujours été, sous son meilleur jour, plutôt une affaire de sentimentalité que de moralité. L'aversion du peuple pour le clergé, le discrédit que la Papauté avait attiré à la religion, entraînent sans doute un certain relâchement des liens moraux. Mais l'immoralité et le crime n'étaient, en aucune façon, aussi sérieux que libéraux et cléricaux les représentèrent. Il est difficile de faire des comparaisons de statistiques criminelles, mais le nombre des crimes était apparemment assez faible, surtout parmi les paysans³.

1. Maestri, *op. cit.*, 139-140; Hippeau, *l'Instruction*; Bodio, *op. cit.*, 16-17; Masserani, *Tenca*, 348-353; Galeotti, *Prima legislatura*, 170, 463; *Riv. stor. del risorg.*, I, 907. En 1887, 2 307 000 enfants suivirent l'école mais ce n'était encore que 7,5 pour 100 de la population contre 14,5 en France et 16 en Angleterre et dans le pays de Galles à la même époque. En 1895, la proportion fut de 8,31 pour 100.

2. Maestri, *op. cit.*, 140; Hippeau, *op. cit.*, 347; Villari, *op. cit.*, 106. L'enseignement religieux était obligatoire dans les écoles du gouvernement, sauf là où on réclamait une exemption spéciale.

3. D'après Villari, *op. cit.*, 135, les crimes par 1 000 habitants étaient de 2,4 parmi les paysans, 2,8 chez les gens appartenant aux professions libérales et 3,6 parmi les propriétaires; mais cette évaluation doit être trop faible. De 1879 à 1889, les attaques à la personne et à la propriété furent juste infé-

L'Italie est un pays très sérieux, et, malgré le mal national qu'étaient les hospices d'enfants trouvés, les naissances illégitimes étaient moins nombreuses, en proportion de la population, que dans aucun pays d'Europe, excepté la Hollande¹. Le mal résidait plutôt dans le niveau inférieur du caractère et de l'intelligence des classes cultivées. Il régnait une activité suffisante dans certaines branches : développement commercial, éducation, journalisme ; mais peu de puissance ou d'originalité. L'Italie instruite semblait avoir passé soudain de la jeunesse à l'âge mûr, être devenue sérieuse, sceptique, pessimiste. La pensée italienne, qui s'était exprimée avec grandeur sous un gouvernement despotique, était frappée de stérilité maintenant qu'elle était libre de se développer. Les utopies avaient disparu sous les sombres réalités du pénible combat vers la route ascendante, et des hommes qui, sous la coercition, auraient été idéalistes et poètes, furent membres du parlement, fonctionnaires, négociants. Dans ce pays frappé de pauvreté, la lutte pour la vie était trop intense pour laisser beaucoup de place à la poésie ou à l'art. L'Italie, divisée entre la superstition et l'indifférence, avait, pour le moment, perdu son âme. On s'occupait jusqu'à un certain point de pensées métaphysiques ; Villari en histoire, Sacchi et Lombroso en sciences, obtinrent une renommée européenne ; mais Sacchi vivait dans la Rome papale et, à l'exception de Carducci, il n'y avait pas de poète de valeur.

C'est ce manque de caractère qui rendit la vie politique du pays si peu réelle, et les résultats de la liberté si décevants. Il y avait, il est vrai, un gain solide dans la liberté politique et sociale. La littérature et la presse étaient presque libres, bien que pas absolument. La vieille tyrannie de la police avait disparu, sauf quelques petites tergiversations de Spaventa et de Menabrea, ou quelque traitement scandaleux de prisonniers politiques dans le Sud, et la coercition temporaire de la Loi des Suspects². Les lois de Rattazzi de 1859 conservaient certaines restrictions vexatoires de la liberté

rieures à 5 pour 1 000. La proportion de l'homicide est 20 fois plus élevée que dans la Grande-Bretagne, 3 fois $\frac{1}{2}$ plus élevée qu'en Autriche, celle du vol est considérablement moindre qu'en France, en Angleterre et en Allemagne, elle n'atteint pas la moitié de celle de ce dernier pays.

1. Maestri, *op. cit.*, 107.

2. Hansard, *Debates*, CLXX, 1437-1438 ; Garnier, *Royaume*, 84-93 ; Cantù, *op. cit.*, III, 695, 702.

personnelle, obligeant chaque artisan à avoir un livret de renseignements donnés sur lui, ce qui le mettait à la merci des certificats donnés par ses patrons, et ne permettant à aucun imprimeur ou lithographe d'ouvrir une maison sans autorisation; le Code civil de 1865 soumettait les jeunes gens d'une façon très étroite et jusqu'à vingt-cinq ans à l'autorité paternelle¹. Mais, dans l'ensemble, la liberté personnelle était assurée, sauf dans les provinces infestées de brigands, où la loi Pica donnait le pouvoir de confiner les suspects autour de leur domicile. On y avait la liberté d'association, bien que ce droit ne fût pas toujours scrupuleusement observé par le gouvernement; et les libéraux se vantèrent avec une assurance trop hâtive que, ni privilèges ni injustices envers certaines classes ne restaient à réparer. Le droit de suffrage était en somme celui fixé par la loi électorale piémontaise de 1848, comprenant tous les habitants, sauf les illettrés, qui payaient 40 lire d'impôts directs, et les marchands et fabricants possédant une propriété d'une valeur déterminée. Il était, il est vrai, moins étendu, pour les provinces pauvres et il ne semble pas y avoir eu aucune motion pour l'élargir. Un seul habitant sur 44 avait le droit de vote et, dans les districts les moins instruits, tels que les Marches et l'Ombrie, la proportion descendait à un sur 75. Avant la réunion de la Vénétie à l'Italie, le total des électeurs se montait à peine à 500 000².

Le nombre effectif des électeurs était beaucoup plus petit. Les traditions de l'ancien régime, la pauvreté, l'ignorance, l'influence du clergé rendaient l'éducation politique du peuple lente et pénible. Son esprit était souvent plus conforme à celui d'un despotisme que d'un gouvernement constitutionnel; et les devoirs d'un citoyen, — faire partie de la garde nationale, servir de juré, voter même, — étaient considérés plutôt comme une charge que comme un privilège. Les divisions électorales avaient été formées *ad hoc*, et ne représentaient aucune circonscription administrative ou historique; même la distinction élémentaire entre circonscriptions urbaines et rurales avait été volontairement négligée³.

1. *Cronaca politica*, III, 411, 425; Code civil, art. 63, 221.

2. En 1874, l'Italie avait comme volants 2,2 pour 100 de la population, tandis que la France en avait 12,7 et l'Allemagne 10. Le suffrage fut étendu en 1882. Il est maintenant de 2 120 000 électeurs, soit 6,7 pour 100.

3. Serra-Gropelli, *Cinque-piaghe*, 32-36.

Les divisions n'étaient pas solidaires les unes des autres, et le nombre de personnes qui allaient au scrutin était même inférieur à celui que leur faible intérêt pour la politique y aurait envoyé. La grande majorité des catholiques fervents s'abstenait, car quoique la Pénitencerie Sacrée eût décidé en 1866 qu'il était légal pour des catholiques de voter, la formule « pas d'électeurs, pas d'élus » était approuvée par la masse des partisans du Pape. Plus des deux tiers des électeurs s'abstenaient systématiquement de prendre part aux élections, et la Chambre était nommée par moins de 150 000 votants. Les fonctionnaires et tous ceux qui recevaient les ordres du gouvernement composaient la plus grande partie de ces votants, et les ministres ne se faisaient aucun scrupule d'exercer sur eux leur autorité. Ricasoli lui-même considéra en 1867 comme l'un des premiers devoirs d'un préfet de « travailler » les élections, et un puritain aussi rigoureux que Lanza pensa que c'était sottise de la part du gouvernement de renoncer à employer son influence, pourvu qu'il n'usât pas de corruption. Les électeurs montrèrent qu'ils comprenaient peu les besoins nationaux; l'absence de programmes de partis définis cachait les buts réels, et rendait faciles, aux élections, une victoire ou un échec sur de petites questions locales ou simplement à cause d'un amour du changement.

Il était inévitable que le parlement ne s'élevât pas au-dessus du niveau inférieur de ses électeurs. Le manque d'organisation des partis laissait le choix des candidats à de petites cliques locales. Comme, malheureusement, les députés ne recevaient aucune rétribution, il était souvent difficile de décider quelqu'un à se présenter, et la masse des députés étaient, ou bien des riches qui avaient peu de sympathies pour les masses, ou des pauvres qui faisaient la chasse aux places ou étaient forcés, par la modicité de leurs ressources, de négliger leur travail. « Les hommes politiques, disait un journaliste libéral, sont le pire élément de la société italienne ». La Marmora était pessimiste, mais il disait la vérité lorsqu'il attribuait les malheurs du pays « à la manie de la popularité, à la manie de l'artifice, à la manie de trouver tout en défaut ». La Chambre faisait tomber, de gaieté du cœur, tous les cabinets successifs, s'inquiétant peu du mal que causaient les changements constants de ministères. Des mesures importantes furent reléguées dans des tiroirs parce qu'il fallait donner la préséance à

d'insignifiantes mesures locales. Les interminables dissertations qui, à la Chambre, passaient pour des discours, montraient combien ministres ou députés saisissaient mal les affaires du pays. Les crises ministérielles avaient plus d'attrait que la législation « constructive », et toute discipline de parti étant presque totalement absente, les revendications individuelles étaient toutes-puissantes, et les caprices égoïstes et les petites vanités diminuaient l'influence du parlement et ne guérissaient pas les plaies du pays. Minghetti fut plus sage que Sella lorsqu'il exprima le désir de voir deux grands partis se former à la Chambre comme dans la Chambre des Communes en Angleterre.

Mais ce souhait était peut-être irréalisable. La vraie ligne de démarcation était entre les nationaux et les cléricaux, et ces derniers n'étaient pas représentés à la Chambre. S'ils l'avaient été, ce n'en aurait valu que mieux pour tous les partis. Les barrières d'opinion qui divisaient les différents groupes libéraux étaient faibles et flottantes, et il n'est pas facile de débrouiller les fils qui maintenaient les différents groupes de partis. Jusqu'à un certain point, les députés de chacun des anciens États agissaient ensemble, non seulement dans les questions locales, mais générales. Ils formaient des groupes bien marqués : Toscan, Napolitain, Lombard. La tendance était naturellement la plus développée chez les Piémontais. Le « Permanent », dirigé par San Martino, formait un lien entre des hommes de vues politiques très différentes, dont le seul but commun était de défendre le Piémont contre les attaques de la *Consorteria* et de se venger, avec une animosité extrême, de tout gouvernement qui favoriserait leurs rivaux. Il se trouvait, parmi les Piémontais, quelques hommes ayant à un degré moindre l'esprit de parti, qui, comme Lanza, Sella et La Marmora comptaient parmi les personnalités les plus capables et les plus dignes de confiance de la Chambre, et qui, bien que refusant de s'enrôler dans une opposition factieuse, sympathisaient vivement avec la haine de cette opposition contre la *Consorteria*. Ces divisions locales cachaient les lignes plus réelles qui divisaient les partis tout en ne les effaçant pas. La droite n'était plus formée des cléricaux du parlement subalpin. C'était maintenant le parti du ministère, le parti qui réclamait pour lui-même la tradition de Cavour, qui, avec ses divers groupes, fut plus ou moins le

soutien de chaque ministère, sauf, en partie, de celui de Rattazzi, jusqu'en 1876. Après 1864, la vraie droite appartient surtout à la *Consorteria* ; elle était composée de constitutionnels, jusqu'à un certain point anticléricaux, mais conservateurs dans leur politique sociale, à moitié sincères dans leurs aspirations vers Rome, faction doctrinaire, imbue d'un esprit de parti aussi étroit et moins excusable que celui du « Permanent ». Des hommes qui, comme Lanza, Ricasoli ou La Marmora, étaient de véritables hommes d'État, ne pouvaient, quoique leurs principes ressemblassent en somme davantage à ceux des groupes incapables et intolérants qui suivaient Minghetti ou Menabrea, s'allier avec eux. Lanza, bien que, jusqu'au scandale des tabacs, il sympathisât avec une grande partie de leur politique financière, était plutôt un critique qu'un ami ; les visées sociales plus larges de Ricasoli et ses aspirations plus sincères vers Rome le portaient souvent vers la Gauche, et il rêvait toujours d'une fusion des hommes honnêtes du Centre Droit et de la Gauche, pour suivre une politique libérale avancée et constante. Bien qu'il descendît généalogiquement de son homonyme du Parlement Piémontais, le Centre Gauche avait perdu son rang élevé, se composant en général des partisans de Rattazzi et partageant son discrédit, jusqu'à ce que, en 1867, il commençât à se rendre compte de sa faiblesse et à faire des avances à la Gauche plus modérée. La Gauche n'avait guère plus de politique commune que le « Permanent », et elle formait une opposition dans laquelle se réfugiaient les anti-ministériels de toute opinion. Sa politique financière était contradictoire et impossible ; elle exprimait le mécontentement soulevé par les lourds impôts et s'opposait à toutes taxes nouvelles, quelque classe qu'elles frappassent, mais elle ne proposait rien pour remplacer ces taxes, et son désir d'économie, bien que grand en paroles, disparaissait lorsqu'on en arrivait à un point pratique dans le budget. Quelque inconséquent et peu sérieux qu'il fût, ce parti avait en somme une politique radicale ; il était impatient d'aller à Rome, il avait regimbé sous l'alliance avec la France ; il avait un programme grossier de réformes sociales. Graduellement, il se divisa en deux groupes plus ou moins distincts. Crispi, malgré sa violence et ses façons tortueuses, s'était conquis une position au parlement, et avait brusquement rompu avec

Mazzini en 1864, en prenant pour formule, « la monarchie nous unit, la république nous diviserait. » Autour de lui s'étaient groupés quelques-uns des anciens chefs du parti de l'action, Mordini entre autres, qui avaient appris depuis 1861 à avoir le sentiment des responsabilités et de l'instinct politiques. Ils n'avaient, il est vrai, guère abandonné leur opposition factieuse, qui avait poussé Sella à abandonner leur camp et qui, maintenant, leur aliénait Bixio ; mais ils avaient l'ambition de monter au pouvoir, ils désiraient former avec le groupe de Rattazzi et le « Permanent », une coalition qui chasserait la Droite du pouvoir. Après eux et sous la direction de Bertani, se rangeait le petit groupe d'irréconciliables de l'Extrême Gauche, avec une politique plus honnête et plus définie, méprisant la diplomatie de Crispi et de Rattazzi, bien que travaillant en somme avec eux, enthousiastes de réformes sociales, et, après 1867, plus ou moins compromis dans le mouvement républicain. Ils sont avec les Modérés du Centre Droit le seul groupe parlementaire qui commande le respect.

Mais la Chambre avait ses bons côtés. Si elle avait peu de vertus actives, elle avait plus de vertus passives que des législatures de plus grande marque. La plupart des députés arrivaient avec de bonnes intentions que gâtaient leur inertie infantine et leur manque d'expérience. Quand on pouvait faire sentir à la Chambre que la situation était sérieuse, elle savait montrer beaucoup d'abnégation. Son intégrité était grande. Les intrigants et les financiers n'y jouèrent jamais le rôle qu'ils jouèrent en France sous le second Empire. Le scandale des chemins de fer du Sud prouva plutôt sa susceptibilité que le règne de la corruption ; et, bien que l'incident Lobbia montrât qu'en 1868, la corruption avait probablement pris pied, même à ce moment-là, le nombre des députés qui se servaient de leur situation au parlement pour des fins égoïstes, était très faible. La Commission des chemins de fer du Sud demanda que tout député, qui deviendrait directeur d'une affaire subventionnée par l'État ou de toute autre entreprise qui pourrait être en conflit avec l'intérêt public, abandonnât son siège. Bien que la Chambre repoussât la proposition, elle prit trois ans plus tard la décision que tout député qui aurait quelques rapports avec une affaire subventionnée devrait renoncer à son siège, bien qu'il lui fût

permis de se présenter pour une réélection¹. Nul homme d'État ne quitta le pouvoir plus riche qu'il y était entré; quelques-uns moururent dans la pauvreté. « En Italie, affirmait fièrement un député, le pouvoir n'a enrichi personne », et, bien que la plupart des hommes d'État manquaient de force, de courage et de largeur de vue, leurs mains, à l'exception peut-être de celles de Bastogi, étaient absolument nettes.

Mais les vertus passives ne suffisaient pas pour accomplir la tâche considérable qui était devant eux. Le parlement devait opérer une révolution politique et sociale; il lui fallait combler les arriérés des générations et satisfaire un peuple impatient et qui ne le secondait pas. Il lui fallait unifier la loi, remanier l'administration, réformer le gouvernement local, créer une armée et une flotte puissantes; couvrir le pays de chemins de fer et d'écoles, faire face aux cent problèmes de l'Église et de l'État, des réformes sociales, des difficultés particulières du Sud. Et, despote impitoyable, par-dessus toutes les questions sociales, régnait le problème importun des finances². On disait quelquefois que l'unité de l'Italie était avant tout une affaire d'argent; jusqu'à un certain point, cela est vrai. Le jeune royaume se débattait toujours dans des rêts qui semblaient l'entraîner vers la banqueroute. Les lourds impôts entravaient le développement des affaires et écrasaient le peuple dont les charges permirent un sarcasme qu'il fut facile aux ennemis intérieurs et extérieurs de l'Italie de lui décocher. Peu de personnes durant les premiers temps du Royaume se rendirent compte du danger. On espérait que la suppression de six gouvernements et de quatre cours, et l'expansion commerciale attendue, feraient des finances une chose facile à organiser. Les gouvernements provisoires de 1859 et 1860 avaient aboli les taxes et contracté des emprunts à la légère, pensant que le « jeune géant » pourrait porter sans se plaindre quelques fardeaux de plus sur ses robustes épaules. En 1861, Pasini, le financier expert estimait que le budget normal de l'État ne pouvait guère dépasser un demi-milliard de lire³.

1. Ghiron, *Annali*, II, 24-26; III, 4-6.

2. Pour les chiffres suivants, voir Sachs, *L'Italie*; Pasini, *Finanze*; Bonghi, *Finanze*; Id., Pasini; Maestri, *op. cit.*, 338-346; Galeotti, *op. cit.*; Minghetti, *Ai suoi elettori*, 15-35.

3. Bonghi, *Pasini*, 851.

Il ne fallut pas longtemps pour découvrir combien ces espérances étaient cruellement fallacieuses. Jusqu'à la conquête de Venise, les dépenses pour l'armée et la marine devaient forcément être lourdes, et, jusqu'à ce que, en 1865, les économistes eussent exigé une réduction, elles ne descendirent jamais au-dessous de 300 millions¹. Le pays réclamait des travaux publics pour développer ses ressources, des ports, des dessèchements, des routes. Les chemins de fer étaient par-dessus tout nécessaires, et, pour encourager les capitaux, on jugea bon de fournir des subsides considérables pour leur construction; quelques-uns même furent entièrement construits par l'État. Les travaux publics et les chemins de fer mis ensemble absorbèrent, de 1861 à 1867, plus de 100 millions par an. Il y avait un lourd déficit dans le fonctionnement des postes et télégraphes, et ce ne fut qu'en 1865 qu'elles commencèrent à payer leurs frais. Déjà, en 1861, l'intérêt de la dette était de 143 millions, et il était clair que la dépense nationale commencerait avec un total de 900 millions par an. « Nous sommes des mendiants, disait Rattazzi, avec la majesté d'un hidalgo. »

Après 1862, chaque ministre des finances s'attela courageusement à réduire les dépenses. C'était une tâche fatigante, car tout le système financier de l'État était désorganisé et le parlement se souciait plus de l'économie au point de vue abstrait qu'au point de vue concret. Mais malgré tous les obstacles, la dépense fut diminuée avec un étonnant succès. En comparant les budgets de 1861 et de 1867, on voit que 20 millions furent économisés sur les dépenses de l'administration, presque autant sur les secours aux pauvres et autres frais de même nature; des réductions encore beaucoup plus considérables des budgets de la guerre et de la marine les firent tomber de 390 millions en 1862 à 191 millions en 1867². Sur les parties du budget dans lesquelles l'économie était possible, elle atteignit, de 1861 à 1867, 251 millions, c'est-à-dire plus d'un tiers. Mais tous les efforts pour économiser étaient rendus stériles par la terrible augmentation de la dette nationale. Quand Bastogi avait, en 1861, consolidé la dette des divers États italiens, son total s'élevait à deux milliards et quart, dont plus de la moitié fut

1. Comprenez toujours *lire* (= 1 franc), à moins de mention contraire.

2. 372 millions en 1896.

transmis au Piémont. La dette était petite, car elle n'atteignait que 106 lire par tête, tandis que celle de la Grande-Bretagne était à la même époque de 694, celle de la France de 252, et celle de l'Autriche de 161. Mais chaque budget successif montra le même déficit effrayant ; et, pendant 8 ans, de 1860 à 1867, les déficits accumulés atteignirent un total dont les chiffres d'estimation varient entre trois milliards et demi et quatre milliards. En huit ans, le pays avait dépensé le revenu de quatorze ans. Une grande partie fut considérée comme dépenses extraordinaires relatives à la consolidation du nouveau royaume et ne devant probablement pas se reproduire, et l'on prétendit que, comme telles, on pouvait légitimement les liquider en aliénant quelque partie des propriétés nationales. La prudence resta muette en face de la nécessité première d'établir l'équilibre, et la propriété de la nation fut vendue avec une hâte irréfléchie. Mais les biens domaniaux, comprenant les terres monastiques qui avaient été nationalisées en 1855, ne rapportèrent que 250 millions ; en 1864, les chemins de fer de l'État furent affermés pour 95 ans pour 200 autres millions ; la vente des terres d'église, conformément à la loi de 1867, n'avait pas été encore opérée. Les aliénations firent peu pour combler le gouffre, et le Trésor dut recommencer à faire emprunts sur emprunts. Une nouvelle dette fut contractée pour une somme de 700 millions en 1861, pour un milliard en 1863 ; 670 millions en 1865. Mais, comme le prix d'émission passa de 80 à 70, de 70 à 66 francs, 1 600 millions seulement entrèrent dans les coffres de l'État pour représenter les 2 400 millions de la nouvelle dette. L'intérêt de 5 pour 100 sur la dette passa de 143 millions en 1861 à 225 millions en 1864, et à 367 millions en 1867¹, absorbant presque tout ce qui avait été économisé sur d'autres points. La tentation de faire banqueroute a dû être grande, et c'est à l'honneur de l'honnêteté et de la sagesse des hommes d'État italiens qu'ils n'aient pas une fois tergiversé avec cette tentation.

Il fut bientôt évident qu'au lieu du demi-milliard, qui avait été la somme des revenus des anciens gouvernements, l'Italie devait se préparer à dépenser au moins 400 millions de plus².

1. En 1896, l'intérêt était de 687 millions, dont 123 pour les annuités.

2. En 1896, 1 624 millions.

Cavour avait prévu la dépense et insisté sur ce point que l'Italie « devait payer encore et encore ». Il avait fait « payer » le Piémont en 1850, mais il avait développé les ressources du pays dans des proportions telles que les nouvelles charges s'en trouvèrent comparativement allégées. On espéra que les hommes d'État du nouveau royaume suivraient son exemple. Mais aucun d'eux, comme Ricasoli s'en plaignit, « n'eut le génie de créer une richesse future » ; il faut reconnaître que nul talent financier n'aurait pu développer le Centre et le Sud stagnant, comme Cavour avait développé le Piémont. Il fallut lever de nouveaux impôts sur les anciennes ressources. Ils n'étaient pas lourds, il est vrai, par rapport à ceux des autres pays ; impôts indirects et directs réunis (en excluant les taxes locales) ils n'atteignaient que 24 lire par tête, tandis que les Français en payaient 47 et les Autrichiens 39. Mais ils étaient lourds relativement à la richesse du pays. L'impôt sur le revenu frappait tout le monde sauf les gens très pauvres ; dans quelques districts, l'impôt foncier absorbait presque un quart, la moitié même du revenu annuel de la terre. Et, bien que le pays répondît souvent avec une belle abnégation, les réclamations amères des contribuables tintaient aux oreilles de chaque homme d'État. Tous les ministres des finances se virent forcés, à tour de rôle, de créer de nouveaux impôts. Bastogi, qui fut chargé des finances de mars 1861 à mars 1862, proposa d'obtenir les sommes nécessaires au moyen d'une nouvelle répartition de l'impôt foncier, en imposant le revenu personnel, qui avait jusqu'alors presque échappé, et en frappant les boissons. Mais il lui fut impossible, pendant la courte année qu'il passa aux affaires, de mettre ses projets à exécution. Sella, en 1862, ne put rien faire de plus, et répéta le programme de Bastogi, sauf qu'il proposa de substituer au droit sur les boissons un impôt sur les grains. Minghetti, qui lui succéda après la chute de Rattazzi, espéra équilibrer les recettes et les dépenses par de nouveaux petits impôts, de petits arrangements nouveaux, de petites économies. Mais, en pratique, la seule réduction appréciable qu'il effectua fut dans les travaux publics, et, bien qu'il triplât l'impôt sur le revenu, le déficit resta presque aussi grand qu'auparavant. Il avait eu grand espoir d'équilibrer les recettes et les dépenses en quatre ans. Mais l'équilibre était un fantôme fuyant ; et, quand Sella revint, en septembre 1864, au ministère des

finances, il trouva que le pays n'était pas plus rapproché d'une solution de ce problème.

Pendant quelque temps, il suivit le programme de Minghetti, mais avec plus de sincérité; 63 millions furent économisés sur le budget de la guerre, et les dépenses pour les travaux publics diminuées de moitié. Mais Sella vit bientôt le danger d'une politique au jour le jour, et une année d'expérience des affaires affermit sa conviction que quelque remède radical était nécessaire. De nouveaux emprunts, non seulement hypothéquèrent le trésor futur du pays, mais ne purent être contractés qu'à un taux désastreux. Il fallut rétablir l'équilibre par de nouveaux impôts. Mais il était impossible d'augmenter l'impôt foncier sans faire une nouvelle répartition qui demanderait quelques années; l'impôt sur le revenu était déjà si impopulaire qu'il était difficile de le percevoir; une hausse du prix des tabacs et du sel n'avait fait que diminuer la consommation sans augmenter le rendement; des traités de commerce empêchaient d'élever les droits de douanes, même si le pays abandonnait sa politique de libre-échange. La raison pour laquelle les boissons et les articles de luxe ne furent pas imposés n'est pas aussi claire; peut-être auraient-ils produit trop peu. Sella conclut que le seul nouvel impôt suffisamment important et possible était une taxe sur les grains, frappant d'un léger droit tout le blé qui passerait au moulin¹. Il calcula que ce droit, sans être assez important pour augmenter d'une manière appréciable le prix du pain, rapporterait 100 millions, ce qui, avec 25 millions provenant d'un impôt sur les portes et fenêtres, amènerait le budget à une distance raisonnable de l'équilibre. Sella était prêt à affronter l'impopularité de sa proposition, le devoir d'un ministre des finances, disait-il, étant de produire un budget satisfaisant; et il ne sut généralement pas apprécier à leur valeur réelle les considérations politiques ou les résultats économiques éloignés de sa politique. Peut-être avait-il raison; le premier besoin du pays était de faire ses frais, et la crainte de la banqueroute et de ses effets paralysants sur le commerce étaient, affirmait-il, le pire impôt sur

1. Guiccioli, *Sella*, I, 111-116. Selon M. Stillman, *Union of Italy*, l'abolition de l'impôt sur la mouture en 1882 ne produisit aucune différence dans le prix du pain.

les pauvres. Mais les réclamations furent violentes ; les nationaux avaient toujours dénoncé l'impôt sur la mouture comme l'une des injustices criantes de l'ancien régime. Étant donné la pauvreté terrible des masses, tout ce qui menaçait d'augmenter le prix du pain avait des chances de provoquer une désaffection dangereuse. Sella, se trouvant dans l'impossibilité d'exécuter ses projets, se retira à la fin de 1865.

Scialoja, qui lui succéda, était un économiste de renom contrastant vivement avec l'esprit pratique et plutôt étroit de Sella. Au lieu de l'impôt sur la mouture, il proposa un droit sur les vins, tenta hardiment la nouvelle répartition de l'impôt foncier et proposa d'étendre aux loyers l'impôt sur le revenu. Un pareil programme, de même que celui de Sella, aurait presque rétabli l'équilibre, mais, comme le dernier, il échoua, dans une Chambre qui refusait d'envisager les faits. En 1866, les finances italiennes semblaient avoir atteint leur point le plus bas. La guerre amena la création d'un papier-monnaie non convertible, et le taux des fonds publics descendit à 51 francs à la fin de 1867. L'Italie était « comme un cheval blessé luttant désespérément pour se remettre sur pieds. » En 1867, les propriétés monastiques commencèrent à être absorbées ; en 1868, l'impôt sur la mouture fut enfin voté par la Chambre, malgré ses répugnances, et le monopole du tabac affermé. Mais le soulagement ne se produisit que lentement. En 1869, le déficit commença à diminuer d'une façon appréciable, et, en 1875, Minghetti dressa enfin un budget dans lequel les recettes faisaient équilibre aux dépenses¹.

Moins urgente que la question des finances, mais touchant aux racines mêmes du gouvernement, était la réforme de l'administration. Les Piémontais s'étaient inévitablement appropriés la majorité des fonctions les plus importantes ; ils avaient été dressés à l'école de la prudence, ils étaient honnêtes et travailleurs ; mais ils étaient lents à s'adapter aux nouvelles circonstances, attachés, comme ils l'étaient, à la routine, impopulaires à la fois par leurs bonnes et leurs mauvaises qualités. Il aurait été bon, cependant, que l'administration eût

1. Le déficit recommença en 1885. L'impôt sur la mouture fut aboli en 1882 et le système du papier-monnaie obligatoire en 1883.

été pénétrée de leur droiture et de leur intégrité. Un grand nombre de fonctionnaires avaient été, comme c'était inévitable, pris dans les gouvernements déchus, et ils avaient continué les traditions de ceux-ci. Une foule de quémandeurs d'emplois, qui avaient passé aux affaires en 1860, infestaient l'administration par leur paresse et leur malhonnêteté. La dégradation de l'administration était complétée par un système qui n'admettait point un examen d'entrée, ni une classification de différents grades, qui faisait avancer depuis le copiste au plus haut fonctionnaire d'après l'ancienneté ou la faveur¹, qui payait trop cher les expéditionnaires mais n'offrait aucun salaire pour attirer des hommes de valeur. C'était « le triomphe de l'incapacité. » Toute la machine gouvernementale grinçait; la bureaucratie, comme le disait Ricasoli qui la connaissait bien, était viciée de fond en comble. Les recettes souffraient de la négligence des douaniers et des collecteurs de taxes; les lois étaient mal rédigées, parce qu'il n'y avait pas d'hommes capables dans les bureaux du gouvernement pour les établir, et qu'elles tombaient entre les mains malhabiles des comités parlementaires. Quelquefois c'était pire que l'incapacité; des documents d'État de la plus haute importance étaient perdus ou soustraits, et le tripotage et les détournements n'étaient pas inconnus². Mais le danger le plus menaçant était que la bureaucratie ne se rivât à la nation, et ne devînt « aussi fatale à la liberté qu'une caste aristocratique. » Le peuple, disait-on avec une certaine exagération, « a abdiqué son pouvoir entre les mains des bureaucrates »; et on acquiesca passivement à des illégalités comme celles des prisons du Sud. Les préfets étaient autant d'agents politiques du gouvernement, et leur irresponsabilité (car ils ne pouvaient être traduits en justice pour abus de pouvoir qu'avec l'autorisation du roi) et leur énorme influence en faisaient un danger continuel pour le fonctionnement des institutions libres.

La classification des services, l'introduction d'un concours, la réduction du nombre des employés auraient fait beaucoup pour modifier la composition et la valeur de l'administration,

1. Serra-Gropelli, *Cinque-Piaghe*, 94-110; Villari, *op. cit.*, 240; Galeotti, *op. cit.*, 365; Ricasoli, *Lettere*, VII, 137, 139.

2. Garnier, *op. cit.*, 50-51; La Marmora, *Segreti*, 98-100; Mario, *Nico-tera*, 82.

et un ministère puissant aurait imposé ces réformes au parlement. Mais le remède le plus radical, c'était la décentralisation. Le gouvernement local était dans un état plus ou moins provisoire ou chaotique. La révolution trouva partout un gouvernement municipal vigoureux, et presque partout un gouvernement provincial en possession de routes, d'un enseignement secondaire et d'institutions de bienfaisance. Les organisations provinciales, au moins dans la Toscane et la Lombardie, étaient en avance sur celles du Piémont. Quand il devint nécessaire d'avoir un type commun pour les différents États, une sage prudence eût présenté un projet qui renfermât les qualités de tous ces systèmes. La législation hâtive promulguée par Rattazi en 1859 empêcha d'élaborer avec soin un projet de ce genre. La loi de Rattazi plaça les communes, quelle que fût leur étendue, depuis la plus grande ville jusqu'au plus petit village, dans des conditions à peu près semblables¹. Les pouvoirs du conseil municipal et de son comité exécutif étaient importants; ils comprenaient le contrôle des terrains communaux, des routes communales, de l'instruction primaire, de la garde nationale, des registres électoraux et certaines obligations envers l'Église paroissiale et son desservant. Mais le syndic, qui présidait les réunions du conseil, était nommé par le gouvernement, et le préfet et les conseils provinciaux avaient un droit de surveillance très étendu. Ces derniers étaient de simples squelettes ayant peu d'obligations ou de très vagues, en dehors de leur pouvoir de contrôler et d'assister les communes et de certains droits sur les institutions de bienfaisance. La loi de Rattazzi était peu sympathique, et l'opposition faite aux projets transitoires qui voulaient établir des régions, donna une nouvelle impulsion aux revendications en faveur d'une augmentation de pouvoirs et d'indépendance pour les provinces. Les propositions de Minghetti auraient non seulement largement étendu leurs pouvoirs, mais les auraient débarrassées de toute surveillance des préfets. Le projet de Ricasoli, en 1861, leur promettait le pouvoir, mais non l'indépendance, proposant de faire passer sous leur surveillance les routes provinciales, les collèges et les asiles, mais n'offrant pas de les délivrer du contrôle du préfet ou du syndic. Deux ans plus

1. Le texte de la loi se trouve dans *Cronaca politica*, III, 261 et seq.

tard, le projet de Peruzzi revenait aux principes plus libéraux des propositions de Minghetti, élargissant le suffrage, écartant le préfet et le syndic de la présidence des conseils, et ajoutant le contrôle des rivières, des bois et des archives aux pouvoirs donnés aux conseils provinciaux par le projet de Ricasoli.

Mais toutes les mesures échouèrent à tour de rôle, et on laissa à Lanza le soin de faire voter une mesure dans la législature hâtive qui précéda le transfert de la capitale en 1865. La loi de Lanza, comme le projet de Ricasoli, combinait des fonctions étendues avec une indépendance limitée. Les provinces recevaient des pouvoirs sur les routes provinciales et les ponts, les digues et les phares, l'enseignement secondaire et technique et les asiles d'aliénés, avec certaines obligations moins importantes concernant les écoles primaires et la salubrité publique. Les communes, en plus des pouvoirs à elles conférés par la loi de Rattazzi, étaient obligées de payer les secours médicaux donnés aux pauvres, principe profondément enraciné dans la tradition municipale italienne), de payer pour les petits ports et les phares, pour l'enregistrement des naissances et des décès, et pour la police locale. Mais, tandis que la nouvelle loi étendait les fonctions des conseils locaux, elle stéréotypait leur soumission au préfet et au syndic. En France, le préfet était l'agent du gouvernement pour toute l'œuvre qu'opérait celui-ci dans la province, et le système pouvait du moins prétendre à l'économie et à la simplicité. En Italie, la tâche du préfet était moins d'accomplir les devoirs du gouvernement central, que de contrôler les conseils locaux. C'était un système coûteux et vexatoire, né des craintes politiques et maintenu pour des motifs politiques. Et la législation de Lanza, bien qu'elle marquât un progrès sur celle de Rattazzi, laissa bien des choses désorganisées. Le pays, dont les traditions civiques étaient si profondément enracinées, s'irrita contre les restrictions apportées à la liberté municipale. D'un autre côté, la crainte d'extravagances municipales, une affection doctrinaire pour les minorités, les preuves de la corruption locale régnant dans le Sud fournissaient des arguments pour tenir les conseils en tutelle. Il est étonnant que le parlement n'ait pas rapproché les théories opposées en insistant sur une distinction entre les communes urbaines et rurales. Les 8300

communes d'Italie se succédaient en parcourant toute l'échelle des importances, depuis les petites communes du Nord, de l'Ombrie et des Marches, jusqu'aux agglomérations de villages qui formaient les communes de la Romagne, de la Toscane et du Sud, et jusqu'aux villes, grandes et petites. Il était absurde qu'un minuscule village alpin eût les mêmes pouvoirs que Milan et Naples, et ceci est une preuve du manque de politique organisatrice dans le parlement italien.

Finances, administration, gouvernement local, ces questions furent, avec les relations de l'Église et de l'État, les problèmes domestiques pressants de la décade. Il faut peu s'étonner qu'il ne soit pas resté de temps pour les réformes sociales. Seule, une voix, de ci de là, se fit entendre, plaidant pour les journaliers des campagnes qui, dans les grandes fermes de Lombardie et de Sicile, n'étaient guère que des serfs, ou pour les malheureux souffriers de Sicile où, par quelque étrange fatalité, la législation minière libérale du royaume, qui distinguait entre la propriété des minéraux et celle du sol, n'était pas en vigueur¹. Les programmes de Crispi et de Bertani eux-mêmes n'offraient rien pour soulager la misère des pauvres, sauf un changement dans l'incidence de l'impôt. Il est probable, en vérité, que, dans les villes, on ne pouvait faire beaucoup, sauf au point de vue des réformes sanitaires². Dans un pays que les conditions industrielles modernes n'avaient pour ainsi dire pas touché, une législation ouvrière n'était guère nécessaire, et même la proposition de Sella tendant à rendre les syndicats légaux n'avait pas l'urgence qu'elle aurait eue dans un pays manufacturier³. Mais le besoin d'une législation rurale se faisait tristement sentir. Le premier remède et le plus évident, pour soulager la pauvreté du paysan, concernait, il est vrai, l'impôt. Mais les lourdes taxes n'avaient pas réduit les *mezzaiuoli* toscans à l'indigence abjecte du paysan du Sud. La vente des terres ecclésiastiques et domaniales offrait une bonne occasion d'augmenter et de fortifier les petits pro-

1. Villari, *op. cit.*, 21-25 ; Bianchini, *Condizioni*, 9, 28.

2. La moyenne des décès est descendue de 30,06 dans la période entre 1860 et 1866 à 26,52 entre 1888 et 1890 et à 25,03 entre 1893 et 1896.

3. Le Code pénal de 1859 reproduisait les dispositifs de la loi piémontaise en ce qui concernait les grèves, mais les appliquait aussi aux contre-grèves. A ce moment, les seuls syndicats organisés étaient ceux des imprimeurs. Foreign Office, Papers 1891, n° 211, 30-31.

priétaires, comme les Français l'avaient fait au commencement du siècle. L'occasion fut perdue, en grande partie à cause de la pitoyable insouciance du parlement. Il est vrai que, dans la province de Naples, on fit beaucoup pour exécuter la loi de 1806 encore à moitié négligée, et pour vendre les terrains communaux par petits lots¹. Mais une tentative pour morceler les propriétés ecclésiastiques en Sicile échoua, et les baux offerts aux enchères publiques furent accaparés par les riches². Les terres nationales fertiles du Val di Chiana furent vendues par adjudication privée. La clause de l'acte de Rattazzi de 1867 sur les terres d'église, et qui portait que les terres monastiques seraient vendues par petits lots et avec facilité de paiement (bien que la vente fût encore dans ce cas une vente aux enchères), est le seul exemple sérieux que le parlement donna, pendant la décade, de l'intérêt qu'il portait au paysan. C'est peut-être cette négligence qui, plus que toute autre cause, fit si souvent des classes rurales en Italie une proie facile pour les réactionnaires et les cléricaux.

1. Bodio, *op. cit.*, 48.

2. Ghiron, *Annali*, III, 62 ; Ricasoli, *Lettere*, VIII, 289 ; mais voir Bianchi, *Condizioni*, 48.

CHAPITRE XLI

LE PROJET DE LOI SUR L'ÉGLISE LIBRE

Septembre 1866—Avril 1867.

Après Custozza. La Sicile; révolte de Palerme. Politique intérieure de Ricasoli. SUPPRESSION DES MONASTÈRES; attitude de Rome; Ricasoli et l'Église; la mission Tonello; LE PROJET DE LOI SUR L'ÉGLISE LIBRE; il est repoussé. Les élections; Ricasoli donne sa démission.

Venise était conquise; mais le prix en était lourd. La guerre avait été désastreuse sur terre et sur mer, et les petits succès des volontaires n'avaient pas racheté les défaites. La supériorité du nombre n'avait servi à rien, étant rendue impuissante par la mauvaise organisation et l'incompétence des chefs. L'Autriche avait cédé parce que la Prusse, et non pas l'Italie, l'avait vaincue. On avait laissé échapper le Trentin et l'Istrie; la Vénétie était venue comme cadeau de l'étranger, et la générosité de Napoléon était encore plus offensante en 1866 qu'en 1859. L'Italie, trahie par une alliée sans scrupule, discréditée par son échec sur le champ de bataille, ses finances chancelantes, sa diplomatie battue, était isolée et sans amis. Elle passait d'un rêve de gloire à une désillusion qui ébranlait sa foi dans les hommes et les institutions. Aucun pays n'aurait pu respirer facilement sous le poids de défaites comme Custoza et Lissa. Le succès aurait beaucoup contribué à la guérir; l'échec, s'il avait été la conséquence d'une lutte glorieuse, aurait pu servir à unir la nation; mais la honte de la chute méritée, le sentiment du déshonneur national qui rendait le peuple furieux, entraînent des récriminations, et la corruption continua avec une vigueur nouvelle son œuvre dévastatrice. L'indignation contre les chefs, la colère contre les fonctionnaires incapables dont l'insouciance avait tant contribué à causer la défaite, provoquent

un mécontentement fiévreux ; bien que la Vénétie se réjouit de sa délivrance, il régnait dans tout le reste de l'Italie le sentiment profond que quelque chose était corrompu dans l'État, quelque chose qui pourrait facilement amener la désunion et le malheur. Personne, il est vrai, ne songea un moment à restaurer les dynasties déchues. Mais la guerre civile était souvent « sur les lèvres des hommes » ; le prestige du gouvernement était ébranlé presque sans espoir de retour ; les volontaires étaient de nouveau devenus une puissance indépendante, et, pendant les négociations qui aboutirent à la paix, il y avait eu un réel danger qu'ils n'attaquassent les Autrichiens pour leur propre compte. Mazzini pêchait en eau trouble, et ses réélections successives à Messine, que l'intolérante sottise du parlement annula chaque fois¹, les 40 000 signatures apposées sur une pétition sollicitant son amnistie, étaient des symptômes du mécontentement politique. Bien que ce fût un diagnostic superficiel, beaucoup de personnes pensaient avec lui que « c'était la monarchie qui corrompait ». Le Roi ne fut plus le chef et l'idole de la nation ; Turin déversait encore sur sa tête toute la rage que la Convention avait causée à la ville ; le scandale de sa vie grossière, ses dettes, son imprudente intervention dans les luttes de parti, la diminution de son respect pour les conventions constitutionnelles, en faisaient la cible d'un nombre grandissant de critiques. Mais, à ce moment l'expression du mécontentement n'était pas tant républicaine que vaguement socialiste ou anarchiste. Le peuple oublia et tout ce qui avait été accompli, et la grandeur des obstacles. Une grande partie des classes ouvrières se plaignait, parfois avec colère, que l'unité n'eût pas amené le règne millénaire attendu, que les taxes se fussent accrues, que le progrès commercial n'eût pas réalisé les espérances exagérées, que les profondes plaies sociales du Sud ne fussent pas guéries, et que le gouvernement fût entre les mains d'une bureaucratie qui imitait souvent la tyrannie mesquine et la corruption de l'ancien système. A côté du mécontentement qui trouvait un exutoire dans le parlement, il existait d'anciens éléments de désordre qui étaient restés muets au milieu de l'enthousiasme de la lutte nationale, mais qui commençaient mainte-

1. Le cas de Wilkes est analogue.

nant à élever la voix, et qu'il faudrait une génération de gouvernants sages et fermes pour étouffer.

Le mécontentement était le plus grand là où la misère était la plus grande. En six ans, on ne pouvait faire grand'chose pour purifier et régénérer le Sud. Sur le continent cependant, et dans la Sicile orientale, de sérieux désordres n'étaient pas à craindre. Le gouvernement ferme de La Marmora à Naples (1861-1864) avait beaucoup contribué à écraser le brigandage et la *camorra*. Si la tardive coopération des Français, la bravoure des troupes dans cette guerre de frontière sans gloire, la sage sévérité de la loi Pica, ne purent abolir le brigandage, elles l'empêchèrent de redevenir un péril sérieux; et une arrestation en masse des camorristes (septembre 1862), avait permis à Naples de respirer en sécurité. Mais, dans une partie de la Sicile, les symptômes de désordre social et politique n'étaient devenus que plus menaçants. On n'entendait guère parler de séparation, il est vrai, que par les Bourbonniens; mais il restait un vif désir d'obtenir l'autonomie sous une forme quelconque. Le gouvernement avait encore plus centralisé que les Bourbons ne l'avaient fait, et, tandis que les hommes de loi et les fonctionnaires à Palerme souffraient du transfert des tribunaux et des services administratifs, la centralisation n'avait amené aucun avantage en compensation. Les changements constants de préfets empêchaient le gouvernement d'instituer l'administration solide et durable qui, avant tout, était nécessaire. « Des écoles et des routes » étaient toujours le remède radical qu'il fallait à l'île; mais cette œuvre devait être lente, et, en attendant, la Sicile avait besoin d'un gouvernement ferme qui réprimât les rébellions cléricales ou anarchistes, s'attachât la bourgeoisie et les paysans, et donnât le temps à une génération plus civilisée, plus amie de l'ordre, de grandir et de s'enraciner. Mais cela précisément manquait. Le crime sévissait dans des proportions terribles; un témoin responsable établit qu'il y eut en deux ans quinze cents meurtres dans l'île; à Palerme, des hommes furent poignardés en plein jour, dans certaines parties de l'île, les voyageurs devaient, pour être en sûreté, se former en caravanes, et à Girgenti, le peuple, voyant que le gouvernement était impuissant à le protéger, s'était tourné contre les brigands, leur appliquant la loi de Lynch. Dans un district, les propriétaires n'avaient pas osé toucher leurs fermages; dans d'autres,

les paysans avaient payé tribut aux bandits pour qu'ils ne les molestassent pas. Dans le voisinage de Palerme, la *mafia* attendait encore l'occasion qu'elle avait laissé échapper en 1860 de piller les palais de la capitale. Les impôts avaient augmenté là comme partout, bien que l'île eût des privilèges financiers spéciaux ; tandis qu'on avait travaillé aux chemins de fer avec une ardeur fébrile dans la péninsule, les deux courts tronçons de Palerme à Termini et de Messine à Catane étaient tout ce qu'on avait terminé en Sicile¹. La conscription avait été un nouvel aliment pour le mécontentement ; la Sicile avait perdu son immunité à l'égard du service militaire, et l'opposition contre le recrutement avait été si acharnée que, dans quelques cas très rares, les soldats « prirent leur revanche ». De furieuses protestations contre ces représailles avaient été faites de temps en temps au parlement, et, à la fin de l'année 1863, Garibaldi et une vingtaine d'autres députés avaient donné leur démission, lorsque le gouvernement se fut déclaré impénitent. Mais la critique ne tenait aucun compte des difficultés que rencontraient les autorités. Il y avait eu, à Palerme seulement, quatre mille réfractaires ou déserteurs dans les trois premières années qui suivirent l'unification. Soixante *cara-binieri* lancés à la recherche des déserteurs avaient été tués par des coups de feu partis de derrière les haies, et maintes et maintes fois, alors qu'on tirait sur les troupes, celles-ci s'étaient abstenues de répondre. Le gouvernement ne trouvait d'appui chez aucun des partis siciliens. Les libéraux craignaient de s'avancer. Les autonomistes et les garibaldiens avaient continué, pendant six ans, une attaque active et sans scrupule ; et le peuple, à qui on enseignait la haine du nouveau gouvernement, commençait naturellement à se retourner vers les partisans de l'ancien. Les plus honorables parmi les Garibaldiens se repentirent, trop tard, du mal qu'ils avaient fait ; le mécontentement qu'ils avaient fomenté devint un instrument entre les mains des prêtres et des bourboniens qui prenaient leur mot d'ordre à Rome, et espéraient peut-être assister à un soulèvement général du Sud qui comprendrait une insurrection en Sicile². Les réclamations de suppression

1. Ciotti, *Palermo* ; Ghiron, *Annali*, II, 355-356 ; III, 56-75 ; Ricasoli, *Lettere*, VIII, 289, 291, 319-322 ; IX, 5, 37 ; Tavallini, *Lanza*, II, 324-331 ; discours de Govone à la Chambre le 5 décembre 1863.

2. Ciotti, *op. cit.*, 16-23 ; Ghiron, *op. cit.*, II, 352-353 ; Tavallini, *op.*

des monastères mettaient en fureur, non seulement les moines, mais les dévots qui les suivaient et les foules de pauvres oisifs qui vivaient de leurs aumônes. Les cléricaux organisèrent une révolte du crime et de la pauvreté. Le gouvernement se montra aveugle et impuissant, et le discrédit de la guerre amena la crise à maturité. Le 16 septembre, des bandes insurgées envahirent Palerme et s'en emparèrent. Le peuple de la capitale n'éprouvait aucune sympathie pour les insurgés, mais il eut peur de s'exposer¹, et les troupes purent juste tenir le château et les édifices du gouvernement jusqu'à l'arrivée des renforts, quatre jours plus tard. Dans l'intervalle, une véritable anarchie avait régné; les insurgés portèrent leurs principaux efforts sur les prisons qu'ils tentèrent, sans succès, de faire ouvrir, et, aux cris de « la république et la religion », ils avaient pillé des palais et brûlé vifs des soldats dans une orgie de cruautés. Mais, derrière les bandes criminelles, se trouvaient ceux qui les avaient poussées; et, bien qu'il y ait beaucoup de choses obscures dans l'histoire de cette révolte, on ne peut guère douter que, dans l'ensemble, elle n'ait été l'œuvre de la même alliance clérico-anarchiste qui avait, cinq ans auparavant, été le fléau des provinces napolitaines.

Le soulèvement fit réapparaître le danger de la situation. Ricasoli vit que la tâche la plus difficile qui s'offrait à lui était de mettre fin à la corruption mortelle, d'expurger et de fortifier l'administration, de développer l'industrie et l'enseignement, et de restaurer l'équilibre dans les finances sans nouveaux impôts. Il avait parlé d'« un programme plus que démocratique », et il essaya à diverses reprises de décider Crispi à entrer dans le cabinet. La coercition qui avait « pris ses ébats » avec la loi des suspects devait être abandonnée, sauf dans les endroits où le brigandage réapparaissait. « Il vaut mieux, disait Ricasoli, dépenser l'argent de l'État en travaux publics qu'en répressions et en prisons »; il montra presque l'empressement d'un doctrinaire à lever l'état de siège de Palerme, et y nomma préfet le jeune noble libéral Di Rudini, pour inaugurer un gouvernement plus doux.

cit., II, 326, 329-331; Castelli, *Carteggio*, II, 155, 163; Balan, *Continuazione*, II, 718-720; Ricasoli, *op. cit.*, VIII, 289; Un patriota italiano, *Condizioni*, 32-33.

1. Ciotti, *op. cit.*, 40, 49.

Alors comme toujours, Rome constituait sa principale inquiétude. En été, quelques jours après la défaite de Custoza, le parlement avait enfin supprimé les monastères. Le décret n'exceptait que quelques maisons connues surtout pour leurs œuvres d'enseignement ou de bienfaisance, mais il donnait des pensions aux « résidants actuels »¹ et permettait aux religieuses de continuer à vivre dans leurs cloîtres en compensation de la dot qu'elles avaient pu y apporter. Les terres monastiques et toutes les autres propriétés foncières de l'Église excepté les bénéfices des paroisses passèrent à l'État et durent être vendues; mais, cinq pour cent de leur valeur capitalisée, estimée à 1700 millions de lire, moins les frais d'administration, devaient être versés à une caisse ecclésiastique que devait encore augmenter une quote-part prélevée sur les évêchés et les bénéfices riches. Cette caisse devait d'abord payer les pensions des moines et des religieuses, et soulager l'État et les communes² de toutes les charges ecclésiastiques restantes. Le revenu de toutes les propriétés, qui avait servi autrefois à soulager les pauvres ou à subvenir aux frais d'enseignement, devait être remis aux communes intéressées et employé aux mêmes fins. Tout le reste de ces fonds ecclésiastiques devait servir à augmenter les revenus du clergé pauvre. En traitant ainsi les monastères, la loi tenait le milieu entre le projet de Vacca et la loi de 1855. Elle ne faisait pas autant d'exceptions que la première loi, mais elle épargnait quelques-unes des maisons les plus connues. Elle ne faisait pas prédominer les besoins du Trésor comme l'avait fait le projet de Vacca; mais, sur d'autres points, elle rompait complètement avec la tradition cavourienne, en donnant l'administration de la caisse ecclésiastique à un comité nommé par le gouvernement et le parlement, et en omettant de prendre des mesures pour la réforme de l'Église.

La dissolution des monastères, bien qu'elle fût comparativement clémentine, n'augmenta naturellement pas le bon vouloir de Rome, surtout alors que les chefs du clergé antinational étaient frappés par la loi des suspects. Il y avait encore, il est vrai, un petit groupe de prélats qui dési-

1. De 360 à 600 lire pour les moines, de 250 pour les frères mendiants.

2. Excepté les communes de Sicile, où une ancienne loi restait en vigueur.

raient la réconciliation, qui auraient accepté maintenant le projet de l'Église libre de Ricasoli, comme ils auraient accepté celui de Cavour en 1861¹. Certains évêques étaient fatigués de leur exil, et aspiraient à rentrer dans leurs diocèses. Antonelli, quelque peu qu'il se souciât des choses spirituelles, était assez homme d'État pour se rendre compte que Rome ne pourrait toujours refuser un compromis, et, avec le départ imminent des Français, il avait abandonné son attitude de *non-possumus*. Mais, à ces exceptions près, la cour de Rome était aussi résolue que jamais à « endurcir son cœur contre l'Italie² ». Le Pape louvoyait entre les deux partis, penchant le plus souvent vers le dernier. Il ne pouvait oublier le bien-être spirituel de son troupeau italien, il était très désireux de remplir les sièges épiscopaux vacants, il aspirait jusqu'à un certain point à l'amitié de Victor Emmanuel et ne cessa jamais tout à fait d'être fier de l'Italie³. Mais il ne voulait rien faire qui semblât reconnaître la souveraineté italienne sur les provinces perdues ; pour lui, Italie et révolution étaient toujours synonymes, et, avec la mauvaise humeur de la vieillesse, il la maudissait parce qu'elle avait rendu ses lois ecclésiastiques conformes à celles du monde civilisé. Il craignait que, si l'Église descellait une pierre dans sa constitution, elle n'ouvrit les portes aux torrents de la révolution et de l'immoralité⁴.

Ricasoli était profondément attristé de ce que le gouffre entre l'Italie et la Papauté allât s'élargissant. « Établissons la paix religieuse et évitons le schisme », s'écriait-il. Mais, tandis qu'il reconnaissait, avec les conservateurs, que « la grande question n'était pas de vaincre le clergé et d'enrichir l'État de ses dépouilles, mais de réconcilier l'Église avec la société moderne », il voyait qu'on ne trouverait la sécurité que par une réforme. « Il nous faut purifier l'Église, disait-il, et la ramener à ses origines ; il faut, pour sa sécurité, qu'elle se mette à la tête de la civilisation moderne et non pas qu'elle lutte contre elle⁵ ». Malgré ses désillusions, il semble avoir encore eu l'espoir que Pie dirait « le seul mot surna-

1. Ricasoli, *op. cit.*, IX, 239, 309. Voir Balan, *op. cit.*, II, 740.

2. Ricasoli, *op. cit.*, IX, 54, 153 ; Castelli, *op. cit.*, II, 165.

3. Balan, *op. cit.*, II, 723 ; Gregorovius, *Diari romani*, 312 ; Cantù, *Cronistoria*, III, 731.

4. Balan, *op. cit.*, II, 722 ; Ricasoli, *op. cit.*, IX, 74, 107, 216, 275.

5. Bon Compagni, *Chiesa*, 333 ; Ricasoli, *op. cit.*, IX, 7, 199 ; X, 39-40.

turel qui sauverait tout ». Bien qu'il fût profondément blessé par l'esprit qui régnait à Rome, il reconnaissait qu'il y avait eu de l'intolérance du côté opposé, qu'on aurait pu éviter le scandale des diocèses vacants, que la sécularisation des bâtiments monastiques et épiscopaux avait été exécutée avec une rigueur inutile¹. Son impatience de posséder Rome s'était refroidie depuis l'époque où tout retard l'irritait. Tout passait après son désir absorbant de se concilier l'Église et de ne créer aucun obstacle à la vie religieuse du pays. « L'Italie peut attendre Rome, dit-il, jusqu'à ce que le temps marqué par le sort lui amène le triomphe assuré ; elle peut prospérer, même avec sa capitale à Florence », mais là encore, comme dans sa législation ecclésiastique, il ne pouvait se contenter, comme les conservateurs, du *statu quo*. Il ne fallait plus d'intervention étrangère, il fallait que Rome cessât d'être un centre d'intrigues contre le royaume, et que l'Europe reconnût Rome comme territoire italien et non comme « un fief du monde catholique ». Ceci accordé, il accepterait un compromis sur une des deux bases suivantes : ou bien, comme on l'avait proposé à diverses reprises depuis 1860², le Pape aurait la Cité Léonine (la partie de Rome touchant à Saint-Pierre et au Vatican) avec une bande de territoire sur la côte ; ou bien Rome pourrait être « la Capitale d'honneur » de l'Italie, l'endroit où les rois seraient couronnés par le Pape, tandis que Florence resterait le siège du gouvernement³.

Il était prêt à abandonner et ceci et toutes ses aspirations politiques, s'il pouvait obtenir le bon vouloir de Rome. Le moment était critique. Les Français étaient sur le point de partir, la Convention les obligeait à évacuer avant le 11 décembre, et, trois jours plus tard, les dernières troupes s'embarquaient à Civita-Vecchia. Toute l'Europe attendait, anxieuse de voir ce que les Romains allaient faire. Certains modérés organisaient un mouvement légal qui, ils l'espéraient, forcerait le Pape à appeler le gouvernement italien pour qu'il servît d'arbitre entre lui et ses sujets. Le plan obtint l'appui du Roi et eut des amis dans le cabinet ; mais

1. Il empêcha qu'on se servît de Saint-Marc pour y établir des bureaux du gouvernement, et protégea la maison de Lorette contre la sécularisation.

2. Un Romano, *Sulle questioni urgenti*, 52-54 ; Liverani, *Il papato*, 248 n. ; Pasolini, *Memoirs*, 259.

3. Ricasoli, *op. cit.*, VIII, 305-306 ; IX, 11-12, 76, 83, 98.

Ricasoli paraît avoir craint que, si une forte agitation se produisait à ce moment, le Pape ne s'enfuit, que la France n'intervînt à nouveau, et que les chances de réconciliation ne fussent encore perdues pour une génération. Si son objet avait été simplement de gagner Rome, il aurait pu peut-être défier la France en toute sécurité, et, en admettant que les Romains fussent fermes dans leurs désirs, il aurait pu aller à Rome en 1866. Mais il borna ses aspirations à la délivrance des provinces frontières et, plutôt que d'affaiblir les chances que lui offrait la paix, il employa son influence à empêcher les libéraux romains d'agir dans la ville¹. Il était prêt à oublier tous les torts qu'avait Rome à l'égard de l'Italie, et à lui tendre le rameau d'olivier. Tenant en réserve le projet de l'Église libre, qui offrait à Rome ce qu'elle ne possédait dans aucun pays d'Europe, il adopta, comme politique, d'exécuter, avec tous les ménagements possibles, la suppression des monastères et de pourvoir aux sièges épiscopaux vacants. Il permit aux évêques absents de revenir (octobre-novembre), et les bonnes dispositions que sa façon d'agir suscita parmi les membres les plus raisonnables du clergé l'encouragèrent à négocier pour la solution d'autres questions spirituelles et politiques brûlantes.

Le Pape avait chargé Lord Clarendon d'un message montrant qu'il était désireux de reprendre les négociations commencées par Vegezzi, et, au commencement de décembre, Ricasoli envoya un délégué à Rome, s'abaissant jusqu'à écrire à Antonelli une lettre flatteuse d'introduction. Le point principal de la mission de Tonello était d'effectuer un compromis quant aux nominations aux évêchés vacants. Ricasoli offrait d'abandonner le serment de fidélité, de renoncer au *placet* pour les actes purement spirituels, et de faire de l'*exequatur*, en ce qui concernait les bénéfices ecclésiastiques autant que possible, une simple formalité. Mais il refusait, l'introduction de l'Église libre étant imminente, d'abandonner le principe de l'*exequatur*, et il affirmait que l'État, comme représentant les laïques, devait avoir une voix dans la nomination des évêques. Antonelli céda sur ce dernier point, mais, ou bien il joua

1. Castelli, *op. cit.*, II, 165-166, 171, 175, 182-193, 201, 264; Ricasoli, *op. cit.*, VIII, 248, 305; IX, 102; Frigyesi, *L'Italia*, 108, 293; Bianchi, *Mentana*, 81; discours de Nicotera du 25 novembre 1867. Toute cette affaire est très obscure.

un double jeu, ou bien les forces qui s'opposaient à toute conciliation furent trop grandes ; en tout cas, il se refusa de nouveau à toute concession impliquant la reconnaissance de la souveraineté de Victor-Emmanuel sur les provinces perdues. Ricasoli, désespérant d'arriver à un accord sur les principes, se rabattit sur un arrangement temporaire pour les évêchés vacants. Même alors, les négociations languirent, car Rome refusait d'accepter aucun des candidats du gouvernement qui étaient connus comme ennemis du pouvoir temporel et proposait des hommes dont l'impopularité était notoire ou qui étaient hostiles au gouvernement. Ce ne fut qu'après des négociations prolongées qu'on tomba d'accord sur quatorze noms. Et quand Tonello aborda l'objet politique de sa mission, — action commune pour la répression des brigands, union douanière, arrangements postaux, — les irréconciliables accablèrent de nouveau Antonelli, et le Pape considéra le rameau d'olivier de Ricasoli avec la suggestion que le gouvernement italien était inspiré par le diable¹.

Ricasoli fit un dernier effort en faveur de la paix. Il fit donner ses réserves, et il présenta le projet sur l'Église libre, amorçant son offre par la proposition* de placer entre les mains des évêques le produit de la vente des terres monastiques et ecclésiastiques (janvier 1867). Le projet réalisait les principes de Cavour. Il proposait de délivrer l'Église catholique de tout le contrôle dont les concordats avaient investi l'État, d'abandonner le droit de l'État sur la nomination des évêques, et de renoncer à l'*exequatur* et au *placet*. D'un autre côté, l'Église perdrait les subsides qui lui étaient payés par le trésor et les communes ; elle ne serait plus légalement qu'une corporation ordinaire, libre dans l'administration de sa propriété et de sa discipline intérieure, et gouvernée par sa propre loi canonique, sorte de contrat liant les membres de l'Église, et qui pourrait être rendue obligatoire par les tribunaux temporels en tant qu'elle ne serait pas en conflit avec la loi du pays². La seconde partie du projet concernait la vente des terres appartenant aux monastères supprimés et y ajoutait toutes les terres ecclésiastiques quelles qu'elles fussent. Le projet de l'année précédente, présenté au milieu

1. Ricasoli, *op. cit.*, IX, 126-127, 175.

2. Les analogies avec la loi sur l'Église irlandaise sont nombreuses, et il semblerait que cette dernière fût en partie rédigée d'après le décret italien.

des émotions de la guerre, n'avait établi que le principe de la question. Il y avait trois façons possibles d'effectuer la vente des terres : elle pouvait se faire par l'État, comme l'envisageait le projet de Vacca et comme l'avait voulu sinon décidé la récente loi ; ou, comme les réformateurs de l'Église l'avaient souvent demandé, on pouvait la confier à des conseils paroissiaux ou diocésains dans lesquels les laïques auraient voix prépondérante ; ou bien, oubliant les droits de l'État et des laïques, on pouvait l'abandonner aux évêques. Avec son désir absorbant de conciliation, Ricasoli abandonna son ancienne position et adopta cette dernière ligne de conduite. Si les évêques y consentaient, l'opération serait remise entre leurs mains ; la vente devait être complétée en dix ans, et ils devaient payer, en partie à l'État, en partie aux communes, un capital de six cents millions de lire, soit environ le tiers du total, comme représentant la part approximative du revenu de l'Église qui avait été consacrée aux besoins temporels de la bienfaisance et de l'instruction. Les évêques, après avoir satisfait aux droits du clergé paroissial et aux titres de pensions des moines et des religieuses dépossédés, recevaient un droit de contrôle absolu sur le reste. S'ils refusaient d'entreprendre cette tâche, l'État devait effectuer la vente et leur payer un revenu annuel de cinquante millions de lire¹. Pour faciliter le paiement de la part de l'État, le gouvernement passa un contrat avec une banque belge, afin de recevoir les six cents millions en quatre ans, la banque se chargeant de les recueillir des mains des évêques par des acomptes qui se succéderaient pendant dix ans, et prélevant dix pour cent de commission.

Le projet fut accueilli par une clameur de réprobation. Ricasoli était tellement convaincu de sa nécessité et de sa justesse qu'il s'était à peine arrêté à considérer les chances qu'il avait d'être accepté. Les évêques, avec quelque divergence d'opinion, cependant, repoussèrent cette offre². Tous les avantages qu'il leur promettait ne pouvaient les faire renoncer à l'ombre de prestige qu'il leur enlevait. Quel'Église catholique perdît ses prérogatives, qu'elle fût placée sur le

1. Le texte du projet dans Frigyesi, *op. cit.*, 597-602 ; voir le rapport du ministère dans *Ib.*, 581-592.

2. Frigyesi, *op. cit.*, 564 ; Balan, *op. cit.*, II, 736.

même pied, non seulement que les autres dénominations religieuses, mais que n'importe quelle société par actions, que les tribunaux civils fussent les interprètes du droit canon, tout cela leur semblait une humiliation intolérable. Les évêques répondirent que l'Église libre était une plaisanterie, alors que l'État refusait de reconnaître les vœux monastiques défendait à l'Église de conserver des biens fonciers et s'appropriait une grande partie de ses richesses dans le but mal déguisé de soulager ses finances appauvries. Mais la plus vive opposition vint du camp des Libéraux et des Démocrates. Le retour des évêques avait eu pour conséquence quelques manifestations menaçantes contre les plus impopulaires d'entre eux. On avait considéré la mission Tonello avec beaucoup de méfiance, elle semblait trop sentir le Concordat, et l'opinion générale était que le gouvernement était prêt non seulement à sacrifier les prérogatives de la couronne et la dignité du parlement, mais à faire des concessions mettant en danger la suprématie de l'État. Le projet de l'Église libre sembla confirmer ces soupçons, et les libres penseurs, qui brûlaient d'abaisser l'Église, les nationaux, que son hostilité blessait, la grande majorité, qui avait hérité des traditions concernant le contrôle de l'État et qui n'avait jamais accepté les théories de Cavour, se donnèrent la main pour attaquer ce qui leur semblait une renonciation à des droits précieux, un legs de dangers inouïs pour les générations futures. Un grand nombre de ceux-là mêmes qui avaient une certaine confiance abstraite en l'Église libre, refusèrent d'accepter un projet qui négligeait en partie les intérêts du clergé inférieur et des laïques, et menaçait de faire renaître l'absolutisme des évêques et de Rome. « Réformons d'abord l'Église, et puis nous parlerons de la libérer », disait Giacomo Durando ; alors que le Syllabus était encore présent à la mémoire de tous, cela semblait une trahison envers le progrès que de donner de nouvelles libertés à des hommes qui y avaient accumulé leurs anathèmes. L'abandon du droit de l'État sur la nomination des évêques voulait dire que l'épiscopat passerait à la section la plus obscurantiste et la plus irréconciliable de l'Église. Des hommes que leur serment canonique obligeait « à défendre le domaine et les prérogatives du Pape, à poursuivre et à combattre les hérétiques et les schismatiques », auraient peu d'indulgence

envers le clergé libéral ou les réformateurs de l'Église. Bien que le projet protégeât spécialement les droits du clergé inférieur, en reconnaissant la loi canonique, il semblait à la surface prêter aux évêques, comme autrefois, l'appui du bras séculier. Les anticléricaux les plus intolérants, Garibaldi entre autres, le dénoncèrent comme une concession à la « secte fatale des prêtres », et s'écrièrent que les propriétés ecclésiastiques étant des propriétés nationales, elles devaient servir ou aux besoins de l'État ou au soulagement des pauvres. On laissa entrevoir que, si le gouvernement sacrifiait à l'Église la cause de la liberté, il donnerait un prétexte à la révolution. « L'Église désarmée, disait un pamphlet du temps, ce n'est pas l'Église morte ; il faut que nous lui coupions la tête à Rome ¹. »

Il fut bientôt évident que le projet n'avait aucune chance de passer. Même si on avait été moins fortement prévenu contre lui, le manque de tact du premier ministre aurait ruiné ses chances de réussite. Il avait négligé de le soumettre au cabinet ; et ses collègues, qui n'avaient fait que tolérer les négociations avec Rome, furent encore plus tièdes à l'égard de l'Église libre. Tandis que l'agitation s'étendait dans le pays, Ricasoli perdit l'équilibre. Par une contradiction avec ses principes tout à fait inexcusable, il interpréta la loi d'une façon exagérée afin de pouvoir interdire (2 février) toutes réunions publiques en Vénétie, où l'opposition était la plus bruyante. Il fut facile à la gauche de l'attaquer comme réactionnaire ; une partie des ministériels l'abandonnèrent, et un vote de blâme lui fut infligé par 136 voix contre 104 (11 février). Ricasoli avait à choisir entre donner sa démission et dissoudre la Chambre ; il décida d'en appeler au pays ; et il était clair, en vérité, que tout gouvernement était à peu près impossible avec une Chambre dont la tendance à former des groupes tuait tout espoir de maintenir une majorité durable. Le manifeste de Ricasoli aux électeurs était un exposé sensé de politique libérale, — l'Église libre, mais avec des sauvegardes pour le bas clergé, des économies et des chemins de fer, pas de politique aventureuse et pas de réaction. Mais il gâta tout par une attaque immodérée et

1. Ricasoli, *op. cit.*, IX, 351-352 ; Frigyesi, *op. cit.*, 129, 149 ; Balan, *op. cit.*, II, 739.

impolitique contre l'ancienne Chambre ; il était irrité et démoralisé, et il n'épargna aucun des moyens d'influence que possédait le gouvernement pour s'assurer une majorité. Mais le pays était trop profondément secoué pour obéir à la pression du ministère. Le crédit du gouvernement souffrait des lourdes taxes et des scandales de la vie privée du Roi ; le contrat avec la banque belge réveilla les anciens soupçons de spéculation et de corruption ; et une nouvelle combinaison ministérielle ayant pour but d'apaiser l'opposition ne pouvait être « qu'un cautère sur une jambe de bois. » Les élections (10 mars) furent disputées avec une ardeur inaccoutumée. Les démocrates entraînent Garibaldi dans une campagne électorale en Vénétie, où ses invectives grossières contre « les cléricaux et leurs complices » émurent et enthousiasmèrent ses auditeurs, mais n'eurent aucune influence sur les scrutins. La Vénétie nomma une phalange de Modérés, mais la force des partis resta ce qu'elle était auparavant. La nouvelle Chambre était aussi hostile que l'ancienne à la politique de Ricasoli ; d'une façon générale, on estimait qu'il avait fait de trop grosses fautes, que son renversement était la seule alternative à une longue et dangereuse crise, « avec la banqueroute à la porte et la révolution au flanc. » Jusque-là, le Roi l'avait loyalement soutenu ; mais l'influence de Rattazzi, ou peut-être le sentiment qu'un ministère Ricasoli était devenu impossible, le gagna à l'opposition, et, quand le premier ministre voulut rappeler Sella au ministère des finances, le Roi s'y opposa, prétextant de l'impopularité du champion de l'impôt sur la mouture et força Ricasoli à donner sa démission (4 avril)¹.

1. Ricasoli, *op. cit.*, IX, 367-369 ; M^{me} Rattazzi, *Rattazzi*, II, 162 ; Un Italien, *Crispi*, 401.

CHAPITRE XLII

MENTANA

Avril-Décembre 1867

Troisième ministère Rattazzi ; Rome réclamée à grands cris ; GARIBALDI ET RATTAZZI ; les comités romains ; le « raid » de Terni ; politique de Rattazzi ; politique française ; Rattazzi et le parti de l'action ; Garibaldi en septembre, son arrestation ; les « raids » ; Rattazzi change ses batteries ; LA FRANCE SE DÉCIDE A INTERVENIR ; Rattazzi donne sa démission ; Garibaldi s'échappe de Caprera ; le soulèvement romain ; les Français débarquent à Civita-Vecchia ; cabinet Menabrea ; les troupes italiennes passent la frontière ; campagne de Garibaldi ; MENTANA ; le *jamais* de Rouher.

Le Roi, qui se rendait mieux compte de la situation que les groupes qui, avec tant de légèreté, faisaient et défaisaient les ministères, essaya de former un cabinet mixte avec Menabrea de l'extrême gauche et Rattazzi. Mais Menabrea refusa ; la droite progressive était paralysée par l'inimitié réciproque de Lanza et de Sella, et Rattazzi prit le pouvoir (11 avril) avec un ministère du centre. Il avait espéré former une alliance avec la gauche, peut-être aussi avec le « Permanent », mais, soit que Rattazzi et Crispi ne pussent se fier l'un à l'autre, soit que Crispi prévît le conflit entre le gouvernement et Garibaldi, ou qu'il eût posé des conditions que Rattazzi ne put accepter, les négociations se rompirent, et Rattazzi ne pouvant s'appuyer que sur ses partisans, dut constituer son cabinet avec des hommes de second ordre¹. Sa position au parlement était aussi mal assurée qu'en 1862 ; il trouvait, il est vrai, une certaine force dans le désir qu'avaient tous les partis de ne pas provoquer une nouvelle crise ; mais, ni la droite ni la gauche n'étaient disposées à faire plus que le tolérer. L'origine du ministère, qu'on supposait sorti de la cour, la défiance géné-

1. M^{me} Rattazzi, *Rattazzi*, II, 166 ; Castelli, *Carteggio*, II, 225 ; Tavalini, *Lanza*, II, 353 ; Un Italien, *Crispi*, 404.

rale à l'égard de l'honnêteté du premier ministre, les indiscretions littéraires de sa femme, tout accrut le nombre de ses ennemis. Rattazzi chercha la sécurité dans sa vieille politique d'équilibre habile; il demanda le concours de Ricasoli, donna de nouveau à espérer à la gauche qu'elle entrerait aux affaires, et prit à l'égard de Crispi certains engagements dont on ne peut que conjecturer la nature exacte, mais qui permirent au chef de la gauche « de le tenir à la gorge »¹. L'influence même de Crispi ne put décider la gauche à travailler de bon cœur avec « l'homme d'Aspromonte »; le groupe extrême, qui suivait Bertani, lui était franchement hostile; des blessures de vieille date rendaient impossible l'alliance avec la droite. Le maintien de Rattazzi aux affaires dépendait de son habileté à lancer l'un contre l'autre les partis opposés.

Le ministère ne put donner aucune direction, à un moment où un gouvernement puissant était plus que jamais nécessaire. L'arrivée de Rattazzi au pouvoir encouragea les mêmes espérances qu'elle avait éveillées cinq ans plus tôt. Sa politique était esclave de la réputation de céder facilement qu'il s'était acquise lui-même, et les nationaux impatientes, maintenant que la Vénétie était gagnée, attendaient de sa faiblesse ou de sa connivence qu'il les laissât aller à Rome. Les enthousiastes qui voulaient Rome étaient, comme tous les enthousiastes, une minorité; mais ils formaient une minorité puissante, ils étaient soutenus par le sentiment moins emphatique de la majorité, et, dans un moment d'excitation, devenaient irrésistibles. Hommes politiques ayant hâte de parfaire l'unité de la nation, anticléricaux pour qui le Pape était l'héritier de Torquemada et de Loyola et l'ennemi séculaire du progrès, ils défièrent la Convention, se basant néanmoins sur les votes répétés par lesquels le parlement proclamait Rome capitale de l'Italie. Le courant se dirigeait maintenant vigoureusement vers eux; la faiblesse de la Papauté, le veto détesté et insultant de l'Empereur, le désir impatient de changer la politique de la Convention et du projet de l'Église libre contre une guerre ouverte avec le Pouvoir Temporel, tout cela rendait inévitable avant longtemps, une tentative pour gagner Rome.

C'est naturellement sur Garibaldi que les enthousiastes

1. M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, II, 167, 171; Frigyesi, *L'Italia*, 256; Cordova, *Discorsi*, I, 212; Mario, *Garibaldi*, 723.

comptaient pour les conduire. Il s'était, après la guerre, retiré à Caprera, convaincu que la politique la plus sage, en ce qui concernait Rome, était de patienter¹. On l'avait tiré de sa retraite en février pour qu'il usât de son influence dans les élections contre le projet de l'Église libre, et son manque de modération avait beaucoup contribué à détruire l'œuvre de Ricasoli tendant à amener une réconciliation avec l'Église. Il prêchait une religion naturelle vague, dont lui-même était le grand prêtre, et il baptisait les enfants « au nom de Dieu et de Jésus le Libéral »². Il fallait qu'il exerçât un grand charme sur le commun des Italiens, pour que sa réputation n'ait pas sombré sous le ridicule. Sa théologie était, à demi, un défi au Pape, et ses discours aux Vénitiens montrèrent clairement qu'il pensait moins au projet sur l'Église libre qu'à Rome. Si des moyens légaux ne réussissaient pas à gagner Rome, les Italiens, affirmait-il, devaient y pénétrer de force. Sûr que la France n'interviendrait pas, encouragé à croire que la Prusse prêterait son concours³, il pensait qu'une effusion de sang ne serait pas nécessaire. « Nous sommes assez forts, disait-il, pour ne pas employer la violence. »

Le fait qu'il pensa à des moyens légaux, tout à fait contrairement à sa façon habituelle d'agir, était dû à l'influence de Crispi et de ses amis, qui essayaient d'établir une entente entre Rattazzi et Garibaldi. Dans l'imbroglio d'intrigues qui suivit, il est difficile de conjecturer quels furent les motifs réels et la politique véritable du premier ministre. Bien que ses vues sur la question romaine fussent probablement plus avancées depuis qu'il était venu à Florence, il aurait peut-être été content de la laisser dormir encore, et de se servir du répit pour sauver le pays de la banqueroute. Il avait combattu les concessions que Ricasoli faisait à l'Église, mais il n'osait risquer une rupture avec la France, et il promit d'observer la Convention, dans la lettre et dans l'esprit, espérant qu'à la longue l'Europe se fatiguerait de la question pontificale et permettrait à l'Italie de poursuivre sa route sans encombre⁴. Mais à moins que cela ne dût, pour le moment,

1. Ricasoli, *Lettere*, VIII, 144, 166; Castelli, *op. cit.*, II, 197.

2. Frigyesi, *op. cit.*, 166; Guerzoni, *Garibaldi*, II, 469-471.

3. Frigyesi, *op. cit.*, 462, 508; Benedetti, *Mission*, 246; Castelli, *op. cit.*, II, 264; Rothan, *France en 1867*, II, 119.

4. M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, II, 161-162, 221, 224, 231.

mettre la paix en danger, Rattazzi subordonna toutes les considérations aux besoins de sa propre position dans le parlement. Il ne pouvait demeurer au pouvoir sans l'appui de la gauche, et celle-ci ne pouvait être gagnée que par des promesses publiques ou secrètes de protéger la politique avancée. Rattazzi avait des « canaux de communication » avec les libéraux romains ; Crispi fut amené à croire que Rattazzi et Garibaldi combindraient un plan commun ; tout le monde cherchait un sens caché aux paroles de Rattazzi, et la déclaration faite par lui au Parlement, qu'il ne compromettrait en rien l'avenir de l'Italie, fut considérée comme un encouragement donné aux Romains de se révolter¹. Il savait sans doute, que, s'il n'avait trois fois autant de soldats qu'il en pouvait disposer, il ne pourrait empêcher les envahisseurs de traverser la longue frontière des États du Pape ; et ce fut peut-être cette persuasion qui l'encouragea à temporiser. Se fiant comme toujours à sa propre finesse, espérant peut-être que les projets de Garibaldi n'aboutiraient à rien, il voulait garder sous sa main le parti de l'action pour pouvoir s'en servir, le ruiner ou le mettre de côté, selon que l'occasion l'exigerait. La question du Luxembourg semblait rendre la guerre imminente entre la France et la Prusse, et le hasard pourrait permettre à l'Italie de marcher aisément sur Rome.

Il y avait une solution que tous les partis, excepté l'extrême gauche et Mazzini, auraient accueillie comme étant la meilleure. Un soulèvement des Romains en forces suffisantes pour renverser le gouvernement du Pape était la seule solution légale et possible qu'eût laissée la Convention ; et, malgré la réaction cléricale en France, malgré les menaces du gouvernement français, il ne semblait guère possible que l'Empereur refusât de sanctionner un plébiscite qui déclarerait Rome annexée à l'Italie². Bien des patriotes espéraient sérieusement que les Romains trouveraient le moyen de se sauver eux-mêmes. Il est difficile d'estimer exactement quelle proportion de la population romaine avait des sympathies nationales. Un grand nombre étaient trop étroitement unis d'intérêts à la cour du Pape ; on avait dit aux paysans que le gouvernement italien était l'ennemi de toutes les choses sa-

1. Frigyesi, *op. cit.*, 210 ; Mario, *Garibaldi*, 723.

2. Voir Rothan, *op. cit.*, II, 170.

créées ; et peut-être y en avait-il beaucoup qui « préféraient de l'argent et le Pape à du papier-monnaie et à l'Italie ». Mais les villes des provinces étaient obstinément italiennes : l'esprit démocratique de 1849 était encore vivace à Rome, et la masse des pauvres romains, surtout dans le Transtévère, haïssait la Papauté et ses mercenaires. Mais, avec une armée puissante de troupes françaises et pontificales pour écraser une rébellion, avec 10 000 des meilleurs patriotes en exil, dit-on, il n'est pas étrange que l'esprit de conspiration fût languissant. Tout espoir dans le succès d'un mouvement était étouffé par les querelles qui divisaient les Libéraux romains. Le Comité National dansait, mû par les fils qu'on tenait à Turin ou à Florence, et recevait des subsides du gouvernement italien ; quelques-uns de ses chefs avaient eu des relations mystérieuses avec Antonelli, ce qui laisse dans le doute la question de savoir quel côté n'était pas sincère¹. Le comité rival, le Comité de l'Action, descendait du comité formé par Mazzini après la chute de la République, et l'influence de Mazzini l'avait empêché de se fondre avec n'importe quelle autre organisation non républicaine. « Si Rome doit être, comme le reste, annexée au royaume, écrivait Mazzini, je préférerais voir le Pape rester à Rome encore trois ans de plus. » Mais on avait récemment réorganisé le comité sur des bases moins exclusives, et il était apparemment prêt à abandonner ses opinions républicaines et à coopérer avec n'importe quelle organisation qui fût moins dévouée aux Modérés que ne l'était le Comité National. Le départ des Français « épéronna » les deux comités et doubla leur activité. Mais, tandis que la politique du comité national consistait, pour le moment, à abandonner Rome à son sort et à délivrer les frontières, le Comité de l'Action préparait la révolution dans la ville même, et avait l'intention d'en appeler à l'Europe, après que Rome aurait conquis elle-même sa liberté et qu'un plébiscite se serait déclaré en faveur de l'union. Très peu de temps après la nomination de Rattazzi, ce comité avait groupé avec ce programme, toutes les sections des nationaux romains, excepté le Comité National, et Garibaldi accepta

1. Frigyesi, *op. cit.*, 219 ; Balan, *op. cit.*, II, 440-444, 490 ; Ricasoli, *op. cit.*, VII, 214 ; Castelli, *op. cit.*, II, 185, 246, 256, 264 ; C. Bianchi, *Mentana*, 84.

volontiers de se mettre à la tête du nouveau mouvement ¹. Il n'était pas si confiant que ses amis au sujet des chances de réussite qu'avait un soulèvement à Rome, et il avait l'intention d'envoyer des bandes de volontaires ravager la frontière et détourner l'attention des troupes pontificales. Mais il avait à peine commencé les enrôlements des volontaires que le mouvement, qui n'était pas mûr, fut précipité. Un message arriva de Rome disant que les nationaux étaient prêts à se soulever, et Garibaldi donna à la légère son consentement pour une expédition aux environs de Terni. En fait, aucun préparatif n'avait été fait, soit à Terni, soit à Rome, et la centaine d'envahisseurs qui répondit au message de Garibaldi fut facilement cernée et capturée par les troupes italiennes avant qu'elle eût franchi la frontière (18 juin). L'histoire exacte de cette escapade est encore enveloppée de mystère ; son « fiasco » eut pour conséquence une riche moisson de soupçons. Le Comité National et le gouvernement furent délibérément accusés à nouveau d'avoir conspiré la ruine du crédit des Garibaldiens ; mais il n'y a aucune certitude évidente pour qu'on puisse impliquer l'un ou l'autre, et l'hypothèse la moins improbable est que ce fut l'œuvre de quelques nationaux exaltés, qui avaient voulu jeter un gage de défi aux pèlerins catholiques que le centenaire de la mort de saint Pierre avait attirés à Rome ².

Rien ne put maintenant retenir Garibaldi ; s'abandonnant à une colère irraisonnée et s'exagérant probablement l'impatience populaire, il pensa pouvoir entraîner le pays derrière lui. Il brava le gouvernement, le qualifiant de « sbirro du Pape », et proclama sa résolution d'aller à Rome et d'en « déloger ce nid de vipères ». Il envoya des armes à la frontière pour tâter les intentions de Rattazzi ; parfois, il sembla vouloir demander la coopération des républicains ³. Au début du mois d'août, des volontaires furent enrôlés dans toutes les provinces contiguës à la frontière, et Garibaldi, voyageant dans le Sud de la Toscane, ne fit aucun secret de ses intentions. « Nous voulons aller à Rome, disait-il, malgré les prêtres

1. Cavallotti, *Insurrezione*, 70.

2. Frigyesi, *op. cit.*, 181, 276-291 ; Cavallotti, *op. cit.*, 80-84 ; Bianchi, *op. cit.*, 81.

3. Guerzoni, *op. cit.*, II, 481 ; Mazzini, *Opere*, XV, XLIX ; *contra*, Cavallotti, *op. cit.*, 215.

et malgré Buonaparte¹; il faut que la Convention soit déchirée sur le Capitole ». Il avait, en tout cas, réussi à émouvoir le pays. Le centenaire de saint Pierre (du 3 juin au 1^{er} juillet) avait servi de prétexte à une grande manifestation en faveur du Pape, dont les gémissantes invectives avaient soulevé de vifs ressentiments en Italie. Une indiscretion du général français Dumont, prouvant, comme les Italiens l'avaient depuis longtemps soupçonné, que la légion pontificale d'Antibes était composée en partie de soldats de l'infanterie française déguisés en volontaires², eut pour conséquence une exaspération intense contre la fourberie qu'employait l'Empereur pour éluder la Convention. Des réunions publiques dans les grandes villes réclamèrent l'occupation de Rome et la sécularisation de la propriété ecclésiastique. Même de nombreux modérés donnèrent leur approbation à un mouvement qui promettait de provoquer un soulèvement à Rome. Soldats, officiers et fonctionnaires rendirent hommage à Garibaldi, et tout le monde crut que, par l'entremise de Crispi, il était d'intelligence avec Rattazzi, et, qu'en dernier ressort, le gouvernement ne lui ferait pas opposition. Garibaldi parla sauvagement d'un million de volontaires; il s'attendait évidemment à ce que l'armée combattait avec eux. S'il se fût précipité à ce moment-là, les Français étant perplexes et les partisans du Pape non préparés, il est possible qu'il eût pu proclamer sur le Capitole Victor-Emmanuel roi d'Italie.

Mais cela supposait préalablement, au moins la connivence du gouvernement, et, à ce moment, Rattazzi fit savoir qu'il s'opposerait, de tout son pouvoir, à tout mouvement en avant. Il s'était aperçu que sa politique ambiguë du juste milieu n'était plus possible, qu'il lui fallait prendre franchement parti pour ou contre Garibaldi. Le dilemme dans lequel il se trouvait était terrible. S'il jetait son dévolu sur Garibaldi, Rome tombait sous sa griffe, et la gloire de donner sa capitale à l'Italie lui reviendrait à lui. Mais les risques étaient énormes; cela entraînerait une rupture avec la France, peut-être une guerre effroyable finissant par l'occupation française du Piémont; ce serait l'agrandissement du borbier financier,

1. C'est ainsi que les démocrates préféraient l'épeler.

2. Notes et discours cités dans Frigyesi, *op. cit.*, 89, 443, 454, 576, 644, 646, 649; Taxile-Delor, *Second Empire*, IV, 495; Castelli, *op. cit.*, II, 254, 256.

et, presque certainement, la banqueroute. Si, d'un autre côté, il supprimait les volontaires par la force, un autre Aspromonte, la guerre civile, un mouvement républicain qui pourrait renverser le trône, devaient en être les conséquences trop probables. Peut-être, à la longue, le choix le plus hardi serait-il le plus sage. La France avait rompu la Convention en envoyant ses soldats se joindre à la légion d'Antibes; même si l'Italie n'était pas affranchie de l'observation du traité, même si elle ne pouvait maintenir l'Empereur dans l'équivoque originale de ce traité, Rattazzi en avait déjà rompu l'esprit, et il était préférable, pour l'honneur de l'Italie, d'en dénoncer la lettre, et d'en accepter le risque. Mais Rattazzi n'était pas homme à suivre la voie droite et courte; il aimait à tourner le danger, à prendre la route longue et tortueuse qui le mènerait à son but sans qu'il eût trop à risquer. Il se cramponnait au pouvoir, et, comme il manquait de principes fixes, les nécessités de sa position politique entrèrent dans ses calculs pour une trop large part. Le patriotisme de Rattazzi ne fut jamais de l'essence la plus pure, mais il est vrai que le plus désintéressé des hommes d'État aurait été loin pour éviter une nouvelle crise parlementaire. Garibaldi, en faisant étourdimement la cour à la révolution, menaçait de rendre les difficultés financières plus effrayantes que jamais, et, pour tous, sauf pour les hommes possédant la foi la plus hardie, il pouvait, à ce moment, sembler moins important de gagner Rome, que de soulager le pays des fardeaux sous lesquels il fléchissait. Rattazzi avait fait voter une loi sur les terres d'Église (28 juillet) dans le but non déguisé de soulager le Trésor, bien qu'il réclamât pour l'État une quote-part plutôt moindre que celle du projet de Ricasoli. L'État devait effectuer la vente des terres et émettre des obligations temporaires pour le montant total de sa propre part. Il était essentiel qu'il n'y eût rien qui ressemblât à une crise jusqu'à ce que les opérations financières fussent terminées; ou bien le Trésor pourrait se trouver à sec¹.

Mais, de semaine en semaine, il devenait plus difficile d'éviter une rupture avec la France. Si l'Empereur avait encore eu la force de faire lui-même sa politique, il n'y aurait pas eu de veto français à craindre; de tous ses rêves, seul

1. Frigyesi, *op. cit.*, 418, 488.

celui qu'il avait fait sur l'Italie s'était réalisé, et il avait une certaine tendresse pour sa propre création qui lui rappelait les jours où il avait formé le plan de refaire la carte de l'Europe. Mais il ne guidait plus son pays dans sa course ; il ne travaillait plus en secret, maintenant, à contre-miner la funeste diplomatie de son gouvernement. Les catholiques étaient tout-puissants à la Cour, et le gouvernement n'osait se les aliéner¹. La France méditait, sombre, sur Sadowa et le « fiasco » mexicain, et elle était prête à frapper au hasard, si elle voyait quelque espoir de regagner son prestige perdu. Les Français détestaient l'Italie comme l'ennemie du Pape et l'alliée de la Prusse ; les petits rentiers, qui avaient des valeurs italiennes, souffraient de leur dépréciation et ressassaient les reproches qu'il était possible de faire à son mauvais gouvernement et au désordre de ses finances. La France sentait avec amertume que le pays pour lequel elle avait combattu l'abandonnait ; elle oubliait que, si elle lui avait donné la Lombardie, elle lui avait pris la Savoie et Nice, que l'Italie avait versé, année par année, le sang de ses fils pour le premier Napoléon, et qu'une protection insultante efface les plus beaux actes de générosité matérielle. Un mélange de sentiments religieux, politiques, financiers, lui fit prendre la résolution d'empêcher les Italiens d'aller à Rome, si cela dépendait d'elle. Avant même la chute de Ricasoli, Moustier, le ministre des affaires étrangères, avait menacé d'une nouvelle intervention, si une attaque provenant du dedans ou du dehors forçait le Pape à prendre la fuite ; et Rouher lui-même, le premier ministre plus libéral, tout opposé qu'il fût à une intervention, craignait que, si un soulèvement se produisait, l'opinion publique française ne rendit impossible de rester à l'écart². La lettre de Moustier montra que le gouvernement français répudiait la clause secrète de la Convention et avouait maintenant sa duplicité dans l'affaire de la légion d'Antibes. L'irritation en Italie fut intense, et, pendant un moment, Rattazzi fut peut-être tenté de dénoncer la Convention³. Mais sa politique presque constante, à ce moment, fut de ne donner à la France aucun prétexte pour intervenir, bien qu'il allât aussi loin que possible.

1. Rothan, *op. cit.*, II, 103.

2. Ricasoli, *op. cit.*, IX, 102 ; Castelli, *op. cit.*, II, 202.

3. M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, II, 171 ; Frigyesi, *op. cit.*, 458.

sans rompre la lettre du traité. Mainte et mainte fois il promit de garder la frontière aussi soigneusement que les ressources du gouvernement le permettaient, et il alla même jusqu'à se concerter avec les autorités pontificales sur les précautions à prendre. Mais sa promesse d'employer la force, s'il était nécessaire, n'était guère d'accord avec les ordres donnés par lui aux autorités sur la frontière de faire tout pour éviter une effusion de sang¹, et il refusa d'empêcher l'enrôlement et l'instruction des volontaires. Son attitude peut avoir été due à sa répugnance à céder à la pression française; mais il était très facile de dire, à Paris, que, par son indulgence, il avait enfreint l'esprit de la Convention, et que, bien que la Convention fût muette sur la question d'un soulèvement spontané à Rome, la conspiration couvait en Italie avec la connivence du gouvernement. Il est probable qu'aussi longtemps que la France sembla embarrassée par la question du Luxembourg, Rattazzi consentit à ce que le parti de l'action risquât un coup pour obtenir Rome, pourvu que le gouvernement ne fût pas englobé dans sa responsabilité directe; mais, quand les nuages disparurent sur le Rhin et que 40 000 hommes furent mobilisés à Toulon prêts à faire voile pour Civita-Vecchia, Rattazzi recula devant le danger².

Mais il n'osa pas encore s'opposer ouvertement au parti de l'action, bien qu'il fût piqué des provocations de Garibaldi et menaçât de le faire arrêter s'il passait la frontière³. Il était embarrassé par sa première connivence, et espérait, par l'entremise de leurs amis communs de la gauche, décider Garibaldi à se désister. Crispi et ses partisans étaient prêts à coopérer, car ils avaient peu de confiance en la sagesse de Garibaldi, et, contrairement à lui, comprenaient les terribles dangers qui résulteraient d'un conflit entre le parti de l'action et le gouvernement, si celui-ci y était forcé pour éviter une rupture avec la France. Quelques-uns mêmes des membres les plus exaltés du parti pressèrent Garibaldi de remettre le mouvement à plus tard⁴. Il consentit à contre-cœur à attendre

1. Frigyesi, *op. cit.*, 506, 639.

2. M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, II, 199.

3. Cavallotti, *op. cit.*, 178.

4. Frigyesi, *op. cit.*, 471, 643; Guerzoni, *op. cit.*, II, 482; Cavallotti, *op. cit.*, 199; Mario, *Bertani*, II, 337; Un Italien, *Crispi*, 409; Mazzini, *Opere*, XV, LXV.

un mois de plus, pour donner le temps à ceux qui faisaient des objections « de découvrir quelle partie jouait Rattazzi »¹, mais il se déclara pour l'invasion » aussitôt que le temps se serait rafraîchi ». On était sur le point de tenir le congrès de la paix à Genève, et les amis parlementaires de Garibaldi, espérant que, pendant son absence, l'enthousiasme des volontaires se refroidirait, lui persuadèrent d'y assister. Ses accusations violentes contre le Pape tombèrent comme une bombe au milieu des délibérations du congrès, et, mécontent probablement de la réception qu'on lui avait faite, il revint à Florence (17 août), aussi impatient d'agir, semble-t-il, qu'auparavant. On voyait chaque jour plus clairement que les Romains, toujours paralysés par leurs dissensions, n'étaient pas prêts à prendre l'initiative du mouvement, et que le seul espoir de les encourager à l'insurrection était de franchir les frontières. De son étroit point de vue, la décision de Garibaldi de ne pas attendre les Romains était bonne, mais il perdait le seul avantage de la situation politique. De nouveau, Crispi et ses amis le pressèrent d'ajourner ; mais, se vantant d'avoir 100 000 Italiens derrière lui, il refusa d'attendre plus tard que la fin de septembre. Une guerre avec la France, disait-il aux hommes politiques, régénérerait le pays ; il était fatigué de vivre au milieu de la dissimulation et préférait mourir en combattant². Il donna ordre que les bandes se réunissent sur la frontière, et, le 23 septembre, il partit lui-même pour les rejoindre.

L'invasion avait été hâtée à cause de l'hostilité déclarée du gouvernement. Après le retour de Garibaldi de Genève, Rattazzi avait eu de nouvelles négociations avec la gauche et lui avait apparemment promis sa connivence ou son concours, à condition que Garibaldi se retirerait pendant quelque temps à Caprera³. Garibaldi flaira un piège ; mais il est plus probable que Rattazzi, placé de nouveau dans la pénible alternative d'une rupture avec la France ou du danger d'une guerre civile, se cramponna désespérément à n'importe quel strata-

1. Mario. *Garibaldi*, 723. C'est là une explication plus probable que celle donnée par Cavallotti, *op. cit.*, 231-232, qu'il attendait des nouvelles de Rome.

2. Cavallotti, *op. cit.*, 255, 258 ; Mazzini, *Opere*, *loc. cit.* ; voir Garibaldi, *Memorie*, 426.

3. Mazzini, *Opere*, XX. LXVI ; Cavallotti, *op. cit.*, 257-261 ; M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, II, 174 ; voir C. Bianchi, *op. cit.*, 104, et *Documenti relativi*, n^o 28.

gème, espéra peut-être un soulèvement à Rome avec l'appui du gouvernement, afin d'éviter les deux choses. Mais, lorsque Garibaldi n'en continua que plus activement ses préparatifs et que Rattazzi sut que les troupes de Toulon étaient prêtes à partir, pressé en outre par le Roi d'adopter une politique décisive, il abandonna soudain ses tentatives de compromis, et publia une proclamation menaçante (21 septembre); mais, incapable à ce moment même de renoncer à ses intrigues, il essaya de paralyser les volontaires en semant la dissension au milieu d'eux. Il était clair que si l'expédition devait avoir lieu, ce devait être tout de suite; avec beaucoup d'hésitation, les chefs garibaldiens se décidèrent à agir. Il était trop tard. Garibaldi fut arrêté sur le chemin de la frontière à Sinalunga dans la Toscane méridionale (24 septembre), et dirigé sur la forteresse d'Alexandrie, mais pas avant qu'il n'eût laissé derrière lui un ardent appel aux Romains et aux Italiens, pressant les premiers de se soulever et les seconds de leur prêter mainforte. Un grand nombre de volontaires furent arrêtés, et le gouvernement s'empara, d'une façon indigne, de quelques exilés romains qu'il remit aux mains des autorités pontificales. Trois jours plus tard, Garibaldi fut transporté à Caprera; il y allait « sans conditions », d'après sa propre déclaration; sous promesse de ne pas quitter l'île, d'après Rattazzi. Crispi, qui dirigeait les négociations, avait peut-être laissé chacun persuadé que ses conditions avaient été acceptées par l'autre¹.

L'arrestation illégale de Garibaldi passa comme un courant électrique dans tout le pays. Il était clair qu'il était soutenu par d'immenses sympathies qui étaient indignées et furieuses des fluctuations sans dignité du gouvernement. Seule une occupation militaire sauva Gènes de conflits sanglants, et, à Florence, Rattazzi eut grand'peine à s'échapper sain et sauf. Les soldats eux-mêmes criaient à Alexandrie, sous les fenêtres de la prison de Garibaldi: « A Rome! »; et, s'il s'était mis à leur tête, on peut concevoir qu'une révolution militaire aurait changé l'histoire ultérieure de l'Italie et bien d'autres choses encore. Les députés de la gauche vou-

1. Guerzoni, *op. cit.*, II, 494-495; Cavallotti, *op. cit.*, 295-299, 302; M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, II, 175; Mario, *Garibaldi*, 725; Vecchi, *Garibaldi*, 389-390; Un Italien, *Crispi*, 410.

lurent encore temporiser, espérant que si l'invasion était différée jusqu'au soulèvement des Romains, le gouvernement jetterait son dévolu sur eux. Mais les têtes chaudes menées par le jeune Menotti Garibaldi refusèrent d'attendre. Dans la première semaine d'octobre, la région de Sabine et la province de Viterbe furent remplies de troupes, tandis que Menotti Garibaldi était à Passo Corese, le point de la frontière le plus rapproché de Rome, à 34 kilomètres et demi de la ville. Les quelques centaines de volontaires en haillons, mourant à moitié de faim, trempés jusqu'aux os, qui supportaient leurs privations sans un murmure et se battaient bravement avec leurs fusils rouillés, allaient de ci de là, sans but, conduits par leurs chefs incompetents, et ne trouvant que peu de sympathie chez les paysans dirigés par leurs prêtres.

La gauche n'essaya pas plus longtemps d'arrêter le mouvement, et Rattazzi n'osa pas faire d'opposition. Même les calmes conservateurs pensèrent qu'il était nécessaire d'aller à Rome pour conserver l'ordre et sauver les volontaires italiens d'une défaite que leur infligeraient les mercenaires du Pape¹. Il y avait des symptômes menaçants d'un mouvement républicain et, bien que probablement le danger d'une guerre civile fût exagéré, Rattazzi, averti par le précédent d'Aspromonte, sentit que n'importe quel risque était préférable à la possibilité de voir répéter ce fait. Pour employer ses propres paroles, il « avait à choisir entre être infidèle à ses engagements et étouffer le sentiment national » ; il prit le premier parti. Le Roi lui-même, jusque-là très désireux d'être fidèle à la Convention, pensa que sa « personne et sa dynastie étaient en jeu »², et il fut assez fin pour se rendre compte que, si le sentiment de dignité de la nation était encore humilié par la France, le prestige de la monarchie pourrait tomber si bas qu'il fût impossible de le relever. La politique de Rattazzi, aussi loin qu'il est possible de la démêler, semble avoir été à ce moment de garder Garibaldi à Caprera et de faire échouer les expéditions, mais, en même temps, d'encourager un soulèvement à Rome sous les auspices des Modérés, et de donner ainsi au gouvernement le prétexte de

1. Castelli, *op. cit.*, II, 261, 267, 275.

2. Rothan, *op. cit.*, II, 139; Castelli, *op. cit.*, II, 333.

pénétrer dans cette ville pour maintenir l'ordre et provoquer un plébiscite des Romains. Après cela, Rattazzi n'hésita plus ; bien qu'il usât encore de faux-fuyants et d'équivoques avec la France, il s'éleva, pour une fois, à une certaine noblesse. « Il y a des moments, dit-il, où une nation ne pense pas au danger, mais à ses droits ¹ ». Il autorisa l'enrôlement public des volontaires tout en essayant, par l'intermédiaire de Crispi, de les décourager ; les gardes nationaux leur donnèrent leurs armes, les troupes les aidèrent souvent à traverser la frontière et ils purent se replier et se reformer sur le territoire italien, lorsqu'ils furent poursuivis par les troupes pontificales ². Rattazzi envoya un message au Comité National, le pressant de se soulever à tout prix ; il lui envoya des fonds et des armes ; ce fut peut-être à son instigation que 12 000 Romains pétitionnèrent pour réclamer l'intervention de l'Italie dans l'intérêt de l'ordre ³. Pour conserver l'apparence d'un mouvement spontané des Romains, il dirigea la formation d'une « Légion romaine » formée nominale-ment d'exilés, et dont les caprices discréditèrent tout le mouvement et firent plus que tout le reste pour gâter les chances de succès d'un soulèvement à Rome ⁴.

Rattazzi espérait encore éviter une collision avec la France. Le gouvernement français pouvait respecter peu les désirs des Romains ; mais si un soulèvement à la porte du Vatican semblait mettre en danger la Papauté, il espérait que la France reconnaîtrait que l'intervention de l'Italie était justifiée par le fait de préserver le Pape de tout danger et d'assurer la liberté de son autorité spirituelle. Il consentirait probablement, malgré ses dénégations ultérieures, à une occupation mixte, si cela était nécessaire ; mais, à ce moment, il était déterminé à résister à tout prix à une occupation par les troupes françaises seules. Si la guerre entraînait la ban-

1. Cavallotti, *op. cit.*, 360-361 ; Castelli, *op. cit.*, II, 272 ; M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, II, 199 ; Bianchi, *op. cit.*, 81 ; Gadda dans la *Nuova Antologia*, du 16 février 1898, 577-580.

2. *Documenti relativi*, nos 4, 12, 19, 33, 38, 49, 50 ; Cavallotti, *op. cit.*, *passim* ; Mazzini, *Opere*, XV, LIV ; Balan, *Continuazione*, II, 792 ; Vecchi, *op. cit.*, 391 ; Gadda, *op. cit.*, 582.

3. Ricasoli, *op. cit.*, X, 8 ; Guerzoni, *op. cit.*, II, 515 ; Adamoli, *Da San Martino*, 346 ; Castelli, *op. cit.*, II, 276 ; Diamilla-Müller, *Politica segreta*, 324 ; Rothan, *op. cit.*, II, 152, 181.

4. *Documenti relativi*, nos 1, 41, 42, 51 ; Cavallotti, *op. cit.*, 381-398 ; Ricasoli, *loc. cit.* ; Bianchi, *op. cit.*, 135.

queroute, elle pourrait du moins réhabiliter la monarchie et unir la nation¹. Il sonda la Prusse pour savoir s'il y avait quelques chances d'obtenir son appui², et il paraît avoir envoyé Prim en Espagne pour exciter une révolution militaire, qui tiendrait les ultramontains espagnols occupés chez eux³. Il avait cependant de bonnes raisons d'espérer que la France ne lui barrerait pas la route. L'Empereur était encore amical ; il désirait, jusqu'à en souffrir, éviter le piège d'une nouvelle expédition à Rome ; il était prêt à bien accueillir une intervention de l'Italie, si l'on pouvait persuader au Pape de la demander. Si les troupes françaises allaient à Rome, cela pourrait entraîner une guerre avec l'Italie, peut-être avec la Prusse, ou du moins une répétition des embarras diplomatiques qui l'avaient tourmenté depuis 1856⁴. Les libéraux de son cabinet amplifièrent les périls d'une intervention, et Rouher, bien qu'il fût maintenant favorable à cette intervention, insista pour qu'elle fût faite par les deux puissances conjointement⁵. Lorsque Rattazzi envoya à Biarritz Nigra, l'ambassadeur italien de Paris, pour dire que le danger d'un soulèvement républicain à Rome pourrait forcer son gouvernement à intervenir (4 octobre), l'Empereur promit de ne prendre aucune mesure sans consulter l'Italie. Si l'on doit en croire Rattazzi, il consentit même à une occupation de Rome par les Italiens⁶.

Mais, quand les envahisseurs parurent tenir bon et que la panique augmenta à Rome, les catholiques commencèrent à réclamer bruyamment une intervention ; le Pape, tout en considérant l'Empereur comme un traître, lui écrivit pour lui rappeler qu'il lui avait promis son aide, s'il était menacé d'un danger ; les efforts que Rattazzi, d'après la rumeur publique, avait faits pour obtenir l'appui de la Prusse, irritèrent l'Empereur ; il envoya à Florence (11 octobre) un message menaçant, disant que, si le gouvernement ne pouvait pas garder la frontière, il pourrait se voir obligé d'agir. Victor-Emmanuel

1. Castelli, *op. cit.*, II, 272, 277 ; M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, II, 262 ; dépêche de Nigra du 17 octobre ; *contra*, Bianchi, *Matteucci*, 406.

2. M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, II, 178 ; Benedetti, *Mission*, 247 ; Rothan, *op. cit.*, II, 119, 138.

3. Vecchi, *op. cit.*, 387.

4. Castelli, *op. cit.*, II, 257, 271 ; Rothan, *op. cit.*, II, 125-126, 188.

5. Rothan, *op. cit.*, II, 316 ; *Papiers de la famille impériale*, II, 235-236.

6. Discours de Rattazzi du 19 décembre ; voir Ricasoli, *op. cit.*, X, 8.

répondit courageusement que, si la France violait la Convention et envoyait des troupes à Rome, l'Italie occuperait aussitôt une partie des États pontificaux. Sa fermeté semble avoir ébranlé la résolution de l'Empereur, et ce ne fut pas avant que son cabinet eût exercé sur lui une forte pression que Napoléon se décida à intervenir; il envoya un message péremptoire disant que, à moins que Rattazzi ne réprimât sévèrement et immédiatement les volontaires, la France forcerait l'Italie à respecter la Convention¹. C'était ostensiblement un ultimatum. Rattazzi et la majorité de ses collègues refusèrent de céder à la force, et, que les Romains se soulevassent ou non, ils pressèrent les Italiens d'occuper Rome à tout prix². Ils se trouvèrent arrêtés par le veto du Roi. La politique de Victor-Emmanuel, à cette occasion, n'est pas le moindre mystère de l'époque. Il avait toujours été tiède dans son désir de posséder Rome; son programme aventureux de trois ans plus tôt avait donné des fruits semblables à ceux de la mer Morte; le désappointement et la maladie l'avaient rendu prudent et, lors de la réunion du Conseil (19 octobre), il se déclara contre une intervention³. Cependant, le même jour, il télégraphia à l'Empereur que, si les Français débarquaient à Civita-Vecchia, il passerait immédiatement la frontière. Il semble même que l'ordre de la passer eût été envoyé aux troupes, et aussi rapidement contremandé⁴. Quels que puissent être les secrets non dévoilés de cette crise, on ne peut guère douter que ce ne fût l'opposition du Roi qui obligea Rattazzi, désespéré et fatigué, à donner sa démission.

Si Rattazzi avait triomphé, les Italiens seraient probablement entrés à Rome sans que la France allât plus loin qu'une protestation irritée. Bien que son cabinet eût décidé d'intervenir, l'Empereur hésitait encore, torturé par le doute, espérant que le gouvernement italien supprimerait les volontaires, cherchant de tous côtés un compromis qui lui fournirait l'occasion de se retirer de cette expédition⁵. Quelques jours plus

1. Halt, *Papiers sauvés*, 174-175; Rothan, *op. cit.*, II, 146-150; dépêches et télégrammes de Nigra du 17 au 19 octobre.

2. M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, II, 257.

3. M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, II, 180, 199, 257; Castelli, *op. cit.*, II, 287, 333; Cavallotti, *op. cit.*, 373; Rothan, *op. cit.*, II, 152.

4. Halt, *op. cit.*, 176; Castelli, *op. cit.*, II, 285.

5. Rothan, *op. cit.*, II, 164-165, 175; Veroli Pepoli, dans *Riv. Eur.*, XXXI, 247; Jules Favre, *Rome*, 197; Prince Napoléon, *Les alliances*, 490.

tard, l'Italie avait perdu ses chances et de nouveaux événements avaient forcé la main à l'Empereur. Le 22 octobre, Garibaldi, inopportun comme toujours, apparaissait à Florence. Tandis que neuf vaisseaux de guerre le bloquaient à Caprera, il avait fait une fuite étonnante dans une petite barque. Quand il arriva à Florence, le pays n'avait pas de gouvernement responsable, car le cabinet Rattazzi ne continuait l'administration qu'en attendant la nomination de son successeur, et Cialdini qui, comme personnalité acceptable pour la gauche, avait reçu mission de former un cabinet, cherchait encore des collaborateurs. Cialdini était décidé à combattre si les Français débarquaient à Civita-Vecchia; mais il espérait encore qu'un arrangement serait possible, et il essaya, par l'entremise de Crispi, de persuader à Garibaldi de rester à l'arrière-plan. Mais, quand Garibaldi refusa, il n'osa le faire arrêter, et, avec la connivence inexplicable de Rattazzi, Garibaldi partit pour la frontière. Peut-être l'ex-premier ministre espérait-il « qu'une balle française pourrait le trouver »; d'après une autre version plus suspecte, Rattazzi avait permis qu'on promît à Garibaldi l'appui du gouvernement¹. Le lendemain (23 octobre) Garibaldi passait la frontière à Passo-Coresa.

La veille au soir, le soulèvement longtemps attendu avait éclaté à Rome. Les Romains avaient secoué leur léthargie et lentement, patiemment, les conspirateurs, jouant leur vie, avaient mûri leurs projets. Ils avaient plus de mille jeunes gens pressés de se battre, et un nombre infini de personnes sympathiques qui auraient « jeté le dé », au premier succès. Dans les classes pauvres, du moins, le courant était fortement en faveur des nationaux, et une insurrection qui aurait pu tenir pendant un jour, aurait probablement trouvé un appui aussi général que celui qu'avait eu la république de 1849. En ce qui concerne les nombres, les chances de succès étaient bonnes. La garnison pontificale était faible et seulement à moitié courageuse, et les conspirateurs avaient

1. Bussetto, *Bixio*, 227-228; M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, II, 184; Melena, *Garibaldi*, 208; Castelli, *op. cit.*, II, 295. Voir aussi Guerzoni, *Garibaldi*, II, 514, et la curieuse et improbable histoire dans Rothan, *op. cit.*, II, 213. Ce fut, paraît-il, à cette date que Garibaldi demanda à Bismarck de l'argent et des armes qui ne lui furent pas refusés tout de suite : Benedetti, *op. cit.*, 246.

des complices qui leur livraient tous les plans du gouvernement. Il ne leur manquait que des armes. Une série d'accidents firent échouer toutes les tentatives faites pour en passer quelques-unes en contrebande, et un certain nombre qu'on avait pu réunir furent découvertes par la police. Le 22 octobre au soir, les casernes des zouaves détestés et brutaux sautèrent, sans faire trop de victimes. Huit cents insurgés avec quelques revolvers et des bombes s'emparèrent d'une des portes et s'avancèrent sur le Capitole ; mais, avant la nuit, ils étaient facilement repoussés et la porte reconquise. Bien que le peuple eût la tête montée et que, le 25, il y eût une dernière lutte furieuse dans le Transtévère, c'était l'effort du désespoir, et les chances d'un soulèvement à Rome étaient passées.

L'équipée de Garibaldi et le soulèvement des Romains rendaient une intervention des Français presque inévitable. Malgré leur facile victoire du 22, les partisans du Pape étaient frappés de panique. Ils doutaient de pouvoir faire une opposition effective à Garibaldi ; ils savaient que, si les troupes italiennes s'avançaient, la résistance n'entraînerait qu'une inutile effusion de sang. Les catholiques français réclamaient une intervention par des cris qui devenaient plus menaçants que jamais. L'Empereur était torturé par l'indécision ; trois fois en vingt-quatre heures, dit-on, les ordres donnés à la flotte de Toulon furent modifiés. Ce ne fut pas avant le 26 qu'il céda à la pression et que 22 000 hommes partirent de Toulon pour Civita-Vecchia. L'Italie affirmerait-elle qu'elle était indépendante de Napoléon, et ferait-elle avancer ses troupes ? Cialdini avait cessé ses tentatives pour former un cabinet, et Menabrea était entré aux affaires le 27 avec un ministère pris dans la partie extrême de la droite. C'était « un ministère de sauvetage » qui devait sauver ce qu'il pourrait dans la terrible crise que traversait l'Italie. La présence de Garibaldi à l'avant-garde avait doublé la détermination du parti de l'action, et le débarquement des troupes françaises rendit une collision presque inévitable. Si Garibaldi était battu par les Français, le gouvernement devrait, ou bien protéger sa retraite par la suite naturelle d'une guerre avec la France, ou bien l'abandonner à son sort et affronter le risque d'une révolution. Les difficultés s'augmentaient encore de l'impossibilité de mobiliser une force suffisante. L'ef-

fectif de l'armée avait été tellement réduit que c'était très difficilement qu'on pouvait réunir 12 000 hommes sur la frontière. Les tendances naturelles du cabinet étaient conservatrices, et Menabrea publia immédiatement une proclamation contre les volontaires, déclarant que l'Italie devait maintenir ses engagements et éviter une « guerre fratricide » avec la France. Mais il ne pouvait supporter un affront à la dignité italienne, et le jour où il entra aux affaires, il télégraphia à Paris que, si les Français débarquaient, les troupes italiennes passeraient la frontière, en protestation contre l'infraction commise par la France contre la Convention, mais qu'elles auraient soin d'éviter toute collision avec les troupes de l'Empereur¹. S'il avait hésité, les dispositions du pays lui auraient forcé la main. Le débarquement de l'expédition française avait éveillé un esprit de farouche défiance, et la proclamation contre les volontaires semblait faire du gouvernement le complice de l'Empereur. A Milan, Florence et Turin, il y eut des mouvements menaçants, de nuance à moitié républicaine. Les modérés eux-mêmes répondirent au cabinet qu'une guerre avec la France était moins fratricide qu'un conflit avec les volontaires. Le gouvernement dut, bon gré, mal gré, suivre le courant, et, le 30 octobre, date à laquelle les Français arrivèrent à Rome, les troupes italiennes passèrent la frontière au Nord et au Sud.

La suite dépendait du sort qu'aurait Garibaldi. Quand il arriva sur la frontière, à Terni (22 octobre), il trouva tout dans un état de confusion. Les volontaires étaient découragés et démoralisés par les fautes de leurs commandants. Quelques-uns qui, sous les ordres des frères Cairoli, avaient tenté bravement de faire pénétrer des armes à Rome, furent attaqués sur les Monti Parioli, à 3 kilomètres de la ville, et purent tout juste battre en retraite. Bien que les villes papales fussent aussi nationales de sympathies que les villages étaient partisans du Pape, elles n'avaient pas le pouvoir de les seconder. Réunissant à la hâte 7 000 hommes à Passo Correse, Garibaldi s'avança pour attaquer le vieux château féodal de Monte Rotondo, position fortifiée à 19 kilomètres et demi de Rome, dominant le chemin de fer et les routes parallèles au Tibre. Le château n'avait que 300 hommes

1. Halt, *op. cit.*, 185.

de garnison, mais tous les volontaires durent s'employer contre lui. La main de Garibaldi avait perdu de son habileté ; au lieu de ses anciens lieutenants, dont trois étaient maintenant généraux dans l'armée, il avait le jeune Menotti et d'autres de même incapacité. La plupart de ses hommes étaient sûrs, mais son armée avait son complément de poltrons, de républicains qui pensaient plus à faire de la politique qu'à combattre, d'aventuriers acharnés au pillage¹. Bien que les meilleurs des volontaires se jetassent contre les solides murailles du château (25-26 octobre) il fallut une lutte de dix-neuf heures pour s'en emparer. La perte de Monte Rotondo répandit de nouveau la consternation à Rome. On ne savait encore si les Français viendraient, et les partisans du Pape se hâtèrent d'évacuer le pays jusqu'aux murs de la capitale, permettant ainsi aux volontaires d'occuper Viterbe et Velletri. Garibaldi s'avança vers Rome, retardé dans sa marche par les grosses pluies et la fatigue de ses hommes ; le 29, il était presque sous les murs de la ville. Pendant un moment, déçu par le faux bruit qu'un nouveau soulèvement était imminent dans la ville, il projeta une attaque contre les solides avant-postes de Monte Mario. Mais, à mesure que l'espoir d'un soulèvement disparaissait, il reconnut que sa position était intenable. Même s'il avait pu entrer dans la ville par l'Est du Tibre, ç'aurait été pour lui une trappé, et la seule tactique qui lui restât à adopter fut de retourner au Monte Rotondo et de faire avancer le reste des volontaires². Mais, quelque nécessaire que fût la retraite, elle causa une grave mutinerie parmi ses hommes. L'impatience d'attaquer Rome, le peu d'espoir d'atteindre le but, la crainte que, après la proclamation du Roi, ils ne se trouvassent entre deux feux, peut-être les intrigues des républicains donnèrent beau jeu à l'insubordination parmi ces soldats indisciplinés ; en deux jours 2 000 désertèrent³.

1. Cavallotti, *op. cit.*, 598-600 ; Garibaldi, *Memorie*, 438-439 ; *Riv. stor. del risorg.*, I, 139.

2. Garibaldi, *op. cit.*, 440-443 ; Guerzoni, *op. cit.*, II, 525-527. Ceci est plus probable que l'explication donnée dans Mazzini, *Opere*, XV, LXVIII, selon laquelle la retraite aurait été due à la proclamation de Menabrea.

3. Guerzoni, *op. cit.*, II, 527, 529 ; Tivaroni, *L'Italia*, III, 100 ; Adamoli, *op. cit.*, 345, 371-372 ; Mario, *Mazzini*, 445 ; Cavallotti, *op. cit.*, 614. Garibaldi accusa Mazzini d'avoir répandu la sédition, mais l'accusation paraît aussi peu fondée que beaucoup d'autres affirmations de Garibaldi.

La position de Monte Rotondo était intenable. Les Français étaient arrivés, et bien que Garibaldi, avec son optimisme irraisonné, fût certain qu'ils n'attaqueraient pas, leur présence à Rome laissait du moins les partisans du Pape libres d'entrer en campagne, et, avec de l'artillerie, Monte Rotondo pouvait facilement être pris. Le gouvernement italien avait arrêté à la frontière les renforts et les approvisionnements et il était impossible d'empêcher les désertions, lorsque seulement quelques kilomètres de route séparaient de l'autre côté de la frontière où ils seraient en sûreté, ceux qui manquaient de courage. Garibaldi décida de marcher sur Tivoli où il trouverait des renforts et où, s'appuyant par derrière sur les Apennins, il pourrait attendre l'occasion favorable ou organiser une guerre de guérillas. C'était une marche dangereuse, car elle exposait son flanc à l'ennemi qui avançait ; mais si l'on avait pris les soigneuses mesures de protection qu'avait ordonnées Garibaldi, ou si Garibaldi avait marché rapidement, il aurait atteint Tivoli sain et sauf. Ses officiers n'exécutèrent pas les instructions qui leur avaient été données, et une déférence inopportune aux opinions de son fils retarda la marche de quelques heures. Les nationaux de Rome lui envoyèrent les détails complets du plan d'attaque des Français, mais il refusa de les croire et fut pris dans le piège au petit village de Mentana¹. Surpris dans une mauvaise position et sans général, les 5 000 volontaires firent une piètre défense contre un nombre égal de soldats du Pape, jusqu'à ce que Garibaldi les ralliât pour exécuter une belle charge à la baïonnette ; ils pressaient vigoureusement l'ennemi, quand les Français de la seconde ligne arrivèrent². Les volontaires se battirent bien, mais les forces ennemies étaient maintenant supérieures dans la proportion de deux contre un, et le feu meurtrier des chassepots les faucha. A quatre heures de l'après-midi, la bataille était perdue ; bien que les Français n'osassent pas entrer à Mentana le jour même, la majorité des volontaires battit en retraite vers la frontière.

Garibaldi avait commis de graves erreurs, et comme homme politique et comme général, et son obstination avait pour

1. L'ancienne Nomentum, patrie de Crescentius, et endroit où en l'an 800 Léon III et Charlemagne se rencontrèrent.

2. Ribeyra, *Seconde expédition*, 127.

résultat un désastre sans remède. Mentana fut un grand coup moral pour l'Italie. Cette défaite n'était point glorieuse, car les volontaires n'avaient pas montré le courage qui leur avait valu la victoire à Calatafimi et au Volturne, et la campagne n'avait été qu'une série de fautes militaires. Cette défaite relevait le prestige de la Papauté ; elle humiliait l'Italie ; elle laissait derrière elle le germe de dissensions intestines et de complications extérieures. Mais le sentiment dominant à ce moment fut une rage passionnée contre la France. Le pays se tordit, impuissant à se venger des insultes des Français ; des émeutes et des cris réclamant, à Milan, la guerre avec la France, des manifestations contre les prêtres à Vérone et à Padoue, des propositions de « boycotter » les marchandises françaises, tels furent les symptômes de la fièvre qui bouleversait le pays. « Les chassepots ont fait merveille », rapporta le général français ; et cette phrase sans tact éveilla le soupçon que le seul but de l'expédition avait été de faire l'essai de la nouvelle arme française. Le gouvernement, qui savait qu'étant données ses maigres forces, partir en guerre contre la France aurait été chercher le désastre, pensa que la seule politique possible était d'éviter une collision et de ne donner aux Français aucun prétexte pour rester. Il refusa de recevoir les plébiscites, unanimes en faveur de l'annexion, qui avaient été votés à Viterbe et à Velletri, la France menaçant de faire de leur acceptation un *casus belli*. Les troupes italiennes évacuèrent en hâte le territoire du Pape ; et le gouvernement fit arrêter Garibaldi et l'envoya à Caprera. Mais il demanda que la France tint ses promesses et retirât ses troupes. L'Empereur aurait consenti avec plaisir ; les libéraux français acclamaient Garibaldi en sa présence, et Jules Favre disait à la Chambre que l'armée avait ramassé des morceaux de l'Encyclique pour bourrer ses chassepots. Mais la victoire de Mentana avait ranimé l'espoir des catholiques, et les cléricaux réclamaient à grands cris que la France reconquît au Pape Bologne et Ancône. L'Empereur espéra se débarrasser de toute responsabilité en convoquant une Conférence des Puissances pour qu'elle servit d'arbitre entre Rome et l'Italie. Mais, sauf l'Espagne, aucune ne rechercha cette tâche ingrate ; on sentait que « la France voulait que l'Europe endossât ses propres fautes » ; la Prusse se réjouit de cette confusion comme étant un gage de sécurité pour elle-même ;

l'Italie, bien qu'elle n'osât rejeter le principe de la Conférence, fit de son mieux pour la rendre impossible. Tandis que les négociations traînaient, la Chambre française discutait sur la récente expédition. La haine de Thiers contre l'Italie trouvait facilement des échos, et Rouher, craignant que la Chambre ne censurât le gouvernement pour n'avoir pas été assez loin pour assouvir la passion d'humilier l'Italie, étouffa ses convictions réelles¹ et déclara que « la France ne permettrait jamais à l'Italie de s'emparer de Rome ». Rouher obtint un vote de confiance pour le gouvernement, mais il aida à creuser entre la France et l'Italie un abîme que la France devait déplorer amèrement. Menabrea vit que la faute de Rouher avait tourné la controverse en faveur de l'Italie, et réclama qu'il voulût bien désavouer officiellement son discours. Les Français s'excusèrent des paroles dures dont Rouher s'était servi à l'égard du Roi, et expliquèrent pourquoi il avait nié les droits des Italiens. Mais l'Empereur n'osa offenser les catholiques en retirant au Pape sa protection, et, si ses troupes quittèrent Rome avant la fin de l'année, elles ne se retirèrent qu'à Civita-Vecchia.

1. Castelli, *op. cit.*, II, 330.

CHAPITRE XLIII

VERS ROME

Décembre 1867-1871

Menabrea; affermage du monopole du tabac; Menabrea se retire; ministère Lanza. Mouvement républicain. La Papauté après Mentana; l'Italie et Rome; le CONCILE OECUMÉNIQUE. PROJETS D'ALLIANCE AVEC LA FRANCE ET L'AUTRICHE; l'Italie et la France; négociations en 1868-69; négociations en juillet-août 1870. L'Italie et la Convention; Lanza décide d'occuper Rome; occupation des États de l'Église; PRISE DE POSSESSION DE ROME. Lanza et la Papauté; transfert de la capitale; LA LOI DES GARANTIES. Conclusion.

On ne pouvait pardonner le défi de Rouher. Au milieu de tout le découragement et de la honte, on ne pensa pas un seul instant à renoncer aux droits sur Rome; à la Chambre, une motion, qui, tout en proclamant à nouveau ces droits, condamnait le combat de Mentana et ne semblait pas une affirmation suffisante des droits nationaux, fut repoussée par une majorité de deux voix (22 décembre 1867). Devant ce vote, Menabrea se retira. La majorité hostile avait été formée de groupes appartenant à tous les partis; et quelque désireuse que fût la fraction « crispinienne » de la gauche d'entrer aux affaires, elle se vit abandonnée par le parti de l'action à l'Extrême Gauche, qui avait été écœuré des artifices et de la conduite ambiguë de Crispi pendant l'automne. Les membres de ce parti l'avertirent qu'à moins qu'il n'abandonnât « le boucher d'Aspromonte » et ne se mit franchement de leur côté, ils l'attaqueraient¹; leur défection paralysa la coalition Rattazzi-Crispi. La Droite Modérée était divisée par l'antagonisme entre le « Permanent » et la *Consorteria*. Il n'y avait enfin que Mena-

1. Diamilla-Müller, *Politica segreta*, 330-334.

brea, de possible ; et il rentra au pouvoir avec un cabinet modifié (5 janvier 1868). Quoique le nouveau ministère eût abandonné ses membres les plus réactionnaires, c'était encore le plus conservateur que le royaume eût vu. Menabrea était un Savoyard qui avait été patriote et libéral ardent en 1848, qui avait parlé de « l'anoblissement du travail » et qui avait prêché « un libéralisme qui respectait la richesse mais la forçait à être généreuse » ; mais, en 1850 il avait gravité vers l'extrême droite, et, quoiqu'il acceptât l'unité et refusât d'abandonner l'Italie lorsque sa province natale fut cédée, ses instincts dans la politique intérieure étaient maintenant conservateurs, presque réactionnaires. Autour de lui se réunissaient les restes de l'ancienne Droite, pressés de se réconcilier avec la Papauté, désirant ne pas aller à Rome si on pouvait l'éviter, se méfiant plus ou moins des institutions libres, et craignant l'esprit démocratique auquel les directions maladroites de la Gauche avaient donné un aspect informe et dangereux. Avec eux était une partie de la *Consorteria*, dont la haine du libéralisme n'était inférieure qu'à ses sentiments haineux contre le Piémont¹, et les partisans à demi convertis des dynasties déchues qui, tout en ayant abandonné tout espoir de restauration, avaient conservé l'esprit de l'ancien gouvernement. Mentana avait, en fait, produit une réaction générale contre la liberté. La presse modérée réclamait la suspension de la constitution. La répression et la contrainte, l'inquisition de la police, les poursuites contre la presse marquèrent l'abandon de la politique libérale à laquelle, malgré de petites aberrations passagères, le nouveau royaume avait été fidèle. Le pouvoir exécutif fut en grande partie dirigé par des généraux ; les juges furent changés, des papiers saisis, des sociétés démocratiques dissoutes. Un pasteur évangélique fut poursuivi à Livourne pour avoir parlé contre la Papauté, et la Société du clergé libéral de Naples ne fut pas autorisée à se réunir. Un cabinet qui suivait une pareille politique ne pouvait prétendre à rien de plus qu'à la tolérance de la Chambre. Il avait peu de vrais amis. Les deux fractions de la Gauche et leurs alliés du centre lui étaient tout à fait hostiles. Le « Permanent » avait voté contre Menabrea en décembre, et, malgré les efforts de

1. Castelli, *Carteggio*, II, 346, 377.

Minghetti pour le gagner au gouvernement, refusait de soutenir un ministère dont la politique à l'égard de Rome était si faible. Des hommes comme Lanza, Sella, La Marmora, dont les sympathies étaient en grande partie pour « le Permanent », étaient plus hostiles que bienveillants, et tous ceux qui suivaient la tradition cavourienne étaient furieux et blessés qu'on eût tellement perdu de la grande foi qu'avait leur ancien chef dans la liberté. Mais, bien que la grande majorité fût d'accord pour tenir le gouvernement en suspicion, personne ne voyait ce qu'on pourrait mettre à sa place. Le parlement avait appris la sagesse par cette succession de crises, et il préféra tolérer Menabrea plutôt que de provoquer un autre changement de ministère, ou de se plonger dans l'inconnu d'une élection. Un appel au pays pouvait amener la Gauche et le Centre au pouvoir; et les hommes qui avaient souci du crédit du gouvernement pouvaient bien préférer les petites dragonnades de Menabrea aux artifices de Crispi ou de Rattazzi¹. Ce fut ce sentiment qui permit au ministère de retarder pendant un moment la tempête qui éclata à propos du monopole du tabac.

La vente du tabac avait longtemps été le monopole du gouvernement dans toutes les parties ou dans la plus grande partie de l'Italie, et ce système, qui équivalait en somme à un droit de douane, avait été maintenu dans le nouveau royaume. Cambray-Digny, ministre des finances de Menabrea, vit un moyen de remplir pendant quelque temps le Trésor épuisé en affermant ce monopole en échange d'une avance de 180 millions de lire. Lanza exposa le peu de solidité économique de ce projet, et montra qu'il n'y avait pas de bon parti moyen à prendre entre abandonner le monopole et en conserver au gouvernement l'entière administration. Mais l'attention se concentra moins sur l'objection économique que sur le soupçon que certaines influences corruptrices n'eussent été à l'œuvre et que l'État n'eût été amené par des cajoleries à faire une mauvaise affaire. Les actions de la banque à laquelle on avait promis le monopole, montèrent aussitôt de près de 70 pour cent²; il y avait de graves soupçons que le roi et les ministres n'y fussent intéressés³ et que la corruption n'eût agi dans la Chambre. Le projet de loi fut voté malgré les critiques irré-

1. Castelli, *op. cit.*, II, 380, 412, 424.

2. Discours de Lanza du 6 août 1868.

3. Mme Rattazzi, *Rattazzi*, II, 282-283, 293.

futables de Lanza et de Sella et la forte opposition du « Permanent » et de la Gauche (8 août 1868). Mais les rumeurs qui parlaient de corruption grandirent, et, au mois de juin suivant, Crispi et un député de la Gauche, Lobbia, accusèrent certains membres de la Droite d'avoir un intérêt illégal dans ce fermage. Dix jours plus tard, Lobbia était frappé d'un coup de poignard dans une allée de Florence et légèrement blessé (15 juin 1869). L'incident sembla confirmer les soupçons, et Lobbia devint le héros de l'opposition. Le gouvernement répondit en accusant Lobbia et quelques autres de simulation frauduleuse de crime; mais bien qu'ils fussent condamnés par un tribunal inférieur, la sentence fut infirmée en appel, et une commission d'enquête nommée par le parlement soutint jusqu'à un certain point les accusations de Lobbia. Dans l'absence de preuves absolues, l'historien est tenu de partager les soupçons du temps, qui croyaient Lobbia victime des hommes qu'il avait accusés.

Ce scandale fut le dernier coup pour le ministère. Menabrea, sentant sa faiblesse, avait essayé de gagner le « Permanent » depuis l'été de 1868. Bien que la jalousie mutuelle entre Piémontais et non-Piémontais fût patente ou latente dans toutes les questions politiques, les sympathies du « Permanent » étaient au fond pour la Droite. San Martino ne voulut avoir aucun compromis avec le ministère corrompu et factieux; mais il se vit abandonné par la masse de ses partisans et, sur le vœu du Roi, « un ministère de réconciliation » fut formé (mai 1869). Mais nulle coalition ne put conserver la majorité de Menabrea après l'incident Lobbia. Les différentes sections de l'opposition se groupèrent pour proposer Lanza comme président de la Chambre, et le candidat du ministère fut battu par quarante voix (novembre 1869). Cela rendit irrésistibles les droits de Lanza au ministère; c'était le seul homme qui pût espérer gagner assez de partisans dans les groupes modérés de la Gauche et de la Droite pour avoir une majorité à sa disposition. Mais le Roi regimba vigoureusement et avec persistance contre l'aiguillon. Il essaya de maintenir en fonctions quelques-uns des ministres qui se retiraient, et lorsqu'à la fin il céda, avec humeur du reste, une nouvelle et plus grande dissension s'éleva. Lanza insistait pour que le gouvernement mît en pratique l'expression de Sella: « l'économie jusqu'aux os », et cela entraînait une

grande réduction du budget de la guerre et de la marine. Le Roi s'y opposa énergiquement, il pesa toutes les combinaisons ministérielles qu'il pourrait opposer à Lanza, menaçant d'abdiquer, peut-être de suspendre la Constitution¹. Mais il était clair que la Chambre ne voulait avoir d'autre ministre que Lanza, et, après une crise de presque un mois, il entra aux affaires avec Sella et Visconti-Venesta comme principaux collaborateurs (14 décembre).

Lanza entra donc dans le cabinet avec l'engagement de pratiquer l'économie par-dessus tout. « Nous surveillerons nos dépenses, dit-il au parlement, avec les yeux d'un avaro ». Il était « convaincu qu'un pays qui arrive à la banqueroute en temps de paix, ne peut se relever pendant bien des générations », et il espérait économiser 23 millions de lire sur l'armée et la marine. Il avait pour lui l'opinion publique ; depuis les combats de Custozza et de Lissa, le pays avait cessé d'être fier de l'armée, et tout l'héroïsme que les soldats avaient montré pendant l'épidémie de choléra de 1867 n'avait pas rétabli leur popularité. En vain Cialdini et Bixio montrèrent-ils le danger de laisser le pays sans défense, tandis que l'Europe était bouleversée par des signes avant-coureurs de guerre ; en vain le Roi essaya-t-il de conserver l'armée en force en vue d'une politique plus aventureuse. « Vous avez peur de mourir de faim, disait Cialdini, moi, je crains d'être étranglé ». Mais la majorité partageait la crainte toute-puissante du ministre pour la banqueroute, et bien que Sella ne réussit à faire adopter qu'une minime économie de 15 millions de lire, elle mit l'Italie un peu plus près de l'équilibre.

En dehors du parlement, Lanza dut affronter le mécontentement qui avait grandi degré par degré avec l'incapacité toujours plus criante du gouvernement et du parlement. Au-dessous du mouvement politique, il y avait la lutte pour l'existence ; et le peuple devint plus sombre à mesure que s'éteignirent les espérances de 1860, que les impôts augmentèrent, que le prix du pain monta, avec l'établissement du papier-monnaie et la disparition des jours de bonheur attendus. « On nous avait promis que Victor-Emmanuel nous rendrait tous riches, et nous sommes plus pauvres que jamais », disait une ouvrière du Sud. Là le choléra éveilla un sentiment

1. Guiccioli, *Sella*, I, 216 ; Tavallini, *Lanza*, I, 448.

révolutionnaire de désespoir, et, dans plusieurs villes, le peuple massacra les hommes qui, pensait-il, avaient empoisonné ses aliments. Dans le Nord comme dans le Sud, les journaliers à demi morts de faim, les ouvriers désappointés, commencèrent à chercher, chacun de leur côté, un secours en dehors du parlement. Les mêmes phénomènes qui avaient produit le brigandage en Romagne de 1850 à 1852 et dans le Sud depuis l'annexion, menèrent çà et là à des mouvements anarchistes parmi les misérables travailleurs des champs. Il y eut des révoltes contre l'impôt sur la mouture, révoltes fomentées peut-être par les cléricaux¹, avant que la taxe ne fût mise en vigueur, au commencement de 1869. Même dans le tranquille Piémont, les paysans s'entendirent silencieusement pour ne pas la payer. Il n'y eut probablement que peu ou point de relations entre les émeutes anarchistes et la propagande républicaine qui trouva sa puissance chez les artisans². Les sociétés d'ouvriers commençaient à sentir leur force; elles renouèrent les liens qui les unissaient à Mazzini et qui n'avaient jamais été entièrement rompus. Mazzini était revenu à ses idées républicaines pures; il souffrait d'une maladie nerveuse aiguë et, possédé de la conviction maniaque que la révolution était toujours imminente, il proclamait que c'était dans le trône que se trouvait la cause de tous les malheurs de l'Italie. C'était là une analyse superficielle; mais les mécontents qui, en 1866, avaient hésité à rompre avec le Roi, étaient maintenant, en grande majorité, franchement républicains. Garibaldi donna son adhésion en hésitant, dictant ainsi leur ligne de conduite aux Francs-Maçons du Sud dont il était Vénérable³. Les idées républicaines avaient pénétré dans les rangs inférieurs de l'armée, surtout parmi les sous-officiers; quelques députés de la Gauche encourageaient secrètement ces opinions, et Nicotera, et peut-être toute l'Extrême Gauche, se joignirent en 1869 à l'« Alliance républicaine » de Mazzini⁴. Les jurys acquittèrent les journaux républicains; la presse satyrisa le Roi et les princes; les anciens volontaires furent instruits secrètement. En 1868 et 1869,

1. Ghiron, *Annali*, III, 168.

2. Mazzini, *Opere*, XV, 77.

3. Mazzini, *Opere*, XVI, xxxiv, clxxii, cxcii, 381, 392-394; Diamilla-Müller, *op. cit.*, 391; Frigyesi, *L'Italia*, 271-273; Cantù, *Cronistoria*, III, 600.

4. Mazzini, *Opere*, XVI, xlii, clxi, clxiv; Mario, *Nicotera*, 89.

Mazzini fut impatient d'organiser un soulèvement, et au printemps de 1870, il y eut de petites révoltes dans différents centres, surtout dans l'Émilie, qui ne furent sérieuses que par l'évidente complicité des garnisons. En mai, une bande de 300 Garibaldiens proclama la République à Maida en Calabre, et les jeunes Garibaldi semblèrent disposés à se joindre à eux ; mais, comme les révoltes du Nord, ce soulèvement échoua vite. Mazzini ne se découragea pas encore ; après un futile effort pour exciter les Génois à la révolte, il tourna ses pensées vers la Sicile, où il avait l'intention d'employer contre ses propres compatriotes les armes que Bismarck lui avait promises. Ceci marque la dernière étape de sa chute de patriote à conspirateur. Et ce fut tant mieux pour lui que, tandis qu'il se rendait à Palerme sous un déguisement, il fût arrêté par ordre du gouvernement, qui l'interna à Gaète (août 1870).

Le mouvement ne fut probablement à aucun moment aussi sérieux que le pays put le craindre, et, après les petites révoltes du printemps, il n'y eut plus d'apparence de sédition dans l'armée. A ce moment du moins, les désordres sociaux et leurs conséquences étaient des questions moins urgentes que celles des relations entre l'Église et l'État, entre l'Italie et la Papauté. Ce fut un des nombreux résultats malheureux de la défaite de Mentana, qu'elle découragea à moitié les Italiens dans leurs aspirations vers Rome. La victoire avait rendu au Pape une grande partie de son prestige ; son gouvernement avait étouffé la rébellion dans la ville, et il affirmait, mais faussement, que ses troupes avaient battu Garibaldi à Mentana avant l'arrivée des Français. La vérité, cependant, est que le Pouvoir Temporel était dans une situation plus triste que jamais. L'Autriche avec Beust, son premier ministre protestant, lui était devenue ouvertement hostile, avait déchiré le Concordat et sanctionné les mariages entre personnes de religions différentes. Bien que Bismarck flattât la Papauté, ce n'était que pour gagner les catholiques du Sud de l'Allemagne et faire le jeu diplomatique du moment. La petite armée du Pape était terriblement démoralisée, et, bien que la France fût aux pieds du Pontife, il savait qu'à tout moment, le vent pourrait changer à Paris. Il avoua qu'il n'a-

vait que la Providence pour le protéger, ce qui lui attira cette réponse de Clarendon, que la Providence avait en effet fait des miracles depuis dix ans, mais tous en faveur de l'Italie.

Le découragement s'était incrusté dans le pays. Les hommes d'État de la Droite et de la Gauche, qui auraient pu activer beaucoup un retour à la Convention, n'osaient, ni les uns ni les autres, rompre avec la France ; Lanza, La Marmora, Menabrea, Rattazzi étaient d'accord pour abandonner tout espoir de prendre bientôt possession de Rome ¹. Les nationaux fidèles se tenaient de plus en plus en dehors de la vie publique. Le cabinet Menabrea, bien que la Chambre le forçât à soumettre les ecclésiastiques à la conscription (mai 1869), permit aux nouveaux évêques, dont quelques-uns étaient des hommes dont les pages de Farini et de Gennarelli avaient flétri la bigoterie et la cruauté, d'écraser le clergé libéral et d'étaler leur luxe à la face du peuple indigent. Cependant le découragement ne fut que temporaire. Tout le monde savait que seule la main de la France avait arrêté le Pouvoir Temporel dans sa chute ; que, même si Florence restait le siège du gouvernement, même si la Cité Léonine était laissée au Pape en toute souveraineté, Rome devait être ajoutée à l'Italie, aussitôt que la France, de son plein gré ou par nécessité, retirerait son veto. C'était peut-être une question de vie ou de mort. Tôt ou tard, comme le disait Sella, le Pouvoir Temporel détruirait l'Italie, ou l'Italie détruirait le Pouvoir Temporel. L'Italie ne pourrait jamais, excepté par contrainte, tolérer chez elle un gouvernement du moyen âge, un ennemi inflexible de ses institutions libres, un actif fomenteur de sédition. Les ecclésiastiques libéraux prêchaient toujours, mais d'une voix faible, que « la chute du Pouvoir Temporel serait l'exaltation de l'Église », que la Papauté devait abandonner ses domaines temporels, ou affronter un nouveau schisme qui pourrait lui arracher l'Italie.

Mais Rome resta fidèle à sa politique de bravade. Afin de mettre sa puissance à l'épreuve, elle se concentra dans le Concile œcunémique des évêques de l'Église catholique. Le Concile œcunémique, le premier qui se fût réuni depuis celui de Trente, avait été projeté dès 1864 ; son but était à l'origine de délibérer sur la position de l'Église. Mais plu-

1. Castelli, *op. cit.*, II, 320 ; Tavallini, *op. cit.*, I, 398 ; II, 350-351.

sieurs années avant sa réunion, il fut clair que les ultramontains saisiraient l'occasion pour proclamer le dogme de l'infaillibilité du Pape. L'infaillibilité était une doctrine ancienne, qui avait dormi de temps en temps, lorsque les forces au dedans ou au dehors de l'Église étaient trop fortes pour qu'on l'acceptât, mais qui avait reparu chaque fois que le pouvoir du Pape avait semblé être à son apogée. Du moins n'y avait-il rien de nouveau en cela, et sa promulgation finale sous la forme de dogme aurait peu attiré l'attention, n'eût été tout ce qui y était attaché. Mais c'était une partie de la politique qui avait dicté le Syllabus, et les gouvernements et les catholiques libéraux craignirent qu'il ne fût suivi de la conversion des condamnations du Syllabus en propositions affirmatives et dogmatiques². Les principes du gouvernement libre deviendraient anathèmes pour tout catholique, et le nouveau dogme lancerait un défi contre tous les gouvernements, contre les ennemis et les amis du Pouvoir Temporel, en affirmant son autorité, dans toute sa plénitude moyenne. « La conciliation de la Papauté avec la civilisation moderne », disait un livre du temps qui était approuvé par la Curie, « est une hérésie damnable »¹; et il maintenait que le Pape avait le droit de déposer les rois, qu'il était chef suprême, au-dessus des souverains temporels, et que, par conséquent, les privilèges du clergé existaient de par un droit plus haut que par la grâce de l'État. De tels sentiments ne représentaient probablement que les idées d'une fraction extrême, mais la crainte que l'infaillibilité du Pape ne fit virtuellement de chaque catholique un rebelle, et que des principes incompatibles avec la civilisation moderne ne devinssent obligatoires, troubla les laïques et les gouvernements de toute l'Europe catholique. Ce fut en vain que les apologistes les plus sages du nouveau dogme déclarèrent que l'infaillibilité du Pape ne s'étendrait qu'aux questions de foi et de morale seulement; il était visiblement impossible d'en définir les limites, et on se rendait compte avec quelle facilité les déclarations du Pape, une fois obligatoires, pourraient dépasser la limite qui séparait les choses spirituelles des choses civiles². « Il est enfin devenu évident, disait Dupan-

1. *Civiltà cattolica* du 6 février 1869; Cecconi, *Concile*, III, 208, 211.

2. La faculté de théologie de Munich dit à Hohenlohe que parmi les parti-

loup, que chaque catholique, dont les actions sont réglées par la foi qu'il professe, est l'ennemi né de l'État, puisqu'il se trouve obligé en conscience de contribuer, autant qu'il est en lui, à l'assujettissement de toutes les nations et de tous les rois au Pontife romain¹ ». Surtout lorsque, au printemps de 1870, l'autoritaire *Schema De Ecclesiâ* affirma la suprématie du Pape dans toutes les choses relevant de la discipline et du gouvernement de l'Église², les pouvoirs civils s'effrayèrent de la terrible arme offensive que Rome forgeait. En France, les laïques gallicans et les catholiques libéraux de l'école de Montalembert protestèrent contre le nouvel « absolutisme » de Rome ; il y eut des menaces de schisme parmi les catholiques orientaux : en Allemagne, Döllinger et ses partisans attaquèrent la « lutte des ultramontains contre la conscience générale et le sentiment du droit » ; en Italie, les derniers prêtres libéraux et les laïques de tous les partis observèrent avec inquiétude cette dernière manœuvre des défenseurs du Pouvoir Temporel. Les gouvernements partagèrent l'inquiétude des laïques. La Prusse protesta ; Beust menaça, si le Concile confirmait le Syllabus, d'interdire sa publication ; la Bavière demanda aux puissances de prendre des mesures collectives pour réduire le Concile. Le gouvernement français encouragea les évêques à s'opposer au nouveau dogme, et l'Empereur aurait probablement menacé de retirer ses troupes si le Concile proclamait l'infaillibilité ; mais un seul ministre le soutint et Paris se borna à des protestations auxquelles on ne fit point attention³. La perspective était cependant si menaçante, à mesure que se montrait la désaffection des gouvernements et qu'il devenait certain qu'il y aurait une forte opposition contre le nouveau dogme dans le Concile lui-même, que ses promoteurs voulurent éviter de le proposer au vote du Concile et le faire proclamer *ex cathedrâ*⁴. Les 150 évêques de l'opposition,

sans de l'Infaillibilité, il y avait à peu près vingt théories sur la signification de l'expression : *ex cathedrâ*. Manning déclara que le Pape seul pouvait définir quand il parlait *ex cathedrâ* : *Vatican Council*, 800.

1. Friedrich, *Documenti ad illustrandum concilium vaticanum*, II, 388, cité dans Arthur, *The Pope*, II, 265 ; Cecconi, *op. cit.*, IV, 450-455.

2. Pomponio Leto, *Vatican Council*, 84-89.

3. Ollivier, *L'Église*, I, 30-34 ; II, 125-128, 213 ; Arthur, *The Pope*, II, 192-194 ; Jules Favre, *Rome*, 26-28.

4. Balan, *Continuazione*, II, 935 ; Cecconi, *op. cit.*, III, 212.

conduits par Dupanloup, Darboy et Strossmayer, étaient des hommes éminents par leur science et l'importance de leurs diocèses; ils représentaient Paris, Milan, Turin et une grande partie de l'Allemagne catholique; mais ils furent impuissants devant la foule des évêques titulaires et inférieurs, devant les manœuvres infatigables et sans scrupule de la Curie, devant leur propre et excessive aversion à rompre avec le Pape. Cependant, ce ne fut pas avant juillet 1870, sept mois après la réunion du Concile, que les ultramontains triomphèrent et que l'infailibilité du Pape fut proclamée à Rome, le lendemain du jour où la guerre fut déclarée entre la France et l'Allemagne (20 juillet)¹. Le Concile œcuménique doit être compté parmi les causes qui détruisirent le Pouvoir Temporel. Il poussa tous les gouvernements de l'Europe à se méfier de l'ultramontisme, et désormais, aucun zèle pour le catholicisme ne put les induire à défendre le Pape. Le protéger put sembler aux hommes d'État français et à Bismarck une nécessité politique du moment, mais ils ne le firent que pour servir leur propre jeu. Il ne fallait plus qu'un grand cataclysme européen pour laisser le Pape naufragé et sans ami. Un pareil cataclysme approchait.

Il fut évident, après 1866, qu'une guerre entre la France et la Prusse était presque inévitable. La France était endolorie et ressentait une peine cuisante de la bataille de Sadowa et de l'échec de sa diplomatie. Les traités entre la Prusse et les États allemands du Sud furent rendus publics au printemps de 1867, et semblèrent un gage de défi que la France fut prête à relever. L'Empereur était probablement hostile à la guerre; il voulait rester en bons termes avec la Prusse, et il espéra calmer l'irritation de la France en employant le vieil expédient, reculer ses frontières. Mais la question du Luxembourg amena les deux pays à un doigt de la guerre (mars 1867), et, bien que le danger passa, ce ne fut que pendant un moment. La victoire de Mentana contribua un peu à rétablir le prestige de la France, et « les balles des chassepots ricochèrent jusqu'en Allemagne ». Mais, sans allié, la

1. 451 évêques votèrent pour, 88 (y compris 4 Italiens seulement, excepté les titulaires) contre, 62 *juxta modum*.

France ne pouvait envisager gaiement une grande guerre. Ses amies naturelles étaient l'Autriche et l'Italie; l'Autriche parce qu'elle voulait se venger, l'Italie à cause de sa déférence envers la France; toutes deux parce qu'elles compétaient sur une guerre pour regagner le prestige qu'elles avaient perdu en 1866. Il paraît y avoir eu dès 1867 des négociations à Vienne et à Florence, mais Beust refusa d'engager l'Autriche, sauf dans le cas où la Russie prendrait parti pour la Prusse et menacerait la position de l'Autriche en Orient¹. Les négociations furent reprises dans l'été de 1868 par une correspondance privée entre l'Empereur, Beust et Victor-Emmanuel; le Roi, tenant pendant un moment son gouvernement dans l'ignorance, appuya chaudement les plans d'une triple alliance. Rattazzi, toujours conseiller privé du Roi, alléguait que l'Italie devait choisir entre prendre part à la lutte approchante ou risquer d'être dévorée par le vainqueur. Le Roi était pressé d'effacer la tache de Custoza et de payer la dette de Solférino; soldat plus qu'homme d'État, il pensait que, ni la Convention de septembre, ni Mentana ne compensaient ce qu'il devait au sang français versé dans les plaines lombardes. S'il en avait eu le pouvoir, il serait accouru par pure chevalerie au secours de la France.

Mais il n'y eut qu'un très petit nombre d'Italiens à partager les bonnes dispositions du Roi à l'égard de la France. L'opinion aurait probablement bien accueilli une alliance avec l'Autriche, car, après la cession de la Vénétie, il n'existait plus rien, excepté les questions secondaires du Tyrol et de l'Istrie, qui pût causer un différend avec elle, et il fut reconnu, des deux côtés, que l'Autriche et l'Italie étaient maintenant alliées naturelles, avec des idées libérales communes, soutenant une lutte commune contre l'ultramontanisme. Mais toute alliance avec la France devait être, à coup sûr, excessivement impopulaire. L'Italie s'irritait contre le sarcasme qui la proclamait « une préfecture de la France ». « Les chassepots de Mentana, avait dit Pepoli, ont porté un coup mortel à l'alliance des deux pays »; le « jamais » de Rouher avait jeté l'Italie dans les bras des ennemis de la France, et les acclamations par lesquelles le prince héritier de Prusse fut accueilli

1. Beust, *Memoirs*, II, 172-173; Taxile-Delord, *Second Empire*, V, 205-207. Voir Diamilla-Müller, *op. cit.*, 321.

à Florence en 1868, montrèrent de quel côté penchait l'opinion. Les économistes prêchaient contre toute espèce de guerre et sa conséquence presque inévitable, la banqueroute; mais, s'il devait y avoir la guerre, les Italiens se rangeraient plus volontiers du côté de celui qui avait fait l'unité allemande qu'avec la protectrice détestée du Pouvoir Temporel. Les seuls amis qu'avait la France étaient des membres du parti de la cour ou du parti militaire et des conservateurs extrêmes. Menabrea et quelques-uns de ses collègues, lorsque le Roi exposa devant eux ses plans ¹, l'auraient suivi de bon cœur dans une alliance franco-autrichienne; mais ils savaient combien ils étaient isolés, et que le seul espoir qu'ils eussent de gagner l'opinion publique à cette alliance était de faire de dures conditions aux deux pays. Ils firent du retour de la France à la Convention de septembre et de l'évacuation de Civita-Vecchia une condition *sine quâ non* de l'alliance. Ils demandèrent que les trois puissances convinssent d'un candidat commun pour la Papauté, en prévision de la mort de Pie, que l'Autriche cédât une partie du Tyrol, et que l'Italie fût autorisée à établir à Tunis une station navale. Beust était disposé à obtempérer à toutes les demandes de l'Italie; il insista chaudement pour que l'Italie fût autorisée à occuper le territoire pontifical, et il consentit à rectifier la frontière du Tyrol, peut-être aussi celle des Alpes orientales ².

Mais les négociations échouèrent devant le refus obstiné de la France d'abandonner le Pape. L'Empereur était encore clairvoyant. « L'occupation de Mexico et de Rome, disait-il, sont les deux balles que la France porte au talon ». Mais il s'en allait à la dérive, plus impuissant que jamais, son prestige disparu, l'âge et la maladie gagnant sur lui. L'« Empire clérical était fait », et le discours de Rouher avait mis le gouvernement français sous la dépendance du Pape. Bismarck l'aïda à tomber dans le piège, et se réjouit de la sottise que commettait la France en laissant à l'Italie une plaie béante

1. Vers les mois d'août ou de septembre 1868 : Guiccioli, *op. cit.*, I, 242, se trompe lorsqu'il dit que ce ne fut pas avant juin 1869.

2. Prince Napoléon, *Les alliances*, 492-493; Massari, *Vittorio Emanuele*, 502, 514; Guiccioli, *op. cit.*, I, 242-243; M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, II, 163, 211-214; Chiala, *Dal 1858*, 35, citation d'un discours de Crispi du 8 octobre 1890; Beust, *Memoirs*, II, 175, que je ne crois pas cependant; Castelli, *op. cit.*, II, 491; Bonfadini, *Arese*, 440-441.

qui rendait toute alliance impossible¹. Mazzini, en qui le partisan avait tout à fait remplacé le patriote, lui demanda des armes et de l'argent pour attaquer Rome et créer de nouvelles dissensions entre la France et l'Italie; et Bismarck parla avec lui, bien qu'il fût trop prudent pour s'engager avant la veille même de la guerre². Les intrigues atteignirent leur but, et fortifièrent la détermination des Français de ne pas évacuer; ils consentirent à ce que l'Italie rectifiât ses frontières, à ce qu'elle reprît, paraît-il, une partie du comté de Nice; mais ils se refusèrent obstinément à quitter Civita-Vecchia ou à permettre à l'Italie d'aller à Rome³.

Mais la même France, qui était assez cléricale pour rejeter ses alliances par amour du Pape, était si libérale que le constitutionalisme factice de l'Empire n'était plus possible. Les élections de 1869 furent une grande victoire pour l'opposition, et Émile Ollivier persuada à Napoléon qu'il ne sauverait son trône qu'en cédant aux libéraux. Ollivier entra aux affaires au commencement de 1870, et la nouvelle constitution fut ratifiée en mai par un plébiscite de 7 millions et demi de votes. Le programme de l'« Empire libéral » était « liberté à l'intérieur, paix à l'extérieur »; Ollivier pensait qu'il était trop tard pour arrêter l'expansion de la Prusse; et l'Europe respira de nouveau et se sentit rassurée. Soudain, après un court semestre, la question de la succession d'Espagne rendit la guerre imminente, et les fils des négociations qu'on avait tout à fait laissé tomber⁴, furent relevés en hâte. Les hostilités furent décidées par le gouvernement français le 14 juillet; quatre jours auparavant, la France avait demandé leur alliance à l'Autriche et à l'Italie, et Beust et Victor-Emmanuel avaient accueilli cet appel avec empressement⁵. Le Roi croyait à un facile triomphe des armées françaises, et, en dehors de son désir chevaleresque d'aider la France, il comptait probablement sur cette alliance pour amener les Italiens

1. Benedetti, *Mission*, 238-239, 261; Ricasoli, *Lettere*, IX, 216; X, 109.

2. Diamilla-Müller, *op. cit.*, 339-352; Mazzini, *Opere*, XVI, XLII; Tavalini, *op. cit.*, I, 512-513. Crispi avait des relations avec Bismarck en 1870: Un Italien, *Crispi*, 397.

3. *Documenti-Roma*, 71, 78; Veroli, *Pepoli*, dans *Riv. Eur.*, XXXI, 253; Prince Napoléon, *op. cit.*, 494.

4. Lebrun, *Souvenirs*, 70-78; Prince Napoléon, *op. cit.*, 495; Beust, *op. cit.*, II, 176.

5. Nigra dans la *Nuova Antologia* du 1^{er} mars 1895, 14; Guiccioli, *op. cit.*, I, 252-253; voir *Le Temps* du 12 janvier 1873.

à Rome, ou étendre ses frontières dans le comté de Nice ou le Tyrol. Mais, comme il l'avait sans doute prévu lorsqu'il luttait pour maintenir Menabrea aux affaires, un cabinet, qui avait promis d'économiser, hésiterait beaucoup à entraîner le pays dans une guerre. Les sympathies de Lanza étaient pour la France, celles de Sella pour l'Allemagne, mais tous deux étaient aussi opposés l'un que l'autre à une alliance; et Sella, en insistant sur une réduction de l'armée, avait probablement été influencé en partie par un désir de rendre l'alliance impossible. Une victoire de la France, pensait-il, signifierait le triomphe du Syllabus, la défaite des principes nationaux, un nouveau bail de durée indéfinie pour le Pouvoir Temporel¹. Mais une portion du cabinet soutenait le Roi. Visconti-Venosta sentait que l'acte du Roi avait jusqu'à un certain point lié les mains de ses ministres; et les deux partis finirent par consentir à un compromis en acceptant les propositions de la France à condition que les réclamations de l'Italie au sujet de Rome reçussent satisfaction². Qu'entendaient-ils par là? Ce point ne semble pas avoir été défini avec précision, et peut-être à ce moment la France aurait-elle pu acheter l'alliance de l'Italie par une promesse de revenir à la Convention de septembre. Mais Ollivier n'osa pas offenser ses compatriotes catholiques à la veille de la guerre. En vain Beust mit en avant qu'il valait mieux que le gouvernement allât à Rome plutôt que les Garibaldiens. Ce ne fut pas avant le 23 qu'Ollivier promit de revenir à la Convention et d'évacuer de suite. Mais il refusa encore de lever le veto qui écartait les Italiens de Rome, et ce délai avait permis au parti de la paix dans le cabinet Lanza de s'affirmer et de refuser l'alliance à un prix inférieur³.

Ils avaient trouvé un appui dans les manifestations d'opinion antifranaise dans le pays. Il y avait eu des manifestations contre l'alliance à Florence, à Milan, à Turin; la gauche avait tenté, bien que sans succès, d'engager le gouvernement contre cette alliance, et l'appel à la guerre fait à la Cham-

1. Guiccioli, *op. cit.*, I, 216, 260-263; Tavallini, *op. cit.*, I, 511.

2. Prince Napoléon, *op. cit.*, 496; Sorel, *Guerre franco-allemande*, I, 239.

3. Castelli, *Carteggio*, II, 188-190; Id., *Ricordi*, 184; Chiala, *op. cit.*, 38, 46-47; Prince Napoléon, *op. cit.*, 497; Guiccioli, *op. cit.*, I, 270; Rothan, *L'Allemagne et l'Italie*, II, 68, 71; Andreas Memor, dans la *Revue de France* du 1^{er} avril 1878.

bre par Cialdini avait trouvé peu d'appui. En Autriche, les populations hongroises et allemandes s'étaient déclarées vigoureusement en faveur de la neutralité; François-Joseph reculait devant la possibilité d'une troisième guerre désastreuse, et la Russie menaçait d'intervenir si l'Autriche bougeait. Mais ni Beust ni Victor-Emmanuel n'abandonnèrent la partie. L'histoire diplomatique de la période qui s'étend entre le 23 juillet et le 3 août est encore imparfaitement connue. A l'instigation de Beust, des négociations marchèrent activement dans le sens d'une neutralité armée entre l'Autriche et l'Italie dans l'intérêt de la France. Beust, paraît-il, refusa de prendre aucun engagement précis quant à l'époque où commenceraient les hostilités, mais il était probablement convenu que les deux pays se prépareraient à entrer en campagne le 15 septembre, date à laquelle, pensaient-ils avec confiance, les armées françaises auraient pénétré dans l'Allemagne du sud et pourraient effectuer leur jonction avec eux. Beust était si ardent qu'il offrit encore de permettre à l'Italie d'étendre sa frontière dans le Tyrol et sur l'Isonzo et d'employer son influence pour décider la France à lui laisser occuper Rome.

Malgré l'opposition de Sella, le gouvernement italien adhéra à l'alliance, à condition que la France donnerait son consentement à l'occupation. Le Roi paraît avoir été plus loin et avoir promis à l'Empereur que, s'il voulait forcer le Pape à accepter un *modus vivendi* avec l'Italie, il ferait consentir les membres de son cabinet à la guerre ou bien les congédierait. Mais, lorsque son envoyé vit l'Empereur à Metz le 3 août, Napoléon en était arrivé à partager l'obstination de ses ministres, et il refusa toute concession. « Mieux vaudrait les Prussiens à Paris que les Piémontais à Rome », aurait dit l'Impératrice. Ils partageaient tous deux l'espoir que la victoire serait rapide ¹.

La désillusion vint vite. Trois jours plus tard, Mac-Mahon était écrasé à Worth. Le 7, le gouvernement français, s'éveillant enfin à la dure réalité, implora l'Italie d'envoyer 60 000 hommes par le Mont-Cenis. Le parti de la guerre dans

1. Guiccioli, *op. cit.*, I, 277, 281-284; Nigra, *op. cit.*, 15-18; Bonfadini, *op. cit.*, 361; Prince Napoléon, *op. cit.*, 498; Rothan, *op. cit.*, 77-78; Sorel, *op. cit.*, I, 246; Chiala, *op. cit.*, 49; Andreas Memor, *op. cit.*, sur lequel j'ai des doutes; *Le Temps* du 16 janvier 1873; *Franco-Prussian War*, nos 3, 22-23; Beust, *op. cit.*, II, 176.

le cabinet italien fit un effort de plus ; cela semblait une chose vile que d'abandonner la France dans sa pénible détresse, et même la prudence de Lanza fit place un moment à sa chevalerie. Bien qu'il n'eût pas 60000 hommes à envoyer, il est possible que le cabinet se serait déclaré pour la guerre sans le message de Nigra (8 août) lui apprenant que les républicains s'agitaient et que l'Empire marchait à grands pas vers sa ruine¹. Les amis de l'alliance réduisirent leurs propositions à une tentative pour gagner l'Angleterre et l'Autriche à une médiation armée, afin de conserver l'intégrité territoriale de la France. Mais l'Autriche était alors aussi peu désireuse de combattre que l'était l'Angleterre, et le seul résultat des ouvertures italiennes fut le faible et inutile projet d'une Ligue des Neutres. Le 18 août, la défaite de Gravelotte montra combien la cause de la France était désespérée. Maintenant que la sécurité de la France et son propre trône étaient en jeu, l'Empereur fut prêt à sacrifier le Pouvoir Temporel, et, malgré l'opposition des cléricaux et probablement aussi de ses ministres, il envoya le prince Napoléon à Florence (20 août) pour dire aux Italiens qu'ils pourraient faire ce qu'ils voudraient à Rome, pourvu qu'ils envoyassent leur armée à son secours². Mais le Roi lui-même vit maintenant que les Français étaient battus, et que, si l'Italie s'interposait, elle ne ferait qu'attirer le désastre sur sa propre tête sans détourner la ruine de la France. « Mentana crie vengeance », aurait dit Rattazzi au Prince ; la chaîne des conséquences qui unit Mentana à Sedan était forgée.

Dans ce naufrage imminent, l'Italie vit l'occasion de saisir la couronne de son unité. Quelques semaines plus tôt, cette perspective semblait indéfiniment éloignée. Visconti-Venosta avait formellement promis d'observer la Convention (4 août) ; le Roi s'était de même engagé à l'égard de l'Empereur ; et le 16 août encore, le ministère protestait toujours de sa fidélité. Les Italiens furent faibles et usèrent d'équivoques jusqu'au dernier chapitre de cette pénible confusion. La tentation de faire sortir les Français d'Italie était trop forte pour qu'on pensât à l'honneur ou à l'avenir. Quelques-uns des ministres

1. Castagnola, *Da Firenze*, 5-7 ; Guiccioli, *op. cit.*, I, 287.

2. Prince Napoléon, *op. cit.*, 500 ; Castagnola, *op. cit.*, 10, 20, 24 ; Nigra, *op. cit.*, 22 ; Rothan, *op. cit.*, 100, se trompe certainement.

trouvèrent qu'il était lâche de miner la France à l'heure de sa prostration ; d'autres, comme Sella, eurent l'intention de rompre la Convention aussitôt que l'Empire serait tombé¹. Mais le gouvernement s'était engagé à quelque chose d'impossible. Les derniers soldats français quittèrent Civita-Vecchia le 19 août ; le lendemain, la gauche proposait à la Chambre une résolution de dénoncer la Convention, et, bien que les membres de la gauche fussent battus, les manifestations qui suivirent prouvèrent que le pays était violemment agité. La gauche menaça de démissionner en corps et de soulever le pays, et seule la promesse que fit Sella de quitter le cabinet, à moins que celui-ci ne décidât d'aller à Rome, suspendit cette détermination². Le ministère en arriva rapidement à adopter les vues de la gauche. Visconti-Venosta et Lanza espéraient, il est vrai, pouvoir éviter d'employer la force, et caressèrent le même vain espoir d'un soulèvement du peuple romain qui avait séduit Ricasoli et Rattazzi³. Mais Lanza était aussi résolu que Sella à la conquête de Rome⁴. Au cours des débats du 20, il repoussa les désaveux prudents de Visconti-Venosta et dit à la Gauche que, bien qu'il différât d'elle à propos des moyens et du moment, il était également déterminé à aller à Rome. Mais il était résolu à ce que, hors le cas d'un soulèvement responsable à Rome même, la révolution n'eût aucune part dans l'occupation. Il voulait inspirer confiance au monde catholique, avoir l'apparence d'être le protecteur du Pape, et lui faire sentir qu'il pouvait encore vivre « libre et en sécurité » dans le Vatican. Il bloqua Garibaldi à Caprera, fit arrêter Mazzini et prit de sérieuses précautions pour empêcher aucune expédition sur les frontières et pour décourager en apparence tout soulèvement dans les provinces romaines⁵.

Il avait déjà commencé à mobiliser sur la frontière les quelques troupes que le gouvernement pouvait réunir (15 août)

1. Guiccioli, *op. cit.*, I, 271 ; Castelli, *Ricordi*, 184.

2. Guiccioli, *op. cit.*, I, 298 ; Mazzini, *Opere*, XVI, cciv-ccv ; M^{me} Rattazzi, *op. cit.*, II, 347-349. Je ne trouve rien qui corrobore l'affirmation de M^{me} Rattazzi qu'à cette époque la gauche menaça de proclamer la République.

3. Castelli, *Ricordi*, 187-188 ; Id., *Carteggio*, II, 475-478 ; Tavallini, *op. cit.*, II, 375, 377, 379 ; Guiccioli, *op. cit.*, I, 298-299.

4. Cadorna, *Liberazione*, 57.

5. Id., 30-31, 40-43, 50 ; Tavallini, *op. cit.*, II, 4-5. Voir Beauffort, *Invasion*, 53.

et demandé à la Chambre un crédit de 40 millions de lire. Le 22, le ministère décida l'occupation aussitôt que la république serait proclamée à Paris. On trouva quelques minces sophismes pour passer par-dessus les obligations de la Convention; au lieu d'annoncer hardiment que les longues infractions de la France à cette Convention avaient déchargé l'Italie de l'obligation de l'observer, le gouvernement inventa le prétexte que c'était un contrat personnel passé avec l'Empereur et non avec la France, et qu'un des « cas extraordinaires » auxquels on faisait allusion dans les commentaires du traité, s'était présenté¹. C'était une triste stratégie, et il aurait même mieux valu encore que l'Italie eût répudié effrontément la Convention comme la Russie répudia à ce moment les clauses du traité de Paris concernant la mer Noire. Il restait encore à décider si Rome serait capitale². Lanza voulait manœuvrer avec prudence et lenteur. Même les hommes aux idées claires, qui savaient que leurs ambitions étaient légitimes, avaient une crainte superstitieuse d'employer la force contre la Papauté. Lanza espérait sans doute qu'avec des précautions et de la patience, le Pape pourrait être amené à composition. Il y avait un parti de la paix parmi les cardinaux, et la crainte d'un soulèvement populaire dans lequel la haine concentrée contre les prêtres et les Jésuites pourrait se faire jour d'une façon sanglante, les rendait disposés à accueillir les soldats italiens comme des libérateurs³. Lanza savait aussi que les Jésuites agissaient sur les craintes du Pape pour le pousser à s'enfuir de Rome, et il voulait soutenir les efforts que faisait Antonelli pour le retenir. D'ailleurs, il attendait que l'opinion publique se déclarât plus fortement, et lui imposât un mandat auquel il ne pût désobéir. Tandis qu'il hésitait encore, la nouvelle de la capitulation de Sedan arriva à Florence (3 septembre). La gauche menaça encore de démissionner, et peut-être laissa entrevoir un mouvement républicain si le ministère ne se décidait aussitôt à aller à Rome. Mais le cabinet était encore partagé et hésitant⁴, et ce

1. Cadorna, *op. cit.*, 32, 51; Castagnola, *op. cit.*, 14; Tavallini, *op. cit.*, II, 27; *Documenti-Questione romana*, 12.

2. Castagnola, *op. cit.*, 22; Ricasoli, *op. cit.*, X, 118-121.

3. Tavallini, *op. cit.*, II, 392-398; Guiccioli, *op. cit.*, I, 296; *Correspondence-Rome* (1870), 26.

4. Les témoignages sur ce qui se passa dans le Cabinet du 3 au 5 septembre sont très contradictoires. Voir Castagnola, *op. cit.*, 30-35; Guiccioli, *op. cit.*,

ne fut que deux jours plus tard, lorsqu'on sut que la république était proclamée à Paris, qu'il se décida, sans plus tarder, à l'occupation, et envoya San Martino pour rassurer le Pape et obtenir, s'il était possible, une entrée pacifique des troupes italiennes. A ce moment même, Visconti-Venosta paraît avoir espéré éviter une occupation de la ville, et sa circulaire du 7 informa les puissances que le gouvernement n'occuperait que certains points du territoire du Pape, et laisserait aux Romains le soin de décider de leur propre sort. Lui et Lanza avaient apparemment tous deux l'intention de faire régler la situation de la Papauté par un congrès des puissances catholiques¹.

Mais les équivoques de Visconti-Venosta étaient probablement faites de sa propre initiative, et la résolution de ses collègues d'occuper la ville à tout prix fut fortifiée par l'attitude de l'Europe. Au nom de la République française, Jules Favre, tout en refusant de dénoncer la Convention, la considéra comme tombée en désuétude². Bismarck jugea que le patronage qu'il prêtait au Pouvoir Temporel était inutile ou dangereux, et donna son approbation qualifiée aux plans des Italiens. L'Angleterre ne souleva aucune objection; l'Autriche, rassurée par le projet de garanties du gouvernement, consentit volontiers. Le pays commençait à s'échauffer trop pour permettre qu'on prolongeât le délai, et, le 10, avant que le résultat de la mission de San Martino fût connu, le cabinet décida que le lendemain les troupes passeraient la frontière. 50 000 hommes avaient été mobilisés avec beaucoup de difficulté et l'armée avait une force tout à fait inutile pour soumettre la petite armée démoralisée du Pape. Mais Lanza espérait sans doute que cette supériorité écrasante découragerait la résistance et éviterait une effusion de sang. Pour la même raison, au lieu de s'avancer du point de la frontière le plus rapproché de Rome, les colonnes de Cadorna prirent la route plus longue et plus difficile qui passe par Orte et Civita-Castellana, dans l'espoir que ce retard pourrait donner aux parti-

II, 301; Correspondence-Rome (1870), 12-13; Cadorna, *op. cit.*, 344-346; Mme Rattazzi, *op. cit.*, II, 351-352; Castelli, *Ricordi*, 187-188; Id., *Carteggio*, II, 484.

¹ Correspondence-Rome (1870), 12; Castelli, *Carteggio*, II, 479.

² Jules Favre, *op. cit.*, 7; Cadorna, *op. cit.*, 349, 357; Balan, *Continuazione*, II, 1022.

sans du Pape le temps de réfléchir et d'abandonner toute velléité de résistance. Viterbe et Civita-Castellana furent occupées presque sans coup férir le 12 ; Civita-Vecchia se rendit à Bixio sans qu'un coup de canon fût tiré ; ce ne fut que le 17 que Cadorna arriva devant les murs de Rome. La stratégie de Lanza ne servit à rien ; San Martino était parti avec un refus de traiter de la part d'Antonelli et la confiante prophétie du Pape que les Italiens n'entreraient jamais à Rome. Pie semble avoir espéré parfois l'intervention divine ; à d'autres moments il usa de cette piètre excuse qu'il n'avait aucun contrôle sur ses troupes. Quand il se trouva en face des Italiens qui s'avançaient, il décida de résister aussi longtemps qu'il lui serait possible, mais de traiter aussitôt que les murs seraient battus en brèche¹. Enfin, le 20 septembre, Cadorna attaqua. Il y avait une inégalité désespérante entre les deux forces, et après une canonnade de quelques heures, les Italiens entrèrent par une brèche près de la Porta Pia, acclamés avec délire par le peuple libéré. Il y avait quarante ans que Mazzini avait tourné ses regards vers Rome, dix ans que Cavour avait demandé de la proclamer capitale de l'Italie. Rome était conquise ; mais pas comme ces deux hommes l'avaient souhaité ; ce n'était pas par le grand soulèvement d'un peuple, ni parce que la Papauté et l'Europe s'étaient inclinées de leur plein gré devant le principe de la nationalité. Les accidents de la politique européenne y avaient mené les Italiens ; le Pouvoir Temporel était tombé parce que le ministère de la guerre de la France était corrompu et ses généraux incapables. L'Italie avait obtenu sa capitale naturelle, mais nulle grande « paix religieuse » n'avait été « signée du Capitole ». Cependant, la possession de Rome a rendu à l'Italie sa route plus facile, elle a marqué une reconnaissance, quoique faite à contre cœur, du principe national ; elle a aidé à élever la Papauté et pourrait faire beaucoup plus si le Vatican connaissait les choses qui tiennent à son repos. Dans ses résultats futurs, l'occupation de Rome pourra paraître d'importance plus considérable que la grande guerre qui absorbait alors l'attention du monde entier.

La principale préoccupation de Lanza était encore de déci-

1. Balan, *op. cit.*, II, 1012, 1016-1017 ; Correspondence-Rome (1870), 34, 37 ; Rothan, *op. cit.*, II, 84 ; Diamilla-Müller, *op. cit.*, 413 ; Roma, *settembre-ottobre 1870*, cité dans *Riv. stor. del risorg.*, I, 593.

der la Papauté à faire la paix. Il réprima avec rigueur les quelques désordres insignifiants qui se produisirent pendant les premiers jours de l'occupation¹. Il s'abstint soigneusement de pénétrer dans la Cité Léonine jusqu'à ce que le Pape l'eût prié d'envoyer des troupes pour garantir sa sécurité (21 septembre); et il les aurait retirées de nouveau si Antonelli n'avait présenté une pétition pour qu'elles restassent². Il insista pour que, dans la formule du plébiscite en faveur de l'union, fût contenu un *addendum* en faveur de l'autorité spirituelle du Pape. Il paya, à la requête d'Antonelli, le premier subside mensuel de 50 000 scudi, que le gouvernement avait promis³. Tout le cabinet partageait son désir de prouver à l'Europe que, Rome une fois occupée, on n'userait plus de violence et que l'autorité spirituelle du Pape était aussi en sécurité que protégée par son propre drapeau. Une politique plus hardie aurait été plus sage. Si le Pape avait été assez effrayé pour s'enfuir de Rome, l'Italie aurait, depuis ce jour, continué son chemin, délivrée du poids de sa présence; et, après le premier choc, la vie religieuse, aussi bien que la vie politique de la nation, y auraient énormément gagné. L'Europe n'avait pas à ce moment-là le pouvoir d'intervenir, et elle se serait inclinée devant le fait accompli. La Papauté, poussée dans un milieu nouveau, aurait pu secouer les traditions de Rome, et dans ce milieu nouveau gagner une vie nouvelle.

L'Italie choisit la modération; elle en supporte les conséquences. Il fut bientôt clair qu'aucune proposition de conciliation ne gagnerait le Vatican. Il parut d'abord y avoir quelque espoir. Pie était disposé à accepter l'inévitable, et à voir le doigt de Dieu dans la destruction du Pouvoir Temporel⁴; malgré toute l'influence des Jésuites, il décida de rester à Rome. Antonelli appuya fortement sa résolution; et, bien que le gouvernement anglais, et probablement d'autres, lui eussent offert un refuge temporaire, leurs invitations étaient froides

1. Cadorna, *op. cit.*, 199, 248-254; Balan, *op. cit.*, II, 1019-1025, 1042-1045; Correspondence-Rome (1870), 37, 50, 62; Castagnola, *op. cit.*, 65; rien ne confirme ce que dit Beaufort, *op. cit.*, 362. Pour la diminution dans le nombre des crimes après l'occupation, voir Gladstone, dans la *Quarterly Review*, de janvier 1875.

2. Cadorna, *op. cit.*, 218, 263; Beaufort, *op. cit.*, 382; Pantaleoni, *Idea italiana*, 104-105.

3. Cadorna, *op. cit.*, 269; Guiccioli, *op. cit.*, I, 319-320.

4. Correspondence-Rome (1870), 41; Diamilla-Müller, *op. cit.*, 414; Tavallini, *op. cit.*, II, 414; *Roma settembre*, etc. (Note du 30 septembre).

et forcées ¹. Mais un conflit avec les Italiens était inévitable. Avec une sagesse douteuse, le gouvernement prit possession du palais du Quirinal appartenant au Pape, et les versions cyniquement fausses qu'Antonelli donna de cet acte ² provoquèrent l'indignation des catholiques, qui fut chauffée à blanc. Pour obéir aux clameurs catholiques, le Pape refusa de recevoir de nouveau le subside du gouvernement, et lança l'excommunication majeure sur tous ceux qui avaient pris part au renversement du Pouvoir Temporel (1^{or} novembre). Dans l'intervalle, certaines choses avaient forcé le gouvernement à s'écarter des concessions plus larges qu'il avait l'intention de faire. Le plébiscite (20 octobre) réunit 133 000 votes en faveur de l'annexion et 1 500 contre, sur 167 000 électeurs inscrits; bien que probablement les partisans du Pape eussent craint d'aller au scrutin ou eussent trouvé inutile de voter ³, ces chiffres prouvèrent de quelle façon accablante, les sympathies des Romains étaient portées vers l'union. L'immunité proposée pour la Cité Léonine, que le gouvernement aurait volontiers accordée comme prix de la bienveillance du Pape, avait été détruite par l'occupation du 21 septembre et par le refus d'Antonelli de créer ce qui aurait été un asile pour les criminels et les révolutionnaires ⁴. Un projet de faire Rome capitale honoraire, comme Ricasoli l'avait proposé quatre ans auparavant, disparut devant une désapprobation générale. Le ministère décida de transférer le siège du gouvernement à Rome; et, bien que Lanza, surtout pour laisser une dernière porte à la réconciliation, obtint qu'on en retarderait le transfert jusqu'à l'été suivant, le parlement refusa d'accorder un délai plus long.

Il restait maintenant à passer la Loi des Garanties, qui devait régler les relations de l'Église et de l'État, et donner au Pape la liberté spirituelle promise. Il n'y avait que trois ans que le parlement avait repoussé le projet de Ricasoli sur

1. Cadorna, *op. cit.*, 269-270; *Roma settembre, etc., passim*; Correspondence-Rome (1870), 4, 61; Rothan, *op. cit.*, II, 120-121.

2. Cadorna, *op. cit.*, 450-451, 543.

3. Correspondence-Rome (1870), 39; Curci, *Vaticano regio*, 200-201. Dans la ville elle-même, les chiffres furent : 40 000 pour l'annexion, 46 contre. Le gouvernement évita soigneusement d'exercer aucune pression : Cadorna, *op. cit.*, 232, 374, 544.

4. Guiccioli, *op. cit.*, I, 304; Ricasoli, *op. cit.*, X, 127; Castagnola, *op. cit.*, 27, 58; *Roma settembre, etc.* (lettre du 25 septembre).

l'Église libre ; maintenant, les principes de ce projet étaient universellement adoptés. Mais les anciennes lignes de démarcation réapparaissaient parmi ses partisans. Tandis que quelques-uns ne voyaient que le but politique, — justifier l'Italie aux yeux de l'Europe catholique, arracher le Pape à son hostilité, permettre au moins une trêve entre l'Église et l'État, — Ricasoli et son parti s'inquiétaient, avant tout, de savoir si la nouvelle organisation serait fertile en résultats spirituels. « La religion en Italie », gémissaient-ils, est « du formalisme ou une superfluité » ; le mouvement catholique libéral avait donné peu de fruits et prouvé qu'il y avait dans le clergé italien peu de matériaux pour une réforme. Le salut ne viendrait que des laïques, et ils comptaient sur la nouvelle législation pour placer la souveraineté de l'Église dans « la communion des fidèles »¹. Pour la doctrine, ils étaient conservateurs, cherchant seulement à rejeter les innovations du Syllabus et de l'infailibilité. Leur but était moral : régénérer l'Église, fermer la plaie du divorce existant entre elle et le patriotisme, donner une nouvelle vie au catholicisme et secouer le peuple de sa torpeur religieuse. Mais il était difficile de mettre d'accord les fins des réformateurs avec celles des hommes politiques. Tout ce qui avait trait à la réforme de l'Église ne devait rendre que plus lointaine la réconciliation de la Papauté. Rien ne pouvait être plus désagréable aux pouvoirs qui gouvernaient l'Église catholique que de donner des droits statutaires au bas clergé et aux laïques ou d'amener les discussions intérieures de l'Église devant des tribunaux civils. Toute la politique récente de l'Église avait tendu à l'autocratie, et la Papauté ne pouvait accepter une politique qui émancipait le bas clergé du despotisme des évêques, bien plus, qui donnait le réel pouvoir de contrôle aux laïques et réduisait le Pape et la hiérarchie aux conditions des premiers temps de l'Église. Les hommes politiques se souciaient peu des espérances religieuses de Ricasoli et refusaient d'aliéner complètement le Pape, en vue de résultats spirituels éloignés. En somme, entre l'hostilité de l'Église et l'indifférence du pays, la politique plus large de Ricasoli aurait eu probablement peu de chances de succès. Mais comme solution de la controverse entre l'Italie

1. Ricasoli, *Lettere*, X, 217-218 ; Balan, *op. cit.*, II, 1038-1041 ; Serra-Gropelli, *Cinque-piaghe*, 59-61, 78.

et la Papauté, le projet de l'Église libre, sous son aspect le plus étroit, avait conquis la grande masse des Libéraux. Ceux qui craignaient le plus le pouvoir de l'Église émancipée, qui avaient peur qu'il n'affaîsât encore la vie religieuse de la nation, étaient cependant disposés à l'accepter comme le seul moyen de satisfaire l'opinion catholique, de rendre possible au Roi et au Pape de vivre en paix côte à côte à Rome, de soulager la gêne internationale qui suivait l'occupation de la ville. Mais s'ils acceptaient le principe, leurs craintes se firent jour à travers tous les détails du projet, lorsqu'il vint en discussion devant le parlement. Sella et un grand nombre de ses partisans parmi les députés, ne voulaient donner à l'Église rien de plus qu'une liberté limitée, et conserver à l'État ses pouvoirs de défense contre l'hostilité cléricalle. La loi commune du pays, avançaient-ils, ne pouvait atteindre des actes appartenant à une sphère en dehors de sa compétence; nulle mesure répressive ne pouvait désarmer l'impalpable hostilité de la chaire ou du confessionnal, et l'État ne pouvait se sauvegarder que par ses anciennes précautions préventives. En vérité, sans la pression ministérielle, le projet de loi aurait probablement échoué à la Chambre.

Le fait est que, lorsqu'on toucha aux détails, il fut reconnu par tous les partis qu'il était impossible de pousser les principes de l'Église libre à leur conclusion logique. La Loi des Garanties confirma le Pape dans ses droits et prérogatives de souveraineté, déclara sa personne inviolable, et punit les attaques faites contre lui au même degré que les attaques contre le Roi. On lui garantit la libre jouissance des palais du Vatican et du Latran et une grosse pension annuelle. Ces palais et les endroits où siégeaient le Conclave et le Concile général furent déclarés hors de la juridiction de l'État. On donna au Pape des facilités spéciales pour la poste et les télégraphes, afin que sa correspondance avec le monde catholique pût être libre. Jusque-là, la ligne de conduite du parlement était claire. Les difficultés s'élevèrent avec la seconde partie de la loi qui délimitait les nouvelles libertés de l'Église en Italie. On garantissait au Pape une liberté complète dans l'exercice de son ministère spirituel et dans sa correspondance avec les évêques. L'État abandonnait son droit de nommer les évêques, renonçait au serment de fidélité, à

l'exequatur et au *placet*, sauf provisoirement en tant que ces derniers s'appliquaient à la propriété de l'Église, et cela même fut abandonné pour Rome et ses environs. Cette loi abrogeait l'ancien droit d'appel aux tribunaux civils contre un ecclésiastique qui abusait de ses fonctions, dans des questions purement spirituelles ou des questions de discipline ecclésiastique, à moins qu'un abus de cette sorte fût contraire à la loi du pays ou nuisible à l'ordre public ou aux droits privés. Mais la suite a montré combien étaient sages les précautions de Sella et de son parti. La force des circonstances a rendu quelques-unes de ces concessions plus nominales que réelles : *L'exequatur* et le *placet* pour la prise de possession du bénéfice diocésain ou d'un bénéfice paroissial, subsistent toujours, car la nouvelle distribution des revenus du clergé, dont l'accomplissement devait marquer la fin de ces obligations, n'a jamais été faite ; et, de la façon dont les interprètent les tribunaux, elles ont conservé à l'État de grands pouvoirs de contrôle sur le clergé. Tout ecclésiastique qui n'accomplit pas ses fonctions d'après ce que requiert la loi canonique, ou qui en abuse à propos des élections, est exposé à être privé de son traitement, et on a réclamé que ce pouvoir pût être employé pour protéger les prêtres nationaux dépouillés de leurs cures par un évêque. D'après le code pénal, un ecclésiastique peut être puni pour avoir incité à désobéir aux lois ou pour avoir refusé d'accomplir les rites de la religion, dans le cas où un pareil refus aurait pour but de provoquer des désordres publics. Les séminaires, sauf à Rome et dans ses environs, sont soumis à une inspection de l'État et à une surveillance. L'Église ne peut non plus faire aucune nouvelle répartition des revenus du clergé sans le consentement de l'État. La Loi des Garanties fut élaborée avec beaucoup d'hésitation, mais en parfaite bonne foi ; et, si le Vatican avait cherché la paix, elle aurait été observée dans la lettre aussi bien que dans l'esprit. Mais son histoire ultérieure a montré que, là où l'État et l'Église sont sérieusement en conflit, le principe de Cavour ne peut délimiter les confins douteux entre le civil et l'ecclésiastique.

La loi passa au parlement le 21 mars 1871 ; deux mois plus tard, le Pape refusait de la reconnaître ou de l'accepter. Le 2 juillet, le Roi établissait sa résidence à Rome ; le 27 novembre, il ouvrait le parlement dans la nouvelle capitale. Le

grand drame touchait à sa fin. L'unité italienne était complétée par la prise de Rome ; avec la Loi des Garanties, le premier acte de la lutte avec le Pape était fini. Cette lutte poursuit encore son cours et fait chaque jour du mal ; nous ne pouvons que prévoir vaguement ses phases ultérieures. Si la Papauté essaie toujours d'entraîner l'Italie dans une ruine commune, elle pourra réussir en partie et pour un temps. On ne peut que faire des vœux pour qu'un jour l'humanité apparaisse enfin d'une importance plus grande que les objets des sectes et des partis. L'Italie peut se permettre d'attendre. Des Cassandres ont prophétisé sa dissolution depuis trente-cinq ans, et elle est debout et elle restera debout, alors que celles-là sont déjà oubliées. Son unité n'a pas, il est vrai, réalisé tout le bien exagéré qu'on en attendait. Mais elle délivra vingt-cinq millions d'hommes de l'ombre du *sbirro* et de l'espion, qui arrêtait toute croissance ; de la tyrannie ecclésiastique soutenue par le bras puissant de l'État ; des gouvernements qui n'osaient pas progresser. Elle a augmenté la longueur de la vie ; elle a donné à l'Italie des chemins de fer, de meilleures lois, un développement industriel ; elle a fait de la place pour la merveilleuse extension de la coopération, des banques populaires et des sociétés de secours mutuels qui, peut-être, avec une génération de plus, auront beaucoup contribué à lever la malédiction de la pauvreté. Elle a donné aux Italiens un sentiment de fierté, parce qu'ils sont membres d'un grand État et comptent pour quelque chose dans la politique du monde. L'Italie n'est plus la terre du sentimentalisme et de la décadence ; elle est devenue pratique, progressiste, plus ou moins sérieuse. Mais elle porte encore les marques des jours de tyrannie. Elle a encore de terribles ennemis à combattre ; sa pauvreté écrasante, le peu de réalité de sa vie politique, le voutour spirituel qui lui déchire les entrailles. Si un étranger peut s'en rapporter à son propre jugement, il lui manque de la religion, il lui manque le puritanisme de son grand Ricasoli, il lui manque le sentiment du devoir obligatoire que Mazzini prêchait. Il lui faudrait plus de souci de ses déshérités, plus de ce courage qui ne s'épouvante pas de la liberté, une politique de marque plus haute. Elle a besoin d'oublier l'impatience généreuse qui, en se révoltant contre les maux les plus apparents, met en risque de plus grands intérêts et fait peut-être une alliance monstrueuse avec l'en-

nemi permanent. Il faut qu'elle évite les tentations de ce jour à la grande puissance, qu'elle renonce au charlatanisme, aux aventures et au militarisme, qu'elle se dégage des ambitions brillantes qui ne font qu'épuiser ses forces. Mais l'Italie est jeune, elle a du calme, de la docilité, du dévouement, elle possède un idéal humain, une politique étrangère comparativement généreuse. Si ses vertus politiques sont inférieures à celles de quelques autres nations, elle est exempte de quelques-uns de leurs vices. Elle n'a peut-être ni la population ni la richesse nécessaires pour jouer un grand rôle dans la politique européenne, mais elle y représente en somme une politique raisonnable et libérale, à un moment où la raison et le libéralisme sont en baisse. Quand elle aura mis sa maison en ordre, son calme et sa modération, sa sollicitude comparative pour le bien pourront lui donner une influence grande et efficace. Mais elle a besoin d'un autre Cavour, sage, honnête et aimant la liberté, pour balayer les petits hommes dont les craintes et les sottises la retiennent dans son essor. Puisse-t-il bientôt venir pour lui laisser reprendre sa marche !

APPENDICES

A. — CHARLES-ALBERT ET LES CARBONARI

(Vol. I, chap. II.)

Charles-Albert encouragea-t-il explicitement la révolution de 1821 ? Nous avons comme témoignages directs ceux de Santa Rosa et de Charles-Albert, qui se démentent l'un l'autre. Santa Rosa (*Révolution*, 71, publié en 1821) dit que le Prince consentit à se joindre au mouvement. Charles-Albert dans un manuscrit écrit en 1822 (Manno, *Informazioni*, 436) dit qu'il refusa absolument. Voir aussi son affirmation analogue dans Vayra, *Carlo Alberto*, 259. Je préfère croire Santa Rosa parce que (a) Santa Rosa était réputé pour sa loyauté scrupuleuse, ce qui n'était pas le cas de Charles-Albert, (b) Charles-Albert avait un puissant motif pour nier sa complicité, puisque sa rentrée en faveur en dépendait ; (c) les autres personnes présentes à l'entrevue ne contredirent jamais le compte rendu imprimé de Santa Rosa ; (d) Charles-Albert dit lui-même en 1848 qu'il donna la promesse, avec certaines restrictions, de « se placer à la tête de l'armée piémontaise pour seconder le soulèvement lombard » (Leopardi, *Narrazioni*, 253). Cantù (*Cronistoria* II 180) dit qu'il y a des documents qui prouvent l'adhésion de Charles-Albert le soir du 6 mars, mais, autant que je le puis savoir, il n'a jamais répondu à Manno qui le défiait de produire ces preuves. Parmi les témoignages indirects, mais contemporains. « Un officier piémontais », qu'on dit être le cadet de Maistre (*Simple récit*, 39), confirme les dénégations de Charles-Albert. Cesare Balbo, le fils de Prospero (*Sommario*, 449) « savait » que Charles-Albert était sincèrement libéral et passionné pour l'indépendance, mais (Ricotti, *Balbo*, 377) croyait fermement qu'avant que le soulèvement n'éclatât, le Prince rompit franchement avec les révolutionnaires ». Ceci se rapporte probablement à sa révélation ultérieure du complot. Collegno, qui était très intime avec le Prince, dit qu'il exprima son désir d'indépendance (Bianchi, *Diplomazia*, II, 109). Giffenga le jugeait loyal (Manno, *op. cit.*, 661). Thaon de Revel avait de grands soupçons et pensait qu'il dévoila presque des intentions révolutionnaires (*Mémoires*, XIV). Metternich crut d'abord à sa complicité (Vayra, *op. cit.*, 135, 141), mais estima ensuite qu'il n'en existait pas de preuve suffisante (*Mémoires*, III.

526-527) ; tel fut aussi l'avis de Wellington (*Despatches*, New Series, I. 456). Il y eut sans aucun doute des rapports entre Charles-Albert et les conspirateurs lombards ; des messagers vinrent trouver Confalonieri, avec des « messages très étranges » du Prince, bien qu'il fût possible que ceux-ci aient été forgés ou mal délivrés (Casati, *Confalonieri*, I. 107-112 ; Pallavicino, *Memorie*, I. 22-23). Quant à la popularité de Charles-Albert dans l'Italie centrale et méridionale dès 1816, voir Del Cerro dans la *Gazetta litteraria* du 27 octobre 1894. En ce qui concerne l'affirmation suivant laquelle Charles-Albert aurait révélé les détails du complot à Bellegarde après la chute de la Révolution, voir Lezat de Pons, *Études*, 147 ; mais Predari (*Primi Vagiti*, 417) le nie en s'appuyant sur des documents vus par lui à Milan, et Mario (*Mazzini*, 56) montre l'improbabilité de toute cette histoire.

B. — « LA THÉORIE DU POIGNARD »

(Vol. I, chap. VII ; vol. II, chap. XXV.)

Dans une lettre datée du 25 mai 1856, Manin attaqua « la théorie du poignard » comme « la grande ennemie de l'Italie ». Il n'impliqua personne nominativement, mais l'allusion était dirigée contre Mazzini, et on la prit du reste ainsi (voir *Manin e Pallavicino*, 519). L'accusation repose sur des bases fragiles. Mazzini estimait que l'assassinat politique était coupable, si ce n'est dans des cas exceptionnels. Il « abominait toutes les théories du poignard » (*Mazzini, Opere*, III. 41 ; X. 51). Il refusait, il est vrai, de condamner l'assassin honnête comme moralement coupable ; le même code d'éthique qui glorifie Judith, Harmodius et Brutus, honorerait à l'avenir Orsini et Agesilao Milano ; et il ne voulait point jeter la pierre à l'homme qui tuait un traître (*Ib.*, IX. 136). Mais il estimait que l'assassinat est souvent un crime et presque toujours une erreur (*Ib.*, IX. 137-138). C'est, dit-il, « un crime, s'il est commis dans un but de vengeance ou de châtement ; un crime, lorsqu'il y a d'autres routes ouvertes à la liberté ; il est coupable et malentendu, lorsqu'il est dirigé contre un homme dont la tyrannie ne descend pas avec lui dans la tombe » (*Ib.*, X. 54). Ainsi, tandis qu'il était triumvir à Rome, il réprima énergiquement les assassinats politiques à Ancône ; et lorsque Cavour l'accusa de comploter contre la vie de Victor-Emmanuel, Mazzini répondit avec indignation que « sa vie est protégée, d'abord par la Constitution, ensuite par l'inutilité du crime » (*Ib.*, X. 48). L'assassinat n'était donc légitime que lorsque c'était le seul moyen d'attaquer une tyrannie et qu'il avait en même temps quelque chance de renverser cette tyrannie. Quand l'assassinat touchait à l'insurrection et devenait une « arme de guerre irrégulière », comme dans le cas de Marinovich et de Rossi, Mazzini

l'excusait (Ib., IX. 132). Les statuts de la Jeune-Italie ne conseillèrent jamais l'assassinat (Ib., III. 41-42 ; voir aussi Gaiani, *Roman exile*, 115). C'était une de ses différences les plus caractéristiques avec le carbonarisme. En 1858, Mazzini mit Cavour au défi de trouver aucun de ses écrits conseillant autre chose (Ib., X. 48), et, à une date antérieure, il avait déclaré que, sauf peut-être dans quelques loges obscures de la Romagne, la Société n'avait jamais condamné un membre à mort (Ib., III. 42).

Une seule fois, cependant, alors qu'il était encore jeune, Mazzini encouragea l'assassinat. Un Corse nommé Gallenga vint trouver Mazzini en 1833 pour lui dire qu'il avait l'intention d'assassiner Charles-Albert afin de venger un frère qui avait péri pendant la révolution de 1821. Mazzini essaya de le dissuader, mais, n'y réussissant pas et convaincu que Gallenga était un de ceux « que la Providence envoie de temps en temps pour enseigner aux despotes que leur vie peut dépendre de la volonté d'un seul homme », il lui donna un poignard et de l'argent. Gallenga, en arrivant à Turin, se vit surveillé par la police et partit. Il devint plus tard correspondant spécial du *Times* (Ib., III. 340-345). Pinelli fait probablement allusion à cet incident lorsqu'il dit (*Storia*, III. 55-56), sans en donner aucune preuve, que Mazzini soudoya un homme pour assassiner le Roi.

En 1832 ou 1833, trois Italiens, espions supposés du duc de Modène, furent assassinés à Rodez dans le département de l'Aveyron. Pendant le procès à huis clos qui suivit, un décret, qu'on alléguait être de la Jeune-Italie, portant la signature de Mazzini, fut produit, ordonnant leur assassinat ; mais le décret était écrit en mauvais italien (le texte est dans la *Westminster Review* de 1844, 248), les dates ne concordaient pas avec les faits, et le faux était si évident que la cour d'assises de l'Aveyron déclara que le crime avait été commis sans préméditation. Dans ses Mémoires publiés en 1840, Gisquet, qui avait été préfet de police en 1833, répéta la même accusation contre Mazzini : Mazzini lui intenta un procès en diffamation, et le tribunal de Paris, qui jugea cette affaire, acquitta Gisquet pour la raison que l'accusation devait concerner un autre Mazzini ! (Mazzini, *Opere*, III. 35-41). En 1845, Sir John Graham renouvela encore l'accusation à la Chambre des Communes, mais, après avoir vu les documents du procès de l'Aveyron, il se rétracta publiquement (Hansard, *Debates*, LXXX. 238). Il était réservé au correspondant parisien du *Times* de ramasser dix ans plus tard cette calomnie souvent réfutée (*Times* du 25 mars 1864). [Ce fut à ce moment que fut faite par le gouvernement français et quelques conservateurs anglais la honteuse tentative de rattacher Stansfeld à des projets d'assassinat (*Debates*, Hansard, CLXXIV 259-263)].

D'après Tivaroni, *L'Italia*, III. 143, le journal de Mazzini, *l'Italia del Popolo*, commentant en 1850 un assassinat à Pesaro, disait,

« silence, c'est le peuple qui agit pour lui-même », et le même auteur cite d'autres assassinats du temps, qui furent attribués à des Mazziniens. Mais il n'y a aucune preuve pour rattacher soit l'article, soit les assassinats, à Mazzini, pas plus qu'en ce qui concerne le projet d'Orsini d'assassiner en 1853 les officiers de la garnison à Milan.

Le police française essaya d'impliquer Mazzini dans le complot de Grilli et Tibaldi contre l'Empereur en 1857. Les preuves produites sont vagues et suspectes, bien qu'une lettre, qu'on dit être de Mazzini, pût être considérée comme un indice de complicité. (Taxile-Delord, *Second Empire*, II. 110-112 ; La Gorce, *Second Empire*, II. 201-202) ; mais on ne peut accepter les documents produits par la police du Second Empire sans contrôle de leur authenticité. Mazzini ignorait certainement le complot d'Orsini (*Opere*, X. xiv-xv).

Le complot Greco. Pasquale Greco était Calabrais, il prit part aux mouvements révolutionnaires de 1860 et 1862, et il n'est pas improbable qu'il fût un agent à la solde de la police piémontaise (Mazzini, *Opere*, XIV. lxxiv). Au début de 1864, il fut arrêté pour complicité dans un complot d'assassinat contre l'Empereur ; d'après Kératry (*Le 4 Septembre*, cité dans Taxile-Delord, *op. cit.*, III. 470) la police était pour quelque chose dans l'affaire. Lorsqu'il fut jugé, Greco dit que Mazzini avait organisé le complot, et Mazzini fut condamné par contumace. Dans une lettre au *Times* (15 janvier 1864), Mazzini démentit catégoriquement les affirmations de Greco, et le *Times* pensa qu'il y avait « une improbabilité qui sautait aux yeux dans toute l'histoire de Greco ». D'après Diamilla-Müller (*Politica Segreta*, 24-27) Mazzini n'y contribua qu'un peu et involontairement, mais ne le condamna pas lorsqu'il en entendit parler pour la première fois. « Melena » (*Garibaldi*, 172) dit que l'auteur rencontra en octobre 1863 une femme envoyée par Mazzini pour acheter le concours de Garibaldi dans le complot ; mais, comme d'autres affirmations de « Melena », l'histoire est complètement improbable et il n'y a aucune preuve à l'appui.

C. — LE GOUVERNEMENT ANGLAIS ET LES BANDIERAS

(Vol. I, ch. vii.)

Alors qu'il vivait à Londres, en 1844, Mazzini découvrit que des lettres avaient été ouvertes avant de lui être remises (*Opere*, V. 364-365 ; VI. 117-120), et il accusa le gouvernement de communiquer leur contenu au gouvernement de Naples. L'affaire fut portée devant la Chambre des Communes par Thomas Duncombe. Sir James Graham ne nia point que des renseignements n'eussent été donnés au gouvernement napolitain, mais Lord Aberdeen se déshonora en répondant évasivement « qu'on n'avait jamais communiqué à personne

une syllabe de la correspondance (Hansard, *Debates*, LXXVI. 313), et Sir Robert Peel affirma que Lord Aberdeen ne savait rien de l'attaque sur Corfou et ne fit jamais aucune communication à ce sujet (Ib. LXXVII. 748-749). Des comités secrets furent nommés dans les deux Chambres pour faire une enquête. Le comité de la Chambre des Lords rapporta que des renseignements tirés des lettres de Mazzini avaient été communiqués à un gouvernement étranger « mais sans noms, ni détails qui pussent exposer à quelque danger un individu, résidant alors dans un pays étranger auquel les renseignements avaient été envoyés » (sic). [N. B. Les Bandieras n'avaient pas encore débarqué]. Le comité de la Chambre des Communes rapporta qu'« on avait représenté au gouvernement anglais que des complots, dont M. Mazzini était le centre, se tramaient... pour exciter une insurrection en Italie... Le gouvernement anglais lança... un mandat d'ouvrir et d'arrêter les lettres de M. Mazzini. Des renseignements déduits de ces lettres, paraissant au gouvernement anglais calculés pour déjouer cette tentative, furent communiqués à une puissance étrangère ». Mais « les renseignements ainsi communiqués n'étaient pas de nature à compromettre et ne compromirent la sécurité d'aucun individu dans les limites de l'influence de cette puissance étrangère ».

Nisco (*Ferdinando II.* 65), dont le livre est basé sur les archives napolitaines, dit que « les gouvernements autrichiens et napolitains furent avertis par la police anglaise d'une attaque prochaine par les exilés italiens ». D'après les documents officiels publiés dans *Carte Segrete*, II. 431 et dans les *Mémoires* d'Orsini, 270, il est clair que le gouvernement autrichien et le Pape en avaient été préalablement informés. Naturellement les renseignements, une fois envoyés au gouvernement italien, devaient être transmis aux autres. Voir Hansard, *Debates*, LXXV. 892, 973, LXXVI. 212, Gualterio, *Rivolgi-menti*, II. 352. Il est certain que le Foreign Office envoya au gouvernement des Bourbons des renseignements suffisants pour lui permettre d'être prêt pour l'attaque, et c'est lui qui est en partie responsable du sort des Bandieras. En ce qui touche l'ardente indignation contre le gouvernement en Angleterre, voir la *Westminster Review* de septembre 1844, la lettre de Carlyle au *Times* du 19 juin 1844, et Molesworth, *History of England*, II. 133.

D. — ASSASSINAT DE ROSSI

(Vol. I, ch. xv.)

Je n'ai pas vu tous les documents du procès des assassins supposés de Rossi, mais j'ai vu le sommaire, fait évidemment de la main d'un clérical, dans « *Storia dell' assassinio di P. Rossi, tratta dai processie descrittta dalla Civiltà Cattolica* » (Torino, 1854), dont on peut trouver des extraits dans Gennarelli, *Governo pontificio*, II, 361, D'Ideville,

Rossi, Trollope, *Pius IX.*, 277 et seq. La théorie du ministère public était que, pendant tout l'été et l'automne, un complot républicain s'était formé, sous la direction de Sterbini et Ciceruacchio, complot dont Galletti avait lui aussi connaissance; que, vers le commencement de novembre, les plans des conspirateurs furent révélés à Rossi, et que ceux-ci, l'ayant découvert et craignant d'être arrêtés, décidèrent la mort de Rossi; que l'assassinat fut confié à une bande de soixante anciens volontaires, qui l'exécutèrent sans mystère. Les déclarations faites pendant le procès sont suspectes, le témoignage le plus important fut celui d'un criminel à qui on promit sa grâce s'il « mangeait le morceau » (*Storia dell' assassinio*, 7); et, comme le dit Tivaroni, « un jugement par un tribunal du Pape ne peut servir de document historique ». Mais en général, je n'en pense pas moins que ces renseignements sont corrects. La vérité est, je crois, qu'une petite bande d'exaltés, ajoutant foi aux versions exagérées que l'on donnait de la politique de Rossi, et espérant, par la force, une suppression des constitutionnels, se décidèrent à en prendre l'initiative en l'assassinant. Ceci s'appuie sur les faits rapportés par Rusconi, *Memorie*, 47; Leopardi, *Narrazioni*, 368-369; Trollope, *op. cit.*, 276. Les écrivains papalistes et notamment « Un Romano » (*Sulle questioni urgenti*, 19) ont la même opinion. Le fait que Rossi fut averti du sort qui l'attendait (*Storia dell' assassinio*, 79, 80; Bianchi, *Zucchi*, 149) montre que le complot était prémédité et ne fut pas l'œuvre d'un seul fanatique; le journal *Don Pirlone* semble y avoir fait allusion auparavant (*Storia dell' assassinio*, 71). Le passage dont il est fait mention dans Trollope, *op. cit.*, 276, semble impliquer Sterbini.

Niccolini (*Pontificate*, 79), qui était à Rome à ce moment l'attribue à un seul fanatique. Gazola (*Gazola ed il vicariato*, 34) l'attribue aux réactionnaires, mais la seule preuve en faveur de cette théorie se trouve dans Leopardi, *loc. cit.*, qui suggère que les « agents provocateurs » du Pape y étaient pour quelque chose. Les partisans du Pape à Rome se réjouirent de cet acte (Farini, *Roman State*, II, 129); mais, on peut opposer à ceci l'approbation des Libéraux toscans (Pigli, *Riposta*, 103; Guerrazzi, *Appendice*, 85), de Garibaldi (*Memorie*, 213-214), et de Mazzini (voir appendice B), qui tous étaient certainement étrangers au complot.

Il n'y a pas le moindre semblant de raison pour l'attribuer aux Albertistes, malgré les tentatives cléricales (voir *Storia dell' assassinio*, 57), bien que les Albertistes eussent dénoncé Rossi, quelque temps auparavant, comme un ennemi public (*Archivio triennale*, I, 116).

E. — LES DONJONS DE L'INQUISITION

(Vol. I, chap. IV, cl. XVIII.)

Il n'y a aucun doute que, lorsque les « offices » de l'Inquisition

furent ouverts au public le 1^{er} avril 1849, on y vit une grande quantité d'ossements humains et d'instruments de torture. Il en existe d'amples preuves aussi bien de sources cléricales que républicaines et indépendantes. Le clérical Spada qui les visita parle des « trous çà et là avec des fragments d'os », « des fers, anneaux, chaînes et cordes » pour servir à la torture. Le *Roman Advertiser* (l'organe de la colonie anglaise) dit que des foules de visiteurs virent « les donjons sombres, les cavernes voûtées pleines d'ossements, les trappes », etc. Gavazzi vit une trappe couvrant un trou de soixante pieds de profondeur, qui contenait « beaucoup de cheveux humains... pas d'ossements, rien que des cheveux et des cendres », et une autre caverne dans laquelle il y avait « quelques douzaines de squelettes... enterrés dans l'argile », dont les crânes étaient empilés dans un coin. Pianciani (qui était membre de l'Assemblée, et était donc probablement à Rome à ce moment là) dit que tous ceux qui visitèrent les prisons de l'Inquisition virent « des ossements de tous les sexes et de tous les âges..., les bancs de torture, les horribles réchauds, les chaises des juges et les instruments de l'exécuteur... Quelques-uns étaient suspendus aux murs, d'autres cachés dans les coins ; tous étaient bien conservés et soigneusement entretenus comme si l'on s'en servait journellement ». Le livre de Pianciani ressemble cependant quelque peu à une « chronique scandaleuse » et n'est pas toujours bien informé, Beghelli et d'autres mentionnent qu'on trouva dans les cellules un Libournais qui y avait été jeté dix-huit ans auparavant pour blasphème, et un évêque égyptien nommé Cathur, qui était en prison depuis le pontificat de Léon XII, et ne pouvait plus marcher.

Il est permis de se demander si les ossements et les instruments de torture furent apportés dans ces « offices » après que le gouvernement en eut pris possession et afin d'exciter l'indignation. Il est tout à fait certain que les Triumvirs n'auraient pas supporté cette fraude, mais elle peut avoir été faite à leur insu par des employés subalternes. Spada, qui est généralement bien informé et digne de confiance, pensait que les ossements et les instruments de torture avaient évidemment été apportés récemment, et dit que « un morceau du dallage avait été, par inadvertance, laissé en vue (ceci cependant n'explique pas la présence des squelettes dont parle Gavazzi) ; il assure aussi que bien des Romains, qui visitèrent les donjons avant le 1^{er} avril, ne trouvèrent aucune trace d'ossements. Maguire, qui visita les offices après la chute de la république, dit qu'il n'y avait qu'une trappe et qu'elle était improvisée, que les ossements avaient été retirés de dessous les fondations, qui étaient sur l'emplacement d'un ancien cimetière, et que les cellules étaient au deuxième étage et bien éclairées ; mais son témoignage n'a pas grande valeur (a) à cause de ses erreurs habituelles, (b) par la conclusion évidente qu'il ne vit pas les donjons (voir plus bas les preuves données par Gaiani et Pianciani). Il existe

une preuve négative contre l'exactitude de cette découverte, dans le fait que ni Rusconi, ni Gabussi (tous deux républicains modérés) n'en font mention. D'un autre côté, Gavazzi dit que « quand les portes de l'Inquisition furent ouvertes à Rome, je fus le premier à y entrer » Il n'explique pas tout à fait clairement s'il y entra lorsque la République prit pour la première fois possession de Rome ou le premier avril ; mais le contexte semble indiquer fortement le premier cas, et, s'il en est ainsi, son témoignage serait presque concluant. Il est clair que le rédacteur du *Roman Advertiser* ne soupçonnait aucun artifice.

Il y a quelques preuves indirectes en faveur de l'exactitude des découvertes. Lorsqu'il fut emprisonné par l'Inquisition en 1830, Gaiani fut enfermé dans un donjon souterrain non dallé, dans lequel se trouvaient des ossements et des crânes. (Pianciani cite en ce qui concerne l'état effrayant des donjons le témoignage d'un de ses amis qui y fut emprisonné). Pianciani croit, d'après les allusions faites par des hommes connus de lui qui avaient été emprisonnés par l'Inquisition, qu'on y exerçait la torture. Il faut se rappeler que la torture fut pratiquée, à une date encore plus récente, en Sicile, et que les Autrichiens eux-mêmes avaient recours en Lombardie à la faim, à la fustigation répétée et aux poisons pour arracher des aveux. Pianciani rapporte aussi que des ossements humains furent trouvés sous une trappe dans les offices de l'Inquisition à Pérouse en 1849. D'un autre côté, lorsque les Français entrèrent à Rome en 1798, ils trouvèrent les prisons de l'Inquisition salubres et presque vides.

En somme, je trouve si difficile de peser les témoignages touchant l'exactitude des découvertes, que je les donne dans leur entier et que je laisse au lecteur le soin de conclure. (Voir Spada, *Rivoluzione*, III, 35; Campanella et Niccolini, *Gavazzi*, 249-251; *Roman Advertiser*, 1848-1849, 398; Pianciani, *Rome des Papes*, II, 75-85; Gaiani, *Roman Exile*, 148; Beghelli, *Repubblica*, II, 78; Maguire, *Pontificate*, 164-168; La Farina, *Storia*, I, *proemio*; Tournon, *Etudes*, II, 51-52).

F. — GARIBALDI, RATTAZZI ET VICTOR-EMMANUEL EN 1862.

(Vol. II, chap. xxxvi.)

(a) Mars-Avril.

Il est impossible, jusqu'à ce qu'on obtienne de plus amples preuves, de se prononcer d'une façon péremptoire sur la nature de l'entente entre Rattazzi et le Roi d'une part, et Garibaldi de l'autre. Rattazzi déclara à la Chambre (discours du 3 juin 1862) qu'il avait promis à Garibaldi de consolider l'Italie, mais avait refusé de consentir à aucun programme irrégulier; qu'il avait reçu de Menotti Garibaldi la promesse que les gardes mobilisés seraient employés

seulement à combattre le brigandage et agiraient d'après les ordres du gouvernement ; qu'il ne suggéra et ne connut aucune expédition, soit pour le Tyrol, soit « de l'autre côté de l'eau » ; qu'il avait promis à Garibaldi une certaine somme d'argent, mais seulement pour aider quelques-uns des réfugiés à émigrer, et à condition qu'ils quitteraient le pays sans armes. Bixio (discours du 3 juin), qui était présent à l'entrevue de Rattazzi et de Crispi, où beaucoup de ces détails furent réglés, donne une version assez différente. Rattazzi, expose-t-il, dit à Crispi que le gouvernement ne pouvait empêcher qu'un nombre plus ou moins grand d'individus quittassent le pays, mais qu'il ne tolérerait aucune espèce d'expédition ; Bixio confirme l'affirmation de Rattazzi au sujet des promesses de Menotti Garibaldi ; il dit qu'il savait de façon positive que le gouvernement n'avait pas connaissance des projets de Garibaldi, mais il avoue que Garibaldi les communiqua à Guerzoni, qui était secrétaire de Depretis. Dans son discours du 6 juin, il restreint considérablement ses premières affirmations en disant (1) que si le gouvernement eut connaissance des projets, il ne leur donna aucune approbation, (2) que lui-même demanda à Rattazzi s'il seconderait l'expédition, (3) que Rattazzi promit de lui payer une somme déterminée, à condition qu'elle ne serait dépensée que de la façon que le gouvernement désirerait (Rattazzi, dans un discours ultérieur, passa ce dernier point sous silence). Nicotera (discours du 25 novembre 1862), établit que Rattazzi, avant d'entrer au pouvoir, l'invita à une entrevue, et là, s'engagea à armer la nation et à opérer un changement radical dans l'administration. D'après Nicotera, Depretis reçut une place dans le ministère comme garantie pour la Gauche. M^{me} Rattazzi (*Rattazzi*, I, 619) affirme que son mari connaissait les plans de Garibaldi, mais s'opposa à toute invasion de la Vénétie, et essaya d'en dissuader Garibaldi par l'entremise de Bixio et de Depretis. D'après G. Torelli (*Ricordi*, 283-285), Rattazzi protesta qu'il voulait continuer la politique de Ricasoli, se concilier Garibaldi par l'entremise du Roi et d'autres personnes, mais l'empêcher, par la force, s'il était nécessaire, de commettre des actes imprudents. Castelli, qui connaissait bien Rattazzi, pense (*Ricordi*, 205) qu'il luttait contre de grandes difficultés pour maintenir l'autorité du gouvernement.

Mais l'aspect le plus favorable à la politique de Rattazzi trouva peu de crédit dans la Chambre ou au dehors (Boggio, discours du 4 juin ; Tavallini, *Lanza*, I, 283). Ricasoli disait (*Lettere*, VII, 28) qu'il avait des preuves dignes de foi qu'en décembre 1861, Rattazzi promit de venir en aide à Garibaldi pour une expédition en Dalmatie, et de l'envoyer organiser les volontaires dans l'Italie méridionale. Crispi (discours du 3 juin) affirma définitivement que Rattazzi promit un million de lire à Garibaldi pour armer une expédition destinée à porter secours aux Grecs insurgés ; mais il nia qu'il eût aucune

intention d'envahir le Tyrol. Il déclara que Rattazzi, pendant qu'il était à Naples avec le Roi, envoya un télégramme chiffré, disant : « Je suis prêt à donner les armes, Général doit envoyer reçus et indiquer l'endroit. » Guerzoni (*Garibaldi*, II, 285) donne de nouvelles preuves au sujet du million promis. (Voir aussi Cantù, *Cronistoria*, III, 578). Il est tout à fait clair, d'après Guerzoni, *op. cit.*, II, 295, qu'à la fin d'avril il y eut des pourparlers entre Garibaldi et Depretis au sujet d'une invasion du Tyrol. Vers le 7 mai, et comme suite à un message du Roi, Garibaldi semble avoir abandonné, pendant un moment, l'expédition du Tyrol, et être revenu à son plan sur la Grèce (Guerzoni, *op. et loc. cit.*). Non seulement des hommes, des armes et des chemises rouges, mais des ambulances et des biscuits furent rassemblés sur la frontière (discours de Boggio du 4 juin).

Il ne peut y avoir de doute que Garibaldi attendait beaucoup de la nomination de Rattazzi. En mars 1862, il dit que Rattazzi avait promis d'être indépendant de toute influence étrangère et d'essayer d'aller à Rome (Chambers, *Garibaldi*, 179). Quand il vit Rattazzi après sa nomination, il revint, enthousiaste et de lui et du Roi (Guerzoni, *op. cit.*, II, 279-280). « Avec Rattazzi au pouvoir, je puis toujours faire quelque chose » (Tavallini, *op. cit.*, I, 288). Il comptait sur le dévouement de Depretis. Mario (*Bertani*, II, 293) déclare que Garibaldi pensait que Rattazzi entreprendrait sur le champ la libération de la Vénétie. Il est vrai que Garibaldi, dans la lettre qu'il adressa à la Chambre après Sarnico, déclara que Rattazzi se contenta de lui donner de grandes espérances au sujet de la constitution définitive de l'Italie et lui fit des offres pour armer la nation ; mais on ne peut guère douter que Garibaldi ne fit que signer ce que d'autres avaient écrit, et qu'en mettant tout au mieux, la lettre ne dit que la moitié de la vérité (Guerzoni, *op. cit.*, II, 294). Mais, dès le 28 mars, Garibaldi semble avoir été désappointé et indigné contre le gouvernement (Castelli, *Carteggio*, I, 418 ; Chambers, *op. cit.*, 193). Il semblerait que Crispi, Bertani et d'autres aient joué de ces soupçons et aient suggéré que le gouvernement avait des buts ultérieurs en l'envoyant au dehors de l'Italie (Mario, *Garibaldi*, 679 ; voir aussi Mazzini, *Opere*, XIII, cxiii). Ils étaient cependant également opposés à une attaque contre la Vénétie ou le Tyrol, et Garibaldi les accusa de conspirer avec Mazzini pour faire échouer ses plans (Mario, *op. et loc. cit.*).

Vecchi (*Garibaldi*, 338) déclare, sans dire sur quoi il se base, que le plan était d'envahir le Tyrol et de rattacher l'invasion à un soulèvement espéré en Hongrie, mais que, quand Deak en arriva à un compromis avec le gouvernement viennois et que l'espoir de la coopération de la Hongrie disparut, le gouvernement se rendit compte du danger d'une expédition, d'où sa suppression à Sarnico ; voir Guerzoni, *op. cit.*, II, 298.

Pasolini (*Memoirs*, 270) dit que l'Angleterre opposa son veto à une expédition en Albanie, mais il n'en donne pas de preuves. Bonghi (*I partiti*, 243) donne quelques preuves, mais pas concluantes, que Garibaldi correspondit en 1862 avec la cour de Grèce, dans le but apparent d'attaquer les Turcs. D'un autre côté, Vitzthum (*St. Petersburg*, II, 196) pense que les intrigues avaient pour but de placer le prince Amédée sur le trône de Grèce; tel était également l'avis de Bideschini, *Garibaldi*, cité dans Tivaroni, *L'Italia*, II, 418.

(b) *Juin à Août.*

Garibaldi a fait des déclarations absolument contradictoires quant à ses intentions d'aller en Sicile. D'après son journal (cité dans Guerzoni, *op. cit.*, II, 299) il y alla pour prévenir un mouvement autonomiste qu'il croyait être menaçant [Il est possible que ceci fut une déclaration volontairement fausse, afin de couvrir le Roi. Voir Mario, *Nicotera*, 61]. D'après « Melena » (*Garibaldi*, 151), il avoua à la fin de mai qu'il projetait la conquête de Rome, et que c'était dans ce but qu'il allait en Sicile; mais les déclarations de « Melena » sont souvent suspectes. Il avait déjà, avant Sarnico, parlé avec assurance d'aller à Rome, et quand il était à Milan, c'était la mode de porter sur les chapeaux cette devise « Rome ou la mort » (Cantù, *op. cit.*, III, 574). Trois jours avant son discours de Palerme, il écrivit à un ami qu'il « espérait faire quelque chose pour le Roi et le pays » (Vecchi, *op. cit.*, 342). Saffi (*Mazzini, Opere*, XIII, cxxii) pense qu'il avait l'intention d'aller en Grèce, mais que, quand le gouvernement refusa le concours promis, il changea ses batteries et fit de Rome son objectif. De même Salazaro (*Cenni*, 106). Guerzoni (*op. cit.*, II, 300) pense qu'il n'avait pas de but très net en vue lorsqu'il quitta Caprera.

Un des objets de Rattazzi était probablement de faire « jouer » Garibaldi de façon à arracher des concessions à l'Empereur (Bianchi, *Matteucci*, 385).

Quant au rôle joué par le Roi, Garibaldi lut à ses partisans une lettre de lui, offrant de fournir les moyens d'une expédition en Grèce. Ceci se passa, d'après Mario (*Mazzini*, 423) pendant un voyage à Palerme, et, d'après Saffi (*Mazzini, Opere*, XIII, cxxiv), quelques jours avant de mettre à la voile. Garibaldi dit à « Melena » que le Roi donnait son consentement secret à une attaque sur Rome, s'il était prêt en cas d'échec à en assumer la responsabilité (Melena, *op. cit.*, 158). Garibaldi affirma certainement presque jusqu'à la fin que le Roi le soutenait et que, pour cette raison, les ministres n'oseraient pas l'arrêter (Salazaro, *op. cit.*, 104; Chambers, *op. cit.*, 194-196, 207; Vecchi, *op. cit.*, 344). D'un autre côté, le Roi déclara que l'expédition de Rome était la rupture d'une promesse solennelle (Dia-

milla-Müller, *Politica segreta*, 85); et cela est confirmé dans l'ensemble par M. Bianchi (*op. cit.*, 386), qui déclare avoir vu des documents authentiques.

Quant à la part prise par le gouvernement, il y a eu sans doute pendant quelque temps un manque d'instructions nettes pour les fonctionnaires de Sicile. Même Cugia, le gouverneur militaire, se demandait ce qu'il devait faire (Adamoli, *Da San Martino*, 194; Tavallini, *op. cit.*, I, 291; Vecchi, *op. cit.*, 345). On permit aux soldats de s'enrôler parmi les volontaires (Chambers, *op. cit.*, 206; Mazzini, *Opere*, XIII, cxxx). D'après Vecchi (*op. cit.*, 343) 3 000 fusils furent publiquement débarqués par le gouvernement pour Garibaldi. Garibaldi affirma devant Catane qu'il avait une lettre de l'amiral commandant l'escadre italienne, offrant de le conduire à quelque port qu'il lui plairait (Guerzoni, *op. cit.*, II, 309), mais, d'après Zini (*Storia*, II, 1039) c'était simplement une offre de l'emmener à Caprera avec l'idée que les volontaires s'étaient débandés. Garibaldi pensait plus tard (*Memorie*, 401) que les frégates de Catane avaient ordre d'empêcher son évasion, mais que les capitaines fermèrent les yeux. Vecchi (*op. cit.*, 346-347) dit la même chose, et donne des preuves qui, si elles sont vraies, montrent combien les officiers étaient encore peu décidés. Adamoli (*op. cit.*, 214) fait supposer qu'ils doivent avoir vu Garibaldi mettre à la voile. Mais le gouvernement fit tout pour empêcher les volontaires de rejoindre Garibaldi (Ib. 183, 190-191). Il paraît de nouveau y avoir eu quelque entente entre Garibaldi et Depretis. Si ce que dit Cordova est exact (*Discorsi*, I, 141-142) Garibaldi pensait que la proclamation du 3 août était un simple leurre, et dit, aussitôt qu'il vit la signature de Depretis sur cet acte : « nous sommes d'accord avec le gouvernement ».

On dit qu'un parent de Benedetti raconta à Fabrizi que le but du gouvernement était de se débarrasser de Garibaldi (Mario, *op. cit.*, 423). Ceci fut rapporté à Garibaldi. Ricasoli (*op. cit.*, VII, 101) pensa aussi que c'était un piège tendu par Rattazzi pour ruiner Garibaldi. Mais malgré des soupçons analogues et mieux fondés en 1864 et 1867, je ne crois pas que cela soit probable.

En appréciant d'une façon complète toutes les preuves, il faut se souvenir qu'aucune confiance implicite ne peut être accordée aux déclarations de Rattazzi, de Crispi ou de Garibaldi. Les deux premiers étaient fameux pour leur talent d'employer l'équivoque, et un trop grand nombre des déclarations de Garibaldi dans ses *Memorie* et *I mille* sont trop visiblement contraires à la vérité pour permettre qu'on se fie à ses autres déclarations.

G. — NOMENCLATURE POLITIQUE

Je me suis servi uniformément des noms des partis politiques dans

leur signification italienne. Jusqu'à 1844 environ *Libéral* comprend toutes les sections des nationaux, la majorité d'entre elles étant naturellement aussi bien constitutionnelles. Après 1844, tandis que *Libéral* reste en somme le terme générique, la nomenclature commune est *Modérés* et *Démocrates* pour les ailes nationales conservatrice et avancée respectivement, les antinationaux étant des *Réactionnaires* (*retrogradi, reazionari*), ou *Codini* à cause d'une préférence réelle ou supposée pour l'antique perruque avec queue. *Radical* est aussi employé comme synonyme de *Démocrate*. Après 1849, *Conservateur* et *Libéral* sont d'usage commun comme équivalents de *Modéré* et *Démocrate*, et sont peut-être les termes les plus usités pendant la décade; mais, avec le développement de la vie politique dans le Piémont, les noms de partis mieux définis sont *Droite*, *Centre droit*, *Centre gauche*, *Gauche*. En 1860, *Modéré* est de nouveau d'usage commun, mais *Démocrate* est presque supplanté pendant un moment par *Garibaldien*.

TABLES DES MONNAIES, ETC.

PIÉMONT.	{ 1 lira. }	} = 1 fr. plur. = lire.
ensuite Royaume d'Italie.	{ 100 centesimi. . . . }	
LOMBARDIE-VÉNÉTIE.	{ 1 lira autrichienne. . . . }	} = 0 fr. 87.
	{ 100 centesimi. . . . }	
TOSCANE.	{ 1 lira toscane. }	} = 0 fr. 84.
	{ 20 soldi = 240 denari. . . . }	
	{ 1 paolo. }	
ÉTATS DU PAPE.	{ 1 scudo. }	} = 5 fr. 30.
	{ 10 paoli. }	
	{ 100 bajocchi. }	
NAPLES.	{ 1 ducat. }	} = 4 fr. 30.
	{ 10 carlini. }	
	{ 100 grani. }	
SICILE.	{ 1 oncia. }	} = 12 fr. 70.
	{ 30 tari. }	
	{ 600 grani. }	

Lieue piémontaise. = 2461^m, 77.

Lieue toscane. . . = 1641^m, 18.

Lieue romaine. . . = 1399^m, 83.

Lieue napolitaine. } = 1834^m, 26.

Lieue sicilienne. . }

Chilometro italien. = 997^m, 58. pluriel = chilometri.

ROYAUME ITALIEN. . . 1 ettaro = 100 ares. pluriel = ettari.

NAPLES. 1 moggia = 33 ares, 79.

SICILE. 1 salma = 174 ares, 82.

ÉTATS DU PAPE. . . 1 rubbia = 183 ares, 72.



BIBLIOGRAPHIE

DES OUVRAGES CONSULTÉS POUR CE LIVRE

La portion du titre en italique donne la forme abrégée indiquée dans les notes du bas des pages.

Les noms des auteurs des livres anonymes, quand ils sont connus, sont donnés entre crochets. Les dates entre crochets marquent la période à laquelle se rapporte le livre.

Les livres les plus importants sont marqués par un *, les livres indispensables à l'étudiant par un **.

L'Italie en général.

- * ASHLEY. *Life of Viscount Palmerston*, 2 vols. Londres, 1876.
- BADIALI. L. C. Farini. Ravenne, 1878.
- C. BALBO. *Della storia d'Italia Sommario*. Ed. 10. Florence, 1856.
- * BEAUCLERK. *Rural Italy*. Londres, 1888.
- BERTEZIO. *Il regno di Vittorio Emmanuele II*, 8 vols. Turin, 1889, etc.
- ** BIANCHI (N.). *Storia documentata della diplomazia europea in Italia*, 8 vols. Turin, 1865 [1814-1861].
 - *Memorie del generale C. Zucchi*. Milan, 1861.
- * — Carlo Matteucci e l'Italia del suo tempo. Turin, 1874.
- BOLLATI. *Fasti legislativi e parlamentari*, 2 vols. Milan, 1863.
- * BONFADINI. *Vita di Francesco Arese*. Turin, 1894.
- BONGHI. *La vita e i tempi di V. Pasini*. Florence, 1867.
- BOSIO. *Il marchese S. Pes di Villamarina*. Turin, 1864.
- * BOWRING (Sir J.). *Report on the statistics of Tuscany, etc.* Papiers du Parlement, 1837.
- * CANTÙ (C.). *Della indipendenza italiana Cronistoria*, vols. II, III [1814-1870], Naples, 1872-1877.
 - CARANDINI. *Manfredo Fanti*. Vérone, 1872.
- CARBONELLI. *Nicola Mignona nella storia dell'unità d'Italia*. Naples, 1889.
- * CASTELLI. *Ricordi*. Turin, 1888.
- ** — *Carteggio politico*, 2 vols. Turin, 1890-91 [1848-1870].
- CHATEAUVIEUX. *Lettres écrites d'Italie en 1812 et 1813*, 2 vols. Paris, 1816.
- CHIALA. *Giacomo Dina*, vol. I. Turin, 1896.

- COBBETT. *Journal of a Tour in Italy*. Londres, 1830.
- COPPI. *Annali d'Italia dal 1750 al 1849*, vols. VI-XI. Rome et Florence, 1828-1859.
- CORDOVA. *I discorsi parlamentari*, vols. I, II. Rome, 1889.
- CORSI. 1844-1869. Florence, 1870.
- CRISPI. *Scritti e discorsi politici*. Rome, 1890.
- * D'AZEGLIO (C.). *Souvenirs historiques*. Turin, 1884.
- * D'AZEGLIO (M.). *L'Italie de 1847 à 1865*. Correspondance politique. Paris, 1867.
- *Lettere a sua moglie*. Milan, 1870.
- D'AZEGLIO E GUALTERIO a T. Tommasoni. *Carteggio inedito*. Rome, 1885.
- D'AZEGLIO E PANTALEONI. *Carteggio inedito*. Turin, 1888.
- DELLA ROCCA. *Autobiografia di un veterano*, 2 vols. Ed. 2. Bologne, 1897-98.
- D'HAUSSONVILLE. *Histoire de la politique extérieure du gouvernement français*. Paris, 1850.
- D'IDVILLE. *Journal d'un diplomate en Italie*, 2 vols. Paris, 1872.
- FARINI. *Lettere di L. C.* (avec introduction par Borgognone). Ravenne, 1878.
- FINALI. *La vita politica di contemporanei illustri*. Turin, 1895.
- FYFFE. *Modern Europe*. 3 vols. Londres, 1880-1889.
- ** GUALTERIO. *Gli ultimi rivolgimenti italiani*, 4 vols. Florence, 1850 [1831-1847] (I = volume I^o, parte I^a; II = vol. I^o, parte 2^a; III = Documenti; IV = parte 2^a).
- GUERZONI. *La vita di Nino Bixio*. Florence, 1875.
- * GUIZOT. *Mémoires*, 8 vols. Paris, 1858-67.
- *Histoire parlementaire de France*. Recueil des discours, etc., 5 vols. Paris, 1863.
- HANSARD. *Parliamentary Debates*.
- HARCOURT. *Les quatre ministres de M. Drouyn de Lhuys*. Paris, 1882.
- LA CECILIA. *Memorie storico-politiche dal 1820 al 1876*. Rome, 1876.
- LA FARINA. *Storia d'Italia*, 5 vols. Turin, 1851 [1815-1849].
- * — *Epistolario*, 2 vols. Milan, 1869.
- LAING. *Notes of a traveller in France and Italy*. Londres, 1842.
- * LEOPARDI (P.-S.). *Narrazioni storiche*. Turin, 1856.
- * MARIO (J.-W.). *Agostino Bertani e i suoi tempi*, 2 vols. Florence, 1888.
- Carlo Cattaneo. Rome, 1884.
- MARTIN (Sir Th.). *Life of..... Prince Consort*, 6 vols. Londres, 1875.
- MARTINENGO-CESADESCO. *Italian Characters*. Londres, 1890.
- * MARTINI. *Storia d'Italia*, 4 vols. Capolago, 1852 [-1821].
- MASI. *Fra libri e recordi*. Bologna, 1887.
- * MASSARI. Il generale Alfonso *La Marmora*. Florence, 1880.
- * METTERNICH. *Mémoires*, 7 vols. Paris, 1881.
- * MINGHETTI. *Ricordi*, 3 vols. (incomplets). Turin, 1889, etc.
- MIRONE. *Cenni storici sul gen. N. Fabrizi*. Catania, 1886.
- MISLEY. Voir *Siotto-Pintor*.
- * MITTERMEIER. *Delle condizioni d'Italia* (traduit des Italienische Zustände). Milan, 1845.
- MONNIER (Marc). *L'Italie est-elle la terre des morts?* Paris, 1860.
- MORGAN (Lady). *Italy*, 2 vols. Londres, 1821.

- NISCO. *Storia d'Italia*, 3 vols. Rome, 1881.
- ORSINI. *Memoirs* (traduction anglaise). Edimbourg, 1857.
- MAZZINI, etc. *Lettere di*. Ed. 2. Milan, 1862 (références après 1849 à Ed. 1, en 2 vols, 1861).
- PALLAVICINO. *Memorie*, 3 vols. Turin, 1882, etc.
- * PANIZZI. *Lettere ad A.* Florence, 1880.
- PASOLINI. *Memoirs* (traduct. angl.). Londres, 1885.
- PEPE. *Memoirs*, 3 vols. Londres, 1846.
- POGGI. *Storia d'Italia*, 2 vols. Florence, 1883 [1814-1846].
- * RANALLI. *Istorie italiane*. Ed. 3, 4 vols. Florence, 1859 [1846-1853].
- * RATTAZZI (M^{me}). *Rattazzi et son temps*, 2 vols. Paris, 1881.
- v. RAUMER. *Italy and the Italians* (traduct. angl.), 2 vols. Londres, 1840.
- ** RICASOLI. *Lettere e documenti*, 10 vols. Florence, 1887, etc.
- Rivista storica del risorgimento italiano (Riv. stor. del risorg.)*. Turin, 1896-1898.
- * SACCHI. *Intorno all' attuale stato dell' elementare istruzione in Lombardia*. Milan, 1834.
- SCLOPIS. *Legislazione italiana*. Vol. III. Turin, 1864.
- SENIOR. *Journals in France and Italy*, 2 vols. Londres, 1871.
- * SERRISTORI. *Statistica dell' Italia*. Ed. 2. Florence, 1842.
- SETTEMBRINI. *Lezioni di letteratura italiana*. Vol. III. Naples, 1877.
- [SIOTTO PINTOR]. *Mémoire justificatif d'un proscrit*. Genève, 1853 (le Vol. II est de Misley).
- SPAVENTA. *Dal 1848 al 1861*. Naples, 1898.
- STOCKMAR. *Memoirs*, 2 vols. Londres, 1872.
- * TAVALLINI. *La vita e i tempi di G. Lanza*, 2 vols. Turin, 1887.
- * TIVARONI. *L'Italia durante il dominio austriaco*, 3 vols. Milan, 1892-94 [1814-1849].
- *L'Italia degli Italiani*, 3 vols. Milan, 1895-97 [1849-1870].
- TORELLI (G.). *Ricordi politici*. Milan, 1873.
- VALERY. *Voyages en Italie*. Bruxelles, 1835.
- VANNUCCI. *I martiri della libertà italiana*. Florence, 1860.
- * VEROLI (G. -N.). *Pepoli* (dans *Rivista Europea*, XXVIII-XXX).
- WALPOLE. *Life of Lord John Russell*, 2 vols. Londres, 1889.
- WHITESIDE. *Italy in the Nineteenth century*, 3 vols. Londres, 1848.
- ZINI. *Storia d'Italia*, 4 vols. (deux de documents). Milan, 1875 [1849-66].

Piémont (jusqu'à et y compris Charles-Albert).

- BERT. I Valdesi. Turin, 1849.
- BERTI. *Cesare Alfieri*. Rome, 1877.
- * BIANCHI (N.). *Storia della monarchia piemontese*, 4 vols. [-1820].
- * BIANCHI (N.). *Scritti e lettere di Carlo Alberto*. Rome, 1879.
- * BOGGIO. *La chiesa e il stato in Piemonte*. Turin, 1854 [1814-1854].
- BROFFERIO. *Storia del Piemonte*, 3 vols. Turin, 1849-52 [1800-46].
- *I miei tempi*, 12 vols. Turin, 1859.
- * — *Storia del parlamento subalpino*, 6 vols. Milan, 1865.
- CAPPELLETTI. *Storia di Carlo Alberto*. Rome, 1891.
- CARUTTI. *La cour de Turin et les traités de 1815*. Florence, 1871.
- CEVASCO. *Statistique de la ville de Gènes*, 2 vols. Gènes, 1838.

- CIBRARIO. Ricordi d'una *missione*.... al re Carlo Alberto. Turin, 1850 (réimprimé avec quelques additions sous le titre de *Notizie* sulla vita di C. Alberto. Turin, 1861).
- Origini.... della monarchia di Savoia, 2 vols. Turin, 1854.
- COSTA DE BEAUREGARD. Jeunesse du roi Charles-Albert. Paris, 1889.
- Curiosità* e ricerche della storia subalpina. Turin.
- DAL POZZO. Motifs de la publicité, etc. Paris, 1831.
- * DELLA MARGHERITA. *Memorandum* storico-politico. Turin, 1851.
- EANDI. Statistica della provincia di *Saluzzo*, 2 vols. Saluce, 1833.
- GUALTERIO. Delle negative date dal conte Della Margherita. Gènes, 1852.
- Informazioni statistiche per gli stati di sua maestà in terraferma, 4 vols.
- MANNO. Una scorsa nel mio portafogli (dans *Curiosità*, etc., XVIII). Turin, 1882.
- *Spicelegio* nel regno di Carlo Alberto (dans *Curiosità*, etc., X).
- Per nozze auguste di Tommaso di Savoia. Turin, 1883.
- MASI. Il segreto del re Carlo Alberto (dans la Nuova Antologia, de sept.-oct. 1890).
- [PARETO et autres]. Descrizione di *Genova* e del Genovesato, 2 vols. Gènes, 1846.
- * PINELLI. *Storia* militare del Piemonte, 3 vols. Turin, 1854 [-1849].
- PORTALIS. *Code civil* du royaume de Sardaigne. Paris, 1844.
- RUFFINI. Lorenzo Benoni. Edimbourg, 1853.
- SCLOPIS. Storia della legislazione negli stati del re di *Sardegna* dal 1814 al 1847. Turin, 1860 (republié dans sa *Legislazione Italiana*).
- VAYRA. La leggenda di una corona. *Carlo Alberto* e le perfidie austriache. Turin, 1896.

Lombardie-Vénétie.

- « ANONIMO LOMBARDO » [L. Torelli]. *Pensieri* sull' Italia. Paris, 1846.
- BIANCHI-GIOVINI. L'Austria in Italia. Turin, 1853.
- *Gravami* contro l'Austria. Venise, 1849.
- * BONFADINI. Un *mezzosecolo* di patriottismo. Milan, 1882.
- British and foreign review, vol. XXVIII.
- * CANTÙ (C.) et autres. *Milano* e il suo territorio, 2 vols. Milan, 1844.
- * *Carte segrete*.... della polizia austriaca in Italia, 3 vols. Capolago, 1851.
- DAL POZZO. Della felicità che gl'Italiani possono e debbono dal governo austriaco procacciarsi. Paris, 1833.
- Del governo austriaco (in Documenti della guerra santa). Capolago, 1850.
- Doveri dei sudditi verso il loro monarca. Milan, 1824.
- * JACINI. La *proprietà* fondiaria e la popolazione agricola in Lombardia. Milan, 1856.
- * LORENZONI. *Istituzioni* del diritto pubblico, 4 vols. Padoue, 1835.
- MASSARANI. Carlo *Tenca*. Milan, 1886.
- Cesare *Correnti*. Rome, 1890.
- MENEHINI. *Imposte* ed estorsioni austriache nella Venezia. Turin, 1859.
- Sulla *condizione* finanziaria delle provincie.... soggette all' Austria. Turin, 1864.
- MERLINI. Il passato della industria manifatturiera in Lombardia. Milan, 1857.
- MISLEY. *L'Italie* sous la domination autrichienne. Paris, 1832.

- MORPURGO. *Saggi statistici ed economici sul Veneto*. Padoue, 1868.
 MUTINELLI. *Annali delle province venete*. Venise, 1843.
 Organismo amministrativo-politico del regno Lombardo-Veneto. Vienne, 1843.
 Rapporto della camera di commercio di Milano. Milan, 1857.
 ROSA. *Notizie statistiche della provincia di Bergamo*. Bergamo, 1858.
 TEGOBORSKI. *Des finances et du crédit public de l'Autriche*. Paris, 1843.
 VALENTINI. *La perequazione delle imposte prediali*. Milan, 1858.
 Venezia e le sue lagune. Venise, 1847.
 VISCONTI-VENOSTA. *Notizie statistiche intorno alla Valtellina*. Milan, 1844.
 [ZAJOTTI]. *Semplice verità*. Paris, 1834.

Toscane.

- * BALDASSERONI. *Leopoldo II e i suoi tempi*. Florence, 1871.
 CAPPONI. *Lettere*, 6 vols. Florence, 1883-90.
 * — *Scritti editi e inediti*, 2 vols. Florence, 1877.
 CELLINI. *Ricordi intorno G. Vieusseux*. Florence, 1869.
 Cenni sopra le basi del sistema municipale Toscana. Livourne, 1847.
 CINI. *Della tassa sulla rendita*. Florence, 1850.
 * DEL CERRO. *Misteri di Polizia*. Florence, 1890.
 * GALEOTTI. *Delle leggi e dell'amministrazione della Toscana*. Florence, 1847.
 GENNARELLI. *Capitoli per la libertà religiosa e pontificia*. Florence, 1870.
 GIUSTI. *Epistolario*. Florence, 1882.
 * — *Poesie*.
 — *Memorie*. Ed. 2. Milan, 1890.
 GUERRAZZI. *Memorie*. Livourne, 1848.
 HORNER. *Giuseppe Giusti and his times*, 1864.
 LA VARENNE. *L'Italie centrale*. Meully, 1859.
 LUSHINGTON. *The Italian war and the last Italian poet*, 1859.
 MARCOTTI. *Cronache segrete della polizia Toscana*. Florence, 1898.
 * MONTANELLI. *Memorie sull'Italia*, 2 vols. Turin, 1853.
 REUMONT. *Gino Capponi e il suo secolo*, 2 vols. 1881.
 TABBARRONI. *Gino Capponi*. Florence, 1859.
 TRONCI. *Annali Pisani*. Vol. II. Pise, 1868.
 VANNUCCI. *Ricordi di Niccolini*, 1866.
 * ZOBBI. *Storia civile della Toscana*. Vols IV, V. Florence, 1850-52 [1814-1848].
 * — *Memorie economico-politiche sulla Toscana*, 2 vols. Florence, 1860.

Modène, Parme, Lucques.

- BAYARD DE VOLO. *Vita di Francesco V*, 4 vols. Modène, 1878-85 [1847-1859].
 * BIANCHI (N.). *I ducati estensi*, 2 vols. Turin, 1852 [1815-1850].
 Borboni di Parma (I). ... dal 1847 al 1859. Parme, 1860.
Documenti riguardanti il governo degli austro-estensi in *Modena*, 3 vols. Modène, 1860.
 FORNACIARI. *Della povertà in Lucca*. Lucques, 1841.

- GALVANI. Memorie storiche intorno la vita di S. A. R. *Francesco IV*,
4 vols. Modène, 1847 [1814-1845].
- MASSEI. Storia civile di Lucca. Vol. II. Lucques, 1878 [1814-1847].
— Dell' arte della setta in Lucca. Lucques, 1843.
- MAZZAROSA. Le pratiche della campagna Lucchese. Lucques, 1846.
Sulle legi e l'amministrazione dei domini estensi. « Italia », 1833.
Voce della verità. Modène, 1831, etc.

États du Pape.

- ABOUT. Question romaine, Bruxelles, 1859.
— Rome contemporaine. Paris, 1861.
- CALINDRI. *Saggio* statistico-storico del pontificio stato, 2 vols. Pérouse, 1829.
- CAPPELLI. Reflessioni sul sistema amministrativo dello stato pontificio, 1847.
- CHAILLLOT. *Souvenirs* d'un prélat romain (dans la Revue Britannique, sept. 1895).
- CHATEAUBRIANT. *Mémoires* d'outre-tombe. Vols. IV, V. Bruxelles, 1849.
- CONSALVI. Mémoires de (Introduction par Crétineau-Joly), 2 vols. Paris, 1864.
- CRÉTINEAU-JOLY. *L'église romaine* en face de la Révolution. Paris, 1860.
- DAUDET. Le cardinal Consalvi. Paris, 1866.
- DIDIER. *Campagne* de Rome. Paris, 1844.
- DINI. Dell' indole dei Marchigiani. Ancône, 1873.
- * FARINI (*Stato Romano*). The *Roman state* (traduction angl. par M. Gladstone, 4 vols. Londres, 1851-54 [1814-1849]).
- GATANI. *The Roman exile*. Boston, 1856.
- * GALEOTTI. Della *sovranità* e del governo temporale dei Papi. Ed. 2. Capolago, 1847.
- * GALLI. *Cenni* economico-statistici sullo stato pontificio. Rome, 1840.
- GALLO. L'industrialismo. « Italia », 1831.
- GAVAZZI. *The Four last Popes*. Londres, 1858.
- GREGOROVIVS. Diari romani (traduct. ital. de Römische Tagebücher). Milan, 1895.
- * GENNARELLI. Il *governo pontificio* e lo stato romano, 2 vols. Prato, 1860.
— *I lutti* dello stato romano. Florence, 1860.
- * *Gouvernement temporel* des Papes (Le), jugé par la diplomatie française. Paris, 1862.
- LAMENNAIS. Affaires de Rome.
- MARCOLINI. Notizie storiche delle provincie di Pesaro e Urbino. Pesaro, 1868.
« Miscellaneous Documents » (Musée Britannique, 4 863, f. 1).
« Miscellaneous Edicts » (Musée Britannique, tab. 1 325, a. 1).
- PERALDI. Considerazioni politiche sul governo del stato pontificio. Pesaro, 1832.
- PERFETTI. *Ricordi* di Roma. Florence, 1861.
- * [PIANCIANI]. La Rome des Papes, 3 vols. Bâle, 1859.
- Poche cose sulla sovranità.... del Papa. Rome, 1849.
- PUJOS. De la *législation* des États pontificaux. Paris, 1862.
- * Raccolta delle leggi.... nello stato pontificio, 7 vols. Rome, 1834.
- * SALVAGNI. La *corte* e la Società *Romana* (références faites à la traduct. angl. intitulée « Rome, its princes, priests and people », 3 vols. Londres, 1885).

SAUZET. *Rome* devant l'Europe. Paris, 1860.

TOURNON. *Études* statistiques sur Rome, 2 vols. Ed. 2. Paris, 1855.

* « UN GALANTUOMO ». *Indirizzo* al successore di Gregorio XVI. « Italia », 1846.

WISEMAN. *Recollections of the four last Popes*. Londres, 1858. Voir aussi plus bas « Papal Question 1849-1870 ».

Naples et Sicile.

AFAN DI RIVERA. *Pensieri sulla Sicilia*. Naples, 1820.

— *Considerazioni su i mezzi da restituirsì, etc.*, 2 vols. Naples, 1832.

BALSAMO. *Memorie inedite*, 2 vols. Palerme, 1845.

— *Sulla istoria moderna del regno di Sicilia*. Palerme [1848].

* BIANCHINI. *Della storia delle finanze del regno di Napoli*. Palerme, 1839.

* — *Della storia economico-civile di Sicilia*. Vol. II. Naples, 1841.

BIANCHINI (G.). *Le condizioni* presenti della Sicilia. Milan, 1895.

* BRACCI. *Memorie storiche intorno al governo della Sicilia*. Palerme, 1870.

Carlo Poerio and the Neapolitan police. Londres, 1858.

G. D. V. *Cenni sulle cause ed effetti dell'attuale condizione, etc.* Naples, 1830.

* COLLETTA. *Storia del reame di Napoli*. Capolago, 1834.

COPPI. *Discorso sull'agricoltura di Sicilia*. Rome, 1839.

D'ANCONA. *Carteggio di Michele Amari*, 2 vols. Turin, 1896.

D'AYALA (Mar.). *Vita del re di Napoli*. Turin, 1856.

D'AYALA (Mich.). *Memorie di Mariano d'Ayala e del suo tempo*. Turin, 1886.

DE AUGUSTINIS. *Della condizione economica del regno di Napoli*. Naples, 1833.

DE CESARE. *Delle condizioni economiche..... di Puglia*. Naples, 1859.

De la Sicile et de ses rapports avec l'Angleterre. Paris, 1827.

DELLA VALLE. *Considerazioni sul basso prezzo de' prodotti*. Naples, 1833.

DIDIER. *Question sicilienne*. Paris, 1849.

* FRANCHETTI. *Condizioni..... delle provincie Napolitane*. Florence, 1875.

* — *Condizioni politiche e amministrativi della Sicilia*. Florence, 1877.

GIULIOMONDO. *Memorie*. Naples, 1835.

GREGORIO. *Discorso intorno alla Sicilia*, 2 vols. Palerme, 1821.

HERVEY-SAINT-DENYS. *Histoire de la Révolution dans les Deux-Sicules depuis 1793*. Paris, 1856.

* M. L. R[OTONDE]. *Saggio politico su la popolazione..... del regno delle Due Sicilie al di qua del Faro*. Naples, 1834.

MILLINET. *Coup d'œil sur l'industrie*. Naples, 1832.

MONNIER (Marc). *La Camorre*. Paris, 1863.

MORTILLARO. *Légendes historiques siciliennes*. Palerme, 1889.

— *Reminiscenze de' miei tempi*. Palerme, 1865.

Napoli e le sue vicinanze. Naples, 1845.

* NISCO. *Il reame di Napoli sotto Francesco I.* Naples, 1893.

* — *Ferdinando II e il suo regno*. Naples, 1884.

* — *Francesco II.* Naples, 1887.

Notizie su lo stato..... delle finanze dal 1 gennaio 1831 a tutto dicembre 1847. Naples, 1848.

- ORLOFF. Mémoires sur le royaume de Naples. Paris, 1821.
 PALMERI. *Saggio sulle cause..... delle angustie attuali dell' economia agraria*. Palerme, 1826.
 PALMIERI DE' MICCICHÉ. *Pensées et souvenirs*, 2 vols. Paris, 1830.
 — Mœurs de la Cour des Deux-Siciles. Paris, 1837.
 PANTALEONI E LUMIA. *Mémoire historique sur les droits politiques de la Sicile*. Paris, 1849.
 RICCIARDI. Autobiography of an Italian rebel. Londres, 1860.
 ROMEU. Mirror presented to his Sicilian Majesty (traduct. angl.). Londres, 1821.
 SALVO DI PIETRAGANZILI. Rivoluzioni siciliane. Vols. I, II. Palerme, 1898.
 SANSONE. Gli avvenimenti del 1837 in Sicilia. Palerme, 1890.
 SERRISTORI. Statistica del regno delle Due Sicilie. Florence, 1839.
 * [SETTEMBRINI]. *Protesta del popolo delle Due Sicilie*. [Naples, 1847].
 SETTEMBRINI. *Ricordanze della mia vita*, 2 vols. Naples, 1881.
 Sicily and England. Londres, 1849.
 VILLARI (R.). *Cospirazioni e rivolte*. Messine, 1881. Voir aussi « Naples and Sicily after september 1860 ».

1814-1818.

- [ARMAROLI]. Sulla rivoluzione di Milano, etc. « Paris », 1814.
 * AVVOCATO MILANESE UN » [Dal Pozzo]. Opuscoli, 6 vols. Milan, 1817-18.
 BOTTA. *Storia d'Italia dal 1789 al 1814*. Vol. IV. Paris, 1851.
 British and Foreign State Papers, 1816-17.
 BUTT (Isaac). History of Italy. Londres, 1860.
 CASATI. Memorie e lettere di *Confalonieri*, 2 vols. Milan, 1890.
 * CASTLEREAGH. Correspondence of. 3^e série. Londres, 1853.
 CIBRARIO. Notizie biografiche del conte P. Balbo. N. L., 1837.
 D'ANCONA. Federico *Confalonieri* (dans la Nuova Antologia, de mai-juin 1890).
 DE CASTRO. La caduta del regno italoico. Milan, 1882.
 DE MAISTRE. *Correspondance diplomatique*. Vol. II. Paris, 1860.
 FOSCOLO (Ugo). Scritti politici. Lugano, 1844.
La Maison de Savoie et l'Autriche. Turin, 1859.
 « LEZAT DE PONS » [Christina Belgiojoso]. *Études sur l'histoire de la Lombardie*. Ed. 2. Paris, 1847.
 NAPOLÉON I. Mémoires de.
 PERRERO. Giffenga (dans Riv. stor. del risorg., vol. I).

Révolutions des Carbonari.

- ANDRYANE. *Mémoires d'un prisonnier d'État*, 2 vols. Paris, 1837.
 ANGELONI DA FROSINONE. Dell' Italia, 2 vols. Paris, 1818.
 ARRIVABENE. *Intorno all' una epoca della mia vita*. Turin, 1860.
 BIANCHI (N.). Santarro di *Santa Rosa* (dans *Curiosità*, etc., vol. IX).
 — Documenti relativi ad alcune assertazioni del Principe del Metternich (dans *Curiosità*, etc., vol. XVIII).
 * CANTÙ (C.). *Il conciliatore e i Carbonari*. Milan, 1878.
 — Alessandro *Manzoni*. Milan, 1882.

- * CARRASCOSA. *Mémoires* sur la révolution du royaume de Naples. Londres, 1823.
« Collection of documents relating to the Neapolitan Revolution of 1820 » (Musée Britannique, 8 032, m).
- COUSIN (V.). Santa Rosa (dans la Revue des Deux-Mondes, 1840).
- D—, LE COMTE. *Précis* historique sur les révolutions en 1820 et 1821. Paris, 1821.
- DALBERG (Duc de). Mémoire (dans Riv. stor. del risorg., vol. I).
- DAL POZZO. *Observations* sur la nouvelle organisation judiciaire. Londres, 1823.
- DE BEAUCHAMP. Histoire de la révolution du Piémont. Paris, 1821.
- DIDIER. Rome souterraine. Ed. 3. Paris, 1837.
- FAMIN. *Révolution* de Sicile en 1820. Paris, 1832.
- FERRERO E ANTOLINI. Ferrara dal 1814 al 1821. Ferrare, 1885.
- FROST. The *secret societies* of the European revolution, 1876.
- HECKETHORNE. The *secret societies* of all ages and countries, 1875.
- * MANNO. *Informazioni* sul ventuno in Piemonte (dans la Rivista Europea. Nouvelle série. Vol. XI).
- MARONCELLI. *Addizioni* alle « mie prigioni ». Paris, 1833.
- * Memoirs of the secret societies of South Italy. Londres, 1821 [attribués à Bertholdi].
- MOORE. Life of Byron.
« OFFICIER PIÉMONTAIS » [supposé être le cadet De Maistre]. *Simple récit* des événements arrivés en Piémont. Paris, 1822.
- PALMA. Il tentativo costituzionale del 1820 a *Napoli* (dans la Nuova Antologia, avril-mai 1895).
- * PALMIERI. *Saggio storico e politico* sulla costituzione..... di Sicilia (introduction par Amari). Lausanne, 1847.
- PELLICO, SILVIO. Le mie prigioni.
- * PEPE. *Narrative* of the..... events..... at Naples in 1820 and 1821 (Traduct. angl.). Londres, 1821.
- PERINI. Storia di Verona. Vol. III. Vérone, 1875.
- PERRERO. Gli ultimi reali di Savoia. Turin, 1889.
- PRESENTI. Il *romanticismo* in Italia. Milan, 1882.
- ROVANI. La mente di Ales. Manzoni. Milan, 1873.
- * SANSONE. *La rivoluzione* del 1820 in Sicilia. Palerme, 1888.
- * [SANTA ROSA]. De la *révolution* piémontaise. Paris, 1822.
- SANTA ROSA. *Memorie e lettere inedite*. Turin, 1877.
- * SAINT-EDME. Constitution et organisation des *Carbonari*.
- THAON DE REVEL. *Mémoires* sur les guerres des Alpes. Introd. Turin, 1871.
- ULLOA (CALA.). Intorno alla storia..... di P. Colletta. Naples, 1877.
« UN PIÉMONTAIS ». Du Piémont sur la fin de 1821. Turin, 1822.
« UN SAVOYARD ». Les trente jours de la révolution piémontaise. Lyon, N. D. Voce del Popolo (La). Naples, 1820.
- WELLINGTON. Supplementary despatches. Nouvelle série.
- WITT. *Sociétés secrètes* de France et d'Italie. Paris, 1830.

1830-1832.

ARMANDI. Ma part aux événements de l'Italie centrale. Paris, 1831.

- BLANC (Louis). Histoire de *dix ans*. Vol. II. Ed. 4.
 Dialogo politico su l'Italia. Rome, janvier 1831.
 GHERARDI. Note intorno alla rivoluzione. Paris, 1831.
 * *Gouvernement de Juillet* (Le) et la Papauté. Paris, 1865.
 PALMIERI DE' MICCICHÉ. *Le duc d'Orléans* et les émigrés français. Paris, 1831.
 PECCI [Léon XIII]. Lettres de jeunesse (dans la Revue de Paris, 15 avril 1895).
Reine Hortense (La) en Italie. Paris, 1834.
 SILINGARDI. Ciro Menotti e la rivoluzione dell' anno 1831 (dans la Rivista Europea, vol. XVIII).
 * VESI. *Rivoluzione* di Romagna. Florence, 1851.
 VICINI. La *rivoluzione* dell' anno 1831 nello stato Romano. Imola, 1889.
 VICINI (G.), dans Riv. stor. del risorg., I, 332.
 ZANOLINI. La *rivoluzione* dell' anno 1831 in Bologna. Bologne, 1878.

La Jeune-Italie.

- BIANCHI (N.). Vicende del *Mazzinianismo*. Savone, 1854.
 FALDELLA. Storia della giovine Italia. Turin, 1895.
 * MARIO. Della vita di G. *Mazzini*. Milan, 1886.
 * MAZZINI. Opère (avec *introductions de Saffi), 17 vols. Milan et Rome, 1861-89 (** vols. I, III, V, VI).
 * — Duecento lettere inedite. Turin, 1887.
 — Lettres intimes. Paris, 1895.
 — Lettres à Daniel Stern. Paris, 1873.
 Memoria su i mezzi che menano all' italiana indipendenza. Paris, 1833.
 RICCIARDI E LATTARI. Storia dei fratelli *Bandiera*. Florence, 1863.
 Westminster Review, 1844 (article sur Mazzini).
 [Traductions anglaises de The duties of Man and Democracy in Europe, publiées par H. S. King (1877), et de nouveau par Alexander et Shepherd; de différents essais, traduits par T. Okey et publiés par Dent (1894); de « From the Pope to the Council », par Miss L. Martineau; de différents extraits par le Doyen d'Ely, publiés par Fischer Unwin (1891).

Les Modérés.

- * BALBO. Delle *speranze* d'Italia. Ed. 5. Florence, 1855.
 BERTI. Di V. *Gioberti* con sue lettere inedite. Florence, 1881.
 CANUTI. Question italienne. Paris, 1846.
 CAPPONI. Sui moti di Rimini (dans Scritti, vol. I).
 CASTELLI. *Saggi* dell' opinione politica moderata in Italia. « Italia », 1847.
 CAVOUR dans la Nouvelle Revue, 1^{er} mai 1846.
 * D'AZEGLIO. Degli *ultimi casi* di Romagna. « Italia », 1846.
 * DURANDO. Della *nazionalità* italiana. Paris, 1846.
 * GIOBERTI. Del *Primato* morale e civile degli Italiani. Ed. 2. Bruxelles, 1845
 — *Prolegomeni* del Primato. Capolago, 1846.
 — Il Gesuita moderno, 5 vols. Lausanne, 1847.
 * MAMIANI. Nostro parere intorno alle cose italiane (dans Scritti politici).

RICOTTI. Della vita..... del conte C. Balbo. Florence, 1856.

TOMMASEO. Delle nuove speranze d'Italia. Florence, 1848 (réimpression d'un ouvrage publié en 1834).

1847-1849.

* *Actes officiels* de la République romaine. Paris [1849].

ANFOSSI. Memorie. Turin, 1851.

* *Archivio Triennale* delle cose d'Italia, 3 vols. Capolago, 1850.

Atti e documenti del processo di maestà per gli avvenimenti del 15 maggio 1848. Turin, 1851.

Atti del governo provvisorio Toscano. Florence, 1849.

Atti ufficiali dell' assemblea [de Venise]. Venise, 1848.

BALBO. Lettere di politica e letteratura. Florence, 1855.

— Alcune prime parole sulla situazione. Turin, 1847.

BALLEYDIER. Rome et Pie IX. Paris, 1847.

— Turin et Charles-Albert. Paris, N. D.

BARACCHI. Lutti e gloria di Milano. Milan, 1848.

BASSI. Opere sacre e politiche. Gènes, 1864.

— Riposta a certe massime. [Venise, 1848].

* BASTIDE. *La République française* et l'Italie en 1848. Bruxelles, 1850.

* BAVA. *Relazione* delle operazioni militari in Lombardia. Turin, 1848.

BEGHELLI. *La repubblica* Romana del 1849, 2 vols. Lodi, 1874.

BELGIOJOSO. *L'Italia* e la rivoluzione italiana. Lugano, 1849.

BERTOLINI. Pellegrino Rossi. Bologne, 1886.

— *Memorie* storico-critiche del risorgimento italiano. Milan, 1889.

BIANCHI (N.). *La casa di Savoia* e la monarchia italiana. Turin, 1884.

BIANCHI-GIOVINI. *Pensieri* sulla necessità d'una pronta unione. Venise [avril 1848].

Bolletino delle leggi... *della repubblica* Romana, 2 vols. Rome, 1849.

Bolletino ufficiale degli atti..... del governo provvisorio. Venise, 1848-49.

BONAPARTE (C.-L.). *Discours* de. — Leyde, 1857.

BON COMPAGNI. *Introduction* au cours de droit constitutionnel de Rossi, vol. I. Paris, 1866.

BUSLER. *A year of consolation*. Londres, 1847.

CAMBRAY-DIGNY. *Ricordi* sulla commissione governativa Toscana. Florence, 1853.

CAMOZZI. *Cenni*.... dell' insurrezione Lombarda del 1849 (dans les Documents della guerra santa). Capolago, 1849.

CAMPANELLA. *My life* in the cloister. Londres, 1851.

CAMPANELLA ET NICCOLINI. *Life and lectures* of Father Gavazzi. New-York.

CANTÙ (I.). *Gli ultimi 5 giorni* degli austriaci in Milano. Milan, 28 mars 1848.

CARRANO. *Della difesa* di Venezia. Gènes, 1850.

* CASATI (A.). *Milano* e i principi di Savoia. Turin, 1859.

* CASATI (C.). *Nuove rivelazioni* su i fatti di Milano nel 1847-1848, 2 vols. Milan, 1885.

CASSOLA. *Insurrezione* di Brescia (dans les Doc. della guerra santa). Capolago, 1849.

- CASTIGLIONE. Considerazioni intorno al regime da adottarsi. Milan, avril 1848.
- * CATTANEO. *Insurrezione di Milano nel 1848*. Bruxelles, 1849.
- CICCONI. Il padre Ugo Bassi. Turin, 1850.
- CLONGH. Prose remains.
- CONTARINI. Memoriale veneto storico-politico (dans les Doc. della guerra santa). Capolago, 1850.
- * CORBOLI-BUSSI. Lettres dans Riv. stor. del risorg., I.
- CORRENTI. Bulletino dell' emigrazione (réimpression). Milan, 1876.
- * *Correspondence respecting the affairs of Italy* (Papiers parlement). 4 vols. Londres, 1849.
- * *Correspondence respecting Naples and Sicily, 1848-1849* (Pap. parl.). Londres, 1849.
- * *Correspondence respecting the affairs of Rome* (Pap. parl.). Londres, 1849.
- CORSI E MENICETTI. *Collezione di documenti.... alla difesa di Guerrazzi*. Florence, 1863.
- * COSTA DE BEAUREGARD. *Les dernières années du roi Charles-Albert*. Paris, 1890.
- [CRISPI]. Ultimi casi della rivoluzione siciliana, da un testimone oculare. Turin, 1850.
- CULTRERA. Della vita.... del Rev. G. Ventura. Palermo, 1877.
- CUSANI. Venezia e le città venete. Milan, 1848.
- Custoza. Turin, 1850.
- DALL'ONGARO. Venezia l'II Agosto 1848 (dans les Doc. della guerra santa). Capolago, 1850.
- DANDOLO. The Italian Volunteers (Trad. angl.). Londres, 1851.
- D'AZEGLIO (M.). Lettere al Prof. F. Orioli. Rome, 1847.
- I lutti di Lombardia. Florence, 1848.
- *Relazione succinta della operazioni del gen. Durando*. Milan, 1848.
- Timori e speranze. Turin, 1848.
- DE BONI. Conguira di Roma. Ed. 2. Lausanne, 1848.
- DEBRUNNER. Venise en 1848-49. Lugano, 1850.
- * DE GAILLARD. *L'expédition de Rome en 1849*. Paris, 1861.
- DE LAUGIER. Le milizie Toscane nella guerra di Lombardia del 1848 (dans les Doc. della guerra santa).
- DE LESSEPS. Ma mission à Rome. Paris, 1849.
- *Réponse au ministère et au Conseil d'État*. Paris, 1849.
- DEL VECCHIO. Intorno al glorioso fatto bolognese dell' 8 agosto (Doc. della guerra santa).
- Bologna nel maggio 1849 (ditto).
- L'assedio.... di Ancona (ditto).
- DE MAZADE. Sur Rossi dans la Revue des Deux-Mondes, 1^{er} déc. 1861.
- DE TOCQUEVILLE. *Memoirs* (Trad. angl.). Vol. II. Londres, 1861.
- D'IDEVILLE. Le comte P. Rossi. Paris, 1887.
- DINO (duc de). *Souvenirs de la guerre de Lombardie*. Paris, 1851.
- Documenti relativi all' ultima guerra. Venise, 1849.
- * ERRERA E FINZI. La vita e i tempi di Daniele Manin. Venise, 1872.
- FERRERO. Journal d'un officier de la brigade de Savoie. Turin, 1848.
- FICQUELMONT. Lord Palmerston, l'Autriche et le Continent, 1852.
- FLAGG. *Venice, the city of the sea*. Londres, 1853.

- * GABUSSI. *Memorie della rivoluzione degli stati romani*, 3 vols. Gènes, 1851.
 GALLETTI. *Memoria intorno a' fatti accaduti in Roma*. Ed. 2. Bologne, 1863.
 GARNIER-PAGÈS. *Histoire de la révolution de 1848*. Paris, 1861.
 GASPARI. *Vita di T. Mamiani*. Ancône, 1888.
 GAYAZZI. *Elogio funebre del padre Ugo Bassi*. Londres, 1849.
 Gazola ed il vicariato di Roma. Turin, 1850.
 GEMELLI. *Storia delle relazioni diplomatiche tra la Sicilia e la Toscana*. Turin, 1853.
 * GENNARELLI. *Le sventure italiane durante il pontificato di Pio Nono*. Florence, 1863.
 GIOBERTI. *Sull' unione del Lombardo-Veneto col Piemonte*. Gènes, mai 1848.
 — *Ai Romani*. Rome [1848].
 — *I due programmi del ministero Sostegno*. Turin, 1848.
 — *Operette politiche (avec intr. de Mazzari)*, 2 vols. Capolago, 1851.
 * — *Del Rinnovamento civile d'Italia*. Turin, 1851.
 * GORI. *Storia della rivoluzione italiana*. Florence, 1897.
 GUERRAZZI. *Al Principe e al Popolo*. Livourne, 1847.
 * — *Apologia*. Florence, 1851.
 — *Appendice all' apologia*. Florence, 1852.
 — *Lettere*, 1880.
 HOFFSTETTER. *Giornale delle cose di Roma nel 1849 (trad. ital.)*. Turin, 1851.
 HILLEBRAND. *Geschichte Frankreichs*. Vol. II, 1889.
 HÜBNER. *Une année de ma vie*. Paris, 1891.
Indirizzo degli Italiani alla congregazione centrale Lombarda. « Italia », 1847.
 Intorno alla consegna di Milano, 1848.
 LA CECILIA. *Cenno storico dell' ultima rivoluzione Toscana*. Capolago, 1851.
 * LA FARINA. *Istoria documentata della rivoluzione siciliana*, 2 vols. Capolago, 1851.
 * LA FORGE. *Histoire de la république de Venise sous Manin*, 2 vols. Paris, N. D.
 LA GORCE. *Histoire de la seconde république française*, 2 vols. Paris, 1887.
 LA MARMORA. *Un episodio del risorgimento italiano*. Florence, 1875.
 * LAMARTINE. *Trois mois au pouvoir*. Paris, 1848.
 [LA MASA]. *I popoli del regno delle Due Sicilie ai fratelli italiani*. Florence, 1847.
 LA MASA. *Documenti della rivoluzione siciliana*. Vol. I. Turin, 1850.
 LAZZARINI. *Lettres dans Riv. stor. del risorg.*, vol. I.
 LORENZINI. *Considerazioni sopra gli avvenimenti del 1848 in Lombardia*. Turin, 1849.
 — *I militi Lombardi in Piemonte*. Turin, 1850.
 * MAMIANI. *Scritti politici*. Florence, 1853.
 MARESCOTTI. *Guerre recenti del Veneto*. Venise, 1848.
 * MARTIN. (Henri) *Daniel Manin*, 2 vols. Paris, 1859.
 MARULLI. *Documenti storici riguardanti l' insurrezione Calabria*. Naples, 1849.
 * MASSARI. *I casi di Napoli*. Turin, 1849.
 MESTICA. *Su la vite le opere di T. Mamiani*. Città di Castello, 1885.

- Military Events in Italy* (Trad. angl.). Londres, 1851.
- « Miscellanea buffonate Italiane » (Musée britannique, 1852, e).
- « Miscellanea politiche Genovese » (Musée britannique, 804, k, 13).
- MONTANELLI. Nel processo politico..... schiarimenti. Florence, 1852.
- MONTECCHI. *Fatti e documenti* riguardanti la divisione Ferrari. Capolago.
- Moti insurrezionali..... a Como, Capolago, 1849.
- NICCOLINI. *History of the Pontificate of Pius the Ninth*. Edimbourg, 1851
- ORIOLO. *Opuscoli*. Rome, 1850.
- *PASINI. Sulla questione politica Lombarda-Veneta. Venise, mai 1848.
- PASINI-GIOVANI. Vita del generale G. Medici. Florence, 1882.
- PASQUALINO. *Letters from Sicily*. Londres, 1850.
- PEPE. *Events in Italy from 1847 to 1849*. 3 vols. Londres, 1850.
- PEREZ. La rivoluzione siciliana del 1848. Turin, 1849.
- PETRUCCELLI. *La rivoluzione di Napoli nel 1848*. Gènes, 1850.
- PETITTI. Delle strade ferrate italiane. Capolago, 1845.
- [—]. *Pensieri sulla scorsa campagna*. Turin, 1849.
- PIGLI. *Risposta all'apologia di F. D. Guerrazzi*. Arezzo, 1852.
- PIMODAN. *Souvenirs du marquis de*. Vol. I. Paris, 1891.
- *PLANAT DE LA FAYE. *Documents..... laissés par D. Manin*, 2 vols. Paris, 1860.
- PORTAFOGLI (II) del generale Ramorino. Capolago, 1849.
- *PREDARI. *I primi vagiti della libertà italiana in Piemonte*. Milan, 1861.
- Processo del generale Ramorino. Capolago, 1849.
- Progetto nazionale della società Pr. Conti e Cie per le strade ferrate nello stato pontificio.
- **Raccolta dei decreti..... del governo provvisorio (de la Lombardie)*, 2 vols. Milan [1848].
- Reazione Toscana (La). Gènes, 1849.
- Repubblica italiana del 1849 (La). Turin, 1850.
- [RESELLI E FANTI]. *Gli ultimi tristissimi fatti di Milano*. N. L. [1848].
- *REVEL. *Dal 1847 al 1855*. Milan, 1891.
- RICCIARDI. *Conforti all'Italia*. Paris, 1846.
- *Cenni storici*. « Italia », 1849.
- Storia documentata della sollevazione delle Calabrie. Naples, 1873.
- Risposta dei cessati ministri Chiodo, Cadorna e Tecchio. Turin, 1849.
- Rivoluzione (Della) di Genova nell'Aprile del 1849. « Italia », 1850.
- Roman Advertiser. Rome, 1848-49.
- ROMANELLI. *Memorie*. Florence, 1852.
- ROSELLI. *Memorie relative alla spedizione..... di Velletri*. Turin, 1853.
- ROSMINI-SERBATI. *La costituzione..... con un'appendice sull'unità d'Italia*. Naples, 1848.
- ROVANI. Daniele Manin. Capolago, 1850.
- *RUSCONI. *La repubblica Romana*, 2 vols. Turin, 1850.
- *Memorie*. Rome, 1886.
- *SAFFI. *Ricordi e scritti*. Vol. II. Florence, 1892-93.
- Saggio di stilo epistolare. Rome, 1850.
- SANTALENA. Treviso dal 19 marzo al 13 giugno 1848. Trévisé, 1885.
- SALIS-SCHWABE. *Richard Cobden. Notes sur ses voyages*. Paris, 1879.
- SANTORO. Storia del *rivolgimenti politici*, etc. Naples, 1850.
- SARACENO. Vita del Cav. Derossi di *Santa Rosa*. Turin, 1864.

- * SCHÖNHALS. *Campagnes d'Italie de 1848 et 1849* (Trad. franç.). Paris, 1859.
 SETTEMBRINI. Ai ministri del re delle Due Sicilie. Naples, Feb. 1848.
 SOCIETÀ ARCHEOLOGICA DI NOVARA. *Documenti sugli avvenimenti politici del 1848*. Novare, 1880.
- * SPADA. *Storia della rivoluzione di Roma*, 3 vols. Florence, 1868.
 SQUILLACE. F. Cordova e la rivoluzione del 1848. Catania, 1892.
Storia dell' assassinio di P. Rossi tratta dai processi e descritta dalla Civiltà Cattolica. Turin, 1854.
 Storia dell' assedio di Venezia. Venise, 1850.
 TORELLI (L.). *Ricordi intorno alle 5 giornate*. Milan, 1848.
 TOMMASEO. Il secondo esilio. Milan, 1862.
- * TORRE. *Storia dell' intervento francese*, 2 vols. Turin, 1851.
 TOSONI. *Storia della rivoluzione di Brescia dell' anno 1849*. Brescia, 1882.
 TROLLOPE. *Life of Pius the Ninth*, 1877.
 — *Tuscany in 1849 and 1859*. Londres, 1859.
- * « UFFICIALE PIEMONTESE »¹. *Memorie ed osservazioni sulla guerra d'indipendenza*. Ed. 2. Turin, 1850.
- ULLOA. *Faits militaires de Messine en 1848*. Paris, 1853.
 Ultimatum degl' Italiani ai loro principi. Capolago, 1848 [attribué à Mazzini, qui n'en est presque certainement pas l'auteur].
Ultimi 69 giorni della repubblica in Roma (Gli). Rome, 1849.
 « UN SICILIANO » [N. Fabrizi]. *Del sentimento nazionale in Italia*. Lyon, 1846.
 « UN VIGILE ROMAGNUOLO ». *Incitamenti agli Italiani. « Italia »*, 1847.
- VENOSTA. *Ugo Bassi*. Milan, 1867.
- VENTURA. *Discorso funebre pei morti di Vienna*. Rome, 1848.
 — *La questione Sicula nel 1848*. Rome [1848].
 — *Essai sur le pouvoir public*. Paris, 1859.
- VILLEFRANCHE. Pie IX. Lyon, 1876.
- VIMERCATI. *Histoire de l'Italie en 1848-1849*. Paris, 1852.
- ZIRONI. *La vita..... del padre G. Ugo Bassi*. Bologne, 1879.

1850-1858 (y compris Victor-Emmanuel II).

- BAILLIE-COCHRANE. *Young Italy*. Londres, 1850.
 BALLEYDIER. *La vérité sur les affaires de Naples*. Paris, 1851.
 CHIALA. *L'Alleanza di Crimea*. Rome, 1879.
 — *Une page d'histoire du gouvernement représentatif en Piémont*. Turin, 1858.
 Correspondence relating to the affairs of Naples, 1857 (Pap. parlem.). Londres, 1857.
- * D'AZEGLIO. *Lettere inedite al marchese E. D'Azeglio*, 2 vols. Turin, 1883.
 — *Il governo di Piemonte e la Corte di Roma*.
 — *Scritti postumi*. Florence, 1872.
- DELLA MARGHERITA. *Avvedimenti politici*. Turin, 1853.

1. Il ne semble pas être douteux que la partie se rapportant à la campagne de 1848 fut écrite avec les notes fournies par Charles-Albert probablement à C. Promis. Voir Bianchi, *Carlo Alberto*, 25-27; Capponi, *Lettere*, II, 443.

- DE MAZADE. Le problème des destinées de l'Italie (Revue des Deux-Mondes, février 1859).
- DE MONTE. Cronaca del comitato segreto di Napoli su la spedizione di *Sapri*. Naples, 1877.
Detailed exposure of the apology put forth by the Neapolitan government. Londres, 1852.
- D'IDEVILLE. Victor-Emmanuel II. Souvenirs. Bruxelles, 1878.
- FABRIZI (J.). Delle eventualità, 1856 (Republié en français sous le titre : L'Italie après la guerre. Paris, 1859).
- FAUSTONY. Il re Vittorio Emanuele. Rome, 1878.
- GALEOTTI. Considerazioni politiche sulla Toscana. Florence, 1850.
- [GENNARELLI]. La missione a Roma del Comm. G. Baldasseroni in 1851. Florence, 1864.
- GHIRON. Il *primo re* d'Italia. Milan, 1878.
- *GLADSTONE. *Two letters to the Earl of Aberdeen, etc.* Londres, 1851.
— An *examination* of the official reply of the Neapolitan government. Londres, 1852.
- GONDON. *De l'état des choses à Naples et en Italie.* Paris, 1855.
— La Terreur dans le royaume de Naples, 1851.
- [GREG]. Dans la North British Review, XXII, p. 321. Edimbourg, 1855.
- LACAVA. Cronistoria..... della rivoluzione in *Basilicata*. Naples, 1895.
- LA GORCE. Histoire du *second Empire*, 3 vols. Paris, 1894-96.
- LA VARENNE. Les instructions secrètes du roi de Naples. Paris, 1860.
- MACFARLANE. A glance at Italy. Londres, 1849.
- *MANIN (Daniele) e Giorgio-Pallavicino. Milan, 1878.
- *MASSARI. La vita ed il regno di *Vittorio Emanuele II*. Ed. 3. Milan, 1880.
« MEMOR » [R. de Cesare]. La fine di un regno. Città di Castello, 1895.
- MENABREA. Histoire des *négociations* qui ont précédé le traité de paix. Turin, 1849.
- *NAPOLÉON Bonaparte (Louis). Idées napoléoniennes. Londres, 1839.
- ORSINI. Austrian Dungeons in Italy (Trad. angl.). Londres, 1856.
- OTTOLENGHI. La vita..... di G. P. *Collegno*. Turin, 1882.
- *Il *Piemonte* negli anni 1850-51-52. Milan, 1875.
- POLARI. Enrico *Tazzoli* (dans I contemporanei Italiani). Turin, 1861.
Rassegna degli errori..... pubblicati dal signor Gladstone. Naples, 1851.
- SALVAGNOLI. Della indipendenza d'Italia. Florence, 1859.
- TAXILE-DELORD. Histoire du *second Empire*, 5 vols. Paris, 1870.
« UN ITALIANO ». *Risposta a due lettere del Signor Gladstone.* « Italia », 1851.
- VERASIS. Le Piémont et le ministère du comte de Cavour. Paris, 1859.

Cavour.

- *ARTOM E BLANC. Il conte di *Cavour* in parlamento. Florence, 1868.
- BERTI. Il conte di *Cavour* avanti il 1848. Rome, 1866.
- BIANCHI (N.). Il conte di *Cavour*. Ed. 5. Turin, 1863.
- * — La *politique* du comte de *Cavour* de 1852 à 1861. Turin, 1885.
- BOTTA. A discourse on Count Cavour. New-York, 1861.
- *CASTELLI. Il conte di *Cavour*. Turin, 1886.

- ** CAVOUR. *Lettere* edite e inedite (avec *introduction par Chiala), 6 vols. Turin, 1883.
 — *Nouvelles lettres* inédites, recueillies par A. Bert. Turin, 1889 [1847-1853].
- * — *Nuove lettere* inedite con note di E. Mayor. Turin, 1895 [1853-1860].
- DE MAZADE. Le comte de Cavour. Paris, 1877.
- DICEY. Cavour. Cambridge, 1861.
- * LA RIVE. Le comte de Cavour. Paris, 1862.
- MASSARI. Il conte di Cavour. Turin, 1873.
- NIGRA. Cavour and M^{me} de Circourt (Trad. angl.). Londres, 1894.
 Quarterly Review, juillet 1879 [article attribué à Lord Odo Russell].
- SCLOPIS. Il conte di Cavour (dans *Curiosità*, etc., VII). Turin, 1876.
- * TREITSCHKE. Il conte di Cavour (Trad. ital.). Florence, 1873.

Garibaldi.

- CHAMBERS. *Garibaldi and Italian Unity*. Londres, 1884.
- * FORBES. The campaign of *Garibaldi* in the Two Sicilies. Edimbourg, 1861.
- GARIBALDI. Epistolario, 2 vols. Milan [1885].
 — *Memorie autografiche*. Ed. 9. Florence, 1888.
- * GUERZONI. *Garibaldi*, 2 vols. Ed. 3. Florence, 1889.
- * MARIO (J.-W.). *Garibaldi e i suoi tempi*. Milan, 1884.
 « MELENA » [Marie von Schwartz]. *Garibaldi* (Trad. angl.). Londres, 1887.
- VECCHI. La vita e i gesti di G. *Garibaldi*. Bologne, 1882.

1859-1860.

- Affaires étrangères*. Documents diplomatiques 1860 (Livre jaune français). Paris, 1861.
- ARRIGHI. *Memorie di un ex-repubblicano*. Milan, 1865.
- ARRIVABENE. *Italy under Victor-Emmanuel*, 2 vols. Londres, 1862.
- BAZANCOURT. La campagne d'Italie de 1859. Paris, 1859.
- BERTANI. *Ire politiche* d'oltre tomba. Florence, 1869.
- BIANCHI (C.) et autres. Toscana ed Austria. Ed. 2. Florence, 1859.
- BONAZZI. *Storia di Perugia*. Vol. II. Pérouse, 1875-79.
- BROWNING (Mrs). *Poems before Congress* (dans vol. II de ses œuvres complètes).
- CARANDINI. L'assedio di Gaeta nel 1860-61. Turin, 1874.
- CARLETTI. Quattro mesi di storia Toscana. Florence, 1859.
- CARRANO. I cacciatori delle Alpi. Turin, 1860.
- Casi della Toscana* (I) nel 1859 e 1860. Florence, 1860.
- CHIALA. *Politica segreta* di Napoleone III. e di Cavour in Italia e in Ungheria (adaptation de Meine Schriften aus der Emigration de Kossuth). Turin, 1895.
- * *Correspondence*. The affairs of Italy, janvier à mai 1859 (Papiers parl.). Londres, 1859.
- * — (*Suite*) respecting the affairs of Italy [mai-juin 1859] (Papiers parl.). Londres, 1859.
- respecting affairs of Italy from the signature of the Preliminaries of

- Villafranca* to the postponement of the Congress [juillet 1859, janvier 1860] (Papiers parl.). Londres, 1860.
- * — relating to the affairs of Italy, parts II. to VII. [Janvier 1860-mars 1861] (Pap. parl.). Londres, 1860.
- respecting proposed annexation of Savoy and Nice (Pap. parl.). Londres, 1860.
- respecting the landing of General *Garibaldi* in Sicily (Pap. parl.). Londres, 1860.
- Cronaca politica* legislativa ed amministrativa, 3 vols. Milan [1859-60].
- DALL'ONGARO. Baron Ricasoli (Trad. angl.). Londres, 1861.
- D'ALMAZAN. La guerre d'Italie. Paris, 1882.
- DARIMON. Histoire d'un parti. Paris, 1885.
- DEBRAUX. La paix de *Villafranca*. Paris, 1859.
- D'HAUSSONVILLE. M. de *Cavour* et la crise italienne (dans la Revue des Deux-Mondes, 5 septembre 1862).
- Dublin Review, septembre 1859.
- DUGUET. La guerre d'Italie, 1859. Paris, 1882.
- ELIA. *Note* autobiografiche di un garibaldino. Bologne, 1898.
- GALEOTTI. *L'assemblea* Toscana. Florence, 1859.
- GARIBALDI. Les mille (Trad. franç.). Paris, 1875.
- GARNIER. Journal du siège de Gaëte. Paris, 1861.
- GEFFEKEN. La casa di Savoia (dans la Nuova Antologia, 1^{er} mai 1891).
- GOTTI. Vita del barone Bettino *Ricasoli*. Florence, 1895.
- * GREVILLE. Memoirs, vols. VII. VIII. Londres, 1888.
- * GUERZONI. La vita di Nino *Bixio*. Florence, 1875.
- * KOSSUTH. *Memories* of my exile (Trad. angl.). Londres, 1888.
- * [LA GUÉRONNIÈRE]. L'Empereur Napoléon III et l'Italie. Paris, 1859.
- * [LA MASA]. *Fatti e documenti* risguardanti La Masa. Turin, 1861.
- * LECOMTE. Relation de la *campagne d'Italie* en 1859. Paris, 1860.
- L'Italie en 1860. Paris, 1861.
- LOFTUS. *Diplomatic reminiscences*, 2 vols. Londres, 1892.
- MALMESBURY. *Memoirs* of an ex minister. Londres, 1884.
- MARIO (A.). The Red Shirt. Londres, 1865.
- MAUPAS. *Mémoires* sur le second Empire. Vol. II. Paris, 1884.
- MAZZINI *ad A. Gianelli*. Lettere di G. Prato, 1888.
- MONTANELLI. L'impero, il papato, e la democrazia in Italia. Florence, 1859.
- MUNDY. *H. M. S. Hannibal* at Palermo and Naples. Londres, 1863.
- ODDO. Il brigantaggio e i mille di Marsala. Milan, 1867.
- OLIVIERI. *Une pagina* alla storia dei mille. Palerme, 1877.
- OTTOLINI. Uno dei mille. Milan, 1861.
- * PERSANO. *Diario* privato-politico-militare, 4 vols. Florence, 1869.
- * PIANCIANI. *Dell'andamento* delle cose in Italia. Milan, 1860.
- * POGGI. *Memorie* storiche del governo della Toscana nel 1859-60, 3 vols. Pise, 1867.
- Politique (La) napoléonienne en Italie. Paris, mars 1859.
- RANALLI. Del riordinamento d'Italia. Florence, 1859.
- RANDON. *Mémoires* du maréchal. Paris, 1875-77.
- * RUBIERI. *Storia* intima della Toscana. Prato, 1861.
- RÜSTOW. Guerra d'Italia del 1859 (Trad. ital.). Milan, 1860.
- * SALAZARO. Cenni sulla rivoluzione italiana del 1860. Naples, 1866.

- TEXIER. Chronique de la guerre d'Italie. Paris, 1859.
 TROLLOPE (Mts.). *Social aspects of the Italian Revolution*. Londres, 1861.
 TÜRRE (*Riposta del gen.*) all' opuscolo Bertani. Milan, 1869.
 « UN ANTICO PARLAMENTARE ». Crispi, Rome, 1890.
 VANDEVELDE. Atlas de la campagne d'Italie. Bruxelles, 1860.
 VIEL CASTEL. *Mémoires du comte H. de.* — Vol. V. Paris, 1883.
 VITZTHUM. *St Petersburg and London* (Trad. angl.). Vol. I. Londres, 1887.
 * ZOBÌ. *Cronaca degli avvenimenti d'Italia nel 1859*, 2 vols. Florence, 1859.

1861-1870.

- ADAMOLI. *Da San Martino a Mentana*. Milan, 1892.
Affaires étrangères. Documents diplomatiques, 1861 (Livre jaune français). Paris, 1862.
 * ALFIERI (C.). *L'Italia liberale*. Florence, 1872.
 « ANDREAS MEMOR » [Duc de Gramont], dans la Revue de France, 1^{er} avril 1878.
Austria (L') nella Venezia dopo il pace di Villafranca. Turin, 1860.
 BEAUFFORT. Histoire de l'*invasion* des États pontificaux. Paris, 1874.
 * BENEDETTI. *Ma mission en Prusse*. Paris, 1871.
 BETOCCHI. Settentrionali e meridionali. Naples, 1877.
 BEUST. *Memoirs* (Trad. angl.). Vol. I. Londres, 1887.
 BIANCHI (G.). *Il barone Ricasoli*. Turin, 1862.
 * — Mentana. Milan, 1868.
 BODIO. *Movimento economico in Italia*. Rome, 1891.
 * BONGHI. *L'Alleanza Prussiana* (dans la Nuova Antologia, janvier 1869).
 * — *Storia delle Finanze Italiane dal 1864 al 1868*. Florence, 1868.
 — *I partiti politici nel parlamento italiano* (dans la Nuova Antologia janvier-février 1868).
 BOUILLIER. *Un roi et un conspirateur*. Victor-Emmanuel et Mazzini. Paris, 1885 (adapté de Diamilla-Müller).
 Busetto. *Notizie del gen. Nino Bixio*. Fano, 1876.
 * CADORNA. *La liberazione di Roma*. Ed. 2. Turin, 1889.
 Campagna (La) del 1866 in Italia. Turin, 1869.
 * CASTAGNOLA. *Da Firenze a Roma*. Turin, 1896.
 * CAVALLOTTI. *Storia della insurrezione di Roma nel 1867*. Milan, 1867.
 CHIALA. *Cenni storici sui preliminari della guerra del 1866 e sulla battaglia di Custoza*, 4 vols. Rome, 1873.
 — *Dal 1858 al 1892*. Vol. I. Turin, 1892.
 CIALDINI. *Risposta all' opuscolo Schiarimenti, etc.* Florence, 1868.
 Consiglio provinciale di Bergamo. *Condizione economico-amministrativo.... di Bergamo*. Bergamo, 1863.
 — *Rettifica delle tariffe censuarie*. Bergamo, 1863.
Correspondence respecting the proposed assembly of a Conference at Paris (Papiers parl.). Londres, 1866.
 — respecting the negotiations preliminary to the war between France and Prussia (Pap. parl.). Londres, 1870.
 — respecting the affairs of Rome, 1870-71 (Pap. parl., 1871).
 * [DIAMILLA-MÜLLER]. *Politica segreta italiana*. Turin, 1880.

- Discorsi..... di Rattazzi, Boggio, etc., intorno ai fatti di Sarnico. Turin, 1862.
- * *Documenti relativi* agli ultimi avvenimenti [Menabrea], 20 décembre 1867 (Livre vert italien).
- Documenti* diplomatici concernenti gli affari di Roma, presentati dal ministro degli affari esteri [Menabrea], 20 marzo 1869 (Do).
- Documenti relativi alla *questione romana* comunicati dal ministro degli affari esteri [Visconti Venosta], 19 décembre 1870 (Do).
- Foreign Office, 1891. Misc. Series, n° 211. Conditions of labour in Italy (Papiers parl.). Londres, 1891.
- * Foreign Office, 1891, n° 195. Report on the economic progress of the kingdom of Italy for the past 25 years (Do). Londres, 1891.
- Franco-Prussian War, n° 3 (Do). Londres, 1870.
- Franco-German War, n° 1 (Do). Londres, 1871.
- * FRIGYESI. *L'Italia* nel 1867 (inachevé). Florence, 1868.
- GADDA. Il ministero italiano e Mentana (dans la Nuova Antologia, 16 février 1898).
- * GALEOTTI. *La prima legislatura* del regno d'Italia. Ed. 2. Florence, 1866.
- * GHIRON. *Annali* d'Italia. Milan, 1888.
- GIORGINI. La centralizzazione, etc. Florence, 1861.
- GRÜN. *L'Italie* en 1861, 2 vols. Bruxelles, 1862.
- * GUICCIOLI. Quintino *Sella*. Vol. I. Rovigo, 1887.
- HALT. *Papiers sauvés* des Tuileries. Paris, 1871.
- * HIPPEAU. *L'Instruction* publique en Italie (dans la Revue des Deux-Mondes, septembre 1874).
- * JACINI. *Due anni* di politica italiana. Milan, 1868.
- LA FARINA. Scritti politici. Vol. I. Milan, 1870.
- LA MARMORA. Agli elettori di Biella. Florence, 1868.
- *Schiarimenti* e rettifiche. Florence, 1868.
- * — *Un po' più di luce* sugli eventi..... dell' anno 1866. Ed. 4. Florence, 1873.
- *I segreti* di stato nel governo costituzionale. Florence, 1877.
- LEBRUN. *Souvenirs* militaires. Paris, 1895.
- * MAESTRI. *L'Italia* economica nel 1868. Florence, 1868.
- MARIO. In memoria di G. Nicotera. Florence, 1894.
- MASSARANI. *Studi* di politica e di storia. Florence, 1875.
- * MINGHETTI. Ai suoi elettori. Bologna, 1865.
- MIRAGLIA. Sull' ordinamento della amministrazione civile. Turin, 1863.
- * NAPOLÉON (Prince). *Les alliances* de l'empire en 1869 et 1870 (dans la Revue des Deux-Mondes, 1^{er} avril 1878).
- NIGRA (dans la Nuova Antologia, 1^{er} mars 1895).
- PALLAVICINO. Risposta al deputato P. C. Boggio. Turin, 1862.
- Papiers* et correspondance de la *famille imperiale*, 2 vols. Paris, 1870.
- Papiers secrets* du Second Empire. Bruxelles, 1870.
- PASINI. Finanze Italiane. Turin, 1864.
- PEREZ. *La centralizzazione* e la libertà. Palermo, 1862.
- PETRUCCELLI DELLA GATTINA. I moribondi del palazzo Carignano. Milan, 1862.
- RANALLI. *L'Italia* dopo il 1859. Florence, 1875.
- RIBEYRA. Histoire de la *seconde expédition* française à Rome. Paris, N. D.

- Roma settembre-ottobre 1870* (dans Riv. stor. del risorg., I, 593-596).
- * ROTHAN. La politique française en 1866. Paris, 1883.
- * — La France et sa politique extérieure en 1867, 2 vols. Paris, 1893.
- L'Allemagne et l'Italie, 1870-1871. Vol. II. Ed. 3. Paris, 1885.
- * SACHS. *L'Italie*, ses finances et son développement économique, 1859-1884. Paris, 1885.
- * SERRA-GROPELLI. *Le cinque piaghe* del regno d'Italia. Milan, 1870.
- * SIOTTO-PINTOR. *L'Italia e i ministri della corona*. Milan, septembre 1864.
- SOREL. Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande. Vol. I. Paris, 1875.
- Temps (Le), 12 et 16 janvier 1873.
- * « UN ITALIEN » Crispi (dans la Revue internationale, avril-juillet 1890).
- VENOSTA. I fratelli Cairoli. Milan, 1868.
- Vera causa (La) della caduta di Roma. Bologne, 1872.
- * VILLARI (P.). *La lettere meridionali ed altri scritti*. Florence, 1878.

La Question papale 1849-1870.

- AGUGLIA. La questione romana, etc. Naples, 1865.
- ANTONELLI. Dépêche de..... Cardinal, etc. Paris, 1861.
- ARTHUR. *Italy in transition*. Londres, 1860.
- * — *The Pope, the Kings and the peoples*, 2 vols. Londres, 1877.
- ** BALAN. *Continuazione alla storia..... dell' Ab. Rohrbacher*, 2 vols. Turin, 1879.
- BIANCHI (C.). Storia diplomatica della questione romana (dans la Nuova Antologia, fév. 1871).
- BOBONE. All' illustre C. Passaglia *Lettera*. Florence, 1862.
- * BONCOMPAGNI. *La chiesa e lo stato in Italia*. Florence, 1866.
- BONFADINI. Roma nel 1867. Milan, mai 1867.
- CALISSE. Diritto ecclesiastico. Florence, 1896.
- Casa di Pio IX (La). Turin, 1892.
- CECCONI. Histoire du Concile du Vatican, 4 vols. Paris, 1887.
- CHANTREL. Rome devant la France. Paris, 1861.
- Correspondence relative to the affairs of Rome*, 1863 (Papiers parl.), 1863.
- CURCI. *La nuova Italia e i vecchi zelanti*. Florence, 1881.
- Il Vaticano regio. Florence, 1883.
- Memorie. Florence, 1891.
- Curia Romana (La) e i gesuiti*. Florence, 1861.
- D'AZEGLIO (M.). La politica e il diritto christiano. Florence, 1860.
- D'AZEGLIO (R.). The court of Rome and the gospel (Trad. angl.). Londres, 1859.
- Della necessità di una riforma reliogiosa in Italia. Turin, 1860.
- * *Despatches from Mr. Lyons respecting..... the Papal States* (Papiers parl.). Londres, 1860.
- DICEY. *Rome in 1860*. Cambridge, 1861.
- DÖLLINGER. Declarations and letters on the Vatican decrees (Trad. angl.). Edimbourg, 1891.
- * DUPANLOUP. *La souveraineté pontificale*. Paris, 1860.
- Lettre à M. le vicomte de La Guéronnière. Paris, 1861.
- Du père Passaglia et de l'Italie*. Turin, 1862.

- FALLOUX. *Discours et mélanges*. Paris, 1882.
- FARINI. *La diplomazia e la questione Italiana*. Turin, 1856.
- FAYRE (Jules). *Rome et la République française*. Paris, 1871.
- GHILARDI. *Monstruosità della legge Vacca*, 2 vols. Turin, 1864.
- *GIORGINI. *Sul dominio temporale dei Papi*. Florence, 1859.
- GLADSTONE. *Rome and the newest fashions in religion*. Londres, 1870.
- Gouvernement pontifical (Le). Paris, 1863.
- GRASSI. *Manuale di legislazione e giurisprudenza italiana in ordine al diritto pubblico ecclesiastico*. Florence, 1879.
- Histoire des Etats de l'Église*. Leipsig, 1860.
- ISAIA. *Negoziato tra il conte di Cavour e il Card. Antonelli*. Turin, 1862.
- *Il papa re e i popoli cattolici*. Florence, 1869.
- *JACINI. *La questione di Roma al principio del 1863*. Turin, 1863.
- JANUS Il Papa ed il Concilio (Trad. ital.). Turin, 1869. [attribué en partie à Döllinger].
- *[LA GUÉRONNIÈRE]. *Le Pape et le Congrès*. Paris, 1859.
- *La France, Rome et l'Italie*. Paris, 1861.
- LIVERANI. *Il papato, l'impero, e il regno d'Italia*. Florence, 1861.
- MAGUIRE. *Pontificate of Pius the Ninth*. Londres, 1870.
- MANNING. *The Centenary of St Peter and the general Council*. Londres, 1867.
- *True story of the Vatican Council* (dans le *Nineteenth Century*, mars-juillet 1877).
- MARGOTTI. *La vittorie della chiesa nel primo decennio.... di Pio Nono*. Milan, 1857.
- MINCHETTI. *L'État et l'Église* (Trad. franç.). Paris, 1882.
- MONTALEMBERT. *Lettre à M. le comte de Cavour*. Paris, 1860.
- *Deuxième lettre à M. le comte de Cavour*. Paris, 1861.
- *Pius IX and France in 1849 and 1859* (trad. angl.) Boston, 1861.
- MURA. *Il clero e la società moderna*. Rome, 1860.
- *Sulla questione romana*. Rome, 1862.
- NAPOLEONE (Principe) e Cavour, dans *Riv. Eur.*, XXIX, 511.
- NEWMAN. *Letter to the Duke of Norfolk*. Londres, 1875.
- OLLIVIER. *L'Église et l'État au Concile du Vatican*. Paris, 1879.
- *O'REILLY. *Life of Leo XIII*. Londres, 1887.
- Organisation administrative des États de l'Église*. Paris, 1863.
- *PANTALEONI. *L'idea italiana nella soppressione del potere temporale*. Turin, 1884.
- Papers relating to the French occupation of Rome* (Papiers parl.), 1862.
- *PASSAGLIA. *Il pontefice ed il principe*. *Dialoghi*. N. L., 1860.
- *[—]. *Per la causa italiana ai vescovi cattolici*. Florence, 1861.
- PAYA. *Les cachots du Pape*. Paris, 1864.
- PERFETTI. *Delle nuove condizioni del Papato*. Florence, 1861.
- Petizione di novemila sacerdoti italiani a S.S. Pio Papa IX*. Turin, 1862.
- « POMPONIO LETO » [Vitelleschi] *Eight months at Rome during the Vatican Council* (Trad. angl.). Londres, 1876.
- « PUBBLICISTA LOMBARDO (UN) ». *L'Italia e la Francia riguardo allo stato pontificio*. Pavie, 1868.
- Roma e l'Italia*. Padoue, 1870.
- Rome et ses provinces*. Paris, 1860.

- SÉGUR. Les martyrs de Castelfidardo. Paris, 1861.
- * SUJET DU PAPE (UN) » [Minghetti]. *Question romaine*. Observations sur la note de M. de Rayneval, N. L., 1857.
- * THOUVENEL. *Le secret de l'Empereur*, 2 vol. Paris, 1889.
- [TOMMASONI]. *Epoca seconda* de Pio IX (dans *Il Cimento*, V., VI.). Turin, 1855.
- « UN ROMANO ». *Sulle questioni urgenti* di M. D'Azeglio. Turin, 1861.
- « UN TEOLOGO ROMANO ». *I Cattolici Liberali*. Florence, 1869.
- VEUILLOT (E.). *Le Piémont* dans les États de l'Église. Paris, 1861.
- Antonelli (dans *Célébrités catholiques contemporaines*). Paris, 1870.
- VEUILLOT (L.). *Le Pape et la diplomatie*. Paris, 1861.
- Westminster Review, octobre 1853 (article attribué à Saffi).
- WISEMAN. *Pastoral letter* enjoining collections for the Pope. Londres, 1860.
- WYLIE. *The awakening of Italy and the crisis of Rome*. Londres [1866].
- Naples et la Sicile après septembre 1860.*
- * BIANCO DI SAINT-JORIOZ. *Il brigantaggio alle frontiere pontificie dal 1860 al 1863*. Milan, 1864.
- CENNI. *Delle presenti condizioni d'Italia*. Naples, 1862.
- * CIOTTI. *I casi di Palermo*. Palermo, 1866.
- « COLET » [Révoil]. *Naples sous Garibaldi*. Paris, 1861.
- Collezione delle leggi e de' decreti.... durante il periodo della dittatura*. Naples, 1860.
- Correspondence respecting South Italy* (Papiers parl.). Londres, 1862.
- relating to brigands in Italy (Papiers parl.). Londres, 1863.
- * DE CESARE. *La vita e i tempi.... di A. Scialoja*. Rome, 1879.
- GARNIER. *Le royaume des Deux-Siciles*. Paris, 1866.
- Intorno l'unità d'Italia nel 1860. N. L. [1861].
- MONNIER. *Histoire du brigandage dans l'Italie méridionale*. Paris, 1862.
- Naples et le Piémont*. Paris, 1860.
- * NISCO. *Il generale Cialdini e i suoi tempi*. Naples, 1893.
- Reazione (La).... d'Isernia dal 30 settembre al 20 ottobre 1860*. Naples 1861.
- * REVEL. *Da Ancona a Napoli*. Milan, 1892.
- State (The) of Sicily*. Londres, 1864.
- ULLOA. *Delle presenti condizioni del reame delle Due Sicilie*. N. L., 1862.
- *Lettres napolitaines*. Paris, 1864.
- « UN PATRIOTA ITALIANO ». *Delle condizioni d'Italia*, *Pensieri*. Milan, 1863.

INDEX

- Aberdeen (Lord), I, 161, 391.
- A'Court (Sir William), I, 22.
- Albani (Cardinal), I, 129, 135.
- Alfieri di Sostegno (Marquis César), I, 54, 182.
- Amadée (Prince), duc d'Aoste, II, 248.
- Antonelli (Cardinal), I, 250, 301, 308, 389, 417; II, 33, 65, 132, 133, 135, 137, 172, 217, 237, 255, 281, 290, 391, 392 et suiv.
- Anviti (Comte), II, 14, 111.
- Armellini (Carlo), I, 346, 347, 350.
- Balbo (Comte César), I, 124, 164, 170, 172, 214, 215, 230, 247 et suiv., 370.
- Balbo (Comte Prospero), I, 19, 36, 46, 53.
- Baldasseroni (Chevalier Giovanni), I, 193, 405, 408.
- Bandiera (Attilio et Emilio), I, 160-161; II, 235.
- Bassi (Père Ugo), I, 239, 348, 361, 364, 372; II, 131.
- Bastide (Jules), I, 280, 322, 363; II, 120.
- Bastogi (Pietro), II, 261, 323.
- Bava (Général Eusebio), I, 244, 267.
- Beauharnais (Prince Eugène), I, 6, 7, 8, 9.
- Belgiojoso (Princesse Christine), I, 359.
- Benedetti (Comte Vincent), II, 125, 240.
- Bentinck (Lord William), I, 12, 15, 22, 25.
- Bentivegna (Baron Francesco), II, 38.
- Berchet (Giovanni), I, 113, 124, 146, 157, 247.
- Bernetti (Cardinal Tommaso), I, 85, 129, 132, 133, 154.
- Bertani (Agostino), II, 39, 59, 146, 157, 167, 171, 176, 262 et suiv.
- Beust (Baron Ferdinand von), II, 377, 382, 384, 385, 386.
- Bismarck (Comte de), plus tard prince, II, 64, 227-228, 294 et suiv., 306, 309, 381, 384, 390.
- Bixio (Nino), I, 359; II, 59, 152, 179, 226, 322, 375.
- Bomba (Roi). Voir Ferdinand II.
- Bonaparte (Charles-Lucien), prince de Canino et de Musignano, I, 163, 308, 355.
- Bozzelli (Chevalier Francesco Paolo), I, 217, 219, 253, 326, 329, 330, 331.
- Bonaparte (Prince Napoléon-Jérôme), II, 49, 58, 90, 162, 220, 240.
- Bon Compagni (Chevalier Carlo), II, 52, 62, 89, 112, 113.
- Borjès (José), II, 234.
- Bowring (Sir John), I, 163.
- Brofferio (Angelo), I, 145, 180, 216, 285 et suiv.; II, 28, 45, 116.
- Brunetti (Angelo). Voir *Ciceruacchoi*.
- Buol (Comte Karl von), II, 43, 69.
- Byron (Lord), I, 27, 43, 122.
- Cambay-Digny (Comte Louis-Guil-laume), II, 373.

- Canosa (Antonio Capace Minutolo, prince de), I, 25, 44, 152.
- Capponi (Marquis Gino), I, 124, 156, 165, 192, 221, 287, 289, 396; II, 88, 136.
- Carignano (Prince Eugène de), II, 106, 112, 209, 231.
- Carrascosa (Général), I, 36, 41.
- Casati (Comte Gabrio), I, 231.
- Castlereagh (Viconte), I, 13, 15, 22.
- Cattaneo (Carlo), I, 16, 206, 233 et suiv., 260, 369; II, 128.
- Cavour (Comte Camillo Benso di), I, 113, 147, 176, 214, 216, 225, 380, 408 et suiv., 428, 433 et suiv., 440; II, 1 et suiv., 20 et suiv., 41, 53, 67, 87, 90, 100, 112, 117, 120 et suiv., 124 et suiv., 139, 144 et suiv., 152 et suiv., 160, 161 et suiv., 164, 169, 172, 180 et suiv., 195, 204, 214 et suiv., 223, 224 et suiv., 227 et suiv., 242, 258, 268, 276, 345.
- Charles III (Duc de Parme), I, 400; II, 14.
- Charles-Albert, roi de Piémont, I, 37, 38, 39, 50, 145, 146, 148, 167, 172, 176, 177, 179, 187, 196, 215, 230, 234, 240 et suiv., 242 et suiv., 262 et suiv., 287, 321, 329, 375, 376, 382; II, 199, 216.
- Charles-Félix, roi de Piémont, I, 39, 45, 50, 53, 145, 146.
- Charles-Louis, duc de Lucques, plus tard Charles II de Parme, I, 72, 196, 199, 399.
- Chranowsky (Général), I, 323, 324, 325.
- Church (Général Richard), I, 31.
- Cialdini (Enrico), II, 74, 173, 185, 233, 246, 254, 256, 302, 305, 365, 375.
- Ciceruacchio. Voir *Brunetti*, I, 194, 200, 249, 361.
- Cipriani (Lionetto), II, 110.
- Clarendon (Earl of), II, 17, 33, 35, 342.
- Clotilde (Princesse), II, 50, 58.
- Cobden (Richard), I, 192, 214.
- Colletta (Général Pietro), I, 36, 124.
- Confalonieri (Comte Federigo), I, 9, 39, 43.
- Consalvi (Cardinal), I, 13, 20, 81 et suiv., 128.
- Corboli-Bussi (Monsignor Giovanni), I, 188, 201.
- Cordova (Filippo), I, 337 et suiv., 382; II, 196.
- Correnti (Cesare), I, 266, 382.
- Corsini (Don Neri) l'aîné, I, 152, 191.
- Corsini (Don Neri) le cadet, prince de Lajatico, I, 213; II, 112.
- Crispi (Francesco), I, 217, 382; II, 38, 128, 140, 144, 177, 181 et suiv., 194, 200, 280, 321, 322, 348, 354, 357, 371, 373 et suiv., 440.
- Dabormida (Général Giuseppe), II, 2, 107.
- D'Azeglio (Chevalier Massinio), I, 113, 142, 155, 172, 173, 174, 194, 230, 247, 285, 380, 382, 409, 414 et suiv., 417, 419, 426, 434; II, 4, 5, 63, 97, 98, 118, 136, 143, 159, 235, 271.
- De Laugier (Général), I, 267, 316.
- De Launay (Nobile Gabriele), I, 377.
- Delcarotto (Marquis Francesco Saverio), I, 150, 219.
- De Lesseps (Ferdinand), I, 356 et suiv.
- Della Margherita (Comte Clemente Solaro), I, 178, 179, 181, 182, 198, 202; II, 28, 87.
- De Maistre (Comte Joseph), I, 13 et suiv., 122.
- De Mérode (Monsignor Saverio), II, 237.
- Depretis (Agostino), II, 26, 177, 250 et suiv.
- De Sonnaz (Général Ettore), I, 273 et suiv.
- De Sonnaz (Général Maurizio), II, 199.

- Di Rudini (Marquis Antonio), II, 338.
- Durando (Giacomo), I, 145, 156, 175, 216, 249, 265; II, 2, 5, 74, 120, 345.
- Durando (Giovanni), I, 156, 249, 265, 266, 324.
- Eugénie (Impératrice), II, 17, 238, 268, 386.
- Fabbi (Comte Adoardo), I, 294, 295.
- Fabrizi (Nicola), II, 38, 140, 253.
- Fanti (Manfredo), I, 156; II, 99, 109, 110, 119, 173, 225 et suiv.
- Farini (Luigi-Carlo), I, 113, 382, 434; II, 97, 105 et suiv., 110, 111, 112, 129, 167, 197, 201, 258, 377 et suiv.
- Favre (Jules), I, 356; II, 369, 390.
- Ferdinand (Duc de Gênes), I, 244, 325, 334 et suiv.; II, 5.
- Ferdinand (Empereur d'Autriche), I, 209, 231.
- Ferdinand I (Roi de Naples), I, 21, 25, 27, 34, 35, 45.
- Ferdinand II (Roi de Naples), I, 216, 217, 218, 219, 299, 327 et suiv., 339, 389 et suiv., 406; II, 12, 35, 40, 138.
- Ferdinand III (Grand duc de Toscane), I, 207.
- Ferrari, I, 265, 266, 267.
- Ferretti (Cardinal Gabriele), I, 195.
- Ferretti (Comte Pietro), I, 195.
- Filangieri (Carlo), prince de Satriano, I, 337; II, 12, 138.
- Fortunato (Chevalier Giustino), II, 12.
- Foscolo (Ugo), I, 24, 59, 124.
- Fossombroni (Comte Vittorio), I, 75, 145, 152.
- François I^{er} (Empereur d'Autriche), I, 20, 44, 65.
- François I^{er} (Roi de Naples), I, 29 et suiv., 149.
- François II (Roi de Naples), II, 138, 160, 163, 185, 198, 204.
- François IV (Duc de Modène), I, 23, 44, 127, 145.
- François V (Duc de Modène), I, 200, 399; II, 14, 98.
- François-Joseph (Empereur d'Autriche), I, 395; II, 42, 75 et suiv., 83, 183, 382.
- Fransoni (Monsignor Luizi), I, 182, 419.
- Gallo, I, 136.
- Garibaldi (Giuseppe), I, 149, 198, 276, 281, 310, 358 et suiv.; II, 30 et suiv., 39, 59, 74, 109, 112, 118, 126, 128, 135, 138, 140, 143 et suiv., 146 et suiv., 161 et suiv., 170, 177, 180 et suiv., 191, 225 et suiv., 244 et suiv., 252 et suiv., 262 et suiv., 283, 305, 337, 347, 350, 353 et suiv., 365 et suiv., 376.
- Garibaldi (Menotti), II, 248, 360, 367 et suiv.
- Gavazzi (Padre Alessandro), I, 194, 288, 364.
- Gaysruck (Comte et archevêque), I, 61, 185, 208.
- Gioberti (Abbé Vincenzo), I, 113, 162, 166, 167, 170, 185, 186, 228, 260, 285, 303, 307, 316 et suiv., 370, 416, 426; II, 23, 131, 212.
- Giusti (Giuseppe), I, 72 et suiv., 164.
- Gizzi (Cardinal), I, 189, 194.
- Gladstone (W.-E.), I, 391 et suiv.; II, 16, 121.
- Grégoire XVI (Pape), I, 129, 182, 228, 383; II, 135.
- Guerrazzi, I, 125, 126, 288-290, 307, 313, 340 et suiv., 370, 396; II, 117.
- Haynau (Maréchal), I, 353, 426.
- Hübner (Baron), II, 57.
- Hudson (Sir James), II, 17, 35.
- Hummelauer, I, 269.
- La Farina (Giuseppe), I, 382; II, 25,

- 55-56, 108, 140, 143, 147, 155, 156.
- La Fayette (Jean-Paul, marquis de), I, 126.
- La Guéronnière (Viconte Arthur de), II, 58 et suiv., 115, 131, 132, 135, 205.
- La Marmora (Alfonso), I, 3, 375, 423; II, 42, 116, 160, 183, 205, 273, 275, 277, 284, 289, 291 et suiv., 295 et suiv., 305, 310, 319, 320, 336, 373.
- Lamartine (Alphonse de), I, 120; II, 120.
- La Masa (Giuseppe), II, 141 et suiv.
- Lambruschini (Cardinal Luigi), I, 155, 183, 300.
- Lambruschini (Raffaello), I, 65, 76.
- La Moricière, II, 133, 137, 165, 172.
- Lauza (Général), II, 150.
- Lauza (Giovanni), II, 2, 41, 150, 273, 279, 320, 331, 373, 374, 385, 388, 389.
- Léon XII (Pape), I, 82, 129.
- Leopardi (Giacomo), I, 113.
- Léopold II (Grand-duc de Toscane), I, 73, 394; II, 62, 87, 114.
- Louis-Philippe, I, 126, 148, 218.
- Mac-Mahon (Maréchal), II, 75 et suiv., 386.
- Malmesbury (Earl of), II, 69.
- Mamiani della Rovere (Comte Terenzio), I, 169, 251, 291 et suiv., 308, 310, 370, 382.
- Manara (Luciano), I, 234, 245, 359, 360.
- Manin (Daniele), I, 113, 207, 209, 229, 235 et suiv., 286, 362 et suiv.; II, 13, 23 et suiv., 26, 37, 55, 120.
- Manzoni (Alessandro), I, 43, 113, 123, 125, 139.
- Marie-Louise (Duchesse de Lucques), I, 18, 71.
- Marie-Louise (Duchesse de Parme), I, 18, 72, 131, 203.
- Maximilien (Archiduc), II, 54, 83.
- Mazzini (Giuseppe), I, 113, 125, 138 et suiv., 164, 167, 175, 222, 247, 257, 259, 291, 310, 314, 372, 436; II, 13, 14, 21 et suiv., 26, 37, 38, 40, 59, 60, 87, 90, 119, 120, 128, 135, 138, 147, 166, 167, 189, 244, 262 et suiv., 276, 291 et suiv., 322, 335, 351 et suiv., 376, 384, 391, 397 et suiv.
- Mazzoni (Giuseppe), I, 313, 341, 344.
- Medici (Giacomo), I, 156, 359; II, 59, 118 et suiv., 166, 226.
- Medici (Luigi), I, 44.
- Menabrea (Comte Luigi Federico), II, 348, 365, 372, 385.
- Menotti (Ciro), I, 130, 132.
- Metternich (Prince Clément), I, 19, 28, 33, 46, 93, 145, 179, 196, 199, 209, 230, 231, 235.
- Milano (Agesilao), II, 39.
- Minghetti (Marco), II, 28, 202 et suiv., 217, 221, 229, 245, 258, 262, 275, 277, 285, 289, 320, 328, 371 et suiv.
- Minto (Lord), I, 194, 201, 426.
- Modena (Gustavo), I, 157.
- Montalembert (Charles, comte de), , 165, 210, 285, 380, 431.
- Montanelli (Giuseppe), I, 191, 289, 313, 340, 344, 345, 369, 370; II, 128.
- Mordini (Antonio), II, 177, 194, 196, 280, 322.
- Murat (Joachim), I, 6, 28.
- Murat (Lucien), II, 17, 29, 35 et suiv., 49, 139.
- Muzzarelli (Monsieur Carlo-Emmanuele), I, 308, 345.
- Napoléon Ier, I, 6, 119, 144.
- Napoléon (Louis, plus tard Napoléon III), I, 303, 354 et suiv., 384.
- Napoléon III, I, 431; II, 15, 57 et suiv., 79 et suiv., 87, 89, 113, 123

- et suiv., 136, 243, 255, 266 et suiv., 299, 305 et suiv., 363, 369, 381, 383, 387.
- Nazari (Giovan Battista), I, 209.
- Niccolini (Giovanni Battista), I, 75, 113, 158, 168.
- Nicotera (Baron Giovanni), II, 166, 170, 376.
- Nigra (Comte Carlo), II, 197, 272, 362, 387.
- Nunziante (Général Alessandro, duc de Mignano), II, 163, 164, 171.
- Nunziante (Général Ferdinando), I, 328.
- O'Connell (Daniel), I, 171, 214.
- O'Donnell (Comte), I, 231.
- Orsini (Felix), I, 352; II, 46 et suiv.
- Oudinot (Général), I, 355 et suiv., 384.
- Paleocapa (Pietro), I, 382; II, 2.
- Pallavicino-Trivulzio (Marquis Giorgio), I, 113; II, 23, 55, 182, 252.
- Palmerston (Vicomte), I, 188 et suiv., 268 et suiv., 363; 368; II, 12, 16, 35 et suiv., 47, 84, 111 et suiv.
- Panizzi (Antonio), I, 44; II, 17, 35, 111.
- Pantaleoni (Diomede), II, 218.
- Pareto (Marquis Lorenzo), I, 240, 293, 375, 379.
- Pasolini (Comte Giuseppe), II, 258, 295 et suiv.
- Passaglia (Carlo), II, 211, 213, 238.
- Pellico (Silvio), I, 27, 44, 157.
- Pepe (Florestano), I, 34.
- Pepe (Guglielmo), I, 28, 30, 43, 251, 254, 364, 366.
- Pepoli (Comte Gioachino Napoleone), II, 33, 94, 206, 209, 382.
- Persano (Comte Carlo Pellion di), II, 145 et suiv., 308.
- Peruzzi (Ubalдино), I, 314; II, 256, 258.
- Pie VII (Pape), I, 20, 21; II, 289.
- Pie VIII (Pape), I, 129.
- Pie IX (Pape), I, 182 et suiv., 221, 293, 300, 302; II, 10, 34, 136, 211 et suiv., 240, 267, 282, 318, 340 et suiv., 370, 380, 391, 392 et suiv.
- Pilo (Rosalino), II, 60, 141.
- Pinelli (Général Ferdinando), II, 198, 233.
- Pinelli (Pier-Dionigi), I, 266 et suiv., 380, 411.
- Pisacane (Carlo), duc de San Giovanni, I, 359; II, 39, 40, 143.
- Poerio (Carlo), I, 219, 391.
- Ponza di San Martino (Comte Gustavo), II, 2, 232, 258, 320, 390, 391.
- Prati (Giovanni), I, 180; II, 27.
- Radetzky (Maréchal von), I, 209, 210, 229, 231 et suiv., 242 et suiv., 266 et suiv., 281, 284, 313, 320, 325, 397, 401, 439, 440; II, 54.
- Rainerio (Archiduc), I, 209, 229.
- Ramorino (Général), I, 149, 324, 377.
- Rattazzi (Urbano), I, 113, 285, 412, 433; II, 2, 7, 45, 53, 101, 115, 116, 118 et suiv., 140, 200, 223, 242, 252, 256, 258, 275, 280, 317, 322, 326, 333, 355 et suiv., 371, 382, 387, 388.
- Rayneval (Alphonse de), I, 385; II, 33.
- Revel (Comte Ottavio di), I, 283, 285, 380, 411.
- Ricasoli (Baron Bettino), I, 113, 192, 287; II, 89, 94 et suiv., 105, 112, 113, 123, 157, 166, 167, 200, 225, 229, 236, 240, 243, 258, 280, 301, 305, 309, 310, 319, 326, 338, 346, 349, 388, 392, 393.
- Ricci (Vicenzo), I, 240, 263.
- Ridolfi (Marquis Cosimo), I, 192, 221, 396; II, 90, 97, 106.
- Rivarola (Cardinal), I, 129.
- Romagnosi (Gian Domenico), I, 113, 165.

- Romano (Don Liborio), II, 163, 172, 192.
 Rosmini (Abbé Antonio), I, 113, 285, 304, 416; II, 212.
 Rossetti (Gabriele), I, 113, 124, 169.
 Rossi (Comte Pellegrino), I, 189, 222, 295 et suiv., 305, 330, 369.
 Rossini (Giovacchino), I, 66, 157, 186.
 Rouher (Eugène), II, 268, 370, 371, 383.
 Russell (Lord John), II, 13, 16, 82, 99, 112 et suiv., 139, 265.
 Saffi (Comte Aurelio), I, 346 et suiv.
 Saliceti (Aurelio), I, 251; II, 35.
 Salvagnoli (Vincenzo), II, 90, 131, 247.
 Santa Rosa (Comte Pietro Derossi di), I, 419.
 Santa Rosa (Comte Santorre di), I, 42, 113.
 Schwarzenberg (Prince Félix von), I, 398, 402, 429; II, 54.
 Schwarzenberg (Prince Karl von), I, 397, 398.
 Scialoja (Antonio), I, 382; II, 328.
 Sella (Quintino), II, 273, 279, 312, 320 et suiv., 347, 373, 378, 385, 386, 395.
 Serristori (Comte Luigi), I, 200, 346, 393.
 Settembrini (Luigi), I, 217, 391.
 Settimo (Ruggiero), I, 288, 332.
 Siccardi (Giuseppe), I, 417, 418, 419, 423, 426.
 Spaventa (Silvio), I, 247; II, 197, 260.
 Sterbini (Pietro), I, 300, 308, 346, 360.
 Syracuse (Léopold, comte de), I, 150, 159; II, 39, 163, 172.
 Tazzoli (Abbé Enrico), I, 438.
 Thiers (Adolphe), I, 354; II, 120, 370.
 Thomas (Duc de Gènes), II, 114.
 Thouvenel (Antoine-Édouard), II, 115, 122, 255.
 Thurn, I, 266.
 Tommaseo (Niccolò), I, 165, 209, 229, 235, 382.
 Tonello (Michelangelo), II, 343.
 Torelli (Luigi), I, 175, 207.
 Torrearsa (Marquis Faldella di), I, 335.
 Troya (Comte Carlo), I, 124, 165, 251, 370.
 Troya (Comte Ferdinando), II, 12.
 Valerio (Lorenzo), I, 216, 412 et suiv.; II, 26, 45, 116, 209.
 Vegezzi (Saverio), II, 290.
 Ventura (Padre Giovacchino), I, 188, 190, 194, 308, 359; II, 131.
 Verdi (Giuseppe), I, 76, 157; II, 56.
 Victor-Emmanuel I, I, 14, 19, 52.
 Victor-Emmanuel II, comme duc de Savoie, I, 179, 273, 325, 375, 377 et suiv., 426 et suiv.; II, 14, 25, 31, 61, 66, 79, 83, 89, 109, 113, 119, 136, 141, 164, 174 et suiv., 184, 194, 206 et suiv., 238, 242, 248 et suiv., 253 et suiv., 291, 340, 348, 354 et suiv., 375, 382 et suiv.
 Vieusseux (Giacomo Pietro), I, 74, 77, 124.
 Villamarina (Marquis Emmanuel Pes di), I, 177, 201.
 Villamarina (Marquis Salvatore Pes di), II, 142, 164, 174.
 Visconti-Venosta (Marquis Emilio), II, 259, 272, 385, 387, 388, 390.
 Walewski (Comte), II, 17, 34, 106, 114.
 Ward (Baron Thomas), I, 72, 199.
 Wellington, I, 145.
 Zucchi (Carlo), I, 132, 136, 238, 265, 298, 310.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE XXIV. — LE CONGRÈS DE PARIS

Le Piémont en 1853-54. LA SUPPRESSION DES MONASTÈRES ; le projet de loi ; les propositions des évêques ; le projet est voté. Le Piémont et la France ; la guerre en Orient ; LE TRAITÉ AVEC L'ANGLETERRE ET LA FRANCE. Les Piémontais en Crimée. État de l'Italie, 1852-55. Rome : le *motu proprio*, lettre morte ; la tyrannie. Naples : tyrannie de Ferdinand. Gouvernement plus doux dans la Lombardo-Vénétie. Les duchés. LE CONGRÈS DE PARIS ; Cavour au Congrès ; politique anglaise ; politique de Napoléon III ; propositions de Cavour ; résultats du Congrès. 1

CHAPITRE XXV. — LA SOCIÉTÉ NATIONALE

Défauts de Cavour. Décadence des républicains et des démocrates. Les nouveaux nationaux ; Manin ; LA SOCIÉTÉ NATIONALE ; la « bannière neutre » ; la propagande de la Société ; la convention du Piémont ; Cavour et la Société Nationale ; Victor-Emmanuel ; Garibaldi. Intervention anglo-française : 1^o à Rome ; mémoire de Rayneval ; la visite du Pape en Romagne ; 2^o à Naples. LUCIEN MURAT ; Cavour et Murat ; les Unitaires et Murat. Plans de révolution dans le Sud ; l'expédition de Pisacane ; le « Cagliari ». Le Piémont en 1855-57 ; loi scolaire de Lanza ; rupture avec l'Autriche ; les élections de 1857 ; démission de Rattazzi. 20

CHAPITRE XXVI. — PLOMBIÈRES

Complot d'Orsini ; Napoléon III et le Piémont ; ENTREVUE DE NAPOLÉON ET DE CAVOUR A PLOMBIÈRES ; l'Empereur et l'Europe. Cavour et l'Italie centrale ; il organise le mouvement national. Maximilien en Lombardie. Propagande de la Société Nationale. Paroles de l'Empereur à Hübner ; le « cri de douleur » ; LE TRAITÉ AVEC LA FRANCE ; *Napoléon III et l'Italie* ; la conversion des républicains ; « en route pour le Piémont » ; la Toscane ; le Piémont. L'Empereur en mars ; politique allemande ; politique anglaise ; Congrès proposé ; désarmement proposé ; ultimatum autrichien ; la France déclare la guerre. 47

CHAPITRE XXVII. — LA GUERRE DE 1859

Le Piémont est prêt. Marche en avant des Autrichiens ; les Français arrivent ; Montebello ; Palestro ; les volontaires ; Magenta ; les alliés à Milan ; révolte de la Romagne et des duchés ; SOLFÉRINO. L'armistice ; les motifs de l'Empereur ; difficultés militaires ; l'Empereur et l'Italie ; politique prussienne ; politique anglaise. LES PRÉLIMINAIRES DE VILLAFRANCA. 70

QUATRIÈME PARTIE. — L'ITALIE UNIFIÉE

CHAPITRE XVIII. — APRÈS VILLAFRANCA

Examen rétrospectif ; Toscane, d'avril à juillet ; la révolution ; le prince Napoléon en Toscane ; conversion des autonomistes. Romagne, de mai à juillet ; la mise à sac de Pérouse ; l'Empereur et la Romagne. APRÈS VILLAFRANCA. Farini. RICASOLI. Les commissaires rappelés ; l'Italie centrale déterminée à l'unité ; la Ligue militaire ; l'Empereur s'oppose à une intervention ; votes pour l'annexion ; l'annexion refusée. 86

CHAPITRE XXIX. — L'ANNEXION DU CENTRE

L'Italie centrale tient bon ; Farini projette une Ligue politique ; « Piémontisant » ; la question de la Régence ; Napoléon III en octobre ; le Piémont et la Régence. Les démocrates ; plans pour attaquer l'Ombrie ; Garibaldi rappelé. Élection du Régent ; le compromis Bon Compagni. Napoléon III et le Congrès ; politique anglaise ; « le Pape et le Congrès ». Cavour et le ministère ; les comités libres ; Rattazzi donne sa démission ; CAVOUR PREMIER MINISTRE. LA SAVOIE ET NICE ; Cavour, Napoléon III et l'Angleterre ; les traités de cession ; les plébiscites pour l'ANNEXION. Le Parlement italien. 104

CHAPITRE XXX — LES UNITAIRES

LES UNITAIRES : Mazzini ; Bertani ; Cavour ; le Roi. Vénétie. L'ITALIE ET ROME ; réformes ecclésiastiques ; le clergé national ; les volontaires du Pape ; le Pouvoir Temporel ; l'Ombrie et les Marches ; le Vicariat ; la garnison française. NAPLES : François II ; l'alliance piémonto-napolitaine ; projets de révolte en Sicile ; le soulèvement Della Gancia ; GARIBALDI ET LA SICILE ; politique de Cavour à Naples ; il décide de soutenir les révoltés ; indécision de Garibaldi ; il se décide à aller en Sicile ; attitude de Cavour. 128

CHAPITRE XXXI. — GARIBALDI EN SICILE

L'« EXPÉDITION DES MILLE » ; le « raid » de Zambianchi ; Marsala ; Calatafini ; Palerme. Les Siciliens ; gouvernement de Crispi ; Cavour et la Sicile ; la question de l'annexion ; mission et bannissement de La Farina ; Cavour et Garibaldi en juillet. Les renforts ; Milazzo. CAVOUR ET NAPLES ; il veut devancer Garibaldi ; François accorde une constitution ; intrigues de Cavour à Naples ; les nationaux ne réussissent pas à s'y soulever ; soulèvements dans les provinces. CAVOUR DÉCIDE D'OCCUPER L'OMBRIE ; l'expédition Bertani-Nicotera ; Cavour obtient la sanction de l'Empereur. 146

CHAPITRE XXXII. — L'ANNEXION DU SUD

Garibaldi franchit le détroit ; sa marche à travers la Calabre ; les Bourbonniens abandonnent François ; GARIBALDI A NAPLES. LES PIÉMONTAIS ENVAHISSENT L'OMBRIE ET LES MARCHES ; La Moricière ; Castelfidardo. Garibaldi veut marcher sur Rome ; la dictature à Naples ; mouvement annexionniste ; bataille du Volturno. Garibaldi demande la révocation de Cavour ; le Roi est sur le point d'aller à Naples ; les plébiscites. L'Autriche menace d'une attaque. Le Roi dans les Abruzzes ; les deux armées ; bataille du Garigliano ; le Roi à Naples ; Garibaldi se retire à Caprera. Le siège de Gaète. 170

CINQUIÈME PARTIE. — LE ROYAUME D'ITALIE

CHAPITRE XXXIII. — LE NOUVEAU ROYAUME

Le royaume d'Italie. La SITUATION A NAPLES ; réaction bourbonnienne ; les Garibaldiens ; la Sicile ; constitution ou dictature ? La Farina en Sicile ; Farini à Naples ; Carignano et Nigra ; BRIGANDAGE. LE PIÉMONT ET L'ITALIE ; les « régions » ; Cavour ajourne la question. Venise. 189

CHAPITRE XXXIV. — L'ITALIE ET ROME

L'ITALIE ET ROME ; sentiment anticatholique ; Cavour et le pouvoir temporel ; la situation catholique ; le clergé libéral ; l' « ÉGLISE LIBRE DANS L'ÉTAT LIBRE » ; négociations avec Rome : elles sont rompues ; Napoléon III a l'intention de retirer la garnison française. Les élections ; partis politiques ; le gouvernement et les volontaires ; Garibaldi attaque Cavour ; MORT DE CAVOUR. 206

CHAPITRE XXXV. — RICASOLI

RICASOLI PREMIER MINISTRE. Naples : Ponza di San Martino ; Cialdini ; brigandage ; abolition des lieutenances. Ricasoli et ROME ; la pétition des prêtres libéraux ; Napoléon III et Rome en 1861. 229

CHAPITRE XXXVI. — ASPROMONTE

Ricasoli et Venise. La cabale et Garibaldi. Ricasoli et les démocrates ; Ricasoli et Garibaldi ; Ricasoli donne sa démission. RATAZZI ET GARIBALDI ; Garibaldi en Lombardie ; Sarnico ; Garibaldi à Palerme ; « Rome ou la mort » ; le gouvernement et Garibaldi ; ASPROMONTE. Napoléon III et Rome en 1862. Rattazzi donne sa démission. 241

CHAPITRE XXXVII. — LA CONVENTION DE SEPTEMBRE

Faut-il avancer ou se retrancher ? LE MINISTÈRE MINGHETTI ; la *Consorteria* ; le Parlement ; le scandale des chemins de fer du Sud. Les intrigues du Roi avec Mazzini et Garibaldi. Minghetti essaie de conquérir la Vénétie. Minghetti, la France et Rome ; la CONVENTION DE SEPTEMBRE ; les troubles de Turin. 257

CHAPITRE XXXVIII. — LE SYLLABUS

LE MINISTÈRE LA MARMORA ; le Parlement et la Convention ; agitation au Piémont ; le « Permanent ». Lanza et Sella. La nouvelle Chambre. L'ultramontanisme ; LE SYLLABUS ; l'Italie et le Syllabus ; la suppression des monastères et les projets de loi sur les propriétés ecclésiastiques ; les évêchés vacants ; la mission Vegezzi. 275

CHAPITRE XXXIX. — CONQUÊTE DE LA VÉNÉTIE

Les Autrichiens en Vénétie ; les soulèvements ; Mazzini et le parti « Permanent » ; l'Italie et la Vénétie ; L'ALLIANCE PRUSSIENNE ; La Marmora et Bismarck ; le traité signé ; efforts pour la paix ; la guerre est déclarée. Plans de campagne ; CUSTOZZA ; inaction de l'armée ; Napoléon propose un armistice ; les volontaires ; Lissa ; *uti possidetis* ; l'armistice est signé ; la paix est conclue. 291

CHAPITRE XL. — LE PAYS ET LA CHAMBRE

L'Italie ; sa pauvreté ; ses ressources ; le gouvernement et le commerce ; les paysans. Progrès dans l'enseignement ; moralité ; caractère et culture ; liberté

sociale. L'électorat; le PARLEMENT; les partis; intégrité politique. LES FINANCES: augmentation des dépenses; efforts pour les réduire; augmentation de la dette; les impôts; ministres des finances. L'administration. Le gouvernement local. La réforme sociale. 311

CHAPITRE XLI. — LE DÉCRET SUR L'ÉGLISE LIBRE

Après Custozza. La Sicile; révolte de Palerme. Politique intérieure de Ricasoli. SUPPRESSION DES MONASTÈRES; attitude de Rome; Ricasoli et l'Église; la mission Tonello; PROJET DE LOI SUR L'ÉGLISE LIBRE; il est repoussé. Les élections; Ricasoli donne sa démission. 334

CHAPITRE XLII. — MENTANA

Troisième ministère Rattazzi; Rome réclamée à grands cris; GARIBALDI ET RATTAZZI; les comités romains; le « raid » de Terni; politique de Rattazzi; politique française; Rattazzi et le parti de l'action; Garibaldi en septembre; son arrestation; les « raids »; Rattazzi change ses batteries; LA FRANCE SE DÉCIDE A INTERVENIR; Rattazzi donne sa démission; Garibaldi s'échappe de Caprera; le soulèvement romain; les Français débarquent à Civita-Vecchia; cabinet Menabrea; les troupes italiennes passent la frontière; campagne de Garibaldi; MENTANA; le « jamais » de Rouher. 348

CHAPITRE XLIII. — VERS ROME

Menabrea; affermage du monopole du tabac; Menabrea se retire; le ministère Lanza. Mouvement républicain. La Papauté après Mentana; l'Italie et Rome; LE CONCILE ŒCUMÉNIQUE. PROJET D'ALLIANCE AVEC LA FRANCE ET L'AUTRICHE; l'Italie et la France; négociations en 1868-69; négociations en juillet-août 1870. L'Italie et la Convention; Lanza décide d'occuper Rome; occupation des États de l'Église. PRISE DE POSSESSION DE ROME. Lanza et la Papauté; transfert de la capitale; LA LOI DES GARANTIES. Conclusion. 371

APPENDICES

A. Charles-Albert et les Carbonari.	399
B. La théorie du poignard.	400
C. Le gouvernement anglais et les Bandieras.	402
D. L'assassinat de Rossi.	403
E. Les donjons de l'Inquisition.	404
F. Garibaldi, Rattazzi et Victor-Emmanuel en 1862.	406
G. Nomenclature politique.	410
H. Tableau des monnaies, etc.	412
BIBLIOGRAPHIE.	413

CARTES ET PLANS

Carte pour servir à l'intelligence des campagnes de 1849 et de 1859.	71
Le Piémont en avril 1859.	84
Le Piémont en août 1859.	85
Le royaume d'Italie en mai 1860.	127
L'Italie en novembre 1860.	190
INDEX ALPHABÉTIQUE.	437
TABLE DES MATIÈRES.	443



BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Volumes in-12 brochés à 3 fr. 50. — Volumes in-8 brochés de divers prix.

EUROPE

- SYBEL (H. de). ***Histoire de l'Europe pendant la Révolution française**, traduit de l'allemand par M^{lle} DOSQUET. Ouvrage complet en 6 vol. in-8. 42 fr.
 DEBIDOUR, inspecteur général de l'Instruction publique. ***Histoire diplomatique de l'Europe, de 1815 à 1878**. 2 vol. in-8. (Ouvrage couronné par l'Institut.) 18 fr.

FRANCE

- AULARD, professeur à la Sorbonne. ***Le Culte de la Raison et le Culte de l'Être suprême**, étude historique (1793-1793). 1 vol. in-12. 3 fr. 50
 — ***Etudes et leçons sur la Révolution française**. 2 vol. in-12. Chacun. 3 fr. 50
 DESPOIS (Eug.). ***Le Vandalisme révolutionnaire**. Fondations littéraires, scientifiques et artistiques de la Convention. 4^e édition, précédée d'une notice sur l'auteur par M. Charles BIGOT. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
 DEBIDOUR, inspecteur général de l'Instruction publique. ***Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France (1789-1870)**. 1 fort vol. in-8. 1898. (Couronné par l'Institut.) 12 fr.
 ISAMBERT (G.). ***La vie à Paris pendant une année de la Révolution (1791-1792)**. 1 vol. in-12. 1896. 3 fr. 50
 MARCELLIN PELLET, ancien député. **Variétés révolutionnaires**. 3 vol. in-12, précédés d'une préface de A. RANC. Chaque vol. séparém. 3 fr. 50
 BONDOIS (P.), agrégé de l'Université. ***Napoléon et la société de son temps (1793-1821)**. 1 vol. in-8. 7 fr.
 CARNOT (H.), sénateur. ***La Révolution française, résumé historique**. 1 volume in-12. Nouvelle édit. 3 fr. 50
 WEILL (G.), docteur ès lettres, agrégé de l'Université. **Histoire du parti républicain en France, de 1814 à 1870**. 1 vol. in-8. 1900 10 fr.
 BLANC (Louis). ***Histoire de dix ans (1830-1840)**. 5 vol. in-8. 25 fr.
 — 25 pl. en taille-douce. Illustrations pour l'*Histoire de Dix ans*. 6 fr.
 ELIAS REGNAULT. **Histoire de Huit ans (1840-1848)**. 3 vol. in-8. 15 fr.
 — 14 planches en taille-douce. Illustrations pour l'*Histoire de Huit ans*. 4 fr.
 GAFFAREL (P.), professeur à l'Université de Dijon. ***Les Colonies françaises**. 1 vol. in-8. 6^e édition revue et augmentée. 5 fr.
 LANESSAN (J.-L. de). ***L'Indo-Chine française**. Etude économique, politique et administrative sur *la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin*. (Ouvrage couronné par la Société de géographie commerciale de Paris, médaille Duplex.) 1 vol. in 8, avec 5 cartes en couleurs hors texte. 15 fr.
 LAUGEL (A.). ***La France politique et sociale**. 1 vol. in-8. 5 fr.
 SPULLER (E.), ancien ministre de l'Instruction publique. ***Figures disparues**, portraits contemp., littér. et politiq. 3 vol. in-12. Chacun. 3 fr. 50
 — **Histoire parlementaire de la deuxième République**. 1 volume in-12. 2^e édit. 3 fr. 50
 — **Hommes et choses de la Révolution**. 1 vol. in-12. 1896. 3 fr. 50
 TAXILE DELORD. ***Histoire du second Empire (1848-1870)**. 6 v. in-8 42 fr.
 VALLAUX (C.). **Les campagnes des armées françaises (1792-1815)**. 1 vol. in-12, avec 17 cartes dans le texte. 3 fr. 50
 WAHL, inspecteur général honoraire de l'Instruction aux colonies. ***L'Algérie**. 1 vol. in-8. 4^e édit. refondue, 1901. (Ouvrage couronné par l'Institut.) 5 fr.
 ZEVORT (E.), recteur de l'Académie de Caen. **Histoire de la troisième République** :
- Tome I. ***La présidence de M. Thiers**. 1 vol. in-8. 2^e édit. 7 fr.
 Tome II. ***La présidence du Maréchal**. 1 vol. in-8. 2^e édit. 7 fr.
 Tome III. **La présidence de Jules Grévy**. 1 vol. in-8. 7 fr.
 Tome IV. **La présidence de Sadi Carnot**. 1 vol. in-8. 7 fr.

BIBLIOTHÈQUE GÉNÉRALE

des

SCIENCES SOCIALES

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION

DICK MAY, Secrétaire général de l'École des Hautes Études sociales.

VOLUMES PUBLIÉS

L'individualisation de la peine, par R. SALEILLES, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris.

L'idéalisme social, par Eugène FOURNIÈRE, député.

***Ouvriers du temps passé** (xv^e et xvi^e siècles), par H. HAUSER, professeur à l'Université de Clermont-Ferrand.

Les transformations du pouvoir, par G. TARDE, professeur au Collège de France.

Morale sociale. Leçons professées au collège libre des sciences sociales, par MM. G. BELOT, MARCEL BERNÈS, BRUNSCHVIGG, F. BUISSON, DARLU, DAUBIAC, DELBET, CH. GIDE, M. KOVALEVSKY, MALAPERT, le R. P. MAUMUS, DE ROBERTY, G. SOREL, le PASTEUR WAGNER. Préface de M. EMILE BOUTBOUX, de l'Institut.

Les enquêtes, pratique et théorie, par P. DU MAROUSSEM.

Questions de morale, leçons professées à l'École de morale, par MM. BELOT, BERNÈS, F. BUISSON, A. CROISSET, DARLU, DELBOS, FOURNIÈRE, MALAPERT, MOCH, PARODI, G. SOREL.

Le mouvement social catholique depuis l'encyclique *Rerum novarum*, par Max TURMANN.

Chaque volume in-8° carré de 300 pages environ, cartonné à l'anglaise. 6 fr.

SOUS PRESSE OU EN PRÉPARATION

La méthode historique appliquée aux sciences sociales, par Charles SEIGNOBOS, maître de conférences à l'Université de Paris.

La formation de la démocratie socialiste en France, par Albert MÉTIN, agrégé de l'Université.

La méthode géographique appliquée aux sciences sociales, par Jean BRUNHES, professeur à l'Université de Fribourg (Suisse).

Les Bourses, par THALLER, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris.

La décomposition du Marxisme, par Ch. ANDLER, maître de conférences à l'École normale supérieure.

La statique sociale, par le Dr DELBET, député, directeur du Collège libre des sciences sociales.

Le monisme économique (sociologie marxiste), par DE KELLÈS-KRAUZ.

L'organisation industrielle moderne. Ses caractères, son développement, par Maurice DUFOURMENTELLE.

Précis d'économie sociale. *Le Play et la méthode d'observation*, par Alexis DELAIRE, secrétaire général de la Société d'économie sociale.

MINISTRES ET HOMMES D'ÉTAT

HENRI WELSCHINGER. — Bismarck. 1 vol. in-16. 1900. 2 fr. 50

LÉONARDON. — Prim. 1 vol. in-16. 1901. 2 fr. 50

SOUS PRESSE OU EN PRÉPARATION

Disraeli, par COURCELLE. — J. Ferry, par Alfred RAMBAUD (de l'Institut). —

Gladstone, par F. DE PRESSENSÉ. — Okoubo, ministre japonais, par COURANT.

— Léon XIII, par Anatole LEROY-BEAULIEU. — Alexandre II, par BOYER. —

Metternich, par Ch. SCHEFER. — Lincoln, par A. VIALLETE.

